

LE MONOPOLE DE L'ALCOOL INDUSTRIEL

Monographie du Service des alcools

Etude du régime provisoire et du statut définitif
La solution du problème de l'alcool

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée le 15 décembre 1932, à 14 heures

PAR

Robert G. WEILL

Licencié ès Lettres
Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales
et de l'Ecole libre des Sciences Politiques

JURY ... { *Président* : M. Edgard ALLIX, professeur.
 { *Suffragants* { M. A. AFTALION..... } professeurs.
 { M. W. OUALID..... }

LIBRAIRIE

du

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS (V°)

1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

LE MONOPOLE DE L'ALCOOL INDUSTRIEL

Monographie du Service des alcools

Etude du régime provisoire et du statut définitif
La solution du problème de l'alcool

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée le 15 décembre 1932, à 14 heures

PAR

Robert G. WEILL

Licencié ès Lettres
Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales
et de l'Ecole libre des Sciences Politiques

JURY ... { *Président* : M. Edgard ALLIX, *professeur*.
 { *Suffragants* { M. A. AFTALION..... }
 { M. W. OUALID..... } *professeurs*.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, rue Soufflot, PARIS (V°)

1932



IN MEMORIAM

Docteur EMILE WERTHEIMER

(1852-1924)

PROFESSEUR DE PHYSIOLOGIE
A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE LILLE
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

MON GRAND-PÈRE

ERNEST WEILL

(1882-1917)

MÉDAILLE MILITAIRE, CROIX DE GUERRE

ANDRÉ-LAZARE-RAOUL WEILL

(1892-1914)

LICENCIÉ EN DROIT, LICENCIÉ ÈS LETTRES
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, CROIX DE GUERRE

**MES ONCLES
MORTS POUR LA FRANCE**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551803_0001

AVANT-PROPOS

En entreprenant l'étude du monopole de l'alcool industriel qui fonctionne actuellement comme régime provisoire nous n'avons pas le propos de faire le procès de la doctrine du libéralisme économique. En dépit de l'opinion du sénateur TOURNAN, qui estime qu'il faut être « un doctrinaire impénitent » pour être aujourd'hui partisan de la liberté commerciale, nous pensons que la théorie libérale est, de nos jours encore, très digne d'être soutenue et nous n'hésitons pas à écrire qu'elle rallie nos sympathies.

Il n'entre pas non plus dans nos intentions de plaider en faveur d'un retour au régime de non-intervention en ce qui concerne l'alcool industriel. Il ne semble pas cependant, du moins dès le prime abord, que ce dernier doive échapper à l'application du système de liberté. Aussi bien, d'illustres économistes, tels LEROY-BEAULIEU et Yves GUYOT, combattaient-ils l'intervention de l'Etat représenté par ses partisans comme une machine de guerre contre l'alcoolisme et le déficit budgétaire.

A vrai dire d'ailleurs, il leur était facile de critiquer le monopole de l'alcool puisque aucune ébauche n'en avait été faite et que le régime n'avait pas encore subi l'épreuve des faits.

Il en va autrement aujourd'hui. Les exigences de la défense nationale ont en effet imposé, au cours de la dernière guerre, une certaine mainmise de l'Etat sur la production de l'alcool. Des nécessités d'adaptation de cet état de choses à la période de paix ont obligé ensuite les pouvoirs publics à organiser provisoirement le monopole de l'alcool industriel. En attendant l'établissement d'un régime définitif que le législateur promettait et qui n'a pas

encore vu le jour, le système provisoire a fonctionné et continue de fonctionner dans des conditions très favorables. Ses résultats sont des plus encourageants et la suppression du monopole provoquerait, dans l'ordre économique et social, plus de perturbations que son maintien. D'importants intérêts matériels et moraux sont en présence et ceci pris en considération ne peut qu'incliner à consolider et même à développer l'intervention de la puissance publique sur le marché du produit.

Nous pensons arriver à montrer, dans les pages qui vont suivre, la nécessité de cette intervention, à l'occasion de l'examen critique que nous ferons du monopole de l'alcool industriel, après avoir exposé avec toute l'objectivité qui est de règle dans un travail de cette nature, l'origine et le fonctionnement du régime provisoire établi.

* * *

Sans prétendre donner au législateur des directives ni même des avis, nous espérons cependant pouvoir faire œuvre utile en exprimant, au cours de cette étude, les inquiétudes que nous causent les mesures déjà réalisées et celles qui sont projetées touchant la viticulture. Nous nous proposons aussi de dégager quels devraient être les principes directeurs du statut attendu du Parlement, afin de réaliser un régime de l'alcool qui succédant à « un provisoire qui dure », ne soit pas seulement, suivant le mot de notre Maître, M. Edgar ALLIX, « un définitif provisoire ».

Nous ne pouvons concevoir d'autre part qu'un monopole soit établi pour l'avantage exclusif de quelques groupes d'individus. L'Etat, s'il élargit le champ de son activité, doit le faire pour le bien de tous. Guidé par cette considération, nous essaierons de préciser les dispositions propres à assurer avec l'équilibre financier du système, la sauvegarde des divers droits en présence dans la commune soumission aux intérêts généraux du Pays. Pour importants que soient en effet les besoins particuliers en cause nous ne saurions admettre leur satisfaction au détriment de l'économie nationale tout entière et au prix d'une dissociation progressive de la notion supérieure de l'Etat, cadre d'ordre, d'harmonie et de sécurité.

TITRE LIMINAIRE

CLASSIFICATION DES ALCOOLS

TITRE LIMINAIRE

CLASSIFICATION DES ALCOOLS

Scientifique - Industrielle et Commerciale Légale et réglementaire

1. But de ce titre. — 2. Définition de l'alcool. — 3. Alcools monoatomiques. — 4. Alcools diatomiques ou diols. — 5. Triols. — 6. Tétrols. — 7. Pentols. — 8. Hexols. — 9. Polyols. — 10. Mode de production des alcools. — 11. Propriété de l'alcool. — 12. Phases de la distillation. — 13. Classification commerciale. — 14. Classification des bons goûts. — 15. Matières alcooligènes. — 16. Seule la loi distingue les alcools naturels des alcools industriels. — 17. Alcools naturels. — 18. Alcools d'industrie.

1. L'objet de cette étude étant le régime des alcools d'industrie, il importe de distinguer, dans ce titre liminaire, les diverses catégories d'alcools selon qu'ils sont classifiés par le chimiste, l'industriel ou le législateur.

Section I. — Classification scientifique.

2. L'alcool chimiquement pur peut être défini « un composé organique ternaire non azoté qui produit, par action d'un acide, une combinaison neutre appelée éther, avec élimination d'eau ». Les éléments de ce composé sont : le carbone, l'oxygène et l'hydrogène.

La fonction alcool est représentée par un symbole appelé radical et qui, dans la formule d'un alcool, peut être mis en facteur sous un nombre d'exposants variables. Il est judicieux de classer les alcools d'après le nombre de fonctions alcooliques qu'ils contiennent.

3. Dans un premier groupe on range les alcools monoatomiques qui comprennent six séries :

1^o La SÉRIE GRASSE, qui se rattache à la série des carbures d'hydrogène dites série saturée ou grasse dont la

formule générale est $C^n H^{2n+2}$; le premier carbure de cette série est le méthane $C H^4$ duquel dérive l'alcool méthylique ou formique qui bout à 66° .

Au deuxième carbure l'éthane $C^2 H^6$ correspond l'alcool éthylique : le plus répandu, celui qui, dans le langage courant, est visé par le seul substantif « alcool »; puis en s'élevant, dans la série des carbures, aux propane, butane, etc., on trouve les alcools qui leur correspondent :

L'alcool propylique découvert par CHANCEL dans les marcs de raisin (te = 96°).

L'alcool butylique extrait de la betterave par WURTZ (te = 112°).

L'alcool amylique dérivant de la pomme de terre comme l'ont prouvé les travaux de SCHEELE (te = 132°).

L'alcool caproïque contenu dans les huiles du marc de raisin.

L'alcool caprilique obtenu par action de la potasse sur l'huile de ricin (te = 179°).

L'alcool cétylique auquel s'attachent les noms de CHEVREUL-DUMAS et PELIGOT qui l'ont extrait du blanc de baleine par saponification (te = 360°).

L'alcool cérotique produit de l'action de la potasse sur la cire vierge.

2° La SÉRIE ACÉTYLÉNIQUE, qui se rattache aux carbures de formule générale $C^n H^{2n}$, dont le premier terme est l'acétylène.

Le plus connu des alcools de cette série est l'alcool allylique contenu dans l'ail dont il tire le nom.

3° La SÉRIE CAMPHÉNIQUE, dont le terme le plus remarquable est l'alcool campholique ou bornol qui donne par oxydation le camphre.

4° La SÉRIE AROMATIQUE, dans laquelle se trouve l'alcool benzylique dérivé du toluène.

5° La SÉRIE CINNAMIQUE, dont les principaux représentants sont extraits de l'essence de cannelle.

6° Enfin la SÉRIE PHÉNOL aux innombrables termes.

4. Le deuxième groupe, alcools diatomiques ou diols, comprend deux séries :

1° Les glycols se rattachant aux carbures de forme $C_n H^{2n+2}$ ethlyglycol (te = 197°) WURTZ l'obtint par l'action du bromure d'éthylène sur l'acétate, d'argent; propyglyol (te = 188°); butyglycol (te = 183°); amyglycol (te = 177°), hexyglycol (te = 165°). A l'inverse de ce qui se passe pour la série grasse, les points de vaporisation sont d'autant plus faibles que la richesse moléculaire en carbone est plus grande.

2° La pyrocathéchine et l'orcine extraites du cachou et de lichens tinctoriaux.

5. Le troisième groupe, alcools triatomiques ou triols, comprend :

1° Les glycérines, dont la glycérine du commerce $C^3 H^8 O^3$.

2° La phloroglucine, produit par la distillation des racines de poirier.

3° L'alizarine, principe colorant de la garance.

6. Dans un quatrième groupe, les alcools tétraatomiques ou tétrols, classés en vingt-cinq catégories, donnent près de cent vingt produits d'oxydation; parmi eux l'érythrite, que l'on trouve dans certains lichens et qui donne par oxydation les acides erithronique et mésotartrique.

7. Le cinquième groupe est formé des alcools pentaatomiques ou pentols rangés en vingt et une catégories, parmi lesquelles on rencontre : les pinite, quercite, arabite, xylite et rhamnite.

8. Les alcools hexaatomiques ou hexols constituent le sixième groupe. Les plus remarquables sont la sorbite et la mannite que l'on extrait du céleri, du frêne et de la racine de grenadier et qui s'oxyde en fructose.

9. Enfin, le septième groupe englobe sous le nom de polyols les alcools ayant plus de six fonctions alcooliques.

10. En envisageant les alcools non point sous l'aspect de leur structure moléculaire, mais suivant leur mode de préparation on peut distinguer :

1° Les alcools de fermentation obtenus au sein d'un liquide sucré par l'action d'infiniment petits appelés ferments et qui agissent à la façon des bacilles.

2° Les alcools de distillation qui sont produits en se basant sur la différence des températures d'ébullition de l'alcool et des corps dont on veut l'extraire.

3° Les alcools de synthèse, composés à partir de leurs éléments chimiques sous l'influence de certains agents physiques tels que : chaleur, pression, lumière, électricité. La synthèse type de l'alcool est celle de l'alcool éthylique réalisé dès 1854 par Marcellin BERTHELOT.

Les éléments C et H étaient empruntés à l'éthylène C^2H^4 l'oxygène à de l'acide sulfurique hydraté. Les deux corps liquides et gazeux étaient mélangés dans un ballon chauffé contenant du mercure qui facilitait la réaction; BERTHELOT obtenait ainsi de l'acide éthylsulfurique qui par absorption de baryte, donnait un résidu solide de sulfate de baryte et un produit liquide : l'alcool éthylique.

11. Les principales caractéristiques physiques et chimiques de ce corps sont :

Densité, 0, 809.

Point d'ébullition, 78°.

Il dissout les corps gras, les résines, les essences, quelques azotates, de nombreux chlorures et presque tous les acides. Très hydrophile, il est miscible à l'eau en toutes proportions.

Section II. — Classification industrielle et commerciale.

12. L'industrie qui fabrique l'alcool peut répartir ses produits entre les mêmes classes que la chimie suivant le procédé employé pour l'obtenir, encore que l'alcool de fermentation soit postérieurement distillé pour être purifié, ce qui s'appelle le rectifier, et que l'alcool de distillation soit le produit d'une fermentation préalable. Quoi qu'il en soit, fermentation et distillation sont bien deux opérations industrielles distinctes qui peuvent chacune donner des produits achevés.

Néanmoins, le cycle complet d'une fabrication alcoolique est le suivant :

- 1^o Production d'un liquide sucré ou moût.
- 2^o Fermentation alcoolique sous l'influence d'un ferment.
- 3^o Distillation qui produit les flegmes.
- 4^o Rectification qui fait disparaître les impuretés contenues dans les flegmes.

A ce stade de la production se rattache un mode de classement des alcools qui donne naissance à la classification commerciale.

13. La rectification ayant pour principe la vaporisation des corps à des températures différentes, on conçoit que par distillation fractionnée le meilleur alcool soit un produit de milieu entre les aldéhydes et les éthers plus légers d'une part, et les glycols et alcools de la série grasse plus riches en carbone, d'autre part; il en est bien ainsi :

Au début de la rectification on obtient :

- 1^o Les alcools de tête (mauvais goût, moyen goût), mélangés d'aldéhydes ou d'éthers.
- 2^o L'alcool de cœur ou alcool bon goût.
- 3^o Les alcools de queue (mauvais goût, moyen goût) mélangés d'alcools propylique, butylique, amylique, d'acides de furfurol et de glycérine.

Les moyens goûts de la première et troisième catégorie sont soumis à une nouvelle rectification qui a pour objet d'en extraire le bon goût qui peut encore s'y trouver. Ce bon goût sera réservé aux usages de bouche; les autres aux usages industriels.

14. Les bons goûts se divisent en :

a) Eaux-de-vie, connues soit sous leur appellation d'origine (celles-ci le plus souvent protégées par la loi), Cognac (Charente, Deux-Sèvres), Armagnac (Gers, Landes, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne), Calvados; soit sous un nom dérivé de la substance aromatique qu'on leur a incorporée : absinthe, anisette, menthe, kirsch; soit sous leur dénomination étrangère : rhum, makia, vodka, whisky.

b) Esprits qui sont des eaux-de-vie rectifiées et concentrées et ont par-là même perdu leur arôme.

Ce sont : les trois-cinq titrant 76°; les trois-six titrant 86°; les trois-sept, titrant 88° 5; les trois-huit titrant 92° 5.

Outre les procédés de fabrication, les matières mises en œuvre pour produire les alcools sont susceptibles de fournir un critérium de classification.

15. Ces matières peuvent être réparties entre les trois règnes de la nature.

A. *Substances d'origine végétale* : On doit distinguer entre elles les matières contenant du sucre transformable en alcool (glucose, levulose, fructose, ou maltose) par fermentation alcoolique directe ou saccharose après inversion par hydratation et celles qui se transforment partiellement en sucre par action d'un agent chimique.

a) Matières sucrées :

1° Donnant de l'alcool par fermentation directe : fruits mûres, mélasse de canne à sucre, sève de palmiers.

2° Fermentant après inversion de la saccharose par l'acide sulfurique : mélasses et jus de betteraves

b) Matières saccharigènes. Elles se divisent en deux grands groupes :

1° Matières amylacées (l'amidon traité à chaud par les acides se transforme en dextrine et en glucose) : céréales, riz, pommes de terre, haricots de chène.

2° Matières cellulosiques (à froid sous l'action d'acide sulfurique, la cellulose se transforme en glucose) : tourbe, bois, chiffons.

B. *Substances d'origine animale* : Le lait de chamelle, d'ânesse, de jument, de renne, se transforme sous l'action de la levure en lactose qui par fermentation donne l'acide lactique et l'alcool.

Il n'est pas nécessaire de souligner que cette source d'alcool ne fait l'objet d'aucune inscription dans les statistiques.

Le miel qui par sa nature se rattacherait aux substances sucrées du règne végétal, doit néanmoins par son origine

être rangé dans cette classe (en ce sens et au sujet des controverses soulevées par l'hydromel, voir la réponse de M. de LASTEYRIE à M. DELAHAYE lors de la discussion au Sénat de la loi du 28 février 1923, *J. O.*, Documents Sénat, 1923, page 408).

C. *Substances d'origine minérale* : La fabrication synthétique de l'alcool met en œuvre les matières du règne minéral. La Société Kuhlman-Courrières récupère les gaz de tuyères et, les faisant traverser une colonne ascendante, fait tomber en pluie de l'acide sulfurique monohydraté qui agissant sur l'éthylène contenu dans les gaz donne de l'acide éthyl-sulfurique.

Section III. — Classification légale et réglementaire.

16. Les deux classifications qui précèdent n'ont pas permis de dégager la notion d'alcool industriel et d'alcool naturel, il semble même que l'on puisse dire que la plupart des alcools cités sont à la fois naturels par les matières dont on les extrait et industriels par les procédés suivis; aussi cette différenciation des alcools naturels et industriels est-elle purement factice et ne trouve-t-elle son fondement que dans les travaux du législateur.

M. Maurice SARRAUT, sénateur de l'Aude, a défendu cette distinction contre le reproche d'arbitraire : « *elle correspond à un long passé, à la reconnaissance des situations acquises, elle se justifie par le fait que les alcools d'industrie sont produits en quantités conséquentes par les procédés techniques développés avec le concours d'appareils perfectionnés d'une façon industrielle, impersonnelle si l'on peut dire, tandis que les alcools naturels recueillis en quantités très variables souvent fort minimales, par des procédés où l'élément personnel, le doigté, l'expérience du distillateur, interviennent au premier chef.* »

La répartition des alcools en alcools naturels et alcools d'industrie trouve son origine législative dans l'article 23 de la loi du 31 mars 1903.

17. Cet article réservait les acquits-à-caution de couleur blanche aux eaux-de-vie et alcools provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises, prunes et prunelles, aux rhums et tafias, en provenance directe des colonies françaises et aux genièvres (boissons alcooliques préparées par distillation simple du moût de seigle, blé, orge ou avoine avec des baies de genièvres qui parfument la liqueur) fabriquées dans les conditions stipulées par le paragraphe 2 de l'article 15 de la loi du 20 mars 1902⁽¹⁾.

Depuis la loi de 1903 des textes successifs ont modifié la répartition des alcools entre les deux grands groupes, distinction qui a acquis une importance exceptionnelle lors de l'instauration, par l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, d'un régime spécial aux alcools d'industrie.

L'article 16 de la loi du 30 juin 1916 ajoute à la liste des alcools naturels ceux produits par la distillation des fruits frais. De cette généralité, l'article 33 de la loi du 31 juillet 1920 est venu exclure les dattes, figues et caroubes. L'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 a spécifié les qualités requises des genièvres pour être admis au bénéfice du régime des alcools naturels : être livrés sans coupage à la consommation, avoir été produits dans les usines existant en 1914; en outre, la production privilégiée de chacune d'entre elles est contingentée à la moyenne des quantités distillées pendant les trois campagnes : 1910-11, 1911-12, 1912-13.

Le décret du 19 août 1921 et la loi du 31 décembre 1922 précisent les caractères spécifiques des rhums et tafias ayant droit à l'acquit blanc; ils doivent être produits par la distillation des mélasses, sirops ou jus de canne à sucre non privées par défécation des principes aromatiques. Le premier de ces textes a en outre réglé les dénominations afférentes à chacun des alcools provenant de fruits frais.

Enfin l'article 21 de la loi de finances du 27 décembre 1927 range sous l'étiquette : alcool naturel, l'hydromel, produit de la distillation du miel.

1; Voir ce texte à l'annexe A.

18. Tous les autres alcools ne sont accompagnés que d'un acquit rose et sont désignés sous la dénomination d'alcools industriels.

Ils comprennent des produits de sources diverses et malgré le plaidoyer du sénateur SARRAUT, nombre d'entre eux ne sont ni moins naturels ni plus industriels que les alcools dits naturels.

Parmi ceux-ci les plus importants sont :

Les alcools de betteraves (à alcool).

Les alcools de mélasses (de betteraves à sucre).

Les alcools de grains (dont les genièvres hors contingent).

Les alcools de pommes de terre.

Les alcools de manioc.

et les alcools de synthèse.

Ce sont ces alcools qui ont fait l'objet de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 par lequel ils ont été réservés à l'Etat qui ne peut « les rétrocéder que pour les usages industriels et médicaux ».

TITRE I

ORIGINE DU SERVICE DES ALCOOLS

Les idées de monopole. - Les textes

CHAPITRE 1

LES PROJETS DE MONOPOLE AVANT LA GUERRE DE 1914

19. Campagne anti-alcoolique. — 20. Propositions ALGLAVE-MARTIN. — 21. Proposition MAUJAN. — 22. Le point de vue fiscal succède aux préoccupations des hygiénistes. — 23. Proposition JAURÈS. — 24. Proposition ASTIER. — 25. Proposition BARTHE. — 26. Les commissions d'enquête.

19. Dès avant la guerre un mouvement d'idées s'était dessiné en faveur d'un monopole de l'alcool. Mais économistes ou législateurs ne distinguaient pas dans leurs projets l'alcool de bouche et l'alcool d'industrie pour répartir les marchés entre eux. Les soucis d'hygiène, qui à l'origine inspiraient ce courant firent assez rapidement place à des préoccupations d'ordre fiscal qui par là même changèrent la tendance et les modalités des propositions.

20. En 1880, M. Emile ALGLAVE, professeur à la Faculté de Droit de Paris, assignait l'établissement d'un monopole de l'alcool comme but à la campagne anti-alcoolique qui se développait dans le pays. Cette campagne, qui a suscité les railleries de M. Yves GUYOT, avait lieu au moyen de tracts et de conférences, ces dernières le plus souvent accompagnées de démonstrations expérimentales des plus savants hygiénistes et médecins de l'époque. Tous n'adhéraient point d'ailleurs aux conclusions du Groupement anti-alcoolique et, parmi ces derniers il convient de citer notamment DUCLAUX et LANDOUZY.

Ce mouvement eut néanmoins pour résultat la création en 1887 d'une Commission extraparlamentaire présidée par Léon SAY et où siégeaient côte à côte Yves GUYOT et ALGLAVE. Mais le but de l'enquête de cet organisme était

limité car il ne s'agissait que du monopole de la rectification de l'alcool.

La Commission arriva à la conclusion paradoxale suivante qui fut exprimée par Léon SAY. « Des expériences récentes ont montré que les alcools supérieurs, toxiques par conséquent, se rencontrent dans les vins et dans les eaux-de-vie obtenues par la distillation des vins, des marcs, des lies et des fruits.

« Est-il possible d'exiger que les alcools de vins et de fruits et les eaux-de-vie soient soumis à la rectification obligatoire.

« La Commission ne le croit pas.

« Si on observe que la production d'alcool d'industrie s'élève à plus de 1.800.000 hl. tandis que celle de l'eau-de-vie de vin, de cidre, de marcs, de lies et de fruits ne dépasse guère 96.000 hl. chiffres de 1884, on *trouvera une garantie très grande dans la purification des alcools d'industrie.*

« En supposant que les 1.800.000 hl. d'industrie constituent de l'alcool suffisamment pur il est clair qu'en y ajoutant 100.000 hl. d'eaux-de-vie on ne fera pas courir de grands risques à la santé publique lors même que les eaux-de-vie dont nous parlons contiendraient des impuretés. »

Ainsi, le mélange des alcools constituait du fait de la pureté des alcools d'industrie une garantie contre la toxicité des alcools naturels.

Malgré cela, le ministre des Finances, M. COCHERY, déposa le 31 octobre 1893 un projet de loi instituant dix laboratoires régionaux auxquels l'alcool de toute provenance devait être soumis aux fins d'analyse.

Or, à cette époque, la Suisse venait d'établir par voie de referendum, le 15 mai 1887, par 267.000 voix contre 188.500, le monopole de distillation des alcools, que la loi française qualifie d'industrie.

Quoi qu'en aient pu penser les prohibitionnistes-hygiénistes et ALGLAVE à leur tête, ce monopole ne procédait nullement de préoccupations anti-alcooliques, car le rapport de la régie des alcools pour 1894 indique lui-

même que « le premier mobile du législateur fut de protéger la pomme de terre ».

Les idées d'ALGLAVE, exposées dans des ouvrages dont le principal fut « *Le monopole de l'alcool* », Paris, 1886, motivèrent une proposition de loi qui fut déposée sur le bureau de la Chambre en 1887 par M. Louis MARTIN. Ce projet, qui tendait au monopole de la rectification de l'alcool, n'aboutit pas. Il fut repris le 31 janvier 1903 et le 2 juillet 1906 sans avoir plus de succès. Son projet essentiel était de retirer les mauvais goûts de la consommation de bouche. Son adoption aurait certes réduit d'un tiers au moins la consommation de l'alcool.

Il laissait libre la fabrication. La totalité de la production même n'était pas remise à l'Etat.

Celui-ci offrait aux distillateurs de leur acheter les quantités dont il aurait besoin à un prix légèrement supérieur à celui du marché libre. Les commandes seraient passées au prorata des productions de chaque établissement pour l'année antérieure.

L'Etat achèterait cet alcool sous forme de flegmes, puis le ferait rectifier. Après rectification ces alcools seraient dilués jusqu'à titrer 40°.

Cet alcool serait alors logé dans de petites bouteilles d'un quart de litre environ afin de rendre la fraude moins avantageuse et l'on ne pourrait les remplir sans trace de l'opération (siphon ou col plombé par exemple).

La Russie où le monopole de l'alcool remonterait au règne du tzar de Moscovie Alexis-Michaïlowitch (1645-1676) venait de réformer cette institution à la date du 1^{er} janvier 1895.

Des inspecteurs des finances furent envoyés en Suisse et Russie; M. ALGLAVE fut même chargé d'une enquête officielle dans ce dernier pays.

Cependant, la campagne alcoolique, s'intensifiant, la Chambre exigea du Gouvernement, le 28 décembre 1900, qu'il demande à l'Académie de Médecine la liste des boissons dangereuses dont il conviendrait d'interdire la circulation et la vente. A la suite de cette requête, l'Académie

de Médecine adoptait à l'unanimité, le 10 mars 1903, le vœu présenté par le Dr LABORDE, un des partisans de la bouteille magique d'ALGLAVE « que la rectification absolue de tout alcool soit établie, imposée et assurée par voie législative ».

Réalisé, ce vœu eut abouti à la disparition des kirchs, calvados, marcs, cognacs, armagnacs et autres alcools de cru.

21. Le 13 mai 1891 fut déposée la proposition MAUJAN, signée de cent trente et un sénateurs, qui avait pour objet l'établissement du monopole de la rectification et de la vente des alcools rectifiés. En outre, l'Etat aurait eu le monopole d'achat des flegmes. Seul devait rester libre le commerce d'exportation. Rapporté la première fois le 9 juillet 1892 par M. GUILLEMET, la législature prit fin sans que le projet eût été discuté. Repris par M. GUILLEMET en 1894 et par M. MAUJAN en 1905 et 1906, il échoua les trois fois.

22. Tous ces projets n'envisageaient le problème de l'alcool que sous l'angle de l'hygiène publique. A cette phase hygiéniste succéda une phase fiscale qui dura jusqu'à la guerre.

En 1902, une proposition de taxe différentielle rapportée par M. CLÉMENTEL visait à la protection des alcools naturels.

23. En décembre 1902, JAURÈS proposa un monopole absolu tant des alcools naturels et industriels que des opérations industrielles ou commerciales s'y rattachant. Les divers intéressés spoliés auraient reçu une indemnité d'expropriation.

24. Moins excessive quant à son but et aussi moins difficile à appliquer, la proposition ASTIER déposée le 30 janvier 1903, envisageait pour la seconde fois une protection des alcools contre la concurrence possible des alcools de synthèse. Néanmoins, l'influence de l'école antialcoolique restait pénétrante car elle cherchait comme la proposition MARTIN à retirer de la consommation de bouche les alcools de mauvaise qualité.

Le dernier projet MAUJAN de 1906 limitait le monopole à la rectification et à la vente de l'alcool et il imposait l'obligation aux bouilleurs de cru de distiller en une brûlerie communale.

Toutes ces propositions, qui s'inspiraient de mobiles fiscaux ou antialcooliques, laissaient à l'arrière-plan les considérations économiques et spécialement l'extension des débouchés industriels de l'alcool qui avait fait l'objet depuis 1901 d'une foule de travaux, d'enquêtes, de congrès, de conférences, d'expositions et avait motivé la création de commissions parlementaires et extra-parlementaires dont les conclusions s'accordaient pour affirmer la possibilité d'utiliser l'alcool comme combustible de remplacement pour la force motrice.

25. Une dernière proposition antérieure à la guerre, celle de M. BARTHE, député, déposée le 3 juillet 1914, n'aboutissait pas à l'établissement d'un monopole : mais elle subordonnait pour certains producteurs le droit de distiller à une autorisation législative.

26. Parallèlement à ces travaux parlementaires, trois commissions extra-parlementaires, avaient poursuivi leurs enquêtes, depuis la Commission Léon SAY de 1887, qui avait conclu par la plume du sénateur VERMILLAC, rapporteur, au rejet du monopole d'Etat.

La deuxième en 1902 avait élu dans son sein une sous-Commission présidée par M. Joseph CAILLAUX, qui s'était assignée plus spécialement pour tâche, l'examen du côté fiscal de la question; le rapporteur de cette sous-Commission, M. Raphaël-Georges LÉVY, fit approuver en séance plénière de la Commission le 2 avril 1906, la condamnation du monopole.

La troisième enfin, présidée par M. RIBOT, étendit le champ de ses investigations vers les débouchés industriels de l'alcool, et consigna dans son rapport les remarquables résultats obtenus dès cette époque en substituant partiellement l'alcool à l'essence dans les moteurs à explosion (voir *infra*, n° 118).

CHAPITRE II

LA GUERRE — LES NECESSITES DE LA DEFENSE NATIONALE — LES MESURES PRISES

27. Les établissements des régions envahies gros producteurs d'alcool industriel. — 28. L'alcool, produit indispensable à la fabrication des poudres. — 29. L'alcool, produit de première nécessité pour le Service de santé. — 30. Influence considérable de la politique de l'alcool sur la conduite des hostilités. — 31. Définition de la réquisition. — 32. Indemnités en échange des prestations exigées. — 33. Début de la réquisition des alcools. — 34. Consécration législative de la réquisition. — 35. Quotités réquisitionnées. — 36. Service chargé des opérations matérielles de la réquisition. — 37. Fin de la réquisition. — 38. Tableau des productions du temps de guerre. — 39. Comment furent satisfaits les besoins des industries mettant en œuvre l'alcool. — 40. Fin des restrictions. — 41. Besoins alimentaires du pays. — 42. Interdiction de distiller certains comestibles. — 43. Prohibition d'exporter les alcools. — 44. Les dénaturateurs s'alimentent à l'étranger au début des hostilités. — 45. La Loi du 6 mai 1916 autorise le gouvernement à prohiber par décret l'entrée de toute marchandise ou à relever les droits de douane. — 46. Prohibitions édictées en vertu de la loi du 6 mai 1916. — 47. Caractéristiques du régime douanier français de 1914 à 1918. — 48. Tableau des débouchés et des sources d'approvisionnement. — 49. Rappel de la première proposition BARTHE. — 50. Deuxième proposition BARTHE, 28 mai 1915 n° 964, 11^e législature. — 51. La proposition BROUSSE, n° 992, 11^e législature. — 52. Le projet RIBOT, n° 1241-1915. — 53. L'étude par les Commissions du projet RIBOT. — 54. Premier projet TOURNAN, n° 2034-1916. — 55. Avis BARTHE, n° 2165. — 56. Avis Hubert ROUGER, n° 2210. — 57. Proposition SCHMIDT n° 2301. — 58. Proposition BOUFFANDEAU, n° 2943. — 59. Deuxième avis BARTHE, n° 3736. — 60. Rapport supplémentaire TOURNAN, n° 3387. — 61. Vote du projet TOURNAN.

Section I. — Les réquisitions et rétrocessions.

27. La production d'alcool à la veille de la guerre (en 1913) s'élevait à 2.958.908 hectolitres.

Sur cette quantité 2.166.330 hl. soit les 71/100 provenant de la betterave à alcool ou à sucre (mélasses) étaient

produits par 11 départements dont 8 concentrés dans le nord de la France. Parmi ces derniers, 6 départements qui produisaient près des trois quarts du total de l'alcool de betteraves furent envahis dès le premier mois des hostilités. Sur 182 distilleries industrielles 152 étaient dès les premiers jours d'août 1914 hors d'état de fabriquer. Dans ce court laps de temps cependant les besoins d'alcool augmentaient considérablement en raison des nécessités issues de la conduite de la guerre.

28. L'alcool était indispensable.

1^o Au service des Poudres.

2^o Au service de Santé.

En effet, le coton ou cellulose pure dissous dans un bain d'acide sulfurique et d'acide azotique mélangés selon une certaine proportion donne après lavage et séchage un corps semblable au coton et de ce fait appelé coton-poudre.

Cet explosif a un pouvoir considérable et il est fort dangereux pour les armes qui l'utilisent. Aussi ne peut-il servir avec sécurité que pour les engins de rupture (torpilles, mines ou bombes aériennes); au contraire, ce coton-poudre nitré plus fortement et dissous ensuite dans un mélange éther-alcool s'y floconne et s'émulsionne dans ce liquide. Après évaporation de l'éther-alcool résiduel on obtient un colloïde pateux stable qui se laisse laminier et découper sans danger. C'est la poudre B ou poudre Vieille du nom de son inventeur, appelée encore poudre pyroxylée.

Cette substance a l'avantage sur le coton poudre d'être stable et plastique et sur la poudre noire de brûler sans la moindre fumée et sans laisser de résidu qui encrasse et fausse l'arme des canons. Si l'on ajoute qu'il faut 100 litres d'alcool pour produire 100 kg. de poudre B on comprend à quel point l'alcool était pour le Service des Poudres un produit de première nécessité.

29. Il ne l'était pas moins pour le Service de santé qui l'utilisait sous la forme de ses multiples composés pharmaceutiques : teinture d'iode, chloroforme, chlorure d'éthyle, éther des pharmaciens et alcoolats.

Il était indispensable dès lors que l'alcool fût obtenu en quantités importantes et qu'il le fût dans des conditions telles que toute spéculation fût impossible.

30. En outre des mesures d'hygiène et de sécurité s'imposaient pour restreindre la consommation de bouche et par là, d'une part, diminuer l'alcoolisme, d'autant plus dangereux que l'intérêt du pays exigeait la présence d'un plus grand nombre d'hommes sur sa ligne de défense et réduisait d'autant les possibilités matérielles des forces de police et de sécurité intérieure et d'autre part économiser un produit qui était une richesse nationale puisque selon le mot de Clemenceau si souvent cité depuis : « Chaque goutte de carburant économise une goutte de sang ».

Pour atteindre ces divers buts l'Administration avait à sa disposition une arme puissante que dès longtemps lui avait accordée le législateur : la réquisition.

31. La réquisition a été employée de tous temps pour obliger les populations à fournir aux armées en campagne une certaine prestation. On peut définir la réquisition « une expropriation pour cause d'utilité militaire ».

En France, c'est la loi du 3 juillet 1877... qui servait de code en la matière jusqu'à la guerre de 1914, car du 1^{er} août 1914 au 3 août 1917 il n'y eut pas moins de dix lois élargissant le droit à réquisition. La loi du 3 août 1917 a même accordé aux autorités civiles, par délégation du ministre du Commerce en temps de paix, et du ministre du Ravitaillement et des Approvisionnements en temps de guerre, le droit de procéder à des réquisitions.

Toute réquisition doit être écrite.

32. En ce qui concerne les indemnités à verser aux parties prestataires, la jurisprudence a été longtemps divisée. Dans le cas où les offres de l'autorité ne sont pas acceptées des intéressés le juge de paix statue en dernier ressort jusqu'à 200 fr. à charge d'appel jusqu'à 1.500 francs.

La controverse portait sur la manière dont les juges devaient évaluer l'indemnité représentative de la valeur des objets cédés. Dans une première thèse, la jurisprudence

admettait que cette valeur devait être égale au prix d'achat ou de revient majoré des frais généraux. Une autre partie de la jurisprudence opinait au contraire pour l'estimation des valeurs d'après les cours commerciaux ou mercuriales. Dans son arrêt du 6 mars 1917, la Cour de cassation a jugé que rien ne liait le pouvoir souverain d'appréciation des magistrats qui pouvaient baser leurs évaluations sur telles données qu'ils entendaient.

Cette jurisprudence n'influença guère les indemnités pour réquisitions d'alcool qui furent opérées à des taux identiques pour des sources d'alcool analogues.

33. Les stocks accumulés suffirent aux besoins de la première année de guerre. Mais la Direction des Poudres fut obligée d'avoir recours aux réquisitions dès le 25 avril 1915; à ce moment, les acquisitions ne portèrent que sur les alcools bon goût et les flegmes industriels, qui existaient chez les distillateurs et les marchands en gros. Pour la première fois dans la pratique on appliquait la distinction de la loi de 1903. Seules étaient réquisitionnées les quantités supérieures à 10 hectolitres.

Cependant dès le 25 août 1915 le Service des Poudres se vit obligé de faire mainmise sur la presque totalité de la production des alcools industriels. Les distilleries agricoles furent tenues de diriger la totalité des flegmes produits vers un petit nombre de distilleries industrielles désignées à l'avance par le Service, ces distilleries envoyaient à leur tour les produits distillés et rectifiés aux poudreries de SEVRAN-LIVRY et de VONGES.

La réquisition ne portait en principe que sur les bons goûts. Mais des fraudes nombreuses s'étant produites le directeur général des Contributions indirectes invitait son service à préciser aux intéressés que les mauvais goûts ne sauraient représenter plus de 15 % de leur production totale.

Les alcools provenant de la distillation des stocks d'absinthes, dont la vente était formellement prohibée depuis la loi du 16 mars 1915, furent totalement réquisitionnés.

En moyenne il ne restait à la disposition des fabricants d'alcools industriels que 7 à 9 % de leur production totale.

34. Bien que le procédé de la réquisition fût parfaitement régulier et ne soulevât qu'un minimum de contestation, le législateur, qui ne craignait pas de proposer et de voter plus de dix lois touchant de près ou de loin au régime général des réquisitions, crut bon d'asseoir plus solidement la mainmise de l'Etat sur l'alcool industriel par le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916⁽¹⁾. Ce texte ne faisait d'ailleurs que doter d'un cadre législatif le régime de guerre, sans rien créer qui n'existât auparavant.

A l'exception des genièvres, fabriqués dans les conditions réglementaires, tous les alcools propres à la consommation de bouche et ne provenant pas de la mise en œuvre des vins, cidres, poirés, lies et fruits, étaient réservés à l'Etat. L'Etat s'obligeait en outre à ne céder les quantités acquises qu'en vue d'usages industriels ou médicamenteux.

Ce texte de loi qui codifiait en bref les dispositions sur les alcools ne tendait pas à restreindre les pouvoirs donnés aux gouvernants par la loi de 1877 et les textes subséquents. En effet ainsi que nous le verrons, dans la suite, toutes les fois où il le fut indispensable le ministre de la Guerre réquisitionna des alcools exclus de la réserve par l'article sus-visé.

En sens inverse ce même Département ne réquisitionna jamais la totalité des produits industriels.

35. Nous avons vu que la réquisition avait porté avant la loi de 1916 sur des quantités variant entre 85 et 92 % des produits finis de chaque établissement.

Par la circulaire du 1^{er} novembre 1916 adressée à tous les généraux commandants de région, le ministre de la Guerre prescrivait la réquisition chez les rectificateurs de 95 % de leur production (sur cette quotité 87 % au moins devait être bon goût).

Toutefois, les 95 % étaient un maximum au-dessous duquel la Direction générale des Poudres pouvait choisir le quantum exact des réquisitions suivant ses besoins. Aussi, le Service n'exigea-t-il dès l'envoi de cette circulaire que 92 %

1. Voir ce texte à l'annexe A.

du total de la production (87 % bon goût). Mais la campagne 1916-17 s'annonçant moins bonne elle éleva à 95 %, le pourcentage à partir du 1^{er} avril 1917. De plus, les mauvais goûts devaient être susceptibles de dénaturation, c'est-à-dire conformément à une loi de 1898 titrer au moins 90 % et ne pas recéler plus de 1 % d'huiles essentielles.

Ces diverses mesures affectaient les alcools dits industriels visés par la loi de 1916, c'est-à-dire provenant de la mise en œuvre des betteraves, mélasses, grains (moins les genièvres, de la loi de 1902) et sucres.

Les raisons qui avaient obligé le Service des poudres à élever le pourcentage des quantités réquisitionnées amenèrent le ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre à décider qu'à dater du 1^{er} novembre 1917 seraient réquisitionnés les alcools naturels non réservés par la loi de 1916, produits dans les établissements dont la production totale annuelle dépassait 40 hectolitres d'alcool pur.

Le quantum fut fixé primitivement à 70 % pour les genièvres et alcools de pommes, cidres, poirés, marcs, lies, figues, caroubes, raisins secs et autres fruits coloniaux et à 50 % pour les alcools de vins, marcs, lies et piquettes de vin.

Ces taux qui devaient être appliqués à dater du 1^{er} novembre 1917 ne le furent pas, car une circulaire du ministre de l'Armement du 24 octobre les unifia à la quotité unique de 50 %.

Le 22 janvier 1918, au contraire, une circulaire du conseiller d'Etat, directeur général des Contributions indirectes, faisait connaître aux directeurs départementaux qu'à compter du 15 février 1918 les alcools de genièvres et de fruits secs coloniaux seraient réquisitionnés en totalité. Mais avant qu'aucune réquisition eut été effectuée la décision fût rapportée le 22 février.

Enfin la réquisition des alcools naturels fut définitivement supprimée à partir du 1^{er} juillet 1918. En outre, les producteurs d'alcool naturel soumis à la réquisition depuis le 1^{er} novembre 1917 et dont les indemnités n'avaient pas encore été liquidés eurent l'option entre lever les quantités

fournies ou toucher les indemnités et laisser au Service des Poudres la propriété de l'alcool cédé.

La plupart des industriels prirent ce dernier parti.

Bien qu'elle n'ait porté en définitive que sur les quantités relativement faibles d'alcool naturel il n'en reste pas moins vrai qu'en dépit de la loi de 1916 la réquisition des alcools de toute nature fut le régime général du temps de guerre.

36. L'arrêté du 29 septembre 1917 pris sous la signature du ministre de la Guerre avait désigné comme agents d'exécution de la réquisition les fonctionnaires départementaux de la Régie des Indirectes.

On a voulu voir dans la section spéciale de la Direction des Poudres, créée le 25 août 1915 en vue de procéder à la réquisition l'origine du service des alcools. Il ne semble pas en réalité que ce dernier ait existé avant la fin des hostilités; nous verrons en effet ultérieurement qu'il est né du décret du 13 août 1919 qui adapta au temps de paix le régime de guerre.

37. La réquisition fut définitivement supprimée à dater du 30 juin 1919.

38. — Alcools provenant de la distillation des :

	Substances farineuses	Mélasses	Betteraves	Vins	Cidres et Poirés	Marc et Lies	Fruits	Divers	TOTAL
1913	429.073	606.690	1.559.640	109.714	129.594	105.576	11.493	2.128	2.953.908
1914	466.836	376.951	505.922	94.386	112.111	82.785	15.495	313	1.654.299
1915	356.532	317.175	797.019	209.683	200.022	82.670	23.572	766	1.987.437
1916	665.232	155.271	450.624	27.845	95.400	77.022	11.881	74.380	1.557.665
1917	535.480	152.340	538.610	51.276	67.054	80.776	24.904	41.068	1.491.508
1918	114.077	150.245	283.140	66.159	97.178	105.138	14.685	1.290	832.321

39. La réquisition presque totale n'allait pas sans entraîner une certaine gêne pour des industries essentielles à la vie économique du pays qui mettaient en œuvre d'assez grandes quantités d'alcools.

Le 21 octobre 1915, l'Administration des Contributions indirectes, par l'intermédiaire de ses directeurs départementaux, faisait connaître aux fabricants de vernis de produits chimiques et pharmaceutiques que les quantités d'alcool dont ils auraient besoin leur seraient fournies mensuellement à charge par eux de fournir chaque mois à la Régie un état de prévision de leur consommation. Les industriels travaillant pour l'exportation dans d'autres catégories de produits et faisant usage d'alcool bon goût pouvaient obtenir trimestriellement les alcools nécessaires à leur production dans une proportion correspondant aux quantités exportées le trimestre précédent.

Toutefois, dès le mois de décembre 1915, les dénaturateurs ne parvinrent plus à obtenir que les seules quantités laissées disponibles par le Service des Poudres. Une restriction était encore apportée à ce régime par la priorité accordée aux demandes des industriels ayant des marchés à livrer aux Services de la Guerre ou de la Marine. Les industries qui ne pouvaient plus obtenir d'alcool d'industrie indigènes furent donc obligées de s'en procurer à l'étranger. Mais bientôt on s'aperçut que leurs importations massives étaient susceptibles de nuire à notre monnaie sur le marché des échanges, aussi furent-elles interdites par les décrets pris en exécution de la loi du 6 mai 1916, ainsi que nous l'exposerons au paragraphe 45. Force fut donc au Service des Poudres de céder aux importateurs les quantités dont ils avaient besoin.

La loi du 30 juin 1916 avantagea un certain nombre d'industries en permettant la cession de l'alcool réquisitionné pour des usages industriels ou pharmaceutiques, mais ce n'était qu'une faculté et lorsque les besoins du Service des Poudres furent particulièrement importants les industries ne purent obtenir toutes les quantités qu'elles auraient désirées.

Pendant les premiers mois d'application de ce régime les

distillateurs pouvaient disposer de l'alcool non réquisitionné en faveur des industries privilégiées ou le réserver au Service des Poudres et il était permis aux industriels de s'approvisionner en telle distillerie qu'ils choisissaient.

Mais, dès le début de 1918, seules les distilleries de Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne étaient autorisées à alimenter les rétrocessions; de plus recommandation spéciale était faite par le Service des Poudres de s'approvisionner à Pantin et à Maisons-Alfort. Les demandes étaient étudiées par ce Service et satisfaites en principe sur la base de la consommation de chaque établissement pendant l'année 1917.

Les autorisations de cession étaient accordées pour les industriels travaillant en vue de l'exportation (parfums, liqueurs, vins de liqueur) par la Direction générale des Contributions indirectes et pour la fabrication des produits pharmaceutiques par un organisme créé au cours de la guerre et rattaché au Ministère du Commerce : l'Office des Produits Chimiques et Pharmaceutiques.

Les industries qui ayant importé de l'alcool avant la prohibition d'importer et qui ensuite purent se fournir auprès du Service des Poudres étaient les suivantes :

Parfumeurs.

Fabricants de vins de liqueur.

Fabricants de vinaigres.

Fabricants de vernis.

Fabricants de produits chimiques.

Fabricants d'eau-de-vie.

Fabricants de liqueur.

(à charge par ces deux dernières catégories de fabricants, d'exporter leur production).

D'ailleurs, le Service des Poudres ne traitait pas toujours directement avec les utilisateurs. Dès le début de 1916 en effet, un certain nombre de négociants avait été admis, comme intermédiaires entre le Service et les industriels.

40. L'armistice fit disparaître les restrictions. Le 29 novembre 1918, la Direction générale des Poudres avertit les industries privilégiées que l'alcool leur serait désormais

fourni suivant leurs demandes, et à partir du 12 janvier 1919 les dénaturateurs exclus du régime de faveur en obtenaient à leur tour en quantités illimitées.

Pour les uns et pour les autres l'obligation de justifier l'emploi de l'alcool cédé était néanmoins maintenue. Ce système de réquisition et de rétrocession qui malgré la réglementation touffue dont il a été l'objet depuis 1916 reste en vigueur dans ses grandes lignes et a eu le mérite dans les années d'hostilité d'empêcher une spéculation qui aurait réduit les quantités disponibles, fait augmenter les cours et n'aurait pas toujours réparti équitablement les alcools entre les industries en raison directe de l'intensité des besoins. Les réquisitions permettaient de satisfaire les exigences des services de guerre et les rétrocessions sauvegardaient les intérêts essentiels de l'économie nationale.

Section II. — Les interdictions.

A) *Prohibition de distillation.*

41. Malgré les besoins en alcool on ne pouvait cependant encourager sa production au détriment de la consommation courante de certaines substances alcooligènes.

Les matières alimentaires étaient aussi indispensables pour le front que pour l'intérieur. Aussi, la protection de ces denrées s'imposait-elle aux gouvernants. Contrairement au dicton : « Ventre affamé n'a pas d'oreilles », la famine et les restrictions incitent les affamés à écouter les mauvais bergers.

42. La loi du 8 avril 1917 qui fixait les proportions dans lesquelles pouvaient être mélangées pour la panification les farines de froment, de seigle, de maïs, d'orge, de sarrasin et des féculs, édictait certaines peines contre les contrevenants.

Son article 3 étendait ces peines (16 à 2.000 francs d'amende et six jours à deux mois de prison) à tous ceux qui auraient distillé les grains susceptibles de donner, après mouture, des farines panifiables. Le décret du 12 février

1918 rendu en exécution de la loi du 10 février 1918⁽¹⁾ interdisait aussi la distillation des avoines. La loi stipulait en effet que « pendant la durée de la guerre et pendant les six mois qui suivront la fin des hostilités des décrets pourront réglementer ou suspendre en vue d'assurer le ravitaillement national, la production, la fabrication, la circulation, la vente, la mise en vente, la détention ou la consommation des denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux ». Les décrets qui seraient pris devaient être soumis dans le mois de leur promulgation à la ratification des Chambres.

Cette loi (et c'est de là qu'elle tire son titre) « établissait les sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national » ; ces sanctions consistaient en amendes de 16 à 6.000 francs et en des peines de prison variant de six jours à deux ans.

Le décret du 2 avril 1918 restreignait encore pour son article 16 la liste des substances dont la distillation était permise.

En étaient écartées :

1^o Les matières amylacées (céréales, pommes de terre, riz, avoines, manioc).

2^o Les sucres de toute extraction (sucres de canne, cassonades, sucres invertis, miels, glucose, saccharose, lévulose, sucres de raisins ou de fruits frais).

3^o Les figues, dattes, caroubes.

4^o Les fruits secs de toutes sortes.

Pour écouler leurs stocks, il était laissé, aux intéressés, un délai dont le terme primitivement fixé au 2 juin fut reculé jusqu'au 10 juillet.

Avant que cette date n'eût été atteinte, M. LE ROUZIC, député, appela l'attention de M. BORET, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, sur l'augmentation anormale des quantités de cidre⁽²⁾ envoyées à la distillation, 10.430 hl. avaient été distillés pendant la campagne 1915-16, 15.412 pendant la campagne 1916-17 et on pouvait évaluer à ce

1. Voir ce texte à l'annexe A à la fin de cette étude.

2. Voir tableau statistique N° II, à l'annexe B.

moment (juin 1918) que près de 75.000 hl. le seraient pour la campagne 1917-18 (en réalité 68.664 seulement le furent car la récolte de pommes avait été cette année-là exceptionnellement fructueuse). Néanmoins, il était nécessaire de réserver le cidre en nature aux besoins de la consommation. En effet, les vins, par suite de l'emploi des transports à la conduite intensive de la guerre étaient difficilement répartis dans le pays. D'autre part, la concentration des brasseries dans les départements envahis ou sous le feu des canons avaient presque complètement arrêté la production de la bière en France, de plus l'orge était employée à l'alimentation des chevaux.

Les producteurs étaient en outre beaucoup plus tentés d'envoyer leurs cidres à distiller que le cours des alcools laissait une marge de bénéfice plus considérable que celui des cidres.

Le volume des boissons laissées à l'alimentation était tellement réduit que le ministre du Ravitaillement jugea bon, à la suite de la question LE ROUZIC, de soumettre à la signature du Président de la République un projet de décret tendant à interdire la distillation des cidres, lies et poirés. Ce projet, qui devint le décret du 2 juillet 1918, limitait l'interdiction à la période comprise entre le 15 juillet et le 15 septembre.

Une circulaire du conseiller d'Etat, directeur général des Contributions indirectes, en date du 10 juillet 1918, précisait les conditions d'application de ce texte. La prohibition existait aussi bien pour les distilleries agricoles que pour les établissements industriels. Etaient seules exceptées les distillations effectuées en vue de satisfaire aux contrats passés avec le ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre.

La situation n'ayant pas changé pendant le délai assigné à la prohibition, et particulièrement les cours de l'alcool étant restés aussi élevés les mesures édictées par le décret du 2 juillet furent prorogées à deux reprises jusqu'au 15 décembre 1918 par le décret du 10 septembre 1918 et jusqu'au 1^{er} octobre 1919 par le décret du 8 décembre 1918.

Cependant, les mauvais cidres pouvant alimenter les industries productrices de vinaigre, aucune nécessité ne se faisait sentir d'en autoriser la distillation.

Une seule dérogation à l'interdiction fut prévue en ce qui concernait les lies inutilisables en nature et dont l'envoi à l'alambic fut autorisé. Un régime sévère de déclaration de récolte, de volume des cidres produits et des lies restants, fut prévu pour couper court à toute tentative de fraude. Le rapport des lies aux cidres devait être inférieure à un dixième en volume à la quantité déclarée augmentée d'autant d'hectolitres que le domaine nourrissait de bouches.

$$\frac{\text{Volume des lies}}{\text{Volume des cidres déclarés} + n^{\text{hl}} \times m} \leq \frac{1}{10}$$

(n étant le nombre d'habitants du clos,
m le nombre de mois de campagne.)

Bien que chronologiquement nous ayons dépassé les limites de la guerre, nous croyons devoir rattacher à ce chapitre la réglementation ultérieure de la distillation des cidres et poirés qui est née des circonstances même de la guerre.

M. BORET, qui avait soumis à la signature du Président de la République le décret de prohibition du 2 juillet 1918, crut remarquer au début de 1919 que les circonstances économiques qui avaient motivé ce décret s'étaient transformées. En conséquence, il contresigna le 25 février 1919 un décret qui rendait toute liberté à la distillation des cidres et poirés. Dans son rapport, il indiquait que la marge de bénéfice à retirer de la vente des alcools de cidre ne serait pas supérieure à celle obtenue par le commerce des cidres, car la cession par l'Etat des 200.000 hectolitres d'alcools de cidre qu'il détenait devait amener un nivellement des cours. D'autre part, la régularité des transports libérés des nécessités militaires permettait une équitable répartition des boissons dans le pays.

Malheureusement, les cours des alcools montèrent tant

que la recrudescence de la distillation obligea à nouveau les pouvoirs publics à la prohiber.

Cette prohibition fut édictée par le décret du 10 septembre 1919 sur les bases du décret du 8 décembre 1918.

Toutefois, le décret du 26 septembre 1919 exempta de déclaration et de l'exercice des agents des Indirectes les récoltants justifiant avoir distiller ou fait distiller partie de leur récolte depuis 1910 et n'avoir pas obtenu plus de six cents litres d'alcool pur.

Un premier pas vers un régime de liberté complète fut accompli par le décret de 29 décembre 1919 qui autorisa la distillation des poirés et éleva à un quart le coefficient des lies susceptibles d'être envoyées à l'alambic.

Enfin, le décret du 16 janvier 1920 abrogea définitivement toute la réglementation prohibitive antérieure.

B) Prohibitions douanières

a) Exportations.

43. La réquisition de l'alcool industriel pouvait provoquer le développement de la production d'alcools non visés par la réquisition et inciter les producteurs d'alcools non réquisitionnés (mauvais goût) à rechercher à l'étranger des acquéreurs offrant un meilleur prix que les clients du marché intérieur, aussi, dès le 15 octobre 1914, fut publié au *Journal officiel* un décret signé de la veille par lequel à dater du jour de la parution « étaient prohibées la sortie ainsi que la réexportation ensuite, d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits ci-après désignés..., alcools méthyliques et éthyliques, acide acétique, éther sulfurique, chloroforme, iode... ».

Un second décret en date du 21 décembre 1914 maintenait ces prohibitions en y ajoutant d'autres produits parmi lesquels la levure et l'alcool amylique.

La loi du 16 avril 1915 ratifia ces décrets. La notification diplomatique du 14 octobre suivant engloba les alcools éthylique et méthylique dans la liste des marchandises dont l'exportation était « contrebande absolue ».

b) Importations.

44. Au début de l'année 1916 la consommation de bouche n'était alimentée que par les alcools naturels et les alcools importés. En outre, les rétrocessions d'alcools indigènes aux industries ayant cessé, les dénaturateurs s'approvisionnaient à l'étranger. Mais ces importations risquaient d'entraîner un déséquilibre important de notre balance des comptes et d'accentuer la baisse de la devise nationale sur le marché des changes.

45. Aussi, le législateur par la loi du 6 mai 1916⁽¹⁾ autorisa le Gouvernement pour la durée des hostilités à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou d'augmenter les droits de douane. Ces deux mesures devaient être réalisées par décrets rendus en Conseil de ministres et être soumises à la ratification des Chambres dans les deux mois suivant leur promulgation. La loi fermait en outre la frontière aux produits de luxe. Au cours du vote de celle-ci, le ministre du Commerce s'engagea à ne pas appliquer l'interdiction d'entrée aux contrats passés antérieurement au 6 avril.

46. Cette promesse fit perdre toute efficacité au décret du 11 mai 1916 pris en exécution de la loi du 6 mai. Ce décret prohibait l'entrée des eaux-de-vie, esprits et liqueurs à l'exception de ceux achetés par l'Etat ou importés pour le compte des fabricants de vins de liqueur, vinaigres, produits chimiques ou pharmaceutiques, vernis ou de parfumerie. Les produits étaient dirigés vers l'établissement industriel sous la garantie d'un acquit-à-caution et à charge de justifier de leur emploi.

Lorsque les études préliminaires à l'exécution de ce texte furent terminées, on s'aperçut que par suite de l'engagement pris à la Chambre lors de la discussion de la loi du 6 mai, 700.000 hectolitres étaient affranchis de la prohibition.

1. Voir ce texte à l'annexe A à la fin de cette étude.

Importation d'alcools (en hectolitres)

1913	180.432	
1914	179.497	
1915	445.930	
1916	1.216.002	} Augmentation du pourcentage réquisitionné, obligation des dénaturateurs de recourir aux alcools étrangers.
1917	1.399.589	
1918	633.683	} Influence des prohibitions et des tarifs.
1919	637.446	

NOTE. — Ce tableau montre que les quantités d'alcool faisant l'objet de contrats passés antérieurement au 6 avril 1916 et non réalisés représentaient près du double des importations de l'année antérieure.

Le texte était inapplicable. Aussi fut-il abrogé par le décret du 24 juin 1916 qui supprimait l'interdiction et augmentait les droits de douane.

	Tarif minimum	Tarif général
Alcools et eaux-de-vie	300 fr.	450 fr.
Liqueurs	340 fr.	530 fr.
Alcools privilégiés du décret du 11 mai 1916	70 fr.	80 fr.

Cependant les fabricants de liqueurs et de vins de liqueur devaient souscrire une soumission cautionnée portant engagement de réexportation ou de constitution en entrepôt dans un délai de trois mois d'une quantité égale à celle admise à l'entrée en France.

Le décret du 11 juillet 1916 inspiré par des considérations de politique extérieure (relations franco-italiennes et franco-espagnoles) supprima cette obligation en ce qui concerne les vins de liqueur. Ce texte, en outre, admettait au bénéfice du tarif réduit l'alcool pour la dénaturation ainsi que celui destiné à couper des eaux-de-vies en vue de l'exportation.

Le décret du 22 décembre 1916 assujettit au tarif ordinaire (minimum ou général) les alcools importés pour le

compte des dénaturateurs d'alcools de chauffage et d'éclairage. Mais la faveur du tarif réduit leur fut à nouveau accordée par la loi du 9 juillet 1917.

Enfin, l'arrêté du 5 mars 1918 obligea les importateurs d'alcool à soumettre leurs contrats d'importation à l'autorisation préalable du service.

47. En résumé, le régime douanier du temps de guerre a eu pour buts essentiels :

1^o De satisfaire les besoins industriels du pays soit en accordant licence d'entrée aux alcools d'industrie, soit en les faisant bénéficier d'un tarif réduit.

2^o De respecter le commerce et les conventions commerciales avec les neutres ou les alliés en laissant entrer les alcools de bouche.

Mais en vue de contrebalancer l'influence néfaste de ces importations sur la tenue de notre devise, on les frappa de droits de douanes élevés qui réparaient fiscalement le préjudice cambiaire causé par cette liberté due au respect d'engagements antérieurs.

48. — Tableaux des débouchés et des sources d'approvisionnement :

	Consommation de bouche	Industries privilégiées.	Fabrications et Services de guerre.
4 août 1914- 25 avril 1915	Liberté complète d'achats d'alcool de toutes provenances.		Achats directs sur le marché.
25 avril- 25 août 1915	Liberté d'achats	Mauvais goûts et quotités non réquisitionnées	Réquisition par- tielle (bons goûts et flegmes).
25 août 1915- 11 mai 1916	Alcools naturels indigènes et coloniaux — Importations — Droit de douane de 70 à 80 kgs		Réquisition quasi totale.
11 mai 1916- 24 juin 1916	Rétrocessions du Service des Poudres — Alcools français et coloniaux. Prohibition d'importer	Alcools étrangers	<i>idem.</i>
24 juin 1916- 5 mars 1918	Alcools français, coloniaux ou étrangers — Sur ces dernières importations droits de : 300-450 fr. 340-530 fr.		<i>idem.</i>

5 mars 1918- 30 juin 1919	Importations soumises à autorisation préalable. Rétrocessions du Service des Poudres.	<i>idem</i>
30 juin 1919- 23 août 1919	Cessation des réquisitions mais exécution facultative des contrats déjà passés.	

Section III. — Les projets de lois du temps de guerre

49. Ainsi que nous l'avons indiqué au chapitre premier (n° 25) M. BARTHE, à la veille de la guerre, avait déposé une proposition de loi qui tendait à l'établissement d'un monopole de fabrication que la puissance publique aurait en réalité délégué aux fabricants existant au jour de l'adoption de la loi :

Distillateurs de profession.

Producteurs groupés en associations syndicales.

Récoltants utilisant les alambics leur appartenant.

50. A M. BARTHE également revint l'honneur de déposer, après août 1914, la première proposition de loi concernant le régime des alcools. Cette proposition qui tend à l'établissement d'un monopole intégral de vente de l'alcool industriel, fut enregistrée par le bureau de la Chambre, le 28 mai 1915, sous le n° 964.

L'alcool naturel serait le seul alcool de bouche. L'Etat se réserverait la distillation des substances farineuses, mélasses et betteraves, ainsi que la rectification des flegmes. Les distilleries existantes seraient expropriées. Les indemnités à allouer à leurs propriétaires seraient déterminées par des jurys locaux avec appel devant une Commission composée de conseillers à la Cour de cassation, de représentants des Ministères intéressés et de délégués des syndicats de distillateurs, des Chambres de commerce et du Comité Consultatif des Arts et Manufactures.

Le ministre des Finances fixerait à l'intérieur de certaines limites les prix d'achat et de vente des alcools monopolisés.

L'alcool industriel ne pourrait alimenter la consumma-

tion de bouche que lorsque la production de l'alcool naturel se trouverait déficitaire.

Ce projet avantagerait les 3-6 du Midi de deux manières : d'abord en leur réservant le marché de bouche, ensuite en assignant, au prix de rétrocessions un niveau tel que les acheteurs auraient intérêt à s'approvisionner autant que possible en alcools naturels dont les cours sur le marché libre devenaient inférieurs à ceux des alcools d'industrie.

51. Peu de temps après, M. BROUSSE déposa à son tour une proposition (n° 992, 11^e législature) qui tendait à établir un monopole de l'alcool d'industrie extrait des grains, mélasses, sucres bruts ou raffinés et matières contenant de l'amidon ou de la saccharine ainsi que celui des alcools titrant au moins 90° et provenant de la distillation des vins, cidres, lies et fruits.

Le système d'exploitation du monopole devait être analogue à celui que préconisait la première proposition BARTHE. La fabrication serait déléguée aux distillateurs de profession agréée par la Régie et aux distilleries coopératives.

La Régie fixerait chaque année les prix d'achat des alcools rectifiés et des flegmes.

Mais contrairement aux suggestions de M. BARTHE, la consommation de l'alcool industriel ne pourrait être autorisée en aucun cas.

52. Le 26 août 1915, moins de trois mois après le dépôt de la deuxième proposition BARTHE, le ministre des Finances, M. RIBOT, déposait au nom du Président de la République le projet n° 1241 portant réforme générale de la législation sur l'alcool. Dans l'exposé des motifs, il écrivait que la réforme fiscale lui apparaissait comme le seul moyen de combattre l'alcoolisme et il se déclarait opposé au monopole sauf en ce qui concerne les alcools dénaturés : il préconisait en conséquence :

1° La suppression du privilège des bouilleurs de cru.

2° L'élévation du droit de consommation de 220 à 500 francs, de la surtaxe sur les spiritueux de 50 à 100 francs.

3° La suppression des droits d'octroi et de la déduction forfaitaire allouée aux grossistes.

4° L'adoption du monopole des alcools dénaturés avec fixation quinquennale des prix.

L'Etat se procurerait l'alcool nécessaire à ses besoins par voie d'adjudications ou par marchés de gré à gré.

Le dénaturant serait fourni gratuitement par l'Etat qui en récupérerait le prix ainsi que les frais de mélasse sur le produit de la taxe de fabrication applicable aux alcools non passibles de la surtaxe de la loi du 25 février 1901.

Le Parlement adopta partiellement la réforme fiscale contenue dans le projet RIBOT.

La loi du 30 juin 1916 porta en effet le droit de 220 à 400 francs. M. Charles BENOIST demanda la suppression complète du privilège des bouilleurs de cru. M. TOURNAN réclama la disjonction de l'article 4 qui réglementait qu'en partie le régime de l'alcool. M. RIBOT parvint bien à faire repousser cette disjonction, mais il ne put obtenir la suppression du privilège (une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur fut accordé aux bouilleurs).

53. L'étude par la Commission parlementaire intéressée de la question du monopole de la dénaturation aboutit au dépôt de plusieurs contre-projets : deux au nom de la Commission de Législation fiscale qui furent l'œuvre de son rapporteur M. TOURNAN, député du Gers, un autre rédigé par le rapporteur de la Commission de l'Hygiène, M. SCHMIDT, et enfin un dernier présenté par M. BOUFANDEAU au nom de la Commission du Budget.

En outre, M. BARTHE, au nom de la Commission de l'Agriculture (n° 2165, 1916, et n° 3736, 1917) et ROUGER au nom de celle des Boissons (n° 2210, 1916) firent de ces propositions les plus sévères critiques.

54. La Commission de Législation chargée de l'étude du projet RIBOT désigna d'abord comme rapporteur en septembre 1915, M. LANDRY ; ce dernier ayant dû être rem-

placé en cours d'année, le rapport fut déposé en 1916 sous le n° 2.034 par M. TOURNAN, député du Gers.

Celui-ci proposa d'attribuer à l'Etat le monopole de la distillation et de la rectification des alcools d'industrie, une seule exception devait être faite pour les distilleries agricoles dont la production serait contingentée.

On procéderait à l'expropriation des distilleries industrielles et l'exploitation du monopole serait confiée à une Régie dotée de la personnalité civile mais non de l'autonomie financière.

Les prix d'achat et de vente seraient fixés tous les cinq ans par le ministre des Finances dont dépendrait la Régie.

Les opérations financières de ce service seraient rattachées pour ordre au budget général et au budget annexe.

Les conclusions de ce rapport ne furent pas sans soulever les critiques des autres Commissions qui n'estimaient pas devoir se rallier à un monopole, aussi absolu que celui préconisé par M. TOURNAN, ni aussi libéral que celui proposé par M. RIBOT.

55. La Commission de l'Agriculture, dans l'avis exprimé en son nom par M. BARTHE (n° 2165, 11^e législature) ne refusait son adhésion au projet TOURNAN qu'en ce qui concerne la main-mise de l'Etat sur les distilleries industrielles. Celles-ci devaient demeurer la propriété des particuliers dont on réquisitionnerait la totalité de la production.

56. La Commission des boissons présidée par M. SIMYAN demanda à M. Hubert ROUGER de rapporter les diverses propositions. Son avis (n° 2210, 11^e législature) suggérerait l'adoption des mesures suivantes :

1^o Monopole de distillation, la rectification et la vente des alcools d'industrie.

2^o Affectation exclusive de l'alcool naturel aux besoins de la consommation de bouche.

3^o Suppression du privilège des bouilleurs de cru.

57. Chargé par la Commission de l'Hygiène de rapporter les propositions BARTHE, BROUSSE, et le projet

RIBOT, M. SCHMIDT estima insuffisant l'établissement d'un monopole de l'alcool d'industrie.

Il proposa l'institution d'un monopole qui aurait englobé :

- 1^o La fabrication de l'alcool industriel.
- 2^o La vente en gros et en détail de ces alcools.
- 3^o La vente en gros et en détail en vue de la consommation intérieure des eaux-de-vie, esprits et liqueurs.

Cette proposition aboutissait à l'expropriation de toutes les entreprises de vente en gros et de tous les débits de boissons.

La Commission de l'Hygiène adopta la manière de voir de son rapporteur.

58. La Commission du Budget se refusa au contraire à admettre un monopole aussi étendu.

Pour celle-ci, l'Etat ne devait se charger d'aucune opération industrielle relative à la fabrication de l'alcool et le monopole ne devait donc porter que sur l'achat et la vente de l'alcool industriel.

Les mesures proposées par M. BOUFFANDEAU au nom de la Commission du Budget ne tendaient au fond qu'à consolider la situation créée par la Guerre.

59. La discussion s'éternisant sur le point particulier du monopole, la Commission de l'Agriculture émit le vœu dans l'avis n°3736 de son rapporteur M. BARTHE que la question de l'alcool fut reprise dans son ensemble. « Ce n'est pas en traitant la question par tranche, en solutionnant provisoirement les difficultés, en étudiant les points délicats, que l'on obtiendra la solution pratique que la nation réclame. »

Cet avis n'apporterait aucune solution aux divergences de vues existant entre le Gouvernement, les Commissions de Législation fiscale, du Budget, de l'Agriculture, de l'Hygiène et des Boissons, tant en ce qui concerne l'utilité d'un monopole que la fixation de ses modalités d'établissement.

Aussi, toutes ces Commissions décidèrent-elles la créa-

tion d'une supercommission comprenant un nombre égal de délégués de chacune d'elles, qui serait chargée d'établir un compromis entre les divers projets et amendements en présence.

60. Les conclusions de cette conférence servirent de base au 2^e rapport supplémentaire Tournan déposé quelques mois avant la fin de la guerre 1^{er} mars 1918. (M. Tournan avait déposé en blanc son 1^{er} rapport supplémentaire n^o 3387 le 8 juin de l'année précédente).

Le 6 mars, le projet Tournan venait en discussion. Suivant le vœu de la Commission de l'Agriculture il reprenait la question de l'alcool dans son ensemble.

Il était divisé en cinq titres :

1^o Monopole de l'alcool industriel (art. 1 à 9).

2^o Réglementation des eaux-de-vie naturelles (art. 10 à 13); cette question avait fait partiellement l'objet de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916.

3^o Impôts sur les spiritueux (art. 14 à 22).

4^o Etablissement d'un fonds commun au profit des communes (art. 23 à 26); (suppression des octrois).

5^o Contentieux des Contributions indirectes (art. 27 à 31).

Ce dernier titre faisait l'objet du projet 1252 de 1915 et reproduisait partiellement les articles 30 à 50 du rapport n^o 2034 de 1916.

61. Bien que le vote de ce projet ne soit intervenu qu'après l'armistice, nous croyons néanmoins devoir rattacher à la législation du temps de guerre, le projet voté le 6 août 1919 par la Chambre des Députés. car il semblait à ce moment que ce vote dût clore le régime provisoire qu'un décret prochain devait venir consolider.

Or, ce régime provisoire dure depuis seize ans.

Tout autres nous apparaissent les remaniements apportés à ce projet par les Commissions du Sénat. Ils s'inspirent de considérations tirées de l'observation des faits et

procédant de motifs d'opportunité politique qui apparaîtront au cours de cette étude.

Quoi qu'il en soit, nous ne pensons pas pouvoir mieux terminer l'exposé sommaire des projets et propositions de la période 1914-1918 qu'en indiquant le contenu du projet voté par la Chambre.

Ce texte se limite au titre premier du projet TOURNAN et ne comprend donc que neuf articles.

ARTICLE PREMIER. — Tous les alcools d'industrie sont réservés à l'Etat, le monopole est placé sous le contrôle du ministre des Finances, il a un budget autonome.

ART. 2. — Le monopole est administré par un directeur assisté d'un conseil d'administration de quinze membres.

ART. 3. — Attributions du ministre des Finances.

ART. 4. — Composition du Conseil d'administration.

ART. 5. — Fixation annuelle des prix d'achat.

ART. 6. — Fixation quinquennale des prix de vente.

ART. 7. — Calcul des manquants.

ART. 8. — Surtaxe d'importation sur les alcools d'industrie.

ART. 9. — Comptes du directeur et rapport annuel.

CHAPITRE III

LE REGIME DES ALCOOLS DEPUIS LA GUERRE

62. Les stocks fin de la guerre.— 63. Disparition de la réquisition. — 64. Intérêt des producteurs au maintien du régime de guerre. — 65. Non intervention du statut définitif dans le délai prévu. — 66. Projet d'article de loi sur l'adaptation du régime au temps de paix. — 67. Avatars de l'article 6 du projet de loi ouvrant des crédits extraordinaires pour le 1^{er} semestre de 1919. — 68. Le décret du 13 août 1919. — 69. Innovations apportées par le décret du 13 août 1919. — 70. Lacunes du décret du 13 août 1919. Nécessité d'un nouveau texte : article 22 de la loi du 29 décembre 1919, prorogeant la loi du 30 juin 1916. — 71. Première prorogation du décret du 13 août 1919. — Décret du 16 avril 1920. — 72. Prorogation unique de la loi de 1916 et du décret de 1919, article 33 de la loi du 31 juillet 1920. — 73. Les prorogations provisoires. — 74. La prorogation indéfinie.

Section I. — Base législative. Causes déterminantes.

Décret du 13 août 1931.

62. Lorsque la guerre prit fin, le Service des Poudres possédait en stock 1.050.000 hl. d'alcool. Or, la production totale de la France en 1917-1918 s'était élevée, y compris les alcools naturels, à seulement 832.321 hl. (voir tableau)⁽¹⁾. Il était impossible au moment où se fermait le débouché créé par les besoins de la Défense nationale de déverser sur le marché libre une telle quantité de ce produit, ce qui eut occasionné un effondrement des cours sans précédent et entraîné la faillite de la presque totalité des producteurs d'alcool naturel.

63. La guerre avait fait naître un régime de réquisition quasi-totale des alcools d'industrie. La loi du 30 juin 1916 consacrait ce régime dans son article 4 qui disposait :

« Seront applicables jusqu'à la fin de l'année de la cessation des hostilités les dispositions ci-après :

1. Tableau VI, annexe B.

» A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au paragraphe 2 de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, toutes les quantités d'alcool propre à la consommation de bouche provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant: Vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits. »

Mais la réquisition, mesure exorbitante du droit commun, ne se justifiait plus après la disparition des événements qui avaient motivé sa création. En outre, elle ne pouvait que faire accroître indéfiniment les stocks qui se révélaient déjà par trop supérieurs aux débouchés. Mais il était impossible qu'elle cessât au lendemain de l'armistice qui était intervenue en pleine saison betteravière.

La Direction des Poudres appela l'attention du ministre des Finances sur la situation extraordinaire créée par cet état de choses et la réquisition fut suspendue le 30 juin 1919.

64. La cessation brusque du régime de guerre mit les distilleries d'alcools industriels dans une situation difficile. En effet, la loi du 30 juin 1916 réservait bien à l'Etat, jusqu'au 31 décembre 1919 une partie de leur production « toutes les quantités d'alcool (industriel) propre à la consommation de bouche », mais ce texte n'obligeait pas l'Etat à acquérir des distillateurs les alcools impropres à la consommation de bouche flegmes et mauvais goût.

Les distillateurs et producteurs des matières mises en œuvre pour la production des alcools d'industrie étaient donc intéressés au premier chef au maintien du régime provisoire; les viticulteurs, cidriculteurs et producteurs d'alcool naturel ne l'étaient pas moins.

En effet, l'alcool naturel débarrassé sur le marché libre de la concurrence dangereuse que lui faisait l'alcool industriel avait atteint rapidement des cours avantageux pour les producteurs.

C'est ainsi que le 3-6 de Montpellier passade 110-180 fr. en 1913-14 à 1.000 et 12.00 fr. pendant la campagne 1917-18. Une plus-value égale bonifia les cours des eaux-de-vie, de marcs, cidres et poirés. Cependant que les vins, cidres et

poirés suivait plus lentement les alcools dans leurs cours ascendants. Les cours étaient devenus si rémunérateurs que les récoltants de raisin pommes ou poires envoyaient la presque totalité de leur récolte à l'alambic, réduisant ainsi les quantités offertes à la consommation potable et obligeant le Gouvernement à prendre des mesures, restreignant le volume distillé.

Mais la loi de 1916 avait fixé la fin de l'année des hostilités comme terme au régime qu'elle créait. Le monopole d'achat et de vente par l'Etat en même temps que l'alimentation exclusive du marché de bouche par les alcools naturels devait cesser au 31 décembre 1919.

A partir de cette date, la concurrence aurait recommencé et les cours se seraient abaissés dans des proportions considérables puisque l'alcool naturel ne représentait guère en moyenne en 1913 que le 1/8 de la production totale en alcool de la France (voir annexe B, tableau VI).

Aussi, dès l'armistice, les corporations intéressés : cidriculteurs, viticulteurs, distillateurs qui avaient réalisé des bénéfices exorbitants mirent-ils en œuvre tous les moyens de persuasion dont ils disposaient à l'égard de leurs représentants (l'un de ces moyens et non le moindre, étant leur bulletin de vote) pour obtenir que le régime en cours d'élaboration maintienne la spécialisation des marchés créés par la loi de 1916.

65. Mais ainsi que nous l'avons relaté, le projet de statut définitif de l'alcool avait connu de telles vicissitudes que la Chambre ne le votait que le 6 août 1919, et à peine voté, il suscitait des critiques nombreuses dont celles élevées au Sénat n'étaient pas les moindres. Il s'avérait dès ce moment que la Haute Assemblée ne voterait pas le projet tel qu'il lui était présenté et qu'il faudrait peut-être de longues années avant qu'un statut définitif intervint.

En présence de telles difficultés :

1° Abondance de stocks.

2° Ruine des producteurs d'alcool naturel si la concurrence reprenait.

3° Intérêt des betteraviers, cidriculteurs, viticulteurs au maintien du régime.

4° Intervention tardive du statut définitif. Le Parlement invita le Gouvernement à prendre par décret les mesures nécessaires.

66. Mais cette invitation était surtout la conséquence de la mésentente entre le Sénat et la Chambre des Députés au sujet de l'article 6 du « projet de loi portant ouverture au titre du budget ordinaire de services civils pour l'exercice 1919 de crédits provisoires applicables au premier trimestre 1919, qui devait adopter au temps de paix le régime existant en attendant l'intervention du statut définitif ». Aux termes de cet article :

1° L'Etat se réservait l'achat des alcools industriels et l'importation des alcools rectifiés jusqu'au 1^{er} octobre 1920.

2° Les achats et les ventes au nom de l'Etat étaient confiés à un établissement autonome.

3° Les alcools d'industrie ne pouvaient alimenter la consommation de bouche que dans la limite de 200.000 hl. en 1919 et 150.000 hl. les années suivantes et à la condition de n'être destinés qu'à la fabrication de liqueurs et vins de liqueur de médiocre qualité (600 fr. et 350 fr. l'hectolitre).

67. La Commission du Budget se montra farouchement hostile à la création d'un office et disjoignit le paragraphe le concernant. Mais M. TOURNAN ayant fait valoir, lors de la discussion générale, qu'il s'agissait seulement de la consécration d'un état de fait, la Chambre adopta l'article.

Au contraire, la Commission des Finances du Sénat le disjoignit en entier et rapporta un projet spécial le 31 décembre 1918.

Soumis à l'étude des diverses Commissions de la Chambre, il donna lieu aux rapports de M. TOURNAN n^{os} 5738, 6282 et 6693 établis au nom de la Commission de Législation fiscale. Mais les conclusions de ces rapports ne furent adoptées ni par la Commission des Finances ni par celle du Budget qui demandaient soit la prorogation du régime de

guerre avec adaptation aux faits nouveaux, soit l'instauration d'un régime définitif.

Au cours de la séance du 9 août 1919 en présence de l'inconciliabilité des vues du Sénat et de la Chambre sur le projet de loi adoptant à titre provisoire le régime existant au temps de paix, M. Paul LAFFONT, député de l'Ariège, intervint pour que la discussion fût ajournée à une quinzaine.

Dans la même séance, la Chambre invita le Gouvernement à régler provisoirement la question par décret.

68. Ce fut l'œuvre du décret du 13 août 1919 rendu sous le contreseing du ministre des Finances, M. L.-L. KLOTZ.

Ce dernier, dans le rapport du Président de la République qui accompagne le projet, fait l'historique des événements qui ont conduit aux mesures adoptées et justifie ces dernières par la « nécessité pour l'Etat de payer la valeur de l'alcool dont la production lui est réservée (jusqu'à l'expiration de la durée d'application de la loi de 1916) et d'en réaliser la vente ».

En outre et indépendamment du vœu formulé par le Parlement, « le Gouvernement puisait le droit d'agir de la sorte en s'appuyant sur les dispositions de l'article 1er de la loi du 10 février 1918⁽¹⁾, aux termes duquel pendant la durée de la guerre et pendant les six mois qui suivront la cessation des hostilités, des décrets pourront réglementer ou suspendre en vue d'assurer le ravitaillement national la production, la fabrication, la circulation, la vente, la mise en vente, la détention ou la consommation des denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux » (voir les sanctions que comportait ce texte au paragraphe 41). Le préambule du décret visait en outre l'article 4 de la loi du 30 juin 1916⁽¹⁾ dont nous avons parlé au paragraphe 63.

Dans son article premier, le décret du 13 août 1919⁽¹⁾ stipulait que les alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais ainsi que les genièvres définis par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902⁽¹⁾ sont réservés à l'Etat. Et ce jusqu'au sta-

1. Voir ce texte à l'annexe A.

tut définitif et au plus tard à l'expiration des six mois suivant la cessation des hostilités. La détermination de la date de cessation des hostilités est du reste constitutionnellement laissée à l'appréciation du législateur qui pour la dernière guerre l'a fixa au 24 octobre 1919 par la loi du 23 octobre 1919.

Le décret du 13 août 1919 cessait donc de s'appliquer le 24 avril 1920.

L'article 2 du même décret chargeait le ministre des Finances de faire procéder à l'achat et à la vente des alcools pendant la période considérée à des prix qu'il déterminerait par arrêté ainsi qu'en décidait l'article 3 de ce texte.

69. Les alcools réservés à l'Etat n'étaient plus seulement ceux « propres à la consommation de bouche » mais tous les alcools industriels bons et mauvais goûts.

En outre l'article 4 du décret ajoutait à la liste les alcools réservés :

1^o Les alcools coloniaux autres que les rhums et tafias.

2^o Les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état de fruits frais, des dattes, figues et caroubes.

Section II. — Les prorogations.

70. De la loi du 30 juin 1916 le décret de 1919 n'avait repris ou prorogé aucune disposition touchant aux bouilleurs de cru. Or, la loi de 1916 qui cessait de s'appliquer le 31 décembre 1919, supprimait, partiellement, le privilège de ces producteurs.

Aussi, afin de ne pas voir rétablir le privilège des bouilleurs de cru établi en 1906, M. Ernest LAFFONT en proposa la suppression complète. La Chambre ne le suivit pas mais vota cependant l'article 22 de la loi de finances du 29 décembre 1919⁽¹⁾ qui modifia les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 en ce qui concernait les bouilleurs de cru et prorogea jusqu'au 30 septembre 1920 les dispositions de ce même article.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

Bien que le décret de 1919 fût antérieur à cette loi ses dispositions n'étaient pas prorogées. Ainsi l'Etat était obligé d'acquérir jusqu'au 24 avril 1920 tous les alcools d'industrie (bons et mauvais goûts) en vertu du décret du 13 août 1919 et jusqu'au 30 septembre 1920 les seuls bons goûts, en vertu de la loi du 29 décembre 1919.

71. Avant l'arrivée de ces échéances le Gouvernement, en s'appuyant sur la loi du 10 février 1918, prorogea par le décret du 16 avril 1920 les dispositions du décret de 1919 jusqu'au 15 août 1920. Il ne pouvait agir pour une plus longue durée car il était son pouvoir sur la loi du 10 février 1918 qui primitivement devait cesser de s'appliquer le 24 avril 1920 (6 mois après la cessation des hostilités) et avait par la loi du 23 octobre 1919 reçu force exécutoire jusqu'au 15 août 1920.

C'était la limite extrême au delà de laquelle les pouvoirs exceptionnels obtenus par le Gouvernement de la législation de guerre devenaient inopérants.

A nouveau le monopole était restreint entre le 15 août et le 30 septembre 1920 aux seuls alcools d'industrie bon goût. Une loi devait unifier ce régime d'hésitations.

72. Un article fut inséré dans le projet de loi de finances de l'exercice 1920 qui fut voté le 31 juillet 1920.

ARTICLE 33. — « *Jusqu'au 31 décembre 1920 inclus demeure réservée à l'Etat la production des alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais.*

» *Resteront en vigueur jusqu'à la même date les dispositions de l'article 16 du décret du 2 avril 1918 modifiées par les décrets des 18 décembre 1919 et 6 janvier 1920.*

» *Les dispositions des deux paragraphes précédents sont applicables en Algérie. En outre sont réservés à l'Etat les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état de fruits frais, des figues, des dattes...*

» *Resteront également en vigueur jusqu'au 31 décembre 1920 les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916*

prorogées et complétées par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919 et qui ne sont pas contraires à la présente loi.

» Des arrêtés du ministre des Finances régleront les conditions d'exécution du présent article. »

73. Au jour de l'expiration du délai d'application de ce dernier texte, l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 intervint pour proroger jusqu'au 30 septembre 1921 les dispositions de l'article 33 de la loi du 31 juillet 1920.

Le temps passait et l'année 1921 était fort avancée lorsqu'il fallut à nouveau proroger le régime provisoire. Le Sénat ne se décidait pas à adopter le projet de sa commission spéciale sur le statut définitif (voir ci-après paragraphe 76)

Le terme du régime provisoire fut reporté au 30 juin 1922 par l'article 18 de la loi du 16 juillet 1921 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1920 au titre des budgets ordinaires ou extraordinaires.

Mais dans l'intervalle de ces deux dernières prorogations des modifications avaient été apportées au régime des alcools.

En effet, les interdictions de distiller les grains, votées et décrétées pendant la guerre, cessaient de s'appliquer le 31 décembre 1920; aussi la loi de ce jour admit-elle le principe du contingentement des genièvres d'après la moyenne des productions des campagnes 1910-1911, 1911-1912 et 1912-1913.

Le même article 13 créait en outre une surtaxe frappant les genièvres et destinée à mettre le prix d'achat par l'Etat des alcools de grains à la parité avec le prix de vente moyen des alcools de vin (moyenne dressée d'après les cours des Bourses de Montpellier, Béziers, Nîmes et Narbonne).

Cette surtaxe fut transformée par l'article 12 de la loi de finances du 30 avril 1921 et fixée à un taux représentant la différence entre le prix de vente moyen des genièvres *« déterminé pour chaque trimestre d'après les indications fournies par la Chambre de commerce de Lille, et les cours moyens des alcools de vin publiés par chacune des Chambres de commerce de Montpellier, Béziers, Nîmes et Narbonne. »*

Ces diverses dispositions qui apportaient de graves

entraves à une réglementation unique des alcools de bouche et d'industrie furent maintenues et aggravées par un nouveau texte de prorogation qui fixa les délais différents d'expiration des deux régimes. Ce fut l'article 15 de la loi du 30 juin 1922 qui prorogea les dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 modifiées par l'article 12 de la loi du 30 avril 1921 susvisé, jusqu'au 30 septembre 1924 en ce qui concerne les alcools d'industrie (régime provisoire) et jusqu'au 30 décembre 1922 seulement pour les dispositions relatives aux bouilleurs de cru.

Bien que cette dernière réglementation déborde le cadre de cette étude, nous croyons devoir indiquer que la distinction établie entre les deux régimes fut votée au Sénat sur un amendement de M. JEANNENEY qui voulait par là forcer le Parlement à se prononcer sur le régime définitif des bouilleurs de cru avant que l'année fut écoulée.

Pour longue que fût la nouvelle prorogation du régime provisoire elle ne permit cependant pas au Parlement d'adopter un statut définitif de l'alcool industriel.

Aussi, l'article 21 de la loi du 1^{er} août 1924 maintint l'application de toutes les dispositions antérieures jusqu'à l'établissement d'un régime définitif ou au plus tard jusqu'au 28 février 1926.

74. Malgré l'espoir implicite que contenait cet article de voir prochainement instaurer un régime définitif, ce dernier terme fut atteint sans qu'aucune mesure de cette nature n'eût été réalisée. Aussi le législateur renonça-t-il à assigner au régime provisoire une limite rigide et dans l'article 7 de la loi du 27 février 1926 il posa le principe de la prorogation indéfinie du régime provisoire jusqu'à la mise en application de la loi établissant un régime définitif de l'alcool d'industrie.

Cette réglementation définitive des alcools industriels avait reçu un commencement de réalisation (voir *supra*, § 61) par le vote par la Chambre des Députés, le 6 août 1919 du titre 1^{er} du deuxième projet Tournan. Nous allons indiquer maintenant l'état d'avancement des travaux législatifs et rappeler brièvement les disposi-

tions envisagées dans les divers rapports et avis présentés au nom des Commissions du Sénat, en insistant plus spécialement sur celui qui servit de base à la discussion générale ouverte dans la séance du 15 mars 1932.

CHAPITRE IV

LES TRAVAUX LÉGISLATIFS DEPUIS 1919

75. La Commission de l'alcool au Sénat. — **76.** Premier rapport SARRAUT, n° 358-1921 (344 pages). — **77.** Premier rapport supplémentaire n° 277-1922 (170 pages). — **78.** Deuxième rapport supplémentaire, n° 808-1923. — **79.** Troisième rapport supplémentaire n° 363-1926 (34 pages). — **80.** Avis ABEL GARDEY n° 582-1927 (65 pages). — **81.** Avis DONON, n° 261-1929 (66 pages). — **82.** Quatrième rapport supplémentaire TOURNAN, n° 353-1930 (362 pages). — **83.** Cinquième rapport supplémentaire, n° 351-1931 (26 pages). — **84.** Avis ROLLAND au nom de la Commission des colonies sur le § 6 de l'article 1^{er} du 5^e rapport TOURNAN, n° 601-1931 (5 pages). — **85.** Avis supplémentaire ABEL GARDEY, n° 838-1931 (24 pages). — **86.** Amendement au texte du 5^e rapport supplémentaire présenté par la Commission le 3 mars 1931 avant la discussion générale au Sénat. — **87.** Conclusion de cet historique.

75. L'étude du projet de loi adopté par la Chambre des députés motiva la création au Sénat d'une Commission spéciale, appelée couramment Commission de l'Alcool, mais dont la désignation exacte était : « Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel. »

Elue en 1920, elle était composée de MM. Henry BERENGER, président; Maurice SARRAUT et DELPIERRE, vice-présidents; Rolland et Ernest BILLIET, secrétaires; BOIVIN-CHAMPEAUX, BUHAN, CHERON, DEBIERRE, DONON, ERMANT, GAUVIN, GOY, LEBERT, POTIÉ, DE SAINT-QUENTIN, TOURNAN.

Le 11 juin 1931, à la date du dépôt par M. TOURNAN du 5^e et dernier rapport supplémentaire, elle comprenait : MM. Maurice SARRAUT, président; DELPIERRE, LAURAIN vice-présidents; BOIVIN-CHAMPEAUX, TOURNAN, secrétaires Albert MAHIEU, ANDRIEU, BERENGER, BUHAN, COYRARD, DEBIERRE, DONON, GAUVIN, LEBERT, LEFEBVRE DU PREY, PETITJEAN, POTIÉ, ROUSSEL.

76. Au nom de cette Commission, M. Maurice SARRAUT, président, déposa le 19 mai 1921 un premier rapport qui, dès l'introduction, défendait le principe de la division des marchés en deux catégories suivant la nature de l'alcool. Ce rapport indique que sur cette distinction repose toute l'économie du projet et que l'alcool naturel doit être protégé contre l'alcool industriel concurrent redoutable.

On doit réserver au premier, poursuit-il, le marché de bouche pour le libérer de la concurrence de l'alcool industriel qui livre à la consommation un produit dont le prix de revient, relativement peu élevé, permet un bénéfice plus substantiel malgré un prix de vente réduit.

L'alcool naturel doit être protégé parce « *que la distillation des vins est pour le récoltan! une soupape de sûreté. Elle est l'exutoire nécessaire des années de surproduction et permet seule d'éviter et de conjurer le retour des crises viticoles qui ébranlent périodiquement la vie économique du pays* ».

Si la réglementation éloigne de la consommation de bouche les alcools d'industrie, elle leur réserve un certain nombre de débouchés, notamment ceux que leur ouvrent les nouveaux modes de chauffage, d'éclairage et de carburation.

Au surplus, la protection de l'alcool naturel n'est pas une idée neuve; seul le système est nouveau. Dès 1902 en effet (voir paragraphe 22) M. CLÉMENTEL avait proposé un système de taxe compensatrice pénalisant l'alcool d'industrie de la différence entre les prix de revient des deux catégories d'alcool.

Cette proposition aurait peut-être été adoptée sans l'intervention de M. RIBOT qui représenta au Parlement combien il était contraire à l'équité de voter une loi qui ne tendait rien moins qu'à spolier le Nord au profit du Midi.

Aux arguments inspirés par des considérations d'économie nationale et régionale M. SARRAUT en ajoute d'autres tirés, les uns du souci de l'hygiène publique, les autres des nécessités de la Défense nationale.

Réserver la consommation de bouche aux seuls alcools naturels, c'est enlever au marché plus de la moitié de l'al-

cool qui y afflue; par là c'est doubler le prix des quantités restantes.

La hausse des prix, alliée à une politique de droits élevés, doit porter à l'alcoolisme un coup redoutable.

Réserver à l'alcool d'industrie les usages industriels, l'orienter vers la carburation, encourager les perfectionnements en ce domaine, c'est affranchir la France de sa dépendance à l'égard des trusts étrangers pour la fourniture des hydrocarbures. Et le sénateur SARRAUT rappelle lui-même que « *privés d'essence, nous aurions perdu la guerre* ».

Le carburant national doit être une fin et non un moyen. Mais il ne saurait être question de faire de l'alcool un carburant unique. Il faut en faire délibérément, un des éléments d'un carburant national. Dans la mesure où ce carburant supprimera les importations d'essence, il contribuera à améliorer notre balance des comptes.

Enfin, puisque l'industrie doit trouver dans l'alcool une matière première indispensable il importe de prévenir tout danger de spéculation en fixant les prix de cession par voie réglementaire.

Pour ces diverses raisons, M. Maurice SARRAUT concluait à la nécessité de la création « *d'un Office de l'alcool, établissement public autonome, organisation économique à caractère commercial, qui serait placée sous la haute surveillance du ministre des Finances* ». Cet office serait géré par un directeur, assisté d'un Conseil d'administration.

L'alcool serait vendu à perte pour la carburation et l'emploi en serait rendu obligatoire pour les adjudicataires de benzol, les services de transports exploités directement par l'Etat et les services publics subventionnés.

77. Le projet SARRAUT donnait satisfaction aux viticulteurs et aux bouilleurs qui, par leurs représentants, étaient assurés d'une majorité au Parlement. Mais les viticulteurs du Midi, désireux de trouver au problème de l'alcool une solution susceptible de concilier les divers intérêts en présence, prirent l'initiative de réunir un comice pour étudier la question. Ses travaux aboutirent à l'accord de BÉZIERS, signé par les principaux intéressés le 8 avril

1922⁽¹⁾. Ils motivèrent la rédaction par M. SARRAUT d'un rapport supplémentaire, déposé le 16 juin 1922.

Un nouvel alinéa inséré dans l'article premier contingentait les genièvres, considérés comme des alcools naturels, d'après les quantités moyennes produites par chaque établissement pendant les campagnes 1910 à 1913.

L'article 4 du nouveau texte élevait à vingt-six le nombre des membres du Conseil d'administration fixé à vingt-deux par le premier projet. Cette augmentation faisait entrer au Conseil les représentants des corporations intéressées (vinaigriers, betteraviers) ainsi qu'un délégué du ministre de la guerre. En outre, le nombre de fonctionnaires des Départements des Finances et de l'Agriculture était ramené respectivement à trois et deux contre quatre et trois dans le texte précédent.

Mais la plus importante modification concernait les recettes accessoires prévues à l'article 8. En effet outre les bénéfices commerciaux de son entreprise, l'Office devait percevoir pour son compte un certain nombre de surtaxes déjà levées par l'Etat, ou dont l'institution était envisagée.

Par comparaison avec les recettes prévues dans son rapport antérieur, M. SARRAUT classe ces surtaxes en trois catégories.

A. *Surtaxes maintenues.*

1. Surtaxe sur les vins de liqueur, eaux-de-vie, rhums (à l'exception de ceux de nos colonies) liqueurs, gins, whiskys, et autres préparations alcooliques d'origine coloniale ou étrangère, consommables en l'Etat, prévue par l'article 89, alinéas 4 et 5, de la loi du 25 juin 1920.

2. Surtaxe sur les genièvres prévue par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920, modifié par la loi du 30 avril 1921⁽²⁾.

B. *Surtaxes supprimées.*

1. Surtaxe de 50 francs par hectolitre sur l'alcool cédé par l'Office en vue de la fabrication des spiritueux de toute

1. Voir *infra* paragraphe 121.

2. Voir ce texte à l'annexe A.

nature destinés à l'exportation, des vins de liqueur et des vinaigres.

2. Surtaxe de 50 francs sur les produits alcooliques importés tels qu'ils sont spécifiés au paragraphe 4 de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920⁽¹⁾.

3. Surtaxe sur les alcools naturels.

C. *Nouvelles surtaxes.*

1. Surtaxe prévue par l'article 5 de la loi du 9 juin 1921⁽¹⁾.

Aux termes de cet article les vinaigres importés de l'étranger « acquittent une surtaxe égale à la différence entre le prix d'achat et le prix de cession par l'Etat des alcools livrés par lui aux fabricants de vinaigre établis en France ».

2. Surtaxe sur les dilutions alcooliques utilisées pour la fabrication des vinaigres.

Depuis quelques années en effet, on obtient des vinaigres sans distillation par simple fermentation des moûts alcooliques de céréales (brisures de riz). Cette concurrence peut être particulièrement redoutable pour les vinaigres d'alcool dont le prix de revient est très inférieur à celui des vinaigres de moût.

Cette surtaxe est destinée à égaliser les charges des deux sources de matières premières destinés à la vinaigrierie.

3. Surtaxe de 1 franc par hectolitre sur les vins et de 0 fr. 50 sur les cidres et poirés, qui s'ajoute au droit de circulation perçu en vertu de l'article premier de la loi du 15 juillet 1921⁽¹⁾.

4. Surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur sur les rhums et tafias naturels importés des colonies.

5. Surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur sur les genièvres.

Après avoir ainsi envisagé quel serait le produit possible de ces surtaxes, M. SARRAUT évalue le bénéfice annuel à 80.720.000 francs.

78. Un deuxième rapport supplémentaire est venu ré-

1. Voir ce texte à l'annexe A.

pondre aux critiques élevées contre le système de recettes accessoires proposées par M. SARRAUT dans son rapport n° 377.

Ce système reposait sur l'attribution au Service des Alcools de surtaxes, dont les unes existaient déjà, savoir :

a) Celle de l'article 89 paragraphes 4 et 5 de la loi du 21 juin 1920⁽¹⁾ sur les vins de liqueur, mistelles et autres produits importés.

b) Celle de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920⁽¹⁾ modifié par l'article 13 de la loi du 30 avril 1921⁽¹⁾ sur les genièvres⁽²⁾,

c) Celle de l'article 5 de la loi du 9 juin 1921 sur les genièvres,

et les autres, dont la création était suggérée par le distingué sénateur de l'Aude, consistaient en :

a) Surtaxes sur les dilutions alcooliques autres que les vins, cidres, poirés, hydromels, utilisés pour la fabrication des vinaigres et obtenus sans distillation par fermentation des moûts. (Cette surtaxe avait été votée par la Chambre des Députés dans le projet de loi de finances de 1923 mais disjointe par la Commission des Finances du Sénat).

b) Surtaxes sur les rhums et tafias importés.

c) Surtaxes sur la fabrication des genièvres.

d) Surtaxes de 1 franc et de 0 fr. 50 par hectolitre à la circulation sur les vins et les cidres.

En se basant sur l'article 8 de la loi constitutionnelle de 1875, qui dispose que « *les lois de finances doivent être en premier lieu présentées à la Chambre des Députés et votées par elle* », plusieurs membres de la Commission des Finances du Sénat s'élevèrent contre la création de taxes nouvelles. Ils estimaient en effet que la priorité réservée à la Chambre par l'article 8 s'applique non seulement aux lois budgétaires, c'est-à-dire aux lois de finances proprement dites, mais à toutes celles ayant des répercussions financières. En conséquence, le Sénat ne pouvait, de sa propre initiative, créer

1. Voir ces textes à l'annexe A.

2. Voir *supra*, paragraphe 73.

des recettes nouvelles ni affecter les taxes existantes à un service autonome.

M. SARRAUT se rangea à ces objections et supprima dans l'article 7 de son nouveau projet l'admission en recette des surtaxes prévues. L'article premier fut également modifié pour tenir compte de la définition des rhums et tafias donnée par l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 ⁽¹⁾.

Par ailleurs l'intervention de la loi du 28 février 1923 ⁽¹⁾ sur le carburant national, qui obligeait les importateurs d'essences à acquérir de l'alcool (voir *infra*, n° 122) rendait moins nécessaire le vote de l'alinéa 6 de l'article 9 qui prévoyait que les moteurs à explosions des véhicules automobiles des Services concédés ou jouissant d'un monopole de fait devaient être alimentés par un carburant à base d'alcool.

Cet alinéa fut donc supprimé dans le nouveau projet mais le rapporteur, favorable à l'intention dont sa rédaction procédait émit le vœu que l'Administration introduisit cette clause dans les cahiers des charges des marchés qu'elle ferait passer.

Ce rapport ne devait pas, à beaucoup près, clôre la période d'étude du projet sur l'alcool. Presque trois ans s'écoulèrent sans qu'un pas ait été fait dans la voie des réalisations. La Commission enquêta auprès des corporations productrices d'alcool, auprès des industries mettant en œuvre de l'alcool et auprès des Administrations intéressées à des titres divers à l'utilisation de l'alcool (Finances, guerre, Commerce).

79. Le troisième rapport supplémentaire déposé le 30 juin 1926 est le fruit d'un long échange d'observations de la commission tant avec les intéressés qu'avec l'Administration des Finances.

Ce rapport propose des solutions qui s'accordent avec les suggestions de l'Administration à l'exception d'un seul point. Tandis que le ministre des Finances demeure partisan de l'institution d'un service national de l'alcool

1. Voir ce texte à l'annexe A.

d'industrie, doté d'un budget annexe rattaché pour ordre au budget général, et auprès duquel serait placé un Comité consultatif et non un Conseil d'administration. La Commission au contraire est persuadée que seul un Office national investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière et soumis à des règles de gestion souples permettra de mettre en œuvre avec le plus d'efficacité le régime définitif qu'elle se propose d'instaurer.

Aussi, à la rédaction du titre du projet *« instituant le monopole de l'alcool »* le rapporteur substitue le dispositif suivant : *« Projet de loi instituant le régime de l'alcool d'industrie et portant création d'un Office National de l'Alcool d'industrie »*.

Enfin, dès les premières lignes du nouveau projet, une disposition formelle précise que le régime nouveau est substitué au régime provisoire *« tel qu'il a été fixé par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 modifié par l'article 12 de la loi de finances du 30 avril 1921, par l'article 15 de la loi du 30 juin 1922 et par l'article 22 de la loi du 1^{er} août 1924. »*

Un nouvel alinéa prévoit la consultation de l'Office National des Combustibles liquides (créé par la loi du 10 janvier 1925, postérieurement par conséquent au dépôt du 2^e rapport supplémentaire) qui *« présentera ses suggestions, observations et avis en ce qui concerne le développement des emplois de l'alcool pour la production de la force motrice et pour la combustion sous toutes ses formes »*.

En outre, la composition du Conseil d'administration est une fois de plus modifiée et le nombre de ses membres est à nouveau augmenté et porté à trente. L'Administration des Finances, dont les conclusions du précédent rapport réduisait de quatre à trois le nombre des représentants, voit s'élever à cinq les sièges d'administrateurs, pour lesquels elle propose des nominations.

De plus, le directeur de l'Office National des Combustibles Liquides devient membre de droit parmi les deux membres nommés sur la proposition du ministre du Commerce.

L'autorité du Ministre des Finances qui *« doit être prépondérante dans une affaire qui intéresse si directement les*

finances de l'État » est renforcée en ce qui concerne l'annulation possible des délibérations du Conseil d'administration.

L'alinéa premier de l'article 5 du rapport 808 de 1923 obligeait en effet le ministre des Finances désireux d'annuler une délibération du Conseil, d'obtenir l'avis conforme de ses collègues de l'Agriculture et du Commerce. Dans le nouveau projet (art. 6 al. 1^{er}) le ministre des Finances peut rendre sa décision après simple avis de ses deux collègues.

Par ailleurs, l'époque de la fixation des prix d'achat des alcools, à laquelle le Conseil d'administration devait procéder en janvier, était reportée à juin pour tenir compte du fait que les emblavements n'ont lieu qu'en avril. Enfin, sur la demande de l'Administration des Finances, la loi était rendue applicable à l'Algérie.

D'autre part, le projet définissait à nouveau les alcools d'industrie « tous les alcools, quel que soit leur mode de production » autres que :

1^o Les alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, hydromels, marcs, lies et fruits frais de toute nature, à l'exception toutefois des figues, dattes et caroubes.

2^o Les rhums et tafias naturels présentant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 19 août 1921 et ne titrant pas plus de 65 degrés.

3^o Les genièvres définis par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités produites annuellement par chaque établissement pendant la période de 1910 à 1913.

Pour ce qui est de la définition générale du produit, une seule innovation est apportée, les alcools provenant de figues, dattes et caroubes, mêmes fraîches, sont déclarés alcool d'industrie.

Le texte du rapport 808 ne subit, par ailleurs, aucune modification touchant les possibilités pour les alcools d'industrie d'alimenter la consommation de bouche.

Les alcools d'industrie peuvent alimenter la consommation de bouche pour la fabrication des vinaigres et pour la

préparation, en vue de l'exportation, des spiritueux, de toute nature, des vins de liqueurs et autres produits assimilés.

Enfin, si, cette exception mise à part, la séparation des marchés est absolue lorsque la production viticole est considérée comme suffisante, il n'en va pas de même en cas de pénurie de la récolte de vin. Cette disposition, introduite dans le deuxième rapport supplémentaire, subit dans le troisième rapport quelques modifications portant sur ses modalités d'application : la quantité de vin produite en dessous de laquelle on considère qu'il y a pénurie est portée de 40 à 55 millions.

En outre, les quantités d'alcool que l'Office pourra céder ne sont plus déterminées par l'écart pouvant exister entre le total des stocks d'alcool naturel et des importations au 31 mars et l'alcool naturel consommé l'année antérieure, mais par la différence entre d'une part les stocks au 1^{er} octobre, les produits du 1^{er} octobre au 31 mars, et les importations pendant cette période et d'autre part, les quantités consommées durant l'année antérieure.

Rapport 808-1923

En outre, lorsque la quantité des vins produits en France sera inférieure, d'après les déclarations de récoltes effectuées en exécution de l'article premier de la loi du 29 juin 1907, à 40 millions d'hectolitres, stocks à la propriété compris et quand le stock des alcools naturels ne dépassera pas le tiers de la consommation de l'année précédente, l'Office sera autorisé par décret pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture, à consentir des cessions d'alcool, pour la préparation en vue de la consommation intérieure, des vins de liqueurs et autres produits assimilés, des

Rapport 363-1926

En outre, lorsque la quantité des vins produits en France sera inférieure d'après les déclarations de récoltes effectuées en exécution de l'article premier de la loi du 29 juin 1907, à 55 millions d'hectolitres, stocks à la propriété compris, et quand le stock des alcools naturels à la date du 1^{er} octobre ne dépassera pas le tiers de la consommation de l'année précédente, l'Office sera autorisé, par décret pris sur la proposition du ministre des Finances et du ministre de l'Agriculture, à consentir des cessions d'alcool pour la préparation, en vue de la consommation intérieure, des

Rapport 808-1923 (suite)

liqueurs et apéritifs à base d'alcool à l'exclusion des rhums et eaux-de-vie fantaisie.

Les quantités d'alcool dont la cession par l'Office sera autorisée dans l'hypothèse prévue au paragraphe précédent, seront déterminées par la différence entre : d'une part, le total des alcools naturels existant en stocks à la fin du mois de mars et importés pendant la même période, d'Algérie, des colonies françaises et pays de protectorat, et, d'autre part, le total des quantités d'alcool naturel consommées en France au cours de l'année précédente finissant au 31 décembre.

Rapport 363-1926 (suite)

vins de liqueurs et autres produits assimilés des liqueurs et apéritifs à base d'alcool à l'exclusion des rhums et eaux-de-vie fantaisie.

Les quantités d'alcool dont la cession par l'Office sera autorisée dans l'hypothèse prévue au paragraphe précédent, seront déterminées par la différence entre : d'une part, le total des alcools naturels existant en stocks au 1^{er} octobre, distillés en France d'octobre à fin mars et importés, pendant la même période, d'Algérie, des colonies françaises et pays de protectorat, et, d'autre part le total des quantités d'alcool naturel consommées en France au cours de l'année précédente.

80. Au début de 1927, la Commission des Finances n'avait pas encore fait connaître son opinion sur le projet voté par la Chambre des Députés. A cette époque, elle était ainsi composée : MM. CLÉMENTEL, président; RAIBERTI, JEANNENEY, vice-présidents; Guillaume CHASTENET, MILAN, secrétaires; Albert MAHIEU, BIENVENU-MARTIN, BLAIGNAN, BRUGUIER, Joseph CAILLAUX, Henry CHERON, CUMINAL, Charles DUMONT, FAYAN, Fernand FAURE, François MARSAL, François SAINT-MAUR, GALLET, ABEL GARDEY, Georges BERTHOULAT, HERVEY, Général HIRSCHAUER, Jean PHILIPP, JENOUVRIER, Joseph COURTIER, Pierre LAVAL, Albert LEBRUN, Louis PASQUET, Mario ROUSTAN, Pierre MARRAUD, Victor PEYTRAL, REBOUL, REYNALDY, Henry ROY, SCHRAMECK, SERRE.

Le texte soumis à cette Commission était celui proposé par M. SARRAUT dans son troisième rapport supplémentaire (1926, n° 363).

L'avis de la Commission fut exprimé par M. ABEL GARDEY qui, avant d'exposer son point de vue, dégagait les raisons

qui, selon lui, militent en faveur de l'intervention de l'Etat, savoir :

- 1^o Celles tirées du « souci de l'hygiène publique ».
- 2^o Celles tirées des intérêts économiques en jeu.
- 3^o Celles tirées « de la nécessité de développer les emplois industriels de l'alcool. »

Les partisans de la liberté ayant critiqué cette intervention, le sénateur du Gers s'efforce de réfuter les nombreuses objections produites par eux. Abordant ensuite le problème dans son ensemble, il rappelle « les caractéristiques du projet voté par la Chambre des Députés » non sans en avoir indiqué « les précédents législatifs et réglementaires ». Puis, pour que le tableau du régime contemporain soit complet, il décrit le fonctionnement du service des alcools chargé de l'application du régime provisoire.

Enfin, après avoir marqué l'évolution caractéristique des projets de la Commission de l'alcool, M. ABEL GARDEY, entre dans la partie constructive de son avis, en indiquant les observations de la Commission des Finances.

Le désaccord entre l'avis de la Commission des Finances et celui de la Commission de l'alcool porte, d'une part, sur la nature juridique de l'Office et, d'autre part, sur les pouvoirs du Conseil d'administration.

Après l'audition qui eut lieu le 15 juin 1927, du président du Conseil, ministre des Finances, dont les critiques concordaient avec celles faites par la commission financière de la Haute Assemblée sur le projet SARRAUT, un terrain de conciliation fut recherché au double point de vue plus haut indiqué.

A. Nature juridique de l'office et contrôle.

Selon la Commission des Finances, l'Office devrait avoir la personnalité civile et l'autonomie financière, mais non l'autonomie budgétaire. Les recettes et les dépenses seraient comprises dans un budget annexe, rattaché au budget général. En outre, le contrôle des opérations financières de l'Office serait effectué par une commission nommée par le

ministre des Finances et investie de pouvoirs analogues aux commissions de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, des Chemins de fer de l'Etat et des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.

B. Pouvoirs du Conseil d'administration de l'Office.

La Commission spéciale avait proposé, à l'instar de ce qui existe à l'Office National des Combustibles liquides, la création d'un Conseil d'administration composé des représentants des grandes collectivités et des administrateurs intéressés au fonctionnement de l'établissement. Ce Conseil « réglerait les affaires de l'Office ».

Le Gouvernement, au contraire, aurait voulu ne faire de ce Conseil qu'un organisme consultatif.

La Commission des Finances ne pouvait pas suivre le Gouvernement dans cette voie : « *L'admettre, dit M. Abel Gardey, eût été entrer en conflit ouvert avec la commission spéciale* ». Aussi, le distingué sénateur suggère-t-il la solution intermédiaire suivante :

« *Le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions concernant la gestion de l'Office* ».

» *Les délibérations sont soumises au ministre des Finances qui doit, dans le délai de vingt jours à compter de la transmission du procès-verbal, leur donner force exécutoire par son approbation ou les annuler. Sont considérées comme approuvées et exécutoires, les délibérations pour lesquelles aucune décision d'annulation n'a été notifiée dans le délai susvisé.* »

« *En cas d'annulation, le ministre des Finances, après avis des ministres du Commerce, de l'Agriculture et de la Guerre, statue sur toutes les questions qui avaient fait l'objet de la délibération annulée* ».

Dans sa séance du 13 juillet 1927, la Commission spéciale décida à l'unanimité de se rallier aux modifications suggérées par la Commission des Finances.

Après la relation de cet accord entre les deux commissions, M. GARDEY envisage ce que pourrait être le budget futur de l'Office et il va jusqu'à prévoir le cas où celui-ci pourrait se trouver en déficit.

Dans une annexe le sénateur du Gers rapproche au moyen d'un tableau :

Le texte du projet RIBOT.

Le texte du projet voté par la Chambre des Députés.

Le premier texte de la Commission spéciale.

Le troisième texte de la Commission spéciale, et les textes sur lesquels s'est fait l'accord de la Commission des Finances et de la Commission spéciale.

81. Il était permis de penser après l'entente intervenue entre ces deux Commissions qu'un vote pourrait sanctionner rapidement le projet élaboré.

Mais l'avis exprimé au nom de la Commission de l'Agriculture par M. Marcel DONON le 29 mars 1929 remit en cause tous les points sur lesquels on avait péniblement réalisé l'unité de conception.

La Commission de l'Agriculture était composée de MM. Fernand DAVID, président; Gaston CARRERE, DUCHEIN, vice-présidents; BEAUMONT, DONON, secrétaires; Henri BACHELET, BOUVART, BROCARD, CALMEL, CASSEZ, CHAUVÉAU, CHOPIN, DAMECOUR, DARTEYRE, DIEBOLT-WEBER, Jean DURAND, Joseph FAURE, FONTANILLE, FOUCHER, GEGAUFF, HENRI-COSNIER, LISBONNE, de LUBERSAC, MACHET MANDO, Marquis de MARGUERIE, Louis MICHEL, MONFEUIL-LARD, MONTENOT, PIERRIN, POTIE, PROVOST, DUMARCHAIS, de ROUGE, SABATERIE, TOURNAN, Victor BORET.

Dès le préambule, M. DONON indique l'idée directrice de sa thèse, en affirmant qu'il faut à l'Office une totale indépendance, une pleine liberté d'action, afin qu'il puisse agir comme un industriel avisé et un commerçant prudent.

Par ailleurs, la Commission de l'Agriculture tient essentiellement à ce que les dispositions prises pour assurer le succès de l'Office n'entraînent aucune charge pour l'une quelconque de nos régions agricoles; elle désire ardemment maintenir un juste équilibre entre tous les intérêts en cause et accorder à la fois sa pleine sollicitude aux viticulteurs, aux cidriculteurs et aux agriculteurs betteraviers.

Après cet exposé des intentions de la Commission, M.

DONON produit et commente un certain nombre de statistiques concernant la production des alcools. Les importations et les exportations, ainsi que les superficies cultivées en betteraves.

Le sénateur du Loiret indique ensuite les difficultés auxquelles se heurte la détermination des prix d'achat des alcools et il estime qu'il convient de fixer à la parité du prix des sucres, non seulement le prix d'achat des alcools de betteraves, mais aussi celui des alcools produits par la mise en œuvre des mélasses.

En ce qui concerne les premiers M. DONON justifie la parité par la nécessité de ne pas traiter de plusieurs façons les producteurs d'une même matière première.

Pour les secondes, la parité doit « *donner aux cultivateurs fournisseurs de racine la facilité de réclamer à la sucrerie l'application d'une marge de fabrication plus faible puisque le sucrier tirera le maximum de son produit résiduaire* ».

Après avoir examiné la situation financière du service des alcools, le rapporteur est amené à considérer la situation privilégiée faite aux producteurs d'alcool naturel par le régime provisoire. Mais dans l'intérêt même des producteurs de boissons hygiéniques, et notamment de ceux qui fabriquent le cidre, certains membres de la Commission ont été amenés à proposer le contingentement des quantités potables de ces produits. M. TOURNAN proposa que soient « *assimilés aux alcools d'industrie et soumises au même régime les quantités d'eaux-de-vie de vins, de cidres, de poirés, d'hydromels, de marcs et lies de fruits frais produites au cours de chaque campagne par les bouilleurs et distillateurs de profession, industriels, au delà de leur production moyenne respective des campagnes 1909-1910 à 1913-1914 augmentée pour chacun d'eux de la moyenne des quantités livrées directement à l'exportation pendant les trois dernières campagnes* ».

La Commission après avoir examiné la proposition TOURNAN, crut devoir n'en retenir que le principe introduit dans une résolution qui fut adoptée à l'unanimité et qui était ainsi conçue :

« 1^o L'Office de l'Alcool industriel devra équilibrer par ses propres moyens ses recettes et dépenses.

« 2^o Les ressources nécessaires à cet équilibre seront demandées dans des conditions d'égale équité à la distillerie industrielle de l'alcool de cidre et de l'alcool de vin à l'exclusion des bouilleurs de cru. »

Puis, M. DONON examinant quelles seront les ressources de l'Office se prononce nettement en faveur de l'autonomie financière de l'établissement.

Toutefois, le rapporteur reconnaît que, même parmi les principaux intéressés, tous ne sont pas partisans du monopole et que la majorité de distillateurs et d'agriculteurs de la région du Nord ont affirmé leur attachement à un régime de liberté économique.

Le sénateur du Loiret se rendit même à l'assemblée de la Société des Agriculteurs du Nord pour lui exposer les caractéristiques principales du projet en cours d'étude et celles-ci dans sa séance du 3 avril 1928, adopta l'ordre du jour suivant :

« La Société des Agriculteurs du Nord affirme une fois de plus son attachement au principe de la liberté absolue de production et de vente des alcools de betteraves et mélasses indigènes, mais, dans un but de conciliation entre les intérêts du Nord et du Midi, elle accepterait la création d'un Office autonome national des alcools, si les bases essentielles suivantes sont respectées :

« 1^o Les alcools indigènes et des colonies françaises provenant de la distillation des vins, cidres, marcs et lies, etc... lorsque ces alcools sont potables et consommables en leur état, c'est-à-dire sans qu'ils aient besoin d'être rectifiés ou raffinés, continuent, seuls, à jouir de la liberté de la production et de vente.

2^o Les alcools produits par la mise en œuvre de matières premières agricoles indigènes et des colonies françaises : betteraves, mélasses, pommes de terre, pommes, poires, canne à sucre, etc., qui ne deviennent potables et consommables qu'après avoir été rectifiés ou raffinés, sont monopolisés par l'Etat et acquis par lui à des prix qui tiennent compte

exclusivement de leur richesse alcoolique et de leur degré de raffinage ou de rectification.

« 3° *En vue de se procurer des ressources, l'Office National devra être autorisé à céder pour la fabrication des liqueurs et spiritueux composés, un certain contingent d'alcool rectifié.*

4° *Les alcools indigènes qui ne proviennent pas de la mise en œuvre de matières premières agricoles, notamment l'alcool méthylique et les alcools de synthèse, sont exclusivement réservés pour la carburation et acquis à des prix en rapport avec cette utilisation.*

5° *Le régime définitif devra s'organiser pour que, dans un délai maximum à déterminer, il ne soit plus fait appel aux alcools d'importation.*

« 6° *L'Office National chargé de l'application de ces dispositions, de l'achat et de la vente des alcools monopolisés, devra être constitué avec la plus complète autonomie financière. Une proportion équitable des membres de son Conseil d'administration devra être constituée par les représentants des producteurs et transformateurs.*

« *Il aura l'obligation absolue de prendre en charge la totalité des alcools de betteraves et mélasses indigènes produits à des prix en parité réelle et effective avec le prix du sucre.*

« 7° *Afin d'éviter un effondrement des cours du sucre et en vue d'assurer le maintien, en France, de la culture de la betterave à sucre et de distillerie, indispensable à l'obtention de forts rendements en blés et en viandes, les droits de douane applicables au sucre étranger devront toujours être suffisants pour permettre la vente de la betterave au-dessus de son prix de revient. »*

La Commission de l'Agriculture donna son entière approbation aux desiderata exprimés dans les paragraphes 4, 5, 6 et 7 de ce vœu. Suivant l'avis 261, l'Office devait, en effet, acheter tous les alcools de betteraves produits et aucun contingentement ne pouvait plus être appliqué à ceux-ci. Au surplus, une politique de protection efficace de la production sucrière est nécessaire pour assurer des prix de vente rémunérateurs aux racines, quelle que soit leur destination : sucrerie ou distillerie.

Tout en reconnaissant l'esprit d'équité et les fortes raisons scientifiques qui inspirèrent les rédacteurs des paragraphes 1 et 2 de l'ordre du jour ci-dessus, la Commission estima que l'autorisation donnée à l'Office de réquisitionner les alcools rectifiés provenant des vineries et distilleries coopératives du Midi, entraînerait pour ces dernières un fléchissement de leurs recettes qui serait de nature à compromettre leur avenir.

« Dans ces conditions écrit M. DONON, nous vous demandons de maintenir, quant à présent, le monopole des alcools de bouche, tel qu'il est assuré par le service des alcools, à tous les produits provenant de la distillation des vins, cidres, marcs, fruits, etc., sous la réserve formulée dans le paragraphe 3 que l'Office soit autorisé à céder de l'alcool rectifié pour la fabrication de spiritueux composés. »

Enfin, le sénateur DONON passe à l'exposé critique des articles du projet sur lequel avait été réalisé l'accord des Commissions de l'alcool et des Finances. Nous analyserons très brièvement cet exposé.

Article 2. — Le but de l'Office ne doit pas être seulement de développer l'utilisation industrielle de l'alcool, mais aussi d'en accroître la production.

Article 3. — Le projet SARRAUT et le contre-projet DELPIERRE assuraient conformément au vœu unanime des producteurs, l'autonomie financière de l'Office de l'Alcool.

Le nouveau texte de la Commission de l'Alcool rattache le budget de l'Office au budget général, ce qui est incompatible avec la stabilité et les garanties indispensables aux producteurs d'alcool industriel en matière de fixation des prix. La Commission de l'Agriculture estime donc que le rétablissement de l'autonomie financière de l'Office est une nécessité.

A l'appui de cette opinion, nous ne pouvons que citer ce qu'écrivait à ce sujet M. le sénateur Maurice SARRAUT, dans son deuxième rapport supplémentaire fait au nom de la Commission de l'Alcool :

« Cet Office que nous vous demandons de créer n'est pas

un organisme d'Etat dépendant d'une administration, ne constitue à aucun degré un monopole, il a tous les caractères et toutes les qualités d'une institution d'ordre commercial; c'est un établissement public autonome, chargé d'une mission commerciale, sous la direction d'un conseil d'administration dont les membres particulièrement compétents sont tout désignés pour présider aux destinées de l'œuvre que nous le chargeons de réaliser. »

Article 4. — Le nouveau projet de la Commission de l'Alcool, conformément à la pensée exprimée à l'article premier, de supprimer l'autonomie de l'Office, fait du Conseil d'administration un simple organe consultatif, le directeur ayant seul pouvoir d'exécution.

Le texte du premier paragraphe comporte en effet : « *un directeur assisté d'un Conseil d'administration* » au lieu « *d'un conseil d'administration et d'un directeur* ». Conformément à l'avis qu'elle a exprimé à propos de l'autonomie de l'Office, la Commission estime qu'il conviendrait de reprendre pour l'article 4 les dispositions du projet SARRAUT, et de rendre au Conseil d'administration son pouvoir d'initiative et de proposition.

Cette autonomie d'Administration et cette autorité du Conseil paraissent à M. DONON indispensables à la bonne marche de l'Office.

Les membres du Conseil doivent avoir à prendre leurs responsabilités dans la gestion de l'Office; simple organe consultatif, le Conseil d'administration ne pourra pas travailler efficacement sans responsabilités. Les intérêts individuels qui le composent se heurteront avec beaucoup moins de modération, les divers membres s'y sentiront beaucoup moins les parties d'un organisme destiné à rechercher des solutions de transactions et d'intérêt général, que des mandataires d'intérêts particuliers, avec toutes les conséquences et tous les troubles que cette situation peut amener en cas de conflit avec la direction ou le ministère des Finances.

En outre, dans le projet soumis à l'avis de la Commission de l'Agriculture, le Conseil d'administration est composé de trente membres :

8 représentants de la production.

8 représentants de la consommation.

13 représentants de l'Administration et des intérêts généraux.

1 représentant des intérêts concurrents.

Parmi les treize représentants de l'Administration, dit M. DONON, on a pris cinq représentants du Ministère de l'Agriculture; qui représenteront-ils?

« L'Administration de l'Agriculture? Croit-on, dans ce cas, que cinq fonctionnaires du ministère soient nécessaires. » On a fait remarquer avec raison à ce sujet que du 7 mai 1915 au mois de mars 1929 (date de dépôt de l'avis) le ministère de l'Agriculture n'avait jamais été représenté à la Commission actuelle de l'alcool.

Si ces cinq membres doivent être en majeure partie des agriculteurs producteurs, ils ne représenteront pas les intérêts organisés de la production. A ce titre, ils ne pourront être que suspects aux représentants réguliers de ces derniers. Aussi la Commission est-elle d'avis qu'il est préférable de faire aux divers intérêts la place réelle qui leur revient plutôt que de leur accorder par une voie détournée ce qu'ils demandent.

En conséquence, le nombre des membres nommés par le ministère de l'Agriculture pourrait avantageusement être réduit à trois, et celui des représentants des producteurs augmentés de deux, dont l'un pourrait représenter spécialement les coopératives de distillerie et l'autre les planteurs de betteraves.

La Commission estima enfin qu'il serait utile de prévoir à cet article, la constitution d'un Comité de direction de six membres, savoir :

2 représentants les intérêts généraux.

2 représentants la production.

2 représentants la consommation.

qui pourraient se réunir plus fréquemment que le Conseil d'administration.

Le contrôle de la gestion de l'Office en serait plus efficace.

Des pouvoirs seraient donnés à ce Comité en ce qui concerne la fixation des prix d'achat et de vente de l'alcool sur les bases établies par le Conseil d'administration. Cette méthode aurait l'avantage d'éviter les indiscrétions et les spéculations.

82. La Commission de l'Agriculture s'étant refusé à donner son adhésion au texte sur lequel s'était fait l'entente entre Commission des Finances et Commission de l'Alcool, cette dernière reprit l'étude du problème et M. SARRAUT, président, chargea M. TOURNAN, secrétaire de la Commission, du soin de déposer un nouveau rapport supplémentaire, ce qu'il fit le 17 juin 1930. Ce travail, de beaucoup le plus complet parmi ceux qui ont été rédigés sur cette question, ne comprend pas moins de 362 pages dont 198 d'annexes et de tableaux statistiques.

Le rapport proprement dit se divise en une longue introduction comportant six parties dans lesquelles M. TOURNAN fait l'historique du problème. Il poursuit en donnant un aperçu monographique du service des alcools et il tire les conclusions auxquelles conduisent les conséquences économiques engendrées par le régime provisoire.

Enfin, avant de passer à la partie constructive traitant du futur office, il envisage la place qui doit être réservée dans l'ensemble du système d'une part, aux alcools de cidre et de pommes, et d'autre part, aux nouvelles sources d'alcools de synthèse.

Examinant les conséquences du régime provisoire, M. TOURNAN est amené à constater les mêmes phénomènes que M. BORET en 1915, au sujet des cidres et des pommes. La solution qu'il convient de donner en 1930 à ce problème ne saurait s'inspirer des mesures d'exception imposées par la guerre. Néanmoins, il préconise le refus d'acquits blancs aux alcools de pommes et cidres, c'est-à-dire qu'il rejette ces alcools parmi les alcools d'industrie en s'appuyant sur le critérium réglementaire établi par la loi de 1903.

L'Office doit en outre jouer sur le marché libre le rôle de régulateur des prix.

Il prévient ainsi les conséquences de la surproduction des alcools naturels. En outre il se suffira financièrement à lui-même et ne tirera aucune de ses ressources du budget général.

A cet égard, le projet comporte deux dispositions nouvelles :

a) Certains distillateurs (les bouilleurs de cru n'étant pas en cause) livreront obligatoirement à l'Office une fraction, variable d'une campagne à l'autre, de leur production d'eaux-de-vie naturelles. Ces eaux-de-vie, dites eaux-de-vie « assimilées », seront payées au même prix que l'alcool de betteraves, et revendues avec bénéfice pour la consommation de bouche, les quantités mises en vente, également variables, étant fonction de l'importance probable de la récolte en eaux-de-vie naturelles. Si même cette récolte était très abondante, l'Office effectuerait, sur le marché libre, des achats, et constituerait des stocks pour parer aux insuffisances éventuelles de production.

Les distillateurs visés sont ceux, pour les eaux-de-vie, de vins et de marcs et lies de vins, dont les produits n'ont pas droit à l'acquit jaune d'or ou dépassent en totalité ou en partie 60 degrés Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, même si leurs opérations consistent uniquement en la rectification de spiritueux reçus en dehors et, pour les eaux-de-vie de cidre, poirés, hydromels, marcs et lies de ces matières et fruits frais, ceux qui produisent au minimum 100 hectolitres purs par campagne.

La quantité variable qui sera « assimilée doit être une quotité, déterminée par l'Office, de l'excédent, par établissement, de la production de chaque campagne sur la moyenne des productions, pour chacun de ces établissements, des campagnes 1909-1910 à 1913-1914.

L'acquit jaune d'or mentionné dans ce texte a été créé par la loi du 4 août 1929⁽¹⁾.

b) Les rhums coloniaux seront en théorie « assimilés » comme les eaux-de-vie naturelles; mais la livraison à l'Of-

1. Voir ce texte à l'annexe A.

fice est, en ce qui les concerne, remplacée par le versement à l'Office d'une certaine somme.

Cette redevance est égale par hectolitre « à la différence entre le prix d'achat par l'Office des eaux-de-vie assimilées et le cours moyen de rhum contingenté sur les places de Marseille, Bordeaux et Le Havre pendant la campagne précédente ».

En résumé, comme l'a souligné la Commission, toutes les catégories de producteurs qui ont trouvé dans l'existence du régime provisoire un élément de prospérité sont appelées à participer à l'équilibre financier de l'Office.

Ces mesures sont entièrement nouvelles. Les projets précédents ne visaient pas, en effet, à régulariser la production des alcools libres, celle-ci n'ayant d'ailleurs pas atteint, à l'époque où ils ont été établis, l'importance qu'elle présente aujourd'hui. D'autre part, la question de l'équilibre financier du futur Office n'avait pas été résolue.

Enfin, si on le compare au projet de loi annexé au dernier rapport supplémentaire déposé par M. Maurice SARRAUT, le nouveau texte de la Commission comporte essentiellement les innovations et modifications suivantes :

1^o L'Office reçoit pour mission générale de pratiquer une politique nationale rationnelle de l'alcool, afin de développer aussi bien la production de l'alcool d'industrie que son utilisation, notamment pour l'alimentation des moteurs à explosion. En cette matière, le texte de M. Maurice SARRAUT se bornait simplement à charger l'Office de rechercher les moyens propres à développer l'utilisation industrielle de l'alcool.

2^o Les alcools susceptibles de remplacer l'alcool éthylique dans l'un quelconque de ses emplois c'est-à-dire, en fait, les alcools méthyliques de synthèse, seront obligatoirement dirigés vers la carburation lorsque les besoins normaux de l'industrie chimique auront reçu satisfaction. Cette solution présente un double avantage : d'une part, les produits vendus par l'Office ne sont plus exposés à une concurrence dangereuse, d'autre part, l'industrie de l'alcool méthylique de synthèse, précieuse pour notre défense natio-

nale et pour notre indépendance, se voit encouragée par l'ouverture de solides débouchés.

Jusqu'ici, aucune disposition n'avait été prévue pour régler le régime des alcools réservés à l'Office et celui des produits susceptibles de concurrencer ces derniers dans un domaine quelconque.

3^o Comme dans les projets précédents, l'Office constituera un établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous la haute autorité du ministre des Finances et administré par un directeur, assisté d'un Conseil d'administration. Mais une innovation est apportée par la création d'une Commission administrative permanente, composée de sept membres, qui contrôlera toutes les opérations de l'Office et consignera, dans un rapport annuel, le résultat de ses travaux.

En instituant cet organisme, qui assurera un contrôle rigoureux et efficace, la Commission a marqué son dessein de tenir compte des critiques formulées contre la concession à l'Office d'une autonomie financière qu'elle estime, par ailleurs, indispensable. Une telle mesure répond au surplus au désir de la Commission de l'Agriculture exprimé par M. DONON dans son avis n^o 261 de 1929.

4^o Le directeur de l'Office recevra, en plus de son traitement, une allocation spéciale, calculée sur l'accroissement des livraisons d'alcool pour les usages autres que la consommation de bouche. Le projet de M. SARRAUT se bornait au contraire à prévoir en faveur du directeur l'attribution d'émoluments fixes.

Cette nouvelle mesure est proposée en vue de rapprocher le plus possible la situation du directeur de celle des directeurs d'entreprises privées (la critique du projet dans son ensemble trouvera place à la fin de notre étude; mais nous voulons souligner tout de suite le caractère dangereux de cette innovation).

5^o Le prix d'achat, par l'État, des alcools de mélasse ne pourra être inférieur de plus de 25 % à celui des alcools de betterave, ce qui donne satisfaction à une revendication de l'agriculture française qui se plaignait d'être livrée à

l'arbitraire ministériel. Quant à la fixation du prix d'achat des alcools de mélasses, dans les projets précédents, aucune règle spéciale n'était envisagée à cet égard.

6° La Commission a supprimé du projet de loi la disposition relative à la fixation du procédé général de dénaturation de l'alcool. Cette suppression avait été demandée à maintes reprises par l'Administration des Finances pour des motifs d'opportunité. Mais M. Maurice SARRAUT n'avait pas cru devoir y donner son adhésion.

7° Il est prévu que l'Office versera au Trésor, comme le fait déjà le S. E. I. T. une redevance annuelle, en raison du concours que lui apportera l'Administration des Contributions indirectes. Jusqu'ici, rien n'avait été stipulé à cet égard.

Déjà sous le régime provisoire certains comptables de l'Administration des Contributions indirectes reçoivent du Service des Alcools des remises dont le taux est fixé par décret. Cette disposition ne fera donc que consacrer l'état de choses existant.

8° L'Office reprendra les deniers et matières du Service actuel des Alcools, et se substituera à ce dernier dans tous ses droits et obligations. Le texte du projet de M. SARRAUT présentait un caractère moins général; il ne visait, en effet, que la reprise, en débit et en crédit, des deniers et matières provenant de la liquidation du service actuel de l'alcool.

9° Il est prévu à la demande de l'Administration des Finances, une nouvelle base de calcul pour la surtaxe, instituée par l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 ⁽¹⁾, qui frappe les spiritueux importés.

Cette disposition est nécessaire puisque l'Office ne sera plus admis à céder de l'alcool d'industrie pour la conservation des fruits. La question n'avait pas été examinée dans les projets précédents.

10° En cas de mobilisation, l'Office sera placé sous l'autorité du ministre de la Guerre, ce qui n'avait pas encore été prévu.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

83. Le 4^e Rapport avait été communiqué aux Commissions et groupements intéressés, ainsi qu'à l'Administration compétente. Il donna lieu, de leur part, à un nombre important de critiques et de suggestions. M. TOURNAN crut devoir tenir compte de certaines d'entre elles et modifia en conséquence le texte annexé au quatrième rapport. Ce fut l'objet du cinquième rapport, déposé le 11 juin 1931, qui ne comprend dans ses 26 pages, que l'exposé critique du nouveau texte. Nous allons examiner celui-ci en détail car ce sont ses dispositions qui ont été soumises aux délibérations du Sénat devant lequel la discussion a commencé à la deuxième séance du 15 mars 1932.

Article premier, § 1 et 2. — Ce texte institue un Office National de l'Alcool et précise le double objet de son activité :

a) L'achat et la vente des alcools d'industrie et des eaux-de-vie assimilées dont il sera parlé plus loin ;

b) Le développement de la production et de l'emploi des alcools d'industrie.

La Commission veut voir l'Office pratiquer une politique rationnelle de l'alcool, régulariser la production et les cours des diverses catégories d'alcool, et prévenir ou atténuer les crises ; il servira ainsi à la fois, l'intérêt des usagers et celui des producteurs.

L'Office des Combustibles liquides, chargé, de son côté, de poursuivre une politique nationale des carburants sera consulté sur tout ce qui concerne le développement des emplois de l'alcool pour la production de la force motrice et la combustion.

§ 3. — La définition des alcools d'industrie, telle qu'elle résulte des textes actuellement en vigueur, ne subit pas de modifications : mais il est précisé que sont compris, sous cette dénomination : « tous les alcools éthyliques quel que soit leur mode de production, autre que... » (suit l'énumération des alcools naturels).

Cette précision a l'avantage d'éviter toute ambiguïté. D'une part, elle limite le sens du mot « alcools » car il ne

saurait être question de réserver à l'Office tous les corps composés ainsi désignés en chimie. D'autre part, elle lève toute incertitude tenant à ce fait que le mode de production des alcools d'industrie n'influe pas sur leur destination.

Sur la proposition du ministre du Budget (Administration des Contributions indirectes) la Commission ajoute les bananes à la liste des fruits frais dont la distillation donne des alcools réservés à l'Office (figues, dattes et caroubes).

§ 4. — A l'égard des alcools autres que les alcools éthyliques et susceptibles de les remplacer dans l'un quelconque de leurs emplois, l'opinion de la Commission sénatoriale a évolué.

Dans le projet adopté provisoirement en février 1929, ces alcools devaient être réservés à l'Office. Aujourd'hui, il n'en est plus de même; le nouveau texte dispose en effet que :

1^o Les alcools méthyliques obtenus par voie de synthèse (cette dernière précision ne figurait pas dans le projet du 4^e rapport) ainsi que tous autres destinés à remplacer les alcools éthyliques dans l'un quelconque de leurs emplois ne pourront être ainsi employés sans autorisation de l'Office (le quatrième rapport disait « avis conforme »).

La modification apportée par le cinquième rapport est en tous points judicieuse car l'obligation d'obtenir l'avis conforme de l'Office pour affecter aux mêmes emplois que l'alcool éthylique les alcools autres que celui-ci risquait d'imposer des formalités assez complexes, tant à l'Office qu'aux usagers. On n'apercevrait pas, au surplus, quel organisme serait chargé de délivrer les autorisations consécutives aux avis favorables émis par l'Office.

2^o Les quantités qui excéderont les besoins des fabrications chimiques seront obligatoirement cédées aux importateurs de pétrole et reprise par eux (en application de la loi du 30 mars 1928) pour être affectées à la production de la force motrice.

§ 5. — En vue de faire disparaître les inconvénients de

la surproduction des alcools naturels et d'assurer une stabilité aussi complète que possible des cours des alcools sur le marché libre, tout en procurant à l'Office les ressources nécessaires à son équilibre financier, le projet de loi réserve à l'Office, pour la vente à la consommation de bouche, une part de la production des eaux-de-vie naturelles. Respectant les droits, considérés comme acquis, des fabricants d'alcools établis avant la guerre, le texte du quatrième rapport prévoyait que cette part serait prélevée sur la partie de leur production excédant la moyenne des quantités obtenues au cours des campagnes 1909-1910 à 1913-1914, à laquelle s'ajoutera, afin de favoriser les ventes à l'étranger, la moyenne des quantités livrées directement à l'exportation pendant les trois dernières campagnes précédant la campagne considérée.

Les dispositions envisagées dans le quatrième rapport auraient rencontré d'assez graves difficultés d'application :

Il aurait été impossible de déterminer la production moyenne des campagnes 1909-1910 à 1913-1914 par établissement, les documents statistiques concernant cette période n'existant plus.

Au lieu d'établir une déduction forfaitaire globale par établissement, la Commission a introduit, dans un article 12 nouveau, une procédure compliquée comportant l'intervention de deux Commissions : l'une spéciale paritaire, présidée par un magistrat, l'autre d'appel composée de trois magistrats qui auraient été chargés d'évaluer pour chaque établissement les productions des campagnes 1909-1910 à 1913-1914.

Le prélèvement de ces eaux-de-vie, dites « assimilées », ne sera effectué que chez les bouilleurs et distillateurs de profession, c'est-à-dire chez ceux dont l'industrie s'est considérablement développée à la faveur du régime provisoire. Les bouilleurs de cru ne sont donc pas visés.

Seront toutefois, exemptés du prélèvement :

1^o Les distillateurs dont les produits ont droit à l'acquit jaune d'or.

2^o Ceux qui produisent moins de 100 hectolitres d'alcool pur par campagne.

L'objet de l'exception prévue au paragraphe 1^{er} est de soustraire au prélèvement les eaux-de-vie naturelles renommées (cognac, armagnac, marc de Bourgogne, etc.) qu'il serait évidemment fâcheux de faire acheter par l'Office. Les conditions auxquelles cette exception est subordonnée sont fixées en tenant compte des conditions de fabrication de ces produits.

L'exception prévue au paragraphe 2 permet de ne toucher que les distillateurs dont la production atteint une certaine importance.

La quotité du prélèvement sera fixée chaque année, au début de septembre, par le Conseil d'administration de l'Office pour la campagne suivante; elle variera du cinquième à la moitié de l'excédent de production défini plus haut, et sera la même pour toutes les catégories d'eaux-de-vie assimilées. Au début de septembre, les apparences de la récolte de vin, de cidre et de fruits fournissent des indications suffisamment précises pour que la quotité du prélèvement puisse être arrêtée, et que l'Office joue utilement son rôle de régulateur des cours.

Lorsque la quantité d'eaux-de-vie assimilée à livrer à l'Office n'atteindra pas 200 hectolitres d'alcool pur par campagne, les producteurs seront dispensés de cette livraison, qui imposerait à l'Office des frais élevés d'enlèvement et de transport. Ils auront, en contre-partie, à lui verser une somme égale au bénéfice qu'il aurait réalisé sur ces quantités. Cette exception, inspirée par des considérations d'ordre pratique, aura toutefois l'inconvénient de réduire l'importance des quantités dont l'Office pourra disposer pour la vente à la consommation de bouche.

On reconnaît dans ces dispositions les grandes lignes de la proposition faite par M. TOURNAN à la Commission de l'Agriculture (voir *supra*, n° 81) et dont le principe seul avait été retenu.

§ 6. — Les producteurs de rhums coloniaux avaient tiré du régime provisoire des avantages importants résultant de l'augmentation très sensible des prix des rhums contingents (200.000 hectolitres par an en alcool pur) et de l'ac-

croissement des quantités importées qui atteignaient à peine 150.000 hectolitres avant la guerre alors que le contingent de 200.000 hectolitres est depuis lors intégralement utilisé chaque année et qu'ils'y ajoute même de 15.000 à 20.000 hectolitres introduits hors contingent. Aussi, le quatrième rapport Tournan instituait-il, en ce qui concerne les rhums un régime analogue à celui des eaux-de-vie naturelles indigènes. Etait considéré comme « assimilé » l'excédent des expéditions à destination de la France ou de l'Algérie, effectuées par chaque producteur au cours de chaque campagne, sur la moyenne des mêmes opérations pendant les campagnes 1909-1910 à 1913-1914.

Cette mesure ne visait pas les producteurs n'expédiant pas 100 hectolitres d'alcool pur par campagne. Mais, comme on ne pouvait, pour des raisons d'ordre matériel, envisager de faire livrer des rhums à l'Office, la livraison serait obligatoirement remplacée par le versement à ce dernier d'une somme égale à la différence entre le prix d'achat des eaux-de-vie assimilées et le cours moyen du rhum contingenté pendant la campagne précédente.

Cette mesure suscita de nombreuses réclamations auxquelles fit droit le sénateur Tournan en modifiant dans son cinquième rapport les règles applicables aux rhums et tafias coloniaux. L'ensemble de cette question ayant fait l'objet d'un avis de la Commission des Colonies nous ne croyons pouvoir mieux faire que de l'exposer en résumant cet avis, déposé le 23 juin 1931.

84. Les lois du 31 décembre 1922 ⁽¹⁾, du 27 décembre 1923 ⁽¹⁾, du 13 juillet 1925 et du 27 décembre 1927 ont fixé les quantités de rhum susceptibles d'être importées en exemption de la surtaxe instituée par la loi du 25 juin 1920 ⁽¹⁾ et ont donné une définition légale du rhum. La quantité admise en franchise fut fixée à 200.000 hectolitres; mais il entraînait encore en France hors contingent de 20 à 30.000 hectolitres.

Assimiler à l'alcool industriel les quantités introduites en France au delà des importations d'avant-guerre (230.000-

1. Voir ce texte à l'annexe A.

150.000), c'était frapper de la redevance 80.000 hectolitres, parmi lesquels 30.000 hectolitres hors contingentement déjà lourdement taxés. Aussi, le texte du cinquième rapport ne fait plus porter la redevance que sur la différence contingentée soit 50.000 hectolitres. Les rhums contingentés, dont le cours est beaucoup plus élevé que celui des rhums hors contingent, en raison de la surtaxe spéciale qui frappe ces derniers qui sont, en effet, les seuls rhums bénéficiaires du régime provisoire.

Le montant de la redevance était fixé à la différence entre le cours moyen du rhum et le prix d'achat de l'alcool de betterave soit : 2.000 fr. (rhum à 100°) — 300 fr. = 1.700 fr.; c'est-à-dire que la redevance devait procurer à l'Office un bénéfice égal à celui qu'il aurait pu réaliser par un prélèvement effectif.

Mais la charge trop lourde de cette taxe souleva les protestations des planteurs et importateurs. Aussi, le nouveau texte de M. TOURNAN modifie-t-il l'assiette de cette taxe : la redevance est réduite à la différence entre le prix d'achat de l'alcool de betteraves (300 francs environ l'hectolitre d'alcool pur à 100°) et le prix de vente de cet alcool (1.000 francs l'hectolitre à 100°).

Enfin, cette redevance devra être perçue de la même manière que la taxe sur les essences importées établie par l'art. 104 de la loi du 25 juin 1920⁽¹⁾.

En conséquence, M. ROLLAND au nom de la Commission des Colonies, ainsi composée : MM. MESSIMY, président; BUHAN, Charles DELONCLE, vice-présidents; TOURNAN, secrétaire; Albert MAHIEU, Albert MEUNIER, LEONUS-BENARD, Victor BERARD, Henry BERENGER, BOIVIN-CHAMPEAUX, CORNUDET, GAUDAIRE, HAMELIN, Jean PHILIPP, LANCIEN LEBLANC, N..., LE MOIGNIC, Léon PERRIER, LE TROCQUER, MARTIN-BINACHON, Roger GRAND, ROLLAND, T. STEEG, TOY-RIONT, VIOLETTE, donna un avis favorable à l'adoption des mesures prévues par le paragraphe 6 de l'article premier du texte inséré dans le rapport n° 551 de 1931.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

Les dispositions relatives aux eaux-de-vie assimilées ont pour but, ainsi qu'il a déjà été dit, de prévenir la surproduction des alcools naturels, notamment des alcools de cidre, de pommes, en régularisant les cours. En diminuant les quantités de cidre et de pommes soumises à la distillation, elles contribueront à atténuer la pénurie de cidre dont se plaignent, depuis plusieurs années, les classes laborieuses de la région de l'Ouest et ramèneront le prix de cette boisson à un taux plus abordable. Il n'est pas douteux, d'autre part, qu'elles auront pour effet de favoriser l'équilibre financier de l'Office, puisque ce dernier rétrocédera à la consommation de bouche (art. 1 à 7 du projet) les eaux-de-vie assimilées, à un prix certainement très rémunérateur.

Mais elles constituent une innovation importante et une modification profonde des principes qui sont à la base du régime actuel et qui, jusqu'ici, avaient été maintenus dans le projet de régime définitif; elles ont pour conséquence l'intervention de l'Office sur le marché libre des alcools de bouche et elles élargissent par suite considérablement les pouvoirs de l'Office. Un pas est ainsi fait vers le monopole intégral des alcools. A ce titre, elles méritent toute l'attention des pouvoirs publics et des groupements industriels ou commerciaux qui s'intéressent à la question de l'alcool.

§ 7. — Les eaux-de-vie assimilées et les alcools d'industriel sont réservés à l'Office qui pourra seul en disposer.

§ 8. — Les eaux-de-vie assimilées pourront alimenter la consommation de bouche sous toutes ses formes. C'est le seul moyen de les vendre à un prix rémunérateur qui assurera l'équilibre financier de l'Office. Quant aux alcools d'industrie, ils ne pourront désormais être livrés, en vue de la consommation humaine, que s'ils doivent servir à la fabrication des vinaigres ou à l'exportation. Comme dans les projets précédents, ces alcools ne devront plus être utilisés pour les opérations de vinage et de mutage, ni pour la conservation des fruits.

Nous verrons ci-après, au chapitre des ventes du service des alcools, ce qu'il faut penser de la solution donnée par

la Commission à l'importante question de l'emploi de l'alcool d'industrie aux opérations de vinage et mutage. Nous indiquerons également, dans le chapitre consacré à l'équilibre financier du système comment la Commission en adoptant la mesure précitée, a travaillé contre les véritables intérêts du Trésor au profit de la viticulture méridionale.

§ 9. — En cas de récolte surabondante de vin ou de fruits, l'Office effectuera des achats d'eaux-de-vie sur le marché libre, afin de constituer un stock d'eaux-de-vie naturelles pour parer aux insuffisances éventuelles de la production. Cette disposition doit permettre à l'Office de jouer un rôle de régulateur des cours. C'est là une innovation grave car l'intervention de l'Office aboutira à priver le marché d'une partie de sa liberté.

Par ailleurs, on peut craindre que les représentants des producteurs dans l'avenir n'exercent une certaine pression sur l'Office pour qu'il achète des alcools naturels quand les cours seront en baisse, et pour qu'il se garde d'en vendre quand les cours seront en hausse.

§ 10. — Une disposition du projet de M. SARRAUT prévoyait la livraison d'alcool d'industrie pour la consommation de bouche à l'intérieur du territoire en cas de récolte de vin déficitaire et d'insuffisance des stocks d'alcool naturel à la date du 1^{er} octobre de chaque année.

L'Administration ayant fait remarquer que cette mesure appelait des modifications en ce qui concerne le critérium tiré du chiffre de la récolte de vin, la Commission a fait disparaître la première condition et a précisé qu'il n'y aurait lieu à livraison que lorsque les stocks d'alcool naturel à la propriété, dans le commerce et dans les magasins de l'Office n'atteindraient pas fin mars, le quart de la consommation taxée de l'année précédente.

La quantité d'alcool soumise à l'impôt, y compris les emplois taxés pour un usage autre que la consommation de bouche, est de 1.100.000 hectolitres d'alcool pur environ; par an. Or, le stock des alcools naturels au 31 mars a atteint:

En 1928		1.170.657 hl.
En 1929		1.365.397 hl.
En 1930		1.606.927 hl.

On peut donc présumer que la disposition prévue ne sera jamais appliquée, les stocks étant toujours très largement supérieur au quart de la consommation d'une année.

Article 2, § 1. — En conférant à l'Office l'autonomie financière, la Commission a voulu donner satisfaction à la Commission de l'Agriculture du Sénat qui s'est prononcée nettement en faveur de cette autonomie (voir n° 81) alors que la Commission des Finances avait, au contraire, formulé des réserves sur ce point.

Les dates d'ouverture et de clôture du budget devraient pour tenir compte de la période d'activité de l'Office, coïncider avec celles de la campagne de production (1^{er} octobre-30 septembre).

§ 2. — Afin de dissiper les craintes que fait naître l'octroi de l'autonomie financière à l'Office, le projet institue une Commission permanente de sept membres, pris dans le Conseil d'administration (voir article 4) dont trois désignés par le Gouvernement et quatre élus par le Conseil. Cette Commission assistera le directeur dans sa gestion et exercera un contrôle non seulement sur la gestion financière de l'Office, mais sur toutes les opérations de celui-ci. Investie de pouvoirs très étendus, elle exposera chaque année le résultat de ses travaux dans un rapport qui sera adressé au ministre des Finances et communiqué aux présidents des Commissions financières du Sénat et de la Chambre.

La Commission sera en outre chargée de dresser le bilan des opérations de l'Office. Celui-ci sera annexé au budget du Ministère des Finances qui suivra la clôture de la campagne.

La composition et les attributions de la Commission permanente permettent de penser que l'octroi de l'autonomie financière à l'Office n'entraînera pas, en principe, d'abus sérieux. On doit remarquer à ce sujet que, pour certains esprits, l'autonomie financière découle inéluctablement du caractère strictement commercial des opérations d'un organisme et de ce que ce dernier ne doit demander aucune de ses ressources au budget général.

Dans ce paragraphe et dans tout le texte, notamment à

l'art. 1, § 10, les mots « ministre des Finances » ou « Ministères des Finances » sont remplacés par « Ministre ou Ministère du Budget ».

§ 3. — L'Office reçoit du Trésor les avances nécessaires à son fonctionnement.

§ 4. — Il est autorisé à se constituer un fonds de roulement et de réserve au moyen de ses excédents de recettes. Ce fonds sera placé en compte-courant au Trésor sans limitation de son montant.

§ 5. — Ce paragraphe donne à l'Office la faculté d'accorder des subventions et encouragements aux recherches, travaux, etc., tendant à réaliser un abaissement du prix de revient de l'alcool d'industrie et à favoriser son emploi.

§ 6. — Un budget est établi chaque année pour la campagne commençant le 1^{er} octobre et il est soumis à l'approbation du ministre du Budget.

§ 7 et 8. — L'énumération des dépenses et des recettes de l'Office est sommaire. Depuis la rédaction du 4^e rapport ont été ajoutées, à la demande de l'administration, en dépense, les subventions qui pourraient être accordées par l'Office à des titres divers, et, aux recettes, les subventions susceptibles d'être attribuées à l'Office par divers organismes.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que le détail des dépenses et des recettes figurera dans les décrets d'application prévus par l'article 13 de la loi.

Article 3, § 1. — L'Office sera placé sous la haute autorité du ministre du Budget, dont les pouvoirs sont définis à l'article 5, et administré par le directeur et le conseil d'administration. Ce mode d'administration est la conséquence de l'autonomie concédée à l'Office et ne motive pas d'observations.

§ 2. — Le directeur est nommé par décret sur la proposition du ministre du Budget.

§ 3. — Il y a incompatibilité entre les fonctions du directeur et le mandat parlementaire.

§ 4. — Le projet prévoit que les émoluments du direc-

teur comprendront un traitement fixe et une allocation variable, l'un et l'autre non soumis à la retenue pour pensions : La Commission entend par là assimiler autant que possible le directeur de l'Office à un directeur d'entreprise privée.

Cette conception paraît critiquable. En effet, le directeur sera pratiquement un fonctionnaire et on n'aperçoit pas pourquoi il serait privé des avantages de la pension.

Quant à l'allocation variable, elle doit être calculée d'après l'augmentation des quantités d'alcool livrées à des usages industriels depuis l'entrée en fonction du Directeur. Or, si un tel accroissement se produit, ce sera le plus souvent indépendamment de l'action du directeur qui profitera d'un avantage qu'il n'aura pas mérité. Et si le directeur s'occupe du développement des emplois industriels de l'alcool, il aura tendance à négliger ses autres attributions.

Article 4. — Comme dans les projets précédents, le nombre total des membres du Conseil d'administration est fixé à trente, savoir : douze représentants des intérêts généraux, dix représentants des producteurs d'alcool ou matières alcoologènes, sept représentants des usagers et un représentant des agents de l'Office.

Au représentant des producteurs d'alcools de grains et de levures de grains, dont l'industrie a pratiquement disparu, la Commission a substitué un représentant des fabricants d'alcools de synthèse. Pour éviter des modifications éventuelles de la loi, elle s'est d'autre part, abstenue de désigner par leurs appellations les groupements professionnels actuellement existants qui seront appelés à désigner des représentants.

Le ministre du Budget aura quatre représentants dans le Conseil. Ainsi, depuis le 4^e rapport, ce nombre est réduit d'une unité en faveur des représentants du ministre de l'Agriculture qui siègeront à trois, afin que chaque grande culture alcooligène soit représentée : vigne, betteraves et fruits.

Par ailleurs, comme dans le 4^e rapport, il est prévu que le nombre des membres du Conseil pourra être augmenté par

décret, de trois unités au plus, afin d'assurer, le cas échéant, la représentation des producteurs de nouvelles sources d'alcool d'industrie. D'autre part, le texte indique que des membres suppléants seront appelés à remplacer les membres titulaires, lorsque ceux-ci se trouveront empêchés pour un motif quelconque, de remplir leur mission.

Enfin, il est stipulé que le Conseil d'administration tiendra au moins deux sessions par an. Dans l'intervalle, la Commission permanente assistera le directeur dans la gestion de l'Office. Comme le précisaient les projets précédents, le président et les deux vice-présidents élus par le Conseil devront être agréés par le ministre du Budget.

La Commission permanente de sept membres comprend :

2 membres nommés par le Ministre des Finances.

1 membre nommé par le Ministère de l'Agriculture.

4 membres élus par le Conseil d'administration.

Article 5. — L'article 5 définit les pouvoirs du Gouvernement.

§ 1 et 2. — Après avoir posé en principe que le Conseil d'administration délibérera sur toutes les questions concernant la gestion de l'Office, il est stipulé que ses délibérations seront soumises au ministre du Budget, qui, dans un délai de vingt jours à compter de la transmission du procès-verbal, devra ou les approuver ou les annuler. En cas d'annulation, le ministre statuera dans le délai de dix jours, après avis de ses collègues du Commerce, de l'Agriculture et de la Guerre, sur les questions ayant fait l'objet de la délibération annulée.

§ 3. — Une procédure spéciale est prévue en ce qui concerne la fixation des prix d'achat et de vente de l'alcool; elle ne vise pas à restreindre les prérogatives du pouvoir exécutif, mais simplement, ainsi que l'a souligné la Commission, à mettre obstacle aux manœuvres spéculatives. A cet effet, il est prévu que la date de la délibération sur ce point sera soumise préalablement à l'agrément du ministre du Budget et que celui-ci prendra sa décision le jour de la délibération même. Toutefois si le ministre annule cette délibération il ne pourra statuer par lui-même et il

devra inviter le Conseil à discuter à nouveau de la question.

§ 4. — Le ministre règle les différends qui s'élève entre le directeur et le Conseil.

§ 5. — Les projets de réforme et toutes les questions intéressant la production ou la consommation de l'alcool sont soumis pour avis au Conseil ou à la Commission permanente.

§ 6. — L'Office doit acheter obligatoirement les alcools de betteraves et de mélasses et les eaux-de-vie assimilées. Il n'est plus question des alcools de grains comme sous-produits de la fabrication de la levure. Si la production des alcools d'industrie, qu'il doit acheter nécessairement est insuffisante, l'Office est obligé d'acquérir les alcools provenant de toute autre source.

« Les prix d'achat des alcools de betteraves seront calculés à la parité du prix du sucre. »

Aux termes du projet, le prix d'achat des alcools de mélasse ne pourra être inférieur de plus de 25 % au prix des alcools de betteraves.

L'article 6 spécifie en outre, que les eaux-de-vie assimilées seront payées par l'Office, au même prix que l'alcool de betteraves. Ce prix paraîtra faible aux producteurs intéressés; mais, comme l'a fait remarquer la Commission, il est la conséquence même de l'assimilation, c'est-à-dire de la nécessité de procurer à l'Office des ressources financière qui résulteront, pour partie, des bénéfices réalisés sur la vente des eaux-de-vie assimilées.

L'interdiction de la distillation des grains et substances farineuses panifiables a pour fondement des faits économiques déjà lointains. Elle a figuré en effet dans les projets de M. SARRAUT. En fait, elle ne présente pas beaucoup d'intérêt actuellement; mais, d'après le projet de M. Tournan, un décret pourrait la lever, le cas échéant. Cette prohibition n'a donc rien de définitif.

Article 7, § 1^{er}. — Les prix de vente des alcools par l'Office seront fixés en principe une fois par an, avec faculté de les modifier dans l'intervalle à titre exceptionnel, c'est-

à-dire, ainsi que la Commission a tenu à le préciser elle-même, dans le cas où cette modification serait justifiée par les changements survenus dans la situation générale du marché des alcools.

La fixation normale de ces prix aura lieu en septembre pour l'alcool nécessaire aux fabricants de vinaigre et en janvier pour l'alcool destiné aux autres emplois.

Les projets précédents de M. Maurice SARRAUT établissaient une corrélation obligatoire entre le prix des alcools cédés pour la fabrication du vinaigre et le prix moyen des alcools de vin au cours de la campagne précédente; de ce fait, le premier devait être fixé en octobre. Cette corrélation présentant des inconvénients que l'Administration avait signalé, la Commission ne l'a pas maintenue.

Il n'existe donc aucune raison majeure pour que le prix des alcools d'industrie destinés à la vinaigrerie soit spécialement fixé en septembre. Sans doute les fabricants de vinaigre sont également acheteurs de vin, et ils ont intérêts à connaître le prix de cession de l'alcool avant l'ouverture de la campagne vinicole, ce qui leur permet de déterminer les achats de matières premières qu'ils devront effectuer. Mais cet argument ne semble pas absolument convainquant.

§ 2. — En ce qui concerne l'alcool d'industrie qui pourra être livré à la consommation de bouche en cas de pénurie des eaux-de-vie naturelles, il est stipulé que le prix de cession devra être supérieur de 50 francs au prix de vente moyen des alcools de vin, d'après les cours cotés d'octobre à mars. Les producteurs d'alcools naturels auront donc intérêt, ainsi qu'il a été déjà observé à propos de l'article premier, à maintenir les cours aussi haut que possible pendant cette période, en réduisant au besoin leurs offres jusqu'à la fin de mars, pour être assurés de bénéficier ensuite des prix élevés que leur garantiront les taux minima assignés aux cessions d'alcools d'industrie. La diminution de la consommation et par suite de la production, qui pourrait en résulter pendant la période d'octobre à mars, réduirait en outre la quantité d'alcool d'industrie susceptible d'être livrée à la consommation de bouche.

§ 3. — Seul pourra être inférieur au prix de revient le prix de vente de l'alcool destiné à la force motrice, à la carburation ainsi qu'aux industries chimiques et d'exportation.

§ 4. — L'obligation de déterminer, pendant le mois de septembre au plus tard, les quantités d'eaux-de-vie assimilées qui seront mises en vente pendant chaque trimestre de la campagne suivante présentera des difficultés, car on ne connaîtra pas à cette époque avec une approximation suffisante, les quantités d'eaux-de-vie de cette catégorie que les producteurs seront appelés à livrer, de telle sorte que, même en tenant compte du stock d'eaux-de-vie naturelles que pourra posséder l'Office, le total de ses disponibilités éventuelles sera difficile à apprécier.

Par la mise en vente, au cours de la campagne et en cas de pénurie d'eaux-de-vie naturelles, de quantités supplémentaires, prélevées sur son stock et s'ajoutant à celles dont le montant aura été arrêté dans les conditions qui viennent d'être indiquées, l'Office jouera le rôle de régulateur des cours que lui assigne la Commission. On peut, de ce fait, penser que le stock dont il est question sera constitué aussi bien par les eaux-de-vie assimilées qu'il détendra que par celles qu'il aura achetées en cas de récolte surabondante, comme l'y autorise l'article premier. Toutefois, la constatation de l'état de « pénurie » d'eaux-de-vie naturelles risque de soulever des difficultés. C'est là encore une question d'appréciation et le point de vue des producteurs à cet égard diffèrera de celui des usagers. Il paraît donc préférable de faire préciser où commence l'état de récolte surabondante et celui de pénurie d'eaux-de-vie naturelles dans les décrets prévus pour l'application de la loi.

§ 5. — La procédure de l'adjudication pour la vente des eaux-de-vie assimilées et la constitution de lots de 35 hl. au maximum placeront tous les acheteurs sur un pied d'égalité. La fixation d'un prix limite maximum évitera les coalitions et aura en outre cette conséquence heureuse, sinon d'empêcher du moins d'atténuer, la hausse excessive de l'alcool sur le marché libre.

§ 6. — Le prix limite est fixé à 10 % au-dessous de la moyenne des cours cotés à la Bourse du Commerce de Paris sur le courant pendant le trimestre de cotation et sur le livrable pendant le trimestre de l'adjudication.

§ 7. — Ce paragraphe fixe les conditions de paiement pour les producteurs d'eaux-de-vie assimilées dispensés de la livraison effective.

Article 8. — Comblant une lacune du régime actuel, la Commission, adoptant les suggestions de l'Administration des Finances, a prévu des sanctions en cas d'infraction aux prescriptions de la loi qui doit intervenir ou du décret qui sera pris pour son application.

Article 9. — Une disposition conçue en termes suffisamment généreux pour éviter toute difficulté stipule que l'Office reprendra les deniers et matières du Service des Alcools et se substituera à lui dans tous ses droits et obligations. Le fonds de réserve et de roulement de l'Office se trouvera donc, dès l'origine, largement pourvu.

Nous reviendrons plus en détail sur cette disposition à l'occasion de l'examen du prélèvement de 700 millions sur le compte des alcools prescrit par l'article 34 de la loi de finances du 31 mars 1932 (*infra*, n° 142).

Article 10. — La vente de l'alcool d'industrie pour la conservation des fruits n'étant plus prévue dans le projet de la Commission, une des bases du calcul de la surtaxe frappant les spiritueux étrangers importés et les rhums introduits hors contingent disparaîtra. La Commission a substitué à cette donnée le cours moyen des alcools de vin pendant l'année précédente, dont le législateur a, d'ailleurs, déjà fait choix pour le calcul d'un impôt (taxe de 30 %) et d'une surtaxe (genièvres). Cette surtaxe sera égale à la différence entre le cours moyen des alcools de vin pendant l'année précédente et le dernier prix d'achat, par l'Office, de l'alcool de mélasses indigènes rectifié de bon goût.

Article 11. — En cas de mobilisation, l'Office sera placé sous l'autorité du Ministre de la Guerre.

Article 12. — Cet article institue les deux Commissions dont nous avons parlé à l'article premier.

Article 13. — Les mesures envisagées seront applicables à partir du 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la loi.

La loi s'appliquera à l'Algérie et à la Corse comme il en est pour le régime provisoire actuel.

Des décrets rendus sur la proposition du ministre du Budget, après avis des ministres de l'Agriculture et du Commerce, détermineront les conditions d'application de la Loi.

85. La Commission des Finances ne s'étant pas prononcé sur le 4^e rapport supplémentaire, elle exprima son opinion par la plume de son rapporteur M. Abel GARDEY, qui déposa, le 3 décembre 1931, son avis sur l'ensemble des dispositions nouvelles.

Le sénateur du Gers rappelle d'abord l'économie générale du projet auquel la commission des Finances avait donné son adhésion, puis il expose les innovations apportées par les deux derniers rapports Tournan.

Le système de l'assimilation des eaux-de-vie a rencontré devant la Commission l'opposition de M. Joseph CAILLAUX, qui lui préfère le contingentement de la production, et soulevé les critiques de M. Henry CHERON, qui voit dans le prélèvement un impôt en nature violant le principe éminent de l'égalité de charges entre les diverses catégories de citoyens.

Cependant, la majorité de la Commission financière de la Haute Assemblée s'est ralliée à ce système.

En revanche, elle a été unanime à souligner le danger de la fixation du prix d'achat des alcools de betteraves à la parité des cours du sucre sans limitation des quantités achetées à ce taux; elle est restée résolument hostile à la concession de l'autonomie financière à l'Office.

C'est à la suite de ce désaccord entre les deux Commissions que le projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés, ainsi que nous le savons, fut inscrit à l'ordre du jour du

Sénat du 10 mars 1932, non sans qu'un amendement y eut été apporté par la Commission de l'Alcool elle-même.

86. Pour tenir compte des observations présentées par l'Administration des Finances, la Commission spéciale modifia, le 3 mars 1931, le texte sur lequel la Haute Assemblée devait être appelé à se prononcer. Les modifications portaient principalement sur la portion pouvant être déduite forfaitairement des quantités d'alcool soumises au prélèvement et sur la composition du Conseil d'administration.

Dans l'étude du 5^e rapport nous avons signalé combien la procédure d'évaluation par deux tribunaux des quantités produites pendant les campagnes 1910 à 1913 nous paraissait devoir être féconde en réclamations de toute sorte. Aussi, l'amendement dont il s'agit accorde-t-il aux industriels visés par le prélèvement une déduction forfaitaire des quantités exportées pendant la campagne précédente augmentée d'un nombre fixe de 100 hectolitres d'alcool pur. Cette modalité entraîne *de plano* la disparition des deux Commissions de magistrats; l'article 12 du précédent projet est donc supprimé.

Enfin, le nombre des membres du Conseil d'administration est une fois encore augmenté : de trente, il est porté à trente-trois, afin d'accorder un mandat de plus au ministre de l'Agriculture et deux au ministre du Commerce. Ces ministres nommeraient dès lors respectivement trois et quatre membres.

Au sein de la Commission permanente, le ministre des Finances perd un représentant dont le siège est attribué à un délégué du ministre du Commerce.

Sur les bases du 5^e rapport amendé ainsi que nous venons de l'indiquer, la discussion générale s'ouvrir au Sénat le 15 mars 1932. Ce jour-là, la Haute Assemblée après avoir prononcé l'urgence à la demande de M. TOURNAN, rapporteur, entendit d'abord un remarquable historique de celui-ci; M. Abel GARDEY formula ensuite les réserves de la Commission des Finances, qui furent combattues par M. Maurice SARRAUT, président de la Commission spéciale,

et premier rapporteur du projet. Puis la Haute Assemblée mit à l'ordre du jour de ses travaux la suite de la discussion du projet et depuis elle l'y a laissé figurer sans faire un pas sur la route épineuse des réalisations.

87. Si nous avons pris le parti d'exposer avec quelques détails, au début de notre étude, l'évolution des travaux parlementaires sur l'alcool dès les premières initiatives jusqu'à la plus proche actualité, c'est que les réalisations législatives et réglementaires, loin de procéder du souci de trouver une solution d'ensemble aux problèmes posés par les faits eux-mêmes, ont été seulement l'aboutissement de quelques-uns de ces travaux.

Devant l'impossibilité où il s'est trouvé de mettre sur pied une législation complète et cohérente du régime des alcools, le Parlement, pressé par les nécessités du moment, s'est borné à glaner dans les projets pendants devant lui, les dispositions susceptibles d'être réalisées sans entraîner de répercussions fâcheuses dans l'ordre économique et social.

Au cours de l'étude que nous allons entreprendre du fonctionnement du Service des Alcools, depuis son origine jusqu'au 31 mars 1932, nous aurons l'occasion d'examiner quels furent les résultats heureux ou malheureux des mesures partielles adoptées. La force déjà acquise par cet Office et la réussite financière de ses opérations nous fourniront un élément important d'appréciation dans l'étude critique qui sera prise du projet actuellement soumis aux délibérations des Chambres.

TITRE II

LE SERVICE DES ALCOOLS, Son organisation, son fonctionnement.

CHAPITRE V

CRÉATION ET ORGANISATION FINANCIÈRE, INDUSTRIELLE ET COMPTABLE DU SERVICE DES ALCOOLS

88. Création du Service des Alcools. — 89. Organisation administrative du Service des alcools. — 90. Organisation industrielle du Service. — 91. Organisation financière du Service. — 92. Organisation comptable. — A. Règles comptables applicables antérieurement au décret du 1^{er} octobre 1931. — B. Le décret du 1^{er} octobre 1931 et la note de service du 18 janvier 1932 sur la comptabilité du Service.

Section I. — Création du Service

88. Le décret du 13 août 1919 (voir *supra* 68 et 69) avait établi un monopole provisoire de l'achat et de la vente de l'alcool industriel. Ce texte chargeait le ministre des Finances de faire procéder à tous les actes inhérents à l'institution et à la mise en œuvre de ce monopole.

Le décret donnait en outre au Service qui allait être créé une autonomie relative. Il stipulait en effet que les opérations de recettes et de dépenses résultant de son fonctionnement seraient inscrites à un article spécial du compte des avances à régulariser qui serait soumis à l'approbation des Chambres dans le mois suivant la clôture des opérations.

La Direction générale des Contributions indirectes chercha alors à constituer une véritable administration chargée du service du monopole.

Mais la Direction des Poudres s'opposa à une mesure qui lui faisait perdre tout contrôle sur un Service qu'elle considérait comme entrant dans ses attributions. On transigea et un arrêté ministériel en date du 18 octobre 1919

concilia les deux tendances. Dans son article unique, ce texte disposait que la Direction des Poudres serait chargée d'assurer, de concert avec la Direction générale des Contributions indirectes, l'exécution du décret du 13 août 1919. Elle procéderait en conséquence à l'achat et à la vente des alcools dont la production et l'importation seraient réservées à l'Etat et ce aux prix et conditions fixés par le ministre des Finances.

C'est cet arrêté que, dans son rapport de 1921, M. SARRAUT qualifie « *d'acte de naissance du Service des Alcools* ». Cette épithète est justifiée puisque, matériellement, ce Service se sépara dès lors du Service des Poudres, domicilié, rue de Courcelles, pour aller s'installer 238, boulevard Saint-Germain.

Mais c'est surtout dans son organisation administrative que se manifesta le plus cette autonomie. En effet, dès son origine, la Direction des Poudres confia la direction du nouveau Service à M. MOREL, agent de la Régie des Contributions indirectes, très averti des questions concernant des alcools et qui avait été mobilisé à la Direction des Poudres où il avait présidé pendant quatre ans la conduite des réquisitions.

Section II. — Organisation administrative du Service

89. Pas plus que le Service lui-même, cet emploi de chef du Service des Alcools n'a été prévu explicitement par un texte. Mais l'on peut dire que sa création a été homologuée par le décret du 23 février 1926, qui a fixé le traitement du chef de Service, par assimilation avec celui des administrateurs des Régies financières et a par là-même reconnu son existence. Ce texte a été modifié depuis et en dernier lieu par le décret du 11 novembre 1930.

Le chef de Service a les attributions les plus étendues. Dans les limites de celles qui sont confiées au monopole lui-même, il a des pouvoirs bien plus larges que ceux laissés à un directeur d'établissement public autonome.

Comme ordonnateur, il jouit d'une liberté presque abso-

lue et son pouvoir n'est pas limité en ce qui concerne le recrutement du personnel, la passation des marchés, l'exécution des achats et des ventes et la conclusion des baux à loyer.

Fixer d'une façon précise des limites à son autorité est chose impossible, car, pour ce faire, il faudrait préalablement remettre en cause la répartition des attributions entre la Direction des Poudres et la Direction générale des Contributions indirectes, ce qui n'irait certes pas sans résistances de part et d'autre. Au surplus, il ne nous paraît pas que cette fixation soit bien nécessaire pour aussi longtemps que M. MOREL sera à la tête du Service.

En effet, celui-ci possède toute la compétence nécessaire, mais si les titres de perception comme les ordonnances de paiement émanent de lui, il n'a pas la qualité officielle d'ordonnateur, et cette situation peut se prolonger indéfiniment. Il est nécessaire, en effet, qu'une loi intervienne pour établir un régime définitif car, aux termes de l'article 2 du décret du 13 août 1919, le compte spécial de l'alcool ne sera soumis à l'approbation des Chambres que dans le mois qui suivra la clôture des opérations.

Aux côtés du chef de Service existe, pour le suppléer, un adjoint, M. NIORT, agent détaché du Service des Poudres. Sous leurs ordres travaille un personnel sédentaire composé d'environ soixante-dix agents se répartissant de la manière suivante :

Vingt agents détachés du Service des Contributions indirectes : Inspecteurs principaux, inspecteurs, contrôleurs principaux, contrôleurs et vérificateurs, et cinquante auxiliaires : dactylographes, sténographes, comptables, expéditionnaires, gardiens de bureau. Ce personnel est groupé en trois bureaux dont chacun est dirigé par un inspecteur principal et en une sorte de section centrale, directement sous les ordres de l'adjoint au chef de Service.

Le Bureau de la Comptabilité est chargé de toutes les opérations comptables; de l'ordonnancement, ordres de recettes et émission des mandats à ordre des fournisseurs.

Le Bureau des Distilleries reçoit les états de quinzaine,

les collationne et enregistre leur montant. Ces états, de cinq modèles différents, font ressortir les stocks de la campagne précédente, la production de la quinzaine et la production antérieure. En totalisant, on obtient le chiffre des stocks, mais il y a lieu d'en déduire les quantités figurant également sur cet état, qui ont été livrées à divers sur autorisation du chef de Service, les sorties pour constitution de stocks en valeur acquittés, les livraisons aux pharmaciens et services médicaux et les manquants. Ces diverses déductions sont suivies par quinzaine et opérées sur le total indiqué plus haut ce qui donne les quantités existant en bacs chez le distillateur. Ces états sont dressés par le chef de poste de la Régie qui exerce la distillerie. Il doit les certifier conformes aux registres de la Régie.

Le Bureau du Carburant national est chargé de suivre toutes les opérations relatives à ce carburant.

Enfin, la section spéciale comprend le service du contentieux, du personnel et du matériel. Il achète non seulement le matériel des bureaux et de l'immeuble, mais aussi le matériel de transport nécessaire au Service.

Le Service, d'abord situé 238, boulevard Saint-Germain, comme nous l'avons indiqué, a ensuite émigré au Bastion 79, 8, boulevard Brune, où il se trouve encore et est locataire de la Ville de Paris. Mais il va bientôt s'installer dans un immeuble, dont il vient de se rendre acquéreur, et qui est situé au coin du boulevard Saint-Germain et de la rue de Bourgogne.

Toute cette organisation administrative s'est constituée peu à peu sous la poussée des événements et n'est prévue par aucun texte.

Section III. — Organisation industrielle.

90. Un Service qui acquiert et vend des quantités considérables d'alcool ne peut pas avoir uniquement des organismes centraux. Il est en effet obligé d'entreposer et de transporter les alcools acquis. Pour cela il lui est nécessaire de posséder ou de louer des entrepôts et du matériel de

transport. Le caractère provisoire de l'Office l'a toujours empêché d'organiser rationnellement son service de manipulation et de transport.

Pour acheminer vers ses établissements la production, le Service possède un parc de wagons-citernes de deux cents wagons et il en loue cent cinquante autres à la Compagnie du Nord.

En outre, le Service est locataire de cinq entrepôts dont deux ne sont pas à proprement parler des entrepôts. Ce sont ceux de SÈTE et de BORDEAUX, constitués seulement par des hangars où peuvent être logés des fûts empilés en nombre variable; ce qui rend tout à fait incertaine l'évaluation de la capacité de ces entrepôts. Ils présentent pour le Service des avantages considérables du fait qu'ils n'ont pas été établis pour l'évacuation de la production (à l'origine le Service n'était pas acquéreur d'alcools de vins) mais parce qu'ils se trouvent au centre de la consommation. En effet, SÈTE alimente les industriels qui font une grande consommation d'alcool pour le vinage et le mutage des vins de liqueur ou de certains apéritifs. Quant à BORDEAUX, c'est un centre vinaigrier. Et ces deux débouchés ont absorbé en 1931, le premier 113.000 hectolitres, le second 51.000.

Enfin, le Service peut stocker ses achats dans des cuves situées les unes aux Magasins généraux, de SAINT-DENIS, d'autres à la MEILLERAYE, près de Rouen, d'autres enfin à GIÈVRES, dans un ancien camp américain.

A la tête de chacun de ces entrepôts est placé un contrôleur principal des Contributions indirectes, aidé d'un petit personnel auxiliaire. Dans les deux premiers de ces cinq entrepôts, le contrôleur agit comme un commerçant détaillant; il est comptable des matières et il vend sur l'ordre du chef de Service à tous les particuliers qui en font la demande. Tous les paiements sont effectués entre les mains du receveur principal des Contributions du ressort.

Comme la capacité de ces entrepôts est inférieure au total des stocks, le Service laisse une partie des quantités achetées chez les producteurs eux-mêmes. Après avoir été

consignée sur les registres de contrôle de la Régie, la production de chaque établissement est entreposée dans les bacs du distillateur sous la responsabilité de ce dernier. En échange du service rendu il est alloué aux industriels 0 fr. 25 par hectolitre-mois, pour indemnité de freinte, et 0 fr. 25 de location.

Les risques d'incendie sont à la charge de l'Etat. Le Service a accordé en outre, depuis 1931-1932, une surprime aux bacs construits pendant la campagne. Cette surprime est de 0 fr. 25 par hectolitre-mois pour les bacs portant la capacité d'entreposage de 40 à 66 % et elle est de 0 fr. 55 pour les bacs permettant de loger plus de 66 % des quantités stockées pendant la campagne précédente.

Le Service fait aussi d'autres opérations industrielles que nous examinerons à propos des ventes.

Section IV. — Organisation financière.

91. Aucun texte n'a jamais précisé le degré d'autonomie financière laissé au Service et jusqu'à ces dernières années on pouvait plutôt le qualifier de « *compte spécial occulte* ». Cette gestion occulte mais cependant régulière, du moins quant à ceux auxquels elle était confiée, n'alla pas sans soulever les protestations véhémentes de la Cour des Comptes, de l'Inspection des Finances et du Parlement.

Nous ne pouvons à cet égard que reproduire les critiques formulées par M. Frédéric BRUNET dans son rapport sur le budget du Service des Poudres pour l'exercice 1930-31.

« Les recettes et les dépenses du Service des Alcools ne sont prévues nulle part et d'aucune manière dans un document législatif. Il n'y a pas d'ouverture de crédits, pas de contrôle des dépenses engagées, pas de limite à l'ordonnancement. Les opérations comptables sont effectuées par les receveurs principaux des Contributions indirectes, elles sont prises en charge à un compte ouvert parmi les correspondants du Trésor, intitulé « Régime de l'Alcool ». Mais à la différence de ceux-ci, il n'est établi pour ce compte aucune compensation entre la

recelle et la dépense, et les soldes pour chacune de ces catégories d'opérations vont s'accroissant d'année en année. Le Ministère des Finances n'a encore entrepris aucune centralisation des pièces qui sont depuis 1919 entre les mains des receveurs principaux des Contributions indirectes. La Cour des Comptes n'a jusqu'ici demandé aucune justification. Il n'y a donc eu, jusqu'à ce jour, aucun contrôle parlementaire, aucun contrôle administratif, aucun contrôle judiciaire.

» Malgré toutes les qualités dont a fait preuve le personnel chargé de la gestion du Service, gestion qui faisait apparaître un excédent des recettes sur les dépenses de 760 millions au 31 août 1929, nous ne pouvons que nous inquiéter de la situation ainsi créée par la prorogation sine die du régime provisoire de l'alcool, et nous invitons le Gouvernement à nous proposer dans le plus bref délai un procédé qui permette au Parlement d'exercer sur le Service des Alcools un contrôle efficace.

» Le paiement des dépenses sur avances à régulariser présente des inconvénients sur lesquels on n'insistera jamais assez. Le fait de payer certaines dépenses sur titres de paiements spéciaux en les imputant sur le compte « Avances à régulariser » qui sera ensuite crédité par ordonnance de régularisation quand on aura les crédits nécessaires, permet de tourner les règlements et risque d'entraîner les infractions les plus flagrantes aux règles budgétaires.

» Il nous apparaît qu'une Commission administrative composée de quelques membres représentant le ministre des Finances et le ministre de la Guerre pourrait donner à cet égard des garanties de bonne administration. Le chef du Service des Alcools lui soumettrait, tant que durera le régime provisoire, son projet de budget intérieur qui pourrait ensuite être approuvé par le ministre des Finances sur les propositions du Directeur général des Contributions indirectes et du directeur du Service des Poudres.

» Cette Commission administrative ferait chaque année un rapport à la Commission des Finances qui pourrait examiner les conditions dans lesquelles sont passés les marchés et exercer un contrôle sérieux sur les recettes et les dépenses du Service.

» *Il n'est pas douteux que, si on laisse subsister la situation actuelle, l'accumulation des pièces justificatives dans les archives des receveurs principaux des Contributions indirectes ne soit de nature à rendre particulièrement difficile par la suite l'exercice du contrôle parlementaire.* »

Quatre années auparavant, l'Inspection générale des Finances avait formulée des observations analogues.

Il n'est pas douteux en effet que les règles de la comptabilité publique n'étaient pas appliquées; seul était respecté le principe en vertu duquel les fonctions d'ordonnateur et de comptable doivent être distinctes. « *Mais les comptables ne font ici que s'assurer, en matière de paiement, de l'identité de la partie prenante, et, en matière de recettes, du recouvrement intégral des ordres de versement émis par le Service des Alcools; on ne peut dire en effet, qu'ils s'assurent de la régularité des pièces de dépenses, étant donné que l'établissement de ces pièces n'est pas soumis pour les fournitures et marchés, aux règles de la comptabilité publique; ils n'exercent aucun contrôle sur le montant des dépenses puisqu'il n'y a ni budget, ni ouverture de crédit. Pour les recettes, ils n'exercent aucun contrôle sur les ordres de versement qui ne mentionnent que la nature de la recette : « Cession d'alcool », « Cession de fûts réformés », « Remboursement de manquants », par exemple, sans fournir aucune indication des quantités vendues ni du prix de vente à l'unité. Les receveurs principaux des Contributions indirectes acquittent toutes les dépenses et encaissent toutes les recettes sans vérifier la régularité des opérations.*

» *La seule vérification qui soit exercée, c'est celle que le Service des Alcools effectue pour son propre compte au moyen des états de concordance, mais ce n'est pas une opération de contrôle proprement dite.* »

Depuis la rédaction de ce rapport, qui visait à la fois l'absence de contrôle des engagements, de dépenses, deux faits nouveaux sont intervenus : la création d'un emploi de contrôleur financier et d'un emploi d'agent comptable et la publication du décret fixant les principales règles de comptabilité applicables au Service.

La première de ces mesures fut réalisée par le décret du 31 mai 1931⁽¹⁾.

Le contrôleur financier a, dans cet établissement, des attributions identiques à celles des fonctionnaires de même appellation existant dans quelques autres établissements autonomes (Mines domaniales de la Sarre, Office national Industriel de l'Azote). Leurs fonctions sont à peu près celles des contrôleurs des dépenses engagées près les Départements ministériels, telles qu'elles sont définies par la loi du 10 août 1922 et le décret du 15 juin 1923.

On peut escompter, dès maintenant, qu'un état de prévisions budgétaires sera adressé à titre officieux pour les campagnes prochaines au ministre du Budget par les soins de ce contrôleur.

Il convient de signaler toutefois pour être complet que, du point de vue budgétaire deux tentatives ont été faites en vue de régulariser les opérations de l'établissement.

En 1922, le chef du Service a préparé un projet de budget pour l'exercice suivant mais aucun département ministériel n'a voulu lui donner son approbation.

En 1924, au projet de budget pour l'exercice 1925 (tome I, page 362) figurent parmi les comptes spéciaux du Trésor, les résultats financiers du Service des Alcools, en recette et en dépense par année financière, du 1^{er} janvier 1919 au 30 juin 1924. Ce tableau disparut dans le projet de budget pour 1926. La Direction du Budget a estimé, à juste titre d'ailleurs, qu'il était incorrect de faire figurer parmi les comptes spéciaux les opérations de cet établissement dont la nature juridique n'était pas encore déterminée. Au surplus, ces chiffres ne présentaient qu'un intérêt comptable car le classement des opérations par année (1^{er} janvier au 31 décembre) impliquait le chevauchement des exercices financiers du service (1^{er} octobre-30 septembre, pour suivre le cycle cultural de la betterave) ce qui enlevait aux résultats toute signification.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

Section V. — Organisation comptable.

92. Comme nous venons de l'indiquer il faut distinguer deux périodes dans le fonctionnement du Service des Alcools : avant et après le décret du 1^{er} octobre 1931.

A. Règles comptables applicables antérieurement au décret du 1^{er} octobre 1931.

Depuis la création du Service, le 23 octobre 1919, les opérations de recettes et dépenses (achats et ventes des alcools monopolisés) avaient été effectuées par les receveurs principaux des Contributions indirectes. Elles n'avaient donné lieu à aucun contrôle administratif ni à la préparation d'aucun compte en vue du contrôle parlementaire qui devrait, aux termes de l'article 2 du décret de 1919, intervenir à l'expiration du régime provisoire.

L'Inspection des Finances avait signalé l'intérêt de la centralisation des opérations dans les écritures d'un seul comptable.

Le système adopté à ce point de vue était à peu près le suivant :

a) Recettes.

Les recettes provenant de l'encaissement du prix de vente des alcools étaient recouvrées par les receveurs principaux des Contributions indirectes au vu d'un ordre de versement émis par le chef du Service des Alcools. Cet ordre était remis au comptable par la partie versante. Le receveur principal délivrait alors une quittance et, en fin de journée, il passait l'opération en écriture à son livre-journal.

Ensuite, il analysait cet article de recette d'abord sur son registre sommier parmi les opérations de Trésorerie au compte « Correspondants du Trésor », ligne 132 t, puis à son registre auxiliaire 89 C, colonne 18, sous la rubrique « Régime provisoire des alcools; encaissement des prix de vente ».

Les pièces justificatives des recettes étaient exclusivement constituées par les titres de perception émis par l'ordonnateur. Ceux-ci étaient annotés de la date, du numéro et du montant de la recette et conservés par le comptable.

b) *Dépenses.*

Les dépenses du Service des Alcools comprenaient :

1^o Le paiement du prix d'achat des alcools.

2^o Les dépenses diverses du Service.

Le Service des Alcools, qui n'avait pas de budget et qui, par suite, ne disposait d'aucun crédit, demandait au budget ordinaire de l'Etat de lui avancer les sommes nécessaires pour assurer les paiements qui lui incombait. Les paiements relatifs aux prix d'achat des alcools, de même que les dépenses du Service, étaient acquittées par les comptables des Contributions indirectes, au vu d'ordres de paiement émis par le chef du Service des Alcools. Le comptable sur la caisse duquel le paiement avait été assigné, retirait quittance de la somme versée. A la fin de la journée, il passait écriture de cette dépense à son livre-journal de caisse 87 A et la reportait, d'abord à son registre sommier à la partie « Opérations de trésorerie » compte « Avances pour divers services », puis à son registre auxiliaire 86 C, dans la colonne prévue à cet effet.

Les quittances remises par les parties prenantes, appuyées des mémoires, factures, etc., étaient conservées par les comptables.

c) *Inconvénients de ce système.*

Ce système aboutissait à surcharger, d'année en année, les comptes de consignations et d'avances des recettes principales d'un nombre d'articles sans cesse croissant et de sommes de plus en plus importantes sans qu'un contrôle efficace pût être exercé sur ces opérations : le contrôle judiciaire de la Cour des Comptes ne pouvait être que très sommaire puisqu'il n'était mis à l'appui des recettes et dépenses figurant aux opérations de trésorerie, dans le

compte de gestion 108 A des comptables, que les comptereaux. De plus, les pièces justificatives disséminées dans les diverses recettes principales, rendaient tout contrôle d'ensemble impossible.

Pour remédier à cette dispersion des comptes la Direction générale des Contributions indirectes (3^e Division, 3^e Bureau) prescrivit par la note de service n° 400, en date du 1^{er} juin 1927, une centralisation dans les écritures du receveur principal garde-magasin à la Direction générale de toutes les opérations de recettes et de dépenses relatées dans la comptabilité des receveurs principaux.

Ces mesures reposaient sur le principe suivant : Toutes les opérations de recettes et de dépenses du Service des Alcools faites, soit en vertu de titre de perception, soit au vu d'ordres de paiement étaient considérés comme ayant été effectuées pour le compte du receveur principal garde-magasin.

Pour que ces opérations de recettes et de dépenses puissent être considérées comme telles, il était indispensable qu'elles figurassent dans les écritures des receveurs principaux au compte des « Mouvements de fonds » et non aux « Correspondants du Trésor », ligne 132 du bordereau 91 A, et aux avances pour divers services, lignes 343 *bis*, ce qui impliquait l'obligation pour les comptables d'en rectifier l'imputation primitive.

Cette rectification, qui ne devait avoir aucune répercussion sur le solde en caisse devait être réalisée par une double opération d'ordre (dépenses et recettes pour les consignations, et recettes et dépenses pour les avances).

La circulaire prévoyait donc les opérations suivantes en ce qui concerne les opérations de l'année 1919.

Dans le livre-journal de caisse 87 A, les recettes et les dépenses changeaient d'imputation par inscription à une autre ligne au registre sommier. Le comptable portait en dépense au registre 88, à la ligne 332 à ouvrir, le montant des recettes perçues pour le compte du Service des Alcools en 1919 et faisait recette de cette somme à la ligne 150 : mouvement de fonds. De même, la dépense figurant sous la ligne 343 *bis* du 87 A était prise en recette à la ligne 143

bis et dépensée à nouveau à la ligne 350 (mouvement de fonds).

Ces opérations accomplies, les recettes aussi bien que les dépenses pouvaient régulièrement être transférées dans la caisse du comptable centralisateur.

Registre auxiliaire 89 C. Recettes. — En face du total de l'année 1919 on émargeait le premier article de dépense passé au 87 A, ce qui avait pour conséquence de balancer la recette et, par suite, d'apurer la consignation.

Registre auxiliaire 89 C. Dépenses. — En face du total de l'année 1919, on émargeait le troisième article de recette passé au 87 A, ce qui avait pour conséquence de balancer la dépense et, par suite, d'apurer l'avance.

Versements de fonds. — Les écritures analysées ci-dessus étant terminées, le receveur principal adressait au comptable centralisateur un virement de fonds accompagné des titres de perception pour les recettes et joignait à son envoi les pièces de dépenses qui devaient permettre au comptable centralisateur de le couvrir par un virement de fonds pour les opérations de cet ordre.

L'envoi de ces documents était effectué en deux liasses distinctes sous bordereaux récapitulatifs établis en double expédition en ce qui concerne les pièces de dépense; l'une de ces expéditions était renvoyée au receveur principal revêtue du visa du receveur principal garde-magasin et servait de pièce justificative en attendant l'envoi du virement de fonds.

Les virements étaient établis sur formule n° 92. L'opération des virements de fonds terminée, la comptabilité des receveurs principaux se trouvait définitivement apurée.

Le comptable centralisateur s'assurait que les virements de fonds appuyés des titres de perception étaient réguliers et que les pièces justificatives de dépenses donnaient bien un total égal au chiffre porté à l'extrait du 87 A. Puis il inscrivait en recette à son propre livre-journal de caisse 87 A (ligne 132) le montant du virement du comp-

table; mais comme il ne recevait aucun denier, il balançait cette opération par une dépense inscrite pour ordre aux mouvements de fonds (ligne 350).

Quant aux dépenses, il les portait à son livre-journal de caisse 87 A pour être émargées à la ligne 343 *bis* et balançait cette dépense pour ordre par une recette pour ordre inscrite aux mouvements de fonds, ligne 150.

Registre sommier 88. — Le livre-journal de caisse dûment servi, le comptable centralisateur prenait à son registre sommier successivement les recettes et les dépenses aux lignes 132, 150, 343 *bis* et 350.

Registre auxiliaire 89 C. Recettes. — Au registre auxiliaire 89 C (recettes) il analysait l'article du livre-journal 87 A passé au vu du virement de fonds de recettes.

Registre auxiliaire 89 B. Dépenses. — Il procédait de même pour le registre auxiliaire 89 B (dépenses).

Arrêté des écritures. — En possession des virements de fonds de toutes les recettes principales, le comptable centralisateur totalisait :

- 1^o Son registre 87 A (recettes et dépenses);
- 2^o Son registre sommier 88 dont le total des lignes 132, 343 *bis* devait être égal au total des registres 89 C (recettes) et 89 B (dépenses);
- 3^o Il s'assurait à nouveau que les pièces justificatives mises à l'appui de ses opérations sont régulières;
- 4^o Enfin, il établissait un compte de gestion 108 *Comptabilité des années 1920 à 1926 inclus*. Pour les comptabilités des années 1920 à 1926, on procédait de la même manière que pour 1919.

Pour la comptabilité des opérations postérieures à la réception de cette note de service, les comptables durent dresser des bordereaux récapitulatifs de recettes et de dépenses. Ils durent appuyer les bordereaux de recette d'un virement de fonds. Quant aux bordereaux des ordres de paiement, ils étaient accompagnés d'un extrait du journal 87 A donnant le numéro et la date de la dépense faite pour le compte du receveur principal garde-magasin.

Cette note avait le très grand avantage de centraliser les opérations en deniers; mais elle présentait une lacune; elle ne réglait pas en effet la comptabilité matières qui continuait à être suivie par le chef du Service des Alcools de la manière suivante : Les industriels établissaient les états de leurs productions de quinzaine, les faisaient viser par le service de surveillance et les adressaient au chef du Service des Alcools. Or, cette transmission n'était pas toujours très régulièrement faite. Enfin, comme le signalait le premier président de la Cour des Comptes dans un référé adressé au ministre des Finances, bien que son fonctionnement ne reposât sur aucun texte, le Service des Alcools n'en existait pas moins comme un service autonome sans agent comptable.

Mais le décret du 31 mai 1931⁽¹⁾ créant un emploi d'agent comptable, et celui du 1^{er} octobre 1931, relatif à la comptabilité du Service, régularisèrent et unifièrent en cette matière les règles appliquées au service.

B. Le décret du 1^{er} octobre 1931 et la note de service du 18 janvier 1932 sur la comptabilité du Service.

Le décret du 1^{er} octobre 1931, après avoir fixé le cautionnement de l'agent comptable, dispose que ce dernier tient sa comptabilité en partie double, conformément au décret de 1862. Cet agent n'a aucun maniement de fonds, les opérations matérielles étant faites pour son propre compte par les receveurs principaux des Contributions indirectes en France et par les receveurs des Contributions diverses en Algérie.

Les recettes sont réalisées au vu de titres de perception établis par le chef du Service des Alcools, et pris en charge par l'agent comptable.

Les dépenses sont opérées au vu d'ordres de paiement délivrés par le chef du Service des Alcools et revêtus du « Vu, bon à payer », de l'agent comptable.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

Les virements entre les comptables des Contributions indirectes et l'agent comptable sont autorisés uniquement pour le règlement des opérations sus-indiquées. Les pièces se référant aux recettes et aux dépenses effectuées par les comptables des Contributions indirectes ou diverses sont transmises à l'agent comptable, qui est responsable des justifications produites.

Celui-ci centralise dans ses écritures, comme s'il les avait faites lui-même, les opérations dont il a reconnu la régularité. Il rejette les autres opérations et en provoque le redressement.

L'agent comptable transmet au ministre des Finances, dans les dix premiers jours du mois et d'après les éléments centralisés dans sa comptabilité, d'un état présentant distinctement, pour chacun des comptes des alcools industriels et des alcools de bouche :

1^o Le solde du compte au premier jour du mois précédent.

2^o Le montant des recettes effectuées pendant ledit mois.

3^o Le montant des dépenses de la même période mensuelle.

4^o Le solde au dernier jour du mois.

A la fin de chaque trimestre, le chef du Service et l'agent comptable établissent la situation de leurs opérations, chacun d'après ses propres écritures. Ces documents, qui doivent présenter une parfaite concordance, sont visés par le contrôleur financier et conservés par l'agent comptable pour être transmis au ministre des Finances.

En ce qui concerne le compte de gestion annuel de l'agent comptable, qui doit être soumis au jugement de la Cour des Comptes, une difficulté se présentait dans la réglementation :

Le Service des Alcools, vu l'époque à laquelle a lieu la campagne betteravière, ne peut procéder à un inventaire annuel de ses stocks et de son matériel qu'à la date du 30 septembre. Ce document devant être produit au soutien du compte matières, qui constitue un développement du compte en deniers, l'agent comptable se trouverait

donc, en fait, dans la nécessité d'arrêter ses écritures à la date précitée, c'est-à-dire d'adopter pour sa gestion annuelle la période comprise entre le 1^{er} octobre et le 30 septembre.

Pour résoudre la difficulté résultant du défaut de concordance entre cette période et celle qui s'étend du 1^{er} avril au 31 mars, date d'ouverture et de clôture de l'année financière au moment de l'élaboration du décret du 1^{er} octobre 1931, deux solutions pouvaient être envisagées : ou bien le Service des Alcools serait considéré comme étant doté d'une autonomie de fait, ce qui, à la rigueur, résulte implicitement du décret du 31 mai 1931, qui a pourvu cet organisme d'un agent comptable et d'un contrôleur financier, dont les emplois sont rémunérés sur les ressources dudit Service. Et, dans cette hypothèse, les opérations y relatives ne seraient plus rattachées au compte général des Finances et par conséquent les dates d'ouverture et de clôture de la gestion annuelle pourraient être fixées explicitement par le décret susvisé, au 1^{er} octobre et au 30 septembre; ou bien, si cette première solution ne pouvait être retenue, les comptes de l'agent comptable, établis pour la période allant du 1^{er} avril au 31 mars suivant, auraient été arrêtés à la date intermédiaire du 30 septembre pour permettre la justification des opérations matières. En d'autres termes, ce comptable aurait présenté un compte-deniers en deux parties semestrielles (1^{er} avril-30 septembre et 1^{er} octobre-31 mars) dont les résultats globaux auraient été compris dans le résumé général et dans le compte général des Finances, tandis que le compte en matières, ainsi que le compte administratif de l'ordonnateur, seraient établis pour la période 1^{er} octobre-30 septembre.

C'est la seconde solution qui prévalut puisque l'article 5 du décret du 1^{er} octobre 1931 dispose que :

« L'agent comptable transmet au Ministère des Finances, pour être soumis au jugement de la Cour des Comptes, un compte des opérations réalisées au cours de la gestion annuelle présentant distinctement, d'une part, les opérations effectuées depuis la date d'ouverture de la gestion jusqu'à celle du 30 septembre, d'autre part, les opérations relatives à la

période comprise entre le 1^{er} octobre et la date de clôture de la gestion.

» Les résultats globaux dudit compte sont incorporés au résumé général des opérations effectuées par les receveurs principaux des Contributions indirectes au titre de la gestion correspondante.

» Un compte administratif dressé par campagne par le chef du Service des alcools est annexé au compte de l'agent comptable avec un relevé faisant ressortir, pour chacune des subdivisions du compte susceptible de comporter de tels développements : les marchandises en entrepôt ou en dépôt chez les producteurs au début de la campagne; les marchandises cédées le stock devant exister en entrepôt ou en dépôt à la fin de la campagne, le stock effectif et la valeur de ce dernier d'après le prix d'achat, augmenté des frais de transport et autres frais accessoires. »

» En outre, la comptabilité des matières appartenant au Service des alcools est tenue par ce service et centralisée par l'agent comptable seul chargé d'établir le compte matières annuel à la Cour des Comptes par l'intermédiaire du ministre des Finances. La Cour exerce son contrôle suivant les formes déterminées par les articles 873, 875 et 876 du décret du 31 mai 1862.

» Enfin, pour tout ce qui n'était pas prévu au décret, l'agent comptable est soumis aux mêmes règles que les comptables du Trésor. »

L'Administration des Contributions indirectes adressa à ses agents une note de service n° 531, le 18 janvier 1932, pour fixer les modalités d'exécution comptable du décret du 1^{er} octobre 1931.

Cette note expose d'abord l'économie de ce texte et règle les devoirs des comptables en regard :

- 1° De la comptabilité matières du Service.
- 2° De la comptabilité en deniers.

Comptabilité matières. Rôle du Service.

Le compte en matières ne pouvant être établi qu'à l'aide des renseignements fournis par les agents des Con-

tributions indirectes chargés de la surveillance des établissements producteurs d'alcool, ceux-ci devront se conformer aux prescriptions ci-après :

Dans le passé, les états de quinzaine relatifs aux quantités d'alcool produites ou enlevées de chez les producteurs étaient préparés par les industriels, visés par le service de surveillance et transmis au chef du Service des Alcools. Mais cette transmission n'était pas toujours régulièrement faite et il était difficile de suivre la comptabilité matières.

Pour obvier à ces inconvénients, les états de quinzaine seront établis les 1^{er} et 16 de chaque mois par le chef de service de l'établissement producteur (contrôleur, vérificateur ou commis) ou, lorsque la surveillance permanente de l'usine aura cessé, par le chef de service local dans la circonscription duquel est situé l'établissement. Des états « néant » seront, le cas échéant, établis.

Les états seront adressés au chef du Service des Alcools.

De plus, à l'occasion de chaque enlèvement d'alcool, il sera établi, au lieu et place d'un bulletin 6 E, un avis d'expédition qui sera transmis le jour même au chef du Service des Alcools.

Comptabilité en deniers

La comptabilité deniers donnera lieu, pour chaque comptable, aux opérations suivantes :

A. *Recettes.* — Les recettes constituées par l'encaissement du prix de vente des alcools sont effectuées par les comptables des Contributions indirectes et des Contributions diverses en vertu de titres de perception (ordres de versement). Au vu de ces titres que la partie versante doit lui remettre, le comptable fera recette de leur montant contre remise d'une quittance extraite du registre 74. A la fin de la journée, le comptable passera écriture de la recette à son livre journal 87 A, puis analysera cet article à son registre sommier n° 88 aux opérations de trésorerie et la reportera au registre auxiliaire 89 C, colonne « Régime provisoire des alcools, encaissement des prix de vente ».

Les comptables des Contributions indirectes n'auront pas à s'assurer de l'exactitude des décomptes figurant aux ordres de versement; cette vérification incombe à l'agent comptable; ils devront se borner à encaisser la somme arrêtée en toutes lettres.

Ils annoteront les ordres de versement de la date, du numéro et du montant de la recette et les conserveront provisoirement.

Le 10 du mois suivant celui au cours duquel l'ordre de recouvrement a été exécuté, les receveurs principaux auront à adresser à l'agent comptable un versement de fonds, établi sur une formule n° 92, accompagné des titres de perception analysés sur un bordereau récapitulatif.

B. Dépenses. — Les dépenses du Service des alcools comprennent :

1° Le paiement du prix d'achat des alcools.

2° Les dépenses diverses du Service.

Ces dépenses donnent lieu à l'établissement, par le chef du Service des Alcools, d'ordres de paiement.

Aucun ordre de paiement ne pourra être exécuté s'il n'est préalablement revêtu du « Vu, bon à payer », de l'agent comptable du Service des Alcools.

Les ordres de paiement étant émis sur la caisse de l'agent comptable, les saisies-arrêts ou oppositions devront pour être valables, être formées entre ses mains. Dès lors, si des oppositions étaient délivrées aux receveurs principaux des Contributions indirectes ou diverses, ceux-ci informeraient le créancier ou son représentant que l'opposition doit être formée entre les mains de l'agent comptable du Service des Alcools.

Lorsque l'ordre de paiement revêtu du « Vu, bon à payer », de l'agent comptable sera parvenu au receveur principal, celui-ci effectuera le paiement et produira quittance régulière des sommes versées aux créanciers. Il n'aura pas à se préoccuper de savoir si l'ordre de paiement est régulier, c'est-à-dire s'il correspond à un service fait, si le décompte des sommes dues est exact, si l'ordre de paiement

est établi au nom du véritable créancier, enfin, s'il a été tenu compte des oppositions formées; ce soin incombe exclusivement à l'agent comptable. De même, le paiement par double emploi n'engagerait pas la responsabilité du receveur principal. Par contre, cette responsabilité demeurerait entière si le paiement était effectué entre les mains de personnes n'ayant pas qualité pour donner quittance.

Lorsque les dépenses seront payées par virement, les comptables prendront soin de faire parvenir l'avis de crédit au créancier; ensuite, au reçu de l'ordre de paiement annoté de la mention : « Porté au crédit du compte n°... de... la somme de... », le comptable en passera écriture à son livre-journal 87 A, puis analysera cet article à son registre sommier n° 88 aux opérations de Trésorerie à la ligne « Régime provisoire des alcools. Paiement des prix d'achat et dépenses diverses du service », enfin au registre auxiliaire n° 89 C.

Les pièces justificatives des paiements effectués le mois précédent devront parvenir à l'agent comptable pour le 10 du second mois qui suit le paiement, c'est-à-dire que les pièces de dépenses du mois de janvier devront être transmises le 10 mars au plus tard.

Ces pièces seront analysées sur un bordereau récapitulatif. L'accusé de réception que comporte ce bordereau sera, après reconnaissance du nombre de pièces qui l'accompagnent, complété par l'agent comptable et retourné au comptable payeur pour le 20 au plus tard du même mois (mars).

Quant aux virements de fonds, ils seront établis sur des formules n° 92 et préparés, comme à l'heure actuelle, par les receveurs principaux.

Les recettes et dépenses du Service des Alcools continueront à être suivies aux bordereaux 91 A et B dans les mêmes conditions que par le passé.

Toutefois, pour permettre le rapprochement des écritures des comptables des Contributions indirectes avec le compte administratif dressé par le chef du Service des Alcools, il y aura lieu de suivre sur un état annexe qui sera placé immédiatement après le cadre « Résultat général

des opérations à la fin du mois de... » du bordereau 91 B, les recettes et les dépenses par campagne, celle-ci commençant le 1^{er} octobre pour se terminer le 30 septembre de l'année suivante.

On peut actuellement considérer que, du point de vue comptable, le Service fonctionne avec toute la régularité désirable pour un établissement autonome.

Seule, la procédure budgétaire réclame une mise au point. Rien n'est prévu à cet égard et il semble bien que réglementairement il ne puisse en être autrement pour deux raisons : d'abord le caractère provisoire de l'institution, ensuite le non-partage d'attributions entre le Département de la Guerre et celui des Finances.

Ce deuxième point, à vrai dire, ne constitue pas un obstacle insurmontable. Le budget pourrait en effet être soumis à l'approbation des deux ministres. Mais ce pas vers une autonomie définitive ne rencontrerait sans doute pas l'approbation de la Commission des Finances du Sénat attachée à l'établissement d'un budget annexe.

Quant au cadre administratif du Service, les résultats acquis par le régime provisoire peuvent témoigner de sa valeur, ainsi que nous allons essayer de le montrer maintenant.

CHAPITRE VI

LE PRINCIPE DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES ALCOOLS

93. Les principes du monopole à l'origine. — **94.** Modifications apportées à la répartition des alcools. Eviction de certains alcools du marché libre au profit des alcools de vin.

93. Le Service des Alcools qui (voir *supra*, n° 88) a été créé après la guerre par l'arrêté interministériel du 18 octobre 1919⁽¹⁾ avait pour mission d'assurer de concert avec la Direction générale des Contributions indirectes l'exécution du décret du 13 août 1919⁽¹⁾.

Ce dernier texte nous indique le principe même et les grandes lignes du fonctionnement de ce Service. Son objet était d'effectuer l'achat et la vente des alcools réservés à l'Etat ainsi que toutes les opérations s'y rattachant.

Cette mission bien définie qui était assignée au nouveau Service n'a pas été modifiée depuis sa création. Seule la liste des alcools réservés à l'Etat s'est allongée. Le décret de 1919 avait précisé en effet que serait réservés à l'Etat :

1° La production à l'intérieur des alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, lies et fruits frais et que les genièvres définis par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902⁽¹⁾.

2° L'importation des alcools coloniaux autres que les rhums et tafias.

3° Les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état de fruits frais de figues, dattes et caroubes.

Pour cette énumération le paragraphe premier excluait

1. Voir ce texte à l'annexe A.,

diverses catégories d'alcools éthyliques que l'on peut ainsi énumérer :

Alcools de betteraves.

Alcools de mélasses.

Alcools de grains autres que les genièvres.

Alcools de pommes de terre, riz, manioc, seigle.

Alcools de synthèse.

Alcools de fruits secs.

Alcools de dattes, figues, caroubes distillés en France à l'état de fruits frais.

Alcools produits par hydromel ou kéfir.

Ces alcools, réservés à l'Etat, ne pouvaient, aux termes de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, être rétrocédés que pour des usages industriels ou médicaux.

Le principe essentiel du monopole était donc l'achat à des prix différents suivant les matières alcooligènes mises en œuvre et la vente à des taux variables selon la nature de l'emploi auquel les acquéreurs le destinaient.

Le marché de l'alcool potable était laissé aux seuls alcools naturels parmi lesquels il fallait ranger sous l'empire du décret de 1919 :

Alcools de vins, cidres, poirés pommes, poires et autres fruits frais.

Genièvres.

Rhums et tafias coloniaux.

94. Les viticulteurs intéressés à la production de la première espèce, disposant d'une majorité certaine au Parlement, s'attachèrent à restreindre les avantages laissés aux deux autres catégories de producteurs.

Etaient monopolisés les alcools coloniaux autres que les rhums et tafias, mais outre les prohibitions d'importation dont nous avons parlé lors de l'étude du régime du temps de guerre (voir *supra* n^{os} 45 et 46) aucune disposition ne fixait l'attitude du monopole à l'égard de ces alcools.

Des circonstances politiques (nationalisme, protectionnisme) favorisaient la *self-defence* des viticulteurs et bouilleurs de cru contre l'assaut du marché par les alcools étrangers. Ils parvinrent à faire voter l'article 89 de la loi du

25 juin 1920 qui dispose dans son paragraphe 3 que l'Etat se réserve les alcools importés, d'origine coloniale ou étrangère, non consommables en l'état. Une surtaxe élevée frappait en outre les produits importés consommables en l'état.

Ensuite, ils s'employèrent à évincer du marché des alcools naturels, une partie de la production des genièvres. Ces alcools avaient été considérés comme alcool naturels par les deux textes de 1916 et 1919.

Cette mesure ne présentait aucun inconvénient puisque la distillation des céréales panifiables avait été interdite pendant les hostilités (voir *supra*, n° 42).

En effet, la production qui était de 12.000 hectolitres d'alcool pur en 1913, 12.600 en 1914, était tombée en 1917 à 7.500 hectolitres et, en 1918, à 34 hectolitres, en 1919 à 686 hectolitres.

La prohibition de distiller fut levée en 1920 aussi, le législateur jugea-t-il bon d'établir par l'article 13 de la loi de Finances du 31 décembre 1920⁽¹⁾ d'une part le contingentement des genièvres, et, d'autre part, une surtaxe compensatrice des cours entre alcools de vin et genièvres. La première mesure assimilait aux alcools d'industrie les quantités produites par chaque établissement au delà de la moyenne de sa production pendant les campagnes 1910 à 1913. La surtaxe correspondant à la différence entre le prix de vente de l'alcool de vin (marchandise nue prise chez le distillateur) au cours moyen trimestriel coté à MONTPELLIER, BÉZIERS et NARBONNE et le prix d'achat par l'Etat des alcools de grains.

Mais la surtaxe fut calculée sur la base du prix d'achat des alcools qui ne constituaient pour leur fabricant qu'un sous-produit; elle était prohibitive. Aussi M. CRESPEL déposa à la loi de Finances de 1921 un amendement qui, rapporté par M. BARTHE, devint l'article 13 de la loi du 30 avril 1921⁽¹⁾.

Cet article disposait que la redevance serait égale à l'écart entre les prix de vente des deux alcools rapporté à l'hec-

1. Voir ce texte à l'annexe A.

tolitre d'alcool pur, marchandise nue déterminée pour les genièvres d'après les indications fournies par la Chambre de commerce de Lille et pour les alcools de vin, d'après les cours publiés pour chacune des Chambres de commerce de MONTPELLIER, BÉZIERS, NIMES, NARBONNE.

La limitation des alcools industriels étant fixée par élimination et l'hydromel ne figurant pas dans la nomenclature des alcools naturels prévus par les textes parus de 1916 à 1919 il y avait donc lieu de considérer ce produit comme industriel.

M. DELAHAYE au Sénat, et M. de MONICAULT à la Chambre demandèrent l'insertion dans le projet qui devait devenir la loi du 28 février 1923, d'une disposition qui ajouterait l'hydromel à la liste des alcools naturels.

M. de LASTEYRIE, ministre des Finances, répondit à l'honorable sénateur que la liste ne comprenait que des fruits de la terre et à l'honorable député que l'hydromel n'était pas indiqué par la loi de 1903 comme ayant droit à l'acquit blanc. Il n'y avait donc pas lieu, à son sens, d'englober cette liqueur parmi les alcools naturels. Mais en 1927 la mauvaise saison ayant compromis la récolte de miel, les apiculteurs du Nord et du Morbihan demandèrent à transformer leur hydromel en alcool. Pour les y autoriser, l'article 21 de la loi de Finances du 27 décembre 1927 ajouta l'hydromel à la liste des alcools non réservés à l'Etat.

Cette tolérance des producteurs naturels était inspirée d'un sentiment louable de solidarité économique qu'ils pouvaient d'autant mieux se permettre que l'alcool de miel ne saurait être un concurrent dangereux.

Ainsi, après avoir obtenu d'abord une spécialisation des débouchés :

Alcools naturels réservés à la consommation de bouche.

Alcools d'industrie affectés aux emplois industriels et médicaux.

Les viticulteurs qui s'étaient débarrassés de concurrents dangereux par la modicité de leur prix de revient tentèrent d'éliminer également certaines catégories d'eaux-de-vie naturelles concurrentes.

Mais la crise de la viticulture les amena à considérer la distillation non plus comme une soupape de sûreté, mais comme un déversoir de la production pléthorique des vins.

La récolte de 1929 avait jeté sur le marché près de 76 millions d'hectolitres et les prix, depuis juin 1929, n'avaient cessé de baisser. Pour mettre un terme à l'effondrement des cours (52 % en moins de douze mois) le législateur intervint par la loi du 19 avril 1930 qui préconisait l'envoi en distillerie de l'excédent de récolte pesant sur le marché.

Cette loi, qui faisait fonctionner un compte spécial du Trésor géré par le Service des Alcools, n'eut pas à jouer à plein rendement car les prix haussèrent au cours de 1931. Mais comme une limite de 250 millions était assignée aux achats d'alcool de vin que le service aurait à faire pour le compte du Trésor, M. MALLARMÉ, député d'Alger, défendit au moment du vote de la loi du 4 juillet 1931, un amendement qui devint l'article 10 et qui établit l'obligation pour les récoltants de distiller une quotité de leur production quand la récolte nationale dépasse 65 millions. L'alcool ainsi produit serait acquis par le Service.

Nous reviendrons en détail au chapitre suivant sur le mécanisme des achats d'alcools des diverses sources; nous avons voulu dans ce chapitre préliminaire indiquer quelle a été depuis dix ans l'évolution législative à l'égard de la politique à suivre par le Service : évolution à tout instant dominée par les intérêts de la viticulture toujours assurée d'une majorité au Parlement.

D'abord assurer aux alcools naturels l'exclusivité de la consommation de bouche, ensuite, assurer plus particulièrement ce débouché au profit des alcools de vin par élimination de certains alcools qualifiés de naturels par la loi de 1903, enfin, dans une dernière période commencée il y a deux ans, étendre aux alcools de vin certains emplois industriels en obligeant le Service à acquérir, sous forme d'alcools, le trop-produit de la récolte de vin et à rétrocéder cet alcool à des usages industriels. Evolution égoïste qui sauvegarde les intérêts de corporations particulière-

ment sympathiques, mais qui, si ele devait se prolonger, ne tarderait pas, ainsi que nous allons tâcher de le démontrer mathématiquement, à ruiner l'équilibre d'un système qui, bien compris, pouvait être profitable aux producteurs et au Trésor public.

CHAPITRE VII

ALCOOLS ACHETES PAR LE SERVICE DES ALCOOLS.

95. Importance de la betterave dans l'agronomie nationale. — 96. Alcools de betteraves achetés par le Service. — 97. Alcools de mélasses achetés par le Service. — 98. Alcools de grains. — 99. Alcools de vin achetés par le Service. — 99^a. Pour le compte du Trésor (loi du 19 avril 1930). — 99^b. Pour son propre compte (loi du 4 juillet 1931). — 100. Alcools de diverses sources. — 100^a. Alcools de synthèse. — 100^b. Alcools produits par le procédé Prödon. — 100^c. Alcools importés. — 101. Modes d'achat.

Nous avons indiqué succinctement que les textes qui fixaient les limites du monopole avaient procédé par élimination en spécifiant les alcools qui n'étaient pas réservés à l'Etat.

Etaient laissés en dehors de cette liste limitative :

Les alcools de betteraves.

Les alcools de mélasses.

Les alcools de grains.

Les alcools importés à l'étranger.

Les alcools coloniaux.

Les alcools de synthèse.

et depuis la loi du 4 juillet 1931.

Les alcools de vin.

95. La betterave joue dans le cycle économique du monopole de l'alcool industriel un rôle de premier plan car elle fournit près des deux tiers de la quantité totale acquise par le service (voir annexe B, tableau VI).

C'est donc sur la betterave que, pendant longtemps

encore, reposera notre production d'alcool industriel; or, c'est une plante de teneur alcoolique faible :

Betterave	7 l. 5 pour 100 kg.	
Pommes de terre ...	10 l. 2	—
Blé	30 litres	—
Seigle	38 litres	—
Maïs	39 litres	—

Un hectare de betteraves fournit :

25 hectolitres d'alcool;

31 quintaux de sucre.

Mais c'est une plante améliorante particulièrement nécessaire aux terrains emblavés. C'est une plante d'assolement qui remplace la jachère dans la rotation des cultures.

Seuls la pomme de terre et les topinambours lui sont comparables pour les qualités améliorantes des sols. Toutefois, dans le Nord, la betterave peut seule donner des résultats. Le rendement du blé passe de 16 à 28 ou 30 quintaux à l'hectare là où a poussé la betterave.

La production moyenne pour l'ensemble du territoire est de 14 quintaux à l'hectare, celle des départements du Nord et de l'Aisne, gros planteurs de betteraves, s'élève à 25 quintaux.

Cette racine est donc de première importance pour la vie économique de la nation si l'on pense que nous produisons 70 millions de quintaux de blé alors que notre consommation en exige 94 millions.

En outre, cette plante permet à son planteur l'élevage du bétail en fournissant une pulpe propre à l'engraissement de celui-ci et principalement des bœufs, des moutons et des vaches laitières. Les pulpes laissées en résidus par les betteraves nécessaires à la distillation d'un hectolitre d'alcool permettent la nourriture de douze bovins pendant vingt-quatre heures.

En 1913, 300.000 hectares seulement étaient plantés en betteraves, sur lesquels 249 en betteraves de distillerie alors que les emblavures couvraient 6.500.000 hectares. La guerre qui a dévasté les meilleures terres du Nord et du

Nord-Est, a entraîné une réduction importante des superficies plantées en betteraves et contribue ainsi à affaiblir l'intensité de la vie rurale de ces régions; en effet, ainsi que l'indiquait M. POMARET :

« *La culture betteravière payait avant la guerre 30 millions de salaires à la main-d'œuvre temporaire embauchée pour le binage et l'arrachage; elle achetait à l'industrie chimique 30 millions d'engrais, à la construction mécanique un matériel agricole très complet et donnait du travail à une quantité de petits artisans* ».

Le total de la surface plantée qui s'élevait à 300.000 hectares en 1913 a été dépassé en 1929 et en 1930 avec 320.000 et 323.000 hectares. En 1918 la betterave ne couvrait que 85.000 hectares, ce qui a constitué le minimum enregistré depuis de longues années.

Le maximum fut atteint en 1901 où 370.000 hectares ont été emblavés à cause du *dumping* pratiqué sur le sucre et auquel mi fin la convention de BRUXELLES de 1902.

Au 1^{er} juin 1931 :

243.830 hectares étaient plantés en betteraves de sucrerie.

36.160 en betteraves de distillerie.

755.220 en betteraves fourragères (723.000 en 1913).

Un an plus tard, les deux premières catégories avaient étendu leur aire de plantation au détriment de la troisième :

La betterave à sucre couvrait 249.770 hectares.

La betterave à alcool, 39.660 hectares.

Les racines destinées à l'alimentation du bétail.

En examinant la statistique de plus près (voir *Journal officiel* du 26 juin 1932, page 6937), on constate que la France étant partagée en huit régions agricoles : Nord, Est, Ouest, Centre, Est-Central, Sud-Ouest, Massif-Central et Midi, la région du Nord à elle seule emblave 240.000 hectares de betteraves des premières et deuxième catégories. Elle tient également la tête de la plantation des betteraves fourragères avec 188.000 hectares, suivis de près par l'Ouest, (176.000 hectares), et plus loin par le Centre et l'Est

avec respectivement 119.000 et 117.000 hectares. A l'exception de la Corse, il n'existe aucun département qui n'ait au moins une parcelle de son sol plantée en racines fourragères.

On constate donc un léger relèvement des surfaces cultivées en 1932; la superficie emblavée est encore notablement inférieure à ce qu'elle était en 1929 et en 1930.

Cela tient en grande partie à l'incertitude dans laquelle sont laissés les producteurs au sujet de la politique future concernant l'alcool industriel et aux restrictions des achats. En effet, la betterave à alcool, qui couvrait 59.000 hectares en 1914, n'était plus cultivée en 1920 que sur une superficie de 17.000 hectares, stationnaire près de dix ans aux environs du chiffre de 25.000 hectares, l'étendue cultivée s'est relevée à 39.000 hectares au 1^{er} juin 1932.

La distinction opérée dans les statistiques entre betteraves à sucre ou à alcool, ne correspond pas à une différence de variétés des betteraves utilisées en sucrerie ou en distillerie; elle reflète simplement les destinations données aux betteraves de tel terroir dont la superficie est déterminée.

Mais, excepté les fourragères, les mêmes racines peuvent être dirigées vers la sucrerie ou vers la distillerie.

Les exigences culturales sont identiques. Mais tandis que la sucrerie exigeant un matériel compliqué implique une concentration importante et nécessite des installations onéreuses, les distilleries peuvent être installées à moindres frais, aussi a-t-on vu s'élever dans les grands centres betteraviers d'importantes distilleries agricoles ou coopératives qui permettent la meilleure utilisation de la racine et de la main-d'œuvre du domaine. En effet, la betterave exige, avant de pouvoir être travaillée, un séjour de trois mois en silo au cours duquel se perd une partie de la saccharose qu'elle contient. En outre, elle est entourée d'une cangue terreuse et, s'étant gorgée d'eau, devient une matière encombrante et lourde, d'un transport onéreux à la sucrerie.

Dans le Centre et le Midi on a créé des entreprises de séchage qui nettoient les racines; on les dessèche et on envoie ainsi à la distillerie une matière impérissable sous-

traite à toute altération. Mais cette transformation n'était profitable qu'au distillateur qui pouvait travailler le produit trois cents jours au lieu de cent, la réduction des frais de transport n'ajoutait pas au planteur un bénéfice considérable, sa production étant payée à peine un prix plus élevé que lorsque les racines étaient vendues en silo. Or, la distillerie agricole permet à l'exploitant d'utiliser sa récolte sur place, elle lui permet de ne diriger vers la consommation qu'un produit manufacturé en réalisant un double bénéfice comme exploitant et comme entrepreneur.

Elle fournit à la main-d'œuvre agricole un travail assuré pendant l'hiver.

La concurrence des grandes distilleries, aux prix de revient très réduits, n'a pas permis à ces entreprises de prendre un développement considérable.

Le nombre des distilleries agricoles étaient de cent soixante-neuf au cours de la dernière campagne et il existait des distilleries coopératives produisant ensemble 200.000 hectolitres en 1925-1926 sur une production d'alcools de betterave de 690.000 hectolitres.

96. Si nous examinons les achats du Service des Alcools depuis son origine (voir annexe B, tableau 14), nous pouvons suivre l'évolution de la production des alcools de betterave et constater que malgré une diminution des surfaces emblavées, on assiste à une augmentation considérable de la production alcoolique.

Le jeu des lois économiques dans un régime de libre concurrence restreindrait la production des alcools ne trouvant pas de débouchés; avec le monopole, la concurrence acharnée que les sucres étrangers contingentés à l'importation font à nos produits sur les marchés étrangers incitent les betteraviers à envoyer leurs betteraves en distillerie afin de ne pas jeter sur le marché des quantités de sucre susceptibles de déprécier ce produit, dépréciation qui se répercuterait immédiatement sur leurs prix de vente par suite du calcul par le Service des prix d'achat de l'alcool.

A titre indicatif, nous signalerons que le chiffre record de la production de l'alcool de betteraves avait été atteint en 1912 avec 1.620.000 hectolitres.

1919-20	325.000
1920-21	565.000
1921-22	568.000
1922-23	760.000
1923-24	620.000
1924-25	862.000
1925-26	685.000
1926-27	606.000
1927-28	790.000
1928-29	840.000
1929-30	1.070.000
1930-31	1.525.000

(Les chiffres exacts sont indiqués dans le tableau XIV de l'annexe B.)

et les prévisions les plus sages pour 1931-32 laissent à penser que les distillations de l'année ne seront pas inférieures à 1.800.000 hectolitres. Après dix mois elles atteignaient 1.717.000 hectolitres.

Pas un hectare de plus n'a été planté depuis trois ans et la production a doublé. La raison ? Il n'en faut pas chercher d'autre que l'admirable parité, chère à la Commission de l'Agriculture du Sénat.

Nous reviendrons, sur cette question en examinant l'équilibre financier du système dont nous touchons du doigt une des fissures et non des moindres.

Lorsque la consommation intérieure du sucre est satisfaisante, le producteur cesse de raffiner, car, sachant que les marchés extérieurs lui seront fermés par suite de la concurrence exacerbée des producteurs étrangers évincés du marché intérieur par des contingentements douaniers, il ne veut pas atteindre un chiffre de production susceptible d'avilir les cours. Cet auto-contingentement des sucriers aboutit à une augmentation des quantités de betteraves envoyées à la distillerie, le planteur retirant un béné-

fice égal de ses ventes à la distillerie ou à la sucrerie, sous l'effet du principe de parité, envoie indifféremment ses racines à l'autoclave ou à l'alambic.

L'application du principe aboutit donc à ce paradoxe de faire payer par l'Etat l'alcool d'autant plus cher qu'il est produit en plus grandes quantités.

Les stocks du Service grossiront, ses bacs déborderont, mais le législateur ne songera à le soulager que le jour où le monopole sera écrasé par le déficit.

97. Outre l'alcool extrait des betteraves de distillerie qui ne couvrent qu'une portion infime du territoire, ou des betteraves de sucrerie qui n'ont pu aller à l'autoclave, la production alcoolique nationale provient en grande partie des mélasses; on sait que les mélasses sont les résidus solides de la saccharification des pulpes de betteraves en autoclave. Ainsi que nous l'avons vu (*supra*, n° 42) la distillation des mélasses fut interdite du 2 avril 1918 au 6 janvier 1920.

Ce sous-produit de la fabrication du sucre est particulièrement intéressant, car après extraction de l'alcool qu'il contient le résidu solide (drêche) peut encore servir à l'alimentation du bétail.

Pour cette raison l'exportation des mélasses a été prohibée, sauf autorisation spéciale, par l'arrêté interministériel du 14 mars 1923.

D'autre part, les mélasses permettent d'obtenir à bon compte de la levure, dont la production à partir de grains sains, était très onéreuse.

Si l'on compare les résultats d'un hectare planté en betteraves selon que ces racines sont envoyées à la distillerie ou à la sucrerie, on constate que :

Un hectare de betteraves donne :

En distillerie : 25 hectolitres d'alcool.

En sucrerie : 35 quintaux de sucre blanc, 12 quintaux de mélasses, 3 hl. 25 d'alcool.

Comme nous l'indiquions au paragraphe précédent, un régime parfait de liberté économique entraînerait l'envoi de betteraves à la sucrerie par préférence à la distillerie,

mais les raisons déjà indiquées font que l'industrie sucrière des régions dévastées après s'être lentement reconstituée tend de plus en plus à contingenter sa production. Manquant partiellement de ce débouché, le planteur envoie sa betterave à l'alambic, sûr d'obtenir une marge bénéficiaire aussi grande dans l'un ou l'autre cas puisque le produit terminal sera acheté en parité du sucre.

Depuis sa création, le Service des Alcools a acheté (voir tableau 14, annexe B) les quantités suivantes d'alcools de mélasses :

1919-1920	52.000	hectolitres
1920-1921	265.000	—
1921-1922	281.000	—
1922-1923	145.000	—
1923-1924	154.000	—
1924-1925	316.000	—
1925-1926	141.000	—
1926-1927	198.000	—
1927-1928	433.000	—
1928-1929	453.000	—
1929-1930	621.000	—
1930-1931	908.000	—

Les prévisions actuellement établies pour 1931-1932 laissent entrevoir une régression de ce chiffre à 600.000 hectolitres due à la diminution du volume des betteraves envoyées en sucrerie.

98. Dans notre titre liminaire, nous avons indiqué que les céréales, le riz, le manioc, le sorgho, étaient des matières alcooligènes. Leurs produits de distillation sont, aux termes du décret du 13 août 1919, réservées à l'Etat.

Mais, dans la classification adoptée par le Service, la rubrique alcools de grains ne comprend que ceux qui sont retirés des grains indigènes, blé, seigle, maïs.

Les genièvres, qui sont alcools de grains par nature, bénéficient d'une valeur spéciale : la loi du 30 juin 1916 et le

décret du 13 août 1919 les rangeant parmi les alcools non réservés à l'Etat.

Toutefois, ainsi que nous l'indiquions au paragraphe 94, les producteurs d'alcools de vin et de fruits s'employèrent à évincer les genièvres du marché de l'alcool naturel. La mesure édictée par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 modifiée par l'article 12 de la loi du 30 avril 1921⁽¹⁾ fut de nulle effet. Aux termes de ces articles, seraient réservés à l'Etat les genièvres produits dans chaque établissement en sus des quantités moyennes distillées pendant les campagnes 1910-1911 à 1913-1914.

Or, la production moyenne de cette période s'élevait à 26.884 hl. 6848, complètement entravée par l'interdiction de distiller les matières panifiables; la production des genièvres était tombée à 686 hectolitres en 1919, 207 en 1920, et 314 en 1921. L'abrogation de la prohibition en 1920 (voir *supra*, n° 42) fit sentir son effet à partir de 1922 où la production s'éleva à 19.659 hectolitres.

Le maximum fut atteint en 1927, la production de la campagne étant de 26.236 hectolitres encore inférieure au contingent.

Pratiquement, les genièvres distillés en France (dans les conditions précisées par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902) depuis l'adoption de contingentement n'ont jamais fait l'objet d'achats par le Service.

En ce qui concerne les autres grains, la distillation fut très prospère jusqu'en 1918. Cette source d'alcool fournissait une levure excellente et permettait l'alimentation du bétail avec ses sous-produits.

La production moyenne des alcools de grains et substances farineuses s'était élevée pendant les campagnes 1907 à 1913 à 515.700 hectolitres; à partir de 1919, où elle n'était plus que de 138.000 hectolitres, elle n'a presque jamais cessé de diminuer.

Les raisons de ce déclin sont nombreuses. Les céréales pouvant alimenter cette industrie ont servi par priorité à ravitailler la population; le change défavorable rendait

1. Voir ce texte à l'annexe A.

prohibitif pour les industriels l'achat à l'étranger des matières farineuses qu'ils envoyaient autrefois à l'alambic (maïs, brisures de riz, sorgho, manioc). Enfin la mélasse a fourni une levure de qualité sensiblement égale à celle produite par la distillation des grains rendant ainsi inutile cette opération.

Nous verrons (voir *infra*, n° 103^c) que les prix d'achat fixés par l'Etat en s'inspirant de ces considérations ne furent pas sans influencer sur la disparition rapide de cette industrie.

Les achats du Service illustrent en effet le déclin de son activité.

En hectolitres :

1919-1920	138.000
1920-1921	161.000
1921-1922	186.000
1922-1923	86.000
1923-1924	4.430
1924-1925	1.350
1925-1926	430
1926-1927	170
1927-1928	210
1928-1929	230
1929-1930	250
1930-1931	5.070

(Pour les chiffres exacts, voir l'annexe B, tableau XIV.)

Les prévisions pour 1931-32 sont de l'ordre de 1.000 hectolitres.

99. A l'opposé de ceux qui précèdent, l'alcool de vin est le type même de l'alcool naturel. Ce sont les producteurs de vin et d'alcool de vin (trois-six et autres) qui ont pris l'initiative de la plupart des mesures projetées ou réalisées concernant l'alcool industriel; ce sont eux qui ont incité à l'établissement du monopole qui, spécialisant les débouchés, leur réservait le marché de l'alcool potable; ce sont eux enfin qui, par les deux lois du 19 avril

1930 et du 4 juillet 1931, ont obligé le Service des Alcools à leur acheter des alcools pour le compte du Trésor ou pour son propre compte.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les viticulteurs, après s'être réservés le marché libre de l'alcool naturel, cherchent aujourd'hui à l'intérieur même du champ d'activité réservé au monopole à concurrencer les alcools d'industrie dans les emplois qui leur étaient propres.

99a. Aux termes de la loi du 19 avril 1930, l'Etat est autorisé à procéder, jusqu'au 31 décembre de l'année, à des achats d'alcool de vin titrant au moins 60° jusqu'à concurrence d'une somme de 250 millions, montant d'une avance de trésorerie. Le Service des Alcools était chargé des opérations matérielles pour le compte du Trésor. Les achats devaient être effectués à l'amiable, sauf le cas où les prix de vente devenant exorbitants on procéderait par voie d'imposition des quantités à livrer par les producteurs de plus de 500 hectolitres, sur un domaine d'un rendement supérieur à 50 hectolitres à l'hectare.

Un premier décret du 1^{er} mai 1930 avait fixé à 250.000 hectolitres la quantité à acheter. La moitié de ce contingent devait être offerte au Service avant le 31 mai, sinon un texte nouveau fixerait les bases de la livraison forcée. Ce fut l'œuvre du décret du 20 juin 1930 qui établit le barème des livraisons d'après la production globale des vignobles. Ce barème s'échelonne de 24 à 33 %. Ces alcools devaient, aux termes de la loi, être vendus sur le marché libre.

Un décret du 10 juillet 1930 fixait le prix de vente à 1.200 francs l'hectolitre, applicable à un premier contingent de 30.000 hectolitres. Ce contingent fut élevé à 50.000 hectolitres par le décret du 16 septembre 1930. La vente d'un nouveau contingent de 30.000 hectolitres a été autorisée par le décret du 23 août 1932 au taux de 1.225 francs l'hectolitre.

Enfin, une prime de 250 francs par hectolitre fut accordée par le décret du 2 décembre 1930 aux vendeurs qui avaient livré les quantités requises avant le 27 novembre.

Le régime devant expirer le 31 décembre 1930, la loi du

19 de ce mois le prorogea jusqu'au 30 septembre de l'année qui suivrait la publication au *Journal officiel* d'une statistique indiquant que les stocks et la récolte dépassaient en France et en Algérie un total de 75.000 hectolitres. Cette statistique fut publiée en juin 1931; un décret fut pris le 22 décembre 1931 pour fixer les nouvelles modalités du régime.

Nous avons cru devoir reproduire ce texte à l'annexe qui termine cette étude, sans insister sur ce régime qui n'intéresse pas directement la gestion financière du Service des Alcools. Nous avons exposé succinctement cette réglementation parce qu'elle met en jeu certains rouages administratifs des Services qui nous occupent et surtout parce qu'elle éclaire le souci constant des parlementaires du Midi, de sauvegarder (impulsion louable) les intérêts économiques des régions qu'ils représentent.

99 b. La deuxième mesure au contraire n'est ni accessible au Service, ni temporaire comme l'est celle que nous venons d'indiquer. C'est, du reste, le caractère provisoire même de l'application de la loi du 19 avril 1930 qui a suscité le vote de la deuxième mesure.

Lors de la discussion devant la Chambre du Statut de la viticulture, M. MALLARME, député d'Alger, défendit un amendement qui devint l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931⁽¹⁾ et qui tendait à l'envoi à l'alambic des vins de mauvaise qualité dans le cas où les déclarations de récolte, en France ou en Algérie, apparaîtraient comme formant un total supérieur à 65 milliers d'hectolitres.

Dans ce cas, tout producteur de plus de 500 hectolitres sur un vignoble d'un rendement supérieur à 80 hectolitres par hectare doit distiller une certaine quotité de sa récolte.

Le barème en est fixé par cet article 10. L'alcool ainsi produit est réservé au Service des Alcools. L'arrêt du 24 décembre 1931⁽¹⁾ a réglé les modalités d'application de cet article.

Les achats d'alcool de vin se sont élevés : 1^o au titre de

1. Voir ce texte à l'annexe A.

la loi du 19 avril 1930 (pour le compte du Trésor) à 39.356 hectolitres en 1930, à 188.458 hectolitres jusqu'au 1^{er} juin 1932 et à 218.000 hectolitres environ jusqu'au 1^{er} août 1932; 2^o au titre de la loi du 4 juillet 1931 pour son propre compte, à 7.701 hectolitres en 1931.

Les prévisions pour les campagnes prochaines laissent à penser que bientôt les achats porteront sur 100.000 hectolitres.

100. Outre ces quatre grands groupes d'alcool le Service acquiert obligatoirement un certain nombre d'autres alcools.

100 a. Et tout d'abord les alcools synthétiques. En effet, restent en dehors des alcools énumérés par la loi de 1916 et le décret de 1919, en raison de sa fabrication, l'alcool de synthèse, le seul au sens propre du mot qui ne soit pas un alcool naturel. Il ne s'agit ici que de l'alcool éthylique de synthèse, nous verrons en étudiant le problème de la carburation, les solutions envisagées en ce qui concerne les débouchés de l'alcool méthylique.

L'alcool éthylique de synthèse dont nous avons parlé dans le titre liminaire de cette étude ne paraissait pas, en 1921, à l'époque où M. SARRAUT écrivait son premier rapport, devoir avant longtemps concurrencer l'alcool de betterave, de mélasses et de grains. Aujourd'hui, cette fabrication est sortie du domaine du laboratoire pour entrer dans sa phase industrielle; en effet, l'économie de sa préparation consiste à récupérer les gazs de fours à coke riches en éthylène. Ces gaz passent sur un catalyseur approprié s'unissant parfaitement à l'acide sulfurique donnent l'acide éthyl-sulfurique $\text{SO}^4 \text{C}^2 \text{H}^5$, qui par hydratation régénère l'acide sulfurique et produit de l'alcool éthylique.

Ce procédé a été utilisé par la Compagnie des Mines de BÉTHUNE, qui a installé à BULLY-LES-MINES (Pas-de-Calais) une installation importante de fabrication d'alcool de synthèse annexée à une usine d'ammoniaque synthétique. La production d'alcool atteint 5 tonnes par jour. L'alcool obtenu coule à l'éprouvette à 97° et est identique en odeur et limpidité à n'importe quel 3-6 neutre.

100 b. Une source voisine de la synthèse est celle connue sous le nom de procédé PRODOR. L'action d'un acide chloridrique à chaud sur de la cellulose (sciure de bois) permet à celle-ci de se transformer en sucre fermentescible par hydrolyse; on lave méthodiquement la sciure par de l'acide chloridrique dilué. La solution placée dans un diffuseur filtre la solution sucrée qui fermente. Une usine fonctionne à VERNIER près de GENÈVE et la Société des distilleries d'Alsace a acquis la licence PRODOR en vue de son exploitation industrielle en France. Toutefois, l'une et l'autre de ces deux sources n'ont pas encore permis l'obtention de quantités considérables.

On peut envisager le jour lointain où ces procédés de fabrication concurrenceront les autres matières alcooligènes. Mais les achats du Service ne reflètent pas jusqu'alors une progression considérable de ces modes de production.

En effet, de 3.175 hectolitres en 1926-27, les achats passent :

à 9.100 hectolitres en 1927-28;

à 10.000 hectolitres en 1928-29;

à 17.700 hectolitres en 1929-30,

et retombent ensuite :

à 11.200 hectolitres en 1930-31.

100 c. Outre ces alcools monopolisés en raison des matières mises en œuvre et de leur production à l'intérieur du pays, nous devons classer parmi les divers alcools acquis par le Service, ceux provenant des colonies ou de l'étranger.

L'article 89 de la loi du 25 juin 1920 a réservé en effet à l'Etat l'importation des alcools d'origine coloniale ou étrangère, ce qui équivaut à la prohiber pour le compte des particuliers.

A la vérité, pour l'application de certaines conventions internationales, il a fallu admettre l'importation de quelques liqueurs étrangères, mais les quantités ainsi introduites sont très peu importantes. D'autre part, ne sont pas considérés comme produits étrangers, en raison du régime de l'alcool, bien qu'ils figurent dans les statistiques doua-

nières, les spiritueux naturels venant d'Algérie et les rhums et tafias originaires des colonies françaises et répondant à la définition qu'en a donnée le législateur par les lois du 31 décembre 1922⁽¹⁾ et du 27 décembre 1923⁽¹⁾.

L'Etat a usé en 1924-25, pour la première fois, du privilège d'importation qui lui est attribué et a reçu d'Allemagne, pour le compte du Service des Alcools et au titre des prestations en nature 53.200 hectolitres d'alcool pur. Cette importation d'Etat s'est élevée à 457.186 hectolitres en 1925-26, elle est tombée à 109.048 hectolitres 1926-27 et à 314 hectolitres en 1927-28 pour remonter à 18.825 en 1928-29, à 30.224 en 1929-30 et disparaître ensuite.

L'importation d'Algérie subit des fluctuations marquées : En 1925 elle dépassait 168.000 hectolitres, en 1927 elle n'atteignait pas 28.000 hectolitres, l'année dernière elle s'est élevée à 92.000 hectolitres environ.

C'est sous la forme de rhums et tafias de nos colonies que sont introduites en France les quantités les plus importantes d'alcool. Depuis 1925, le contingent de ces eaux-de-vie admises en franchise, d'abord fixé à 185.000 hectolitres d'alcool pur, a été porté à 200.000 hectolitres jusqu'au 31 décembre 1939 par la loi du 27 décembre 1927⁽¹⁾ et réparti ainsi :

Martinique	87.715	hectolitres
Guadeloupe	67.145	—
Réunion	30.230	—
Guyane	150	—
Indochine	5.403	—
Mayotte et Madagascar	5.923	—
Nouvelle-Calédonie	10	—
Etablissement de l'Océanie	100	—
A la disposition du ministre	3.324	—

TOTAL 200.000 hectolitres

1. Voir ce texte à l'annexe A.

Le surplus seul est soumis à la surtaxe établie sur les spiritueux étrangers.

L'importation des rhums et tafias coloniaux dépasse sensiblement le contingent. Alors qu'elle atteignait à peine 150.000 hectolitres avant la guerre, elle s'est chiffrée successivement par 229.000 hectolitres en 1926, 211.000 hectolitres en 1927, 246.000 hectolitres en 1928, 243.000 hectolitres en 1929. Cette importation provient de la Martinique pour la moitié, de la Guadeloupe pour plus du tiers, de la Réunion pour le septième environ.

Si les quantités importées de rhums et tafias coloniaux sont beaucoup plus considérables qu'avant-guerre, les prix de ces eaux-de-vie se sont élevés dans une proportion plus forte encore. Les cours des rhums, généralement inférieurs, en 1914, à 100 francs l'hectolitre à 54°, s'établissent aujourd'hui aux environs de 950 francs, soit 1.760 francs pour l'hectolitre à 100°. A ce prix, le bénéfice réalisé, compte tenu de toutes les charges dont se trouve grevée l'importation de ce produit, ne ressort pas à moins de 1.000 francs par hectolitre d'alcool pur. Au total, c'est quelque 200 millions de revenus nets que nos vieilles colonies retirent du régime de l'alcool.

C'est pourquoi, d'après le sénateur TOURNAN, « *il paraît de toute équité d'appeler les importateurs de rhums et de tafias coloniaux à participer aux charges de l'Office dans les mêmes conditions que les grands producteurs métropolitains d'eaux-de-vie naturelles* ».

Quoi qu'il en soit, si le projet TOURNAN devait être adopté, rien ne serait changé en ce qui concerne l'acquisition des rhums qui, sont assimilés partiellement aux alcools d'industrie et acquittent une surtaxe sans faire l'objet d'un prélèvement en nature.

Quant à l'importation des liqueurs étrangères, elle est en diminution sensible depuis l'institution du régime provisoire. Elle ne dépasse pas aujourd'hui quelques centaines d'hectolitres en volume (144 hectolitres en 1927, 125 hectolitres en 1928, 397 hectolitres en 1929) au lieu de 3.500 hectolitres antérieurement.

Au total, les achats du Service des alcools se sont élevés par campagne depuis 1919 à :

1919-20	720.000	hectolitres
1920-21	1.093.000	—
1921-22	1.046.000	—
1922-23	991.000	—
1923-24	819.000	—
1924-25	1.233.000	—
1925-26	1.306.000	—
1926-27	1.119.000	—
1927-28	1.268.000	—
1928-29	1.465.000	—
1929-30	1.646.000	—
1930-31	2.449.000	—

Les prévisions pour 1931-32 sont sensiblement égales aux résultats de la campagne 1930-31 ; il est même vraisemblable que les résultats dépasseront ces prévisions car, à la fin du mois de juillet, la production réservée à l'Etat atteignait déjà 2.296.335 hectolitres, non comptés les alcools de vin.

101. La loi qui a établi le monopole a déterminé par là même, le mode d'acquisition des alcools. Toute production visée par ce texte est réservée à l'Etat ; donc, sans intervention du service, tous les alcools dont il vient d'être question dans ce chapitre sont, dès leur production, réquisitionnés. Les distilleries sont exercées par les agents des Contributions indirectes qui, tous les quinze jours, adressent au chef du Service des Alcools le relevé des productions constatées par eux.

Les sommes dues en échange sont ensuite payées aux industriels dans les conditions que nous allons exposer.

CHAPITRE VIII

LE PRIX D'ACHAT DE L'ALCOOL MONOPOLISÉ

102. Prix d'achat sous le régime des réquisitions. — 102^a. Alcools de betteraves. — 102^b. Alcools de mélasses. — 103. Prix d'achat sous le régime provisoire. — 103^a. Alcools de betteraves. — 103^b. Alcools de mélasses. — 103^c. Alcools de grains. 103^d. Alcools de synthèse. — 103^e. Alcools importés. — 104. Prix moyen d'achat et dépenses du Service.

Les distinctions que nous avons constatées en relatant les diverses catégories d'alcool réservées à l'Etat subsistent en ce qui concerne la détermination de leur prix d'acquisition.

A. Sous le régime des réquisitions⁽¹⁾.

102. La loi de base sur les réquisitions militaires, loi de 1877, indique la nature du prix payé en échange de la prestation exigée : c'est une indemnité. L'autorité militaire a besoin pour la conduite des hostilités de certains objets, la loi l'autorise à s'en emparer en indemnisant le propriétaire.

Des Commissions évaluèrent les indemnités à payer aux distillateurs. Déjà, à cette époque, le principe de la parité entre sucre et alcool fut admis. Ce principe peut s'énoncer de la manière suivante :

« Les prix du sucre et de l'alcool sont en parité si sucriers et distillateurs, payant la betterave au même taux, réalisent des bénéfices proportionnels aux capitaux nécessaires à la

1. Voir tableau X, annexe B.

mise en œuvre d'une tonne de betteraves dans l'une et l'autre entreprise. »

Les sucres étant également réquisitionnés, il fut facile au juge de l'indemnité de comparer les frais généraux respectifs de la sucrerie et de la distillerie.

Les prix furent évalués sur la base de 42 fr. 50 pour 100 kg. de sucre et 52 fr. 542 pour 100 litres d'alcool à 100°. Soit un coefficient de 1,23.

Sur cette base, les prix furent fixés par la Direction des Poudres, durant les hostilités, de la façon suivante :

102 a. Alcools de betteraves :

	Flegmes	Alcools rectifiés
Campagne 1915-16	90	100
— 1916-17	94,75	100
— 1917-18	102	105
— 1918-19	130,50	131,50

(sur la base du charbon à 100 francs la tonne)

102 b. Alcools de mélasses :

Campagne 1915-16	100
— 1916-17	100
— 1917-18	112,50
— 1918-19	159,20

la distillation des grains étant interdite, aucune quantité ne fut achetée par le Service pendant cette période.

La réquisition prit fin le 30 juin 1919 (voir *supra*, n° 37), mais des contrats ayant été passés antérieurement à cette date, un régime de transition s'imposait; il fut instauré par l'arrêté du 23 août 1919 qui maintint les conditions d'achat en vigueur au 31 juillet 1919 jusqu'au 30 septembre 1919.

B. Sous le régime provisoire⁽¹⁾.

103 et 103 a. Un arrêté du 21 mai 1919 désigna, sous la présidence de M. MASSÉ, sénateur, ancien ministre, une Com-

1. Voir annexe B, tableau X.

mission qui aurait pour tâche de fixer le prix d'achat de l'alcool de betteraves.

Elle était composée de MM. :

VICTOR MOREL, député.

BEGHIN, fabricant de sucre à Thurneries (Nord).

BRIOTET, ingénieur en chef des Poudres.

COQUELET, chef de bureau à la Direction générale des Contributions indirectes.

DEDET, directeur du Ravitaillement.

HONORAT, chef de division à la Préfecture de Police;

LEBE-GIGUN, directeur général des Contributions indirectes.

LESAGE, directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture, ou son délégué.

MONMIREL, distillateur à Villiers-le-Sec par Belloy (Seine-et-Oise).

JULES MOREL, chef du Service des Alcools à la Direction des Poudres.

PLUCHET, agriculteur à Trappes (Seine-et-Oise).

POTIÉ, agriculteur à Loos (Nord).

SAILLARD, directeur du laboratoire du Syndicat des fabricants de sucre de France.

SCHOTSMANS, 39, rue Scheffer, à Paris, distillateur à Trézennes (Pas-de-Calais).

MOULY, sous-chef de bureau à la Direction générale des Contributions indirectes, faisant fonction de secrétaire de la Commission.

Les conclusions de cette Commission servirent de base aux prix fixés par l'arrêté du 15 octobre 1919 :

Flegmes titrant 90 degrés Gay-Lussac ou plus ..	126,70
Alcools rectifiés bon goût	134,70

Ces prix s'entendaient sur la base d'une consommation de charbon de 130 kilos pour produire 1 hectolitre de flegmes et de 150 kilos pour 1 hectolitre d'alcool rectifié. Le charbon étant coté 73 francs la tonne.

Dès le début de 1920, on s'aperçut que des difficultés s'élevaient durant la campagne suivante pour l'application de la parité.

En effet, l'industrie sucrière, libérée des entraves écono-

miques, ne pouvait encore suffire à la consommation, les usines des zones dévastées étant de beaucoup les principales productrices en 1913. Aussi, les importations massives de cette denrée comme des autres alourdissaient notre devise sur le marché des changes.

Pour inciter à la reconstitution des emblavures en betteraves de sucrerie, la Commission proposa de fixer le prix de l'alcool de betteraves à un taux variant avec le cours moyen du sucre blanc n° 3 coté à la Bourse de Paris, en novembre et décembre 1920. Cette mesure fut réalisée par l'arrêté du 12 avril 1920.

Si le sucre cotait 250 francs le quintal, l'hectolitre d'alcool serait acheté 286 francs, les flegmes 265 fr. 30 et un barème devait élever ce prix avec la hausse du sucre. A ce taux, le betteravier avait un intérêt égal à envoyer ses racines à l'autoclave ou à l'alambic, mais si le sucre dépassait 250 francs, son producteur obtenait une marge bénéficiaire plus grande que le distillateur.

Au 9 de novembre le sucre cotait 215 fr. 55, un mois plus tard il tombait à 189 fr. 88; or, le prix de l'alcool était fixé au minimum à la parité du sucre à 250 francs; l'arrêté du 14 février 1921 ne pouvait que confirmer ce minimum comme prix définitif. Le coefficient était 1,14; l'alcool de betteraves de la campagne 1920-21 fut payé 265 fr. 30 l'hectolitre pour les flegmes et 286 fr. pour l'alcool rectifié; mais on était allé à l'encontre du but poursuivi : l'alcool de betteraves se vendait plus cher que le sucre.

Aussi, pour 1921-22, la Commission établit un barème où les prix de l'alcool variaient avec les cours du sucre de 100 à 200 francs par échelon de dix points; entre chaque échelon en obtenait les prix correspondants de l'alcool en interpolant. En outre, en vue d'encouragement aux distilleries agricoles qui produisaient principalement des flegmes titrant 90° à 15°, une prime de 2 fr. 75 invariable avec les cours était attribuée à chaque hectolitre de ce produit. Le coefficient pour cette campagne 1921-22 atteignait 1,29.

Dès cette époque, les prix furent fixés pour les achats d'alcool de betteraves vers le mois de juillet, c'est-à-dire après passations des contrats de la campagne sucrière.

Pour la campagne 1922-23, l'arrêté du 8 mai 1922 avait fixé le prix d'achat de l'alcool de betteraves d'après les cours du sucre variant entre 120 et 150 francs. La hausse de cette denrée au-dessus du maximum obligea le ministre à fixer d'une façon définitive les prix à 203 fr. 48 pour l'alcool rectifié et 190 fr. 54 pour les flegmes titrant moins de 90° et 192 fr. 74 pour ceux titrant plus.

En 1923-24, l'alcool acheté en parité du sucre aurait dû être payé 280 francs l'hectolitre-or, tout prix d'achat supérieur à 250 francs compromettait l'équilibre financier du système et aurait accru la concurrence que se faisaient les distillateurs et les sucriers dans l'achat des betteraves; aussi, les représentants des pouvoirs publics au sein de la Commission déclarèrent que la loi n'obligeant pas à l'application de la parité les circonstances interdisaient d'y recourir pour cette campagne.

L'arrêté du 19 octobre 1923 fixa malgré les protestations des distillateurs les prix d'achat à 250 francs l'hectolitre pour l'alcool rectifié et 236 fr. 17 pour les flegmes titrant moins de 90°, avec une majoration de 4 francs pour ceux titrant 90° et 0 fr. 20 par degré alcoolique dépassant ce degré. Le coefficient de parité était 0,94.

Les distillateurs ne purent, cette année-là, payer leurs matières premières aux mêmes prix que les raffineurs; saisie de cette rupture d'équilibre, la Commission d'intensification de la culture betteravière émit, le 24 avril 1924, le vœu que la betterave de distillerie soit payée à la parité de la betterave de sucrerie. Une campagne fut menée dans ce sens et lors de la discussion du projet devenu la loi du 1^{er} août 1924⁽¹⁾ M. MACAREZ défendit l'amendement qui, incorporé dans ce texte constitue son article 21 et dispose que les prix d'achat des alcools provenant de la distillation des betteraves indigènes seront payés à la parité des prix du sucre. En exécution de cet article de loi, le ministre des Finances prit l'arrêté du 4 octobre 1924 constituant une Commission en vue de poursuivre l'intensification des emplois industriels de l'alcool et de donner son avis sur toutes les questions intéres-

1. Voir ce Texte à l'annexe A.

sant le régime de cet alcool. Elle était composée de la façon suivante :

1^o Représentants du Gouvernement.

Le directeur général des Contributions indirectes ou son représentant, président.

Le chef du Service des Alcools ou son représentant.

Le chef du bureau des Services industriels à la Direction générale des Contributions indirectes ou son représentant.

Le directeur des Poudres au Ministère de la Guerre ou son représentant.

Le directeur des Essences de Pétrole au Ministère de la Guerre ou son représentant.

2^o Représentants des producteurs d'alcool.

Un délégué du Syndicat des fabricants d'alcool.

Un délégué du Syndicat de la distillerie agricole.

Un délégué de la Confédération générale des planteurs de betteraves.

Un délégué du Syndicat des fabricants de levures en France.

Un délégué de la Confédération générale des vignerons.

Un délégué du Syndicat général des cidres et fruits à cidre.

3^o Représentants des usagers.

Un délégué de l'Union des industries chimiques.

Un délégué du Syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France.

Un délégué du Syndicat des fabricants de vinaigres de France.

Un délégué du Syndicat de la parfumerie française.

Un délégué du Syndicat des constructions d'automobiles.

Cette Commission ne comprenait pas, on se demande pourquoi, de représentant de la sucrerie. Elle proposa

la fixation des prix d'achat pour la campagne 1924-25 à 225 fr. 755 pour les alcools rectifiés et 209 fr. 58 pour les flegmes; fixation réalisée par l'arrêté du 7 janvier 1925, le coefficient de parité fut cette année-là de 1,18.

Puis, cette Commission s'assigna pour tâche particulière l'établissement d'une formule permettant la fixation mathématique du prix d'achat de l'alcool de betterave, en parité des cours du sucre.

Une tonne de betteraves mise en œuvre dans l'une et l'autre industrie doit, d'après cette formule, laisser aux industriels des bénéfices proportionnels aux capitaux engagés. Les facteurs de ces bénéfices⁽¹⁾ sont :

1. Bénéfice du sucrier :

Pb le prix d'achat d'une tonne de betteraves.

S nombre de kilos de sucre extrait.

Ps le prix du sucre.

M le nombre de kilos de mélasse.

Pm le prix du sucre de mélasse.

P le prix de vente de la pulpe.

F les frais de fabrication.

Bs le bénéfice du sucrier.

$$Pb + F + Bs = S Ps + M Pm + P$$

$$Bs = S Ps + Pm M + P - Pb - F$$

2. Bénéfice du distillateur :

Pb le prix d'achat d'une tonne de betteraves.

A le nombre de litres d'alcool retirés.

Pa le prix de l'alcool.

P' le prix de vente de la pulpe.

F' les frais de fabrication.

Bd le bénéfice du distillateur.

$$Pb + F' + Bd = A Pa + P'$$

$$Bd = A Pa + P' - Pb - F'$$

1. On trouvera dans la thèse remarquable de M. Pierre Marbeau une notation différente et peut-être plus scientifique. Nous avons préféré adopter celle utilisée par le Service des Alcools.

Pour qu'il y ait parité, il faut que :

$$\frac{Bs}{Bd} = \frac{Pb + F}{Pb + F'}$$

$$\text{ou} \quad \frac{Bs}{Bd} = \frac{S Ps + Pm M + P - Pb - F}{A Pa + P' - Pb - F'} = \frac{Pb + F}{Pb + F'}$$

$$(SPs + PmM + P - Pb - F)(Pb + F') = (APa + P' - Pb - F')(Pb + F)$$

$$Pa = \frac{(S Ps + Pm M + P)(Pb + F') - P'(Pb + F)}{A(Pb + F)}$$

Or, Pb dépend du prix du sucre puisque les sucriers déterminent les prix d'achat de la matière première d'après leur prix de vente, donc $Pb = K Ps$.

D'accord sur cette formule, qui ne fait que traduire des données incontestables, les membres de la Commission ne le furent pas sur les cinq indéterminées :

F frais de fabrication du sucre à partir d'une tonne de betteraves.

F' frais de fabrication de l'alcool à partir de la même quantité.

S le nombre de kilos de sucre extraits.

M le nombre de kilos de sucre contenus dans la mélasse obtenue.

A le nombre de litres d'alcool extraits d'une tonne de betteraves.

Soumis à l'arbitrage, ces inconnues furent fixées aux taux respectifs suivants :

$F = 86$ fr. 50 $F' = 57$ fr. 85 $S = 122$ kilos de sucre.
pour une tonne de betteraves de densité 7°75.

$M = 18$ kilos de sucre $A = 87$ litres.

Ayant donné son accord sur cet arbitrage, la Commission fixa Pm à 0 fr. 95, P à 2 fr. 50, P' à 3 fr. 50.

La moyenne des prix du sucre ayant été de 236 fr. 83, le prix d'achat de l'alcool fut fixé sur ces bases à 305 fr. 30 pour les alcools rectifiés et à 288 fr. 28 pour les flegmes. Le coefficient de parité était ainsi de 1,29.

Pour 1926-27, Pm fut fixé à 1 fr. 50, en augmentation de 0 fr. 55 sur l'année précédente, ce qui entraîna une augmentation de 0,04 du coefficient, le portant ainsi à 1,33. Les prix furent en effet fixés à 383 fr. 52 par hectolitre d'alcool rectifié et à 368 fr. 90 pour les flegmes.

Il convient de signaler que les prix payés pour la production alcoolique de cette campagne furent les plus hauts que l'on enregistra depuis la création du Service; ils ne furent jamais atteints depuis.

En 1928, on adjoignit à la Commission tripartite un représentant de la sucrerie. Il fut tenu compte cette année là, pour la campagne 1927-28, d'un élément nouveau : la prime de réfaction aux sucriers qui, dans la détermination de $Pb = K Ps$, diminuait Ps prix du sucre de 4 fr. 33 pour réfaction des stocks.

En conséquence, les prix furent fixés à 323 fr. 18 l'hectolitre d'alcool rectifié, et 303 fr. 08 l'hectolitre de flegmes correspondant à un coefficient de parité 1,34 en hausse de 0, 01 qui provenait de 3 fr. 40 de prime accordée aux distillateurs pour tenir compte du bénéfice de réfaction des sucriers.

En 1928-29, le coefficient de parité continua de monter; il atteignit alors son maximum avec 1,37, soit, pour un cours moyen des sucres de 226 fr. 93, un prix d'achat de l'alcool rectifié de 312 fr. 27 et des flegmes de 305 fr. 85.

En 1929-30, le coefficient reste identique à celui de la campagne antérieure. Le prix du sucre fut de 234 fr. 57; les prix de l'alcool de betteraves furent fixés à 322 fr. 79 et 305 fr. 85.

En 1930-31, sur l'initiative du délégué de la sucrerie, on modifia les bases d'appréciation. Les planteurs de betteraves emblavant de plus en plus en racines riches, le calcul se fit sur des racines à 8°4 de densité. En outre, on revisa le taux des deux variables F et F' : frais de fabrication.

F fut fixé à 113 fr. 87.

F' fut fixé à 77 fr. 54.

On admit en outre que la tonne de betteraves avait un rendement en alcool : $A = 89 \text{ l. } 28$, et un rendement en sucre $S = 125 \text{ kg. } 95$ et $M = 18 \text{ kg.}$

Sur ces bases, les prix furent arrêtés à 266 fr. 08 pour les alcools rectifiés et à 250 fr. 04 pour les flegmes, en baisse très notable sur l'année (1/6); pourtant, le coefficient de parité avait à peine fléchi (1,36 contre 1,37) mais les cours du sucre s'étaient affaîsés, tellement même que les sucriers, inquiets de cet état de choses, firent pression sur le Gouvernement et obtinrent deux mesures : la première, un relèvement très sensible des droits de douane sur les sucres importés; la seconde, le contingentement des importations à 36 000 tonnes. On se fera une idée de l'ordre de grandeur de ce contingent en le comparant à la consommation intérieure française, qui atteint 850.000 tonnes. Indépendamment de ces mesures, les sucriers s'entendirent pour limiter eux-mêmes leur production; il eût été normal que cette limite soit de 824.000 tonnes; ce chiffre ne fut pas atteint en 1931, il doit l'être en 1932. En 1931, la production intérieure fut de 770.000 tonnes, mais le résultat était obtenu, les 100 kilos augmentèrent de 16 francs (à titre indicatif nous signalons que le consommateur français paye son sucre un prix double exactement de celui payé en Belgique).

Les divers coefficients furent révisés en 1932. La Commission tripartite a donné son adhésion à cette révision dans sa séance du 19 juillet 1932 :

F fut ramené à 111 fr. 17;

F' abaissé à 74 fr. 16.

Le prix du degré du sucre de mélasse fut fixé à 1 fr. 32 contre 0 fr. 95 en 1925-26. Les cours moyens du sucre applicables au contrat du Nord qui règle toutes les distilleries sauf celles de la Bourgogne était de 213 fr. 894. En appliquant ce prix à la formule de parité :

$$P_a = \frac{(S P_s + 18 P_m + P) (K P_s + F') - P' (K P_s + F)}{A (K P_s + F)}$$

On obtient $P_a = 282$ fr. 25. Mais pour tenir compte de la réfaction sur les sucres, le prix proposé était de 284 fr. 59; à ce taux le coefficient de parité est de 1,33, en diminution de 3/100 sur celui de la campagne précédente, cette différence provient de la réévaluation des coefficients F et F'. Les prix d'achat ont été fixés par l'arrêté du 31 août dernier aux chiffres suivants :

	Alcools rectifiés	Flegmes titrant	
		plus de 90°	moins de 90°
Pour la Côte-d'Or	279,460	270,338	261,436
Pour les autres départements ...	284,590	275,608	267,053

Nous reviendrons en détail sur les répercussions du principe de parité sur l'équilibre financier du système, mais nous voulons indiquer dès maintenant que betteraviers, sucriers, distillateurs, Etat, forment un cycle économique fermé. (L'Etat ne peut pas limiter ses achats d'alcool, car le principe de parité fait que le choix du betteravier est déterminé dans l'envoi de sa production à la défécation ou à la distillation par la loi d'indifférence.) On assiste au fait paradoxal et anti-économique suivant :

Les sucriers raréfient leur production, le sucre monte... moins de betteraves vont à l'autoclave et plus d'hectolitres coulent des alambics; mais la parité jouant, plus il y a d'alcool, plus il est payé cher (à condition que, toutes choses restant égales, l'augmentation de la production d'alcool provienne de la diminution de la production du sucre). Le principe de parité profite aux betteraviers et l'on conçoit qu'ils s'y attachent et même qu'ils veuillent faire admettre, comme le prévoit le projet Tournan, la parité pour les mélasses diminuée de 25 %.

103 b. Le projet TOURNAN innoverait en fixant une base à l'établissement des prix d'achat des alcools de mélasses, car ils sont jusqu'à présent fixés de manière discrétionnaire par le Ministre des Finances ou du Budget.

Ce projet prévoit en effet, sur la demande de la Commission de l'Agriculture, que le prix des alcools de mélasses sera fixé à 25 % de moins que celui des alcools de betteraves. Cette réglementation rigide nous paraît impossible à pratiquer, le prix des mélasses influençant le prix d'achat des betteraves Pb en sucrerie, la formule contiendrait ainsi deux inconnues : le prix Pa de l'alcool et le prix des mélasses qui dépendrait non plus du prix de vente en sucrerie, mais du prix d'achat de son alcool. Tandis que, depuis 1920, le prix d'achat de l'alcool et des mélasses a été fixé en tenant compte de l'intérêt qu'il y avait à inciter l'envoi des mélasses soit à la distillerie, soit à la raffinerie, soit à la fabrique d'aliments mélassés pour le bétail.

Jusqu'au 6 janvier 1920, afin de les réserver à l'alimentation des animaux, la distillation des mélasses fut interdite (voir *supra*, n° 42).

Néanmoins, après distillation, la drêche restante peut encore servir à la nourriture du bétail, aussi pour l'exécution des contrats passés par l'Administration de la Guerre, les distillations de mélasses étaient autorisées.

L'évolution des prix de l'alcool de mélasses est assez curieuse.

Les deux premières années de la réquisition, cet alcool était acheté au même taux que celui extrait directement des betteraves pendant les années suivantes :

100 francs en 1915-16 et 1916-17,
où la distillation est prohibée pour la campagne 1917-18.

Les prix sont nettement supérieurs à ceux des alcools de betteraves pendant les années suivantes :

En 1917-18 ...	112 fr. 50	(alcool de betteraves 105)
En 1918-19 ...	159 fr. 20	(alcool de betteraves 131 50)
En 1919-20 ...	200 fr.	(alcool de betteraves 134 70)

L'autorisation de distiller rendue aux producteurs par le décret du 6 janvier 1920 provoque une augmentation d'envoi des mélasses en distillerie et nécessite une réduction

relative des prix pour empêcher qu'une quotité trop forte de mélasses n'aille à l'alambic.

Les prix de l'alcool de betterave pour 1920-21 atteignent 286 fr. l'hectolitre, alors que ceux de l'alcool de mélasses ne dépassent point 210 francs, bien qu'étant toutefois en hausse sur la précédente campagne. Mais, à cette période de hauts prix, succède une phase d'éviction délibérée de l'alcool de mélasses. La destruction des sucreries avait nécessité pendant la guerre les importations qui influençaient la tenue du franc sur le marché des changes. La reconstitution industrielle des régions libérées rendait nécessaire un effort dans la production. Afin de détourner de la distillerie les mélasses et en vue de provoquer leur raffinage, les alcools de mélasses furent délibérément payés à des taux très inférieurs :

En 1921-22	115 fr.
En 1922-23	70 à 75 fr.
En 1923-24	75 à 120 fr.

suivant qu'il s'agissait d'alcool produit entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} janvier ou dans la deuxième partie de la campagne.

Cette baisse considérable du produit entraîna une chute des prix de vente des mélasses en sucrerie; aussi, les distillateurs belges tentèrent-ils d'en acheter des quantités massives.

Réalisés, ces achats auraient provoqué une hausse de la vente des mélasses et l'impossibilité, pour les distillateurs français, limités par les prix fixés par le ministre, de se procurer des matières premières. Aussi, par l'arrêté du 14 mars 1923, l'exportation des mélasses fut interdite. En 1924-25, les prix des alcools de mélasses sont relevés à 145-150 fr. et ils ne cessent de s'élever jusqu'aux achats de la campagne 1932. En 1925-1926, 160-165 fr.; en 1926-27, les prix accusent une progression considérable, étant fixés pour cette campagne à 235 et 240 fr. En outre, ce prix était majoré de 30 francs par hectolitre d'alcool pur que les distillateurs s'engageaient à fournir avant le 15 octobre pour la campagne ouverte depuis le 1^{er}; une tolérance de

15 % sur ces prévisions leur était accordée. Cette prime qui récompense l'exactitude des prévisions des producteurs a toujours été maintenue depuis cette époque : en 1927-28, 1928-29, les prix restent fixés au même taux que ceux de la campagne 1926-27 ; mais, fait très remarquable, en 1928-29 ils sont de moins de 25 % inférieurs à ceux de l'alcool de betterave : 312 fr. 27 — 25 % = 234 fr. 21.

Il en fut ainsi pour les trois campagnes suivantes ; en 1929-30, l'alcool de mélasses fut payé 245-250 fr., alors que celui de la distillation de la betterave était acheté 322 fr. 79 ; en 1930-31, la marge est encore plus réduite 245-250 fr. l'alcool de mélasses, et 266 fr. 08 celui de betteraves.

En 1931-32, réduction sensible des prix d'achat à 215-220 fr. ; alors que l'alcool de betterave s'achète à un taux plus élevé que celui de la campagne antérieure, 280 fr. 59. La marge reste néanmoins inférieure à 25 %. On ne voit pas dès lors pourquoi le projet TOURNAN veut imposer au Gouvernement une limite inférieure pour la fixation du prix d'achat des alcools de mélasses : puisque, dans la réalité, le ministre s'est fait une règle de cette pratique, mais qu'il lui reste la possibilité, si les circonstances économiques l'y obligeaient, de fixer à un taux réduit le prix de ces alcools dans un but de politique économique qui ne serait pas directement lié à la question de l'alcool ainsi que cela se produisit pour les campagnes de 1921 à 1924 ; il nous paraît pas dans ces conditions qu'il y ait intérêt à l'adoption de la mesure proposée par M. TOURNAN dans le paragraphe 6 de l'article 6 du projet annexé à son 5^e rapport (voir *supra*, n° 83).

Du reste, des événements récents éclairent suffisamment cette nécessité de laisser quelque liberté au pouvoir exécutif. La moyenne annuelle des importations de mélasses a été en 1928, 29, 30 de 25.000 tonnes environ. L'avantage que les sucriers tiraient des prix pratiqués par le Service pour l'achat des alcools de mélasses a été tel que 10.000 tonnes environ ont été envoyées à l'alambic en 1932 en plus de ce qui y était envoyé les années précédentes. Ce trou dans les quantités laissées précédemment à la fabrication d'aliments mélassés a nécessité une augmentation correspondante aux importations.

Cette seule constatation justifie une diminution importante du prix d'achat des mélasses. Pour 1932-33, du reste, cette diminution sera d'une incidence faible (1,75 %) sur le prix d'achat des betteraves par l'industrie sucrière, car les prix ont été ainsi fixés par arrêté du 3 septembre 1932 (J. O. du 4).

	100°	90°	moins de 90°
Alcools produits :			
Du 1 ^{er} octobre 1932 au			
1 ^{er} janvier 1933	195	180	150
Du 1 ^{er} janvier 1933 au			
30 septembre 1933	200	185	155

En outre, la prime payée aux distillateurs pour les quantités qu'ils se sont engagés à fournir pendant la campagne et qui depuis 1926-27 était de 30 francs par hectolitre est ramenée à 20 francs.

Du reste, l'accroissement même de l'envoi des mélasses indigènes à la distillation a motivé de la part de M. Paul BASTID, député et de cinquante et un de ses collègues le dépôt d'une proposition de loi (n° 6247, 14^e législature, 28 janvier 1932) tendant à admettre en franchise douanière des mélasses étrangères dans une limite de 120.000 tonnes (le principe de la proposition n'est pas extraordinaire, mais le contingent nous paraît avoir été fixé un peu largement; la moyenne des importations des quatre dernières années est de 27.000 tonnes; au surplus le contingent proposé produirait à la distillation environ 350.000 hectolitres d'alcool, soit les deux-tiers de la production indigène de la dernière campagne, à partir des mêmes matières alcooligènes). Ce qui fait l'intérêt de cette proposition, c'est qu'elle souligne bien le danger pour l'économie nationale des prix d'achat trop élevés de l'alcool de mélasses. L'exposé des motifs de la proposition BASTID nous éclaire à ce sujet :

« Il est bien entendu que, si, pour une raison quelconque, l'Etat décidait de ne plus acheter l'alcool de mélasses (qui est le débouché assuré et le plus rémunérateur des mélasses françaises), la mesure que nous proposons ne saurait être maintenue. Il y aurait, en effet, à ce moment sur le marché français une quantité suffisante de mélasses indigènes qui,

n'ayant plus le débouché de l'alcool, pourrait être utilisée pour la production d'aliments mélassés. »

Il est donc nécessaire que les prix de vente des mélasses soient fixés non pas d'après le taux arbitraire d'achat des alcools de mélasses, mais d'après les cours des aliments mélassés. Par conséquent, le cours des alcools de mélasses peut être librement déterminé sans être lié au prix d'un alcool produit directement à partir de la betterave dont la mélasse n'est qu'un sous-produit.

103 c. Les grains aptes à la distillation sont des grains sains mis en œuvre dans les usines produisant de la levure. La distillation directe des grains était prohibée pendant les hostilités et cette prohibition a été maintenue.

Depuis, seul le résidu de fabrication de la levure va à l'alambic. L'évolution dans la production de cette denrée a provoqué la disparition presque totale de cette source d'alcool.

Avant 1921, la levure pour la panification était seulement obtenue à partir des grains; 100 kilos de grains en donnaient 10 à 16 kilos et 30 litres d'alcool. Cette levure revenait très cher; aussi le Gouvernement dans le but de protéger une industrie se rattachant à la boulangerie achetait cet alcool à un prix élevé; pour la campagne 1920-21, l'alcool de grains rectifié fut payé 356 fr (betteraves 286, mélasses 210).

Mais, depuis 1921, les producteurs de mélasses ont suivi la méthode pratiquée depuis quinze ans à l'étranger et qui permettait d'obtenir d'excellente levure à partir de la mélasse.

Avec 100 kilos de cette matière, on produit 30 à 45 kilos de levure et 10 litres d'alcool. Dès lors, le Ministre, dès l'année 1921, cessa de protéger la levure de grains et fixa pour la campagne 1921-22 le prix d'achat des alcools de grains à 190 fr. (taux plus élevé néanmoins que celui des alcools de betteraves (184 fr. 29) et de mélasses (115 francs). Mais dès la campagne suivante, 1922-23, les prix (160 francs) furent inférieurs à ceux des alcools de betteraves (203 fr. 48), mais supérieurs encore pour cette cam-

pagne au taux d'achat de l'alcool de mélasses (70-75 fr.) exceptionnellement bas cette année-là pour les raisons tirées de la nécessité de reconstituer les sucreries ainsi que nous avons évoquées au paragraphe précédent.

Le prix de 160 francs offrait encore au distillateur et au producteur de levure une marge de bénéfice minime certes, mais réelle.

Cependant, dès la campagne 1923-24, un même arrêté fixa à un taux unique les prix d'achat des alcools de mélasses et de grains pour la raison que le Ministre considérait ces deux denrées comme servant de matières premières à deux produits identiques : levures et alcools. Or, le prix pratiqué pour cette campagne fut établi aux environs de 75 francs. Les fabricants de levure de grains ne pouvaient plus continuer leur exploitation. Les Chambres de commerce de LILLE, ROUBAIX, ABBEVILLE, protestèrent contre cette politique. La Compagnie des levures et alcools et drêchures d'AMIENS préféra fermer ses portes que de faire de la levure de mélasses qu'elle estimait être de qualité inférieure; en outre, elle intenta contre l'Etat une action de dommages-intérêts, mais elle fut déboutée. Cependant, dès la campagne suivante, les prix furent relevés à 150 francs en même temps que celui des alcools de mélasses qui n'ont jamais cessé depuis d'être payés au même prix que les alcools de grains.

Nous avons vu que les achats d'alcools de grains, qui s'élevaient à 186.000 hectolitres en 1921-22, tombèrent en 1922-23 à 86.000 hectolitres et en 1923-24 à 4.000 hectolitres; la moyenne de production de toutes les campagnes depuis cette époque n'a pas dépassé 1.000 hectolitres. On ne pourrait affirmer que la chute de cette production soit due à la politique des prix d'achat du Gouvernement, car il s'agit plutôt là de la disparition d'une industrie supplantée par une autre dont les conditions d'exploitation étaient plus économiques et, partant, qui procurait à ses entrepreneurs des bénéfices plus élevés. La production en levure de 100 kilos de mélasse étant d'un meilleur rapport pour le producteur que la vente de la levure et de l'alcool extraits de 100 kilos de grains, il est vraisemblable

que, dans un régime de liberté économique, la disparition de cette industrie aurait été presque aussi rapide.

103 d. L'alcool de synthèse n'a pas encore donné les productions industrielles que l'on pouvait espérer : de 3.000 hectolitres en 1926-27, la production n'est guère passée qu'à 12.000 hectolitres en 1932.

Les prix de l'alcool de cette source, qui n'est pas fabriqué comme produit principal mais comme sous-produit, par BÉTHUNE et COURRIÈRES-KUHMANN, ont toujours été fixés en tenant compte des prix de cession à la carburation. Mais, tandis que les prix de vente pour ces débouchés ont varié tous les ans, les prix d'achat de l'alcool de synthèse n'ont été encore modifiés que deux fois.

Le premier prix d'achat fut établi en 1925 à 120 francs l'hectolitre pour l'alcool rectifié et 110 pour les flegmes, taux porté à 200 francs et 190 francs par arrêté du 23 septembre 1926 (l'arrêté du 13 juillet 1926 ayant fixé les prix de vente à la carburation à ces mêmes chiffres).

Mais, pour la campagne 1932-33, il apparaît que, malgré l'opposition que rencontrera cette mesure de la part des établissements producteurs, il y aurait lieu de réduire les prix d'achat de l'alcool de synthèse pour les ramener à un chiffre plus en rapport avec les prix de vente à la carburation abaissés fin 1931 à 110 francs l'hectolitre.

A l'appui de ces raisons tirées de l'intérêt financier du Service, viennent s'ajouter les arguments que l'on retire de l'examen du cycle économique de la production de l'alcool de synthèse.

Cet alcool est un sous-produit de la distillation de la houille et de l'industrie métallurgique.

Or, les autres sous-produits de ces industries (benzine, benzols, naphtaline, sulfate d'ammoniaque) dont les cours ne sont déterminés que par le jeu des lois de l'offre et de la demande, ont baissé de 25 à 30 % depuis deux ans par suite de la diminution du taux des salaires et du cours des houilles. Il n'y a donc pas lieu pour l'Etat de maintenir auprès de ses fournisseurs des cours qui constitueraient des primes déguisées à telle ou telle Société.

103 e. Les prix d'achat des alcools importés réservés à l'Etat par le décret du 13 août 1919 et l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 (à l'exception des rhums et tafias coloniaux et des alcools consommables en l'état) sont déterminés en fonction du prix de vente à la carburation et de l'offre dans les ports français. Ces prix sont en général assez peu différents de ceux pratiqués pour les cessions au carburant et sont les plus faibles de ceux payés par le Service des Alcools.

104. Nous avons indiqué dans le tableau XII de l'annexe B la moyenne des prix pratiqués par campagne par le Service des Alcools depuis son origine. En tenant compte de ces éléments, les dépenses d'achat du Service se sont élevées à :

	Francs	Hectolitres :
1919-20	135.865	719.739
1920-21	296.651	1.093.989
1921-22	191.538	1.044.463
1922-23	189.188	981.922
1923-24	188.561	819.030
1924-25	270.803	1.233.130
1925-26	336.424	1.306.823
1926-27	398.880	1.119.503
1927-28	411.831	1.268.568
1928-29	470.593	1.465.207
1929-30	571.808	1.746.033
1930-31	719.101	2.449.734

Mais, toutes ces quantités ne sont pas homogènes : parmi elles figurent des flegmes titrant plus ou moins de 90° et des alcools rectifiés de degrés variés. Or, le produit qui sera vendu doit être un alcool rectifié et très complètement déshydraté.

Débarrasser un flegme des impuretés qui, pour la consommation de bouche, sont nécessaire parce qu'elles donnent bouquet et parfum, c'est le rectifier.

Extraire de l'alcool rectifié un alcool de teneur alcoolique plus élevé, c'est le déshydrater.

CHAPITRE IX

OPÉRATIONS INDUSTRIELLES EFFECTUÉES PAR OU POUR LE SERVICE DES ALCOOLS EN VUE DE LA VENTE

105. Opérations industrielles en vue de la vente. — 106. Rectification. — 107. Déshydratation. — 108. Dénaturation.

105. Les opérations industrielles que nécessite la préparation du produit sont effectuées à l'entreprise pour le compte du Service. Il ne possède aucun établissement industriel ni aucun personnel spécialisé.

Il traite à forfait avec les déshydrateurs et les rectificateurs sur la base de tant d'hectolitres de flegmes à n degré à rectifier et à élever à $n + 5^{\circ}$ ou $n + 10^{\circ}$

106. La rectification ne diffère pas sensiblement de la distillation; elle s'opère dans une colonne à plateaux et comme la distillation, elle est basée sur la différence des températures de vaporisation des diverses substances composant un flegme; l'alcool éthylique généralement plus volatil que les glycol, propanol, butanol et furfurol, qui l'infectent, vaporise le premier et est recueilli par condensation dans les plateaux de la colonne.

Cette rectification tend à faire d'un flegme un alcool rectifié susceptible de donner par déshydratation un alcool absolu.

Les alcools de cru ou les esprits de vie, cognacs, armagnacs, marcs, rhums, qui sont des flegmes, donneraient également par rectification et distillation de l'alcool éthylique absolu. L'opération effectuée à l'entreprise revient au Service à environ 20 francs par hectolitre traité.

107. La déshydratation⁽¹⁾ est une des opérations les plus nécessaires pour donner à l'alcool le maximum de qualités calorifiques indispensables à son utilisation comme combustible ou comme carburant, aussi insisterons-nous quelque peu sur les nombreux procédés qui ont été imaginés pour donner à l'alcool un degré alcoolique aussi proche que possible de 100°.

1^o *Premier procédé LORIETTE.* — M. LORIETTE, ingénieur principal des Poudres, imagina successivement deux procédés de déshydratation qui permirent en 1921 de produire de l'alcool à 99° 7 et 99° 8, titres jamais atteints jusque-là.

Tout d'abord, c'était de l'alcool déjà mélangé à l'essence qui était déshydraté par addition au mélange de carbonate de potasse; mais il fut reconnu qu'il était préférable de déshydrater l'alcool seul.

2^o *Deuxième procédé LORIETTE.* — Ce procédé consiste en l'action de chaux solide sur l'alcool à l'état de vapeur, la chaux retient l'eau à l'exclusion de la moindre trace d'alcool. Ce mode opératoire a fait l'objet d'une installation industrielle à la poudrerie de SEVRAN-LIVRY.

3^o *Procédé MARILLER, GRANGE et VAN RUYMBECK.* — Dans les plateaux de la colonne de rectification (une dissolution de carbonate de potassium anhydre dans de la glycérine anhydre), le mélange s'empare de l'eau de l'alcool qui se rectifie et se déshydrate à 99° 5.

4^o *Procédé des mélanges aéotropiques d'alcool d'eau et de benzène.* — On appelle mélange aéotropique de plusieurs liquides celui d'entre eux où la proportion de chacun de ces corps est telle à une pression donnée que la température de volatilisation du mélange est la moindre par rapport à celle des autres mélanges possibles.

En incorporant à l'alcool un mélange de benzène et de vapeur d'eau dans les appareils ordinaires de distillation et de rectification, on parvient à distiller de l'alcool à 99° 9.

1. Cf. Palard, *L'alcool anhydre et sa fabrication industrielle*

Ce procédé a l'avantage de permettre la déshydratation en cours de rectification et il aboutit à obtenir de l'alcool anhydre à partir des moûts eux-mêmes.

Il est utilisé depuis 1922 à NESLE où on obtient quotidiennement 150 hectolitres au moyen de 300 kilos de vapeur d'eau et de 1.500 grammes de benzène. A MELLE, où la distillerie des Deux-Sèvres exploite un procédé analogue, la production quotidienne est de 300 hectolitres.

5° Un dernier procédé, mais qui reste encore plutôt du domaine du laboratoire que de l'industrie est celui de MM. EDOUARD et REMY UREAIN. Basé sur les phénomènes d'atmolyse, il tend à éliminer l'eau de l'alcool par la différenciation de diffusion des gaz à travers les parois poreuses.

Les quatre premiers procédés appliqués à l'industrie ont donné des rendements suffisamment élevés puisque six des principaux fournisseurs du Service ont une production journalière supérieure à 150 hectolitres d'alcool absolu :

NESLE	150 hectolitres
AUNIS	180 —
MAISONS-ALFORT	250 —
COURRIÈRES	280 —
SAINT-OUEN-L'AUMONE	300 —
MELLE	300 —

Seul, cet alcool absolu a les propriétés chimiques reconnues à ce corps et il est entre autre miscible à l'essence et au pétrole en toutes proportions.

Les deux opérations qui précèdent sont nécessaires pour rendre l'alcool susceptible de servir à certains usages industriels. Elles procèdent d'une nécessité commerciale. Il existe une autre opération sans laquelle les alcools pourraient être parfaitement utilisés mais elle est rendue obligatoire par la réglementation fiscale.

108. En effet, les alcools susceptibles d'alimenter la consommation de bouche acquittent le droit de consommation, droit fort élevé qui, appliqué aux alcools servant de matière première ou d'agent physique ou chimique aurait

entraîné le déclin des industries qui l'utilisaient. Aussi, dès le début du XIX^e siècle, la loi du 8 décembre 1814 exempta du droit de consommation les alcools à l'industrie à charge d'être dénaturés par les usagers en présence des agents de la Régie. Des fraudes par revivification entraînèrent le retrait de cette exonération par la loi du 28 avril 1816. Elle fut rendue à la pharmacie et à la parfumerie par une circulaire du 25 novembre 1816. Mais les abus croissant en nombre et en importance, la circulaire du 10 octobre 1833 supprima cette faveur.

Enfin, après une longue campagne des viticulteurs, l'exonération fut réintroduite dans la législation par la loi du 24 juillet 1843 complétée par l'article 2 de l'ordonnance du 14 juin 1844 que de nombreux textes ont consacrée depuis. Le Comité consultatif des Arts et Manufactures est, depuis la loi du 8 août 1872, chargé de proposer ou d'approuver la composition des dénaturants.

Les qualités d'un bon dénaturant ont été définies par le décret du 23 juin 1896 :

Ne pas être séparable de l'alcool par distillation, dilution ou filtration.

Etre tel que des quantités minimales en soient décelables à l'analyse chimique.

Ne pas attaquer les métaux, avoir mauvais goût ou mauvaise odeur sans que cela constitue un empêchement dirimant à l'utilisation ultérieure du mélange.

En outre, il doit être bon marché.

Le Comité compétent proposa le 1^{er} mars 1893 le méthylène mélangé à l'alcool dans la proportion de 1/5 ou de 1/9 suivant les cas.

Ce méthylène (nom qui du point de vue chimique ne correspond pas du tout au dénaturant) était ainsi composé :

Alcool méthylique $C^2 H^5 O$	..	65 %
Acétone $C^3 H^6 O$		25 %
Impuretés pyrogénées		2,5 %
Benzine lourde		0,5 %

La Commission, par décision du 8 septembre 1897, ramena à 10 % le pourcentage de ce méthylène-régie à incorporer à l'alcool. Aux termes de la loi du 16 décembre 1897, l'Etat fournissait le méthylène à prix de revient procédure qui fut remplacée à partir de la promulgation de la loi du 30 mars 1902, par une prime de 9 francs allouée à chaque hectolitre à dénaturer.

Le règlement d'administration publique du 1^{er} juin 1898 fixe les conditions particulières d'emploi de l'alcool dénaturé dans chaque industrie.

Une circulaire de la Direction générale des Contributions indirectes en date du 6 janvier 1908 dispensa l'addition de benzine lourde aux alcools destinés à la carburation, car la benzine laisse après combustion un résidu solide qui « calamine » les cylindres.

Pendant la guerre, les quantités nécessaires à la fabrication du formol et la diminution de la production d'alcool méthylique amenèrent la législature à réduire par la loi du 30 juillet 1915 le pourcentage du méthylène-régie à 5%.

En outre, moyennant l'abandon par l'industriel de l'allocation de 9 francs par hectolitre, le dénaturant lui était fourni gratuitement.

Enfin, une modification profonde mais provisoire fut apportée à ce régime par la loi du 29 juillet 1916 consécutive à l'instauration du régime provisoire de l'alcool industriel par l'article 4 de la loi du 30 juin.

Aux termes de la loi du 29 juillet et de la circulaire du 3 août suivant :

1^o La prime de 9 francs était supprimée.

2^o L'Administration ne fournissait plus le méthylène aux dénaturateurs qui devaient en fournir dans le commerce.

3^o Pour économiser le méthylène devenu rare, la formule du dénaturateur était modifiée :

a) Pour les mauvais goûts indigènes :

5 % d'un méthylène-régie à 15% acétone, 0, 5% résine ou benzine.

b) Pour les autres, sauf utilisation dans les hôpitaux, méthylène régie normal.

c) Pour les alcools d'hôpitaux :

0, 50 % de benzine + 0, 50 % de bleu de méthylène.

Enfin, par lettre du 5 septembre 1918, l'Administration des Contributions indirectes avisant les dénaturateurs que le Ministre autorisait, à titre provisoire, la dénaturation de certains alcools éthyliques par addition d'alcool butylique dans la proportion de 35 litres de ce dernier pour 65 litres des autres. Ce mélange, qui ne pouvait servir qu'au chauffage et à l'éclairage, devait être à base d'alcool mauvais goût indigène titrant moins de 90°.

L'alcool butylique était vendu aux enchères par le service des alcools.

L'Armistice trouva les divers services de guerre possesseur de grandes quantités de méthylène. En outre, l'Administration des Contributions indirectes, dans sa note du 16 janvier 1919, avisa les dénaturateurs que le commerce du méthylène était de nouveau libre; les tolérances relatives au dénaturant cessèrent le 1^{er} mars suivant.

Quand, le 6 août 1919, la Chambre eut voté (voir *supra*, n° 65) le projet TOURNAN qui, établissant le statut définitif de l'alcool industriel chargeait le Service de la dénaturation et de la vente de l'alcool dénaturé, on pouvait croire à l'intervention rapide de ce statut. Aussi, l'article unique de la loi du 20 octobre 1919 prorogea jusqu'à la mise en vigueur de ce statut, les dispositions de la loi du 29 juillet 1916.

Afin d'encourager l'utilisation de l'alcool dénaturé, deux mesures furent prises :

D'abord, pour abaisser le prix du méthylène-régie, le décret du 12 août 1920 interdisant de l'exporter.

Ensuite, les formalités imposées au commerce des alcools dénaturés furent très simplifiées par l'article 6 de la loi du 28 février 1923⁽¹⁾.

Aujourd'hui, le régime de dénaturation est le suivant :

Un dénaturant général : le méthylène régie de 1893 à 5 %.

Un dénaturant spécial : à la suite de la loi du 28 février

1. Voir ce texte à l'annexe A.

1923 qui imposait le mélange d'alcool à l'essence et en présence des reproches adressés à l'alcool méthylique qui, disait-on, corrodait les aciers des moteurs, l'Etat dénature les alcools destinés à la carburation par le dénaturant BORDAS.

La formule due aux travaux de MM. BORDAS et ROUPLAIN a fait l'objet d'une communication de M. Daniel BERTHELOT à l'Académie des Sciences du 24 mars 1923.

Infectant difficilement régénérable :

Créosote 10/10.000

Témoin donnant par combustion une odeur caractéristique :

Borate d'éthyle 2/10.000

Un arrêté du 1^{er} octobre 1923 décida l'adoption de ce dénaturant pour l'alcool carburant.

Pratiquement, il existe encore plus de cent vingt à cent trente autres dénaturants spéciaux à chaque industrie, quelques-uns d'entre eux constituant même des secrets de fabrication.

En effet, aux termes du décret de 1898, tout industriel peut proposer à la Régie une formule spéciale de dénaturant. Par les soins de la Direction générale des Contributions indirectes, le Comité consultatif des Arts et Manufactures est consulté. Si l'avis est favorable, l'industriel est admis à utiliser comme dénaturant celui qu'il a proposé : bien souvent, le dénaturant est un sous-produit de l'industrie principale.

Il en est ainsi dans la fabrication des éthers, vernis et surtout des colorants à base d'aniline.

Pour le vinaigre, l'ensemencement de l'alcool en *mycoderma acéli*, en présence du service de contrôle supplée à la dénaturation et dans ce cas, c'est pourtant seulement l'opération principale de l'industrie qui tient lieu de dénaturation.

On trouvera à l'annexe B un tableau (n° 8) qui fait ressortir, par nature d'industries, les quantités d'alcool soumises à la dénaturation depuis 1910.

Le Service des alcools procède lui-même dans ses entrepôts à la dénaturation de certaines quantités d'alcools destinés à la carburation. Or, les importateurs d'essence ont le loisir d'acheter directement aux dénaturateurs l'alcool dont l'achat leur est imposé.

Pour ces dénaturations, le Service des alcools a acquis depuis l'origine du dénaturant en quantités faibles, mais croissantes depuis 1925 sans atteindre toutefois le chiffre de 1922-23 qui était de 3.500 hectolitres pour 1.350.000 francs. Le détail de ces achats par campagne figure dans le tableau XIV de l'annexe B.

Les opérations industrielles terminées, le Service des alcools possède ainsi toutes quantités d'alcool nécessaires aux industries à qui il peut rétrocéder de l'alcool, industries que l'on est accoutumé d'appeler industries privilégiées.

CHAPITRE X

LES VENTES DU SERVICE DES ALCOOLS LE CARBURANT NATIONAL

109. Principe des ventes. Différenciation des emplois. — 110. Conservation des fruits. — 111. Fabrication des vins de liqueur. — 112. Fabrication des vinaigres. — 113. Fabrication des produits chimiques et pharmaceutiques. — 114. Fabrication de produits de parfumerie. — 115. Préparation d'alcool dénaturé. — 116. Spiritueux pour l'exportation. — 117. Carburant pour la force motrice. — 118. Origine du carburant national. — 119. Le concours de Béziers. — 120. La Commission interparlementaire Delpierre. — 121. L'accord de Béziers. — 122. La Statut légal du carburant national. La loi du 28 février 1923. — 123. Les exonérations fiscales. — 124. Avantages et inconvénients du carburant national. — 125. Le carburant national est-il une nécessité?

Section I. — Les industries privilégiées.

109. Les alcools qui sont achetés par le Service des alcools à des taux différents suivant la nature des substances alcooligènes perdent cette différenciation à partir du moment où ils sont acquis (une seule exception doit être faite pour les alcools de vin de la loi du 19 avril 1930 qui conservent leur distinction d'origine jusque dans leurs emplois).

La spécialisation des alcools vendus est réalisée d'après la nature des industrie qui les acquièrent.

En effet, les industriels achètent le produit en vue d'une utilisation bien déterminée qu'ils n'ont pas le droit de changer après acquisition. Cette rigidité du principe reçoit une application d'autant plus stricte que les prix sont fixés d'après l'usage même auquel l'alcool est destiné.

Trois conditions sont exigées des acquéreurs éventuels :

A. Se déclarer entrepositaire d'alcool.

L'industriel désireux d'acheter de l'alcool doit adresser à la Direction départementale des Contributions indirectes du lieu de son exploitation.

1^o Une demande indiquant les quantités dont il a besoin.

2^o Une description détaillée de son entreprise et des lieux où les alcools seront entreposés.

3^o Un engagement cautionné proportionnel au chiffre d'affaires.

4^o La quittance de paiement de la licence de marchand grossiste proportionnelle aux quantités d'alcool mises en œuvre.

Sont dispensés de ces formalités, les laboratoires scientifiques de l'Université, de l'Assistance publique ou les laboratoires privés qui s'engagent à ne pas rétrocéder l'alcool acquis, les pharmaciens qui obtiennent de l'alcool sur le vu de bons délivrés par l'association des Syndicats de pharmaciens, les parfumeurs ou coiffeurs qui utilisent eux mêmes l'alcool et le reçoivent dénaturé à l'essence.

B. S'engager à utiliser dans un délai de trois mois de leur réception, les alcools acquis.

Cet engagement doit être pris sur papier timbré; le modèle en a été fixé par la lettre autographiée n^o 56 du 24 avril 1918. Pour l'exportation, l'intéressé s'engage à justifier l'exportation de l'alcool rétrocédé demandé, ou des produits fabriqués avec cet alcool (lettre autographiée 220 du 26 mai 1919).

Aucun industriel ne peut être dispensé de l'engagement en question, sauf les établissements militaires utilisant l'alcool d'industrie, soit pour la fabrication de produits pharmaceutiques, soit pour le vinage des vins destinés à la marine militaire.

Dans le cas où cet engagement ne serait pas rempli, les quantités non apurées seraient soumises à une pénalité

de 1.200 francs par hectolitre d'alcool pur manquant ou détourné de son affectation (circulaire de 1918).

C. Exercer une industrie dite privilégiée.

La liste de ces industries a été donnée par le décret du 30 mai 1923 ⁽¹⁾ et l'arrêté du 23 avril 1923 modifié par celui du 17 novembre 1923. Ce sont :

- 1° Conservation des fruits frais et sucs de fruits.
- 2° Fabrication des vins de liqueur (vinage et mutage).
- 3° Fabrication des vinaigres.
- 4° Fabrication des produits chimiques et pharmaceutiques.
- 5° Fabrication des produits de parfumerie.
- 6° Préparation des alcools dénaturés, vernis, etc.
- 7° Préparation des produits spiritueux pour l'exportation (liqueurs comprises).
- 8° Préparation des carburants pour la force motrice.

110. La possibilité pour le Service des alcools de céder de l'alcool à l'industrie de la conservation des fruits et sucs de fruits n'existait pas au début du régime provisoire. Ce débouché a été ouvert à l'alcool d'industrie par l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 ⁽²⁾ qui limite à 40.000 hectolitres par an les quantités pouvant être cédées. Cette limite ne fut jamais atteinte.

Le maximum ⁽²⁾ fut réalisé en 1921-22 avec 10.634 hectolitres, les ventes de 1927-28 égalèrent presque ce chiffre : 10.568 hectolitres; en 1925-26, on ne vendit aucun alcool à ce débouché; en 1929-30, 60 hectolitres seulement trouvèrent preneur.

Nous verrons en effet que les prix fixés pour les cessions à cette branche d'industrie ont été souvent prohibitifs, par la volonté même des représentants parlementaires de

1. Voir ce texte à l'annexe. A.

2. Voir les ventes exactes par campagne au tableau XV de l'annexe B.

l'alcool naturel, concurrencé ici sur son propre domaine, par exception au principe de spécialité des marchés.

111. Bien que travaillant également pour la consommation de bouche, l'industrie des vins de liqueur (vinage et mutage) peut s'alimenter en alcool d'industries sans limitation de quantité. Le vinage a pour but d'arrêter la fermentation alcoolique des moûts et d'augmenter sa teneur en alcool. De nombreux vins apéritifs sont vinés (vermouths, bitters et les vins de liqueur du type Byrrh, Saint-Raphaël, Dubonnet).

Le mutage a pour objet d'augmenter la teneur en sucre d'un vin; il intervient après fermentation. Les banyuls malaga, madère ou porto de fantaisie sont souvent des produits mutés.

Nous avons indiqué que l'entrepôt de Sète avait été créé pour fournir immédiatement aux usagers concentrés dans cette région les quantités dont ils auraient besoin. Ce débouché a toujours auprès des fabricants de vins de liqueur une grande faveur, car ils sont sûrs d'obtenir un produit très pur en quantités illimitées au fur et à mesure de leurs besoins sans être obligés de se constituer des stocks. En outre le prix invariable par campagne leur assure une grande sécurité économique.

Cette faveur même est à la base de la lutte entreprise par les viticulteurs contre ce débouché.

Le rapport TOURNAN en effet exclut la possibilité pour les alcools d'industrie d'être mis en œuvre en vue de la fabrication des vins de liqueur.

(Nous ne signalons ce point que pour mémoire à cet endroit, la critique de cette modification entrant plus spécialement dans l'étude de l'équilibre financier du système qui fera l'objet de notre titre III.)

C'est en 1924-25 que les quantités vendues à la fabrication des vins de liqueurs furent les plus faibles, 36.000 hectolitres, car depuis 1922 la moyenne des ventes annuelles dépasse 100.000 hectolitres⁽¹⁾. Il est malheureusement à

1. Voir chiffres exacts des ventes, annexe B, tableau XV.

craindre que ce débouché ne soit fermé avant même l'adoption du projet TOURNAN par les démarches officielles ou officieuses des députés des régions viticoles.

Les premières comprennent entre autres le dépôt par M. BARTHE, d'une proposition de loi n° 6681 de la 14^e législature (17 mars 1932) reprise à la 15^e législature (28 juin 1932), sous le n° 264, et qui tend à obliger les fabricants de vins de liqueur ou de vermouth à s'approvisionner auprès du Service des alcools — bien louable pensée, mais dont tout le bénéfice est détruit par la deuxième partie de la proposition puisque le Service doit céder à ces industries les alcools de vin qu'il détient jusqu'à épuisement des stocks.

Or, le Service achète deux sortes d'alcools de vin : ceux qu'il a acquis en vertu de la loi du 19 avril 1930 pour le compte du Trésor et qu'il doit revendre sur le marché libre, et ceux produits avec l'excédent de la récolte viticole et qu'il achète et revend en vertu de l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931 comme les alcools d'industrie de toutes sources. Les premiers de ces achats doivent cesser le 30 septembre 1932.

N'est-il pas à craindre que la mesure cependant soit prorogée sous la même forme ou sous une forme détournée et qu'en définitive l'alcool de vin seul alimente le débouché du vinage et du mutage.

Résultat financier catastrophique, ainsi que nous le prouverons (voir *infra*, chapitre XII).

112. La fabrication des vinaigres en vue de la consommation intérieure peut mettre en œuvre de l'alcool d'industrie. Nous avons signalé la particularité du dénaturant qui lui est propre. L'industriel en présence de l'agent de la Régie ensemence de *mycoderma aceti* l'alcool livré ou bien le mélange en parties égales avec de la mère de vinaigre.

Cette faveur accordée à l'alcool en vue de la fabrication des vinaigres provient de ce que ce débouché est un de ceux qui sont bénéficiaires pour le Service et que l'alcool est en fin d'opération destiné à la consommation de bouche; au surplus, la concurrence que l'alcool de vin et des vinai-

gres chimiques fait à ce produit incite les fabricants à élaborer le meilleur vinaigre possible.

Les formalités de la dénaturation sont réduites au minimum; il suffit que l'ensemencement, ait lieu en présence d'un agent de la Régie.

Les ventes à ce débouché ne sont pas susceptibles de grandes variations. Destinées à alimenter la consommation de bouche, elles sont en importance inférieures aux ventes au vinage et au mutage, mais supérieures à celles de l'alcool destiné à la conservation des fruits. En effet, le minimum vendu a été de 30.000 hectolitres en 1920-21 et pour l'ensemble des autres années la moyenne des ventes n'est pas supérieure à 46.000 hectolitres.

113. Beaucoup plus importantes sont les cessions aux fabricants de produits chimiques et pharmaceutiques (¹). Les industries se rattachant à ce type de fabrication sont en nombre considérable, ce qui explique l'importance des ventes. Jamais inférieures à 65.000 hectolitres (1920-21), elles tendent à dépasser 200.000 hectolitres (1930-31 : 197.409); toutefois, la campagne 1931-32 enregistre une chute de ces ventes aux environs de 160.000 hectolitres.

114. Longtemps stationnaires aux environs de 90 hectolitres par an, les quantités écoulées auprès des fabricants de parfums, qui ont su trouver depuis quelques années un marché sans cesse plus étendu, se sont accrues corrélativement au développement de cette production.

Depuis 1926, les ventes n'ont cessé de croître de 82.000 à 118.000 hectolitres pour la campagne 1930-31.

Les justifications d'emploi de l'alcool sont des plus simples.

Les fabricants ne sont tenus à aucune déclaration ni à aucune surveillance; les titres de mouvement délivrés au moment de l'expédition des produits fabriqués font la preuve

1. Voir chiffres exacts des ventes, annexe B, tableau XV.

de l'utilisation. La dénaturation a lieu par simple addition d'essence.

115. Nous ne reviendrons pas sur l'importance de la question de la dénaturation dont nous avons exposé les principaux traits aux chapitre des « Opérations industrielles du Service des alcools ».

La dénaturation en l'objet est celle effectuée au moyen de tout dénaturant, sauf le dénaturant BORDAS destiné à l'alcool carburant.

Dans le cas où l'alcool dénaturé serait simplement méthylé, l'utilisation ultérieure de ce produit oblige l'industriel qui le met en œuvre à faire exercer son établissement par la Régie.

A l'exception de la campagne 1926-27, les ventes aux dénaturateurs n'ont pas cessé de croître : de 144.000 hectolitres en 1919-20, elles passaient à 360.000 deux ans plus tard et à 495.000 en 1925-26, atteignaient près de 700.000 hectolitres pour la campagne 1930-31. Il n'est pas sans intérêt d'examiner les utilisations des alcools dénaturés.

En 1929⁽¹⁾, sur 620.000 hectolitres vendus aux dénaturateurs, 570.000 alimentaient le chauffage ou l'éclairage, 25.000 servaient à la fabrication des vernis et 15.000 à celle de matières plastiques, 4.000 étaient utilisés pour la fabrication des teintures entrant en composition dans la même qualité pour la production de soie artificielle, 1.000 hectolitres étaient transformés en collodion, et la fabrication du chloroforme et chloral, des chapeaux, de la présure liquide, l'éclaircissage des meubles, l'extrait de tanin, absorbaient respectivement 500, 375, 175, 60 et 57 hectolitres d'alcool seulement.

Les usages scientifiques (expériences de laboratoire) ne nécessitent guère plus d'une moyenne annuelle de 350 hectolitres.

Le dénaturant est en général du chlorure de calcium ou du sublimé à la dose de 1 % d'alcool.

1. Pour l'ensemble des années depuis 1910, voir le tableau VIII, annexe B.

Pour les autres usages on peut citer parmi les dénaturants spéciaux :

Vernis ordinaires et pour les teintures de vernis : 5 % de méthylène, type Régie, mais le degré alcoolique n'est pas obligatoirement 15° C.

Vernis spéciaux pour l'ébénisterie : 5 % de méthylène, type Régie, plus matières résineuses.

Demi-vernis ou alcool d'éclaircissage : 5 % de méthylène, type Régie, plus 4 % au moins de résine ou 5 % de térébenthine.

Collodion : Addition à l'alcool d'un volume au moins égal d'éther, plus 6 grammes de pyroxiline par litre.

Ethers : Addition à l'alcool de 10 % de son volume de résidu d'éther type n° 3.

116. Les statistiques des ventes du Service mentionnent la préparation de spiritueux pour l'exportation. Sous cette rubrique, qui laisserait croire à l'existence d'un débouché peu important, il y a lieu de ranger toutefois : l'exportation d'alcool en nature, ou sous forme de spiritueux composés, de produits chimiques ou pharmaceutiques, de produits de parfumerie ou de vinaigres. Les quantités vendues à ce titre sont loin d'être comparables à celles soumises à la dénaturation.

Les tarifs protectionnistes mis en vigueur depuis quelques années par la plupart des Etats européens, et la prohibition aux Etats-Unis ont raréfié les possibilités de ce débouché.

De 235.000 hectolitres en 1919-20 les ventes⁽¹⁾, qui n'ont plus jamais atteint ce chiffre, sont tombées à 50.000 hectolitres en 1921-22 puis se sont relevées à 167.000 hectolitres en 1925-26 et ont été de 87.000 hectolitres pour 1930-31, chiffre sensiblement égal à la moyenne des quantités vendues pendant les cinq dernières campagnes.

117. La carburation était dès 1920 un débouché du régime provisoire du Service; en effet, la loi du 25 juin 1920,

1. Voir les chiffres exacts, annexe B, tableau XV.

qui instituait un droit intérieur de 45 fr. par hectolitre sur les hydrocarbures, exonérait de cette taxe ceux d'entre eux qui étaient mélangés à l'alcool dans la proportion où ce dernier était contenu dans le mélange. Cette exonération a provoqué une augmentation de consommation qui, de 21.000 hectolitres en 1920-21, s'est élevée à plus de 200.000 hectolitres en 1923-24.

L'apparition dans la législation du *carburant national* a fait passer la consommation de l'alcool carburant à plus de 350.000 hectolitres pour 1929-30. Cette consommation atteignait 650.000 hectolitres en 1930-31 et, d'après les derniers renseignements communiqués, les innovations récentes apportées à la réglementation de ce carburant laisseraient escompter pour 1931-32 un accroissement de consommation de près de 50%; les ventes à ce titre atteindraient pour cette campagne près de 900.000 hectolitres.

L'augmentation de cette consommation ne résulte pas de circonstances naturelles, le libre jeu des facteurs économiques n'aurait vraisemblablement permis aucun accroissement des ventes d'alcool en vue de la carburation. Ce débouché essentiellement fictif est né de la volonté du législateur; l'historique même de cette réalisation nécessite des développements qui constitueront une deuxième section de ce chapitre.

Le Service des Alcools est en outre acquéreur et vendeur d'alcool de vin.

En ce qui les concerne, la réglementation est différente de celle applicable aux alcools d'industrie et elle n'est pas la même suivant qu'il s'agit d'alcools acquis par le Service pour le compte du Trésor en vertu de la loi du 19 avril 1930⁽¹⁾ ou d'alcools achetés pour son propre compte ainsi qu'il y est contraint par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931⁽¹⁾.

117 a) La loi du 19 avril 1930 avait prévu l'obligation pour le Trésor d'acquérir de l'alcool de vin à concurrence de 250 millions de francs. Les livraisons à faire par les

1. Voir ce texte à l'annexe A.

récoltants de plus de 500 hectolitres sur un domaine ayant un rendement à l'hectare supérieur à 50 hectolitres étaient fixées par un barème prévu par l'article 4 du décret du 20 juin 1930.

1^o Dans le cas où le rendement était supérieur à 80 hectolitres le pourcentage à livrer sur la quantité d'alcool pur représentée par la totalité des vins de consommation courante déclarée était le suivant :

33 %	quand la récolte était supérieure à 200 hl.	
30 %	—	comprise entre 151 et 200 hl.
27 %	—	— 101 et 150 hl.
24 %	—	— 81 et 100 hl.

2^o Dans le cas où le rendement était compris entre 50 et 80 le pourcentage était de :

22 %	quand la récolte était supérieure à 50.000 hl.	
20 %	—	comprise entre 20.001 et 50.000 hl.
18 %	—	— 5.001 et 20.000 hl.
15 %	—	— 1.001 et 5.000 hl.
10 %	—	— 501 et 1.000 hl.

De plus, il était prévu un abattement pour les rendements n'excédant pas 160 hectolitres à l'hectare. Celui-ci était de 25 % quand la récolte ne dépassait pas 1.000 hectolitres et de 20 % quand la récolte était comprise entre 1.001 et 3.000 hectolitres.

Les alcools acquis à ce titre devaient, aux termes de la loi, être revendus sur le marché libre. Les résultats de 1930 seuls ont été avantageux (voir ci-après); la presque totalité des achats a pu être revendue à un prix laissant une marge de bénéfice de l'ordre de 300 francs à l'hectolitre. Mais, depuis la fin de 1930 les achats ont sextuplé par rapport à ceux de cette campagne et aucune nouvelle vente n'a été effectuée; il est plus que vraisemblable que le Service des alcools, en présence de l'opposition des producteurs d'alcool naturel du Midi et de l'Ouest, sera obligé de revendre cet alcool aux emplois privilégiés. D'où une perte importante qui, si elle ne grève pas le solde du compte des alcools, n'en affecte pas moins le compte spécial du Trésor « Achats et ventes d'alcool en vertu de la loi du 19 avril 1930 ».

Ce régime qui, ainsi que nous l'avons vu, a été prorogé, doit expirer le 30 septembre 1932. Les opérations faites par le Service pour cet objet sont les suivantes :

Quantités achetées	Prix d'achat à l'hl. suivant le degré (en francs)	Montant des achats (en francs)
1930 39.356 hl. à 95° 17.000 hl. à 90° 10.000 hl. à 90° 2.456 hl. au 30 juin	900 850 820 810 800	34.730.454
1932 188.458 hl. à 95° 92.442 hl. à 90° 86.518 hl. à 90° 9.498 hl. au 1 ^{er} août 1932 218.000 hl.	500 450 420 410 400 d°	93.489.677 105.000.000 environ
Quantités vendues	Prix de vente à l'hl. (en francs)	Montant des ventes (en francs)
1930 37.773 hl. 1932 Néant	1.200	45.230.954 Néant

Un décret du 23 août 1932 autorise la cession de 30.000 hectolitres d'alcool de vin au taux de 1225 fr.

Le rapport au Président de la République accompagnant ce texte précise bien les conditions de cette catégorie de vente :

« A la suite des achats effectués en exécution de la loi du 19 avril 1930, dont les effets ont été prorogés par la loi du 19 décembre de la même année, l'Etat détient, à l'heure actuelle, une quantité d'alcool de vin supérieure à 200.000 hectolitres exprimés en alcool pur.

« Bien que le texte légal spécifie, sans aucune restriction, que ces alcools seront cédés pour la consommation de bouche, il a toujours été entendu que les cessions seraient faites de manière à n'apporter aucun trouble sur le marché libre. Tant que les cours demeurent normaux, sans tendance excessive à la hausse, l'Etat a le devoir de ne pas en contrarier le jeu régulier par son intervention. Mais les voix les plus autorisées ont, à maintes reprises, déclaré que si une raréfaction de la marchandise se produisait ou si les prix atteignaient un niveau trop élevé, le Service des alcools mettrait en vente tout ou partie des stocks dont il est détenteur.

« Or, le cours de l'alcool vient d'atteindre 1.215 francs et même 1.225 francs (payé) à la Bourse de commerce de Paris. Le moment est donc venu pour l'Etat de jouer le rôle régulateur que lui a confié le législateur.

« Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation autorise la vente, au prix de 1.225 francs l'hectolitre, d'une première tranche de 30.000 hectolitres. Si l'ascension des cours se continuait, de nouvelles cessions interviendraient : nous tenons à le marquer dès maintenant. »

b) L'article 10 de la loi du 4 juillet 1931 obligeant les producteurs de vin de qualité inférieure à distiller une partie de leur récolte a prévu que ce produit serait acquis par le Service et a fixé la quotité des vins à envoyer à l'alambic :

« Dans le cas où les déclarations de récoltes dans la métropole et en Algérie feront apparaître une récolte nationale de plus de 65 millions d'hectolitres, tout viticulteur récoltant en moyenne plus de 500 hectolitres de vin à raison de plus de 80 hectolitres par hectare devra obligatoirement présenter un certificat de distillation de vin correspondant au pourcentage suivant de sa déclaration de récolte :

« Trois décilitres d'alcool par hectolitre de vin pour une récolte globale ne dépassant pas 500 hectolitres.

« Quatre décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la proportion de récolte allant de 500 à 1.000 hectolitres.

« Cinq décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la proportion de récolte allant de 1.000 à 3.000 hectolitres.

« Six décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la proportion dépassant 3.000 hectolitres.

« La moyenne sera établie sur les trois dernières années.

« Même lorsque la moyenne de ces trois années dépassera les chiffres sus-indiqués, la distillation ne sera pas obligatoire pour le viticulteur dont la production de l'année en cours ne dépassera pas 100 hectolitres.

« Les pièces de régie concernant les vins destinés à la distillerie devront obligatoirement porter la mention : « Vin de distillerie ».

« Sont exemptées de cette obligation de distillation les régions viticoles ayant droit à une appellation d'origine telle qu'elle est prévue à l'article 7.

« L'alcool ainsi produit sera acquis par le Service des alcools à un prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au carburant national. »

Si nous citons ce texte, c'est qu'il prête à controverse au sujet des débouchés à donner à cet alcool.

En effet, si la loi du 19 avril 1930 précisait bien que les alcools acquis conformément à ses dispositions devaient être écoulés sur le marché libre de l'alcool naturel, la loi du 4 juillet 1931 est muette sur ce point. Le dernier alinéa de l'article 10 stipule bien que ces alcools seront acquis à ces prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au carburant national. Or, cet alinéa est sans portée car les alcools achetés n'ont pas d'affectation spéciale. Ainsi que nous l'avons vu, les prix d'achat diffèrent suivant les matières mises en œuvre et les prix de vente suivant l'usage auquel est destiné l'alcool.

Si l'on s'en tient aux déclarations de M. DONON, sénateur, rapporteur du projet de loi sur la viticulture, l'alcool de vin doit être revendu par le Service pour les usages ordinaires de bouche (Sénat, séance du 3 juillet 1931,

J. O., page 1339, 2^e et 3^e colonnes). Mais à la Chambre des députés (2^e séance du 24 juin 1931, *J. O.*, page 3312, 2^e et 3^e colonnes), MM. LEFAS et MALLARMÉ, ce dernier auteur de l'amendement, devenu l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931, ont formulé une interprétation contraire à celle de M. DONON, à savoir que l'alcool de vin serait réservé aux usages de l'alcool d'industrie.

Une solution conforme à l'avis de M. DONON serait évidemment avantageuse au point de vue financier : elle se traduirait en effet par un accroissement de recettes de l'ordre de 40 à 50 millions.

Mais c'est l'avis de M. MALLARMÉ qui a prévalu comme il fallait s'y attendre, car les alcools de vin ainsi acquis dégorgent le marché de l'alcool naturel et permettent, dans une certaine mesure, la vente à des prix plus rémunérateurs de l'alcool vinique restant. Quoi qu'il en soit, les opérations du service au 1^{er} juin 1932 n'avaient porté, en ce qui les concerne, que sur de faibles quantités :

Quantités achetées	Prix d'achat à l'hl. suivant le degré (en francs)	Montant des achats (en francs)
1932 7.101 hl.	250 230 220 210 200	1.643.738
à 95° 987 hl.		
à 90° 5.220 hl.		
à 90° 894 hl.		
Quantités vendues	Prix de vente à l'hl.	Montant des ventes
Néant		Néant

Il nous reste maintenant à étudier l'importante question de la création et de l'organisation du débouché *carburant national*.

Section II. — Le Carburant national⁽¹⁾

118. Dès 1898, M. LEPRETRE préconisait l'utilisation de l'alcool mélangé aux hydrocarbures dans les moteurs à explosion : le mélange qu'il proposait était celui d'alcool et d'essence en proportions égales.

A partir de 1900 de nombreuses expériences pratiques eurent lieu. M. SIDERSKY fut envoyé en Allemagne pour se rendre compte des progrès qui avaient été accomplis dans l'utilisation de l'alcool comme carburant. En 1901 eut lieu, sous la direction de M. Henri PETIT, le premier congrès de l'alcool dénaturé. La même année, le ministre de l'Agriculture organisa une exposition des emplois de l'alcool. D'autre part, à la suite d'essais effectués par les soins des plus grandes maisons de construction automobile avaient lieu de nombreuses courses où le carburant utilisé était à base d'alcool : Paris-Rouen, Paris-Roubaix, circuit du Nord. Elles eurent un très grand succès et semblaient devoir inaugurer le règne de l'alcool moteur. La Compagnie générale des omnibus de Paris à la même époque, alimentait ses voitures avec le mélange LEPRETRE. Enfin, en 1907, une grande Commission extraparlamentaire présidée par M. RIBOT (voir *supra*, n° 26) concluait nettement en faveur de l'aptitude de l'alcool à servir de carburant. Le commandant KREBS, directeur technique de la maison PANHARD-LEVASSOR, répondait au reproche couramment adressé à l'alcool d'avoir un faible pouvoir calorifique : « 1 kilo d'alcool donne moins de calories que 1 kilo d'essence, mais il faut moins d'air pour brûler le premier que le second ». « Il faut : 7 m³ 34 pour l'alcool, 12 m³ 230 pour l'essence. De sorte que 1 m³ de mélange alcool et air,

1. Pour cette question importante qui ne saurait trouver dans le cadre de cette étude tout le développement qu'elle mérite, consulter :

MARILLER, Concours du carburant national de BÉZIERS, *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, juin 1922.

PASTRE, Le problème du carburant en France, thèse, Paris, 1925.

PATART, Fabrication de l'alcool anhydre, *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, mars, 1924.

Rooy, Le carburant national, thèse, Paris, 1925.

et essence et air, donnent à peu près la même quantité de calories. »

Mais à partir de ce moment, la crise viticole, qui avait motivé en 1907, l'étude active du débouché moteur, ayant disparu, cette question fut brusquement délaissée.

Si l'expérience des autobus avait pu durer quelques mois, de juin 1906 à novembre 1907, elle le devait à l'élévation des droits d'entrée perçus sur l'essence qui momentanément faisait du mélange LEPRETRE un carburant plus économique que l'essence.

En 1917, la question de l'alcool moteur fut reprise pour résoudre le problème de la main-d'œuvre en vue du remplacement de cette dernière par des tracteurs agricoles. CLÉMENTEL, ministre de l'Agriculture, chargea ses services techniques d'étudier l'emploi de l'alcool et de l'alcool carburé au benzol dans la motoculture. MM. PERISSE et GUISELIN transmirent au ministre un rapport sur *Nos ressources nationales en carburants*, mais l'alcool et le benzol étant réquisitionnés pour les besoins de la défense nationale, on ne put aboutir à aucune réalisation pratique.

En 1918, une pétition fut adressée aux parlementaires et aux membres du Gouvernement par le Syndicat général des transports publics automobiles de France. Les signataires de la requête demandaient que soit favorisé l'emploi de l'alcool carburant. A cet effet, ils réclamaient un carburant national à base d'alcool dont le prix serait fixé plus bas que celui des autres carburants au moyen de droits de circulation sur ceux-ci et de primes allouées à l'alcool.

Le 5 novembre 1918, le Comité général des pétroles institua la Commission des carburants nationaux présidée par M. BARTHE, devant laquelle les industriels et techniciens étaient invités à exposer leurs recherches sur le carburant national. Le 1^{er} avril 1919 le Gouvernement autorisa le Syndicat des transports automobiles à faire des essais sur le mélange alcool-benzol. Le benzol employé était celui livré par l'Allemagne au titre des prestations qu'elle s'était engagée à fournir en exécution du traité de Versailles. Les quantités acquises par le Service des alcools furent :

367.260 kilos en 1920-21	pour	440.713 francs.
11.344.323 kilos en 1921-22	pour	12.901.845 francs.
10.361.756 kilos en 1922-23	pour	12.358.118 francs.

Les acquisitions de benzol cessèrent par suite des prix exorbitants demandés par le Reich (prix notifié par celui-ci, un mois à l'avance). Ils étaient de 500 marks les 100 kilos jusqu'en novembre 1921, 1.000 jusqu'à fin mars 1922, 1.550 en avril 1922 et, par suite des mesures douanières, l'Allemagne exigea en 1923 être payée au cours mondial de ce produit, soit 3.000 marks, ce qui eût abouti à faire payer 250 francs environ les 100 kilos de benzol, cours plus élevé que celui des alcools de betteraves.

En 1921, sur l'initiative de M. BARTHE, le Comice agricole de BÉZIERS décida d'organiser un concours entre les inventeurs de carburateurs et de formules de mélanges carburants à base d'alcool. L'intérêt de la viticulture était, en effet, de conserver le bénéfice de l'exclusivité du débouché de la consommation de bouche pour l'alcool naturel et pour cela il fallait trouver à l'alcool d'industrie un débouché assez important et qui puisse mettre d'accord betteraviers, distillateurs et producteurs d'alcool vinique sur le point de maintenir le régime provisoire.

Le 16 juin 1921, M. BARTHE et deux cent quatre-vingt de ses collègues déposèrent une proposition de résolution « invitant le Gouvernement à organiser la mise au point expérimentale du carburant national ».

A la suite d'un rapport de M. Ch. BARON au nom de la Commission des Mines et d'un avis de M. Alexandre VARENNE au nom de la Commission des Finances, la Chambre vota, le 9 juillet 1921, une résolution, qui invitait le Gouvernement à prendre toutes mesures :

« 1° Pour permettre à la Direction des Poudres et aux laboratoires de poursuivre leurs recherches expérimentales en vue de la mise au point de la formule de carburant national, en même temps qu'aux chimistes et aux ingénieurs privés qui en feront la demande de recevoir pour leurs essais, dans le même objet, de l'alcool 95° à l'état pur, dans les mêmes conditions que l'alcool dénaturé. »

« 2° Pour intéresser les services militaires de transports automobiles et aéronautiques au concours-démonstration organisé pour l'automne prochain en plein accord avec les associations nationales d'agriculture par le Comice agricole de BÉZIERS, en les faisant participer aux épreuves qui seront engagées, en même temps que représenter dans le jury ».

A la suite de cette résolution, le ministre des Finances, M. Paul DOUMER, mit un crédit de 200.000 francs à la disposition des services spéciaux de son Ministère et un autre d'égale somme à la disposition des laboratoires de la guerre, pour qu'il soit possible de procéder à des recherches expérimentales en vue de la mise au point du carburant national.

Des expériences furent poursuivies notamment à la poudrerie de SEVRAN-LIVRY. Elles étaient contrôlées par le Conservatoire des Arts et Métiers et suivies pour le compte de la Commission du Carburant national par les trois Ministères intéressés (Guerre, Finances, Commerce).

L'une de ces expériences relative à la préparation d'alcool anhydre, grâce à laquelle l'alcool pourrait être mélangé à l'essence sans introduction d'aucun solvant, fut celle de l'ingénieur principal LORIETTE, qui est devenue depuis le procédé de déshydratation de l'alcool par la chaux vive que nous avons exposé au paragraphe 107. L'installation de SEVRAN-LIVRY traitait des flegmes à 90° et produisait à l'heure 30 litres d'alcool à 99° 8 pour une dépense de chaux vive de 30 kilos.

Des essais techniques sur moteur furent effectués au banc et sur route tant par les pouvoirs publics (Service des Poudres) que par des particuliers.

Les indices techniques de ces essais ont été exposés en détail par M. SARRAUT dans son rapport 377 de 1922 (*J. O.*, documents Sénat, page 593); les relater dépasserait le cadre de notre étude, nous n'en retiendrons que les formules de carburants essayés :

SEVRAN-LIVRY :	Essence poids lourds	85 %
	Alcool à 99°5	15 %

T. C. R. P. :	Essence lourde	45	%
	Alcool	55	%
	Essence lourde.....	55	%
	Alcool	45	%
	Essence lourde.....	89,5	%
	Alcool.....	11,5	%

Essayés au banc, les trois mélanges T. C. R. P. donnèrent les résultats suivants :

Puissance maxima pour un nombre de tours : Deux premiers mélanges résultats identiques supérieurs au troisième.

Consommation par cheval-heure : Moindre avec le troisième qu'avec le deuxième et avec le deuxième moindre qu'avec le premier.

Outre ces essais au banc, des essais sur route furent effectués.

La T. C. R. P. alimenta ses 1.200 autobus avec un mélange 50 % alcool, 50 % benzol, la consommation était supérieure de 25 % à celle du benzol pur, de 9 % à celle de l'essence pure. Un article paru fin 1921 dans la *Revue de la Presse française et étrangère* fit un certain bruit; l'auteur se plaignait que le carburant national ait été imposé à la T. C. R. P., que le fonctionnement du moteur à froid était très mauvais et que, par suite, les mécaniciens étaient obligés quand le moteur rendait d'aller à des allures extravagantes pour rattraper le temps perdu. Enfin, selon ce même auteur les cylindres auraient été complètement encrassés par la calamine.

Emu de telles critiques M. BARTHE pria le directeur de la T. C. R. P., M. PERIDIER, de lui faire connaître son avis sur les attaques ainsi formulées. La réponse fut la suivante :

« *La première critique concerne le mauvais fonctionnement du moteur à froid, mauvais fonctionnement qui, d'après l'auteur, obligerait le machiniste à exagérer la vitesse de sa voiture lorsque le moteur est chaud, afin de rattraper les courses perdues.*

» *Il est certain que, pendant les journées froides, nous*

avons éprouvé des difficultés à la mise en route des voitures et que, d'une façon générale, le fonctionnement des moteurs alimentés au mélange benzol-alcool laissait à désirer, tant qu'ils n'avaient pas atteint leur température de régime. Mais grâce au double réchauffage dont nous avons récemment muni nos voitures, réchauffage de l'air et de gaz carburés aspirés par le moteur, l'inconvénient n'a pas apporté de perturbations notables dans nos horaires.

» Nous rappelons, d'autre part, que les moteurs d'omnibus sont munis de régulateur de vitesse, qui ne permet pas à la voiture de dépasser en paliers une vitesse de 23 kilomètres à l'heure; cette vitesse ne peut être qualifiée de « rapidité extravagante ».

» Le mélange d'alcool-benzol permet d'avoir un rendement relativement satisfaisant à la condition expresse d'augmenter le taux de compression des moteurs. Ne sachant si, dans l'avenir, l'alcool pourra nous être fourni à des conditions avantageuses et désireux de ne pas exagérer les dépenses qui pourraient être inutiles, nous avons jugé que le moment n'était pas encore venu de changer le taux de compression de nos moteurs. De ce fait, le rendement actuel de nos moteurs est inférieur au rendement optimum possible. En résumé, nous ne pourrions changer le taux de compression de nos moteurs que si nous étions assurés d'un approvisionnement en alcool pour une longue durée, cela dans le but d'être obligés de ramener en un temps très court le nouveau taux de compression au taux primitif, dans le cas où le carburant national viendrait à manquer.

» L'emploi du carburant alcool-benzol a effectivement occasionné, et principalement en ce qui concerne l'augmentation de consommation et les corrosions des réservoirs, tuyauteries, pointaux et soupapes, des inconvénients sérieux qui grèvent le prix de revient du kilomètre voiture.

» Néanmoins, malgré les diverses difficultés éprouvées, la Société des transports en commun de la région parisienne n'a pas hésité à continuer à employer le mélange alcool-benzol et à poursuivre activement les études très approfondies dans le but de rechercher les causes de ces inconvénients, et les moyens d'y remédier.

» Quant au manque d'homogénéité du mélange, cette critique n'est pas fondée, puisque ce dernier ne se sépare qu'à des températures relativement basses (7° environ). Même en supposant que ce défaut existât à la température ordinaire, il aurait une bien faible influence sur la marche du moteur, car le mélange est constamment brassé par les trépidations des voitures.

» L'encrassement des cylindres se borne en réalité à peu de chose.

« De l'expérience acquise au cours de ces derniers mois, nous pouvons dire que les divers inconvénients signalés ne présentent pas le caractère de gravité qui ressort des termes de l'article ».

En outre, l'encrassement des cylindres provenait plus du méthylène, type Régie (encore employé à cette époque pour les alcools servant de carburant) et de la mauvaise qualité des benzols.

D'autres essais suivis de résultats favorables furent faits également à cette époque sur Paris-Lille par la maison VOITURIEZ-NORMAND ET C^o, sur une 17 HP Renault à carburateur CLAUDEL alimenté par :

Alcool à 95°	49,5 %
Benzol	49,5 %
Ether à 65°	1,0 %

La maison Veuve BLONDEAU, de BESANÇON, sur 20 HP Panhard, modèle 1914, utilisait un carburant mi-alcool mi-benzol. C'est sur ces résultats apparemment favorables que s'ouvrit le 2 avril 1922 le concours de BÉZIERS.

119. Ce concours avait pour but de fixer par des essais nombreux la formule idéale du carburant national. Jusque-là on cherchait « un » carburant national, l'objet du concours de BÉZIERS était de trouver celui qui serait apte à devenir « le » carburant national.

Plus de 400.000 francs dus à la générosité publique furent recueillis, et notamment par souscription dans le Midi de la France. Toutes les sommités scientifiques, les parle-

mentaires et l'opinion publique, s'intéressèrent vivement à cette manifestation qui prit l'ampleur d'assises solennelles pour le développement de l'emploi de l'alcool industriel.

Un Comité scientifique, dont le rôle a été, d'une part, de poser sainement le problème du carburant national et, de l'autre, d'apporter dans le classement du concours tout l'appui de sa haute autorité technique, fut constitué sous la présidence de M. Daniel BERTHELOT, membre de l'Institut.

Des personnalités parmi les plus éminentes de la science française, MM. D'ARSONVAL, CHARPY, LE CHATELIER, KOENIGS, LINDET, MOUREU, RATEAU, SABATIER, VIALA, membres de l'Institut, M. RINGELMAN, membre de l'Académie d'agriculture, MM. BEAUME, Gabriel BERTRAND BORDAS, GODECHOT, JOB, composaient ce Comité. Il suffit d'énumérer ces noms pour montrer que l'organisation du concours fut établie en vue d'aboutir à des résultats rigoureusement contrôlés et non à des expérimentations approximatives.

Ouvert le 2 avril 1922, le concours attira à BÉZIERS dès les premiers jours une foule considérable très intéressée par l'organisation d'une coupe automobile et par l'exposition de machines agricoles et d'appareils actionnés au moyen du carburant national.

Aux membres du Comité scientifique, venus pour procéder à l'expérience au banc d'essai des diverses formules présentées, vinrent se joindre de nombreux parlementaires, et notamment les représentants des deux Commissions des Mines et des Boissons de la Chambre des Députés.

Enfin, le Gouvernement, pour manifester l'intérêt qu'il portait à l'œuvre entreprise par le Comice agricole de BÉZIERS, s'y fit représenter par le Ministre de l'Agriculture M. Henri CHÉRON, qui clôtura, le 9 avril, la grande semaine du carburant national.

Tous les concours furent largement acquis à la manifestation de BÉZIERS, ceux du Gouvernement, du Parlement, de la science et du public.

M. Baume, secrétaire général du Comité scientifique,

constata dans un rapport les formules et les procédés qui furent primés par le Comité. Sans doute, une mise au point de ces formules était encore nécessaire; la dernière étape à franchir devait être cependant très courte.

Du 2 au 9 avril furent examinés une centaine de mélanges, essayés au banc d'épreuve puis sur automobiles dans une épreuve sur route.

Aucune récompense ne fut décernée par le Comité scientifique, qui donna seulement des encouragements; l'étude des formules proposées avait en effet été faussée par l'aspect inexact sous lequel on envisageait le problème du carburant national; l'alcool industriel disponible pour la carburation représentant environ le dixième de la quantité d'essence importée (600.000 hectolitres d'une part, 6 millions d'autre part), on étudia particulièrement les formules permettant d'incorporer à l'essence cette proportion d'alcool. Aucune ne présentait de garantie suffisante. L'alcool tel qu'on le fabriquait à cette époque était de l'alcool à 95° renfermant par conséquent une proportion d'eau potable. Or, des mélanges dans lesquels entre une proportion d'alcool égale à 10 ou 20 % ne sont pas stables; ils furent utilisés à BÉZIERS dans les épreuves sur route puis distribués à des chauffeurs qui en furent satisfaits puisque pour 3.000 bidons de 5 litres livrés il n'y eut que trois plaintes. Mais les plaintes eussent été beaucoup plus nombreuses si on avait fait cette distribution par temps froid ou humide : on s'aperçut en effet que le mélange n'était stable que par temps chaud et sec, et que la moindre goutte d'eau suffisait à en dissocier les éléments (par exemple l'eau de rinçage des bidons).

Les formules examinées peuvent être classées en deux catégories :

1° Celles qui mettaient en jeu les « *unisseurs* » comme les appelle M. GUISELIN, c'est-à-dire des corps solvants qui homogénéisent le mélange, car on ne croyait pas possible avant BÉZIERS d'obtenir industriellement de l'alcool absolu (99° 8).

Quatre solvants principaux retiennent l'attention :

a) Alcool butylique présenté par MM. RICARD-ALLENET ET C^o, industriels.

Les mélanges proposés étaient :

	Mélange a	Mélange b
Essence	78,7	64,7
Alcool	9,8	18,0
Benzol	7,9	15,0
Butanol	3,6	2,0

Ces deux mélanges furent qualifiés par le Comité scientifique, d'irréprochables.

b) Un deuxième solvant, proposé par M. MAILHE, à l'époque professeur à la Faculté de Toulouse, était le cyclo-hexonal, dont la fabrication à partir de l'acide phénique ne souffre aucune difficulté.

c) M. MAILHE proposa également l'alcool isopropylique, facilement isolable à partir de l'acétone.

d) Enfin, MM. VIDAL et DESSALES soumièrent au jury certains dérivés non caustiques des crésols parents de l'acide phénique et faciles à extraire de la houille.

Tous ces procédés étaient peut-être très savants, mais ils augmentaient le prix de revient et en outre n'avaient d'utilité que si l'alcool ne pouvait vraiment pas être obtenu absolument pur. Or, l'exposé par M. PATART des expériences de SEVRAN-LIVRY et du procédé LORIETTE permettait au contraire d'envisager avec faveur les simples formules de mélanges.

2^o Simples formules de mélanges :

a) Mélange ternaire.

Parmi ceux-ci se trouvait le mélange alcool-benzol-éther de la maison VOITURIEZ-NORMAND, puis, très voisine, la formule LATOMBE-MAUCLERE :

Alcool	65 %
Ether	10 %
Essence ou benzol	25 %

puis le mélange par tiers d'essence-alcool-benzol, ou alcool 50 %, et les deux autres 25 %; enfin, un mélange très en faveur en Allemagne, l'alcool tétraline (extrait de la houille) benzol.

b) Mélange binaire :

Rappelons tout d'abord le mélange LEPRETRE, puis les mélanges alcool-essence en diverses proportions, et enfin le mélange WOOD, appelé aussi natalite, du nom du pays de l'Union Sud-Africaine où WOOD le fit breveter. Il se composait de 60 % d'alcool à 96° et de 40 % d'éther.

Les conclusions scientifiques consécutives aux essais furent exposées dans le rapport du directeur du Service des Poudres, M. PATART.

Les mélanges d'alcool absolu et d'essence sont stables à des températures très basses et ils le restent malgré une longue exposition à l'air. L'hygrométrie du mélange binaire en parties égales est faible.

Le mélange peut être utilisé dans les moteurs à explosion à essence dans la limite maximum de 25 % d'alcool.

Au point de vue de la stabilité, le Comité scientifique estima que les mélanges à basse teneur d'alcool, contenant 10 à 15 % d'alcool absolu, ne présentaient pas un coefficient de sécurité suffisant; dans une lettre au Ministre du Commerce, il recommanda l'emploi des mélanges d'essence et d'alcool absolu, dont la teneur en alcool est comprise entre 40 et 50 %. En octobre 1922, le congrès des combustibles liquides, organisé par la Société de chimie industrielle, aboutit aux mêmes conclusions que le Comité scientifique. La question technique de l'alcool moteur, et plus particulièrement du carburant alcool-essence, semblait donc encore une fois résolue.

120. Quelques jours à peine avant l'ouverture du concours de BÉZIERS, une Commission interparlementaire fut réunie au Sénat sous la présidence de M. DELPIERRE. Composée des membres de la Commission des Alcools et d'une délégation importante de la Commission des Bois-

sons de la Chambre, elle reçut les représentants du Syndicat national du commerce en gros des vins, cidres et spiritueux et liqueurs, ceux du Syndicat de la distillerie agricole, ceux du Syndicat des distillateurs industriels, ceux enfin du Groupement de la distillerie française.

Au nom des Syndicats des distillateurs industriels et agricoles et en son propre nom, ce dernier Groupement a demandé :

1^o Qu'il soit appliqué une surtaxe de 50 francs au minimum sur les alcools naturels allant à la consommation de bouche.

2^o Qu'une portion de la production des alcools d'industrie puisse aller à la consommation de bouche, moyennant paiement d'une taxe à déterminer.

Ainsi, l'Office aurait, grâce à ces ressources supplémentaires, la certitude d'écouler tout son alcool; ainsi, en outre, serait évitée, grâce à la concurrence de l'alcool d'industrie, la hausse exagérée des alcools naturels dans les années de disette.

La distillerie industrielle du Nord remettait donc en question le principe de la séparation des deux alcools, pour revenir à l'assaut du marché de la consommation de bouche.

La Commission de l'alcool ne pouvait l'accepter pour les raisons développées dans le premier rapport SARRAUT et en particulier pour des motifs tirés de l'hygiène publique, lesquels interdisaient à cet organisme de provoquer une recrudescence de l'alcoolisme : « Ni l'opinion publique, ni le Parlement ne tolérerait que l'alcool d'industrie puisse continuer comme avant la guerre à alimenter « le moteur humain », déclare M. SARRAUT.

Les représentants de la distillerie industrielle adhèrent à la thèse de M. SARRAUT en laissant à d'autres voies plus naturelles le soin d'assurer des débouchés à l'alcool d'industrie. C'est aux usages industriels que ce dernier doit aller essentiellement; c'est au chauffage, à l'éclairage, à la force motrice.

Mais on objecta alors que l'Office ne parviendrait jamais à investir dans les différentes consommations tout l'alcool

acquis par lui. Comment, en particulier, pourrait-il céder des quantités importantes d'alcool pour le carburant national, avec les faibles ressources dont il disposerait ? Dès lors que la distillerie industrielle renonce à concurrencer l'alcool naturel, que ces producteurs consentent au moins un effort plus sensible que celui demandé jusqu'à ce jour. Pourquoi les producteurs de vin et les producteurs de cidre, par exemple, ne payeraient-ils pas une taxe sur chaque hectolitre de vin ou de cidre ?

Ainsi pourraient être obtenues des ressources financières considérables, permettant à l'Office de remplir son rôle dans la pleine sécurité de l'avenir.

Le problème était grave; il ne s'agissait plus, en effet, d'augmenter la contribution pécuniaire de l'alcool naturel qui, de prime abord, avait paru suffisante en la limitant à 50 francs et dont, à un moment donné, on avait envisagé l'élévation à 75 francs. Il s'agissait de demander aux récoltants de vin et de cidre, aux millions de cultivateurs qui produisent des boissons hygiéniques, de contribuer, par un sacrifice important, à l'équilibre des intérêts en jeu, d'intervenir en quelque sorte pour les arbitrer, et de donner eux-mêmes à l'Office de l'alcool la base financière stable lui permettant de fonctionner en pleine sécurité et de sauvegarder en un mot l'avenir de la betterave. La réponse fut précise : « *Nous voulons bien, dit M. SARRAUT, poser la question aux intéressés; ils y répondront eux-mêmes. Et si, comme nous l'espérons, la haute vision qu'ils ont de l'intérêt général domine le souci de leurs intérêts particuliers, nous n'hésiterons pas à en prendre acte et à transformer les bases financières du projet de loi.* »

C'est dans ces conditions que M. du BOLLAY, président du Groupement de la distillerie française, ayant annoncé qu'une délégation du Nord irait à Béziers à l'occasion du concours du carburant national pour s'y entretenir amicalement avec les viticulteurs et tâcher d'y sceller définitivement l'accord du Nord et du Midi, il fut convenu que les suggestions qui étaient faites à la Commission DELPIERRE seraient soumises aux représentants qualifiés de la viticulture.

Quant au Syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs, qui compte cent quatre-vingt syndicats adhérents, la plupart composés de distillateurs de liqueurs ou de négociants en vins et spiritueux, tous transformateurs d'alcools pour la consommation de la bouche, il déclara accepter l'accord entre le Nord et le Midi, c'est-à-dire que le marché de la bouche fut réservé aux alcools de fruits et de vins. Mais il appela l'attention de la Commission sur les difficultés qui surgiraient dans les années où il y aurait récolte déficitaire de vin et de cidre et il proposa, pour écarter ces inconvénients, un amendement qui, à son sentiment, serait susceptible d'être inséré dans le projet de loi sur le monopole de l'alcool. Voici en quels termes d'ailleurs M. DENOMAISSON, président du Syndicat, précisait sa demande et sa pensée.

« L'amendement proposé par le Syndicat national ne prétend pas à la réintégration immédiate ni permanente de l'alcool d'industrie sur le marché de la consommation de bouche.

« Le régime provisoire de l'alcool, expérimenté depuis le 30 juin 1916, n'a pas été sans enseignements pour le commerce. La dérivation de l'alcool d'industrie vers l'utilisation industrielle est une tendance acceptée par l'opinion contre laquelle le commerce n'entend pas réagir. D'ailleurs, un progrès dans la rectification des alcools de vin permet aujourd'hui une extension de leur emploi sans les mêmes inconvénients de goût qu'autrefois. Nous acceptons donc que les alcools de vin et les autres alcools naturels restent les pourvoyeurs uniques du marché tant que les récoltes de vin et de cidre fourniront des quantités suffisantes pour pourvoir à la fois aux besoins de la consommation en nature et à ceux de la distillation.

« Mais si l'on veut éviter de ramener des cours de scandaleuse spéculation sur les alcools et même sur les vins et les cidres (et personne ne contredira que ce soit une nécessité dans l'intérêt de la paix publique), il est indispensable que le jour où l'insuffisance de la production aura été officiellement constatée, le robinet de l'alcool d'industrie s'ouvre auto-

matiquement pour fournir à la consommation de bouche une quantité d'alcool égale à la différence entre la production de la campagne et la consommation de l'année précédente.

« Cette constatation se ferait par l'examen du tableau de la production des alcools, publié par le ministre des Finances au 31 mars, c'est-à-dire à l'époque où l'on est définitivement fixé sur la quantité de vins libres pour la distillation et sur celle des sous-produits utilisables pour le même objet.

« On ferait le total, non seulement des alcools indigènes de vin, de cidre, de poiré, de marcs, lies et fruits, mais des alcools, rhums et tafias, importés des colonies françaises à la même date du 31 mars⁽¹⁾. Ce total comparé à la consommation taxée au 31 décembre de l'année précédente donnerait le nombre d'hectolitres à introduire sur le marché. La cession ne serait pas consentie pour tous usages, nous prenons en considération les restrictions qui furent apportées par la Commission des Boissons de la Chambre, en 1920, quand celle-ci étudia le principe d'une cession d'alcool d'industrie pour la consommation de bouche. Il fut précisé que celui-ci ne pourrait être transformé ni en eaux-de-vie, ni en rhums fantaisie. La même restriction est maintenue dans notre texte. »

A la suite de ces observations, M. DENOMAISSON suggérerait l'insertion dans le texte du projet de loi des trois paragraphes suivants :

« Exceptionnellement, sur les quantités d'alcool qui leur sont réservées, l'Office sera autorisé par décret, dans les années de production déficitaire en eaux-de-vie naturelles, à consentir des cessions, en vue de la fabrication des liqueurs fruits et infusions de fruits, vins de liqueur et spiritueux, à l'exclusion des eaux-de-vie et des rhums, destinés à la consommation intérieure.

« Les quantités cédées pour ces usages seront déterminées par l'insuffisance des ressources qui relèverait la comparaison sur le tableau publié par le Ministre des Finances entre

1. M. BARTHE ayant observé qu'aux ressources indiquées par M. DENOMAISSON, il faudrait ajouter les stocks en existence à la même date, M. DENOMAISSON a répondu n'y voir aucun inconvénient d'autant plus que pratiquement la constitution de ces stocks est des plus aisée.

le total des alcools naturels distillés en France ou importés d'Algérie et des colonies françaises, d'octobre à fin mars, et le chiffre de la consommation laxée au 31 décembre de l'année précédente.

« Le prix de cession ne pourra être inférieur au prix moyen de l'hectolitre d'alcool de vin du Midi sur les six premiers mois de la campagne déficitaire (octobre-mars) tel qu'il résulte des cotes des Chambres de commerce de Béziers, Carcassonne, Nîmes, Perpignan, le dit prix moyen majoré de 50 francs. »

En résumé, le syndicat national admettait le principe de la séparation des deux alcools. Seul l'alcool naturel devrait alimenter la consommation de bouche même pour la fabrication des liqueurs, vins de liqueurs et spiritueux, sauf dans l'hypothèse d'une récolte déficitaire, auquel cas l'Office pourrait céder des alcools pour la fabrication des liqueurs (à l'exclusion des eaux-de-vie et rhums de fantaisie) des vins de liqueur et spiritueux.

La Commission interparlementaire prit acte avec satisfaction de cette communication si importante du Syndicat national et décida d'y donner satisfaction dans toute la mesure du possible.

121. Les délégués des grandes corporations intéressées au maintien du régime provisoire se réunirent à BÉZIER dans le même temps qu'avait lieu le concours technique organisé par le Comice.

Le Nord était représenté par :

1^o Le Groupement de la distillerie française, ayant pour représentant M. BOULLAY.

2^o Le Syndicat des fabricants d'alcools, représenté par son président, M. SCHOTSMANS.

3^o Le Syndicat de la distillerie agricole, ayant pour délégué M. CALLEROT, secrétaire général.

Le Midi avait pour le représenter :

1^o La Confédération générale des vignerons, présidée par le colonel MIREPOIX, puissante association qui groupe dans son sein l'immense majorité des récoltants de vin.

2° La Fédération des syndicats de distillateurs et bouilleurs d'eaux-de-vie du Midi.

Aux nombreux délégués de ces associations s'étaient joints deux membres de la Commission de l'Alcool, l'honorable M. ROLLAND et le rapporteur, M. Maurice SARRAUT. Plusieurs membres de la Commission des Finances de la Chambre des Députés (MM. F. BROUSSE et de CASSAGNAC), plusieurs membres de la Commission des Boissons de la Chambre des Députés : MM. BARTHE, Léon CASTEL, de MAGALLON et de RODEZ-BÉNAVENT.

M. Maurice SARRAUT présidait.

Dès le début de la séance, M. BARTHE donna lecture d'un télégramme qu'il avait reçu la veille du Syndicat général des cidres et dont voici les termes : « Les producteurs de cidres sont solidaires avec les viticulteurs pour la consommation de l'alcool de fruits ainsi que pour le mutage des vins et maintiennent l'entente entre Ouest et Midi; demandent l'interdiction de la rectification des rhums. » Aussitôt après, la discussion s'engagea sur les vœux suivants émis par les représentants du Nord :

a) Possibilité pour l'alcool d'industrie d'être utilisé pour la fabrication de produits destinés à être exportés.

b) Possibilité pour l'alcool d'industrie d'alimenter la consommation de bouche à l'intérieur dans les années où la production d'alcools naturels serait déficitaire.

c) Sacrifices suivants à apporter :

1° Par la viticulture : 1 franc par chaque hectolitre de vin soumis au droit de circulation.

2° Par la cidriculture : 0 fr. 50 par chaque hectolitre de cidre soumis au droit de circulation.

3° Par les alcools naturels : 50 francs par hectolitre d'alcool.

Sur le premier point relatif aux exportations, l'entente ne tarda pas à se réaliser; les représentants du Midi ne firent aucune difficulté pour reconnaître que les produits de marque ne pouvaient pas être seuls exportés et que, pour l'amélioration de nos devises à l'étranger, il convenait

d'admettre l'alcool d'industrie à la consommation en vue de l'exportation.

Sur le second point, l'accord se fit encore facilement; la motion qu'avait développée le Syndicat national, dans la séance tenue le 29 mars précédent par la Commission interparlementaire, fut adoptée par l'assemblée; elle fut, en outre, complétée par l'indication de deux conditions exigées pour qu'il y ait récolte déficitaire, savoir : récolte de vins inférieure à 40 millions d'hectolitres, stocks à la propriété compris et, en second lieu, stocks d'alcools naturels inférieurs au tiers de la consommation de l'année précédente.

Quant aux sacrifices financiers demandés aux producteurs de vin et de cidre, le principe d'une taxe respective de 1 franc et de 0 fr. 50 par hectolitre fut admis.

L'alcool d'industrie concurrencerait l'alcool naturel à l'étranger, et arriverait sur le marché de la consommation de bouche à l'intérieur au cas de déficit dans la production des alcools naturels; les viticulteurs verseraient chaque année dans la caisse de l'office plus de 40 millions de francs.

Ces sacrifices étaient nécessaires, mais le Midi opposa un refus catégorique à la demande qui lui était faite de supporter, en outre, une surtaxe sur les alcools naturels.

Sans doute, le Nord accordait que le taux devait être inférieur à celui qui s'appliquerait aux alcools naturels autres que ceux de vins et de cidres, aux rhums et genièvres notamment. Mais, malgré ces allègements, le Midi ne pouvait aller plus loin dans la voie des concessions, alors surtout que l'inutilité en était évidente et que l'équilibre financier de l'Office était assuré par les sacrifices déjà consentis.

Au reste, que pouvait craindre le Nord? Pouvait-il supposer que le Midi laisserait sombrer l'Office? Les producteurs d'alcool d'industrie pouvaient-ils penser que, au jour où le statut définitif de cet accord serait voté, les producteurs d'alcool naturel se désintéresseraient de la marche de cet organisme? Assurément non. C'est en termes convaincants que M. Paul de CASSAGNAC sut donner au

Nord à ce sujet tous les apaisements utiles. L'Office pouvait être assuré, le cas échéant, de l'appui de tous; on ne le laisserait pas faire faillite.

Cette déclaration soutenue par de semblables affirmations émanant de M. BARTHE, au nom de la Commission des Boissons, de M. BROUSSE, député, et de M. MIREPOIX, président de la Confédération générale des vignerons, emporta les dernières résistances des délégués du Nord.

Ajoutons que l'opinion fut unanime à reconnaître la nécessité de taxer les rhums et les tafias ainsi que les genièvres, alcools naturels qui, comme les vins et les cidres, devaient apporter leur contribution à l'équilibre financier de l'Office.

L'accord fut constaté par un procès-verbal désigné sous le nom d'accord de BÉZIERS et dont voici la teneur :

« L'Assemblée réunie à BÉZIERS, le 8 avril 1922, à l'occasion de la semaine du carburant national, sur l'initiative de la Confédération des vignerons et comprenant notamment :

« 1^o Les représentants autorisés de la G. G. V. et des producteurs de vins du Midi.

« 2^o Les représentants autorisés des distillateurs du Midi.

« 3^o Les représentants autorisés des distillateurs industriels et des distillateurs agricoles du Nord.

« Après avoir enregistré l'adhésion des producteurs de cidre, manifestée par télégramme en date du 7 avril 1922.

« 1^o Constate le plein succès des épreuves organisées à BÉZIERS en vue de l'utilisation de l'alcool comme carburant national et félicite le Comice agricole de Béziers qui a pris l'initiative de cette organisation.

« Remercie les souscripteurs dont le concours pécuniaire a permis de la réaliser et de donner ainsi la preuve décisive et matérielle de l'emploi du carburant national à base d'alcool, utilisé par voie législative conformément à l'amendement BARTHE sur le régime du pétrole.

« 2^o Prend acte de l'accord complet intervenu entre la production viticole, la distillerie du Midi, le Syndicat national des vins et spiritueux, la distillerie industrielle, et la distillerie agricole du Nord, sur la base suivante :

« a) *Le marché de la consommation de bouche à l'intérieur doit être entièrement réservé à l'alcool naturel, sauf dans les années où la production des vins de France serait inférieure. stock à la propriété compris, à 40 millions d'hectos et où les stocks d'alcool naturel disponibles ne dépasseraient pas le tiers de la consommation de l'année précédente, auxquels cas l'alcool d'industrie serait exceptionnellement admis à faire l'appoint au cours de l'alcool naturel majoré de 50 francs par hectolitre.*

b) *Le marché de la consommation à l'exportation demeure ouvert aux alcools d'industrie.*

c) *L'équilibre financier de l'Office sera assuré notamment par une contribution de 1 franc par hectolitre sur la consommation taxée des vins et de 0 fr. 50 par hectolitre sur la consommation taxée des cidres et par des taxes appropriées sur les rhums, tafias, spiritueux d'importation, ainsi que les bénéfices réalisés sur les cessions d'alcool aux industries privilégiées. Les ressources dont disposera l'Etat seront employées à céder au-dessous du prix de revient, tant au chauffage qu'à l'éclairage et aux moteurs, l'alcool qui devra demeurer un élément essentiel de carburant national.*

« *L'Assemblée, unanimement, décide d'appuyer auprès du Parlement le projet établi sur ces bases et en réclame le vote prompt et définitif, dans l'intérêt de la prospérité de l'agriculture française et de la défense nationale.*

« *Les délégués du Nord, étant donnée leur préoccupation d'assurer les ressources nécessaires à la marche de l'Office, demandent qu'il soit fait mention dans l'exposé des motifs de la loi de la déclaration de M. le député de CASSAGNAC, appuyée par les parlementaires présents et délégués par diverses commissions de la Chambre et du Sénat, de les aider à obtenir des ressources complémentaires si les ressources actuelles venaient à être insuffisantes.*

« *Tous les membres présents et délégués à la réunion ont signé cette motion et les procès-verbaux.* »

Il ne restait plus devant ces possibilités techniques et parlementaires, qu'à réaliser législativement le carburant national; ce fut l'œuvre des articles 6 et 7 de la loi du 28 février 1923.

122. Sans se préoccuper suffisamment du point de vue économique du prix de revient et des possibilités de production de l'alcool, M. BARTHE, appuyé par plus de trois cents de ses collègues, déposa sur le bureau de la Chambre le 30 novembre 1922, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le mélange d'alcool à l'essence importée dans la proportion de 10 % alcool, 90 % essence. On faisait valoir que la substitution complète de l'alcool à l'essence étant impossible avant longtemps et l'offre sur le marché de deux combustibles concurrents étant peu pratique, seule la proportion de 10 % alcool permettait d'utiliser les 600.000 hectolitres d'alcool qui pouvaient à l'époque alimenter les moteurs.

Cependant il fut reconnu dans la suite qu'un mélange ainsi composé n'était pas celui que l'expérience indiquait comme le plus stable. La proposition fut donc remaniée et vint en discussion devant la Chambre le 26 janvier 1923. Votés par elle le même jour, les articles sur le carburant national furent insérés dans la loi sur les crédits provisoires pour le mois de mars et, sur les instances de MM. BERENGER et SARRAUT, adoptés par le Sénat le 28 février 1923. Aux termes de l'article 6 de la loi de finances de ce jour :

« Six mois au plus après la promulgation de la présente loi, les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélange, destinées à être consommées en France, seront tenus, pour obtenir les licences d'importation, d'acquiescer de l'Etat, chaque mois, une quantité d'alcool éthylique comptée en volume à 15 degrés centigrade et à 100 degrés Gay-Lussac, correspondant à un pourcentage minimum de 10 % en volume de la quantité d'essence par eux dédouanée dans le mois précédent. »

» La même obligation s'appliquera aux importateurs de benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange. Seront cependant exempts de l'obligation les produits employés à la fabrication des matières colorantes et produits chimiques. »

» L'alcool cédé aux importateurs visés aux deux paragraphes précédents devra être exclusivement destiné à la force motrice. »

Ce texte prévoyait en outre que des décrets rendus sur

la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances fixeraient les modalités d'application des dispositions ci-dessus, et notamment pour chaque année, et avec un préavis de trois mois le pourcentage minimum obligatoire d'alcool à acquérir, la formule de dénaturation de cet alcool et le prix de cession des alcools purs ou dénaturés, et que des arrêtés rendus par les mêmes ministres pourraient fixer la composition des mélanges, leur prix de vente en gros, ou éventuellement l'écart de ce prix avec le prix de vente en gros de l'essence, ainsi que les conditions auxquelles ces mélanges devront satisfaire et celles dans lesquelles ils devront être livrés au public.

Au cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, le Ministre du Commerce serait autorisé à suspendre ou à retirer les licences d'importation.

En vertu de ces dispositions furent pris le décret du 30 mai 1923 ⁽¹⁾ et l'arrêté du 31 mai 1923 ⁽¹⁾.

Aux termes du décret du 30 mai 1923 ⁽¹⁾, modifié en ce qui concerne l'article premier par le décret du 20 mai 1924 ⁽¹⁾,

Sont considérés comme essences de pétrole ou autres, au point de vue de l'obligation prévue à l'article 6 de la loi susvisée du 28 février 1923 :

1° Les produits qui donnent à la distillation 95 % en volume à une température au plus égale à 215 degrés centigrade.

2° Les produits qui, dans un mélange contenant des essences de pétrole ou autres, passent à la distillation à une température inférieure à 225 degrés centigrade.

Ne sont pas soumises toutefois à ladite obligation les huiles lampantes telles qu'elles sont définies pour l'application du tarif des Douanes, à la condition qu'elles donnent à la distillation 20 % au moins en volume après 225 degrés centigrade.

La distillation servant à la détermination des caractéristiques ci-dessus indiquées sera effectuée avec l'appareil de Luynes-Bordas, en suivant les modes opératoires employés par les laboratoires du Ministère des Finances.

Sont considérés au point de vue de l'obligation prévue

1. Voir ce texte à l'annexe A.

audit article 6 de la même loi, comme benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange :

Les produits assujettis à la taxe de 20 francs par hectolitres en application de l'article 105 de la loi du 25 juin 1920.

Ne sont pas soumis toutefois à ladite obligation les benzols pour la fabrication industrielle tels qu'ils sont définis pour l'application du tarif des Douanes.

L'alcool livré aux importateurs visés aux deux premiers paragraphes de l'article 6 de la loi du 28 février 1923 doit être dénaturé préalablement à son mélange avec l'essence, le benzol, ou les produits similaires. Des décisions du Ministre des Finances, après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, déterminent les conditions de dénaturation.

Les substances dénaturantes sont fournies par l'Etat. Dans les établissements où s'effectuent les dénaturations, des dépôts de substances dénaturantes peuvent être installés aux conditions fixées par l'Administration.

Nous avons vu que ce dénaturant (*supra*, n° 108) était un mélange de créosote et de borate d'éthyle.

Le pourcentage obligatoire d'alcool à acquérir était fixé, pour la période s'étendant du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924, à 10 % en volume des quantités d'essence et autres produits visés par le présent décret déclarées pour la consommation, les quantités d'alcool étant comptées à 100 degrés Gay-Lussac à 15 degrés centigrade.

En outre, le décret fixait les prix de cession de l'alcool à la carburation.

Les dispositions relatives à la composition du carburant même pouvaient être modifiées par arrêté. Incorporées ici dans un décret, elles ont été modifiées depuis par des arrêtés dont les derniers en date sont, en ce qui concerne le carburant poids lourd, ceux du 26 octobre 1931 et 25 novembre 1931 et, en ce qui concerne les autres mélanges d'hydrocarbures et d'alcool, celui du 1^{er} juillet 1932, tous trois pris en application de l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931.

Deux sortes d'événements motivèrent le vote de cet

article : les conditions de fixation du prix de vente trop onéreuse pour les importateurs (nous exposerons l'évolution des prix au chapitre suivant, voir *infra*, n° 133) et l'augmentation considérable des stocks du service qui nécessitait l'élargissement de ce débouché.

L'écoulement de l'alcool à la carburation représentait un peu plus de 50.000 hectolitres pour la campagne 1924-25 et avait augmenté progressivement jusqu'à 350.000 hectolitres pour la campagne 1929-30. Mais la reconstitution de nombreuses distilleries dans les régions dévastées et la crise de surproduction de l'industrie sucrière ainsi que son auto-contingement étaient tels que l'augmentation de la production avait été très supérieure à la demande d'alcool pour la carburation.

Or, les bacs du Service des alcools se trouvaient pleins; certes, des mesures pouvaient être prises pour favoriser la construction de nouveaux bacs chez les distillateurs, mais de telles dispositions n'auraient fait que reculer la solution du problème et remettre à plus tard l'heure des décisions.

Devant cet état de choses, M. BARTHE proposa à la Commission des Boissons, le 30 mars 1931, la création d'un inter-groupe de défense des alcools industriels. La presque unanimité des parlementaires des régions viticoles, cidricoles et betteravières répondirent à son appel. Le 11 avril suivant, ce groupe interparlementaire demanda au Gouvernement de faire procéder à des expériences sur la stabilité des mélanges à faible teneur en alcool. Celles-ci furent entreprises sous la direction de l'inspecteur général DUMA-NOIS, directeur des Services techniques de l'Office national des combustibles liquides et à la station de Bellevue par M. BONNIER de l'Office national des recherches scientifiques et des inventions. Les conclusions de ces études affirmaient que le mélange alcool-essence présentait toute garantie de stabilité lorsque le mélange contenait au moins 20 % d'alcool. Mais pour permettre au Service des alcools de livrer un tel pourcentage d'alcool à la carburation, il fallait ne le rendre obligatoire que pour une quotité des essences importées, celles que l'on qualifie de « poids lourds », les quantités importées étant de l'ordre de 5 millions d'hectolitres.

C'est dans ces conditions (pour tous les détails voir *infra*, n° 133) que le Conseil d'administration de l'Office des combustibles liquides émit le vœu que soit institué un carburant à base d'au moins 20 % d'alcool.

Pour réaliser ce vœu le Gouvernement déposa un projet qui fut repris par MM. LOUCHEUR et DELESALLE sous forme d'amendement au projet de Statut de la viticulture et devint l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931 :

« Les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélanges, sont, en outre, tenus pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter en mélange, à toutes les quantités d'essences importées par eux, à l'exception des essences « tourisme », telles qu'elles sont définies par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et des « white spirits » ou autres produits non destinés à la force motrice, 25 litres au moins et 35 litres au plus d'alcool repris à l'Etat dans les conditions spécifiées ci-dessous, par 100 litres d'essence.

« Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'alinéa précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public sont fixés par arrêtés du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget.

« Dans le cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi, en totalité à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences « tourisme » par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget. »

C'est en application de cet article que fut élaboré l'arrêté interministériel du 26 octobre 1931 (1).

Ce texte relatif au carburant poids lourd dispose que les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélanges, seront tenus d'ajouter aux essences, à l'exception des essences tourisme « *white spirits* » ou des autres produits non destinés à la force motrice, une quantité d'alcool évaluée en alcool à 100 degrés Gay-Lussac, à la température

1. Voir ce texte à l'annexe A.

de 15 degrés centigrade, de 25 litres au moins et de 35 litres au plus pour 100 litres d'essence.

Cet alcool devra être acquis de l'Etat; en outre, seul ce mélange aura droit à la dénomination « carburant poids lourd ». Onze articles, d'un dispositif assez long, énumèrent enfin les diverses formalités à remplir par les importateurs d'essence.

Quant à l'arrêté du 1^{er} juillet 1932 (1), il ne vise que les mélanges d'hydrocarbure et d'alcool autres que les carburants poids lourd. Pour ceux-ci, l'alcool destiné à la force motrice doit, après dénaturation spéciale, être mélangé à des hydrocarbures dans une proportion volumétrique qui ne soit pas inférieure à 30 volumes d'hydrocarbure pour 100 volumes d'alcool éthylique, ce dernier étant évalué en alcool à 100 degrés Gay-Lussac, à 15 degrés centigrade.

Les mélanges ainsi obtenus ne peuvent être mis en vente ou vendus au public que s'ils satisfont aux conditions ci-après :

Les hydrocarbures mélangés à l'alcool doivent être soit des benzols ou homologues, soit des essences de pétrole ou les deux. Ces hydrocarbures doivent être employés isolément dans les moteurs d'automobiles et leur volatilité (tension de vapeur à 15 degrés centigrade) doit être au moins égale à celle de l'alcool pur.

La proportion volumétrique d'alcool dans le mélange, évalué en alcool à 100 degrés Gay-Lussac à 15 degrés centigrade ne doit pas être inférieure à 15 volumes ni supérieures à 105 volumes pour 100 volumes d'hydrocarbures.

Les qualités des produits visés ci-dessus et le titre de l'alcool qui, pour les mélanges contenant de l'essence, ne devra pas être inférieure à 99,4 degrés Gay-Lussac à 15 degrés centigrade doivent être suffisants pour qu'après l'addition de 0,45 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant trente minutes au minimum, et amené ainsi à une température inférieure à 1 degré centigrade reste limpide et homogène. Cette épreuve de stabilité sera faite, s'il y a lieu, après la constitution du mélange dans les bacs sur un pré-

1. Voir ce texte à l'annexe A.

lèvement du mélange que l'on amènera par une addition convenable d'alcool ou d'essence, à contenir une proportion de 25 % d'alcool en volume à 99,4 degrés Gay-Lussac. La quantité et le titre de l'alcool ou la quantité d'essence ajoutée pour obtenir cette proportion de 25 % seront fixés d'après les caractéristiques et proportions de l'alcool et de l'essence utilisés pour la constitution du mélange.

Quelle que soit la composition du mélange, ce dernier devra, au moment où il est mis en vente au public, présenter une stabilité telle que, en ajoutant 0,30 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant trente minutes au minimum et amené à une température inférieure à 10 degrés centigrade reste limpide et homogène.

Lorsqu'il s'agira de mélanges ternaires, ceux-ci devront en outre, satisfaire aux mêmes conditions que celles fixées pour l'essence tourisme par l'arrêté du 25 novembre 1925.

Dans tous les cas, le mélange doit être limpide et ne contenir aucune impureté susceptible d'attaquer les moteurs usuels, soit à froid, soit à chaud.

Ce texte en outre abroge l'arrêté du 31 mai 1923 ⁽¹⁾ qui fixait la composition des mélanges alcool-essence ainsi que les conditions auxquelles ces mélanges devront satisfaire et celles dans lesquelles ils doivent être délivrés au public. Cet arrêté avait été suivi d'un autre en quatorze articles, en date du 14 septembre 1923 et toujours en vigueur, qui règle les formalités à remplir par les importateurs d'essence de pétrole et de benzol ou de produits similaires, les dénaturateurs d'alcool et les préparateurs de mélanges carburés pour assurer l'application de l'article 6 de la loi du 28 février et du décret du 30 mai 1923. Le Service des Douanes doit signaler au Ministère du Commerce et de l'Industrie, toutes les quantités d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélange de benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange qui seront déclarées pour la consommation à partir du 1^{er} septembre 1923, à l'arrivée de l'étranger dès la sortie des entrepôts de douane ou des usines exercées.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

Les avis, dont un modèle est annexé à l'arrêté en question, doivent énoncer :

- 1^o Les noms des destinataires des marchandises.
- 2^o Les numéros et dates de licences d'importation.
- 3^o Les noms des déclarants.
- 4^o Les dates des déclarations.
- 5^o La nature des produits déclarés.
- 6^o Les quantités en hectolitres.

Exception est faite pour les provisions contenues dans les réservoirs des automobiles et les importations des frontaliers.

Les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélange, sont tenus d'effectuer chaque mois au Service des alcools, la reprise d'alcool prévue à l'article 6 de la loi du 28 février 1923 à raison d'une quantité égale au dixième du volume en essence des produits déclarés par eux pour la consommation dans le mois précédent.

Pour les benzols, benzines, toluènes, essences de houille, pures ou en mélange, la même obligation devra être remplie par les importateurs, pour les quantités livrées aux destinations autres qu'industrielles, d'après les constatations du Service des Douanes et de celui des Contributions indirectes.

En ce qui concerne les dénaturateurs, ils devront se conformer à la réglementation générale concernant la dénaturation, c'est-à-dire aux dispositions du décret du 1^{er} juin 1919 non abrogées par la loi du 28 février 1923. Mais pour ce qui a trait plus spécialement au Service des alcools, ils auront à lui faire connaître, avant la fin du deuxième mois de chaque trimestre, les quantités d'alcools qu'ils se proposeront de dénaturer au cours du trimestre suivant. Les quantités correspondantes de dénaturants leur seront expédiées en récipients scellés ou plombés qui, jusqu'au moment des opérations, seront conservés en l'état dans un local ou dans une armoire que les dénaturateurs affecteront gratuitement à cet usage et dont la clef sera remise au Service des Contributions indirectes.

Enfin chaque année les décrets prévus par l'alinéa 3 de l'article 6 de la loi de 1928 sont intervenus pour fixer le

pourcentage d'alcool à acquérir par les importateurs et les prix de cession de cet alcool.

Le dernier paru est celui du 11 novembre 1931 (*Journal officiel* du 14) qui dispose, dans son article premier, que le pourcentage obligatoire d'alcool à acquérir est fixé pour la période s'étendant du 1^{er} novembre 1931 au 31 octobre 1932 à 10 % en volume des quantités d'essence et produits similaires déclarés pour la consommation, les quantités d'alcool étant comptées à 100 degrés Gay-Lussac à 15 degrés centigrade.

A la suite de la définition du carburant poids lourd fixée par l'arrêté du 26 octobre 1931, le Syndicat des distillateurs fit observer qu'aucune disposition touchant à la stabilité des mélanges n'avait été prévue. Une Commission technique fut chargée d'élaborer un projet d'arrêté fixant les caractéristiques techniques du carburant poids lourd. Cet arrêté parut à la date du 25 novembre 1931 et, dans son article premier, il précise la définition du carburant poids lourd de la manière suivante :

Les essences de pétroles et autres, purs ou en mélange, à l'exception des essences tourisme et des « *uhile spirils* » ou autres produits non destinés à la force motrice mélangés à l'alcool, en application de l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931, doivent être de qualité au moins équivalente à celle des essences de pétrole poids lourds, employées antérieurement dans les moteurs automobiles, et leur volatilité (tension de vapeur à 15 degrés centigrade) doit être au moins égale à celle de l'alcool pur.

Les qualités des produits visés ci-dessus et le titre de l'alcool qui ne devra pas être inférieur à 99,4 degrés Gay-Lussac à 15 degrés centigrade doivent être suffisants pour qu'après addition de 0,30 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante, pendant trente minutes au minimum, et amené ainsi à une température inférieure à 10 degrés centigrade reste limpide et homogène. Cette épreuve de stabilité sera faite, s'il y a lieu, après la constitution du mélange que l'on amènera par une adjonction convenable d'alcool ou d'essence à contenir une proportion de 25 % d'alcool en volume à 99,4 degrés Gay-Lussac. La quantité et le titre d'alcool ou la quantité

d'essence à ajouter pour obtenir cette proportion de 25 % seront fixés d'après les caractéristiques et proportions de l'alcool et de l'essence utilisés pour la constitution du mélange.

Quelle que soit la composition du mélange, ce dernier devra, au moment où il est mis en vente au public, présenter une stabilité telle que, en ajoutant 0,20 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant trente minutes au minimum et amené ainsi à une température inférieure à 1 degré centigrade, reste limpide et homogène.

Le mélange ne doit, en outre, contenir aucune impureté susceptible d'attaquer les moteurs usuels, soit à froid, soit à chaud.

Telle est dans ses grandes lignes la réglementation relative au carburant national, réglementation touffue et dont les directives ne sont pas toujours aisées à définir.

Pour être complet, nous signalerons une proposition de loi récente qui reprend une disposition existant dans le rapport de M. Maurice SARRAUT et que celui-ci estima inutile après l'intervention de la loi de 1923 (voir *supra*, n° 78).

Cette disposition avait pour but l'obligation pour les Services publics de transport concédés ou bénéficiant d'une subvention, d'utiliser dans les moteurs de ses véhicules un carburant à base d'alcool.

La proposition nouvelle a été déposée le 16 juillet 1932 sous le n° 547 de la 15^e législature par M. BARTHE et trois cent huit de ses collègues, elle comporte un article unique dont le libellé qui a reçu l'approbation du Conseil d'administration de l'Office national des combustibles liquides le 6 juin 1932 est le suivant :

« Les services publics, les services de transports automobiles terrestres exploités, concédés ou subventionnés par l'Etat, les départements et les communes ne pourront utiliser que des carburants contenant au minimum 20 % d'alcool. »

« Les dérogations qu'il y aurait lieu d'apporter aux dispositions de la présente loi feront l'objet de décisions concertées des Ministres de la Guerre, du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Travaux publics. »

123. L'article 104⁽¹⁾ de la loi du 25 juin 1920 avait institué une taxe de 45 francs sur les huiles minérales et essences. En sont exonérées, conformément à cet article et aux arrêtés du 4 juin et 23 septembre 1921, les essences mélangées à l'alcool, à concurrence des quantités d'alcool contenues dans le mélange si celles-ci représentent plus du tiers du volume du mélange.

Enfin, l'arrêté du 5 juillet 1932⁽¹⁾ a repris les dispositions de tous les textes précédents en ce qui concerne les exonérations de taxe intérieure. Ce texte dispose en effet que les hydrocarbures entrant dans la composition des mélanges prévus par le projet d'arrêté interministériel et destinés à la vente seront exonérés du droit qui leur est propre dans les conditions suivantes :

a) *Mélange essence tourisme-alcool*. — Exonération d'un volume d'essence égal au volume de l'alcool pur incorporé dans le mélange sans que l'exonération puisse porter sur une quantité supérieure à 30 litres d'essence pour 100 litres de mélange.

b) *Mélange benzol-alcool*. — Exonération d'un volume de benzol égal à la moitié du volume de l'alcool pur incorporé dans le mélange.

c) *Mélange essence tourisme-benzol-alcool*. — Exonération d'un volume d'essence égal au volume de l'alcool pur incorporé dans le mélange sans que l'exonération puisse porter sur une quantité supérieure à 30 litres d'essence pour 100 litres de mélange.

Nous reviendrons sur ces exonérations en examinant les conséquences économiques et financières du régime provisoire.

124. On a beaucoup écrit sur les avantages et les inconvénients du carburant national. Nous en dirons quelques mots en nous efforçant d'exposer objectivement les thèses en présence.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

A. Puissance.

L'essence fournit 8.200 calories par litre, l'alcool 5.600 seulement. L'alcool est donc un carburant très inférieur à l'essence, quant à son pouvoir calorifique. Si la puissance était proportionnelle au nombre de calories du carburant celle que l'on obtiendrait avant le mélange alcool-essence serait de 75 % de celle que donnerait l'essence seule.

Mais la puissance d'un moteur s'exprime par rendement thermique du carburant employé, c'est-à-dire par le nombre de calories transformés en unités travail. Le corps détendant est constitué par des vapeurs du carburant et par une quantité d'air variable suivant le carburant. Ce qui règle la puissance du moteur, c'est le pouvoir calorifique du mélange : carburant + air.

L'inspecteur général de l'aéronautique DUMANOIS spécialisé depuis plus de dix ans dans les questions de carburant déclarait le 20 mai 1931 : « Quelle que soit la proportion d'alcool dans le mélange, l'utilisation dans un moteur à explosion donne satisfaction; la puissance obtenue est sensiblement la même qu'à l'essence, à condition toutefois, pour chaque mélange, de régler le carburateur en conséquence; il convient de modifier les sections des gicleurs, l'alcool contenant moins de calories au litre d'essence. Comme première approximation, on peut considérer que l'augmentation de section des gicleurs doit être sensiblement proportionnelle à la diminution du pouvoir calorifique du mélange. En réalité, le chiffre ainsi trouvé sera généralement un peu faible, car les mélanges d'alcool et d'essence ont une viscosité plus grande que l'essence pure. Le réglage étant fait, le fonctionnement est satisfaisant ».

B. Consommation.

A la question de la puissance du moteur est liée celle de son rendement, c'est-à-dire de sa consommation en carburant. Elle n'est pas moins importante pour le consom-

mateur, qui met en balance non seulement les avantages techniques de l'essence et du carburant national, mais leur prix de revient respectif.

M. PÉRIDIER, directeur de la T. C. R. P., dans une communication à la Société des ingénieurs civils le 23 mars 1923, indique qu'à ce jour 64.500.000 kilomètres avaient été parcourus par les autobus alimentés avec le mélange LEPRETRE. La consommation moyenne était supérieure de 25 % à celle de benzol pur, de 9 % à celle d'essence pure.

M. DUMANOIS, après avoir étudié les conditions pratiques d'utilisation dans les moteurs d'un mélange à base d'éthanol sur une voiture de tourisme Renault, 12 CV., arrive aux conclusions suivantes :

« Les moteurs actuels à l'essence ayant un réglage riche, ce qui est le cas le plus fréquent, pourront fonctionner avec un mélange de 20 à 25 % d'alcool, sans changement du réglage du carburateur mais, dans ce cas, il y a manque d'air, la combustion est moins bonne et par suite la consommation volumétrique plus forte. Par rapport à l'essence, l'augmentation peut atteindre et dépasser 10 %. On modifiant le réglage par augmentation de la section du gicleur principal, de façon à obtenir la carburation optimum, l'augmentation de consommation volumétrique sera évidemment plus faible. Si l'on s'en tenait au rapport des pouvoirs calorifiques volumétriques, elle serait d'environ 8 %. Pratiquement, on peut considérer que ce chiffre ne sera pas atteint; du fait de la présence d'alcool et de son pouvoir antidétonant, la combustion sera meilleure, le moteur chauffera moins et il aura plus de souplesse. Nous ne supposons pas que dans ces conditions, l'augmentation de consommation volumétrique pratique dépasse 5 %.

« Bien plus, il est des cas où par suite des propriétés essentiellement antidétonantes de l'alcool éthylique, le remplacement de l'essence par un mélange d'essence et de faible proportion d'alcool conduit à une consommation par cheval en calories plus faible qu'avec l'essence. Ceci se produit dans le cas où l'on a à faire avec des moteurs légèrement surcomprimés. La présence de petites quantités d'alcool dans le mélange en empêchant le phénomène de détonation, augmente le rendement de combustion.

« C'est ainsi que la substitution à l'essence d'un mélange d'essence et de 10 % d'alcool éthylique, donne pour la même consommation volumétrique par conséquent pour un nombre de calories plus faible, une puissance légèrement supérieure, sans qu'il soit nécessaire de toucher au réglage du carburateur.

« En se plaçant donc au point de vue utilisation, on voit que les mélanges à faible teneur en alcool éthylique jusqu'aux environs de 10 % présentent cet intérêt de pouvoir se substituer purement et simplement à l'essence sans modification au carburateur et avec une augmentation de consommation volumétrique soit négative, soit nulle, soit en tout cas négligeable. »

C. Stabilité du mélange : alcool-essence.

Ce ne sont donc point des raisons techniques relatives à l'utilisation dans les moteurs qui ont à intervenir dans le choix d'un mélange convenable, mais bien des raisons d'ordre pratique relatives à la conservation même du mélange. Il se trouve, en effet, que l'alcool éthylique pour pouvoir se mélanger à l'essence doit être pratiquement absolu et qu'il suffit d'une quantité d'eau très faible et d'autant plus faible que le mélange est plus pauvre et la température plus basse pour obtenir la séparation; l'alcool ayant absorbé l'eau, se sépare de l'essence et tombe au fond du réservoir; le carburateur réglé pour le mélange se trouve alors alimenté par de l'alcool dont le débit est insuffisant pour carburer l'air; généralement le moteur s'arrête sur une série de retours de flamme.

C'est d'ailleurs cette condition de stabilité qui avait conduit, lors des expériences qui ont précédé la loi du 28 février 1923, le Comité du carburant national à fixer comme mélange optimum : 50 % d'alcool et 50 % d'essence.

Sur le terrain pratique M. DUMANOIS a conduit ses expériences au moyen de six essences d'un type courant dans le commerce :

Essence tourisme « Eco ».

Essence tourisme « Automobiline légère Demarais ».

Essence tourisme « Energic ».

Essence tourisme « Motonaphta ».

Essence poids lourd « Motonaphta ».

Essence poids lourd « Eco ».

Toutes ces essences ont donné sensiblement les mêmes résultats, qui se concrétisent par les chiffres suivants. Si l'on prend comme base la stabilité du mélange actuel à 50 % d'essence et 50 % d'éthanol, la stabilité du mélange à 25 % est réduite de 60 %, celle des mélanges au-dessous de 10 % est réduite à plus de 90 %. C'est ainsi que pour les mélanges compris entre 10 % et 5 % d'éthanol, il suffit à 0° d'une quantité d'eau de l'ordre de 2/1000 pour effectuer la séparation, alors qu'avec le carburant national actuel, il en faut 2/100.

Certes, on peut considérer que le mélange à 50/50 présente une marge de sécurité surabondante justifiée au moment de sa création, car c'était la première expérience de grande envergure qui était tentée. Depuis cette époque, l'emploi de mélanges à 25 % particulièrement en Allemagne semble indiquer qu'un tel mélange donne une sécurité acceptable.

Aucune expérience de laboratoire ou autre ne peut donner de précision. A cet égard, seul l'usage peut permettre de se rendre compte si dans les conditions actuelles de la distribution en France, non plus par emballages séparés mais par citernes fixes, un tel mélange peut donner une marge de sécurité suffisante au point de vue de la séparation. Il est logique de le supposer, mais on ne saurait l'affirmer d'une manière absolue. En tout état de cause, la meilleure garantie que l'on puisse avoir sera celle qui résultera des précautions prises tant pour la préparation du mélange que pour sa manipulation et l'entretien des citernes.

D. Difficultés de mise en marche et pouvoir dissolvant.

On adresse enfin au carburant national deux reproches. La mise en marche en cas de température inférieure à 5-6° offre des difficultés certaines. Il est pratique sinon indispensable d'avoir un dispositif de réchauffage du carbura-

teur; la chaleur latente de vaporisation de l'alcool étant en effet plus élevée que celle de l'essence il faut pour que la carburation soit complète, que l'air admis dans le carburateur soit chaud.

En outre l'alcool dissoudrait le vernis des carrosseries. Quand le réservoir est placé sous l'auvent les vapeurs de carburant qui s'en dégagent risquent d'écailler l'ensemble de la carrosserie.

Que peut-on retenir de cet ensemble de critiques ?

L'alcool peut être d'un meilleur rendement que l'essence après quelques instants de trajet.

La stabilité du mélange est certaine pour un pourcentage d'alcool supérieur à 25 % mais l'utilisation des carburateurs type essence ne permet que le mélange contenant 10 % d'alcool.

Le problème devient donc une pure question de construction.

125. Mais nous posons la question préjudicielle suivante : Quel est le véritable but du carburant national ? Nous affranchir des trusts étrangers qui détiennent pétrole et essence.

Pour réaliser vraiment le carburant national à 50 %, il faudrait environ 15 millions d'hectolitres d'alcool (la plus forte production annuelle depuis 1910 a été de 3.310.000 hectolitres).

En outre ce carburant indispensable paraît-il en cas de guerre, absorberait tout l'alcool — Et la fabrication des poudres ? — On dit bien qu'un procédé permettrait de fabriquer de la poudre sans alcool, mais un des arguments en faveur du monopole de l'alcool disparaît si cette affirmation est exacte.

En effet, dès que l'on attaque le monopole de l'alcool, il se trouve toujours quelqu'un pour répliquer : « Défense nationale ». Si l'on admet l'éventualité d'une guerre, l'envahissement possible du Nord et de l'Est (régions envahies trois fois en moins d'un siècle) quelle sera la production de l'alcool ? Le tiers de la production actuelle, le quart peut-être, une goutte de carburant en regard de la consommation formidable que nécessiteraient les transports de guerre !

Il semble bien que tous les arguments en faveur du carburant national en dissimule un seul : trop de corporations étaient intéressées au maintien du régime provisoire pour qu'un effort ne soit pas fait en vue de la création de nouveaux débouchés. — On en a trouvé un : le plus artificiel, le plus anti-économique qui soit : le carburant national.

Peut-être parfait sous l'angle technique il est au point de vue financier, la clef de voûte d'un système déficitaire, comme nous entreprendrons de le prouver dans les chapitres qui vont suivre.

CHAPITRE XI

FIXATION DES PRIX DE VENTE ⁽¹⁾

126. Evolution de la fixation des prix. — 127. Prix de vente des alcools servant à la conservation des fruits. — 128. Prix de vente de l'alcool destiné au vinage et au mutage. — 129. Prix de vente des alcools à transformer en vinaigre. — 130. Prix de vente de l'alcool entrant dans la composition des produits chimiques et pharmaceutiques. — 131. Prix de vente de l'alcool aux industries exportatrices. — 132. Prix de vente de l'alcool destiné au chauffage et à l'éclairage. — 133. Prix de vente de l'alcool carburant. — 134. Conclusion relative aux achats et aux ventes.

126. Trois périodes sont à distinguer dans la réglementation de la fixation des prix de vente de l'alcool industriel :

1^o *Sous le régime de guerre*, où l'excédent des quantités réquisitionnées pouvait être rétrocédé à diverses industries, les prix étaient exclusivement fixés en fonction de la teneur alcoolique et non d'après la nature des industries privilégiées dont le nombre était d'ailleurs très restreint.

Fixé jusqu'au 1^{er} mai 1916 à 100 francs l'hectolitre à 100°, le prix de vente fut porté le 1^{er} mai 1916 à 150 francs, puis à partir du 1^{er} janvier 1917 à 180 francs. Le 1^{er} octobre de la même année, il était relevé à 240 francs. Enfin, le 1^{er} mai 1918 il était fixé à 350 francs.

Ce prix fut maintenu jusqu'au 23 août 1919. Ainsi que nous l'avons vu, bien que les réquisitions prirent fin le 30 juin 1919, les contrats en cours furent exécutés aux taux convenus jusqu'à l'intervention du premier arrêté du Ministre des Finances pris en exécution du décret du 13 août 1919.

2^o Avec cet arrêté commence la deuxième période qui s'écoule du 23 août 1919 au 3 mars 1922.

1. Voir tableau XI à l'annexe B.

Pendant cette période, une discrimination était opérée entre les alcools d'après les débouchés, mais non pas en classant les divers consommateurs comme étaient réparties les industries privilégiées.

Une première distinction était opérée entre les flegmes et mauvais goûts à plus de 90° destinés à être dénaturés et les autres alcools.

Les alcools destinés à la dénaturation, qui bénéficièrent toujours de prix exceptionnellement bas, étaient vendus 145 fr. l'hectolitre, conformément à l'arrêté du 30 octobre 1919; ce prix fut porté à 240 fr. le 10 avril 1920 et à 290 le 26 juin suivant pour être progressivement réduit à 240 fr. le 21 février 1921 et à 180, 160 et 150 fr. le 2 juin suivant, prix en fonction du degré alcoolique du produit.

Les prix des alcools non destinés à la dénaturation variaient suivant que ceux-ci étaient destinés à l'exportation ou à la consommation intérieure.

Aucune différence n'était faite entre les diverses branches de ce dernier débouché. L'arrêté du 23 août 1919 fixait le prix de vente de l'alcool acheté par les consommateurs indigènes à 350 francs l'hectolitre, prix qui fut élevé, le 10 avril 1920, à 450 fr. et le 26 juin de la même année à 525 francs, prix d'ailleurs abaissé par la suite à 425 francs le 21 février 1921 et à 300 fr. le 14 avril suivant.

Les alcools destinés à être exportés étaient vendus à des prix très différents suivant que l'exportation avait lieu en nature ou sous forme de produits élaborés. L'alcool destiné à être exporté en nature se vendit successivement : 155 francs à partir du 23 août 1919, puis 200 dès le 27 novembre suivant; son prix était élevé à 300 fr. par l'arrêté du 10 avril 1920, à 400 par celui du 26 juin suivant; un texte en date du 21 février 1921 le ramenait à 320 francs et celui du 14 avril à 250 francs.

Pour les spiritueux simples, eaux-de-vie de 60° et au-dessous, et produits autres que ceux-ci à l'exception de ceux, acquittant le droit de statistique, l'alcool fut, durant cette période, cédé à des prix variant peu, autour de 200 fr.

L'alcool destiné à l'élaboration de spiritueux composés (bitters, amers ou eaux-de-vie titrant plus de 65°) fut vendu

aussitôt l'établissement du régime provisoire, 155 francs l'hectolitre, atteignit rapidement 300 francs. Mais le prix de tous les alcools destinés à l'exportation, sous quelque forme que ce soit, fut unifié par l'arrêté du 2 juin 1921, à 200 francs l'hectolitre.

Ces prix furent maintenus près d'un an jusqu'au 3 mars 1922, date à laquelle parut l'arrêté qui ouvre la troisième phase de la fixation des prix.

3^e Fixation des prix d'après l'industrie acquérant l'alcool.

Nous savons qu'une surveillance très stricte de l'emploi pour lequel l'alcool était acquis au Service avait été organisée; cette surveillance était nécessaire pour éviter les fraudes qui n'auraient pas manqué de se produire depuis la différenciation des prix de vente par industrie privilégiée; fraudes qui auraient été d'autant plus nombreuses qu'elles pouvaient être plus fructueuses, puisque certains industriels paient le même produit douze fois plus cher que d'autres, en s'adressant au même fournisseur, l'Etat monopoleur. Cette seule constatation suffirait à faire le procès du monopole si-besoin en était.

Les prix de vente sont fixés par arrêté du Ministre des Finances, conformément au décret du 13 août 1919, et à l'article 22 de la loi du 1^{er} août 1924, codifiés dans l'article 3 du décret du 21 décembre 1926.

Toutefois, la loi du 28 février 1923, qui prévoit dans son article 6 que des décrets fixeront tous les ans le pourcentage d'alcool à acquérir par les importateurs d'hydrocarbure, stipule dans le même article que les mêmes textes détermineront les prix de cession de cet alcool.

Ces prix sont applicables à partir de la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté les fixant. Les prix s'entendent marchandise nue, prise dans les bacs des distillateurs, à l'exception de ceux du carburant national qui est livré aux importateurs sur wagon dans un port désigné par les intéressés.

Les acheteurs ne peuvent souffrir ou bénéficier des changements de prix, car le tarif qui leur est appliqué est définitif dès qu'un accord est intervenu entre eux et l'Administration. Une exception est faite pour les quantités

d'alcool détenues par les dénaturateurs pour le chauffage et l'éclairage. Ceux-ci supportent les changements de prix qui peuvent survenir.

Si les distillateurs ou intermédiaires fournissent de l'alcool directement aux industries privilégiées, ils bénéficient d'une bonification qui ne peut dépasser 2, 50 % des prix fixés, sans tenir compte des frais accessoires (logement, taxe sur le chiffre d'affaires, manutention, transport).

Les alcools servant à la conservation des fruits frais sont vendus le plus cher; dans l'ordre décroissant des prix, viennent ensuite ceux qui sont livrés en vue du vinage et du mutage des vins, puis ceux qui vont à la fabrication des vinaigres, les alcools destinés à la parfumerie enfin ceux qui sont destinés à l'exportation.

A des prix moindres sont vendus les alcools cédés pour la fabrication des produits n'acquittant pas le droit de consommation, ceux qui seront dénaturés et ceux destinés à la préparation du carburant national.

127. Nous avons vu combien faibles étaient les quantités d'alcools vendues pour servir à la conservation des fruits ou des suc de fruits.

Malgré les avantages que présente l'alcool industriel pour cet emploi (grande pureté, fixité du type, stocks livrables, délai de préavis), les prix pratiqués ont toujours prohibé l'extension de ce débouché.

En effet, l'alcool naturel que concurrence l'alcool d'industrie dans ce domaine l'emporte par les prix faibles auxquels il est offert sur le marché.

L'alcool d'industrie était vendu 500 francs à partir du 6 juin 1922; l'arrêté du 23 mai 1924 éleva son prix à 800 fr. Le 27 février 1925, à 1.000 francs, il dépassait le cours des alcools naturels qui n'était à l'époque que de 900 francs. Une hausse de ces derniers s'étant produite pour la campagne 1927-28, les producteurs d'alcool naturel obtinrent que le prix de l'alcool destiné à la conservation des fruits soit porté à 1.200 francs, ce qui fut réalisé par l'arrêté du 31 mars 1928.

L'année suivante, le 17 mai, l'avantage des alcools naturels s'accroissait, car le prix de cession de l'alcool d'industrie était porté à 1.250 francs. La tendance des alcools naturels étant à la hausse au cours de l'année 1929, ce prix fut encore relevé à 1.375 francs par l'arrêté du 13 mars 1930.

Le cours élevé de cet alcool ne permit en 1930-31 qu'un écoulement de 778 hectolitres, et aucune vente ne se réalisa en 1931-32, car les prix des alcools naturels sont plutôt en régression par rapport à la campagne écoulée.

128. Pareillement rémunérateur pouvait être le débouché de la fabrication des spiritueux qui absorbe en moyenne 100.000 hectolitres par an. Mais ce débouché appartient également au marché de l'alcool potable et nous pouvons constater pour la fixation des prix de l'alcool à lui céder, les mêmes influences que celles qui s'exercent sur la fixation des prix de l'alcool destiné à la conservation des fruits.

Les avantages que cet alcool présente, de l'aveu même des industriels qui l'utilisent, ne permettent pas néanmoins de concurrencer l'alcool naturel lorsqu'il s'offre à des prix bien inférieurs.

Vendu 350 francs l'hectolitre aux termes de l'arrêté du 3 mars 1922, puis 450 francs à partir du 28 mai 1923, l'alcool destiné à la fabrication des spiritueux était payé dès le 17 novembre de la même année 550 francs; deux ans plus tard, le prix était porté à 800 francs; le maximum de 1.100 francs était atteint le 15 avril 1927; moins de trois mois après, on l'abaissait à 900 francs, prix auquel il se maintint plus de deux ans; c'est en effet un arrêté du 14 décembre 1929 qui fixa le prix des alcools à viner et à muter les vins à 1.000 francs l'hectolitre.

Les services compétents de l'Administration ayant constaté depuis cette date des chutes de cours sur le marché des alcools naturels avaient proposé à diverses reprises, au Ministre, l'abaissement du prix de l'alcool destiné à ce débouché. Celui-ci ne crut jamais pouvoir signer un arrêté ayant pour objet de réaliser cette mesure sans consulter au préalable les représentants attitrés de la viticulture, car ceux-ci menaçaient de leurs « foudres »

le Ministre trop audacieux. Mais l'évolution des derniers mois a amené une hausse des cours des alcools naturels telle qu'à 1.000 francs l'alcool d'industrie peut victorieusement concurrencer l'alcool vinique.

Cette constatation incita M. BARTHE à déposer la proposition n° 264, 15^e législative, dont nous avons déjà exposé les grandes lignes (voir *supra*, n° 111); mais nous nous en voudrions de ne point citer ici quelques lignes de son exposé des motifs qui semblent inspirées par l'intérêt que porte son auteur au Service des alcools.

« *C'est notamment par ses ventes d'alcools à ces industries dites privilégiées, ventes réalisées à un prix généralement avantageux, que l'Office parvient à couvrir une partie des pertes qu'il s'impose pour développer la consommation, notamment de l'alcool carburant.*

» *Alors, en effet, qu'il paye l'hectolitre d'alcool de betteraves sur la base de 250 à 280 francs et qu'il revend 115 francs pour le carburant national, 250 francs pour le chauffage et l'éclairage et 300 francs pour l'exportation, il ne le rétrocède que moyennant le prix de 500 francs pour l'industrie des produits chimiques, 600 francs pour la vinaigrierie, 1.000 fr. pour les vinages et les mulages et 1.375 francs pour la conservation des fruits.*

» *Malheureusement, les ventes les plus rémunératrices sont les moins importantes, puisque la conservation des fruits n'a jamais donné lieu qu'à la vente, dans les années les plus favorables, de 10.000 hectolitres et les fabricants de vins de liqueur par vinage ou mulage, qui utilisent environ 150.000 hectolitres d'alcool pur par an, n'achètent à l'Etat, semble-t-il, que lorsqu'ils y ont avantage; on peut en juger par l'importance des quantités rétrocédées par le Service des alcools aux fabricants dont il s'agit, depuis dix ans.*

» *Il y a lieu de constater tout de même que le recours à l'alcool de l'Etat est de plus en plus la règle parce que les fabricants sont toujours assurés d'obtenir du Service des alcools beaucoup plus facilement que sur le marché libre, les quantités immédiatement disponibles et les types qui leur sont indispensables. Les opérations de mulage et de vinage s'échelonnent à peu près toutes sur une courte période de deux mois*

par campagne (la période des vendanges) et rares sont les distillateurs ou les commerçants du marché libre qui sont en mesure de livrer aux muteurs de la région méridionale les dizaines de milliers d'hectolitres d'alcool rectifié bon goût qui leur sont nécessaires en quelques semaines et sur un petit nombre de points de la région.

» La question se pose dès lors de savoir si les intérêts des fabricants de vins de liqueur étant ainsi pratiquement solidaires de ceux du Service des alcools il ne conviendrait pas de rendre obligatoire pour eux l'achat à l'Etat de l'alcool destiné au mutage et au vinage. Cette mesure, qui n'apporterait guère de changement aux pratiques actuelles, aurait le grand, le très grand avantage, d'apporter des facilités nouvelles pour la solution de la crise viticole.

» Le crédit de 250 millions n'étant pas renouvelable comme le seront, malheureusement, les crises de surproduction viticole, nous estimons possible de suppléer dans une certaine mesure à l'absence de ce crédit pour l'avenir, en attribuant à l'Etat la fourniture exclusive de l'alcool aux fabricants de vins de liqueur, l'exercice de ce monopole devant permettre au Service des alcools de continuer à payer demain, aux viticulteurs auxquels seront imposées des prestations extraordinaires d'alcool, un prix d'achat supérieur à celui qui devrait résulter de ses possibilités normales.

» Nous ne devons pas perdre de vue, en outre, que la loi du 4 juillet 1931, par son article 10, rend obligatoire la fourniture, pour un certain nombre de producteurs, d'alcool qui, conformément à l'amendement MALLARMÉ, doit être payé au prix d'achat de l'alcool de betteraves. Pour la campagne actuelle le prix est fixé à 250 francs l'hectolitre.

» Si le principe de cet article est à retenir, il importe de relever le prix de livraison de l'alcool à un chiffre qui ne procure pas de lourdes pertes aux producteurs.

» D'autre part, le blocage des excédents, en conformité de l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931, doit, comme terme final, envisager la distillation des stocks. En présence d'une récolte surabondante, même normale, on ne peut logiquement envisager le retour sur le marché de la consommation des excédents. Pour des raisons qui sont si évidentes que nous jugeons

inutile de les développer, il faut que les excédents de la campagne précédente ne puissent être libérés que lorsque la récolte sera déficitaire.

» La distillation doit donc être envisagée. Pour équilibrer le marché, il faut envisager l'envoi systématique aux flammes des vins, bien entendu de préférence les vins de qualité inférieure.

» Mais on voit immédiatement le danger que court le marché libre si l'Etat ou même si l'initiative privée jetait sur le marché de grandes quantités d'alcool. Pour conjurer une crise, on en créerait une seconde.

» Il faut donc prévoir un écoulement normal de ce produit.

» La fourniture de l'alcool par le Service aux industriels pour le mutage des mistelles, vermouths et des vins de liqueur assurerait l'écoulement annuel d'environ 150.000 hectolitres à un prix stable. »

Le but de cette proposition n'est donc pas de créer des ressources au Service des alcools mais au contraire de fournir une prime à la surproduction des vins, d'augmenter le déficit du Service. Nous reviendrons du reste plus en détail sur ce point en examinant l'équilibre financier du Service et en critiquant le projet de statut définitif.

129. Un troisième débouché qui, lui aussi, alimente la consommation de bouche est celui de l'industrie des vinaigres.

Moins rémunérateur et moins sujet à des variations quantitatives, que celui cédé aux deux industries précédemment citées, l'alcool incorporé au vinaigre laisse au Service une marge de bénéfice appréciable.

Le 3 mars 1922 il était vendu 350 francs; le 28 mai 1923, 450 francs; ce prix, abaissé à 400 francs par arrêté du 30 janvier 1925 était élevé à 503 francs le 25 décembre 1925 et, depuis l'arrêté du 21 octobre 1926, il est resté fixé à 600 francs.

130. Débouché de faible extension, l'industrie des produits chimiques et pharmaceutiques n'a vu que doubler en dix ans les prix exigés d'elle pour l'acquisition de l'alcool;

en effet, fixé à 250 fr. par l'arrêté du 3 mars 1922, ce prix était porté à 350 francs le 15 février 1924, à 450 francs le 23 juin 1926 et à 500 francs le 21 octobre 1926, en même temps que l'alcool destiné aux vinaigres était taxé 600 francs, et comme pour celui-ci, le prix de l'alcool cédé aux industries chimiques est resté inchangé depuis cette époque.

131. Pour les industries exportatrices, les prix de vente sont fixés à un taux uniforme que les acquéreurs aient l'intention d'exporter l'alcool en nature ou après l'avoir mis en œuvre pour la fabrication des liqueurs, vins de liqueurs, produits chimiques ou pharmaceutiques, parfums.

Fixé primitivement à 200 francs par arrêté du 3 mars 1922, le prix de l'alcool alimentant ce débouché est aujourd'hui de 250 francs l'hectolitre depuis l'arrêté du 23 mai 1931, après avoir atteint 420 francs en octobre 1926.

132. Encore que l'alcool carburant soit vendu à un taux bien inférieur à celui de l'alcool destiné au chauffage et à l'éclairage, il n'en est pas moins, eu égard à son prix d'achat, vendu à des cours extrêmement bas. Fixé à 180 francs en mars 1922, le prix était abaissé en mai de la même année à 145 francs, puis s'élevait progressivement à 170 (novembre 1923), 210 (février 1924), 250 (août 1924), 280 (juin 1926), atteignait son maximum à 340 francs l'hectolitre en octobre 1926 pour ne plus être, depuis le 23 mai 1931, que de 200 francs.

133. Autrement intéressante est l'évolution des prix de l'alcool carburant. En effet, c'est ce débouché qui est la clef de voûte du système des ventes. Vendre à perte l'alcool carburant jusqu'à pouvoir épuiser les stocks et compenser cette perte par les ventes bénéficiaires et par la surtaxe sur les essences importées, telle est la dominante du système dans la pensée du législateur.

Fixé le 3 mars 1922 à 110 francs l'hectolitre, le prix de vente du carburant était abaissé, le 8 mai suivant, à 90 fr.

Mais la loi dite du « Carburant national », qui était inter-

venue le 28 février 1923, entraînait une augmentation de l'absorption d'alcool pour cet usage qui aurait accru le risque de déséquilibre financier puisque le Service perdait environ 120 francs par hectolitre vendu à ce débouché.

Enfin, cette même loi accordait dans son article 7 un supplément de ressources au Service qui, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, constitue plus de 40 % du total de ses recettes.

L'article 7, en effet, dispose que la surtaxe temporaire de 30 francs instituée par l'article 2 de la loi du 9 juillet 1921 ⁽¹⁾ sur les importations d'huile et d'essence de pétrole et dont le taux avait été réduit par un décret du 23 septembre 1922 à 5 francs par hectolitre d'hydrocarbure importé, serait perçue au profit du Service des alcools et le législateur manifestait dans le dispositif même de l'article son désir de voir le produit de cette taxe affecté à un abaissement correspondant du prix de cession de l'alcool destiné à la force motrice.

Malgré cet appoint fiscal, le facteur contraire (accroissement des cessions pour la force motrice) obligea le pouvoir exécutif à augmenter le prix de cession de l'alcool carburant.

Ce fut l'œuvre du décret du 30 mai 1923. La loi de 1923 prévoyait, en effet, dans l'alinéa 4 de l'article 6, que « des décrets rendus sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances fixerait... pour chaque année et avec un préavis de trois mois, le pourcentage minimum obligatoire d'alcool à acquérir et le prix de cession des alcools purs ou dénaturés. »

Le prix de cession de l'alcool-carburant fut ainsi porté à 120 francs à compter du 1^{er} octobre 1923; mais la fixation du prix d'achat de l'alcool de betteraves en parité du prix du sucre, aux environs de 225 francs (loi du 1^{er} août 1924, art. 21) pour les achats de la campagne 1924-25, occasionnait encore pour le Service une perte de 145 francs par hectolitres. Aussi, le décret du 12 août 1925 releva-t-il

1. Voir ce texte à l'annexe A.

le prix de cession de l'alcool carburant à 140 francs à compter du 1^{er} octobre suivant.

Bien qu'à ce prix l'alcool coûtât plus cher que l'essence, il était encore loin d'être payé à sa juste valeur.

Dès le 1^{er} octobre 1926, il était vendu 200 francs (l'alcool de betteraves avait été acheté la campagne précédente jusqu'à 305 francs l'hectolitre). — Or, l'essence la même année coûtait dans les 100 francs cif port français.

Les prix de vente du mélange étaient fixés par arrêté ministériel et le bénéfice procuré aux producteurs d'alcools par les prix élevés d'achat était ainsi en partie payé par les consommateurs d'essence.

Dès l'année suivante, les prix furent ramenés par le décret du 30 juillet à 180 francs. — cours auxquels ils furent maintenus en 1927-28, 1928-29 et 1929-30.

Au début de l'année 1930, on confia à une Commission le soin de fixer les bases du prix de cession de l'alcool aux importateurs de pétrole. Cette Commission n'était autre que celle instituée à l'Office national des combustibles liquides par les arrêtés des 17 janvier et 2 février 1929, Commission qui avait pour but d'étudier l'organisation du commerce de gros et de détail des essences et huiles lampantes et qui, à plusieurs reprises, avait été amenée à s'occuper des répercussions sur le prix de l'essence des pertes subies par les importateurs d'essence sur les reprises obligatoires d'alcool et l'écoulement du carburant national.

L'amendement DELESALLE devenu article 4 de la loi du 19 avril 1930⁽¹⁾ qui prévoyait la reprise des alcools par les pétroliers à un prix au moins égal à 70 % du prix d'acquisition des alcools par le Service, ne fit qu'aggraver la situation puisque le décret du 12 juillet 1930 fixa sur ces bases le prix de cession à 240 francs.

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Economie nationale fut à cette époque saisi d'une revendication des importateurs de pétroles qui se plaignaient qu'à ce prix ils subissaient un préjudice énorme et difficilement chiffrable. Ils demandèrent de ne plus supporter sur la vente du

1. Voir le texte à l'annexe A,

carburant national une perte les obligeant à une péréquation de prix complexe qu'ils pouvaient estimer de l'ordre de 5 fr. 40 par hectolitre d'essence importée et que, sur l'initiative de la Commission des essences de l'O. N. C. L., ils avaient été autorisés à récupérer sur le prix de vente de l'essence.

Or, il arriva que le marché de l'essence étant lui-même troublé par de violentes batailles de prix, les ventes s'effectuèrent très au-dessous des prix limites, et par conséquent les importateurs subirent sur le carburant national des pertes nettes importantes. Cette constatation s'ajoutant à celle du peu d'empressement de l'usager, suffit à expliquer les difficultés croissantes et quasi inextricables auxquelles se heurta l'Administration pour la stricte application de la loi de 1923.

La disposition de l'article 4 de la loi du 19 avril 1930 modifiait ainsi implicitement l'article 7 de la loi du 28 février 1923 qui, en imputant au compte des alcools le produit de la surtaxe temporaire de 5 francs par hectolitre d'essence importée, a affecté ce produit à un abaissement correspondant du prix de cession de l'alcool carburant. Cette disposition eût-elle intégralement joué, qu'elle serait devenue insuffisante pour placer l'alcool dans des conditions de parité avec le prix de l'essence poids lourds, la loi du 19 avril 1930 ayant augmenté la différence, en même temps qu'indirectement elle mettait fin à l'affectation du produit de la surtaxe.

A dater du 1^{er} octobre 1930, l'alcool était cédé aux importateurs d'essence au prix de 240 francs l'hectolitre pour être mélangé avec de l'essence poids lourds qui revient en France à environ 117 francs l'hectolitre. Mais pour attirer les consommateurs du carburant national, les industriels devaient leur consentir des avantages de plus en plus importants; ils devaient aussi supporter les frais généraux spéciaux qu'entraîne la livraison du carburant. La vente du carburant national entraînait ainsi des pertes que les importateurs d'essence n'hésitaient pas à chiffrer à 100 francs par hectolitre; ils ajoutaient même qu'en présence des difficultés d'écoulement, ce carburant ne connaissait pratiquement plus de cours.

L'Office national des combustibles liquides s'alarme de cet état de choses.

Depuis 1923, le prix de l'alcool n'a cessé de s'élever, tandis que celui de l'essence n'a cessé de diminuer. Le Service des alcools a fait de très grands efforts pour livrer au plus bas prix l'alcool destiné à la carburation. Aux termes de l'article 7 de la loi de 1923, le produit de la surtaxe sur l'essence devait d'ailleurs être affecté à cet objet. Cependant, à aucun moment, le prix de cession de l'alcool n'a cessé d'être supérieur au prix de l'essence avec laquelle il a été mélangé, et cette situation n'a fait qu'empirer. La prescription de la loi du 19 avril 1930 fixant une limite inférieure au prix de cession de l'alcool-carburant a poussé à l'extrême cette disparité.

Le Parlement s'est justement préoccupé de cette question et le Groupe interparlementaire et interrégional (cidres, vins, betteraves) a émis une série de résolutions tendant à favoriser l'écoulement des stocks d'alcool dont il était annoncé que la part destinée à la carburation allait tripler d'un seul coup, passant de 400.000 hectolitres à 1.250.000 hectolitres environ.

Le Groupe interparlementaire réclama tout d'abord l'emploi par les Services Publics et en particulier par ceux de la Défense Nationale, du carburant national actuel. On doit exiger qu'il en soit ainsi et il convient d'étudier en même temps toutes mesures permettant d'intensifier l'emploi de ce produit.

Mais le Groupe interparlementaire préconisa, en outre, le mélange obligatoire de l'alcool à l'essence dans la proportion de 4, 10 ou 20 %. Cette mesure soulevait des questions importantes dont il devait être tenu compte.

A l'époque, les quantités d'alcool dont la reprise était constatée ne représentaient pas plus de 4, 1 % de la totalité des essences importées. C'est d'ailleurs pourquoi le Groupe interparlementaire a tout d'abord marqué sa préférence pour le mélange à 4 %.

Or, il résulte de toutes les expériences faites dès 1923 par le Comité Scientifique du Carburant National et de toutes celles qui ont été effectuées depuis par les Services

techniques de l'Office National des Combustibles liquides, que le mélange à si faible dose de l'alcool à l'essence est très instable.

Lorsqu'on diminue la proportion d'alcool, la stabilité à l'eau et au froid décroît rapidement. Il a été constaté que, si l'on prend comme base la stabilité du mélange d'essence à 50 %, la stabilité du mélange à 25 % est réduite à 60 %, et celle des mélanges au-dessous de 10 %, est réduite de 90 %. A pareille dose, la présence de quelques gouttes d'eau dans le mélange aboutit à sa séparation. Or, cet incident est des plus fréquents, et l'on peut dire qu'il serait à peu près inévitable dans les bacs de stockage et dans tous les réservoirs des pompes. De l'avis des Services techniques, les mélanges à 10 % et au-dessous doivent, en conséquence, être strictement écartés.

Par contre, le mélange 50 % présente une marge de sécurité que l'expérience permet de considérer aujourd'hui comme surabondante. Les pays qui se sont inspirés de la législation française de 1923 pour résoudre un problème analogue ont mis en pratique des mélanges à 25 % qui paraissent offrir une sécurité acceptable, à condition cependant que toutes précautions soient prises en vue d'éviter l'introduction de l'eau dans les réservoirs et pompes. La diminution du pourcentage d'alcool présente par ailleurs des avantages par rapport au mélange 50 %, dans le fonctionnement des moteurs actuels. Il semble donc que le mélange à 25 % pouvait être adopté.

Mais ici une difficulté fondamentale surgissait au sujet du prix.

Le nouveau carburant alcool-essence poids lourds allait se trouver en concurrence avec l'essence tourisme dans des conditions identiques à celles que connaissait alors l'essence poids lourds à laquelle il allait être substitué. La vente du carburant lourd exige une prime par rapport à l'essence tourisme. *A fortiori*, ce carburant lourd doit-il être obtenu à un prix de revient qui ne lui soit pas supérieur. La condition *sine qua non* de la réforme était donc que l'alcool carburant fût cédé aux importateurs d'essence poids lourds, à un prix au plus égal à celui auquel leur re-

vient ce produit, à défaut de quoi la consommation du carburant lourd disparaîtrait d'elle-même.

La réforme se heurtait donc à la politique du prix de cession de l'alcool carburant aux taux qui ont été en vigueur dans les précédentes campagnes et surtout à la disposition de la loi du 19 avril 1930, qu'il convenait d'abroger.

Le but de cette loi a été d'assurer l'équilibre du compte spécial des alcools industriels, et cet équilibre devait et doit être évidemment maintenu. Mais ce résultat ne pouvait être obtenu par des mesures qui risquaient de compromettre définitivement et irrémédiablement le débouché de l'alcool carburant.

En présence de ces diverses contingences M. LOUCHEUR constata dans un rapport au Conseil d'Administration de l'Office National des Combustibles Liquides que :

« Il est devenu nécessaire d'adapter la législation du carburant national à la solution que paraît imposer l'écoulement au moteur des stocks croissants d'alcool. Il n'est pas moins nécessaire d'assurer au compte des alcools les recettes qui lui étaient garanties par la législation existante. »

« Cette sécurité peut lui être assurée par le doublement de la surtaxe sur l'essence, qui serait alors portée à 10 francs par hectolitre, la majoration couvrant sensiblement la marge que laissait au compte des alcools la vente au prix minimum garanti par la loi du 19 avril 1930. »

« Ajoutons que la majoration de la surface ne doit pas motiver les doléances sérieuses de la part des consommateurs d'essence, s'il leur est fait observer qu'actuellement une majoration au moins égale est déjà incorporée dans le prix de l'essence qu'ils consomment, les importateurs récupérant par cette voie, comme nous l'avons vu, les pertes qu'ils subissent sur la vente du carburant national. Les représentants des Syndicats d'importateurs ont, à ce sujet, confirmé que la révision de la surtaxe ne devait justifier aucun remaniement des prix de l'essence. »

C'est pourquoi, dans sa séance du 20 mai 1931, le Conseil d'Administration de l'Office National des Combustibles

tibles liquides présidé par M. LOUCHEUR proposa à l'unanimité :

1^o D'interdire, sauf pour les essences répondant aux spécifications « Tourisme » et à partir d'une date à fixer par décret, la vente d'essence autrement qu'en mélange avec l'alcool dans une proportion d'au moins 20 % d'alcool. Des mesures nouvelles devront intervenir, en tant que de besoin pour éviter tout contingentement de la production de l'alcool.

2^o De rétablir la disposition de l'article 7 de la loi du 28 février 1923, dans ce que cette disposition affecte le produit de la surtaxe sur l'essence à un abaissement correspondant du prix de cession de l'alcool destiné à la force motrice.

3^o De porter le taux de la surtaxe de 5 francs à 10 francs par hectolitre, étant pris acte des déclarations des syndicats d'importateurs que cette mesure ne peut avoir pour effet de causer un relèvement des prix de l'essence.

4^o D'abroger en conséquence l'article 4 de la loi du 19 avril 1930.

L'ensemble de ces dispositions doit notamment permettre à l'Etat de céder l'alcool aux importateurs à un prix cif dédouané au plus égal au prix de l'essence à laquelle il est mélangé.

Faisant droit à ce vœu, le Gouvernement déposa le 19 juin 1931 le projet 5253 qui avait pour objet de donner satisfaction aux desiderata de l'O. N. C. L. Après avoir relaté la plupart des faits que nous venons de rappeler, l'exposé des motifs ajoutait :

« En 1930, il a été vendu, en France, 21 millions d'hectolitres d'essence tourisme et 4.100.000 hectolitres d'essence poids lourds, soit environ un cinquième de l'essence consommée. »

« Or, les usagers de l'essence poids lourds sont ceux qui paraissent le mieux préparés à l'usage du mélange essence-alcool; ils en craignent moins que les touristes les inconvénients pour certaines carrosseries; ils sont mieux organisés, en général, pour leur ravitaillement en un produit uniforme; beaucoup disposent des moyens nécessaires pour effectuer le

parfait réglage de leurs moteurs. Pour toutes ces raisons, il y a avantage à concentrer la consommation de l'alcool sur un mélange avec l'essence poids lourds. Ce mélange aboutira d'ailleurs sensiblement à une proportion d'alcool de l'ordre de 25 %.

« Ainsi, par le mélange de l'alcool carburant à l'essence poids lourds, on conciliera les nécessités économiques et techniques, avec la commodité de l'industrie et du commerce. »

Ce projet comprenait 3 articles :

Article premier

L'article 6 du décret de codification du 21 décembre 1926 (boissons) est complété comme suit :

« Les importateurs d'essences de pétroles et autres pures ou en mélange, sont, en outre, tenus pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter en mélange, à toutes les quantités d'essences importées par eux, à l'exception des essences tourisme, telles qu'elles sont définies par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et des « White spirits » 25 litres au moins à 35 litres au plus d'alcool repris à l'Etat dans les conditions spécifiées ci-dessus, par 100 litres d'essences.

« Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'alinéa précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public, sont fixés par arrêtés du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget. »

Article 2

« Dans le cas où l'application des dispositions prévues par l'article 6 du décret de codification du 21 décembre 1926 (boissons) et par l'article précédent ne permettrait pas en totalité, l'emploi, à la force motrice des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange serait immédiatement étendue aux essences « tourisme »

par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget. »

Article 3

« La surtaxe de 5 francs par hectolitre sur les importations d'huiles et essence de pétrole, visée par l'article 7 de la loi du 28 février 1923, est portée à 10 francs, à compter de la date d'application de l'article premier de la présente loi.

« L'article 4 de la loi du 19 avril 1930 est abrogé. »

Ce projet aurait certes dormi un certain temps dans les cartons du Parlement s'il n'avait été repris dans son intégrité sous forme d'amendement au projet de loi sur la viticulture en cours de discussion devant les Chambres vers la fin juin 1931. A la séance du 24 juin 1931, MM. LOUCHEUR, DELESALLE, et 13 de leurs collègues, tous députés de la région du Nord, proposèrent d'insérer un article 6^e au projet en cours.

Cet amendement fut voté et devint l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931⁽¹⁾. Il ne différait du projet du Gouvernement que par le taux auquel était portée la surtaxe sur les essences importées.

De 5 francs par hectolitre, il était élevé à 10 fr. 40; l'augmentation était égale à la péréquation de prix sur les essences que les importateurs avaient été autorisés à pratiquer par la Commission consultative lors de la promulgation de la loi du 19 avril 1930 et de la fixation à 240 francs l'hectolitre du prix de cession de l'alcool.

En exécution de l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931, fut pris ainsi que nous l'avons exposé (voir *supra* n° 122), l'arrêté du 26 octobre 1931⁽¹⁾ fixant les caractéristiques du nouveau carburant poids lourds.

Mais, conformément à l'accord intervenu entre les divers intérêts en présence, lors du vote de la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture, le Service devait céder l'alcool à un prix égal à celui de l'essence.

1. Voir ce texte à l'annexe A.

La Commission consultative créée par l'arrêté du 2 février 1929, présidée par M. PINEAU, Directeur de l'O. N. C. L. et composée des délégués de la Chambre Syndicale de l'Industrie du Pétrole, de la Fédération Française des Carburants et des consommateurs, ainsi que des représentants de la Direction des Poudres du Service des alcools et de l'Office National des Combustibles Liquides, se réunit le 22 octobre 1931 pour établir la formule suivant laquelle serait fixée le prix de cession de l'alcool carburant : $130 (T-10) = 70 L + 30 (L-0,30) + A$:

T étant le prix de l'essence tourisme cif port français dédouané et majoré des frais de déchargement, d'entrepôt et de la moitié des frais énumérés au poste 2 du calcul des prix de vente établi par la Commission consultative des prix, à savoir : loyer, et assurance des immeubles d'entrepôt, déchets en entrepôt, assurance des marchandises et intérêts sur les stocks.

L étant le prix du litre d'essence poids lourds calculé dans les mêmes conditions.

A. étant le prix de l'alcool.

Cette formule donnait un prix de l'alcool de 115 francs correspondant à un prix cif de 130 francs l'hectolitre pour l'essence tourisme, étant entendu que le mélange alcool-essence devrait être vendu à un prix inférieur de 10 francs par hectolitre à celui de l'essence tourisme.

C'est à ce taux que les Ministres du Budget et du Commerce soumièrent à la haute approbation du Président de la République un projet de décret signé le 11 novembre 1931, qui fixait à 115 francs le prix de cession de l'alcool titrant au minimum 99,4 degrés.

Les alcools dont la teneur était inférieure à celle-ci, sans descendre toutefois au-dessous de 94 degrés, étaient offerts avec une réduction de 5 francs par l'hectolitre.

Pour la première fois, par la loi du 18 février 1923, les prix étaient fixés sans préavis de trois mois et même rétroactivement puisqu'ils s'appliquaient à partir du 1^{er} novembre 1931.

Ces prix s'entendaient à l'hectolitre d'alcool compté à 100 degrés Gay-Lussac à 15 degrés centigrade dénaturé en wagons réservoirs rendus franco gare destinataire ou pour les quantités inférieures à 120 hectolitres en fûts départ LA PLAINE-SAINT-DENIS.

Aujourd'hui il semble donc qu'une doctrine ferme soit établie en ce qui concerne la fixation du prix de cession de l'alcool destiné à la carburation, à un taux légèrement inférieur au prix d'acquisition de l'essence. Mais cette perte considérable causée au Service sera-t-elle toujours équilibrée par les ventes bénéficiaires et par la surtaxe? C'est ce que nous essaierons de dégager dans les pages qui vont suivre.

134. Par l'analyse que nous venons de faire, nous pensons avoir montré quelles furent, au cours du fonctionnement du Service des alcools, les variations des prix d'achat et de vente du produit. Ce qui frappe, c'est le défaut de correspondance entre les uns et les autres. En effet, tandis que les achats furent faits à un taux à peu près uniforme chaque année et rémunérant bien le producteur, les prix de vente ont varié dans des limites assez larges. Ils furent déterminés sans tenir compte des conditions d'acquisition de l'alcool, et seulement en considération de l'emploi qui devait en être fait. On s'est arrêté pour fixer les taux de cession non au prix de revient qui assigne aux entreprises bien conduites un certain niveau minimum des cours, mais à l'intérêt que présentait pour l'économie nationale le développement de divers débouchés offerts au produit. Or, l'appréciation de cet intérêt n'exclut pas une part d'arbitraire et il était inévitable que, les appétits particuliers agissant par l'intermédiaire des représentants élus des intéressés, on tombât dans certains excès. C'est ainsi que l'alcool destiné à l'éclairage ou à la fabrication de carburants fut vendu à perte. En revanche, la fourniture de ce liquide à une industrie telle que la parfumerie fut faite à des prix très profitables au Service. Malheureusement, le volume des ventes procurant un bénéfice alla en décroissant tandis que les cessions onéreuses pour l'entreprise ne tardèrent pas à l'emporter.

Les mesures prises en faveur de la viticulture ont été la cause principale de cette sorte de hiatus entre les achats et les ventes et si l'équilibre financier du Service a pu être obtenu néanmoins, on le doit à un artifice d'ordre fiscal qui mérite de retenir notre attention.

CHAPITRE XII

EQUILIBRE FINANCIER DU SERVICE DES ALCOOLS

135. Objet de ce chapitre : Etablir le bilan du Service. — **136.** Dépenses du Service. — **137.** Recettes du Service. — **138.** Solde commercial au 30 septembre 1931. — **139.** Solde créditeur. Bénéfice des ventes rémunératrices. Perte sur cessions déficitaires. — **140.** Surtaxe sur les essences importées. — **141.** Solde réel du compte des alcools au 30 septembre 1931. — **142.** L'article 34 de la loi de finances du 31 mars 1932. — **143.** Objections élevées par les betteraviers contre le prélèvement. — **144.** Régularité budgétaire de l'opération. — **145.** Conclusion du chapitre.

Section I. — Equilibre commercial du Service.

135. Nous venons de suivre dans les chapitres précédents les variations des achats et des ventes du Service en ce qui concerne les quantités et les prix. Mais ces données groupées deux à deux sont vaines et de nul enseignement si on ne les confronte entre elles afin d'en tirer le solde des opérations commerciales du service. Nous avons le propos d'établir le bilan du monopole tel qu'il se serait présenté au 30 septembre 1931 si cet établissement n'avait eu pour recettes et dépenses que celles occasionnées par ses opérations commerciales. Futilité, pur amusement de l'esprit ! Non pas, puisque dans l'intention du législateur, les ventes bénéficiaires d'alcool à certains débouchés devaient compenser les pertes occasionnées par certains autres. Réalité qui a existé pendant près de quatre ans puisque ce n'est qu'en 1923 que le Service a commencé à bénéficier de recettes fiscales.

En excluant donc tout ce qui ne constitue pas une opération commerciale :

A) Les dépenses du service comprennent :

1^o Les achats d'alcool.

2^o Les frais généraux.

3^o Les dépenses de personnel.

B) Les recettes se composent :

1^o Du produit des cessions d'alcool réalisées.

a) avec gain lorsque l'alcool est destiné au marché portable, à la parfumerie, à la pharmacie.

b) tantôt avec un très léger gain, tantôt avec une perte minime, lorsque l'alcool est vendu pour l'exportation, l'industrie chimique, le chauffage et l'éclairage.

c) enfin avec perte, lorsque l'alcool alimente le débouché moteur.

2^o De recettes accessoires : vente de matériel, surtaxes d'entrepôt.

136. Nous n'avons pas l'intention d'entrer ici dans le détail des quantités achetées et des prix totaux payés. Les premières ont été citées dans le chapitre XI ainsi que les prix unitaires — une simple multiplication n'éclairerait pas le lecteur qui trouvera à l'annexe B (tableau XIV) tous les chiffres reflétant cette partie de l'activité commerciale du Service.

Parmi les détails de ce tableau figurent les suivants : outre de l'alcool, le service a acheté du benzol pendant les années 1920-23. Ainsi que nous l'avons relaté (voir *supra* n^o 118) les prix exorbitants demandés firent interrompre ces achats en 1924. A chaque campagne le Service se rend acquéreur de certaines quantités de dénaturant. Ses dépenses comprennent aussi :

Des frais de transport.

Des dépenses de personnel.

Des achats ou des locations de matériel, ainsi que des frais généraux (frais de déshydratation, de dénaturation, d'entreposage).

Ceux-ci sont les plus réduits possible eu égard aux dépenses totales du Service. Depuis l'origine en grevant chaque hectolitre des dépenses dont il grève le Service, tant

en personnel qu'en transport, déshydratation ou frais généraux, les dépenses du service ont été les suivantes :

<i>Campagne</i>	<i>Quantités achetées</i>	<i>Prix moyen</i>	<i>Total des dépenses</i>
1919-20	719.739,41	188,77	135.865.423,31
1920-21	1.093.988,73	266,05	296.651.002,74
1921-22	1.044.463,56	213,70	191.538.450,92
1922-23	991.926,28	200,70	189.188.822,99
1923-24	819.049,97	216,66	188.562.957,25
1924-25	1.233.130,90	219,16	270.806.201,90
1925-26	1.306.822,50	250,49	336.424.510,93
1926-27	1.119.503,15	335,78	398.880.860,39
1927-28	1.268.567,91	327,03	411.831.546,35
1928-29	1.465.207,08	322,12	470.593.091,92
1929-30	1.746.034,31	325,71	571.808.411,73
1930-31	2.449.899,06	298,83	719.953.370,30

Soit un total de dépenses..... 4.182.104.650,73

137. Dans le même temps et sans comprendre les ressources fiscales, les recettes du Service, comportaient outre les prix de ventes d'alcool, ceux de benzol pendant quelques années seulement, ceux de certaines ventes de matériel et de sous-produits, des majorations d'entrepôts.

<i>Campagne</i>	<i>Quantités vendues</i>	<i>Prix de vente moyen</i>	<i>Total des recettes</i>
1919-20	647.364,11	296,89	192.200.906,72
1920-21	559.513,63	258,20	144.469.249,49
1921-22	893.070,43	196,32	175.416.468,96
1922-23	1.054.373,47	198,59	209.389.028,03
1923-24	1.297.287,78	260,60	338.082.434,49
1924-25	1.161.179,08	244,91	284.393.048,82
1925-26	1.327.082,51	285,87	379.373.644,76
1926-27	1.042.820,57	382,38	398.755.364,65
1927-28	1.331.479,99	363,23	483.044.089,57
1928-29	1.453.964,39	350,92	510.229.783,76
1929-30	1.575.122,83	321,75	506.796.931,47
1930-31	1.913.612,15	309,21	591.245.042,66

Soit un total de recettes de 4.212.996.173,38

Si l'on confronte le montant des quantités achetées et vendues on s'aperçoit que chaque année une certaine quantité reste invendue. Pour pouvoir établir le bilan commercial du Service, il faut tenir compte des stocks que nous éva-

luerons chaque année au taux du prix d'achat moyen, c'est-à-dire que la valeur des stocks depuis l'origine est la suivante :

1919-20	72.375,30	13.662.285,55
1920-21	606.850,39	161.453.547,14
1921-22	758.243,52	162.082.135,98
1922-23	695.796,33	139.646.324,85
1923-24	217.558,52	47.136.230,54
1924-25	289.510,34	63.449.087,01
1925-26	269.082,51	67.444.529,84
1926-27	345.932,96	116.158.794,26
1927-28	283.020,88	92.556.321,06
1928-29	294.263,57	94.768.184,09
1929-30	405.175,04	151.279.666,06
1930-31	1.001.461,95	299.548.286,76

La valeur des stocks accumulés se monte
donc à 1.409.905.393,14

Mais chaque année, les stocks n'ont pas donné lieu à un compte distinct et suivi. Les stocks peuvent être considérés comme vendus sauf celui existant au 30 septembre 1931, jour d'établissement du bilan.

138. Le bénéfice commercial à cette date est égal à :

4.212.996.173,38
4.182.104.650,73
30.891.522,65
299.548.286,70
330.439.809,35

Le bénéfice réel n'atteint que la différence entre recettes et dépenses, soit : 30.891.522,65.

139. Nous allons essayer maintenant de montrer que le solde bénéficiaire est la résultante du bénéfice procuré au service par les ventes à la fabrication des spiritueux (vinaigre et mutage) des parfums, des vinaigres, des produits chimiques et pharmaceutiques et de la perte sur les cessions à la carburation, à la dénaturation.

Examinons d'abord les pertes sur les ventes d'alcool carburant. Pour cela nous calculerons la perte par cam-

pagne en tenant compte, en outre de la différence entre le prix d'achat et le prix de vente des frais forfaitaires de transport et de préparation que l'on peut évaluer à 20 francs par hectolitre pour les premiers et au même taux pour les seconds (dénaturation et déshydratation).

<i>Campagnes</i>	<i>Prix d'achat moyen de l'alcool</i>	<i>Prix de vente du carburant diminué des frais</i>	<i>Quantités vendues en Hl.</i>	<i>Pertes</i>
1920-21	266,05	110	21.859	2.404.501
1921-22	213,76	90	143.980	17.819.164
1922-23	200,70	70	147.386	19.263.350
1923-24	216,66	80	213.937	29.236.630
1924-25	219,16	80	255.485	35.554.684
1925-26	250,49	100	298.100	44.861.069
1926-27	335,78	160	174.550	30.682.399
1927-28	327,03	140	202.743	37.919.023
1928-29	322,12	140	221.080	40.243.189
1929-30	325,71	140	350.388	65.070.555
1930-31	298,83	200	651.395	66.377.367

Soit une perte totale sur le carburant national de 389.431.931

Il nous paraît intéressant d'indiquer quels ont été les bénéfices que le service a retirés du débouché le plus rémunérateur : les ventes à l'industrie des vins de liqueurs :

<i>Campagnes</i>	<i>Prix d'achat moyen</i>	<i>Prix de vente</i>	<i>Quantités</i>	<i>Bénéfices</i>
1919-20	188,77	400	70.000	14.200.000
1920-21	266,05	425	40.000	6.360.000
1921-22	213,76	325	87.231	9.769.872
1922-23	200,70	350	105.220	15.783.000
1923-24	216,66	450	134.164	32.260.212
1924-25	219,16	600	35.804	13.605.520
1925-26	250,49	800	70.689	38.878.950
1926-27	335,78	1000	57.849	48.411.736
1927-28	327,03	900	125.546	71.927.858
1928-29	322,12	900	141.153	81.445.281
1929-30	325,71	1000	103.035	69.548.625
1930-31	298,83	1000	113.163	79.327.263

471.518.315

Ainsi les ventes au vinage et au mutage, débouché le plus avantageux, ont procuré au Service un bénéfice de 471.518.315 francs; les ventes au carburant national, une perte de 389.431.931.

En outre furent bénéficiaires également les ventes pour la fabrication des vinaigres, des parfums, des produits chimiques et pharmaceutiques; mais plus déficitaires que celles-ci n'étaient, bénéficiaires furent les ventes à la dénaturation, au chauffage et à l'éclairage puisque le solde : bénéfice sur ventes au vinage et au mutage — pertes sur cession pour la fabrication du carburant national, se serait établi aux environs de 80 millions de francs, alors que le solde commercial au 30 septembre 1931 n'atteignait que 30.891.522 francs : bénéfice sur tous débouchés rémunérateurs — pertes sur ventes déficitaires. Doit-on déduire de ce solde créditeur dû uniquement à des recettes commerciales que le service peut vivre sans aide extérieur?

Certainement non ! Les prévisions de l'exercice 1931-32 laisse entrevoir dès le 30 septembre 1932 un déficit commercial de l'ordre de 320 millions.

En effet, le prix de cession de l'alcool carburant a été ramené, en novembre 1931, à 110 francs l'hectolitre ce qui, déduction faite des frais occasionnés au Service par sa préparation, équivaut à un prix de vente net de 70 francs.

Malgré la réduction des prix d'achat, on ne peut guère escompter une moyenne pondérée de ces prix inférieures à 300 francs. Ainsi, en mettant les choses au mieux, le Service perdra 230 francs par hectolitre; comme il semble que les ventes au débouché moteur doivent atteindre pour la campagne en cours 900.000 hectolitres, la perte pour le service sera de l'ordre de 203.000.000 de francs.

D'autre part, on ne peut tabler sur aucune vente à certains débouchés particulièrement rémunérateurs tels que la conservation des fruits, par suite du taux exigé de cette industrie qui est plus élevé que le cours des trois-six du marché libre; il est presque certain que le Service se trouvera au 30 septembre 1932 en présence d'un solde commercial débiteur important.

Comme par ailleurs les ventes à la carburation ne peuvent cesser de se développer, que les prix de cession doivent être inférieurs de 10 francs par hectolitre à ceux de l'essence et que parmi les ventes bénéficiaires on ne peut guère escompter voir reprendre celles destinées à la conservation

des fruits, du moins d'ici quelque temps, que par ailleurs les mesures proposées par la viticulture à défaut même d'une interdiction réglementaire ne peuvent qu'amenuiser, sinon détruire complètement, les profits retirés des ventes en vue du vinage et du mutage, que d'autre part le principe de parité interdit une réduction importante des prix d'achat, on peut conclure de ces conjonctures défavorables, que le Service des alcools ne pourra plus jamais être commercialement bénéficiaire.

Au surplus, pour donner une idée de grandeur du déficit, tout alcool acquis pour le Service au delà d'une certaine limite que l'on peut fixer à 1.100.000 hectolitres et qui est déjà largement dépassée, comporte une augmentation correspondante des quantités livrées à la carburation qui se traduit pour le service par une perte de 230 francs environ par hectolitre.

C'est en prévision de ce déficit et dans la pensée de permettre néanmoins la poursuite d'une politique d'extension du carburant national qui a pour conséquence un prix de cession largement déficitaire que le législateur a affecté au service des alcools, le produit d'une ressource fiscale : la surtaxe temporaire sur les hydrocarbures importés.

Section II. — L'adjuvat fiscal. Solde réel du compte des alcools au 30 septembre 1931

140. Nous venons de voir que la vente à prix réduit de l'alcool à la carburation avait pu jusqu'à ce jour être compensée par le jeu du tarif différentiel qui était parvenu à équilibrer les ventes bénéficiaires et les ventes déficitaires.

Mais également, nous avons décélé les indices qui permettent de prévoir la rupture de l'équilibre commercial au profit d'un déficit permanent important.

Dès longtemps le législateur a prévu en faveur du Service l'appoint d'une ressource fiscale destinée à compenser les pertes causées par les ventes de l'alcool carburant. Nous

allons voir que cette surtaxe n'a pas eu en réalité à jouer jusqu'au 30 septembre 1931 le rôle qui lui était assigné mais que son produit a constitué un bénéfice total pour le Service par suite de la péréquation des prix de vente.

La surtaxe sur les essences et les huiles minérales importées a été créée à titre temporaire par la loi du 9 juillet 1921⁽¹⁾.

L'article 2 de cette loi fixait le taux de la surtaxe à 30 francs — ce taux fut réduit à 5 francs par le décret du 23 septembre 1922 —. A ce moment sa perception était effectuée au profit du Trésor. Mais lorsque par suite de l'accord de BÉZIERS, le législateur établit l'obligation pour les importateurs d'hydrocarbures d'acquiescer 10 % d'alcool, il affecta par l'article 7 de la loi du 28 février 1923⁽¹⁾ la surtaxe à un abaissement correspondant du prix de cession de l'alcool à la force motrice.

Le produit de cette surtaxe était imputé au compte du Service des alcools. Nous avons vu, en relatant l'évolution du prix de cession de l'alcool, que l'intention du législateur avait été faussée par l'article 4 de la loi du 19 avril 1930 qui avait nécessité une péréquation du prix de vente de l'essence de 5,40 par hectolitre. C'est du montant de cette augmentation que le Parlement crût devoir relever le taux de la surtaxe par l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931 (voir *supra* n° 132) afin de permettre à l'alcool d'être vendu par hectolitre 10 francs moins cher que l'essence.

Il est hors de doute que la compensation des pertes par la surtaxe sera maintenant rendue possible par les dispositions réglementaires intervenues depuis la loi du 4 juillet 1931 (élévation du pourcentage d'alcool dans les mélanges carburant).

Et l'on peut même prévoir que, les importations d'essences restant stables, les quantités d'alcool offertes au débouché moteur allant en croissant, les prix de cession

1. Voir ce texte à l'annexe A.

diminuant, les ventes rémunératrices disparaissant, le produit de la surtaxe ne sera plus suffisant pour combler le déficit annuel du Service qui ne pourra plus vivre que grâce aux avances du Trésor, à moins que le législateur enfin soucieux des intérêts généraux n'assainisse la situation financière du Service en poursuivant une politique de l'alcool qui ne soit pas exclusivement une politique de soutien des alcools naturels. Au 30 septembre 1931, le Service avait reçu, au titre de la surtaxe provisoire :

1922-23	284 fr. 19
1923-24	74.458.277 » 36
1924-25	81.760.669 » 79
1925-26	97.210.699 » 71
1926-27	83.684.539 » 52
1927-28	107.917.251 » 39
1928-29	122.001.644 » 80
1929-30	142.988.505 » 49
1930-31	155.494.262 » 13
	865.516.224 fr. 38

pour 1931-32, on peut en évaluer le produit à 300 millions.

141. Le solde créditeur réel du compte des alcools au 30 septembre 1931, s'élevait ainsi à 896.407.747, 03. On peut considérer ce solde comme la somme du bénéfice commercial du service et du produit total de la surtaxe :

$$896 = 31 \text{ millions} + 865 \text{ millions.}$$

ou bien, en supposant que la surtaxe ait été affectée ainsi que le désirait le législateur de 1923 à compenser la perte sur les cessions d'alcool carburant, le regardait comme la somme des bénéfices sur les ventes rémunératrices augmentée de la différence entre le produit de la surtaxe et la perte sur l'alcool vendu pour la carburation :

$$896 \text{ millions} = 421 + (865 - 390).$$

Suivant que l'on considère le solde comme le résultat de la première ou de la seconde somme on adoptera un point de vue différent à l'égard du prélèvement de 700 millions opéré sur ce solde par la loi de finances de l'exercice 1932.

Il convient de noter ici que les bilans du du Service présentent :

soit un solde « débiteur en »	soit un solde « créiteur en »
	1919-20
1920-21	
1921-22	
1922-23	
	1923-24
	1924-25
	1925-26
	1927-28
	1928-29
1929-30	
	1930-31

On trouvera à l'annexe B, tableau XVI, les bilans sommaires du Service des Alcools avec le solde de chaque campagne.

Le solde général des comptes des alcools au 30 septembre 1932 peut être aisément dégagé en retranchant de la somme des soldes créditeurs, le montant des soldes débiteurs.

Section III. — Le prélèvement de 700 millions sur le solde créiteur du compte des alcools

142. Lors de l'élaboration du projet du budget général pour l'exercice 1932, le problème de l'équilibre était des plus délicats. La situation économique particulièrement difficile interdisait un recours brutal à l'impôt. Le Gouvernement songea à un aménagement des recettes et aussi à utiliser des « ressources en réserves ». L'exposé des motifs du projet de budget pour 1932, indique en effet, au paragraphe de « l'Equilibre » l'intention du Gouvernement :

« Nous avons cru pouvoir faire appel, en une année où pour la première fois la crise économique, commencée dans les autres pays dès la fin de 1929, semble devoir entraîner une réduction vraiment considérable de nos recettes fiscales, à des ressources qui avaient été, au cours de ces dernières

années, mises en quelque sorte en réserve et qui, à défaut d'autres utilisations, apparaissent maintenant comme disponibles. Ce n'est point autrement d'ailleurs que procèdent les entreprises privées : nombre d'entre elles n'ont-elles pas été amenées, depuis quelque temps à utiliser certaines des réserves constituées pendant les jours de prospérité ?

Ces considérations nous conduisent, d'abord, à vous proposer d'affecter au budget, jusqu'à concurrence de 700 millions, les disponibilités du Service des alcools. Vous savez, qu'aux termes du décret de 1919, qui a institué un régime provisoire des alcools, l'Etat a une sorte de monopole de l'achat et de la vente des alcools d'industrie.

Les opérations faites, depuis cette époque, par le Service ainsi constitué faisaient apparaître, au 30 septembre dernier fin de la campagne 1930-1931, un solde créditeur de 900 millions environ. Ce solde, qui dépasse de beaucoup la nécessité propre du Service et les besoins de son fonds de roulement, est dû, en grande partie, à l'encaissement, par le Service des alcools, d'une surtaxe sur les essences, véritable ressource fiscale qui lui avait été affectée, pour maintenir l'équilibre de ses recettes et de ses dépenses annuelles. Les circonstances, en restreignant momentanément certaines dépenses du Service, lui ont permis de ne pas utiliser cette réserve : elle apparaît ainsi comme totalement disponible puisque le Service continuera à disposer, au cours des prochaines années, du produit de la surtaxe dont le taux vient d'être augmenté par la loi du 4 juillet 1931. En nous bornant à récupérer un peu plus des deux tiers de l'arriéré, nous croyons laisser au Service des Alcools une très large aisance de roulement pour la poursuite de ses opérations. »

A l'examen des articles, l'article 14 projeté ainsi libellé :

« 14. Le solde des opérations effectuées, en application du décret du 13 août 1919, au titre de régime provisoire des alcools sera, jusqu'à concurrence de 700.000.000 francs pris en recettes au budget général »

était commenté en ces termes :

« 14. Imputation en recette à concurrence de 700 millions

du solde des opérations effectuées au titre du régime provisoire des alcools. Les opérations du régime provisoire des alcools fixé par le décret du 13 août 1919, se traduisent par un excédent de recettes sur les dépenses qui, au 30 septembre 1931 date de la clôture de la dernière campagne s'élevait à 900 millions de francs.

« Cette somme dépasse de beaucoup le montant du fonds de roulement nécessaire à la bonne marche du Service des alcools; elle correspond approximativement aux recettes effectuées par ce dernier au titre de la surtaxe sur les importations d'huiles et d'essences de pétrole créée par la loi du 9 juillet 1921, et dont le produit lui a été affecté par l'article 7 de la loi du 28 février 1923.

« Il apparaît dès lors possible de faire retour au budget des disponibilités ainsi dégagées, qui proviennent essentiellement de recettes d'ordre fiscal et ne sont plus nécessaires à la marche du Service des alcools.

« Cette mesure ne saurait avoir, en effet, aucune répercussion sur le fonctionnement dudit service qui restera doté d'un fonds de réserve suffisant pour faire face à ses opérations et qui, par ailleurs, continuera à bénéficier du produit de la surtaxe sur les importations d'huiles et d'essences de pétrole dont le taux vient d'être porté, par la loi du 4 juillet 1931, de 5 francs à 10 fr. 40 par hectolitre. »

Cette mesure fut votée par les Chambres, malgré l'hostilité d'un grand nombre de parlementaires représentant plus spécialement les départements betteraviers.

La Commission sénatoriale de l'alcool, considérant qu'il est indispensable de maintenir à la disposition du futur Office de l'alcool industriel les réserves accumulées depuis le fonctionnement du Service provisoire, afin de lui permettre l'achat, à la parité des cours du sucre, de la totalité des produits provenant de la distillation des betteraves et des mélasses, sans qu'il soit nécessaire d'exiger une contribution excessive de la viticulture et de la cidriculture; considérant que les réserves provenant de la surtaxe sur les importations des essences et des bénéfices réalisés sur les producteurs ont une affectation légale et qu'elles ne peuvent être utilisées à d'autres fins; a

émis le vœu que le Gouvernement renonce au prélèvement de 700 millions dont il a été fait état pour équilibrer le budget de l'année 1932 et qu'il veuille bien, au surplus, exiger l'application rigoureuse de l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931 qui oblige les importateurs à mélanger une certaine quantité d'alcool industriel dans les essences poids lourds.

Toutefois, le prélèvement fut adopté et prévu par l'article 34 de la loi du 31 mars 1932, dont la teneur était celle de l'article 14 du projet. En outre, au cours de la discussion afin de calmer les appréhensions des opposants, on inséra dans la loi l'article 35 suivant :

« Les alcools réservés à l'Etat sont obligatoirement acquis par lui, sous la seule réserve qu'ils répondent aux types et conditions déterminés par la Direction des poudres (Service des alcools) avant le 1^{er} janvier 1932. Le Trésor consentira au Service des alcools les avances nécessaires à son fonctionnement. L'équilibre du compte des alcools sera assuré chaque année, s'il en est besoin, par un prélèvement sur les réserves de ce compte. »

Il est vraisemblable que des avances devront être consenties au Service avant qu'il ne soit longtemps, le fonds de roulement de 200 millions laissé après prélèvement étant nettement insuffisant. Dès la fin de la campagne 1931-32 il sera réduit à 170 par le déficit probable du Service pour cette campagne.

143. Les objections formulées par le groupe inter-parlementaire des planteurs de betteraves dans sa résolution du 27 novembre 1931, étaient les suivantes :

a) Les réserves du Service des alcools proviennent, d'une part, des bénéfices prélevés sur les cultivateurs avant l'achat de l'alcool à parité des cours du sucre, et, d'autre part, d'une taxe spéciale ayant une affectation déterminée, perçue sur les essences en vue de garantir l'écoulement de l'alcool industriel pour la préparation du carburant national.

b) L'article 4 de la loi du 19 avril 1930 marque le principe de l'autonomie des dites réserves.

c) Ces réserves sont indispensables au fonctionnement normal du Service.

A ces objections, le Gouvernement a répondu par les arguments suivants :

Il est inexact de prétendre que les réserves du Service des alcools proviennent de bénéfices prélevés sur les cultivateurs avant l'achat de l'alcool à parité du cours du sucre. En effet, le Service s'est trouvé en déficit pour toute la période antérieure au vote de la loi du 1^{er} août 1924, qui a prescrit l'achat de l'alcool de betteraves à parité du cours du sucre.

Par ailleurs, il n'est pas niable que le solde créditeur du Service (905 millions au 30 septembre 1931) provient de la surtaxe à concurrence de 865 millions. On peut donc soutenir que le prélèvement est opéré sur des recettes fiscales accumulées. Sans doute le produit de la surtaxe devait permettre de faire face aux pertes résultant du débouché-carburant. Mais, en fait, ces pertes ont été couvertes par les bénéfices réalisés par le Service, notamment sur les ventes d'alcool pour le vinage et le mutage et pour la conservation des fruits.

Si donc la surtaxe n'a pas eu à être employée, il est légitime d'estimer qu'elle doit revenir à l'ensemble des contribuables, c'est-à-dire au budget général.

L'article 4 de la loi du 19 avril 1930 stipulait que l'équilibre du compte des alcools industriels serait assuré « par un prélèvement sur les réserves de ce compte spécial, jusqu'à concurrence d'une somme égale au montant de la taxe affectée au compte spécial par l'article 7 de la loi du 28 février 1923. »

Mais ce texte a été abrogé par l'article 8 de la loi du 4 juillet 1931, qui a accru notablement les ressources financières du Service en portant de 5 à 10 francs 40 la surtaxe par hecto d'essence importé.

Il est permis de penser que grâce au relèvement du taux de la surtaxe, l'équilibre du compte pourra être assuré.

D'autre part, le fonds de roulement de 205 millions (905-700) est suffisant pour assurer le marché du Service.

144. Nous ne croyons pas que cette argumentation soit irréfutable.

En effet, déclarer que le prélèvement provient du produit de la surtaxe, c'est considérer que ce produit a été affecté au Service dans un but de compensation des pertes sur les ventes de carburant.

Or, la surtaxe n'a été imputée, au compte des alcools, que dans cette seule intention; la perte sur les ventes ayant atteint 390 millions, le prélèvement portait donc à concurrence de 225 millions sur les bénéfices commerciaux du Service.

Mais en admettant même que le prélèvement ait exclusivement distrait des recettes d'impôts du solde du compte des alcools, nous ne pouvons dans ce cas que constater l'infraction à la règle de l'annualité constituée par cette mesure qui ne tendait rien moins qu'à affecter les recettes de neuf exercices aux dépenses d'un seul et qui était même de longueur réduite (9 mois). Expédient nécessaire, peut être, mais néanmoins expédient.

Enfin, si l'article 4 de la loi du 19 avril 1930 a été abrogé, la loi du 28 février 1923 subsiste qui affectait expressément le produit de la surtaxe à l'abaissement du prix de cession de l'alcool à la force motrice.

En ce qui concerne la protestation des betteraviers nous ne pouvons que nous en étonner puisque :

a) Le relèvement ne touche en rien les dispositions du décret du 13 août 1919 qui réserve à l'Etat l'achat de la totalité des alcools de betteraves.

b) Conformément au même décret, le Trésor fera les avances nécessaires aux opérations du Service des alcools en cas d'insuffisance du fonds de roulement.

c) Les dispositions de la loi du 1^{er} août 1924 prescrivant que le prix d'achat de l'alcool de betteraves doit être fixé à parité du cours du sucre ont été maintenues.

145. Enfin, les prévisions pour l'année 1932 laissent prévoir le recours aux avances du Trésor qui amèneront nécessairement le Gouvernement à prendre enfin des mesures pour réduire, sinon supprimer, le déficit naissant du Service des alcools. Mais, il est possible, que les intéressés ne voulant

rien abandonner de leurs privilèges, les Gouvernements soient impuissants à obtenir du Parlement le vote des mesures nécessaires. Dès ce moment, le Service deviendra déficitaire du fait de la coalition des intérêts particuliers qui auront si bien réussi à lui arracher les plus rémunérateurs de ses débouchés.

Au demeurant, le prélèvement de 700 millions a constitué en réalité, pour le budget de 1932, une récupération de ressources de Trésorerie. On conçoit mal qu'il ait été en lui-même préjudiciable aux intérêts des producteurs d'alcool, mais en avançant l'époque où le Service devra faire appel au Trésor, il risque d'entraîner des mesures que nous estimerons justifiées mais que les producteurs considéreront sans doute comme brimades ou spoliations.

TITRE III

Les intérêts contradictoires en présence.
Les solutions du problème
de l'alcool industriel

CHAPITRE XIII

CONSEQUENCES ECONOMIQUES DU REGIME PROVISOIRE

146. Producteurs d'eaux-de-vie de vin. — 147. Producteurs d'eaux-de-vie de marcs et lies de vin. — 148. Producteurs d'eaux-de-vie de fruits. — 149. Producteurs d'alcool de cidres et poirés, pommes et poirés, marcs et lies de ces fruits. — 150. Producteurs de rhums et tafias coloniaux. — 151. Producteurs de genièvres. — 152. Producteurs d'alcool de betteraves. — 153. Producteurs d'alcool de mélasses. — 154. Producteurs d'alcool de grains. — 155. Consommateurs de carburant national. — 156. Exportateurs. — 157. Consommation taxée. — 158. Consommation non taxée. — 159. L'Etat a-t-il bénéficié du régime provisoire? — 160. L'Economie nationale et le régime provisoire. — 161. Le Budget et le Régime provisoire.

L'étude des conséquences économiques du régime provisoire ne saurait mieux s'entreprendre qu'en examinant les modifications apportées par lui, au cycle de la vie économique des collectivités intéressées. Nous examinons donc la situation :

Des producteurs.

Des consommateurs.

Nous étudierons les rapports financiers du Service des alcools avec l'Etat.

Parmi les producteurs nous distinguerons les producteurs d'alcool naturel, alcool dont le commerce est laissé à la libre concurrence, et les producteurs d'alcool industriel monopolisé. Parmi les consommateurs, nous tâcherons de dégager l'influence du monopole sur l'activité des importateurs de produits pétrolifères et des automobilistes consommateurs de carburant national débouché-clef du sys-

tème, des exportateurs qui sont, si l'on peut dire, les observateurs du monde économique normal placés à la périphérie d'un système fermé et des consommateurs d'alcool acquittant les droits ou non.

Section I. — Producteurs

Le régime provisoire est, nous l'avons indiqué, strictement basé sur la spécialisation des marchés : le marché potable étant réservé aux alcools naturels, les débouchés industriels aux alcools d'industrie. De ce monopole de fait, les producteurs d'alcool naturel ont, comme nous allons le voir, tiré le plus grand profit.

a) *Producteurs d'alcool naturel*

146. La production de l'alcool de vin a débuté dans notre pays dès le XIII^e siècle. Elle s'est développée peu à peu et vers le milieu du siècle dernier, elle s'élevait à une moyenne annuelle de 815.000 hectolitres environ.

C'est vers cette même époque que commença la distillation des cidres, des fruits, des grains, des mélasses, enfin des betteraves. Les alcools extraits de ces matières premières étaient généralement qualifiés d'alcools d'industrie, ce qui les distinguait des autres appelés eaux-de-vie naturelles.

L'oïdium vers 1850, puis le mildiou et le phylloxera vers 1876, réduisirent successivement la production de ces dernières et ouvrirent le marché aux alcools industriels dont la fabrication s'intensifia. Et lorsque la reconstitution du vignoble releva la récolte du vin au niveau antérieur à la dévastation, les viticulteurs ne purent, en raison du bas prix de l'alcool industriel, reconquérir les débouchés perdus; ils se trouvèrent privés de la ressource que la distillation leur offrait jadis en cas de récolte surabondante. A peine sortie des crises de production, la viticulture tomba dans les crises de mévente dont elle voyait la principale cause dans l'invasion du marché par l'alcool industriel. Ses

doléances, notamment celles des gros producteurs du Midi, posèrent devant l'opinion publique le problème de l'alcool d'industrie.

Le Parlement, ému de cette situation, introduisit dans la législation, par la loi du 2 août 1872, la distinction entre eaux-de-vie naturelles et alcools d'industrie, fondée à l'époque sur les conditions de fabrication et sur la nature des produits. Elle a pris une signification importante le jour où l'alcool a cessé de constituer uniquement une boisson pour devenir en même temps qu'une matière première indispensable à plusieurs branches de l'industrie chimique, un combustible et un carburant.

Pour préciser la gravité du changement survenu, quelques chiffres suffiront. Les eaux-de-vie naturelles qui, au cours de la période de 1840 à 1850, représentaient 92 % de la production totale, étaient tombées, après des fluctuations diverses, à 3,5 % en 1880 pour se relever péniblement à 10 % en 1914. C'est que l'alcool d'industrie ne possédait pas seulement l'avantage d'un prix de vente inférieur au prix de revient de l'alcool de vin; sa neutralité de goût le faisait également préférer pour un assez grand nombre d'usages, tels que la préparation des liqueurs et des vins de liqueur et le coupage de certaines eaux-de-vie.

Avant 1914, aucune entrave n'existait en ce qui concerne les emplois des diverses sortes d'alcools; les uns et les autres pouvaient être utilisés à la consommation de bouche.

Cette liberté d'utilisation avait jeté un certain discrédit sur quelques-unes de nos grandes eaux-de-vie de crus, à la suite des déclarations intéressées répandues par des concurrents étrangers jaloux. Au surplus, l'abus que l'on faisait, dans les régions productrices, d'alcools de betteraves et de mélasses, de flegmes et de produits souvent mal rectifiés menaçait la race française du grave péril de l'alcoolisme.

Le régime provisoire, en débarrassant de la concurrence des alcools d'industrie les producteurs d'alcools de vins, marcs et lies de vin, leur a permis d'augmenter leur production et l'aire de leur activité.

De 1907 à 1913 la production moyenne annuelle des eaux-de-vie de vin s'élevait à 141.170 hectolitres.

Les quantités produites de 1919 à 1931 ont atteint leur plus haut chiffre en 1924 avec 316.677 hectolitres et leur plus faible en 1927 avec 90.134 hectolitres; la moyenne pour cette période a été de 176.770, soit une augmentation de 25 %.

Cet accroissement est dû évidemment aux facilités d'écoulement que donne aux producteurs le monopole de fait qu'ils ont sur le marché de l'alcool potable.

En outre, la séparation des deux alcools a entraîné, comme il fallait s'y attendre, une élévation des cours en faveur des alcools dits naturels.

Les cours ont dépassé la cote de 1.500 francs l'hectolitre en 1928, tandis que le prix payé pour l'alcool de betteraves était d'environ 330 francs l'hectolitre pour cette même campagne.

Le trois-six de vin à 86° qui cotait à Béziers 117 francs l'hectolitre en 1912, 110 en 1913 et 102 en 1914, était vendu en 1918, 715 fr.; en 1919, 805 fr.; en 1920, 850 fr.; en 1921, 426 fr.; en 1922, 461 fr.; en 1923, 505 fr.; en 1924, 709 fr.; en 1925, 480 fr.; pour s'élever à 1.516 francs en avril 1927 après avoir été de 480 francs en 1926; la moyenne de 1927 n'est cependant que de 976 francs, les cours s'étant affaïsés à 700 francs vers le mois d'octobre.

En 1928, la moyenne est de 1098 francs et les cours atteignent en août le maximum de 1.595 francs. En 1929 les cours oscillent aux environs de 1.200 francs; puis, après une hausse aux environs de juin 1930, s'affaissent vers 850 francs. En août 1932, les cours reprennent leur hausse jusqu'à 1.240 francs. Plusieurs de ces cours leur permettaient d'évincer victorieusement les alcools d'industrie dans leur débouché au vinage et au mutage (prix de cession : 1.000 francs) et à la conservation des fruits (1.375 francs).

En présence de ces circonstances, le Ministre des Finances aurait pu abaisser les prix à un taux inférieur aux cours des trois-six bon goût, mais cela ne lui était pas possible, car les représentants de la viticulture veillaient pour empêcher tout abaissement d'un prix qui, par sa fixation élevée, fermait à l'alcool d'industrie des débouchés que jusqu'à ce jour ils n'étaient pas encore parvenus à leur faire interdire réglementairement.

Non content d'avoir un monopole de fait du marché de l'alcool potable, les viticulteurs ont voulu se ménager une soupape de sûreté plus puissante que celle de la distillation libre, celle de la distillation obligatoire.

Après avoir obligé le Trésor à acquérir dans une limite de 250 millions les alcools de vin qui devaient être revendus sur le marché libre, ils ont cherché et ont réussi par la loi du 4 juillet 1931 à obliger le Service des alcools à acquérir l'alcool produit par la surproduction de vins en tablant sur une production annuelle de 65 millions. Or, tout hectolitre acheté de cette manière profite au producteur mais constitue, ainsi que nous l'avons montré, une source de déficit pour le monopole de l'alcool industriel. Par ailleurs, la proposition BARTHE, n° 6584 (voir *supra* n° 111) ne tend rien moins qu'à l'emploi exclusif d'alcool de vin pour les vinages et mutages faisant ainsi perdre au Service sa source la plus importante de bénéfices.

Enfin, par la pression de ses représentants sur les pouvoirs publics, la viticulture a profité des prix trop élevés fixés pour le cession au vinage, au mutage et à la conservation des fruits pour concurrencer victorieusement l'alcool naturel dans ses débouchés.

Il est hors de contestation que les producteurs d'alcool vinique ont retiré du régime provisoire un immense profit sans la moindre contrepartie. Toutefois, il y a lieu de remarquer que toutes les eaux-de-vie de vin n'ont pas marqué le même mouvement ascensionnel. La production de celles des Charentes s'est notablement relevée; elle se tient actuellement aux environs de 80.000 hectolitres alors que de 1907 à 1913 sa moyenne était de 64.000 hectolitres. Par contre, la production des eaux-de-vie d'Armagnac est restée à peu près stationnaire (oscillant entre 10.000 hectolitres et 11.000 hectolitres, aujourd'hui comme avant l'institution du régime provisoire). Somme toute, l'augmentation constatée dans la production des eaux-de-vie de vin provient, pour la plus large part, des distillations opérées dans la région du Midi, dont les produits sont destinés à la consommation courante alors que les eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac, constituant des produits de luxe, sont demeurées de consommation restreinte,

147. Parallèlement à celle des eaux-de-vie de vin, la production des eaux-de-vie de marcs et lies de vin s'est développée grâce à la protection du régime provisoire.

Pour les campagnes de 1907 à 1913, la production moyenne annuelle était de 115.000 hectolitres.

Tombée pour les années de guerre à 84.000 hectolitres, elle est pour la période écoulée du régime provisoire de près de 240.000 hectolitres, soit plus du double de celle d'avant-guerre.

La dernière année (1931) a vu la plus forte production qui ait jamais été enregistrée : plus de 300.000 hectolitres.

Les hauts prix atteints par les eaux-de-vie naturelles dont nous avons indiqué quelques-uns au paragraphe précédent, ont incité les viticulteurs à tirer des marcs et des lies tout l'alcool que ces substances sont susceptibles de produire; avant guerre la marge bénéficiaire laissée par la production de cet alcool devenait au delà d'une certaine limite d'extraction, trop faible pour rémunérer suffisamment la viticulture, mais aujourd'hui il n'en est plus de même et de là provient l'accroissement considérable de la production d'alcool de cette source.

148. Jusqu'à 1925, les statistiques fiscales englobaient sous la rubrique eaux-de-vie de fruits toutes eaux-de-vie dont la matière première était un fruit (les eaux-de-vie de pommes et de poirés y étaient comprises), mais les anciennes statistiques ont pu être aisément ventilées pour les rendre comparables en ce qui concerne les eaux-de-vie de fruits à celles afférentes aux années postérieures à 1925.

De 1907 à 1913 la production moyenne annuelle était de 24.585 hectolitres.

Pendant la guerre cette moyenne tombe à 17.000 hectolitres et depuis l'instauration du régime provisoire, la moyenne des treize campagnes a sensiblement atteint ce qu'elle était avant la guerre : 24.300 hectolitres. On constate donc que le régime provisoire a été sans action sur cette industrie et n'a apporté aucun avantage aux producteurs d'alcool de fruits.

La raison en est que l'alambic n'est pas la destination

naturelle des fruits. On ne plante pas des arbres fruitiers pour obtenir de l'alcool.

En outre, la récolte fruitière dépend des circonstances atmosphériques et, les années de récolte faible, la vente des fruits est suffisamment rémunératrice pour que le producteur ne songe pas à faire distiller ses récoltes. Tout autre est la situation dans les années de production pléthorique; l'intérêt du récoltant est alors d'envoyer à l'alambic les quantités qu'il est assuré de ne point vendre, ce qui se produisit en 1924 et 1930 où la production en alcool de fruits atteignit respectivement 51.000 et 31.000 hectolitres.

Dans ce cas le producteur bénéficie du régime provisoire, car son alcool se vend en parité des alcools de vin à un cours très avantageux.

149. Bien plus considérable est le bénéfice retiré du régime en vigueur par les producteurs d'alcool de pommes et poires, ainsi que de leurs dérivés : cidres et poirés, et de leurs résidus : marcs et lies.

Pour les campagnes de 1907 à 1913, la moyenne des productions annuelles était de 74.000 hectolitres.

Les statistiques fiscales ne comprenaient avant 1925 que les alcools de cidres et poirés et de marcs et lies; depuis 1925 les alcools directement produits à partir des pommes et poires sont enregistrés sous cette même rubrique.

La moyenne des productions annuelles depuis 1920, époque à laquelle furent levées toutes prohibitions de distiller, s'élève à 295.750 hectolitres, soit plus de quatre fois la moyenne d'avant-guerre; en outre, les seuls établissements industriels produisent environ 210.000 hectolitres; les mêmes producteurs fournissaient avant 1914, 15.000 hectolitres, soit quatorze fois moins. Non seulement la production s'est développée, mais les méthodes de fabrication ont subi une transformation complète. Les pommes sont traitées aujourd'hui par les mêmes procédés que les betteraves : diffusion, macération et ensemencement des jus par les levures; les appareils employés pour l'extraction de l'alcool consistent en colonnes à distiller, à rectifier, voire même en rectificateurs continus; en un mot,

les usines sont, à tous égards, comparables à celles qui produisent des alcools d'industrie. Parfois même, les distilleries de betteraves mettent également en œuvre des pommes.

Le nombre des distilleries cidrières qui traitent des matières d'achat a d'ailleurs diminué depuis la guerre : 423 en 1929-1930, contre 1295 en 1913-1914; mais leur capacité totale de production est aujourd'hui de quinze à vingt fois plus grande. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, la concentration s'est accomplie, la grande industrie a supplanté la petite; mais cette concentration si marquée est, pour une part, à n'en pas douter, la conséquence du régime provisoire.

Si l'on réserve le qualificatif d'industrielles aux distilleries qui présentant ces caractéristiques et produisent au moins 100 hectolitres d'alcool pur par campagne, on constate que leur nombre qui était, en 1913-1914 de 20, pour une production totale de 5.262 hectolitres est passé :

En 1924-1925, à 149 pour	342.269 hl.
En 1925-1926, à 142 pour	187.314 hl.
En 1926-1927, à 151 pour	188.550 hl.
En 1927-1928, à 171 pour	400.340 hl.
En 1928-1929, à 162 pour	310.964 hl.
En 1929-1930, à 167 pour	260.924 hl.
En 1930-1931, à 161 pour	215.049 hl.

Ces vingt distilleries anciennes se répartissaient comme suit au point de vue géographique :

Calvados	11
Eure	1
Manche	5
Orne	3

Aujourd'hui des distilleries industrielles se sont établies dans de nombreux départements où rien ne justifiait leur présence : Aube, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Seine, Haut-Rhin et Deux-Sèvres.

En outre, leur nombre s'est accru dans les départements

producteurs de cidre; elles sont, en effet, pour ces régions au nombre de :

45 dans la Manche,
35 dans l'Ille-et-Vilaine,
29 dans le Calvados,
10 dans la Seine-Inférieure,
8 dans l'Orne,
8 dans l'Eure,
4 dans la Mayenne,
4 dans le Morbihan,
3 dans les Côtes-du-Nord,
2 dans le Pas-de-Calais,
2 dans l'Eure.

Jadis, le Calvados et ses onze distilleries produisait du « calvados »; aujourd'hui il y a à peine douze distilleries de ce département travaillant à produire du « calvados »; les autres distillent et rectifient un véritable trois-six servant ensuite à la préparation des liqueurs composées.

Leur puissance de production s'est accrue et de la distillation elles utilisent les moindres sous-produits : huiles de pépins, alcools de marcs et pulpes pour l'alimentation du bétail.

Le maximum de production avait été réalisé avant la guerre en 1901 avec 115.000 hectolitres; depuis l'établissement du régime provisoire il a atteint 496.454 hectolitres en 1928. Le développement même de la production a nécessité des mesures de contrôle destinées à sauvegarder les intérêts du fisc.

L'exercice de jour et de nuit de ces distilleries a été ordonné par un décret du 8 mars 1926.

Les bénéfices considérables ont poussé les distillateurs à mettre en œuvre des cidres, pommes, poires et poirés, parfois même à l'exclusion des betteraves.

Le retard apporté dans la reconstitution de certaines distilleries de betteraves du Nord et du Pas-de-Calais est peut-être causé directement par ce fait.

Par ailleurs, la bière ayant développé son aire de con-

sommatation est parvenue à concurrencer victorieusement le cidre jusque dans les départements cidricoles. La consommation de cidre ne cesse de diminuer et l'on est en droit de dire que la distillation de ce produit est devenue l'exutoire des récoltes annuelles à un degré au moins égal à celui de l'envoi à l'alambic des vins de mauvaise qualité.

La campagne 1930-31 a vu la fermeture partielle de nombreuses distilleries dans les départements de la Manche, de l'Ille-et-Vilaine et du Calvados. Plusieurs d'entre elles ont été rachetées par des groupes puissants; sept l'auraient été par les groupes Pernod fils et Leblanc.

La situation s'est améliorée lors de la campagne 1931-32, mais la prospérité de ces départements est devenue bien inférieure à sa réputation. La crise les a particulièrement atteints et si le régime provisoire a rapporté dans les premières années de son fonctionnement des bénéfices considérables aux cidriculteurs, ceux-ci bénéficient bien moins de son maintien que les betteraviers et les viticulteurs.

Il est intéressant à cet égard de suivre les variations du pourcentage annuel de la récolte de cidre envoyé à la brûlerie.

On peut admettre, en effet, que les distillations de chaque campagne sont alimentées par les fruits de la récolte précédente ou par le cidre qu'ils ont fourni. Dès lors, il est possible d'établir pour chacune des récoltes successives la proportion distillée.

Comme le degré alcoolique moyen du cidre est de 4,5, il faut, pour obtenir un hectolitre d'alcool pur, distiller 22 hectolitres de cette boisson. Si l'on examine, en partant de cette base, les résultats accusés par les comptes de la régie, on constate qu'il a été passé à l'alambic :

46 %	de la récolte de cidre de	1923
36 %	—	1924
62 %	—	1925
51 %	—	1926
43 %	—	1927
69 %	—	1928
68 %	—	1929
60 %	—	1930
55 %	—	1931

Cette distillerie se développe donc suivant un rythme accéléré et nous achemine vers la surproduction permanente de l'alcool de bouche, surproduction dont il est facile de prévoir les conséquences désastreuses tant économiques que sociales.

La Commission de l'alcool du Sénat s'est inquiétée de cette situation et nous verrons dans un des chapitres qui suivent la solution qu'elle préconise pour y remédier.

150. Les producteurs d'alcool naturel indigène, nous le savons, avaient cherché dès le début du régime provisoire à éliminer, en partie du moins, les rhums et tafias coloniaux du marché de l'alcool potable.

Lorsque, en 1922, la hausse du prix de l'alcool naturel favorisa l'activité des colonies rhumières, les viticulteurs craignirent la concurrence :

1° Des rhums et tafias coloniaux consommables en l'état.

2° Des rhums et tafias venant des colonies, mais fabriqués avec des produits plus ou moins purs et originaires des pays voisins de ces colonies.

3° Des rhums et tafias importés en France dans le but d'être rectifiés et vendus sur le marché de bouche pour la fabrication des spiritueux.

Il en résulte qu'au début de 1922 les producteurs français d'alcool naturel demandèrent que la rectification des rhums fût interdite sous prétexte que les rhums et tafias n'étaient pas « alcools libres », mais bien « alcools de mélasses » et que, de ce fait, ils n'avaient aucun droit à alimenter la consommation de bouche. Mais les rhums avaient été classés « alcools naturels » par les lois sur la répression des fraudes et par le décret du 19 août 1921⁽¹⁾. A la suite de vives discussions, le décret du 27 juin 1922 décida que ne seraient admis librement en France que les rhums consommables en l'état et ne dépassant pas 65°.

Cette solution ne pouvait satisfaire la viticulture qui

1. Voir ce texte à l'annexe A.

obtint peu après deux mesures : le contingentement et la surtaxe.

L'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 ⁽¹⁾ fixa à 160.000 hectolitres d'alcool pur la quantité de rhums coloniaux admise à être importée en franchise, ne titrant pas plus de 65° et possédant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 19 août 1921 ; cet article n'était donc applicable qu'aux *eaux-de-vie naturelles provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des melasses ou sirops provenant de la fabrication de sucres de canne soit du jus de canne à sucre non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leurs caractères spécifiques.*

Les quantités importées en sus de ce contingent devaient acquitter la surtaxe sur les spiritueux étrangers établie par l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 ⁽¹⁾.

La loi du 25 décembre 1923 porte le contingent à 185.000 hectolitres et la loi du 26 août 1925 à 200.000 jusqu'au 31 décembre 1929. A la suite d'une longue campagne et de la Semaine des rhums coloniaux, la loi du 27 décembre 1927 reporta le terme d'application du contingent de 200.000 hectolitres au 31 décembre 1939.

Comme les autres alcools naturels les rhums et tafias coloniaux bénéficièrent largement du régime provisoire.

Les cours, en effet, atteignirent parfois des taux si rémunérateurs que les producteurs avaient intérêt à certaines époques à faire rectifier leurs rhums et tafias pour les vendre comme trois-six sur le marché potable.

L'intérêt même des producteurs de rhums contingentés se manifeste par la lutte sourde qu'ils entreprennent contre les producteurs des rhums importés hors contingent. Fait paradoxal, les rhumiers ne furent pas les derniers à faire pression sur l'Administration des Finances pour l'empêcher de fixer, à un taux plus bas qu'il n'était, le prix de cession de l'alcool en vue de la conservation des fruits, leur but étant d'empêcher une diminution du taux de la surtaxe sur les rhums importés hors contingent qui,

1. Voir ce texte à l'annexe A.

on le sait est égale à la différence entre le prix de vente d'un hectolitre d'alcool à l'industrie de la conservation des fruits et le prix d'achat d'un hectolitre d'alcool de betteraves.

151. Les genièvres sont par la protection de la loi des alcools naturels.

L'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 ne permet l'accès de la consommation de bouche qu'aux genièvres dits naturels, obtenus par les fabricants établis avant la guerre et jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités produites par eux annuellement de 1910 à 1913; pour le surplus, la fabrication est réservée à l'Etat. Cette dernière éventualité ne s'est d'ailleurs jamais produite. La production moyenne de 1907 à 1913 s'élevait à 18.300 hectolitres. En raison de l'interdiction de soumettre à la distillation les matières panifiables, la production a été insignifiante en 1919 (686 hectolitres), en 1920 (207 hectolitres) et en 1921 (314 hectolitres); elle s'est élevée à partir de 1922, année au cours de laquelle elle passe à 19.659 hectolitres, et se tient aujourd'hui, production des départements recouverts comprise, aux environs de 25.000 hectolitres. La progression des prix dépasse d'ailleurs celle de la production (voir annexe B, tableau VI), le contingent est de 26.884 hl. 6848, répartis ainsi :

Nord	19.871,6000
Moselle.....	2.960,5500
Pas-de-Calais	2.679,7750
Ardennes	733,9298
Meuse.....	638,8300

b) *Producteurs d'alcool industriel*

152. Les producteurs d'alcool de betteraves sont, avec les planteurs de betteraves, ceux qui ont le plus profité de la réglementation due au régime provisoire.

Les statistiques de la production ne sont pas aussi éloquentes que celles relatives aux alcools naturels, c'est

qu'il faut tenir compte pour cette matière des dévastations causées par la guerre dans les régions où étaient concentrées les quatre cinquièmes des distilleries de betteraves.

Enfin, aussitôt les hostilités terminées, la reconstruction de ces usines a marqué un temps d'arrêt notable, par suite de l'incertitude où se trouvaient les industriels avant que se soit stabilisé le monopole provisoire.

De 1907 à 1913 la moyenne des productions annuelles atteignait 1.279.596 hectolitres; pour la période de 1925-1929 elle n'était plus que de 804.371 hectolitres; mais, si l'on examine avec soin la statistique, cette production se révèle en augmentation constante depuis la fin des hostilités et a atteint en 1931 le chiffre de 1.992.404 hectolitres, jamais égalé auparavant. La récolte de la campagne 1931-32 sera vraisemblablement encore supérieure.

Le prix d'achat de l'alcool en parité du prix du sucre, la certitude que toutes les quantités produites seront achetées par l'Etat n'ont pu que jouer le rôle de conjonctures favorables à cet accroissement, mais nous verrons bientôt que les avantages recueillis par cette catégorie de producteurs l'ont été au détriment de l'Etat, c'est-à-dire de la collectivité la plus haute de la nation.

153. La production des alcools de mélasses a subi, du fait de la destruction de nombreuses sucreries au cours de la guerre, des fluctuations importantes. De 1907 à 1913 la moyenne annuelle ressortait à 496.126 hectolitres; or la production n'était plus que de 71.909 hectolitres en 1919; elle tombe même à 56.147 hectolitres en 1920. Elle s'accroît en 1921 (264.101 hectolitres) et 1922 (280.673 hectolitres), faiblit à nouveau, atteint en 1928 : 414.233 hectolitres, 469.324 hectolitres en 1929, 685.827 en 1930 et 863.653 hectolitres en 1931.

La diminution a été sensible pendant quelques années; elle était imputable à la rareté relative de la matière première due elle-même à la diminution de notre production sucrière au cours des années qui ont suivi les hostilités. Le prix d'achat des alcools de mélasses a d'ailleurs été fixé

de 1921 à 1924 de façon à ne pas constituer un encouragement à la distillation intensive de cette matière première; celle-ci répond, en effet, à des besoins auxquels il importe de faire face avant tout envoi à l'alambic; elle sert notamment à la préparation des fourrages mélassés. Ce prix d'achat a été relevé par la suite tant pour assurer l'écoulement normal des sous-produits de notre industrie sucrière, à peu près reconstituée, que pour permettre au Service des alcools de satisfaire aux besoins des industries consommatrices.

Aujourd'hui l'on constate le fait suivant : les prix ont été si rémunérateurs que l'intérêt des sucriers est d'envoyer le plus de mélasses possible en distillerie, — le bénéfice qu'ils en retirent est substantiel — mais cette augmentation entraîne une pénurie de mélasses pour la fabrication d'aliments destinées au bétail, pénurie qui provoque des propositions de loi de l'ordre de celle que nous avons indiquée (voir *supra* n° 103^b). La réalisation de la mesure qu'elle préconise ferait perdre à l'Etat les droits de douane sur 120.000 tonnes de mélasses — perte accrue encore par celle que le Service subirait du fait que la production d'alcools de betteraves étant plus que suffisante pour alimenter les seules ventes rémunératrices du Service, tous les alcools de mélasses produits en plus des quantités actuellement distillées iraient au carburant national.

154. Nous l'avons vu en étudiant les achats d'alcool par le Service, l'industrie des alcools de grains est la seule à avoir nettement et brusquement périclité depuis l'établissement du régime provisoire. Mais on ne saurait soutenir, sans s'aventurer dans un cercle vicieux, que ce régime en fut la cause. La production de levure à partir des grains ayant été avantageusement remplacée par celle issue des mélasses, l'Etat ne pouvait pas ne pas tenir compte de cette évolution pour la fixation des prix d'achat. Il devait en résulter évidemment un manque à gagner pour les producteurs de cette denrée; ils ne purent continuer leur exploitation dans des conditions devenues très onéreuses.

C'est en effet de la mélasse que les industriels tirent

actuellement la levure pour la boulangerie et la pâtisserie. Dans beaucoup d'établissements la fermentation de la levure s'opère même sans production d'alcool, ou avec une production d'alcool tellement faible qu'il est sans intérêt d'extraire cet alcool du liquide fermenté et que l'on préfère évacuer ce liquide à l'égout.

A partir de l'époque où la levure de mélasses a remplacé la levure de grains, le prix d'achat des alcools de grains par l'Etat a d'ailleurs été abaissé, car il n'y avait plus de raison de soutenir une industrie qui eût absorbé sans utilité réelle des matières panifiables dont la collectivité a eu, pendant une certaine période, le plus grand besoin.

Mais à l'exception de cette catégorie de producteurs on peut affirmer que les producteurs d'alcool naturel ou industriel ont tous largement bénéficié de l'existence du monopole de l'alcool industriel.

Tout autre est la situation des consommateurs. En effet, plus variée et plus large est le champ de la consommation; si la production est le fait d'un nombre relativement restreint d'individus, la consommation est par contre à peu près universelle.

Section II. — Consommateurs

Nous commencerons cette étude par la consommation que l'on pourrait qualifier de consommation-clef du monopole de l'alcool puisqu'elle est la seule susceptible d'augmenter ses possibilités d'absorption : la préparation de mélanges carburants.

155. Les consommateurs directs de l'alcool-carburant sont les importateurs d'essences et d'hydrocarbures mais les consommateurs réels sont les automobilistes.

En ce qui concerne la première catégorie, ceux que l'on nomme les pétroliers, on peut dire sans exagération que les pertes qu'ils sont censés subir en raison de l'obligation d'acheter de l'alcool dans l'intérêt supérieur du pays (défense nationale) ne sont que la contrepartie des avantages

considérables qu'ils retirent de l'octroi des licences d'importation. Ils sont dès lors de véritables monopoleurs.

Tout autre est la situation de l'automobiliste, soit qu'il utilise de l'essence pure, soit qu'il utilise le mélange carburant national.

Dans le premier cas, il paie l'essence plus cher par suite de la péréquation que les pétroliers ont été autorisés à pratiquer pour compenser les pertes sur l'alcool grevant leur entreprise; dans le second cas, l'absence de fixation d'un type de mélange de composition identique, les différences d'alimentation des pompes l'empêchent d'avoir un rendement de moteur analogue sur tous les tronçons parcourus.

Et nous ne saurions mieux indiquer l'état d'esprit des automobilistes qu'en citant un discours prononcé à l'assemblée générale de la Chambre syndicale des fabricants d'accessoires et pièces détachées pour l'automobile, le cycle et l'aviation, par son président M. GOUDARD :

« Que va-t-on faire? se demande M. GOUDARD. On va dire aux raffineurs : « Vous avez, en somme, un monopole de fait. Nous ne le combattons pas, nous ne vous mettrons pas sous la coupe de l'Etat, mais à une condition, c'est que vous absorbiez tout l'alcool. Ensuite, vous en ferez ce que vous voudrez. Vous tacherez de le vendre à l'auto. Si vous ne le pouvez pas, vous le vendrez ailleurs, vous le mettrez dans les chaudières, mais il faut que vous absorbiez cet alcool et moyennant cela, nous vous permettrons d'augmenter les prix de l'essence de la quantité correspondante. »

« Or, cela roule sur quoi? 2 millions d'hectolitres par an d'alcool sur lesquels en comparant un litre d'alcool à un litre d'essence, l'opération se chiffre par 4 francs de déficit : 2 millions d'hectolitres d'alcool font 800 millions par an.

« Voilà le très joli cadeau que l'on veut faire à l'auto, sur lequel l'attention du grand public n'a pas encore été suffisamment attirée, mais qu'il y a lieu de surveiller avec la plus grande vigilance. »

Et pourtant le principe du carburant national ne semble pas avoir perdu sa faveur dans tous les esprits puisque l'intergroupe parlementaire réuni sous la présidence de

M. BARTHE a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« *Considérant que pour permettre l'écoulement à la carburation des stocks d'alcool dont la production est à la base d'une politique économique qui solidarise les intérêts agricoles de toutes les régions du pays, il faut d'urgence que soit entreprise une propagande qui permettra de faire connaître au pays les qualités des mélanges alcool-essence demandant :*

« 1^o *Que ne soit plus désigné sous la dénomination « carburant poids lourds » le mélange prévu par le décret du 26 octobre 1931.*

« 2^o *Que, conformément au vœu de l'Office national des combustibles liquides, les sociétés de transports automobiles concédées ou subventionnées soient obligées d'employer l'alcool carburant.*

« 3^o *Que la marge entre le prix de l'essence et celui du carburant alcool soit augmentée.*

« 4^o *Qu'une propagande intensive à laquelle les syndics agricoles seront appelés à participer, comme il est de leur devoir, soit organisé en faveur de la vente des mélanges.*

« *Qu'à cet effet et notamment dans les régions intéressées à l'écoulement de l'alcool acquis obligatoirement par l'Etat le nombre des dépôts et des pompes de distribution soit augmenté.*

« 5^o *Qu'une formule de dénaturant plus simple et plus effective soit immédiatement adoptée, afin de pouvoir faire disparaître toutes les entraves qui gênent encore la distribution et les emplois de l'alcool industriel.*

« 6^o *Que soient signés les arrêtés proposés par l'Office national des combustibles liquides, afin de permettre la vente de toutes formules de carburation capables de développer la consommation de l'alcool.*

« 7^o *Que soit rendue obligatoire l'incorporation d'alcool aux mélanges carburants à base de benzol.*

« 8^o *Que, par les soins du Service des alcools et avec un caractère nettement commercial, une propagande systématique soit organisée pour la vente de tous les produits où entre une partie notable d'alcool industriel. »*

Nous constatons donc que le résultat atteint par le carburant n'est pas facile à dégager.

Ce que l'on peut dire avec certitude c'est que si la guerre éclatait, ce fameux débouché qui a été soi-disant créé et maintenu en vue de la défense nationale pour permettre à nos camions de circuler en période d'hostilités sans être asservis aux trusts étrangers, disparaîtrait de lui-même, car dès le premier mois de la mobilisation le Service des Poudres se révélerait si fort consommateur d'alcool que les industries privilégiées ne trouveraient plus les quantités suffisantes pour s'alimenter et par conséquent pas une goutte de ce carburant ne pourrait être mise à la disposition des véhicules. A plus forte raison si par malheur nous devions revoir notre sol national envahi, comme il le fut trop souvent depuis un siècle, le Service des Poudres et le Service de Santé absorberaient tout l'alcool produit sur le territoire non occupé. Et à cet égard on ne peut que s'étonner de voir le Service des Poudres qui a la quasi-certitude que la totalité des alcools produits sur le territoire national lui serait indispensable pour ses productions de guerre, équiper ses camions avec des hydrocarburateurs qui ne peuvent rigoureusement fonctionner qu'au moyen d'alcool et d'essence non mélangés préalablement.

156. Après avoir été soumise à différentes restrictions, pendant la guerre et les quelques années qui ont suivi, l'exportation des alcools naturels et industriels jouit aujourd'hui d'une entière liberté.

Si l'exportation de nos liqueurs, qui a atteint en volume 69.000 hectolitres en 1925, 48.900 hectolitres en 1927, 55.000 hectolitres en 1928, et 58.000 hectolitres en 1929, se maintient assez voisine des chiffres de 1910 à 1913 (53.800 hectolitres), par contre, celle des esprits et eaux-de-vie décroît assez nettement. Après les fluctuations diverses de 1919 à 1924 (304.000 hectolitres d'alcool pur en 1920, 121.000 hectolitres en 1922, 258.000 hectolitres en 1924), cette exportation s'est chiffrée par 180.500 hectolitres en 1927, 184.000 hectolitres en 1928, 179.000 hectolitres en 1929, 180.000 en 1930 et 175.000 en 1931.

Or, de 1900 à 1913, la moyenne annuelle se maintenait régulièrement aux environs de 270.000 hectolitres. Il

semble donc que nos exportateurs aient perdu quelques débouchés, fait sans doute imputable aux mesures de prohibition édictées dans certains pays à l'encontre des boissons spiritueuses. L'influence exercée à cet égard par le régime provisoire de l'alcool ne peut être déterminée avec exactitude; mais comme certaines nations étrangères n'autorisent pas l'importation sur leur territoire des produits dont la consommation est interdite dans les pays d'origine, le monopole provisoire a pu avoir pour conséquence d'enlever à nos liqueurs à base d'alcool industriel quelques possibilités d'écoulement.

Il est certain que les taux de cession pratiqués par le Service des alcools ne permettent pas des prix de vente favorables aux exportations. On ne saurait en faire grief au Service des alcools qui, lié par ses prix d'achat, ne peut multiplier les cessions déficitaires. Mais néanmoins, on ne peut s'empêcher de songer que les diverses réglementations en vigueur ont pratiquement ruiné le commerce d'exportation, car, au jour où nous écrivons, on peut obtenir de l'alcool en Hollande moyennant 60 francs l'hectolitre.

En ce qui concerne les autres débouchés, nous croyons devoir établir une distinction entre la consommation taxée et la consommation non taxée.

157. La consommation taxée englobe principalement la consommation de bouche et celle imposée sous forme de produits pharmaceutiques et médicamenteux, de produits de parfumerie et les manquants passibles de l'impôt chez les entrepositaires.

La consommation de bouche proprement dite représente la plus grande partie de la consommation taxée.

La moyenne annuelle pour la période 1907-1913 s'élevait à 1.431.162 hectolitres.

En 1918, elle n'était plus que 509.232, puis elle dépasse en 1913 le million; la moyenne des années 1923-1928 s'éleva à 1.037.160 en tenant compte d'un nombre d'éléments plus importants qu'avant la guerre — les statistiques étant essentiellement fiscales.

Comme les quantités soumises à l'impôt sont constituées

pour la plus large part par la consommation de bouche, il se dégage d'une façon très nette que cette dernière a largement diminué en France; c'est là une constatation qui ne peut que réjouir les hygiénistes et les moralistes. Et si l'on veut bien se souvenir que les promoteurs du régime de l'alcool mettaient au premier rang de leurs préoccupations le souci de combattre l'alcoolisme, on conviendra que les résultats obtenus grâce à ce régime sont non seulement encourageants, mais dès aujourd'hui salutaires.

D'autre part, comme la consommation de bouche accusée par la taxation ne dépasse guère 900.000 hectolitres dont 200.000 représentent le contingent de rhums coloniaux importés, soit 700.000 hectolitres d'alcool métropolitain, il apparaît nettement que la production des eaux-de-vie naturelles est maintenant supérieure à cette consommation. Or, ces eaux-de-vie, en raison de leur prix de revient, ne peuvent guère trouver d'autre débouché rémunérateur. Il importe donc, si l'on ne veut pas déclencher une crise redoutable sur les cultures fruitières (viticulture, cidriculture, arboriculture), de réserver à ces eaux-de-vie toute la consommation de bouche.

Mais d'autre part, au point de vue hygiénique, l'alcool industriel, lorsqu'il est rectifié, ne présente pas de nocivité spéciale. Son exclusion de la consommation de bouche en France et en Algérie ne saurait donc jeter sur lui une défaveur quelconque. Il en est écarté pour de simples raisons économiques, pour permettre aux eaux-de-vie naturelles de jouer au profit des cultures fruitières le rôle indispensable de régulateur. La distillation, en effet, fournit aux viticulteurs et aux cidriculteurs l'unique moyen de mettre en réserve leurs excédents de récolte et de les écouler les années de disette. Au surplus, la cherté des eaux-de-vie naturelles les rend moins accessibles que l'alcool d'industrie et partant n'en permet pas aussi facilement l'abus.

Mais, lorsque les eaux-de-vie naturelles atteignaient des cours inférieurs et concurrençaient l'alcool d'industrie dans ses cessions au vinage et au mutage et à la conservation des fruits, les producteurs des premières mirent tout en œuvre pour obtenir que ne fussent pas abaissés les prix

de vente des alcools d'industrie. Et cela contre l'intérêt des usagers qui, à des prix égaux, préféreraient s'adresser au Service des alcools qui, par son organisation industrielle, les dispense de constituer des stocks importants en leur fournissant à tout moment le produit demandé bien rectifié et en aussi grande quantité que possible.

Au surplus c'était un avantage pour les consommateurs que leurs ventes puissent être réglées à l'année, la matière première (alcool industriel) ayant un prix annuel unique tandis que les trois-six sont l'objet de cours erratiques :

Octobre 1924	582
Septembre 1925	866
Octobre 1926	1266
Avril 1927	1516
Octobre 1927	769
Août 1928	1595
Octobre 1929	999
Avril 1930	803
Août 1931	915
Août 1932	1245

158. La consommation non taxée comprend principalement les quantités converties en vinaigre, celles qui représentent les manquants couverts par la déduction chez les marchands en gros (il y a lieu d'ajouter également la consommation en franchise des bouilleurs de cru, mais celle-ci n'entre pas dans le cadre de cette étude) et enfin les quantités soumises à la dénaturation. La consommation de la vinaigrerie n'a marqué que des variations insignifiantes, le régime de l'alcool ne pouvant d'ailleurs exercer ici d'influence; elle se maintient aujourd'hui comme dans le passé aux environs de 50.000 hectolitres. Quant aux manquants couverts par la déduction des marchands en gros, ils ont subi des fluctuations dont il est difficile d'apprécier les causes; ils paraissent être inférieurs à ceux de la période 1907-1913 (80.000 hectolitres environ), car ils n'ont atteint que 52.000 hectolitres en 1924, 57.000 hectolitres en 1925 et

1926, 49.000 hectolitres en 1927 et 45.000 hectolitres en 1928.

L'étude des quantités soumises à la dénaturation donne lieu, par contre, à des constatations intéressantes. La moyenne annuelle de ces quantités s'élevait à 657.000 hectolitres pour la période de 1907 à 1913; or il a été dénaturé :

En 1923	674.695	hl. environ
En 1924	779.546	—
En 1925	862.037	—
En 1926	887.147	—
En 1927	706.076	—
En 1928	861.365	—
En 1929	950.807	—
En 1930	1.150.200	—
En 1931	1.600.000	—

(On trouvera à l'annexe B le détail par industrie des quantités soumises à la dénaturation).

L'augmentation est donc très sensible. Elle porte pour une légère part sur les quantités employées dans l'industrie des couleurs et produits chimiques qui a pris, on le sait, un développement important en France depuis quelques années et tend à nous libérer des fournisseurs étrangers. Elle porte pour le surplus sur les cessions à la carburation.

Nous avons indiqué les avantages que les consommateurs d'alcool-carburant (débouché bénéficiant du prix de cession le plus faible) avaient pu retirer du régime provisoire et nous avons vu qu'ils étaient illusoires.

Pour les industries utilisant de l'alcool non imposé l'avantage n'est pas plus considérable; elles ont toujours payé l'alcool à un prix plus élevé que sous un régime de libre concurrence où le marché, libéré de toute contrainte, est soumis seulement à la loi de l'offre et de la demande.

Ainsi, pris dans son ensemble, le régime provisoire avantage les producteurs, catégorie restreinte, au détriment des consommateurs, classe universelle; il enfreint cette loi d'harmonie de la consommation et de la production sans le

respect de laquelle un système d'économie fermé est voué financièrement au déficit et à l'échec.

Mais il faut se soucier non seulement des intérêts des consommateurs, mais de ceux des contribuables qui sont d'une importance majeure. Ceux-ci subissent, en effet, les conséquences de la gestion des activités de la puissance publique dont l'une des branches est constituée par le Service des alcools.

Section III. — L'Etat

159. L'Etat a-t-il bénéficié du fonctionnement du Service des alcools ?

Nous allons montrer que d'une part le régime du monopole lui est économiquement néfaste et d'autre part budgétairement nuisible.

160. Economiquement, il est impossible de chiffrer l'étendue de la perte causée à la collectivité nationale. Mais nous pouvons enregistrer de nombreuses réformes dont la réalisation est susceptible d'entraîner un déséquilibre dans l'économie nationale.

1. Augmentation de l'envoi des betteraves à l'alambic due au principe de parité allié à un contingentement douanier des sucres et à un contingentement interne de production qui aboutissent à faire payer au consommateur le sucre deux fois plus cher qu'à l'étranger. Ce principe de parité a pour conséquence ce paradoxe économique de faire payer par l'Etat l'alcool d'autant plus cher qu'il en est plus produit. Toutes les vieilles données sur la valeur, sur l'offre et la demande sont ici mises en échec et pourtant est-ce l'Etat qui réalise dans ce cas l'harmonie économique désirable ? Certes non.

2. Augmentation de la distillation des mélasses et par compensation diminution des quantités de cette matière mise à la disposition des éleveurs de bétail. La conséquence est la demande d'admission en franchise douanière d'un contingent élevé de cette denrée; d'où augmentation d'importations sans compensation fiscale.

3. Le déséquilibre causé à la balance commerciale par des importations accrues, s'accroît de la raréfaction des

exportations d'alcool causée par les prix prohibitifs que le Service, sous peine de déficit permanent, est obligé de pratiquer.

4. Création d'un système fragile parce que non équilibré. D'une part la production tend à croître démesurément parce que les prix d'achat (sauf pour l'alcool de synthèse, source de faible intensité) sont beaucoup plus avantageux que dans un régime de libre concurrence.

D'autre part, la consommation demeure quasi invariable en ce qui concerne tous les débouchés sauf un, et ce dernier se développant d'année en année par la volonté des gouvernants ravit au Service une somme de l'ordre de 200 fr. par hectolitre vendu.

Or, cette extension de la consommation de l'alcool carburant est inutile, car il n'y a pas assez d'alcool pour permettre à tous les véhicules de consommer le mélange essence-alcool à 50 %. Y en aurait-il suffisamment, ce serait un avantage pour la balance commerciale du pays qui s'allègerait du poids énorme des importations d'hydrocarbures. Mais la carburation de ce mélange nécessiterait de nouveaux équipements techniques. Et puisque c'est toujours l'argument défense nationale qui prime en cette matière, l'extension de la consommation des poudres et le développement de la guerre chimique et de l'emploi des gaz (l'ypérite étant obtenu par le passage de vapeur d'alcool sur un bloc de magnésie chauffé à blanc) ne permettraient peut-être pas aux véhicules de pouvoir s'approvisionner en alcool.

La réponse à cette critique est aisée, dit-on. On équiperait à nouveau les automobiles en carburateurs à essence. Peut-être ! Mais pour donner pleine valeur à cet argument nous ne saurions mieux faire que de le comparer à celui que produisent les propagandistes de l'idée de l'électrification des chemins de fer : en temps de guerre on ferait à nouveau circuler des locomotives à vapeur.

Nous estimons que toute modification d'une technique ne va jamais sans heurts, sans une période préparatoire où l'ensemble du système fonctionne assez mal; que l'éducation du personnel (sa rééducation si l'éventualité se

réalisait prochainement) ne saurait s'effectuer sans un préjudice certain pour la conduite rationnelle des hostilités.

Mais sans pousser ainsi les choses au pire on se rend compte que, pour l'économie générale du pays, le monopole, s'il a avantagé deux grandes collectivités intéressantes et puissantes économiquement et politiquement : les producteurs d'alcool naturel et les producteurs d'alcool industriel, n'a pu que nuire à l'ensemble des consommateurs et des contribuables et plus généralement à l'économie nationale.

161. Financièrement, il est beaucoup plus facile d'évaluer le manque à gagner causé au budget général par le monopole de l'alcool industriel.

D'abord, en ce qui concerne le personnel, les receveurs des Contributions indirectes touchent des remises (peu élevées d'ailleurs) pour le concours qu'ils prêtent au Service des alcools; les autres agents de cette Administration (directeurs, inspecteurs, contrôleurs, etc.) collaborent gratuitement au fonctionnement de ce Service. La partie de leurs émoluments supportée par l'Etat pour le compte du monopole paraît assez difficile à chiffrer.

En outre, il est indéniable que, sous un régime de liberté commerciale ou même sous un régime de simple restriction à la production de l'alcool industriel, le budget encaisserait des ressources fiscales assez importantes provenant de l'imposition des bénéfices réalisés par les intermédiaires et même par certains industriels auxquels le Service des alcools s'est substitué : des bénéfices industriels et commerciaux, de l'impôt général sur le revenu et, éventuellement, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières; nombreuses enfin seraient les transactions qui supporteraient la taxe sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur les opérations de bourse. Mais la perte la plus importante provient du carburant national. Or, depuis 1923, nous l'avons vu, le Service bénéficie de la surtaxe temporaire sur les hydrocarbures importés, surtaxe qui lui a rapporté 965 millions jusqu'au 30 septembre 1931.

Mais pour la seule année 1930-1931 où l'ancien taux de 5% était encore appliqué, le budget a perdu 155 millions. On peut évaluer à plus de 300 millions le manque à gagner annuel causé au budget par la seule existence du monopole.

En outre le système d'exonération des essences mélangées à l'alcool diminue d'une façon appréciable les ressources de l'Etat.

L'essence mélangée à l'alcool est exonérée du droit de 27 francs par hectolitre dans la proportion où l'alcool entre dans le mélange. C'est-à-dire que tout l'alcool vendu au titre du carburant national exonère une même quantité d'essence.

Comme on peut escompter très prochainement une vente au débouché moteur de l'ordre de 1.400.000 hectolitres, c'est donc : $27 \times 1.400.000 = 37.800.000$ francs qui sont perdus pour le budget. Mais outre l'hectolitre d'essence qui exonère un hectolitre d'alcool, il faut tenir compte de ce même hectolitre d'alcool qui remplace dans le mélange 1 hectolitre d'essence importé. Donc, par hectolitre d'alcool vendu en vue du carburant national, l'Etat perd le droit de douane imposé à 1 hectolitre d'essence, soit 47 fr., et le droit intérieur de 27 francs; la perte pour 1.400.000 hectolitres d'alcool vendu est donc de ce chef, de :

$$\begin{aligned} 47 \times 1.400.000 &= 65.800.000 \text{ francs.} \\ \text{et } 27 \times 1.400.000 &= 37.800.000 \text{ francs.} \end{aligned}$$

Ainsi, sans tenir compte des impôts directs qui ne peuvent être perçus sur le Service en l'absence d'un certain nombre d'intermédiaires dont il tient lieu, le budget général perd, en contributions indirectes et droits de douane, sur la base d'une consommation d'alcool de 1.400.000 hectolitres qui pourra être dépassée d'ici peu et dans le cas d'importations d'hydrocarbures de l'ordre de 30 millions d'hectolitres par an, une recette budgétaire d'environ 450 millions par an. Il est curieux de constater que le prélèvement de 700 millions de la loi de finances de 1932 ne faisait que restituer au budget son manque à gagner des quatre exercices 27-28, 28-29, 29-30, et 30-31. En effet,

il a été perçu pendant ce temps au titre de la surtaxe 528.350.000 francs; en outre, pendant les mêmes campagnes, il a été vendu environ 1.425.000 hectolitres à la carburation, la perte par hectolitre étant nous l'avons vu de :

$$27 + 27 + 47 = 101 \text{ francs.}$$

C'est donc 156.750.000 francs qui ont été perdus à ce titre.

Autotalla perte des quatre derniers exercices (685.100.000) est sensiblement égale au montant du prélèvement (700.000.000 fr.).

CHAPITRE XIV

LES ARGUMENTS INVOQUES EN FAVEUR DU MONOPOLE

LE RETOUR AU REGIME DE LA LIBRE CONCURRENCE

162. Les arguments en faveur du monopole. — 163. Argument tiré du souci de l'hygiène publique. — 164. Argument tiré des intérêts économiques en présence. — 165. Argument tiré de la nécessité de développer les emplois industriels de l'alcool. — 166. Le régime de monopole n'a pas eu de résultats supérieurs à la liberté économique. — 167. Théoriquement la libre concurrence est supérieure au monopole. — 168. Impossibilités pratiques de revenir à un régime de liberté.

Section I. — Que penser du régime provisoire ?

162. Nous avons signalé que M. Abel GARDEY (voir n° 80) avait exposé les raisons qui ont fait abandonner le régime de liberté. Arrivé au terme de notre étude, nous croyons devoir les reprendre pour montrer à la lueur des faits que la liberté économique aurait pu rendre de plus éclatants services que le monopole.

163. La quantité d'alcool qui était produite dans le pays et qui tout entière pouvait être consommée constituait certes un danger pour l'hygiène sociale.

Que la consommation de bouche qui était en moyenne avant la guerre de 1.400.000 hectolitres soit tombée à 852.000 en 1920, 940.000 en 1925 et 750.000 en 1926, rien de plus vrai.

Mais de là à exalter le monopole, il y a une marge appréciable. Tous ces résultats qui, du reste, ne sont pas en proportion de la diminution des quantités potables, auraient

pu être atteints par d'autres procédés. A défaut de relèvement du droit de consommation qui lèserait les intérêts de la viticulture, ne pouvait-on reprendre le système de taxe différentielle de M. CLÉMENTEL. L'argument de RIBOT concernant la spoliation d'une région au profit d'une autre ne serait-il pas valable pour les départements producteurs de genièvres et pour les colonies productrices de rhums, tous deux cependant grevés d'une surtaxe différentielle? Ce procédé aurait eu au surplus l'avantage de procurer des ressources au Trésor au lieu de l'épuiser.

164. En outre deux groupes d'intérêts très importants sont en présence: d'une part, la viticulture et la cidriculture qui sont à la base de la production des alcools naturels; d'autre part, la distillerie (agricole ou industrielle) des betteraves, mélasses et grains.

De même qu'il est souhaitable, au point de vue de l'hygiène, que le marché de la consommation de bouche soit réservé à l'alcool naturel, de même il est désirable pour la protection de cette branche si intéressante de l'activité nationale qu'elle n'ait pas à subir la concurrence de l'alcool industriel. Est-il nécessaire de rappeler que la majeure partie de la population agricole de France cultive la vigne, le pommier et que leurs produits, sous forme de fruits, de vin ou d'eau-de-vie, donnent lieu à des exportations qui représentent un des éléments principaux de l'actif de notre balance des comptes? Le fisc lui-même retire de toute cette activité des ressources appréciables sous forme de droits de consommation de plus en plus élevés.

Avant la guerre, des crises, dont le souvenir est encore présent à tous les esprits, éclataient périodiquement parmi les populations agricoles qui souffraient de la surproduction et ne trouvaient pas dans la distillerie un exutoire salutaire en raison de la concurrence de l'alcool industriel. La solution, amorcée par le régime provisoire et qui tend à réserver le marché potable au seul alcool naturel, satisfait aux intérêts de la viticulture et de la cidriculture.

Mais il faut, d'un autre côté, ne pas sacrifier les intérêts des populations du Nord qui cultivent la betterave et des distillateurs agricoles ou industriels. Sans préjudice des situations acquises qu'il convient de défendre et de sauvegarder dans une large mesure, l'intérêt économique exige que la culture de la betterave, nécessaire tant à la production de l'alcool industriel qu'à celle du sucre et à la culture du blé, ne soit pas découragée par les mesures unilatérales n'ayant en vue que la protection de l'alcool naturel. C'est ainsi que l'Etat a envisagé à la fois l'achat des alcools industriels à des conditions rémunératrices pour les producteurs et la vente des alcools, sauf à lui trouver des débouchés suffisants et utiles. Une solution de conciliation entre de grands intérêts nationaux, apparemment contradictoires, a été de la sorte réalisée. Tel est le deuxième avantage du monopole selon M. GARDEY; mais cette solution, qui concilie les producteurs en les avantageant du reste, lèse les consommateurs; le sucre est plus cher, l'alcool est plus cher, et le vin aussi. Le producteur, devant ce stimulant que constituent des marges bénéficiaires importantes, a tendance à augmenter sa production; peu à peu cette production engorge le marché et l'on est amené à prendre de nouvelles mesures pour résorber les stocks. La loi du 4 juillet 1931 est la plus belle illustration de cette politique.

Le monopole, non pas tant par sa réglementation primitive, mais par les mesures que les représentants des grandes corporations intéressées ont réussi à faire aboutir, constitue dans l'état présent de la législation un stimulant à la surproduction et une cause permanente d'élévation du coût des denrées.

165. On fait valoir enfin en faveur du monopole que l'alcool industriel détourné d'une consommation nocive, peut et doit trouver dans les applications industrielles un débouché considérable et presque illimité.

De tout temps l'alcool d'industrie a été employé comme matière première, comme solvant ou support dans l'industrie de la parfumerie, industrie de luxe qui est pour

notre pays une source de gros profits et d'exportations croissantes, dans la fabrication des produits pharmaceutiques et aussi dans celle des produits chimiques. Pour ceux-ci, la guerre a démontré les dangers que courrait un pays obligé de faire appel à l'étranger pour subvenir à ses besoins. Dans ces divers emplois, l'alcool ne peut pas être remplacé. Il mérite d'autre part d'être encore utilisé pour le chauffage et l'éclairage, bien que les progrès réalisés dans le domaine de l'électricité semblent devoir restreindre les emplois de l'alcool et même de l'essence.

Par contre, disent les partisans du régime, un débouché insoupçonné s'ouvre à l'alcool moteur et l'intérêt national commande de le développer largement.

S'il s'agissait, par une modification complète de la technique des moteurs à explosion et par une production accrue de l'alcool à bon compte, de permettre la substitution presque complète du carburant alcool à l'essence, nous nous rallierions à une telle campagne. Mais dans l'esprit du législateur il ne s'agit que de développer des carburants où l'alcool entre à dose variable comme élément de substitution. Et les prix d'achat de cet alcool sont tellement onéreux que l'avantage retiré par notre balance des comptes de la diminution des importations d'essence est compensée et au delà par la perte de recettes fiscales pour le budget général et par le poids que font peser sur certains consommateurs (vinaigriers, conservation des fruits, exportateurs, vigneurs et mûriers) les prix élevés de cession nécessaires pour compenser les ventes à perte d'alcool à la carburation.

Enfin, s'il y a vraiment un intérêt évident à développer les débouchés industriels de l'alcool, quand ce ne serait que pour maintenir la production à un niveau suffisamment élevé pour satisfaire aux besoins des services de guerre dans le cas d'hostilités toujours possibles, un régime de liberté commerciale complété par une politique fiscale des alcools dénaturés permettrait d'obtenir des résultats aussi intéressants.

Une politique de dénaturation facile et peu coûteuse —

avec l'exonération du droit de consommation qui en résulterait — mettrait en œuvre un système de surtaxes compensatrices qui favoriserait certains emplois dont l'utilité économique et sociale est incontestable. Le vrai moyen d'encourager la consommation de l'alcool industriel n'est au fond que d'en produire beaucoup et à bon marché.

166. Ainsi, aucun des arguments du distingué sénateur du Gers ne nous semble pertinent.

Il semble dès lors que le régime de l'alcool industriel ait atteint son but si celui-ci était de protéger l'alcool naturel et la viticulture en particulier. Mais cette protection a eu pour effet de réduire la production de l'alcool industriel et de restreindre la consommation potable de l'alcool. L'hygiène publique en a retiré sans doute quelque bienfait, l'extension du privilège des bouilleurs de crus quoique depuis la guerre permette d'en douter; mais il est certain que le budget a supporté des moins-values fiscales importantes.

Le régime de l'alcool industriel a eu cet heureux effet de faire progresser la technique pour l'utilisation de ce produit. On a découvert des procédés de déshydratation de l'alcool qui permettent de l'employer sans inconvénients pour la force motrice et la France a acquis dans ce domaine une très grande avance sur les autres nations.

Mais, s'il convient assurément de protéger la viticulture qui est pour certaines régions du pays la plus grande source de richesse, il semble toutefois que l'on ait abouti à protéger ce que l'on pourrait appeler la surproduction du vin. Le régime actuel de l'alcool en France ne peut et ne doit subsister que si parallèlement on encourage en maints endroits le remplacement de la culture de la vigne par d'autres cultures.

Section II. — La liberté économique

167. La liberté économique reste à nos yeux le meilleur régime. L'agriculture, surtout dans un pays comme le nôtre

où les populations des villes et des campagnes s'équilibrent, doit être protégée, car elle constitue un élément puissant de stabilité politique et sociale. Les révoltes agraires sont plus dangereuses pour une nation que l'émeute d'un centre ouvrier que l'on peut réprimer facilement.

Mais de là à faire peser sur l'économie représentée par la généralité des consommateurs le fardeau de denrées trop chères, de là à grever le pays dans l'universalité des contribuables des 500 millions que coûte annuellement au budget le monopole, il y a une marge qui, par le déséquilibre qu'elle entraîne, ne peut justifier le monopole.

168. Mais, pratiquement, il nous paraît impossible à l'heure actuelle de revenir brutalement à la liberté des transactions.

En effet, le régime du monopole est basé, équilibré sur un débouché artificiel en ce sens qu'il est dû exclusivement à la volonté du législateur et que dans un régime de liberté il ne saurait subsister.

En effet, si les ventes au carburant national se sont développées, c'est à la suite de l'obligation pour les importateurs d'acheter de l'alcool, c'est en partie aussi grâce aux exonérations que l'addition d'alcool procurait à l'essence.

Ces mesures, dira-t-on, peuvent être maintenues dans un régime de liberté. Certes, mais trouvera-t-on des acquéreurs d'alcool à un prix double de celui de l'essence, trouvera-t-on des producteurs assez généreux, pour ne pas dire assez fous, pour vendre leur produit la moitié environ de son prix de revient?

Si l'Etat a pu vendre à perte l'alcool à la carburation, c'était, pour le passé, grâce à la contrepartie des bénéfices réalisés sur les autres débouchés, dans l'avenir, il ne le pourra qu'en affectant la surtaxe provisoire à un abaissement correspondant du prix de l'alcool.

Un retour à la libre concurrence avec marché unique pour tous les alcools entraînerait la réduction à néant des ventes à ce débouché anti-commercial et anti-économique qu'est le carburant national.

Ce serait plus d'un million d'hectolitres qui chercheraient des débouchés potables. Ce serait, selon les propres paroles du sénateur Tournan, « un torrent d'alcool à bas prix se déversant dans les assommoirs. »

Plus grave encore serait la rupture produite dans l'économie nationale; les producteurs d'alcools naturels et surtout les cidriculteurs se trouveraient ruinés.

Cette impossibilité de revenir brusquement à la liberté n'enlève rien de leur force aux raisons qui militent en sa faveur. Nous ne croyons pas qu'il puisse constituer comme le prétend M. Tournan, « un attentat contre la race, une crime contre la Nation. » Mais, en présence surtout de l'impossibilité de faire aboutir devant le Parlement un tel projet qui préparerait le retour à la liberté honni par M. le sénateur Tournan, nous devons rechercher quel est le régime le plus apte à concilier tous les intérêts en présence. Un projet se présente à nous : celui qui est soumis aux suffrages de la Haute Assemblée par la Commission spéciale de l'alcool (voir *supra* n° 83). L'étude critique des solutions apportées par ce projet aux problèmes posés par le régime provisoire fera l'objet de notre prochain chapitre.

CHAPITRE XV

LE PROJET DE STATUT DÉFINITIF ET LES INTERETS CONTRADICTOIRES EN PRESENCE

169. Les producteurs d'alcool naturel et le projet de statut définitif. — 170. Les producteurs d'alcool industriel et le projet Tournan. — 171. Les producteurs d'alcool de synthèse. — 172. Les consommateurs. — 173. Equilibre financier de l'office projeté. — 174. Statut du monopole; doit-il être autonome? — 174^a. Administration de l'Office. — 174^b. Le budget de l'Office. — 174^c. Comment doit fonctionner l'autonomie budgétaire de l'Office. — 175. Possibilités de réalisation de l'Office de l'alcool tel qu'il est conçu par le sénateur Tournan.

Nous avons exposé dans le détail le contenu du projet **TOURNAN**; aussi nous attacherons-nous moins au dispositif des articles même qu'à la satisfaction apportée par ce projet aux divers intérêts en présence.

Section I. — Producteurs

169. Les producteurs d'alcool naturel ont été, nous l'avons vu, les principaux bénéficiaires du régime provisoire. Il ne semble pas que le statut projeté leur soit grandement préjudiciable.

En vue de réduire les inconvénients de la surproduction des alcools naturels et d'assurer une stabilité aussi complète que possible des cours sur le marché libre, tout en procurant à l'Office les ressources nécessaires à son équilibre financier, le projet de loi (§ 5 et 6 de l'art. 1^{er}) lui réserve une part de la production des eaux-de-vie naturelles avec mission de la revendre sur le marché libre. Respectant les droits considérés comme acquis des produc-

teurs établis avant la guerre, il dispose que cette part sera prélevée sur la production totale, déduction faite d'une quantité forfaitaire de 100 hectolitres d'alcool pur augmentée, afin de favoriser les ventes à l'étranger, de la moyenne des quantités livrées directement à l'exportation pendant les trois dernières campagnes précédant celle en cause.

Le prélèvement de ces eaux-de-vie dites « assimilées » ne sera effectué que chez les bouilleurs et distillateurs de profession, c'est-à-dire chez ceux dont l'industrie s'est considérablement développée à la faveur du régime provisoire. Les bouilleurs de cru, les distillateurs à façon, les distilleries coopératives ne seront pas atteintes par le prélèvement, grave lacune, car tout porte à craindre que pour échapper au prélèvement les distillateurs de profession ne transforment leurs entreprises en établissements non visés par la mesure.

Seront toutefois exemptés du prélèvement les produits ayant droit de circuler sous couvert de l'« acquit jaune d'or ».

Cette exception a pour objet de soustraire au prélèvement les eaux-de-vie naturelles renommées (cognac, armagnac, marc de Bourgogne, etc.) qu'il serait inopportun de faire acheter par l'Office; les conditions auxquelles cette exception est subordonnée ont été fixées en tenant compte des conditions de fabrication de ces produits.

La quotité du prélèvement sera fixée chaque année au début de septembre par le Conseil d'administration de l'Office pour la campagne suivante; elle variera du cinquième à la moitié de l'excédent de production défini plus haut, et sera la même pour toutes les catégories d'eaux-de-vie assimilées. Au début de septembre les apparences de la récolte de vin, de cidre et de fruits fournissent des indications suffisamment précises pour que la quotité du prélèvement puisse être arrêtée et que l'Office joue utilement son rôle régulateur des cours.

Toutefois, sera entièrement assimilée la production des distilleries de cidres, poirés, peires ou pommes, marcs et lies de ces produits établies seulement depuis le 1^{er} mars

1932 ou qui, avant cette date, fonctionnaient avec une production annuelle moyenne inférieure à 100 hectolitres.

Le souci d'équité incite à s'élever contre une semblable disposition; en effet elle crée une différence de traitement entre des catégories analogues de producteurs. Une telle clause ne serait rien autre que le prélude du prélèvement total des quantités d'alcooldecidreproduites en sus de la production moyenne d'avant-guerre. Or, quand on sait que les distilleries d'alcool de cidre sont passées de 20 à 160, on ne peut s'empêcher de penser que le statut définitif en cours d'étude aboutirait pour les 7/8 des distillateurs de cidre aux mêmes résultats que le monopole intégral des alcools de bouche et d'industrie.

La cidriculture ne bénéficie ni de prix d'achat rémunérateurs comme la culture betteravière, ni de primes indirectes comme la viticulture; elle ne grève en rien l'économie nationale et c'est sur elle cependant que reposerait tout le poids de l'assimilation.

Nous inclinons à penser qu'en discussion publique il se trouvera au moins un sénateur, et nous espérons pour l'équité que ce sera un étranger aux départements intéressés, qui proposera le rejet d'une disposition lésant une partie du pays en faveur d'une autre.

Lorsque la quantité d'eaux-de-vie assimilées qui devra être livrée à l'Office n'atteindra pas 200 hectolitres d'alcool pur par campagne, les producteurs seront dispensés de cette livraison qui imposerait à l'Office des frais élevés d'enlèvement et de transport; mais ils auront, en contrepartie, à lui verser une somme égale au bénéfice qu'il aurait réalisé sur ces quantités. Cette exception, inspirée par des considérations d'ordre pratique, aura toutefois l'inconvénient de réduire l'importance des quantités dont l'Office pourra disposer pour la vente à la consommation de bouche.

Les producteurs de rhums coloniaux ont tiré du régime provisoire des avantages importants par la très sensible augmentation des prix des rhums contingentés (200.000 hectolitres par an en alcool pur) et par le relèvement des quantités importées qui atteignaient à peine 150.000 hectolitres avant la guerre, alors que le contingent de 200.000

hectolitres est intégralement utilisé chaque année et qu'il s'y ajoute de 15.000 à 20.000 hectolitres de rhums, introduits hors contingent. Aussi est-il institué, en ce qui les concerne, un régime analogue à celui des eaux-de-vie naturelles indigènes. Seront « assimilées » pour chaque producteur les quantités contingentées de chaque campagne à destination de la France ou de l'Algérie. Mais comme, pour des raisons d'ordre matériel, on ne pouvait envisager de faire livrer des rhums à l'Office, la livraison sera obligatoirement remplacée par le versement au profit de l'Office d'une somme égale au revenu que les quantités prélevées procureraient à l'Office.

Les dispositions relatives aux eaux-de-vie assimilées ont pour but, ainsi qu'il a déjà été dit, de prévenir la surproduction des alcools naturels, notamment des alcools de cidre et de pommes en régularisant les cours. En diminuant les quantités de cidre et de pommes soumises à la distillation, elles contribueront à atténuer la pénurie de cidre dont se plaignent, depuis plusieurs années, les classes laborieuses de la région de l'Ouest et ramèneront le prix de cette boisson à un taux plus abordable. Il n'est pas douteux d'autre part qu'elles auront pour effet de favoriser l'équilibre financier de l'Office, puisque ce dernier rétrocèdera pour la consommation de bouche (art. 1^{er} et 7 du projet) les eaux-de-vie assimilées à un prix certainement très rémunérateur.

En cas de récolte surabondante de vin ou de fruits, l'Office effectuera des achats d'eaux-de-vie sur le marché libre afin de constituer un stock d'eaux-de-vie naturelles pour parer aux insuffisances éventuelles de la production. Cette disposition doit permettre à l'Office de jouer un rôle régulateur des cours sur le marché libre. C'est là une innovation grave, car l'intervention de l'Office comme régulateur sur le marché libre aboutira à priver en partie ce marché de sa liberté.

Ces règles, qui apparaissent pour la première fois dans le 4^e rapport Tournan, constituent une innovation importante et une modification profonde des principes qui sont à la base du régime actuel et qui, jusqu'ici, avaient été

maintenus dans le projet de régime définitif; elles ont pour conséquence l'intervention de l'Office dans le domaine des alcools de bouche et sur le marché libre de ces alcools; elles étendent considérablement les pouvoirs de l'Office; un pas est ainsi fait vers le monopole intégral de l'alcool.

L'article 6 spécifie que les eaux-de-vie assimilées seront payées par l'Office, au même prix que l'alcool de betteraves. Ce prix paraîtra faible aux producteurs intéressés, mais, comme l'a fait remarquer la Commission, il est la conséquence même de l'assimilation, c'est-à-dire de la nécessité de procurer à l'Office des ressources financières qui résulteront pour partie des bénéfices réalisés sur la vente des eaux-de-vie assimilées.

170. L'Office devra acheter obligatoirement les alcools de betteraves et de mélasses et les eaux-de-vie assimilées et, tant que ses débouchés le permettront, les alcools autres que ceux de betteraves, de mélasses et de substances panifiables, dont la distillation est interdite dans le cas où ces denrées sont des matières premières françaises métropolitaines ou coloniales. Le texte proposé précise que l'Office achètera « tous les alcools produits en France par distillation de betteraves indigènes ou de mélasses provenant de betteraves indigènes ». On a voulu ainsi s'opposer à l'introduction de betteraves étrangères qui seraient ensuite soumises à la distillation.

Mais si l'Office à qui ces alcools sont réservés par l'article premier du projet ne les achète pas, leurs producteurs ne pourront en disposer pour quelque usage que ce soit, ce qui équivaldra pratiquement à une interdiction de fabriquer. Certes, la Commission a fait observer que le développement de l'emploi du carburant national ouvre à l'alcool des débouchés illimités et que l'Office sera certainement acquéreur de tous les alcools d'industrie produits en France ou dans les colonies françaises, quelle qu'en soit la source, pourvu que les conditions de prix lui permettent de les écouler sans perte. Mais il n'en demeure pas moins que l'industrie de l'alcool ne peut se développer que si elle est assurée de la sécurité de l'avenir. Et il est d'autant plus

nécessaire de lui garantir cette sécurité qu'un des buts de l'Office projeté est le développement de la production et de l'utilisation industrielle de l'alcool.

Reprenant les dispositions édictées par l'article 22 de la loi du 1^{er} août 1924 le texte dispose que les prix des alcools de betteraves seront calculés à la parité du prix du sucre. Or ce principe de parité risque de compromettre l'équilibre financier de l'Office si la production de cette catégorie d'alcool devient dans l'avenir plus abondante.

La consommation du sucre en France ne paraissant pas susceptible d'une grande extension, les quantités illimitées de betteraves que n'aura pas absorbées la sucrerie pourront en effet être dirigées vers la distillerie qui hésitera d'autant moins à les transformer en alcool qu'elle sera assurée de vendre toute sa production à un prix toujours rémunérateur, dont profiteront en partie ses fournisseurs; ceux-ci se trouveront ainsi, à leur tour, tentés de développer de plus en plus la culture betteravière. Les sacrifices financiers qui en résulteront pour l'Office constitueront dès lors une charge qui, s'aggravant sans cesse; menacera puis ruinera son équilibre. Le danger existe d'ailleurs dès à présent; mais s'il n'apparaît pour la première fois qu'au cours de la campagne actuelle, il s'accroîtra dans l'avenir d'autant plus que les relèvements systématiques du droit de douane maintiendront le prix du sucre à un taux élevé. C'est pourquoi, il est indispensable malgré l'opposition qui se manifestera vraisemblablement dans le monde agricole, de limiter à un chiffre à fixer les quantités d'alcool de betteraves achetées par l'Office en parité du cours du sucre. On pourrait par exemple fixer à 1.700.000 hectolitres, chiffre légèrement supérieur à la production annuelle depuis la guerre, la quantité d'alcool bénéficiant de la parité et prévoir, pour l'excédent, une réduction de 25 %, ce système étant, bien entendu, applicable à l'Algérie.

Le prix d'achat des alcools de mélasses ne pourra, d'après le projet, être inférieur de plus de 25 % au prix des alcools de betteraves. Nous avons déjà indiqué en étudiant les prix d'achat que semblable disposition nous paraissait

exorbitante et qu'il n'y avait pas lieu de fixer en parité du sucre (parité de 75 %) une denrée qui n'est qu'un sous-produit de sa fabrication.

Dans ses grandes lignes, le projet TOURNAN ne modifie en rien le régime provisoire en ce qui concerne les producteurs d'alcool industriel.

171. Une étude spéciale doit être consacrée aux producteurs d'alcool de synthèse. En effet, si le Service des alcools a acquis des alcools de synthèse, ce n'était que des alcools éthyliques.

Les alcools méthyliques n'étaient pas réservés à l'Etat. Leur production synthétique s'étant considérablement développée ces dernières années, l'utilisation de cette source d'alcool a attiré l'attention de l'Office national des combustibles liquides.

Un rapport fut présenté au Conseil d'administration de cet établissement. Bien que ce document, dont nous donnons ci-après la teneur, ait pour objet tous les alcools de synthèse, il y est surtout traité de l'alcool méthylique.

« La fabrication industrielle de l'alcool méthylique de synthèse, à partir du gaz à l'eau a été montée industriellement en Allemagne dès 1924 par la Badische Anilin und Soda Fabrik; l'alcool n'a jamais servi à la carburation et est utilisé par l'industrie chimique.

« En France, des recherches menées par la Société nationale de recherches sur le traitement des combustibles, sous la direction de M. AUDIBERT, ont abouti à la mise au point d'un procédé qui a été essayé dans une unité de 500 kilogrammes par jour aux mines de Lens. Les essais s'étant montrés satisfaisants, il est actuellement projeté d'installer deux unités de 5 tonnes.

« D'autres procédés sont également en expérimentation industrielle : la Société Courrières-Kuhlmann a monté une usine de 10 tonnes-jour, qui travaille depuis quelques mois à la moitié de sa capacité et sera en marche complète sous peu.

« Les Mines de Béthune produisent environ 5 tonnes par jour comme sous-produit de la fabrication de l'ammoniaque. L'hydrogène obtenu par condensation fractionnée de gaz de

fours à coke contient une petite quantité d'oxyde de carbone qu'il est nécessaire d'éliminer. L'hydrogène est purifié par passage sur un catalyseur qui provoque la combinaison de l'oxyde de carbone et de l'hydrogène en alcool méthylique; l'excédent d'hydrogène est ainsi purifié et peut servir à la synthèse de l'ammoniaque. Une usine de 7 à 10 tonnes par jour ayant pour objet la fabrication de méthanol à partir du gaz à l'eau sera prochainement construite.

« La fabrication d'alcools supérieurs par de nouveaux procédés n'a pas encore donné lieu à des réalisations industrielles. Les travaux de Frölich et Lewis aux Etats-Unis pour obtenir des alcools supérieurs à partir du gaz à l'eau ont montré que des quantités importantes d'oxyde de carbone se perdaient dans des réactions parasites entraînant une consommation exagérée de gaz; pour que la synthèse soit économiquement possible, il serait nécessaire de trouver des catalyseurs plus actifs, donnant lieu à la réaction à plus basse température.

« Les usines actuellement en marche industrielle sont celles des mines de Béthune et de la Société Courrières-Kuhlmann. Dans le cas de la première Société, l'alcool méthylique est, comme l'alcool éthylique, un sous-produit de la fabrication de l'ammoniaque; la capacité de l'usine est donc limitée par la capacité de l'usine d'ammoniaque. Le prix de revient n'a pas été indiqué.

« L'usine de la seconde Société est en marche depuis trop peu de temps pour qu'il soit possible de fixer un prix de revient; on peut seulement dire que ce prix sera beaucoup plus élevé que celui qui avait été prévu, à cause de l'importance des frais d'entretien et d'amortissement et du rendement industriel du catalyseur qui s'est montré très inférieur à ceux qui avaient été constatés aux essais semi-industriels.

« Les estimations qui avaient été faites avant l'expérimentation industrielle apparaissent aujourd'hui beaucoup trop optimistes et les auteurs de ces évaluations n'ont pas maintenu leurs premières affirmations. C'est ainsi que M. PATART qui avait cité le chiffre de 1 fr. 30 le kilogramme en 1925 a, dans une communication au Congrès de Pittsburg en novembre 1926, exprimé l'opinion suivante :

« Nous ne sommes pas de ceux qui croient que les produits liquides de ce genre (les alcools) tirés artificiellement du charbon peuvent, dans des conditions normales, entrer en concurrence commerciale avec les combustibles naturels extraits du pétrole par simple distillation. »

M. PATART formulait une opinion analogue le 30 avril 1927 dans une intervention faite à la suite d'une conférence de M. Ch. BERTHELOT, à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

« Si l'on fait le calcul approximatif du prix de revient d'un pétrole synthétique, on trouve que, dans les conditions les plus favorables — et sauf dans les circonstances exceptionnelles où l'on dispose de sous-produits gazeux à très bon marché — il est très difficile, sinon impossible, de produire des combustibles liquides synthétiques pouvant concurrencer commercialement les pétroles naturels importés. Et cela se conçoit aisément puisque les deux types de combustibles naturels (charbon solide et pétroles liquides) sont tous deux extraits du sol, que les frais d'extraction des huiles de pétrole sont plutôt moindres que ceux des combustibles solides et qu'elles ne nécessitent pas les traitements coûteux et complexes et la consommation d'énergie mécanique et calorifique que comporte la transformation des combustibles solides en produits liquides de qualité marchande.

« De même la Compagnie des mines de Béthune déclare dans une lettre du 10 février 1930 :

« Il n'est pas encore possible de savoir dès maintenant quel sera le prix de ce méthanol car les installations ou bien ne sont pas encore en marche ou bien le sont depuis trop peu de temps. Cependant on peut dire que ce prix est et restera supérieur à celui de l'essence de pétrole. »

« Du point de vue technique, l'emploi des alcools dans les moteurs ne rencontre aucune difficulté; la démonstration pratique en a été faite depuis longtemps pour l'alcool éthylique. Des essais effectués avec l'alcool méthylique ont montré que ce corps pouvait constituer un carburant de bonne qualité, soit seul, soit de préférence en mélange avec l'essence et le benzol, il est à remarquer à ce point de vue que l'alcool méthylique même anhydre ne se mélange pas à l'essence et que pour obte-

nir un mélange stable il est nécessaire de faire usage d'un tiers solvant, comme le benzol. Pour que l'alcool méthylique puisse servir à l'alimentation des moteurs, il est donc nécessaire que son prix de revient soit suffisamment bas pour lui permettre de concurrencer l'essence, compte tenu de la grande infériorité de son pouvoir calorifique. Les pouvoirs calorifiques du méthanol et de l'essence sont en effet respectivement de 5.300 et 10.700 calories. Dans ces conditions, le prix d'un kilo d'alcool méthylique devrait rester inférieur à la moitié de celui d'un kilo d'essence pour laisser une marge de bénéfice au producteur, le prix de revient ne devrait donc pas être supérieur à 1 fr. 25, 1 fr. 30 le kilo.

« Or ce chiffre reste très largement dépassé, sauf peut-être dans le cas exceptionnel où l'alcool méthylique est obtenu en quantités réduites comme sous-produit de la fabrication de l'ammoniaque.

« La production journalière d'alcool de synthèse se borne actuellement à :

5 tonnes d'alcool éthylique,
10 tonnes d'alcool méthylique.

« En tenant compte des usines en cours de réalisation, la production d'alcool méthylique pourra atteindre au plus 30 tonnes par jour dont la majeure partie trouve et trouvera son écoulement dans les fabrications chimiques. Encore les usines projetées ne seront-elles montées que si le prix de l'alcool méthylique demeure rémunérateur.

« Les alcools de synthèse doivent donc continuer jusqu'à nouvel ordre d'être considérés comme des produits chimiques. Ils ne pourront devenir des carburants que si leur prix de revient est largement abaissé ou si des mesures spéciales inspirées des besoins de la mobilisation industrielle sont prises pour encourager une production qui risque de demeurer déficitaire.

« Le remplacement de l'essence importée par des alcools de synthèse ne saurait donc être actuellement envisagé sur des bases uniquement industrielles et à défaut d'une protection qui ne suffise pas à assurer les droits fiscaux énormes pesant déjà sur les carburants importés.

« Il résulte de ce qui précède qu'il importe avant tout de ne pas tuer une industrie naissante par l'adoption de mesures qui pourraient entraîner la fixation d'un prix de vente trop bas; le résultat en serait la disparition d'une source éventuelle de succédanés nationaux de l'essence en cas de crise. Les doléances actuelles de la Compagnie des mines de Béthune concernant la fabrication de l'alcool éthylique de synthèse appellent la réflexion. La Société des mines de Lens n'a pas non plus caché ses inquiétudes au moment où elle doit décider de la construction ou non d'une usine d'alcool méthylique de synthèse.

» A ce point de vue le rattachement des alcools méthyliques de synthèse à l'Office national de l'alcool risque, dans l'état actuel des recherches et installations, d'avoir de graves répercussions sur l'organisation de leur production.

» Il est à craindre, en effet, que les nécessités d'équilibre financier de l'Office national de l'alcool poussent celui-ci à acquérir les produits de synthèse à des prix qui, non seulement ne rémunéreraient pas les capitaux exposés, mais n'accorderaient pas la prime indispensable au développement d'une industrie courant tous les risques d'une très difficile mise au point et de l'établissement d'un marché commercial.

» Le problème n'est donc pas, au moins pour de longues années encore, de chercher dans les alcools de synthèse les éléments favorables d'une péréquation de prix avec les alcools, plus chers, de distillation. La nécessité, au contraire, s'impose d'apporter aux alcools de synthèse une solide protection permettant leur production et leur écoulement aux moeurs dans la mesure nécessaire à notre mobilisation industrielle.

» A cet égard, l'Office national des combustibles liquides appelé par la loi du 10 janvier 1925 à être consulté sur les questions intéressant le ravitaillement du pays en combustibles liquides de toute nature, ne peut pas ne pas être préoccupé du régime futur des alcools de synthèse, succédanés nationaux de l'essence en temps de guerre. L'Office est d'avis que l'absorption de cette production par l'Office national de l'alcool, loin d'améliorer les conditions d'équilibre financier de cet organisme, ne ferait qu'apporter à celui-ci pour un temps indéterminé, des charges nouvelles.

» Il est donc formellement d'avis que la liberté entière devrait être laissée à l'alcool méthylique de synthèse employé dans les fabrications chimiques ».

» L'Office se déclare prêt à étudier immédiatement, d'accord avec l'Administration des Finances ou l'Office de l'alcool industriel, toutes les mesures ayant pour effet d'écarter les alcools méthyliques de synthèse des débouchés actuellement réservés aux alcools de distillation, et notamment de l'alcool de chauffage.

» L'Office estime, par contre, que la reprise des excédents éventuels d'alcool méthylique de synthèse n'allant pas aux fabrications chimiques, doit être imposée aux importateurs d'essence, comme il a été prévu par le législateur de la loi du 30 mars 1928 (article 3). Il note d'ailleurs que l'Administration sera, pour de simples raisons techniques, nécessairement amenée à rétrocéder ses produits aux vendeurs d'essence et il constate que la reprise effectuée en application de la loi du 30 mars 1928 ne sera, du fait des proportions respectives d'alcool méthylique et d'essence consommée, pratiquement d'aucune charge sur le prix du carburant ».

Ce rapport avait été présenté au Conseil d'administration de l'Office national des combustibles liquides dans sa séance du 17 janvier 1930. Après l'avoir entendu, il émit le vœu suivant :

« Vu la loi du 10 janvier 1925, et notamment l'article 6 aux termes duquel l'Office national des combustibles liquides émet des avis sur toutes les questions intéressant le ravitaillement du pays en combustibles liquides de toute nature;;

« Vu la loi du 30 mars 1928, et notamment l'article 3, paragraphe c, aux termes duquel les titulaires d'autorisations spéciales d'importation de pétrole brut, de ses dérivés et résidus, peuvent être astreints à assurer, en proportion de leurs importations et à la demande de l'Etat, l'exécution de contrats d'intérêt national pour l'acquisition de pétrole ou de succédanés, soit directement, soit indirectement par participation aux organismes qui seraient constitués à cet effet.

« Considérant que l'absorption de la production des alcools de synthèse succédanés nationaux de l'essence en temps de

guerre par l'Office national de l'alcool, loin d'améliorer les conditions d'équilibre financier de cet organisme, ne ferait qu'apporter à celui-ci pour un temps indéterminé des charges nouvelles,

« *Emet le vœu :*

« *Que la liberté entière soit laissée à l'alcool méthylique de synthèse employé dans les fabrications chimiques.*

» *Que la reprise des excédents éventuels d'alcool méthylique de synthèse n'allant pas aux fabrications chimiques soit imposée aux importateurs d'essence, comme il a été prévu par le législateur en application de l'article 3, paragraphe e, de la loi du 30 mars 1928 :*

« *L'Office se déclare prêt à étudier immédiatement, d'accord avec l'Administration des finances ou l'Office de l'alcool industriel, toutes les mesures ayant pour effet d'écarter les alcools méthyliques de synthèse des débouchés actuellement réservés aux alcools de distillation, et notamment l'alcool de chauffage ».*

A l'égard des alcools autres que les alcools éthyliques et susceptibles de les remplacer dans l'un quelconque de leurs emplois, la doctrine de la Commission sénatoriale a évolué.

Dans le projet adopté provisoirement en février 1929, ces alcools devaient être réservés à l'Office. Aujourd'hui, il n'en est plus de même.

A la suite du vœu de l'O. N. C. L. la commission admit et M. TOURNAN proposa dans son 4^e rapport que :

1^o Les alcools méthyliques de synthèse, ainsi que tous autres pouvant remplacer les alcools éthyliques dans l'un quelconque de leurs emplois, ne pourraient être employés sans autorisation de l'Office;

2^o Les quantités qui excéderont les besoins des fabrications chimiques seront obligatoirement cédées aux importateurs de pétrole et reprises par eux (en application de la loi du 30 mars 1928) pour être affectées à la production de la force motrice.

Les conditions de reprise obligatoire, par les importateurs de pétrole, des quantités d'alcools autres que les alcools éthyliques excédant les besoins des industries chimiques, paraissent devoir être précisées. Seul, l'Office

National des Combustibles Liquides sera en mesure de déterminer l'importance des excédents de production, compte tenu d'une marge pour assurer, dans tous les cas, l'approvisionnement des industries chimiques. Seul, aussi, il pourra fixer le prix auquel les alcools repris devront être payés par les importateurs d'essences, compte tenu du prix de revient de ces alcools, de la nécessité d'encourager leur production et d'éviter toutefois de surcharger les importateurs.

La disposition envisagée s'inspire du désir de favoriser l'emploi et, par conséquent, la production de l'alcool méthylique de synthèse à bas prix destiné à l'alimentation des moteurs, sans que cet alcool puisse entrer en concurrence avec l'alcool vendu par l'Office. Préconisée par l'Office National des Combustibles Liquides et demandée par les producteurs, cette disposition atteindra sans doute l'objectif que s'est proposé la Commission. Toutefois, tant que le prix de l'alcool méthylique sera supérieur à celui de l'essence, les importateurs de pétrole tenus de l'acheter, devront chercher une compensation dans un relèvement du prix de l'essence, ce qui n'ira pas sans difficultés. Par ailleurs la substitution de l'alcool méthylique à l'essence entraînerait, si elle était réalisée sur une grande échelle, des moins-values appréciables dans les recettes budgétaires et dans le produit de la surtaxe de 10 fr. 40 perçue au profit de l'Office. Si cette éventualité, vraisemblablement éloignée, se réalisait, le Trésor devrait frapper les carburants de remplacement d'une taxe analogue à celle qui atteint aujourd'hui l'essence et le benzol.

En résumé, l'économie du système repose surtout sur une production à bas prix de l'alcool méthylique de synthèse. C'est pourquoi la Commission prévoit que l'Office pourra en vertu de l'article 2 du projet de loi subventionner les entreprises et recherches tendant à obtenir un abaissement du prix de revient de cet alcool.

Dans l'ensemble, on le voit, le projet TOURNAN maintient aux producteurs d'alcool d'industrie tous les avantages et au delà qu'ils retireraient du régime provisoire. En ce qui concerne les eaux-de-vie naturelles, les bénéfices impor-

tants que les producteurs retireront du monopole de fait qu'ils détiennent, sont compensés par le prélèvement, mesure dont on ne peut prévoir les résultats à cause de l'échappatoire fournie par ses modalités d'application.

Section II. — Consommateurs

172. Les alcools d'industrie ne pourront désormais être livrés en vue de la consommation que pour la fabrication des vinaigres et pour l'exportation. Comme dans les projets précédents, ces alcools ne devront donc plus être utilisés pour les opérations de vinage et de mutage, ni pour la conservation des fruits.

L'équilibre financier de l'Office serait réalisé, en compensant la perte causée par la disparition de ces cessions, en vendant sur le marché libre en vue de la consommation de bouche sous toutes les formes les eaux-de-vie assimilées.

On ne saurait trop insister sur les ventes d'alcool d'industrie au vinage et mutage et à la conservation des fruits. Effectuées à des prix très rémunérateurs, elles paraissent en effet indispensables pour assurer l'équilibre financier de l'Office. D'autre part, comme l'ont toujours fait valoir les industriels intéressés, l'emploi pour le vinage, le mutage et la conservation des fruits alcool rigoureusement neutre, constitue une nécessité technique absolue. De plus le marché libre des alcools, déjà restreint par le projet de la commission, se trouverait, si les mesures envisagées par cette dernière étaient adoptées, devant un débouché nouveau de 150.000 hectolitres par an qu'il pourrait difficilement satisfaire; la hausse des dits alcools s'ensuivrait et provoquerait les protestations des industriels intéressés, habitués, depuis l'institution du régime provisoire, à des prix stables et fixés pour des périodes assez longues, ce qu'ils jugent indispensable à l'exercice de leur commerce. Enfin, il paraît inopportun de proscrire totalement l'emploi de l'alcool d'industrie pour la consommation de bouche à l'intérieur, tout en le maintenant pour la préparation des

spiritueux et liqueurs destinés à l'exportation, car certaines nations étrangères ne manqueront pas d'étendre à ces liqueurs le principe général d'interdiction d'importation sur leur territoire d'un produit dont la consommation est prohibée dans son pays d'origine.

Or l'exportation n'est pas dans une situation tellement florissante qu'on puisse encore lui infliger ce coup dont elle risquerait de ne pouvoir se relever.

D'autre part la suppression de la vente d'alcool d'industrie pour la conservation des fruits fait disparaître une des bases de calcul de la surtaxe frappant les spiritueux étrangers importés et les rhums introduits hors contingent.

La Commission y a substitué le cours moyen des alcools de vin pendant la campagne précédente, dont le législateur a d'ailleurs déjà fait choix pour le calcul d'un impôt (taxe de 30 %) et d'une surtaxe (genièvres). Cette surtaxe sera égale à la différence entre le cours moyen des alcools de vin pendant la campagne précédente et le dernier prix d'achat par l'Office avant l'ouverture de la campagne de l'alcool de mélasses indigènes rectifié bon goût.

Enfin du point de vue financier croit-on que les ventes d'eaux-de-vie assimilées compenseront le manque à gagner dû à la suppression des débouchés, conservation de fruits et vinage et mutage.

La quotité du prélèvement sera fixée, nous l'avons vu, par l'Office lui-même qui pourra même se constituer des stocks. Mais le projet contient une lacune qui risque de laisser échapper au prélèvement les 4/5 des quantités d'eaux-de-vie assimilées dont le maximum assimilable n'atteint déjà que la moitié de la production industrielle.

Le prélèvement n'atteindra que les bouilleurs et distillateurs de profession; tout porte à craindre que ces industries seront rapidement remplacées par des coopératives de récoltants, c'est-à-dire par des organismes dont la production ne serait pas soumise au prélèvement. En effet, les eaux-de-vie assimilées étant payées par l'Office à un prix très inférieur au cours des alcools libres, les bouilleurs et distillateurs devront abaisser le prix d'achat des matières

premières : vins, marcs, cidres, pommes, etc... et les récoltants seront incités à en tirer parti eux-mêmes en constituant des coopératives de distillation. On verra donc ces organismes se multiplier sur tous les points du territoire, de telle sorte que la disposition relative aux eaux-de-vie assimilées finira par ne plus jouer. Comme elle a pour objet essentiel d'assurer l'équilibre financier du futur Office, on aperçoit les graves inconvénients qui en résulteront. Certes, le Parlement a manifesté à différentes reprises sa volonté de favoriser le développement des coopératives agricoles de production; mais ici les encouragements qui pourraient leur être accordés auraient pour effet de mettre en échec les dispositions essentielles d'une loi organique dont il est superflu de souligner l'importance économique et nationale.

Prenons l'exemple d'une année un peu éloignée : 1927-28. Pour cette campagne 125.000 hectolitres d'alcool ont été vendus par le Service au vinage et au mutage, 10.000 à la conservation des fruits. Les prix d'achat moyens étaient de 327 francs, les prix de vente étaient de 900 fr. pour le premier débouché, de 1.000 fr. pour le deuxième; les bénéfices sur cette vente furent ainsi de :

$$(1000 - 327) \times 10.000 + (900 - 327) 125.000 = 78.355.000 \text{ fr.}$$

La production totale d'eaux-de-vie naturelles était de 600.000 hectolitres, compte tenu des bouilleurs de cru et des distilleries agricoles ou coopératives.

Le prélèvement aurait existé cette année-là et aucune tromperie ni modification à la nature de l'entreprise n'ayant été possible, c'est sur moins de 400.000 hectolitres d'eaux-de-vie assimilées que le prélèvement aurait été calculé; sur la base du $1/5$, c'est donc moins de 80.000 hectolitres que le Service aurait eu à sa disposition pour satisfaire une demande de 125.000 hectolitres.

En outre les 125.000 hectolitres d'alcool industriel que le Service n'aurait pu écouler à ces débouchés auraient dû l'être au carburant national accentuant le déficit du Service.

Ainsi le prélèvement ne peut pas fonctionner d'une façon satisfaisante.

Une disposition du projet de M. SARRAUT prévoyait la livraison d'alcool d'industrie pour la consommation de bouche à l'intérieur en cas de récolte déficitaire de vin et d'insuffisance des stocks d'alcools naturels à la date du 1^{er} octobre de chaque année.

L'administration ayant fait remarquer que cette mesure appelait des modifications en ce qui concerne le critérium tiré du chiffre de la récolte des vins, la Commission, tout en maintenant le principe de la mesure, a fait disparaître la première condition et a précisé qu'il n'y aurait lieu à livraison que lorsque les stocks d'alcool naturel à la propriété, dans le commerce et dans les magasins de l'Office, n'atteindraient pas, fin mars, le quart de la consommation taxée de l'année précédente.

La quantité d'alcool soumise à l'impôt, y compris les emplois taxés pour un usage autre que la consommation de bouche, est de 1.100.000 hectolitres d'alcool pur environ par an; or le stock des alcools naturels au 31 mars a atteint :

En 1928	1.170.657 hectolitres	
En 1929	1.365.397	—
En 1930	1.606.927	—

On peut donc présumer que la disposition prévue n'aura jamais à être appliquée, les stocks étant toujours très largement supérieurs au quart de la consommation d'une année.

Les prix de vente des alcools par l'Office seront fixés en principe une fois par an, avec faculté de les modifier dans l'intervalle à titre exceptionnel, c'est-à-dire, ainsi que la Commission a tenu à le préciser elle-même, dans le cas où cette modification serait justifiée par les changements survenus dans la situation générale du marché des alcools.

La fixation normale aura lieu en septembre pour les cessions consenties aux fabricants de vinaigre et en janvier pour l'alcool destiné aux autres catégories d'utilisateurs.

Les projets précédents de M. Maurice SARRAUT établissaient une corrélation obligatoire entre le prix des alcools cédés pour la fabrication du vinaigre et le prix moyen des alcools de vin au cours de la campagne précédente; de ce fait le premier devait être fixé en octobre. Cette corrélation présentant des inconvénients que l'Administration avait signalés, la Commission ne l'a pas maintenue.

Il n'existe donc plus de raison majeure pour que le prix des alcools d'industrie destinés à la vinaigrerie soit spécialement fixé en septembre. Sans doute les fabricants de vinaigre sont également acheteurs de vin et ont intérêt à connaître le prix de cession de l'alcool avant l'ouverture de la campagne vinicole, ce qui leur permet de régler en conséquence leurs achats de chacune des matières premières qu'ils emploient; mais cet argument ne semble pas absolument déterminant.

Sauf pour les industries utilisant l'alcool dans des conditions entraînant l'application du régime fiscal des alcools dénaturés ou travaillant en vue de l'exportation, les prix de cession ne pourront être inférieurs au prix de revient moyen de la campagne précédente. Cette disposition ne fait que consacrer les pratiques actuelles. Mais, en ce qui concerne les vinaigres, pour lesquels le prix de cession sera fixé en septembre, le prix de revient de la campagne précédente, c'est-à-dire de celle qui aura commencé près de deux ans plus tôt, ne constituera qu'un médiocre critérium. Cet inconvénient est toutefois purement théorique, car il est probable que le prix de cession pour la vinaigrerie sera toujours fixé de façon à procurer à l'Office, comme actuellement du reste, une marge bénéficiaire assez large.

En ce qui concerne l'alcool d'industrie qui pourra être livré à la consommation de bouche en cas de pénurie d'eaux-de-vie naturelles, il est stipulé que le prix de cession devra être supérieur de 50 francs au prix de vente moyen des alcools de vin d'après les cours cotés d'octobre à mars. Les producteurs d'alcools naturels auront donc intérêt, ainsi qu'il a été observé au sujet de l'article premier, à tenir les cours au plus haut pendant cette période en raréfiant au besoin leurs offres jusqu'à la fin de mars, pour être assu-

rés de bénéficier ensuite du prix de vente élevé que leur garantira la limite fixée, au-dessous de laquelle les alcools d'industrie ne pourront être vendus. La réduction de consommation et par suite de production qui pourrait en résulter pendant la période d'octobre à mars diminuerait en outre la quantité d'alcool d'industrie susceptible d'être livrée à la consommation de bouche.

L'obligation de déterminer, pendant le mois de septembre au plus tard, les quantités d'eaux-de-vie assimilées qui seront mises en vente pendant chaque trimestre de la campagne suivante présentera des difficultés, car on ne connaîtra pas à cette époque avec une approximation suffisante les quantités d'eaux-de-vie de cette catégorie que les producteurs seront appelés à livrer, de sorte que, même en tenant compte du stock d'eaux-de-vie naturelles que pourra posséder l'Office, le total de ses disponibilités éventuelles sera difficile à apprécier.

Par la mise en vente au cours de la campagne, en cas de pénurie d'eaux-de-vie naturelles, de quantités supplémentaires prélevées sur son stock et s'ajoutant à celles dont le montant aura été arrêté dans les conditions qui viennent d'être indiquées, l'Office jouera le rôle de régulateur des cours que lui assigne la Commission. On peut de ce fait penser que le stock dont il est question sera constitué aussi bien par les eaux-de-vie assimilées qu'il détiendra que par celles qu'il aura achetées en cas de récolte surabondante, comme l'y autorise l'article premier.

Au point de vue de la consommation, le projet **TOURNAN** se caractérise donc par la suppression des ventes au vinage, mutage et à la conservation des fruits et surtout par la mission de régulariser le jeu de la concurrence sur le marché des eaux-de-vie potables au moyen de stocks de ces produits assimilés obtenus par la procédure du prélèvement.

Section III. — Le trésor et le budget

173. M. Abel GARDEY a examiné, dans son avis supplémentaire 838 de 1931, quel serait le budget du futur Office.

Il le voit en équilibre. Nous ne saurions partager ses prévisions optimistes. En effet, si le régime provisoire avait au 30 septembre 1931 un solde commercial bénéficiaire, il le devait à la stabilité relative de la production d'alcool de betteraves et surtout aux ventes bénéficiaires au vinage, au mutage et à la conservation des fruits.

Tout accroissement de la production des alcools de betteraves devant inéluctablement avoir pour contre-partie une augmentation des cessions à la carburation et aucune vente largement rémunératrice n'étant prévue dans le projet TOURNAN, nous allons montrer qu'appliqué aux résultats de 1930-31 le statut définitif ne donnerait pas les résultats favorables escomptés par le sénateur du Gers.

Le prix d'achat moyen a été (voir annexe B, tableau XII) en 1931 de 298 fr. 83.

Les prix de vente par hectolitre ont été, pour les seules cessions autorisées par le projet TOURNAN :

600 fr. pour la vinaigrerie (bénéfice 301 fr.)

500 fr. pour la parfumerie et la pharmacie (bénéfice 201 fr.)

250 fr. pour l'exportation (perte 49 fr.)

210 fr. pour l'industrie chimique (perte 89 fr.)

200 fr. pour le chauffage et l'éclairage (perte 99 fr.)

Nous allons déterminer quelle quantité d'alcool le Service aurait pu vendre à la carburation en maintenant son équilibre commercial.

Les quantités cédées avec bénéfices se sont élevées à :

Vinaigrerie 51.000 hectolitres

Pharmacie et parfumerie 116.000 —

rapportant ainsi un bénéfice net de :

$(51.000 \times 301 \text{ fr.}) + (116.000 \times 201 \text{ fr.}) = 38.667.000 \text{ fr.}$

Les ventes à perte se sont élevées à :

Exportations 86.000 hl.

Produits chimiques 195.000 hl.

Chauffage et éclairage 669.000 hl.

grevant le compte des alcools d'un déficit net de :

$(86.000 \times 49 \text{ fr.}) + (195.000 \times 89 \text{ fr.}) + (669.000 \times 99 \text{ fr.})$
 $= 87.800.000 \text{ fr.}$

On constate que, sans l'appoint de la surtaxe sur les essences importées, les ventes déficitaires, non comptées celles au carburant national, l'emportent sur les cessions bénéficiaires.

Si l'on tient compte du produit de la surtaxe, soit 155 millions, on s'aperçoit que la balance des bénéfices et des pertes à l'exception de celles sur le carburant accuse un solde créateur de 106 millions.

Il y a lieu d'ajouter à ce chiffre les bénéfices réalisés sur les eaux-de-vie assimilées et que M. ABEL GARDEY évalue à 24 millions; c'est donc 130 millions que le futur Office aurait eu à sa disposition pour financer les cessions à pertes du débouché moteur.

Le prix de vente à ce débouché ayant été de 240 fr., la perte, en tenant compte des frais qui s'élèvent par hectolitre d'alcool carburant à 44 fr. (12 fr. de transport, 12 fr. de déshydratation, 20 fr. de rectification), se serait chiffrée à raison de 100 fr. environ.

Le Service aurait pu vendre 1.300.000 hectolitres à la carburation. Résultat concluant puisque la moitié à peine de cette quantité a été rétrocedée.

Mais le résultat de la campagne 1930-1931 doit être modifié en tenant compte de deux facteurs :

Le premier, entraînant une élévation des recettes, est l'augmentation de la surtaxe de 5 à 10 fr. 40, ce qui permet à ce taux d'en évaluer le produit à 300 millions.

Le deuxième, occasionnant une aggravation du déficit, est la réduction du prix de cession de l'alcool à la carburation par le décret du 11 novembre 1931 au taux de 115 francs, la perte de l'hectolitre s'élevant à ce cours à 220 francs.

Or, à l'exception des ventes à la carburation, les cessions restent sensiblement égales à elles-mêmes d'une campagne à l'autre, se montant à un total d'environ 1.100 hectolitres.

En se basant sur les résultats de 1930-1931 et des deux rectifications dues aux variations apportées au régime de l'alcool en cours de campagne,

On aurait :

Weill.

Bénéfices sur eaux-de vie assimilées ...	24 millions.
Recettes sur ventes	38 millions.
Recettes accessoires	6 millions.
	<u>68 millions.</u>

Pertes sur ventes à l'exception de celles du débouché au moteur ..	88 millions.
Dépenses diverses	<u>34 millions.</u>
	122 millions.

Perte nette 54 millions.

Produit de la surtaxe 300 millions.

Solde bénéficiaire 246 millions.

Ce solde pourrait ainsi être affecté à la vente de : -

$$\frac{246.000.000}{220} = 1.118.181 \text{ hectolitres.}$$

Ainsi, compte tenu de toutes les recettes fiscales et autres laissées à sa disposition par le projet **TOURNAN**, le futur Office de l'alcool aura un bilan équilibré aussi longtemps que les ventes au carburant national ne dépasseront pas annuellement 1.200.000 hectolitres. C'est-à-dire tant que la production acquise par l'établissement n'atteindra pas 2.300.000 hectolitres. Compte tenu des renseignements qui nous sont déjà parvenus, les acquisitions de la campagne 1931-1932 dépasseraient ce chiffre.

Ainsi appliquées cette année les dispositions du projet du cinquième rapport **TOURNAN** auraient nécessité une avance du Trésor au nouvel Office.

Nous ne croyons pas que le projet **TOURNAN** soit applicable en l'état par suite de l'ensemble de ses dispositions financières qui placent l'Office en état de déséquilibre permanent.

Section IV. — Etablissement autonome ou service

174. L'Office constituera un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous la haute autorité du Ministre du Budget et administré par un Directeur assisté d'un Conseil d'administration et d'une Commission permanente élue au sein de ce Conseil;

aucune solution de conciliation n'a pu intervenir entre la Commission des finances et la Commission de l'alcool sur le point de savoir si l'Office devait avoir l'autonomie financière et un budget autonome ou si au contraire les opérations financières de cet établissement devaient être prévues en un budget annexe rattaché pour ordre au budget général.

Le 5^e Rapport *TOURNAN* propose la solution propre à la Commission de l'alcool; en effet et quelque dangereuse que l'autonomie se soit révélée pour la plupart des quelque 50 établissements qui en jouissent aujourd'hui, elle aurait, dans le cadre de la réglementation du projet *TOURNAN*, un certain nombre d'avantages : d'abord un Conseil d'Administration.

174 a. — *Administration de l'Office.* — Si l'on admet l'existence d'un budget annexe, on transforme l'Office en un service du Ministère des Finances; le Conseil d'Administration n'existerait plus ou n'aurait plus que des attributions consultatives. Or, souvenons-nous comment était établie la réglementation de la fixation des prix de cession par le Ministre des Finances. Le régime provisoire sans budget annexe a donné l'exemple de ce que serait l'Office sous la seule dépendance de l'Administration des Finances.

Chaque fois que les prix de cession de l'alcool n'étaient plus en rapport avec les cours de l'alcool naturel et que le Ministre désirait les abaisser pour ne pas constituer par des taux différents une prime déguisée à la viticulture, les représentants des régions firent pression sur le Ministre, empêchant ainsi une réduction des prix de cession qui aurait à nouveau permis à l'alcool industriel de trouver preneur dans ses débouchés normaux.

Car la Commission de l'Agriculture n'admet pas que l'Office soit placé sous la haute autorité du Ministre du Budget.

M. *DONON*, chargé d'exprimer l'avis de cette Assemblée expose que, s'il est nécessaire de prévoir un contrôle officiel, il est dangereux de confier la gestion de l'Office à un

délégué du Ministre du Budget car celui-ci « *pourrait être tenté de diriger vers ses caisses une partie des recettes destinées à la nouvelle institution et nécessaires à son fonctionnement.* »

« *L'Office doit être conduit comme une entreprise industrielle et commerciale et pour cela il a besoin d'un budget nettement et légalement distinct du budget de l'Etat, condition indispensable pour orienter son action, régler ses achats et ses ventes, en tenant compte de la situation des producteurs, de leurs légitimes exigences et aussi des possibilités diverses de la consommation.* »

« *L'exemple tout à fait satisfaisant que nous donne le fonctionnement de l'Office national des tabacs doit nous inciter à instituer pour l'alcool un organisme possédant une aussi complète liberté d'action.* »

La Commission des Finances au contraire, dans les avis rapportés par M. Abel GARDEY, maintient son attachement au budget annexe. En cela elle a été suivie par les théoriciens de la Science des finances et de l'Economie politique.

Bien que partisan du principe d'une forme du budget qui dans une certaine mesure respecte universalité et unité, nous ne croyons pas pouvoir nous rallier à cette opinion qui pour les premiers est plutôt une question de prestige et de prérogative parlementaire, pour les seconds une question de principe.

Le nouvel office doit avoir une influence considérable sur la politique de l'alcool; il doit agir directement sur le marché en cas de récolte surabondante d'eaux-de-vie naturelles par des achats, en cas de pénurie par la cession aux emplois potables de l'alcool d'industrie. Quelles notions sont plus relatives que celles de pléthore et de pénurie. Le projet ne prévoit aucun critérium destiné à les déterminer. Il y a lieu de craindre que ces notions soient fixées par les parlementaires des régions intéressées, groupés dans l'antichambre du Ministre, plutôt que par l'Administration elle-même.

Aux sollicitations, aux pressions dont il sera l'objet, que répondra le Ministre ? Il fera un calcul mental et se dira

à peu près ceci : « Ces bonshommes-là représentent 2/3 de la Chambre — 4/5 du Sénat, c'est l'interpellation — la chute sans gloire », il cédera.

Si au contraire existait un Conseil d'administration, la procédure par laquelle le Ministre interviendrait ne serait plus la même. Il approuverait ou casserait les délibérations du Conseil — et encore son approbation pourrait être tacite.

Mais au cas d'annulation il ne serait pas seul à statuer sur la solution à prendre; il aurait l'obligation de recueillir l'avis de ses collègues du Commerce, de l'Agriculture et de la Guerre. Ce seul fait, en mettant en jeu la machine administrative, ferait perdre aux pressions une grande partie de leur poids. En outre, le conseil est peut-être dans le projet TOURNAN le seul organisme qui soit réglementé en tenant un compte exact de l'importance des intérêts en présence.

Il comprend :

2 membres des Académies.

13 délégués du Gouvernement : Budget 4; Agriculture 4, Commerce 4, Guerre 1,

1 membre élu par les agents de l'Office;

1 représentant des fabricants d'alcool de synthèse,

4 représentants de l'industrie agricole betteravière (planteurs, distillateurs, sucriers),

1 représentant des coopératives de production,

2 représentants des producteurs d'eaux-de-vie assimilées,

7 représentants des industries privilégiées,

1 représentant de la viticulture,

1 représentant de la cidriculture.

Ainsi ce conseil est composé de :

15 représentants des intérêts généraux du pays,

10 représentants des producteurs, à raison de 6 intéressés à la production des alcools d'industrie;

2 représentants des producteurs d'eaux-de-vie assimilées,

2 représentants de la viticulture et de la cidriculture,

7 représentants des consommateurs,

1 délégué des agents de l'Office.

Par cette répartition, on le voit, aucun des intérêts particuliers n'est susceptible d'obtenir une majorité et le Ministre auprès de qui interviendraient les représentants de ces intérêts n'aurait qu'à se retrancher derrière la décision du Conseil.

En ce qui concerne la commission administrative permanente, la répartition est encore plus édifiante; elle se compose de 7 membres :

- 3 représentants des intérêts généraux : 1 Finances,
- 1 Agriculture, 1 Commerce,
- 2 délégués des producteurs,
- 2 délégués des consommateurs.

On prétendra que cet avantage est mince. Peut-être, mais en outre le budget annexe, pour plus conforme qu'il soit aux règles de notre droit financier, se heurte ici à des empêchements d'application pratique.

174 b. — En ce qui concerne le budget, toute question d'équilibre mise à part et sous quelque dénomination qu'on l'appelle, il se présentera schématiquement de la façon suivante :

<i>Dépenses</i>	<i>Recettes</i>
1. Quantités d'alcool achetées et prix d'achat.	1. Surtaxe sur essences.
2. Frais généraux	2. Ventes (quantités et prix unitaire).
3. Personnel et divers.	3. Recettes accessoires.
4. Affectation de l'excédent au fonds de réserve.	

En dépenses il est incontestable que le chapitre le plus important sera celui des achats qui se montera à 90 % du total. Or, si l'on admet l'existence d'un budget annexe, il s'appliquera au même exercice que le budget général, l'année financière s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Supposons donc l'Office doté d'un budget annexe; le changement récent d'année financière apporte encore une certaine perturbation dans l'élaboration des budgets. Mais néanmoins, la confection du budget de 1934 commencera au début de 1933, les premières bases d'appréciation étant recherchées, dès octobre 1932, quatorze ou quinze mois à l'avance. Or la culture de la betterave s'effectue dans le premier semestre de l'année, son travail et sa distillation dans le trimestre qui suit, tout est terminé le 30 septembre environ. Les campagnes viticoles s'articulent également sur des périodes annuelles ou moindres, dont la date terminale est environ le 30 septembre.

La campagne agricole s'exerce donc du 1^{er} octobre au 30 septembre.

Or les emblavements en betteraves ne sont connus qu'en janvier, février ou même mars. C'est de la connaissance de ces emblavements que l'on peut avoir une idée des quantités d'alcool produites pour la campagne en cours et destinées à être achetées par le monopole à partir du 1^{er} octobre suivant. Donc, pour la campagne qui s'écoule du 1^{er} octobre 1934 au 30 septembre 1935, on ne peut avoir une idée de la production d'alcool qu'au mois d'avril-mai. En effet les acheteurs de betteraves à sucre concluent leurs accords avec les planteurs vers janvier ou février; sur la base de ces transactions les sucres de la campagne prochaine seront cotés. D'après cette cotation le prix d'achat des alcools de betteraves sera fixé en appliquant la formule de parité. Or les mélasses et les eaux-de-vie assimilées sont payées d'après le prix de l'alcool de betteraves.

Tous les achats gravitent donc autour de ceux de l'alcool de betteraves.

Ainsi il est impossible en février-mars 1933 de déterminer pour la période 1^{er} janvier 1934-30 septembre 1934 des prévisions de dépenses qui ne sont possibles qu'en juillet 1933.

En outre, comment raccorder dans un état de prévisions budgétaires les trois derniers quarts de la campagne 1933-34 et le premier quart de la campagne 1934-35 — cette opération, possible à la rigueur dans des comptes de gestion, est absolument irréalisable en matière budgétaire.

Par ailleurs, toutes prévisions relatives à ce dernier trimestre ne peuvent être formulées qu'en avril-mai 1934 c'est-à-dire bien après le vote du budget de cet exercice et sa mise en application.

Cet obstacle, même surmonté, le Parlement ouvrira donc des crédits au monopole de l'alcool; quelle signification auront ces crédits puisque le montant des dépenses est essentiellement fonction de deux éléments indépendants de la volonté du législateur : les quantités achetées (ce sont toutes celles produites) et les prix d'achat (ils ne sont connus qu'un an environ après le début de la confection du budget, au moment même de son dépôt et ne dépendent que du cours des sucres). Ainsi des crédits devront être demandés à chaque collectif, demandes qui s'accompagneront de questions parfois embarrassantes concernant un monopole, qui, il faut bien le dire, ne doit pas effectuer toutes ses opérations au grand jour.

Ainsi les dépenses du Service ne peuvent pas à proprement parler donner lieu à un contrôle du Parlement.

Elles dépendent d'événements qu'il n'appartient pas à celui-ci de modifier.

En ce qui concerne les recettes, l'incertitude sera au moins aussi grande à l'exception de celles à provenir de la surtaxe temporaire sur les essences importées qui sera déterminée comme les autres recettes fiscales.

En admettant en outre que l'on détermine approximativement les quantités qui seront vendues en 1934 d'après celles qui l'ont été en 1932, comment évaluer le produit de ces ventes puisque les prix de ces cessions à la vinaigrerie ne seront connus qu'en septembre 1933, c'est-à-dire après le dépôt du projet de budget sur le bureau de la Chambre, et pour les autres débouchés en janvier, après le vote du budget si ce vote intervient à sa date normale.

Nous ne méconnaissions pas cependant ce que le principe d'autonomie a de dangereux, surtout lorsqu'il s'applique à un établissement qui bénéficie à la fois de recettes fiscales et de ressources propres. Le principe de l'universalité auquel ce genre de budget porte gravement atteinte a en effet moins pour but de faire du budget un état complet et

détaillé que « d'attribuer au Parlement qui vole ce budget la connaissance de tous les chefs de dépense et de tous les chefs de recette et de lui permettre par conséquent d'arrêter lui-même les détails financiers des services.

« Il est certain qu'il n'est pas sans danger de soustraire au contrôle du Parlement une trop grande part des finances et qu'à céder à cette impulsion on finirait par n'avoir plus qu'un agrégat de services spécialisés dont la comptabilité budgétaire enregistrerait simplement les soldes de dépenses et de recettes ⁽¹⁾ ». On peut ajouter ici que les opérations financières de l'Office de l'alcool n'apparaîtraient même pas pour leur solde au budget général et que l'atteinte à l'unité et à l'universalité en serait d'autant plus grande.

Telles sont, beaucoup plus que les raisons théoriques ou que les arguments en faveur des fonds de roulement ou de réserve, dont on peut du reste très bien concevoir l'existence même avec un budget annexe, les nécessités pratiques qui nous ont incité à nous départir de notre sympathie à l'égard du budget annexe et de notre prévention à l'égard des établissements autonomes pour préconiser l'existence d'un budget autonome relatif aux opérations de recettes et de dépense du monopole de l'alcool industriel.

174 c. Si donc nous nous rallions au principe de l'autonomie, ce n'est ni par principe, ni pour écarter systématiquement le contrôle parlementaire. Mais nous pensons que le contrôle administratif de ce budget particulier pourra être aussi efficace que l'autre. Le budget sera donc préparé par le directeur de l'Office, soumis au Conseil d'Administration et adressé avec les observations de ce dernier, au Ministre du budget environ un mois avant l'ouverture de l'année financière propre au monopole, c'est-à-dire vers le 1^{er} septembre.

Nous croyons à cet égard que la disposition du 6^e alinéa de l'article 2 du projet annexé au 5^e rapport est insuffisante. Elle fixe la période d'établissement de ce projet à la

1. E. ALLIX, *Traité élémentaire de science des finances* (1927), page 49 et suivantes.

première semaine de septembre. Si l'on tient compte que ce projet est ensuite soumis au Conseil puis au Contrôleur financier, on s'aperçoit qu'il a toutes chances de parvenir au Service compétent du Ministère (Direction du Budget et du Contrôle financier, Bureau des contrôles extérieurs) après sa date normale d'entrée en application.

Nous inclinons à penser qu'il y a lieu de prévoir au contraire que le projet doit être adressé au Ministre du Budget avant le 10 septembre de l'année à laquelle il s'appliquait.

Les services financiers de l'Office s'exécuteront par exercice et par gestion, conformément au décret du 31 mai 1862. Il en sera rendu compte de la même manière. Ne seront considérés comme appartenant à l'exercice d'un budget que les droits acquis et les services faits du 1^{er} octobre au 30 septembre des deux années qui donnent leur nom au budget (budget 1932-1933, du 1^{er} octobre 1932 au 30 septembre 1933). Outre cette année, la période d'exécution embrassera des délais complémentaires qui iront jusqu'au 30 novembre, pour la liquidation et l'ordonnance des sommes dues aux créanciers, et jusqu'au 31 décembre, pour la liquidation et le recouvrement des droits acquis à l'Office et le paiement des dépenses. Au 31 décembre l'exercice sera clos.

Afin d'unir les avantages de l'exercice à ceux de la gestion, il y aurait lieu, à notre avis, de tenir, outre les comptes de l'ordonnateur et du comptable qui reflètent l'activité de l'établissement par exercice, une comptabilité commerciale dressée par gestion d'où l'on dégagerait un compte d'exploitation, un compte de profits et pertes et un bilan qui seraient soumis pour approbation au Ministre du budget (comme cela se pratique déjà pour les établissements commerciaux ou industriels tels que les Mines domaniales de la Sarre, de Potasse d'Alsace, l'Office national industriel de l'azote et les Manufactures nationales de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins).

Le monopole n'ayant pas de trésorerie qui reçoive ses excédents budgétaires, comme c'est le cas pour le budget général, il y a lieu de prévoir la prise en recettes de

l'excédent de l'exercice précédent. Cet excédent pourra être repris en cours d'exercice, soit par un budget additionnel soit par un budget rectificatif. Le budget additionnel ne prévoit en recettes que les portions supplémentaires de recettes ou les nouvelles recettes ainsi que les crédits supplémentaires nécessités par un accroissement de dépenses ou par de nouvelles dépenses non prévues au budget primitif. Tous les chapitres peuvent ainsi ne pas donner lieu à inscription au budget additionnel.

Le budget rectificatif au contraire reprend les recettes et les crédits du budget primitif en les majorant suivant les nécessités. Il est en somme le budget définitif de l'exercice.

En prévoyant pour l'Office de l'alcool l'élaboration d'un tel budget vers le mois de février ou mars, on aura l'avantage d'enregistrer des prévisions aussi rigoureuses que possible concernant la vie financière de l'établissement.

En effet, à ce moment, presque tous les éléments de recettes et de dépenses (quantités et prix) pourront être appréciés avec une rigueur suffisante et le budget rectificatif de l'Office ne différera ainsi que peu du compte administratif que présente le directeur à la clôture de l'exercice et dont on dégage l'excédent de recettes.

Section V. — Stabilité du statut projeté.

175. L'organisation interne de l'Office telle qu'elle est conçue par M. TOURNAN semble devoir être approuvée : la composition du Conseil d'administration, l'approbation du Budget et des délibérations du Conseil, la nomination du directeur font l'objet d'une réglementation stricte mais nécessaire.

Tout autre est la conception économique du système. Le monopole tel qu'il est organisé ne pourra pas vivre sans le secours permanent du Trésor. Cet organisme sera une cause de trouble financier et de difficultés économiques des plus dangereuses pour l'économie nationale et le budget.

Sans parler des 500 millions que le monopole comme le

régime provincial (voir supra n° 161) coûterait à l'Etat, il ne pourra pas avoir de budget en équilibre réel. Le statut projeté, adoptant sans limitation le principe d'achat des alcools de betteraves à la parité des cours du sucre, ne tend rien moins qu'à faire perdre à l'Office 200 à 250 francs par hectolitre acquis en sus d'un contingent de 1.100.000 hectolitres. Or, les temps sont proches où le Service sera obligé d'acquérir annuellement 2.500.000 hectolitres.

Les seuls débouchés qui permettraient au Service de développer ses cessions d'alcool à la carburation sont supprimées au profit des alcools naturels.

La perte qui en résulte doit être compensée par un prélèvement sur les eaux-de-vie dites assimilées, prélèvement qui, par les modalités d'application prévues, sera totalement inopérant. Enfin le nouvel Office monopoleur d'alcools d'industrie sera acquéreur, outre les alcools de vin de la loi du 4 juillet 1931, des eaux-de-vie assimilées. De ces eaux-de-vie il va constituer une masse de manœuvre pour agir sur le marché libre. Mais les producteurs sont bien assez puissants pour l'empêcher de verser sur ce marché des quantités susceptibles, en abaissant les cours, d'amenuiser leur bénéfice. Dès lors l'Office dont les entrepôts déborderont d'alcool naturel n'aura que la ressource de le céder à des emplois industriels, perdant plus sur ces ventes que le prélèvement n'aurait pu lui rapporter.

En outre, sous le seul angle des lois économiques, le monopole ainsi conçu aboutit à un monopole intégral de l'achat et de la vente des alcools tempéré par des concessions à certains producteurs.

Du monopole intégral il présente pour les contribuables et le consommateur tous les inconvénients sans leur en apporter aucun des avantages.

Au surplus le projet Tournan n'est pas encore⁽¹⁾ voté par le Sénat et, le jour où il le sera, de longues années s'écouleront encore avant que la Chambre des députés ne l'adopte.

1. 1^{er} octobre 1932.

CHAPITRE XVI

UNE SOLUTION : LE MONOPOLE INTEGRAL DE L'ACHAT ET DE LA VENTE DES ALCOOLS NATURELS ET INDUSTRIELS

176. Difficultés d'application des trois solutions : Liberté. Régime provisoire. Statut projeté. — **177.** Les données du problème. — **178.** La solution. Le monopole intégral. Réponse aux objections théoriques. — **179.** Le monopole éviterait la surproduction. — **180.** Achats et ventes du monopole. — **181.** Le monopole et le budget.

176. Ainsi que nous l'avons vu, le retour à la liberté économique suppose l'établissement d'un régime temporaire de transition qui, parlementairement parlant, ne peut être réalisé. Une proposition dans ce sens réunirait contre elle la quasi-unanimité des parlementaires.

Le projet de statut définitif, tel qu'il est contenu dans le 5^e rapport **TOURNAN**, est pratiquement inapplicable parce qu'il se heurterait à la résistance de certains intérêts particuliers et surtout parce qu'il ne permet pas d'espérer que le budget du futur Office se présentera en équilibre rigoureux. Il porte en lui la source même du déficit puisque les débouchés bénéficiaires des alcools d'industrie seront supprimés et que les modalités du prélèvement qui doit être appliqué en contre-partie sont telles que la fuite de la presque totalité de la matière imposable sera rendue très aisée. En outre, ce projet fait du monopole de l'alcool industriel un organisme hybride qui, vivant au centre d'un système d'économie fermé et de prix artificiels, intervient néanmoins sur le marché libre. Redoutable machine qui pourra, selon la force des pressions auxquelles ses diri-

geants seront soumis, servir à assurer ou à ébranler la puissance des corporations intéressées à la production de l'alcool naturel. Système dangereux qui présente pour la collectivité, pour l'Etat, le Trésor et le Budget tous les inconvénients du monopole complet de l'achat et de la vente des alcools naturels et industriels sans en avoir les avantages.

Le régime provisoire et sa réglementation accessoire qui comprend le statut de la viticulture, principe de parité, et l'application d'une disposition réservant à l'alcool naturel l'alimentation de la fabrication des vins de liqueur, pourrait-il être consolidé en une réglementation unique qui instituerait législativement le Service des alcools, tel qu'il fonctionne aujourd'hui?

L'adoption d'une telle solution, plaçant le monopole de l'alcool industriel en état de déséquilibre financier permanent, serait absolument inopérante.

La surproduction des alcools naturels, déjà inquiétante avant même le vote de la loi du 4 juillet 1931, ne laisse pas de préoccuper ceux qui ne restent pas indifférents devant l'aggravation de la crise.

La production moyenne du vin peut être chiffrée à un minimum de 75 millions d'hectolitres, alors que la consommation taxée ou en franchise n'excède pas 70 millions d'hectolitres. La quantité moyenne de vins bloqués à diriger sur la distillation ressort ainsi à 5 millions d'hectolitres soit une masse de 400.000 hectolitres d'alcools de vin venant s'ajouter à la production normale d'alcools naturels (800.000 hectolitres).

177. La solution de ce problème doit être recherchée en tenant compte des avantages et des inconvénients du régime provisoire et elle doit s'efforcer de concilier le plus harmonieusement possible les intérêts contradictoires en présence.

a) Production. — On doit assurer l'écoulement régulier de la totalité de la production des alcools naturels et industriels. Le prix d'achat doit constituer une rémunération équitable et laisser au producteur un bénéfice normal.

b) *Consommation*. — L'élévation de la production au-dessus d'un certain chiffre, actuellement dépassé, devient anti-économique; toutes mesures doivent être prises pour la ramener à un niveau qui satisfasse les besoins sans créer un danger pour l'hygiène sociale et permette ainsi de libérer une certaine quantité de matières premières qui, au lieu d'aller à l'alambic, pourront alimenter la consommation en denrées comestibles (vin, sucre, aliments mélassés) à des prix inférieurs à ceux actuellement pratiqués.

c) *Etat*. — Le Service ne doit demander aucune subvention au budget général. Il devrait au contraire abandonner à ce dernier, dans la mesure du possible, le produit de la surtaxe sur les essences importées. L'organisation du régime doit en outre s'inspirer du souci d'améliorer notre balance des comptes sans nuire toutefois au rendement de nos recettes fiscales.

Or, dans l'état actuel de surproduction, ou bien les pouvoirs publics favoriseront l'écoulement, hors du marché libre, des alcools naturels en excédent (pour 400.000 hectolitres et sur la base d'un prix d'achat de 500 francs égal à celui payé pour les alcools acquis en application de la loi du 19 avril 1930, c'est une perte annuelle de 175 à 180 millions qu'il faut envisager) ou bien ces alcools seront maintenus sur le marché libre et l'on assistera à une chute verticale des cours.

Telle est l'alternative qu'implique le maintien du régime en vigueur.

Or la liberté du marché des alcools naturels est plus fictive que réelle; il existe une sorte de monopole de fait qui fonctionne aussi bien au détriment des producteurs que des petits et moyens consommateurs; en outre le projet **TOURNAN**, par l'immixtion du nouvel Office sur le marché libre, ne fait qu'aggraver cette situation.

178. Pourquoi ne pas établir franchement le monopole intégral de l'achat et de la vente des alcools naturels et industriels? Le monopole complet pourrait-il devenir une réalité?

Cette question, à laquelle nous avons été inéluctablement amené par l'étude des autres solutions, ne suppose pas de notre part une adhésion de principe au monopole.

Elle participe plutôt du désir de trouver une solution qui, en sacrifiant le moins possible, les intérêts particuliers en présence, qui sont considérables, et des droits acquis inviolables, sauvegarde toutefois les intérêts primordiaux de ces groupes plus larges que constituent les consommateurs et les contribuables. Cette solution ne constituerait pas, à vrai dire, une innovation mais plutôt une mise au point du régime en vigueur dans un sens favorable à l'intérêt général.

L'extension pure et simple du régime extrêmement souple pour les alcools industriels, régime qui s'est articulé sans heurts sérieux sur les organismes de production et d'utilisation, ne porterait pas atteinte pratiquement à des intérêts légitimes et elle n'entraînerait pas la création de nombreux fonctionnaires. Le monopole, tel qu'il est prévu, peut, en somme, être réalisé avec un minimum d'étatisation et il échappe en conséquence à nombre de critiques formulées à l'encontre des solutions du même genre.

Schématiquement, ce régime pourrait être organisé de la manière suivante :

Seraient réservés obligatoirement au monopole, outre les alcools industriels, tous les alcools naturels non consommables en l'état, soit environ les 2/3 de la production normale.

Seuls les alcools consommables en l'état continueraient à bénéficier de la liberté de production et de vente, sous réserve du paiement d'une taxe égale, en principe, à la différence existant entre le prix de réquisition et le prix de vente normal du monopole.

179. Nous avons été amené à envisager la nécessité du monopole en partant de la surproduction des eaux-de-vie naturelles et des alcools industriels. Il importe donc que le monopole, loin de favoriser la surproduction, réduise encore si possible la production actuelle.

Quelles sont pour atteindre ce but les principales règles qu'il conviendrait d'adopter?

Alcool de betteraves. — Le principe de l'achat de l'alcool de betteraves à la parité du cours du sucre semble, du point de vue parlementaire tout au moins, difficile à remettre en discussion. Il y aurait lieu par contre de contingenter les alcools acquis aux taux de parité. Un contingentement de 1.800.000 ou 2.000.000 hectolitres, serait, dans les circonstances présentes, assez aisé à faire admettre.

Cette question du contingentement se pose d'ailleurs même dans le cas du monopole des seuls alcools industriels et le projet TOURNAN contient à cet égard une grave lacune.

Alcool de mélasses, de grains et de synthèse. — Le maintien de la liberté pour la fixation du prix des alcools de mélasses, de grains et de synthèse, constitue un moyen suffisant pour prévenir les excès de production et nous craignons que l'adoption de la disposition préconisée par MM. TOURNAN et DONON en ce qui concerne la fixation des prix à moins de 25 % au-dessous de ceux de l'alcool de betteraves, n'aboutisse au contraire à un accroissement dangereux de cette production.

Alcool de vin, marcs, et lies. — Les dispositions limitatives posées par la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture ne constituent pas un élément suffisant pour éviter un accroissement de la production des alcools de vin, les producteurs étant libres de diriger sur les distilleries une fraction plus ou moins importantes de leur récolte.

Pour réduire celle-ci, on pourrait envisager une politique des prix d'achat de l'alcool de vin. Mais la fixation arbitraire de ces prix par le monopole serait mal accueillie par les producteurs et n'aurait par conséquent aucune chance d'aboutir devant le Parlement. D'un autre côté, si l'on veut profiter des avantages d'un tel contingent, il faut renoncer à ceux que procure la distillation des vins, véritable « soupe de sûreté » de la viticulture.

Il importe cependant d'éviter que l'établissement du monopole ne soit une nouvelle prime à la surproduction.

a) Pour donner une certaine souplesse au système et le lier à l'évolution de l'économie générale du pays, la loi

pourrait prévoir la fixation automatique des prix d'achat des alcools de vin en établissant une relation entre le prix de base d'achat des alcools de vin et celui des alcools de betteraves. Cette relation pourrait être déterminée en tenant compte du rapport existant, avant la guerre, entre les prix des deux catégories d'alcools (les prix des trois-six du Midi étaient à cette époque environ deux fois plus élevés que ceux des alcools). Au moment de l'institution du monopole, cette relation pourrait constituer un des éléments déterminants du prix de base.

b) Le prix de base serait affecté d'un coefficient de hausse ou de baisse, selon que les achats d'alcools naturels effectués par le monopole au cours d'une campagne seraient inférieurs ou supérieurs à un chiffre dit de production normale que la loi fixerait. Le règlement définitif des achats serait donc rejeté en fin de campagne, ainsi qu'il en va déjà pour les alcools de betteraves.

Le prix des alcools de marcs et de lies de vin serait égal à celui payé pour les alcools de vin, déduction faite d'une somme égale à l'écart de cours existant actuellement sur le marché libre entre ces deux catégories d'alcools.

Il va de soi que les alcools qui font l'objet de la loi du 4 juillet 1931 (distillation obligatoire et blocage) et dont la cession à l'Etat constitue une espèce de pénalisation, seraient acquis à un prix inférieur au prix de base. La loi pourrait fixer le pourcentage de diminution à appliquer : 33% par exemple. Les alcools de l'espèce n'entreraient pas en ligne de compte pour le calcul du chiffre dit de production normale.

Cidre et pommes — Le prix d'achat pourrait être fixé en fonction de celui appliqué à l'alcool de vin mais à un taux inférieur (de 10 % par exemple).

Cette réduction se justifie D'une part en effet, les frais de production sont moindres. D'autre part, la cidriculture ne sera pas appelée à supporter les mêmes charges que la viticulture, en vertu de la loi du 4 juillet 1931.

Les abattements ou majorations envisagés en ce qui concerne le prix de base pourraient être établis, soit glo-

balement et en tenant compte de la production totale acquise par l'Office, soit par catégorie d'alcools. Cette deuxième méthode est évidemment plus équitable mais elle est d'une application plus compliquée.

Le prix d'achat pourrait être majoré pour les alcools produits par les bouilleurs de cru et les coopératives. Une disposition analogue figure d'ailleurs au projet Tournan en faveur des producteurs d'alcool de betteraves.

180. Le monopole serait acquéreur de tous les alcools, à l'exception de ceux qui sont consommables en l'état, c'est-à-dire ceux qui généralement ont droit à l'appellation d'origine. L'extension du monopole aux alcools naturels est conditionnée par une baisse accentuée du cours de ces alcools

Cette baisse doit logiquement se produire si l'Etat ne contrarie pas le mouvement naturel du marché par l'acquisition d'alcools naturels destinés à la carburation ou par le maintien à un taux trop élevé du prix de cession de l'alcool industriel employé au vinage et au mutage.

La baisse des prix de l'alcool naturel, qui s'accompagnerait de difficultés d'écoulement inextricables au cas de non-intervention des pouvoirs publics, aurait pour conséquence de rendre les producteurs assurément très favorables à l'extension du monopole, surtout si l'Etat pouvait offrir un prix d'achat légèrement supérieur à celui résultant du marché libre.

Cette condition sera sans doute satisfaite si, comme il est indiqué plus haut, le prix d'achat de base est fixé en fonction du rapport existant avant la guerre entre le prix des alcools de betteraves et celui des alcools naturels. Cette méthode conduirait en effet, sur la base d'un cours du sucre de 220 francs (cours actuel), à la fixation d'un prix d'environ 600 francs l'hectolitre, chiffre vraisemblablement supérieur au cours du marché libre, si l'on entend assurer l'application intégrale de la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture.

Un prix d'achat de 60 francs peut être considéré comme satisfaisant pour le producteur, puisqu'il fait apparaître

un coefficient de majoration de 6 ou 7 par rapport aux prix d'avant-guerre.

Une telle solution consacre seulement la disparition de bénéfices artificiels nés du régime provisoire. Ces bénéfices étaient d'ailleurs appelés à disparaître sous l'effet du développement des sources d'alcool (création des distilleries de pommes).

Le monopole fait perdre sans doute au producteur l'espoir de prix élevés permettant des profits considérables. Mais il est assuré, par contre d'écouler à un prix stable et honnêtement rémunérateur la totalité des quantités distillées.

Les prix de vente seront déterminés rationnellement de manière à être différents selon les débouchés (l'alcool naturel étant exclusivement réservé à la consommation de bouche, mais l'alcool industriel conservant tous les débouchés du régime provisoire) de façon à permettre au monopole d'assurer son équilibre commercial sans le secours d'aucune recette fiscale.

La surtaxe temporaire sur les essences pourrait ainsi être à nouveau portée en recette au Budget général.

Avant d'évaluer quelles pourraient être les recettes du monopole, il est bon de constater à quelles variations considérables le prix de l'alcool naturel a été soumis au cours des dernières campagnes.

De 480 francs en février 1925, le trois-six est monté progressivement à 1516 francs en avril 1927; il ne cote plus que 769 francs en octobre de la même année, atteint son maximum à 1.595 francs en août 1928, pour redescendre peu à peu, sauf une pointe de hausse en 1930, à un chiffre voisin de 850 francs en juillet 1932 et s'élever à nouveau à 1.225 francs à la fin du mois suivant.

Le chiffre de la consommation taxée s'est tenu aux environs de 1.050.000 hectolitres, sans que les mouvements de hausse ou de baisse de la consommation sur cette base accusent un synchronisme quelconque avec les variations de prix.

Si nous envisageons donc l'exercice 1930-1931, le monopole aurait acheté durant cette campagne 2.450.000

hectolitres d'alcool d'industrie et 1.000.000 hectolitres d'alcool naturel environ.

Nous avons vu (voir *supra* n° 173) que les ventes bénéficiaires à la vinaigrerie ainsi qu'à la parfumerie et à la pharmacie auraient rapporté au service un bénéfice net de 38.667.000 francs. Les ventes ayant pour objet le vinage, le mutage et la conservation des fruits lui ont rapporté :

$$(767 \times 1.076) + (118.250 \times 701) = 83.717.775.$$

Soit un bénéfice net de 122.384.775 francs.

Par ailleurs, les ventes à perte, autres que celles qui ont été consenties aux importateurs d'hydrocarbures, ont occasionné au Service un déficit de 87.000.000 francs (voir *supra* n° 173). Le bénéfice net réalisé par le Service sur les cessions, à l'exception de celles touchant au débouché moteur, s'est donc élevé en 1930-1931 à 34.584.775 francs, pour un total de ventes de 1.253.783 hectolitres. Si le complément des alcools d'industrie achetés pendant cette campagne, soit 1.200.000 hectolitres (2.450.000 — 1.250.000) avait été vendu en vue de la fabrication du carburant national, la perte de ce chef aurait été (en tenant compte du nouveau prix de cession de ce débouché) de : $220 \text{ hl.} \times 1.200.000 = 264 \text{ millions.}$

Le service se serait donc trouvé devant un solde déficitaire qui, pour les seuls alcools industriels, aurait atteint 230.000.000 francs environ.

En admettant donc que le monopole achète et vende les 1.000.000 hectolitres d'eaux-de-vie naturelles qui correspondent à la moyenne de la consommation taxée, il suffira que le monopole achète l'hectolitre d'alcool naturel au prix de 600 francs (qui, ainsi que nous l'avons vu rémunère suffisamment le producteur) et le revende 830 fr. pour que le monopole soit financièrement en équilibre.

Or, le chiffre de 830 francs est loin de correspondre au cours actuel du marché et l'on peut estimer que la vente de l'alcool naturel au prix de 1.100 ou 1.200 francs l'hectolitre n'aurait rien de prohibitif.

Le décret du 23 août 1932 n'a-t-il pas du reste fixé à 1225 francs le prix de cession de l'alcool de vin acheté par

le Service des alcools pour le compte du Trésor en exécution de la loi du 19 avril 1930?

Dès lors, un cours de 1200 fr. procurerait au monopole de l'alcool un produit net de l'ordre de 300 à 400 millions par an.

Un tel bénéfice pourrait servir à l'extension des débouchés industriels de l'alcool, ce qui, à notre avis, ne paraît pas indispensable.

Dans la mesure où il correspond à la suppression de bénéfices spéculatifs ou à la réduction de profits industriels, le bénéfice du monopole ne peut constituer un élément de majoration du prix de vente des produits fabriqués, car l'établissement du monopole provoquera une sorte de cristallisation de ces prix pour la vente aux détaillants, avant même que la baisse de la matière première n'ait pu se répercuter sur eux. On ne peut craindre par ailleurs une hausse des prix de vente aux détaillants puisque les industriels ne paieront pas leurs matières premières plus cher au monopole qu'ils ne le font aujourd'hui aux producteurs eux-mêmes.

Les alcools naturels sont actuellement pour une grande part l'objet d'un monopole de fait. Les bourses des alcools sont sans animation, les transactions y sont faibles et factices, le marché est facilement manœuvré par quelques capitalistes influents. Les petits et même les moyens utilisateurs sont, dans ces conditions, à la merci des maisons disposant d'importants capitaux. Le monopole, en supprimant la spéculation et en créant pour tous les utilisateurs des possibilités et des conditions d'approvisionnement identiques, favorisera la liberté de la fabrication. La concurrence qui résultera de ce nouvel état de choses sera de nature à contrebalancer efficacement les effets que pourrait avoir un relèvement du cours de la matière première sur les prix des produits fabriqués.

Le monopole total de l'achat et de la vente ne changera rien au régime de l'alcool industriel dans ce qu'il a de bien-faisant. Il ne lèsera donc les producteurs d'alcool naturel que pour la part de bénéfices que l'on peut estimer exorbitante, telle que celle qui résulte des prix pratiqués pendant ces dernières années et qui ont atteint parfois le coeffi-

cient 15 par rapport au cours de 1914. En bridant ainsi la spéculation, le monopole avantagera les consommateurs d'eaux-de-vie et l'on ne pourra faire valoir à l'encontre de cette solution aucun argument fondé sur les préoccupations d'hygiène publique.

181. A ces avantages certains, le régime que nous préconisons réunit celui de fournir au budget général un appoint de ressources appréciables.

L'équilibre commercial du monopole permettra de faire figurer parmi les recettes de l'Etat le produit de la surtaxe sur les essences s'élevant à environ 300 millions par an.

En outre, il ne paraît pas injuste d'assujettir le monopole à la taxe sur le chiffre d'affaires et le total des opérations passibles de ce droit ne doit pas être inférieur à 1.500 millions.

Enfin une imposition forfaitaire de 20 % sur le produit net du monopole pourrait être établie en compensation de la perte qui sera causée au budget général par la disparition de quelques intermédiaires, d'ailleurs peu nombreux.

Il nous apparaît qu'une telle solution comportant le monopole complet de l'achat et de la vente de tous les alcools, doit se révéler la meilleure en pratique.

On objectera peut-être que le système envisagé se ramène à la création d'une taxe complémentaire sur l'alcool.

Cela n'est pas exact au point de vue économique, car la perception d'une taxe au profit du Service des alcools, qui serait, en contre-partie, chargé d'épuiser l'excédent de production des alcools naturels, ne donnerait pas aux producteurs et aux utilisateurs les garanties de sécurité et de stabilité que peut leur procurer le monopole.

Par ailleurs l'incidence de la taxe ne serait pas exactement identique à celle du prélèvement opéré par le monopole.

Cette taxe pèserait en effet intégralement sur le producteur ou sur le consommateur, ou sur l'un et l'autre à la fois, sans atteindre les bénéfices spéculatifs et les profits industriels anormaux.

Si l'on admet au surplus que l'intérêt social commande le maintien de prix élevés pour la vente des spiritueux et assimilés, il est plus facile d'y parvenir par l'institution du monopole que par un relèvement du droit de consommation : il serait en effet malaisé de faire admettre une majoration de cette taxe qui coïnciderait avec une baisse de valeur de la matière imposable.

Il va sans dire que la création d'un monopole implique l'orientation vers un régime de contrôle plus sévère des bouilleurs de cru, la prime à la fraude se trouvant acciue dans la mesure du bénéfice réalisé par le monopole. Or, un bénéfice supposé de 600 fr. par hectolitres, représente 25 % environ de la totalité des droits en vigueur.

CONCLUSION

Parvenu au terme de notre étude, nous voulons, tel un voyageur qui a atteint le but qu'il s'était fixé, nous retourner pour mesurer le chemin parcouru.

Nous avons pris le monopole de l'alcool lorsqu'il n'était, dans l'esprit de quelques théoriciens, qu'un instrument de lutte contre l'alcoolisme, nous l'avons suivi quand, proposé par des parlementaires, il tendait essentiellement à des fins économiques et fiscales, nous l'avons retrouvé dans le projet d'ensemble de M. RIBOT qui procédait du souci de sauvegarder à la fois les exigences de l'hygiène sociale et les intérêts de l'économie nationale et du Trésor public.

La guerre et ses nécessités implacables ont dissocié l'imposant ensemble que constituait le projet RIBOT. Les circonstances exceptionnelles nées du conflit mondial ont forcé le vote des plus résistants et ont entraîné l'adoption de la loi du 30 juin 1916 dont l'article 4 est la base législative du monopole de l'achat et de la vente des alcools industriels.

La guerre s'est terminée, laissant l'Etat en possession de stocks d'alcool considérables qui ne pouvaient, sans péril pour l'économie générale du pays, être écoulés sur le marché libre. Par ailleurs, les producteurs d'alcool naturel qui jouissaient d'un monopole de fait, puisque le nouveau régime avait retiré de la concurrence près des trois quarts de la production totale, s'employèrent à conserver le bénéfice de cette situation privilégiée.

De ces circonstances est issu, en présence de l'inconciliabilité des vues des deux Chambres législatives touchant le statut définitif envisagé, le décret du 13 août 1919, qui établissait le régime provisoire qui dure depuis treize ans.

Appliqué selon son organisation initiale, ce régime aurait certes donné des résultats très appréciables du point de vue de l'intérêt de l'économie nationale; mais les préoccupations qu'il suscita de la part des planteurs et des distillateurs de betteraves firent apparaître la nécessité de fixer les prix d'achat de l'alcool de betteraves d'après des données précises et stables autant que possible.

On fut ainsi conduit en 1924 à adopter le principe de l'achat de l'alcool de betteraves à la parité des cours du sucre, principe qui, pour le betteravier, est en quelque sorte une loi d'indifférence, mais qui pour le distillateur, est le point de départ de bénéfices supplémentaires et d'excédents de production.

Un nouveau problème, celui des débouchés était donc posé. Comme ils désiraient conserver un régime qui leur était en tous points favorable, les producteurs du Nord et du Midi s'entendirent à Béziers pour que fût créé le carburant national, qui devait constituer pour l'alcool un débouché considérable. Ce carburant, obtenu par le mélange de l'alcool et de l'essence à 50 %, ne fut cependant pas rendu obligatoire pour la consommation. On aurait en effet éprouvé de nombreuses difficultés pour trouver en France les quelque 12 millions d'hectolitres d'alcool que nécessitait une telle mesure. Aussi, la loi du 28 février 1923 se contenta d'obliger les importateurs d'essences et d'hydrocarbures à acquérir du Service une quantité d'alcool égale à 10 % de leurs importations.

L'alcool leur était cédé à perte et l'équilibre financier du système était réalisé au moyen de la péréquation des prix de vente pour les cessions aux autres industries et par la surtaxe sur les essences importées.

C'est ainsi que le régime fonctionna pendant dix ans. Mais les avantages que les producteurs d'alcool naturel en tiraient stimulèrent la distillation et l'on assista à un tel accroissement de celle-ci que les cours baissèrent rapidement.

Aussi, les viticulteurs, pour qui la distillation est l'exutoire des quantités de vin invendues, s'efforcèrent-ils de faire apporter au régime des modifications en leur faveur.

Outre leurs débouchés ordinaires les alcools d'industrie

servaient à alimenter certaines industries donnant des produits potables, telles que celles de la fabrication des spiritueux et de la conservation des fruits, qui fournissaient au service ses bénéfices les plus substantiels. La viticulture a cherché à s'emparer de ces derniers débouchés et ses représentants ont si bien agi que le projet de statut définitif lui donne satisfaction à cet égard.

Or la réalisation de cette mesure ne manquerait pas de provoquer le déficit permanent du monopole.

En effet, le Service acquerrait de l'alcool d'industrie à des taux élevés qui, au delà d'une production de 1.100.000 hectolitres aujourd'hui largement dépassée et d'une quantité croissante chaque année occasionneraient une perte l'ordre de 200 francs par hectolitre vendu.

A ces achats d'alcools industriels il y a lieu d'ajouter ceux que le service est obligé d'effectuer depuis la loi du 4 juillet 1931 qui astreint chaque viticulteur, récoltant plus de 500 hectolitres, à la distillation d'une partie de la production, ce qui doit accroître dans une large mesure les quantités d'alcool dont la vente entraîne le déficit du Service.

A ces causes de déséquilibre financier permanent le projet de statut définitif n'apporte aucun remède puisqu'il enlève au futur Office les bénéfices qu'il pouvait attendre des cessions largement rémunératrices au vinage, au mutage et à la conservation des fruits et lui accorde seulement le profit de la vente de certaines eaux-de-vie acquises à bon compte. Or, le système du prélèvement porte en soi son mal : la fuite de la matière à prélever.

Dès lors, nous avons devant nous un projet qui, ne devant satisfaire que les producteurs, lèsera par là même le consommateur et le contribuable et rendra avant peu d'années l'Office de l'alcool tributaire du Trésor d'une manière permanente.

Revenir à la liberté des transactions aurait peut-être l'inconvénient de provoquer une recrudescence de l'alcoolisme, ce qui n'est pas prouvé, un système de taxes différentielles pouvant compenser l'écart existant entre les prix de revient des alcools naturel et industriel. Mais une

telle solution se heurte à certaines difficultés pour deux raisons : l'absence d'une majorité parlementaire disposée à voter cette mesure, la nécessité de ménager dans cette voie une étape intermédiaire dont la durée risque d'être beaucoup plus longue qu'il ne serait nécessaire, ce qui équivaldrait au maintien du *statu quo* actuel.

Le retour à un régime de libre concurrence pose en effet, nous l'avons vu, de délicats problèmes d'adaptation. Le régime provisoire a vécu uniquement en vue du développement du seul débouché susceptible d'extension : celui du carburant national. Or ce combustible, techniquement parlant, est peut-être excellent selon la formule 50 %, mais la quantité d'alcool qu'il réclame est hors de proportion avec celle qui peut être trouvée sur le marché.

D'ailleurs ce ne sont pas tant des considérations techniques qui s'opposeraient à la poursuite d'une politique du carburant national dans un régime de liberté, que des raisons économiques, puisque nous savons déjà que le Service des alcools perd actuellement 200 francs environ par hectolitre d'alcool vendu à la carburation.

Trouverait-on, dans ces conditions, des industriels assez désintéressés, mais aussi, il faut bien le dire, assez fous pour revendre ce produit en perdant au moins 100 francs par hectolitre ? Evidemment non. Or, 800.000 hectolitres ont été vendus en 1931-32 à la carburation. Le retour à la liberté obligerait donc les producteurs à rechercher les moyens d'écouler chaque année une pareille quantité d'alcool. Il ne faut pas oublier en outre, que le Service détient des stocks qui dépassent la production d'une campagne.

L'afflux sur le marché d'une telle masse de produit serait le signal d'une concurrence très brutale qui engendrerait, à brève échéance, la ruine de presque tous les fabricants d'alcool naturel.

Serait-ce une solution équitable celle qui sacrifierait délibérément toute une classe de la nation au reste du pays ? non certainement. Aussi bien, quelque soit notre attachement aux idées de liberté, illustrées si brillamment par tant de grands économistes depuis l'auteur du « laissez-faire, laissez-passer », nous ne pouvons préconiser dans les circonstances présentes un retour à la liberté.

Le projet TOURNAN ne nous satisfait pas davantage parce qu'il détourne du budget général près de 500 millions et ne peut profiter qu'aux distillateurs. En créant théoriquement un monopole de l'alcool industriel il fait en réalité du nouveau système une arme à double tranchant, les interventions de l'Office sur le marché libre devant inévitablement être dirigées pour ou contre les producteurs d'alcool naturel. Solution hybride, demi-mesure qui nous choque par ce qu'elle a de dissimulé et qui ne peut que nuire aux intérêts généraux du pays.

Ayant dû rejeter l'un après l'autre les systèmes qui s'offraient à nous, nous avons été amené à envisager favorablement le monopole de l'achat et de la vente de tous les alcools non consommables en l'état.

Nous ne nous faisons pas d'illusion d'ailleurs sur la nature du reproche qui nous sera adressé : on nous taxera d'hypocrisie, on nous accusera de nous être faussement enrôlé sous la bannière du libéralisme et d'avoir, de propos délibéré, déserté sa cause. La vérité est tout autre. Sans parti pris à l'égard de tel intérêt particulier ou de telle doctrine politique nous avons été conduit à préconiser la solution du problème de l'alcool par le monopole de l'achat et de la vente sous l'empire de considérations : *financières*, le déficit probable de l'Office de l'alcool tel qu'il a été prévu dans le projet TOURNAN, *économiques*, le manque d'harmonie véritable entre la production et la consommation sous le régime provisoire actuel et celui qui résulterait de l'adoption du projet TOURNAN, *politiques* enfin, l'impossibilité de trouver une majorité parlementaire pour approuver un retour à la liberté et élaborer un régime de transition.

Et si l'on nous suspectait d'une arrière-pensée politique, nous répondrions qu'il nous paraît invraisemblable, dans les circonstances présentes, qu'une proposition de loi en faveur du monopole puisse émaner d'un membre quelconque du parti qui réclame si ardemment l'intervention de l'Etat en matière économique. Il est certain en effet que l'institution immédiate du monopole ne manquerait pas d'amenuiser les profits des viticulteurs,

Pense-t-on dès lors que, pour proposer une telle réforme, on puisse trouver un seul parlementaire au sein d'un parti dont les leaders sont députés de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Haute-Garonne ou du Var?

L'interventionnisme de leurs électeurs a été orienté jusqu'à présent vers l'acquisition de profits personnels et il ne saurait s'engager brusquement dans une voie tout opposée.

Le monopole complet n'a donc des chances d'être voté que si, les contingences économiques ayant changé, il trouve dans l'esprit des producteurs un climat favorable. Cette hypothèse ne doit pas être écartée, bien au contraire, mais il faut avant tout, pour qu'elle se réalise dans l'avenir, que le cours des alcools naturels subisse, sur la base actuelle, une baisse profonde.

Or, si la situation du marché ne se modifie pas, si surtout l'Etat n'intervient pas une fois de plus en faveur des fabricants d'alcool, leur acharnement à produire en vue de bénéfices accrus, préparera inéluctablement les conjonctures favorables à l'établissement du monopole.

Celui-ci ne soulèvera guère de difficultés d'application. En effet, le critérium « alcools consommables en l'état » et « alcools non consommables en l'état » n'est pas nouveau, attendu qu'il est déjà appliqué en ce qui concerne les alcools d'importation. L'accroissement des quantités à manipuler ne doit pas être considérable. D'autre part, l'éducation du Service des alcools est partiellement faite, puisqu'il est chargé, depuis deux campagnes, de l'achat des alcools de vin acquis en application de la loi du 19 avril 1930. Enfin, il ne semble pas que la tâche du Service des contributions indirectes, qui suit déjà l'alcool depuis sa production jusqu'à sa consommation, puisse se trouver alourdie du fait du nouveau régime. La perception des droits sur l'alcool pourrait même être simplifiée, si l'on décidait qu'elle aura lieu au moyen d'une majoration du prix de cession.

Il ne faut pas croire, par ailleurs, que le monopole entraînera la création d'un corps nouveau de fonctionnaires. Le Service des alcools fonctionne, en effet, depuis dix ans

et il a mené à bien l'œuvre qui lui a été confiée avec un personnel qui ne dépasse pas soixante agents. La manipulation de quantités d'alcool supérieures d'un tiers environ à celles qui sont actuellement acquises et vendues ne pourrait donc conduire à de nombreuses créations d'emplois.

Le monopole ne présenterait par conséquent, en l'espèce, qu'un minimum d'inconvénients au regard des nombreux reproches théoriques que l'on a accoutumé d'adresser à ce régime.

Il aurait, par contre, l'avantage de fournir au Budget général, un appoint de recettes loin d'être négligeable, sans compter le produit de la surtaxe sur les essences importées qui reviendrait au Trésor, et il concilierait les intérêts des producteurs et des consommateurs sans gêner en rien le développement de ce débouché, « le carburant national », que d'aucuns prétendent être de première nécessité.

Quant aux alcools qui ne seraient pas acquis par le monopole, c'est-à-dire ceux qui sont consommables en l'état, ils pourraient être soumis au paiement d'une redevance égale à la différence entre le prix de réquisition de la campagne précédente et le prix de vente en vigueur au moment de la distillation, sous déduction d'une somme représentant les frais d'administration de l'Office. Cette redevance serait payée par le distillateur et son taux pourrait d'ailleurs être réduit en faveur de certaines catégories de producteurs.

Elle peut se justifier, dans son principe, par l'interdépendance étroite qui existe entre les cours des alcools consommables et non consommables en l'état, de toutes catégories. On ne peut pas dire qu'elle ait, en aucune manière, le caractère d'un impôt; elle constitue seulement une reprise par le Trésor de la majoration artificielle du prix de vente résultant de l'institution du monopole.

En définitive, le monopole nous paraît bien être la solution qui réalise de plus près l'harmonie idéale devant régner entre les intérêts particuliers et l'intérêt général. Nous nous y rallions de bonne foi, sans parti pris d'opi-

nion ou de doctrine, en souhaitant que sa prise en considération ou même la discussion de son principe évite au pays le vote du projet *TOURNAN* qui conduirait à de graves mécomptes.

Le monopole peut être réalisé; il doit l'être si les pouvoirs publics restent sourds aux sollicitations que ne manqueront pas de leur adresser les producteurs d'alcool naturel et s'ils se refusent à intervenir sur le marché libre pour soutenir des cours chancelants.

La chute des prix jusqu'aux environs de 750 francs l'hectolitre n'aurait rien de désastreux. Elle réduirait un bénéfice exorbitant et permettrait encore la vente de l'alcool à un taux sept fois et demi plus élevé que celui de 1914. Le producteur appellerait alors de tous ses vœux le monopole qui stabiliserait les cours et qui, bien que lui faisant perdre l'espoir de gros profits, lui assurerait, à un taux suffisamment rémunérateur, l'écoulement de la totalité des quantités distillées. Aussi bien, ces vœux, loin de rester platoniques, ne tarderaient pas à créer un climat parlementaire favorable au vote rapide du monopole intégral.

Mais pour que ce but soit atteint il faut que le Gouvernement demeure fermé aux appels, souvent si pressants, des producteurs et de leurs représentants.....

Et cela, comme dit Kipling, « c'est une autre histoire ».

Vu,
le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
Edgard ALLIX

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

ANNEXE A

Lois, Décrets, Arrêtés

LOI DE FINANCES DU 30 MARS 1902

Article 15 relatif aux genièvres

(*J. O.* du 31 mars 1902).

Art. 15. — La taxe de 80 centimes par hectolitre d'alcool pur établie par l'article 59 de la loi du 25 février 1901 n'est pas applicable aux rhums et tafias naturels.

La même exemption est accordée aux genièvres qui, dans les établissements spéciaux ne produisant pas de trois-six, sont obtenus par la distillation simple du seigle, du blé, de l'orge et de l'avoine et sont susceptibles d'être livrés, sans coupage à la consommation.

LOI DE FINANCES DU 26 DECEMBRE 1915

Article 15 fixant les caractéristiques que doivent présenter les alcools soumis à la dénaturation (*J. O.* du 27 décembre 1915).

Art. 15. — Chaque opération de dénaturation de boissons destinées à la fabrication des vinaigres, est précédée d'une déclaration faite à la recette buraliste, deux jours à l'avance pour les localités où existe un poste d'employés et quatre jours à l'avance en tous autres lieux.

Les alcools présentés à la dénaturation devront marquer, au minimum, 86 degrés alcoométriques à la température de 15 degrés centigrades et ne pas contenir plus de 300 milligrammes d'acide acétique par litre d'alcool pur. Toutefois, l'administration pourra autoriser la mise en œuvre de spiritueux avariés qui ne satisferaient pas aux conditions sus-énoncées.

Pour la reconnaissance du volume des spiritueux reçus à l'extérieur ou présentés à la dénaturation, les fabricants de vinaigre sont tenus de mettre à la disposition du service des contributions indirectes soit un dépotoir gradué par litre, soit une bascule et les poids nécessaires. Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 9 de la loi du 29 décembre 1900 sont applicables à toutes les boissons introduites dans les fabriques de vinaigres qui mettent en œuvre des alcools.

Les articles 9 et 10 de la loi du 19 juillet 1880 et le paragraphe 2 de l'article 11 de la loi du 16 avril 1895 sont applicables aux fabricants de vinaigres, ainsi qu'aux distillateurs, bouilleurs de profession et bouilleurs de cru dont la profession est contrôlée. Est également applicable, chez les industriels sus-désignés, le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 29 décembre 1900, en ce qui concerne les comptes de matières premières et de produits achevés ou à repasser.

Les contraventions aux dispositions du présent article sont punies des peines édictées par les paragraphes 2 et 3 de l'article 14 de la loi du 29 décembre 1900.

Est puni des mêmes peines le fabricant de vinaigres qui présente à la dénaturation des alcools ne réunissant pas les conditions fixées au paragraphe 2 du présent article.

LOI DU 6 MAI 1916

Autorisant le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane (*J. O.* du 11 mai 1916).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier.— Pendant la durée des hostilités le Gouvernement pourra provisoirement, par décrets rendus en conseil des ministres, prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou augmenter les droits de douane.

En cas de prohibition, les marchandises qu'on justifiera avoir expédiées par la France ou qui auront été déclarées pour l'entrepôt avant la promulgation des décrets susvisés seront admises aux conditions du tarif antérieur.

En cas de relèvements des droits, les marchandises qu'on justifiera avoir été expédiées pour la France avant la promulgation des décrets susvisés seront seules admises aux conditions du tarif antérieur. Les décrets prévus au paragraphe premier seront soumis à la ratification des Chambres dans les deux mois qui suivront leur promulgation.

Art. 2. — Les dispositions édictées en vertu de l'article précédent seront rapportées par décrets rendus en conseil des ministres.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 mai 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République,

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Aristide BRIAND.

Le Ministre des Finances,

A. RIBOT.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
des Postes et Télégraphes,
CLEMENTEL.

Le Ministre des Colonies,

Gaston DOUMERGUE.

Le Ministre de l'Agriculture,
Jules MELINE.

LOI DU 30 JUIN 1916**Base législative du monopole.**

Article 4. — Seront applicables, jusqu'à fin de l'année de la cessation des hostilités, les dispositions ci-après :

Le droit général de consommation sur l'alcool est porté à quatre cent francs (400) l'hectolitre; les droits d'entrée sont supprimés.

A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902 toutes les quantités d'alcool propre à la consommation de bouche, provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, sont réservées à l'Etat, qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux.

Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits doit être opérée : 1° Soit en atelier public établi conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905; 2° soit par les associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903, ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie, sous réserve que ces associations ou ces bouilleurs soumettront à la prise en charge une quantité minimum de deux cents litres (200 l.) d'alcool pur par campagne ou payeront les droits sur la différence. Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt, sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires. Il en sera de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distilleront chez eux. Les récoltants qui voudraient acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de dix pour cent (10 %). Les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne sont pas soumis à l'impôt de la licence. Tout exploitant de terrains plantés en vigne ou en arbres fruitiers, qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916, aura

droit, sur la distillation annuelle, à une allocation en franchise de dix litres (10 l.) d'alcool pur.

Dans le cas où un exploitant, remplissant les conditions susdites, serait décédé postérieurement au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint survivant.

LOI DU 10 FEVRIER 1918

Etablissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national. (*Journal officiel* du 12 février 1918).

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier.— Pendant la durée de la guerre et pendant les six mois qui suivront la fin des hostilités, des décrets pourront régler, modifier ou suspendre, en vue d'assurer le ravitaillement national, la production, la fabrication, la circulation, la vente, la mise en vente, la détention ou la consommation des denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux décrets rendus pour le ravitaillement de la population civile en combustibles. Il pourra être, dans le même but, procédé par décret à la réquisition de la totalité de la flotte marchande.

Les dispositions du présent article s'appliqueront également aux autres substances dont l'achat par l'Etat, pour les besoins de la population civile, est autorisé par la loi du 20 avril 1916 sur la taxation des denrées et substances.

Les décrets rendus par application du présent article seront soumis à la ratification des Chambres dans le mois qui suivra leur promulgation.

Art. 2.— Les infractions aux décrets pris par application de l'article précédent seront punies de seize francs à deux mille francs (16 fr. à 2.000 fr.) d'amende et de six jours à deux mois d'emprisonnement ou de l'une de ces deux peines seulement.

En outre, les tribunaux pourront ordonner que leurs jugements seront intégralement ou par extraits affichés dans les lieux qu'ils indiqueront et insérés dans les journaux qu'ils désigneront, le tout aux frais du condamné sans que la dépense puisse excéder cinquante francs (50 fr.).

En cas de récidive la peine d'amende sera de deux mille à six mille francs (2.000 à 6.000 fr.) et la peine d'emprisonnement de deux mois à un an. Le coût de l'affichage pourra être porté à mille francs (1.000 fr.).

Art. 3.— Dès l'ouverture des poursuites engagées conformément

aux dispositions de l'article 2, les Ministres compétents, sous réserve des mesures qui seraient prises pour les besoins de l'information pourront prescrire contre l'inculpé suivant les formes et conditions de l'article 6 de la loi du 20 avril 1916, la réquisition directe et immédiate des denrées et substances ayant donné lieu aux poursuites.

Art. 4. — Les infractions aux arrêtés pris par les Ministres compétents et à ceux pris par les préfets pour l'exécution des décrets prévus à l'article 1^{er} seront punies des peines prévues aux articles 479, 480 et 482 du Code pénal.

Art. 5. — A dater de la promulgation de la présente loi seront punies des peines prévues aux articles 2, 3, 4 et 7 les infractions qui seront commises aux décrets ci-après :

Décret du 30 novembre 1917, relatif à la consommation du pain, à la réquisition des céréales et à la fabrication de la farine.

Article 10 du décret du 31 juillet 1917, relatif au régime des céréales.

Décret du 3 juillet 1917, portant taxation de la vente en gros du sucre.

Décret du 4 décembre 1917, relatif à la consommation de l'essence de pétrole, et dispositions non abrogées des décrets des 16 avril et 31 août 1917 relatifs au même objet.

Art. 6. — Les peines édictées par les articles 2, 3, 4 et 7 de la présente loi sont applicables aux infractions visées par l'article 9 de la Loi du 20 avril 1916. et par les articles 2 et 3 de la Loi du 8 avril 1917.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 8. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi d'Etat.

Fait à Paris, le 10 février 1918

Signé : R. POINCARE.

Le Ministre de l'Agriculture
et du ravitaillement,
V. BORET.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
Louis NAIL

DECRET DU 13 AOÛT 1919

Fixant le régime provisoire de l'alcool
(*Journal Officiel* du 15 août 1919).

Le Président de la République Française,
Vu l'article 4 de la loi pu 30 juin 1916;
Vu la loi du 10 février 1918,
Sur le rapport du ministre des Finances,

DECRETE :

Article premier. — Jusqu'à ce que soit intervenue la loi établissant un régime provisoire ou définitif de l'alcool ou, au plus tard, jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la fin des hostilités, demeure réservée à l'Etat la production à l'intérieur des alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, lies et fruits frais et que les genièvres, définis par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, et produits sous réserve des dispositions légales ou réglementaires concernant l'emploi des céréales.

Art. 2. — Pendant la période déterminée à l'article précédent, le ministre des Finances fera procéder à l'achat et à la vente des alcools réservés à l'Etat et à toutes les opérations s'y rapportant.

Les opérations, en recettes et en dépenses en résultant seront inscrites à un chapitre spécial du « Compte des avances à régulariser ». Ce compte spécial sera soumis à l'approbation des Chambres dans le mois qui suivra la clôture des opérations.

Art. 3. — Les prix d'achat et les prix de cession des alcools seront déterminés par des arrêtés du ministre des Finances.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent sont applicables en Algérie.

En outre sont réservés à l'Etat :

1° l'importation des alcools coloniaux autres que les rhums et tafias.

2° Les alcools produits en Algérie par la distillation, à l'état de fruits frais, de figues, dattes et caroubes.

Fait à Paris, le 13 août 1919.

Le Ministre des Finances,

Signé : L. L. KLOTZ.

Signé : R. POINCARÉ.

ARRETE DU 18 OCTOBRE 1919**Relatif à l'exécution du décret du 13 août 1919.***(J. O., du 19 octobre 1919).*

Le ministre des Finances,
Le ministre de la Reconstitution Industrielle,
Vu l'article 2 du décret du 13 août 1919,

ARRETENT :

Article unique.— La direction des Poudres est chargée d'assurer, de concert avec la Direction Générale des Contributions Indirectes, l'exécution du décret du 13 août 1929, elle procédera à l'achat et à la vente des alcools dont la production et l'importation sont réservées à l'Etat, aux prix et conditions fixés par le ministre des Finances.

Fait à Paris, le 18 octobre 1919.

Le Ministre des Finances :

L. L. KLOTZ.

Le Ministre de la Reconstitution Industrielle
LOUCHEUR.

LOI DE FINANCES DU 25 JUIN 1920**Portant création de ressources nouvelles.***(J. O. du 1^{er} juillet 1920).*

Art. 89. — Sur les quantités d'alcool d'industrie qui lui sont réservées par application de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, le Gouvernement est autorisé à faire des cessions pour les emplois dits privilégiés dans les conditions actuelles, et, en plus, 40.000 hectolitres au maximum pour la conservation des fruits frais et sucs de fruits.

Les prix d'achat et de cession seront fixés par arrêtés du Ministre des Finances.

Dans le cas où, par dérogation à cette disposition, la prohibition d'importation serait levée, les vins de liqueur, les eaux-de-vie, rhums, liqueurs, gins, whiskys et autres réparations alcooliques, consommables en l'état d'origine coloniale ou étrangère, seront assujettis au paiement d'une surtaxe sur l'alcool contenu égale à la différence entre les prix d'achat et de cession par l'Etat des alcools, cédés pour la conservation des fruits frais et sucs de fruits, en vigueur au moment du dédouanement.

Les rhums des colonies françaises seront exempts de cette surtaxe, s'ils proviennent de la mise en œuvre de matières premières (cannes ou mélasses) récoltées ou fabriquées dans ces colonies. Un décret déterminera les conditions d'application de la présente disposition.

La surtaxe précitée fera partie du prix soumis à la taxe de 25 % prévue à l'article 73.

Article 104. — Un droit intérieur de 45 fr. par hectolitre est établi sur les huiles minérales, raffinées ou lampantes et les essences de pétrole et autres, pures ou en mélange, destinées à être consommées en France. Les définitions et caractéristiques seront celles suivies pour l'application du tarif douanier aux produits importés de l'étranger.

L'impôt est exigible :

1° Au moment de l'importation pour les produits importés;

2° A la sortie des raffineries et autres établissements de production pour les quantités obtenues à l'intérieur.

Les droits peuvent être acquittés en obligations cautionnées dans les conditions fixées par la loi du 15 février 1875.

Les raffineries de pétrole et autres établissements producteurs de produits imposables sont soumis à la surveillance des agents des Douanes et des Contributions indirectes.

Des décrets détermineront les obligations des producteurs et notamment les déclarations qu'ils devront effectuer, les formalités afférentes à la sortie des produits et à leur circulation dans le voisinage des Etablissements, les conditions dans lesquelles seront exempts des droits les produits exportés.

Les essences imposables mélangées à l'alcool dans les proportions déterminées par arrêtés du ministre des Finances et aux conditions fixées par ces arrêtés seront exonérées des droits établis par le présent article.

Dans les trois jours de la publication des décrets prévus par le présent article, les producteurs de produits imposables devront faire à la régie des Contributions indirectes la déclaration de leur profession et indiquer les quantités de produits dont ils sont détenteurs.

Tout nouveau fabricant ne pourra commencer ses travaux qu'après une déclaration préalable d'ouverture faite huit jours à l'avance au bureau des Contributions indirectes.

Les contraventions aux dispositions qui précèdent et aux décrets qui seront rendus pour leur exécution seront punies d'une amende de 50 à 500 francs du quintuple des droits fraudés et de la confiscation des objets saisis.

Dans le même délai que celui précédemment indiqué pour les producteurs, tous commerçants et dépositaires des produits désignés ci-dessus devront faire au bureau de la Régie des Contributions indirectes la déclaration des quantités en leur possession. Ces quantités seront reprises par voie d'inventaire et passibles de l'impôt. Un délai d'un mois sera accordé pour le paiement du droit. Toute quantité non déclarée donnera lieu au paiement, en sus du droit, d'une amende double de ce droit.

Art. 105. — Un droit intérieur de 45 francs par hectolitres est établi sur les benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange. Des décrets rendus après avis du Comité

consultatif des Arts et Manufactures définiront les caractères physiques et chimiques de ces produits.

L'impôt est exigible :

- 1° Au moment de l'importation pour les produits importés;
- 2° A la sortie des établissements de production pour les quantités obtenues à l'intérieur.

Les droits peuvent être acquittés en obligations cautionnées dans les conditions fixées par la loi du 15 février 1875.

Les établissements producteurs de benzols et autres produits imposables sont soumis à la surveillance des agents des Contributions indirectes. Des abonnements pourront être consentis aux industriels pour le paiement des droits dont ils sont redevables.

Des décrets détermineront les obligations des producteurs et notamment les déclarations qu'ils devront effectuer, les formalités afférentes à la sortie des produits et à leur circulation dans le voisinage des établissements, les conditions dans lesquelles seront exempts des droits les produits exportés.

Sont exempts de l'impôt établi par le présent article les produits employés à la fabrication des matières colorantes et produits chimiques, sous les conditions que déterminera le Ministre des Finances, après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures.

Les benzols et autres produits imposables mélangés à l'alcool dans les proportions déterminées par arrêtés du Ministre des Finances et aux conditions fixées par ces arrêtés seront exonérés des droits établis par le présent article.

Dans les trois jours de la publication du décret prévu au premier paragraphe du présent article, les producteurs de produits imposables devront faire à la régie des Contributions indirectes la déclaration de leur profession et indiquer les quantités des produits dont ils sont détenteurs.

Tout nouveau fabricant ne pourra commencer ses travaux qu'après une déclaration préalable d'ouverture faite huit jours à l'avance au bureau des Contributions indirectes.

Les contraventions aux dispositions qui précèdent et aux décrets qui seront rendus pour leur exécution seront punies d'une amende de 50 à 500 francs, du quintuple des droits fraudés et de la confiscation des objets saisis.

Dans le même délai que celui précédemment indiqué pour les producteurs, tous commerçants et dépositaires des produits dési-

gnés ci-dessus devront faire au bureau de la régie des Contributions indirectes la déclaration des quantités en leur possession. Ces quantités seront reprises par voie d'inventaire et passibles de l'impôt. Un délai d'un mois sera accordé pour le paiement du droit. Toute quantité non déclarée donnera lieu au paiement, en sus du droit, d'une amende double de ce droit.

LOI DU 31 DECEMBRE 1920

Article 13 établissant une surtaxe sur les genièvres.

Art. 13. — Jusqu'à ce que soit intervenue la loi établissant un régime définitif de l'alcool, ou au plus tard, jusqu'au 30 septembre 1921, demeure réservée à l'Etat la production des alcools, autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais et que les genièvres définis par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902 et produits sous réserve des dispositions légales ou réglementaires concernant l'emploi des céréales jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités produites annuellement par chaque établissement pendant la période de 1910 à 1913.

Les genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au paragraphe précédent seront frappés, à la sortie des Etablissements de production, d'une surtaxe perçue au profit du Trésor, sur l'alcool contenu, égale à la différence entre le prix d'achat par l'Etat des alcools de grains et le prix de vente moyen des alcools de vin, marchandise nue prise chez le distillateur, ce dernier étant déterminé chaque trimestre d'après les cours cotés sur les places de Montpellier, Béziers, Nîmes, Narbonne.

La surtaxe précitée fera partie du prix soumis à la taxe prévue à l'article 73 de la loi du 25 juin 1920.

Des arrêtés du ministre des Finances régleront les conditions d'exécution des dispositions précédentes.

Ces dispositions seront applicables à l'Algérie.

En outre, seront réservés à l'Etat les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état des fruits frais, des figues, des dattes et des caroubes.

Resteront en vigueur jusqu'aux dates indiquées, les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, prorogées et complétées par l'article 22 de la loi du 25 juin 1920 qui ne sont pas contraires à la présente loi.

Le bénéfice des dispositions de l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919 est étendu aux exploitants des communes envahies par l'ennemi ou évacuées pendant la guerre par ordre de l'autorité militaire, pour les exploitations qu'ils possédaient à un titre quelconque avant le 1^{er} janvier 1920.

Le même bénéfice appartient aux veuves non remariées des exploitants susvisés qui sont morts pendant la guerre.

LOI DU 30 AVRIL 1921

Surtaxe sur les genièvres.

Article 13. — Les deuxième et troisième paragraphes de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Au cas où le prix de vente moyen des genièvres fabriqués dans des conditions spécifiées au paragraphe précédent serait inférieur au prix de vente moyen des alcools de vin, ces genièvres seraient frappés à la sortie des établissements de production, sur l'alcool contenu d'une surtaxe égale à la différence entre les deux prix de vente. »

« Les prix de vente moyens rapportés à l'hectolitre d'alcool pur, marchandise nue prise chez le distillateur, seront déterminés chaque trimestre, pour les genièvres, d'après les indications fournies par la Chambre de commerce de Lille, et, pour les alcools de vin, d'après les cours publiés par chacune des chambres de commerce de Montpellier, Béziers, Nîmes, Narbonne. »

« La surtaxe précitée sera perçue au profit du Trésor et fera partie du prix soumis à la taxe prévue par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920. »

DECRET DU 19 MAI 1921

Modifiant le tableau annexé au décret du 30 juin 1921.

(J. O. du 22 mai 1921).

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Finances,

Vu l'article 104 de la loi du 25 juin 1920, établissant un droit intérieur de 45 francs par hectolitre sur les huiles minérales raffinées ou lampantes et les essences.

Vu le décret du 30 juin 1920, réglementant les conditions d'application dudit article.

DECRETE :

Article premier. — La tableau annexé au décret du 30 juin 1920 est remplacé par le suivant :

Définition des huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales passibles de la taxe,

1° Huiles minérales raffinées ou lampantes, essences de pétrole et autres, pures ou en mélange incolores ou légèrement jaunâtres et pouvant brûler dans une lampe une mèche d'un usage courant;

2° Toute huile ou essence contenant plus de 90 % de produits lampants, distillant avant 325° à l'appareil de Luynes-Bordas en suivant le mode opératoire employé par les laboratoires du ministère des Finances.

Art. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 mai 1921,
A. MILLERAND.

Par le Président de la République;
Le Ministre des Finances,
Paul DOUMER.

LOI DU 9 JUIN 1921*(J. O. du 11 juin 1921)***Articles 2 et 5 modifiant le régime fiscal des vinaigres**

Art. 2. — Le droit de consommation intérieure établi sur les vinaigres par l'article 1^{er} de la Loi du 17 juillet 1875 est supprimé et remplacé par une taxe spéciale assise, lors de chaque dénaturation sur la matière imposable mise en œuvre.

Ne peuvent être employés à la fabrication du vinaigre que des vins, des cidres, des poirés, des hydromels des bières, des esprits, ainsi que des liquides alcooliques non dénommés obtenus sans distillation.

Les fabricants de vinaigre à base d'alcool sont autorisés à ajouter aux dilutions alcooliques des glucoses et mélasses libérées d'impôt, destinées à alimenter le ferment acétique. Ces substances ne doivent pas contenir plus de 2 kilos de sucre par hectolitre de dilution à 14°.

Art. 5. — Indépendamment des droits de douane, les vinaigres importés de l'étranger supportent à titre de taxe intérieure, un droit correspondant à celui dont sont passibles en France les matières premières employées à la fabrication des vinaigres le décompte est établi d'après les bases déterminées à l'article précédent.

Ils acquittent, en outre, une surtaxe égale à la différence entre le prix d'achat et le prix de cession par l'Etat des alcools livrés par lui aux fabricants de vinaigre établis en France.

LOI DU 9 JUILLET 1921*(J. O. du 16 juillet 1921)*

Portant ratification du décret du 7 mai 1921, relatif aux conditions d'obtention des licences d'importation des huiles et essences de pétrole et instituant sur ces importations une surtaxe temporaire.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

Article premier. — Est ratifié pour rester en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1922, le décret du 7 mai 1921 fixant les conditions d'obtention des licences d'importation pour les huiles et essences de pétrole.

Toutefois, le stock de réserve sera réduit à un dixième pour les importateurs qui importeront moins de 200 tonnes par mois et qui justifieront livrer directement, à la consommation au détail des produits importés sans transformations industrielles et sans intermédiaires.

Art. 2. — Pendant une période dont l'expiration sera fixée par une loi de finances, tout importateur d'huiles ou essences de pétrole devra payer une surtaxe temporaire destinée à compenser la différence entre le prix de revient des stocks de l'Etat et le produit de leur cession. Le taux de cette surtaxe est fixé initialement à 30 francs par hectolitre et sera réduit progressivement par décrets. Elle sera perçue dans la forme prévue par l'article 104 de la loi du 25 juin 1920; son produit sera porté au compte spécial des essences et pétroles ouvert par la loi du 31 juillet 1920.

Art. 3. — Le ministre des Finances est autorisé à rétrocéder de l'alcool à 90° et au-dessus, à l'état pur, aux chimistes, inventeurs, constructeurs en vue de l'étude dans les laboratoires et pour les essais pratiques d'un nouveau combustible : le carburant national.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 juillet 1921,

Paul DESCHANEL.

Par le Président de la République,

Le Ministre des Finances,

Paul DOUMER.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie

Lucien DIOR.

LOI DU 15 JUILLET 1921

(J. O. du 16 juillet 1921)

Concernant le régime fiscal des boissons hygiéniques.

Article premier. — L'article 83 de la loi du 25 juin 1920 est ainsi modifié.

Les droits de circulation ou de fabrication perçus au profit de l'Etat sont fixés comme suit :

10 fr. par hectolitre le droit de circulation sur les vins;

2 fr. par hectolitre le droit de circulation sur les piquettes déplacées par les récoltants pour leur propre consommation en dehors du rayon de franchise;

5 fr. par hectolitre le droit de circulation sur les cidres, poirés et hydromels;

1 fr. 50 par degré-hectolitre le droit de fabrication des bières.

Il est perçu au profit des communes les surtaxes suivantes :

4 fr. par hectolitre sur les vins et piquettes;

2 fr. par hectolitre sur les cidres, poirés et hydromels;

50 centimes par degré-hectolitre sur les bières.

Toutes dispositions contraires à celles du présent article sont abrogées.

DECRET DU 19 AOUT 1921

(*J. O.* du 21 août 1921)

Articles 6 et 7 protégeant les appellations propres à certains alcools

Art. 6. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente et de vendre sous les dénominations fixées au présent article des produits autres que ceux ayant, aux termes dudit article, un droit exclusif à ces dénominations.

La dénomination d'eau-de-vie de cidre ou d'eau-de-vie de poiré est réservée aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres et des poirés.

La dénomination d'eau-de-vie de marc ou de « marc » est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisins frais additionnés ou non d'eau.

La dénomination de « kirsch » est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

Les dénominations d'eaux-de-vie de prunes, mirabelles, quetsches ou de tous autres fruits sont réservées aux eaux-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation des dits fruits.

La dénomination de genièvre est réservée à l'eau-de-vie, obtenue, dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple en présence des baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, de blé, d'orge ou d'avoine.

La dénomination de rhum ou de tafia est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication, du sucre de canne, soit du jus de canne à sucre, non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leurs caractères spécifiques.

Les spiritueux visés au présent article perdent tout droit aux

dénominations énumérées audit article lorsque, par suite d'une rectification consécutive à la distillation, ils ont perdu leurs caractères spécifiques. Ils ne peuvent alors être désignés que sous l'une des dénominations suivantes : eau-de-vie, esprit, alcool, ces deux dernières peuvent seules être suivies de l'indication de la nature des matières premières au moyen desquelles ils ont été préparés. L'alcool de marc peut toutefois être dénommé « marc rectifié ».

Art. 7. — Les spiritueux visés à l'article précédent, lorsqu'ils ne proviennent pas en totalité d'une même région ou d'un même cru, ne peuvent être désignés sous l'appellation réservée aux produits de cette région ou de ce cru particulier.

La dénomination « fine » suivie d'une dénomination géographique de région viticole ou cidricole ne peut s'appliquer qu'à une eau-de-vie provenant exclusivement de la région ainsi désignée.

La désignation « fine » employée seule ou suivie du nom du vendeur ou d'une marque de fabrique ou de commerce est réservée aux mélanges d'eaux-de-vie de diverses origines ou aux eaux-de-vie dont l'origine n'est pas indiquée.

Les dénominations spécifiques visées à l'article précédent sont applicables aux mélanges des eaux-de-vie entre elles ou avec des alcools de fruits ou avec de l'alcool d'industrie mais à la condition que la dénomination spécifique employée pour désigner le mélange soit suivie de la mention « fantaisie » ou d'un qualificatif différenciant ce mélange de l'eau-de-vie dont la dénomination est employée, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou sur l'origine du produit. Pour les mélanges de kirsch et d'alcool, le mot « commerce » répond à l'esprit de ces dispositions. La dénomination « eau-de-vie » peut être employée pour désigner un mélange d'eaux-de-vie entre elles ou d'une eau-de-vie avec alcool de fruit ou avec l'alcool d'industrie.

Toutefois, cette dénomination ne peut être accompagnée du qualificatif « fine » ou d'un adjectif visant la qualité du produit que si le mélange renferme moins de 50 % d'alcool d'industrie.

Dans les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges ou les spiritueux visés au présent article, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne, ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

ARRETE MINISTERIEL DU 23 SEPTEMBRE 1921

(J. O. du 24 septembre 1921)

**Relatif à l'exonération de l'impôt intérieur
sur les benzols mélangés à l'alcool**

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 105 de la loi du 25 juin 1920,

Vu la loi du 29 décembre 1919,

Vu les décrets des 30 août 1919, 30 juin et 18 août 1920,
et 19 mai 1921,

Vu l'arrêté du 30 mai 1921;

Sur l'avis du chef de service des laboratoires:

ARRETE

L'article premier de l'arrêté du 30 mai 1921 est modifié comme suit :

« Seront exonérés de la taxe de 45 francs par hectolitre établie par la loi du 25 juin 1920, les benzols, benzines, toluènes et autres produits similaires imposables employés avec l'alcool à des mélanges dans lesquels l'alcool n'entrera pas dans une proportion inférieure au tiers du volume total et le benzol et autres produits assimilés n'entreront pas dans une proportion supérieure à celle de l'alcool. »

« Il ne pourra être employé à ces mélanges que de l'alcool pris à l'intérieur et dénaturé dans les conditions réglementaires. »

Fait à Paris, le 23 septembre 1921

Le Ministre des Finances,

Paul DOUMER.

LOI DU 30 JUIN 1922

Article 15 — Est prorogé jusqu'au 30 septembre 1924 le régime provisoire des alcools tel qu'il a été fixé par les dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920, modifiées par l'article 12 de la loi de finances du 30 avril 1921, à l'exception toutefois du paragraphe 7 dudit article 13, relatif aux bouilleurs de cru, qui est prorogé seulement jusqu'au 31 décembre 1922.

L'allocation en franchise de dix litres d'alcool pure est accordée à tous les exploitants de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers distillant ou faisant distiller les produits de leur récolte tels que ceux-ci sont définis par la Loi du 31 mars 1903, et ayant été mobilisés entre le 1^{er} août 1914 et le 31 décembre 1919.

LOI DE FINANCES DU 31 DECEMBRE 1922**Article 9 : Définition et contingentement des rhums
et tafias coloniaux.**

Art. 9. — A partir du 1^{er} janvier 1923 seuls pourront être importées en France en exemption de la surtaxe prévue au quatrième paragraphe de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 et jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 160.000 hectolitres, les rhums et tafias originaires des colonies françaises présentant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 19 août 1921 et ne titrant pas plus de 65°.

Un décret déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède et celles de la répartition du contingent entre les colonies.

Les rhums et tafias coloniaux tels qu'ils sont définis ci-dessus, admis en excédent des quantités indiquées, seront assujettis à la surtaxe qui frappe les spiritueux étrangers. Cette surtaxe fera partie du prix soumis à la taxe de 25 % établie par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920.

Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter sous le nom de rhum ou de tafia, avec ou sans qualificatif, ou sous une dénomination contenant les mots : rhum, tafia, ou leurs dérivés tout alcool ne provenant pas exclusivement de la distillation soit du jus de la canne à sucre soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

Seront punis des peines portées à l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui contreviendront aux dispositions du présent article, tout autres disposition que ladite loi restant applicable à ceux qui sciemment, exposeront, mettront en vente ou vendront sous le nom de rhum ou de tafia, des produits autres que ceux qui aux termes de présent article, ont seuls droit à cette dénomination.

Seront punis des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, ceux qui fabriqueront, mettront en vente ou vendront des produits destinés à donner à des spiritueux les caractères

organoleptiques ou les caractères chimiques d'un rhum ou d'un tafia.

Sont et demeurent expressément abrogées par la présente loi, les clauses prévues à l'article 7 du décret du 3 septembre 1907, concernant les rhûms et les talfias fantaisie.

LOI DE FINANCES DU 28 FEVRIER 1923

Article 6 obligeant les importateurs d'essence d'acquérir un pourcentage d'alcool. Article 7 réduisant la surtaxe sur les importations et en affectant le produit au service des alcools.

Art. 6. — Six mois au plus tard après la promulgation de la présente loi, les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélange, destinées à être consommées en France, seront tenus, pour obtenir des licences d'importation, d'acquérir de l'Etat chaque mois une quantité d'alcool éthylique comptée en volume à 15 degrés centigrades, et à 100 ° Gay-Lussac, correspondant à un pourcentage minimum de 10 % en volume de la quantité d'essence par eux dédouanée dans le mois précédent.

La même obligation s'appliquera aux importateurs de benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange. Seront cependant exempts de l'obligation les produits employés à la fabrication des matières colorantes et produits chimiques.

L'alcool cédé aux importateurs visés aux deux paragraphes précédents devra être exclusivement destiné à la force motrice.

Des décrets rendus sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre des Finances fixeront les modalités d'application des dispositions ci-dessus, et notamment pour chaque année, et avec un préavis de trois mois, le pourcentage minimum obligatoire d'alcool à acquérir, la formule de dénaturation de cet alcool et le prix de cession des alcools purs, ou dénaturés.

Des arrêtés rendus par les mêmes ministres pourront fixer la composition des mélanges, leur prix de vente en gros et éventuellement l'écart de ce prix avec le prix de vente en gros de l'essence, ainsi que les conditions auxquels ces mélanges devront satisfaire et celles dans lesquelles ils devront être livrés au public.

Art. 7. — La surtaxe temporaire instituée par la loi du 9 juillet 1921 sur les importations d'huiles et essences de pétrole, et réduite à 5 francs par décret du 23 septembre 1922, continuera d'être perçue et son profit sera affecté, à partir de la mise en vigueur des dispositions de l'article précédent, à un abaissement correspondant du prix de cession de l'alcool destiné à la force motrice. Le produit de cette surtaxe sera imputé au compte du service des alcools.

DECRET DU 30 MAI 1923

Fixant les modalités d'application de l'article 6 de la loi du 28 février 1923, relatif à l'importation des essences de pétrole et produits similaires.

(J. O. du 1^{er} juin 1923).

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances,

Vu l'article 6 de la loi du 28 février 1923 portant ouverture sur l'exercice 1923, au titre du budget général de crédits provisoires applicables au mois de mars 1923 et notamment les six premiers paragraphes ainsi conçus :

« Six mois au plus après la promulgation de la présente loi, les importateurs d'essences de pétrole et autres, pures ou en mélange, destinées à être consommées en France seront tenus, pour obtenir des licences d'importation, d'acquérir de l'Etat, chaque mois, une quantité d'alcool éthylique comptée en volume à 15 degrés centigrades et à 100 degrés Gay-Lussac, correspondant à un pourcentage minimum de 10 % en volume de la quantité d'essence par eux dédouanée dans le mois précédent ».

« La même obligation s'appliquera aux importateurs de benzols, benzines, toluènes, essences de houille pure ou en mélange. Seront cependant exempts de l'obligation les produits employés à la fabrication des matières colorantes et produits chimiques ».

« L'alcool, cédé aux importateurs visés aux deux paragraphes précédents devra être exclusivement destiné à la force motrice ».

« Des décrets rendus sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances fixeront les modalités d'application des dispositions ci-dessus, et notamment, pour chaque année, et avec un préavis de trois mois le pourcentage minimum obligatoire d'alcool à acquérir, la formule de dénaturation de cet alcool et le prix de ces cessions des alcools purs ou dénaturés ».

« Des arrêtés rendus par les mêmes ministres pourront fixer la composition des mélanges, leur prix de vente en gros ou éventuellement l'écart de ce prix avec le prix de vente en gros de l'essence, ainsi que les conditions auxquelles ils devront être livrés au public ». « Au cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, le ministre du commerce sera autorisé à suspendre ou à retirer les licences d'importation ».

✻ Vu les articles 104 et 105 de la loi du 25 juin 1920 portant institution de droit intérieur de consommation sur les huiles minérales raffinées ou lampantes et les essences de pétrole et autres, pures ou en mélange, d'une part, et, d'autre part sur les benzols, benzines, toluènes, essences de houille, pures ou en mélange;

Vu les décrets des 30 juin et 18 août 1920 relatifs à l'application, des articles 104 et 105 de la loi du 25 juin 1920, susvisés :

Vu les lois des 11 janvier 1892, 30 juin 1893 et 29 mars 1910 5 août, 7 novembre 1919, sur le tarif général des Douanes;

Vu la loi du 29 décembre 1917 et le décret du 30 mai 1921, relatifs au régime des entrepôts de douane;

Vu le décret du 4 décembre 1919 qui a soumis à la formalité de l'autorisation préalable l'importation des huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage, ainsi que les huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales.

DECRETE :

Article premier. — Voir rédaction nouvelle, décret du 20 mai 1924.

Art. 2. — Sont considérés, au point de vue de l'obligation prévue audit article 6 de la même loi, comme benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange : Les produits assujettis à la taxe de 20 francs par hectolitre, en application de l'article 105 de la loi du 25 juin 1920.

Ne sont pas soumis toutefois à ladite obligation les benzols pour la fabrication industrielle, tels qu'ils sont définis pour l'application du tarif des Douanes.

Art. 3. — Pour l'application de l'article 6 de la loi du 28 février 1923, sera subordonnée, à partir du 1^{er} novembre 1923, à l'obtention d'une licence d'importation délivrée par le ministre du Commerce et de l'Industrie, toute importation, sous un régi-

me douanier quelconque, des benzols, benzines, toluènes, essences de houille pure ou en mélange visés à l'article précédent.

Transitoirement resteront admissibles aux conditions antérieures :

Les chargements que l'on justifiera avoir été expédiés directement pour la France à une date antérieure au 1^{er} octobre 1923;

Les produits déclarés pour l'entrepôt à la même date.

Art. 4. — La reprise d'alcool ne sera toutefois imposée qu'en proportion des quantités d'essences de pétrole ou autres de benzols, benzines, toluènes, essence de houille pure ou en mélange déclarées pour la consommation, soit à l'importation directe de l'étranger, soit à la sortie d'entrepôt de douane, soit, pour les essences de pétrole ou autres, à la sortie des usines exercées par la douane.

Art. 5. — Les benzols, benzines, toluènes, essence de houille, purs ou en mélange, qui seront déclarés à l'importation ou à la sortie des entrepôts de douane pour les fabrications industrielles au bénéfice de la dispense du mélange avec de l'alcool provenant de stocks de l'Etat devront, comme il est déjà réglé pour l'exception de droit de douane inscrite au tarif minimum à l'égard des benzols, être placés sous le lien d'un acquit-à-caution garantissant leur arrivée dans les dépôts ou usines destinataires, lesdits acquits devant être déchargés par le service des Contributions indirectes du lieu de destination.

Art. 6. — Le pourcentage obligatoire d'alcool à acquérir est fixé, pour la période s'étendant du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924, à 10 % en volume des quantités d'essences et autres produits visés par le présent décret déclarées pour la consommation, les quantités d'alcool étant comptées à 100° Gay-Lussac à 15° C.

Art. 7. — L'alcool livré aux importateurs visés aux deux premiers paragraphes de l'article 6 de la Loi du 28 février 1923 devra être dénaturé préalablement à son mélange avec l'essence, le benzol ou les produits similaires. Des décisions du ministre des Finances, après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, détermineront les conditions de dénaturation.

Les substances dénaturantes seront fournies par l'Etat. Dans les établissements où s'effectueront les dénaturations, des dépôts

de substances dénaturantes pourront être installés aux conditions qui seront fixées par l'Administration.

Art. 8. — Les prix de cession de l'alcool aux importateurs, ou aux groupements qu'il pourraient constituer pour la fabrication ou la vente en commun des mélanges sont fixés, pour la période s'étendant du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924, ainsi qu'il suit :

Alcool titrant au minimum 99°4 à 15° C		120 fr
Alcool titrant au minimum 94° à 15° C		110 —
Flegmes titrant au minimum 90° à 15° C		105 —

Ces prix s'entendent à l'hectolitre d'alcool compté à 100° Gay-Lussac à la température de 15° dénaturé, en wagon-réservoirs rendus franco établissement.

Art. 9. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Strasbourg, le 30 mai 1923,

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

Lucien DIOR.

Le ministre des Finances,
Ch. de LASTERIE.

ARRÊTE DU 31 MAI 1923*(Journal officiel du 1^{er} juin 1923)*

Fixant la composition des mélanges alcool-essence ainsi que les conditions auxquelles ces mélanges devront satisfaire et celles dans lesquelles ils devront être livrés au public¹.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre des Finances,

Vu l'article 6 de la loi du 26 février 1923 portant ouverture sur l'exercice 1923, au titre du budget général, de crédits provisoires applicables au mois de mars 1923;

Vu le décret du 30 mai 1923,

ARRETENT :

Article premier. — L'alcool destiné à la force motrice doit, après dénaturation spéciale, être mélangé à des hydrocarbures dans une proportion volumétrique qui ne soit pas inférieure à 30 volumes d'hydrocarbures pour 100 volumes d'alcool éthylique, ce dernier étant évalué en alcool à 100° Gay-Lussac à 15° C.

Art. 2. — Les mélange ainsi obtenus ne peuvent être mis en vente ou vendus au public que s'ils satisfont aux conditions ci-après :

« Les hydrocarbures mélangés à l'alcool doivent être soit des benzols ou homologues, soit des essences de pétrole. Ces hydrocarbures doivent être de qualité équivalente à celle des hydrocarbures employés isolément dans les moteurs automobiles, et leur volatilité (tension à vapeur à 15° C.) doit être au moins égale à celle de l'alcool pur.

La proportion volumétrique d'alcool dans le mélange, évalué en alcool à 100° G.-L. à 15° C. ne doit pas être inférieure à 95 volumes ni supérieure à 105 volumes pour 100 volumes d'hydrocarbures.

La qualité de l'hydrocarbure et le degré de déshydratation de

l'alcool doivent être suffisants pour qu'après addition de 1% d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant 30 minutes au minimum et amené ainsi à une température inférieure à 1° C. reste limpide et homogène.

Le mélange doit être limpide et ne contenir aucune impureté susceptible d'attaquer les moteurs usuels soit à froid, soit à chaud.

Art. 3. — Les indications de l'article 2 doivent être reproduites sur tous les récipients contenant les carburants à base d'alcool mis en vente ou vendus au public et sur tous les appareils distributeurs servant à la livraison directe de ces produits aux consommateurs.

Seuls les produits répondant aux conditions fixées à l'article 2 pourront être mis en vente ou vendus au public sous la dénomination de carburant national.

Paris, le 31 mai 1923.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
Lucien DIOR.

Le ministre des Finances,
Ch. de LASTEYRIE.

ARRETE DU 14 SEPTEMBRE 1923

Réglant les formalités à remplir par les importateurs d'essence de pétrole et de benzol ou de produits similaires, les dénaturateurs d'alcool et les préparateurs de mélanges carbures pour assurer l'application de l'article 6 de la loi du 18 février et du décret du 30 mai 1923.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre des Finances,

Vu les articles 2, 3, 4, 6 et 11 de la loi du 16 décembre 1917;

Vu le décret du 1^{er} juin 1898;

Vu l'article 14 de la loi du 26 décembre 1908;

Vu les articles 104 et 105 de la loi du 25 juin 1920;

Vu les arrêtés ministériels des 30 mai, 4 juin et 3 septembre 1921;

Vu l'article 6 de la loi du 28 février 1923;

Vu le décret du 30 mai 1923.

ARRETENT :

Article premier. — En vue d'assurer le fonctionnement du régime institué par le décret du 30 mai 1923 susvisé, qui a fixé les modalités d'application de l'article 6 de la loi du 28 février 1923, relatif à l'importation des essences et produits similaires et sauf les exceptions prévues aux articles 2 et 3 ci-après, le service des douanes signalera, par avis adressé au ministère du Commerce et de l'Industrie, direction des essences et pétroles, en tenant compte des résultats de la vérification, toutes les quantités d'essences de pétrole et autres, pures ou en mélange, de benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange qui seront déclarées pour la consommation à partir du 1^{er} septembre 1923, à l'arrivée de l'étranger à la sortie des entrepôts de douane ou des usines exercées.

Ces avis (mod. n° 1) énonceront :

1° Les noms des destinataires des marchandises;

- 2° Les numéros et dates des licences d'importation;
- 3° Les noms des déclarants;
- 4° Les dates des déclarations;
- 5° La nature des produits déclarés;
- 6° Les quantités en hectolitres.

Art. 2. — En ce qui concerne les essences de pétrole et autres, pures ou en mélange, les relevés prévus à l'article ci-dessus ne seront toutefois pas fournis;

1° Pour les provisions présentées *bona fide* par les automobilistes venant de l'étranger, soit dans les réservoirs normaux des voitures automobiles, motocyclettes, etc..., soit dans les bidons ou récipients commerciaux, à condition qu'il ne s'agisse pas d'approvisionnements faits dans un but commercial ou de spéculation

2° Pour les importations effectuées par les riverains de la frontière, auxquels a été concédée, précédemment dans certaines limites et sous certaines réserves la dispense d'autorisation d'importation.

Art. 3. — A l'égard des benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange, les importateurs auront la faculté de déclarer ces produits, à l'arrivée de l'étranger ou à la sortie des entrepôts de douane, directement pour les destinations donnant lieu à la reprise d'alcool ou de les placer sous acquit-à-caution D. 15, à décharger ultérieurement par le service des Contributions indirectes dans les conditions énoncées à l'article 8 ci-après.

Dans le premier cas, le service des douanes signalera les importations à la direction des essences au fur et à mesure du dépôt des déclarations de consommation. Dans le second cas, il ne les signalera qu'après la rentrée des acquits-à-caution D. 15 et pour les seules quantités devant donner lieu à reprise d'alcool, d'après le détail qui sera inscrit au dos de ces titres par le service des Contributions indirectes.

Art. 4. — L'importation des benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange ne sera subordonnée à la production d'une licence qu'à partir du 1^{er} novembre prochain, mais, par contre, cette formalité continuera, comme par le passé, à être appliquée aux essences de pétrole et autres pures ou en

mélange, en vertu des dispositions du décret du 4 décembre 1919. Ces licences (mod. n° 2) devront être demandées à la direction des essences et pétroles, boulevard du Montparnasse, n° 85, Paris (6°) qui les transmettra avec son avis à la direction générale des douanes.

Art. 5. — Les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélange, seront tenus d'effectuer chaque mois à la direction des poudres (service des alcools); la reprise d'alcool prévue à l'article 6 de la loi du 18 février 1923 à raison d'une quantité égale au dixième du volume en essence des produits déclarés par eux pour la consommation dans le mois précédent.

Art. 6. — Pour les benzols, benzines, toluènes, essences de houille, pures ou en mélange, la même obligation devra être remplie par les importateurs, pour les quantités livrées aux destinations autres qu'industrielles d'après les constatations du service des douanes et de celui des Contributions indirectes.

Art. 7. — Les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessus entreront en application à partir du 1^{er} octobre 1923. A partir de cette date, chaque importateur sera tenu d'adresser, dans les quinze jours de chaque mois, au service des alcools, qui en accusera réception les bons de commande d'alcool (mod. n° 3) correspondant à la quantité dont la reprise lui est imposée en exécution des articles 5 et 6 du présent arrêté. Le paiement de la valeur de l'alcool devra être effectué avant l'expédition et en tout cas avant le dernier jour du mois de la commande.

Les expéditions d'alcool seront effectuées, sauf accord avec les importateurs dans les huit jours du paiement de la cession.

Dans le cas où le service des alcools ne pourrait pas livrer les quantités d'alcool demandées par les importateurs, ou ne pourrait pas fournir la qualité demandée, la production du bon de commande sera prise en considération pour la délivrance des licences d'importation.

Les importateurs seront dispensés des reprises d'alcool afférentes aux commandes qui n'auraient pas été satisfaites dans un délai de deux mois à dater de la commande, à condition que l'importance de ces commandes ne dépasse pas le douzième du total des reprises d'alcool annuelles.

Art. 8. — La décharge des acquits-à-caution de douane D. 15

prévus à l'article 3 ci-dessus, délivrés à l'importation ou à la sortie des entrepôts de douane pour les benzols, benzines, toluènes, essences de houille pures ou en mélange, destinés ou susceptibles d'être destinés aux fabrications industrielles, aura lieu dans les conditions ci-après :

L'apurement de l'acquit D. 15 sera suivi par le service des Contributions indirectes du lieu de destination indiqué sur l'edit acquit.

Les quantités de benzols ou produits similaires destinées à être employées sur place à des fabrications industrielles et celles réexpédiées à des tiers en vue des mêmes usages donneront lieu à l'établissement par les intéressés d'engagements écrits, conformes au modèle donné en annexe du présent arrêté sous le n° 4, comportant l'indication des quantités destinées à des fabrications industrielles et mentionnant le numéro, la date et le bureau d'émission de l'acquit D. 15 d'origine.

Ces engagements seront réunis par le destinataire de l'acquit D. 15 et remis, en vue de l'apurement de ce dernier jusqu'à concurrence des quantités y énoncées, au service des Contributions indirectes. Celui-ci pourra en contrôler les indications par tous les moyens dont il dispose en vertu des lois et règlements en vigueur.

L'acquit D. 15 devra être apuré dans les trois mois de sa délivrance. Passé ce délai, les quantités dont il n'aura pas été donné décharge seront comptées parmi celles soumises à l'obligation de la reprise d'alcool.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, les expéditions quelconques de régie ou de douane ayant accompagné des chargements de benzols ou de produits similaires seront, dans les deux jours de l'arrivée des chargements, remises aux employés des contributions indirectes ou déposées à la recette ruraliste.

Art. 9. — La dénaturation de l'alcool livré aux importateurs d'essences de pétrole ou autres et de benzol ou de produits similaires ne pourra être effectuée que par les industriels pourvus de l'autorisation personnelle et révocable prévue par l'article 6, paragraphe 8, de la loi du 28 février 1923. Cette autorisation leur sera délivrée par l'Administration des Contributions indirectes dans les conditions fixées par les articles 1 et 2 du décret du 1^{er} juin 1898.

Les ateliers de dénaturation devront répondre, en ce qui concerne les conditions d'isolement et d'agencement aux prescriptions des articles 4, 5 et 7 de même décret.

Les dénaturateurs auront à faire connaître à la direction des poudres (service des alcools) avant la fin du deuxième mois de chaque trimestre, les quantités d'alcool qu'ils se proposeront de dénaturer au cours du trimestre suivant. Les quantités correspondantes de dénaturants leur seront expédiées par la direction des opérations, seront conservés en l'état dans un local ou dans une armoire que les dénaturateurs affecteront gratuitement à cet usage et dont la clef sera remise au service des Contributions indirectes. Les intéressés devront en outre se conformer aux instructions que l'Administration des Contributions indirectes leur donnerait à cet égard et, spécialement, prendre à leurs frais les dispositions nécessaires pour que le service puisse apposer des cadenas ou des plombs aux endroits qu'il indiquera.

Les dispositions du décret du 1^{er} juin 1898 qui ne sont pas contraires à la loi du 28 février 1923 et notamment celles des articles 11, 13, paragraphe 1^{er}, 14, 15, 20, 21, 22, 25, 27, 38, 40 concernant la déclaration des dénaturations, la quantité minimum d'alcool sur laquelle doit porter chaque opération, l'introduction de l'alcool dans les ateliers de dénaturation, la détention des alcools dénaturés et non dénaturés, les obligations des dénaturateurs vis-à-vis du service des Contributions indirectes, les prélèvements d'échantillons, la tenue des comptes, les conditions d'obtention du crédit des droits, l'obligation de présenter une caution, la liquidation des stocks existant chez les dénaturateurs auxquels l'autorisation aurait été retirée, l'interdiction du coupage et de la revivification de l'alcool dénaturé ; seront applicables à la dénaturation des alcools par le procédé spécial en vue de leur emploi à la carburation. Il en sera de même des dispositions de l'article 14 de la loi du 26 décembre 1908 concernant l'obligation de recevoir et de maintenir sous plombs les alcools destinés à la dénaturation ainsi que les dispositions de l'article 6 de la loi du 28 février 1923 concernant la tenue du registre des fabrications, des réceptions et des livraisons.

Art. 10. — Jusqu'au moment de leur mélange avec l'essence, le benzol ou les produits similaires, les alcools dénaturés par le procédé spécial ne pourront circuler que sous le lien d'acquit-à-caution de régie.

Art. 11. — Les mélanges de l'alcool dénaturé avec les hydro-

carbures désignés aux articles précédents pourront être effectués dans les ateliers de dénaturation, dans les entrepôts réels ou spéciaux de douane, dans les usines exercées et dans les établissements de vente de l'intérieur.

Les personnes qui se proposeront de se livrer à ces opérations devront adresser une demande au directeur départemental des Contributions indirectes, présenter une caution et produire un plan sommaire des ateliers affectés à la préparation des mélanges carburés. L'autorisation pourra leur être retirée en cas d'abus dans les conditions prévues par l'article 6, paragraphe 8, de la loi du 28 février 1923.

Les ateliers ne pourront avoir de communication que par la voie publique avec les locaux où se trouveraient des appareils de distillation ou de rectification, non plus qu'avec les magasins renfermant des alcools non dénaturés. Toutefois, si la nature des fabrications industrielles exigeait l'emploi dans l'établissement d'appareils de cette nature, des dérogations pourraient être accordées par l'Administration des Contributions indirectes.

Les bacs où seront emmagasinés les alcools dénaturés ainsi que ceux dans lesquels s'opéreront les mélanges devront être préalablement épaulés. L'indication de leur contenance sera peinte sur chacun d'eux par les soins et aux frais des industriels. Ils seront munis d'un dispositif de jaugeage.

Les opérations de mélange devront faire l'objet d'une déclaration préalable au bureau des Contributions indirectes. Elles n'auront lieu qu'en présence du service qui pourra procéder aux vérifications nécessaires et prélever des échantillons, tant sur les alcools dénaturés que sur les hydrocarbures.

Il sera tenu par la Régie un compte des alcools dénaturés qui sera chargé des quantités reçues par acquit-à-caution et déchargé des quantités régulièrement mises en œuvre. Les manquants seront alloués en décharge de plein droit dans la limite de la déduction légale.

Art. 12. — Les dépositaires de benzol et produits assimilés non fabricants qui voudront procéder à ces mélanges devront se mettre en instance auprès de l'Administration des Contributions indirectes pour obtenir la faculté d'entrepôt en se conformant aux dispositions de l'article 16 du décret du 18 août 1920. Les produits imposables leur parviendront sous le lien d'un acquit-à-caution et un compte leur sera ouvert qui sera successivement

déchargé des quantités dont la mise en œuvre aura été constatée par le service.

Art. 13. — Lorsqu'il sera fait emploi, pour les mélanges, d'essence libérée de la taxe intérieure, l'exonération de cette taxe sera, lors des déclarations de mise en consommation ultérieure, accordée sur une quantité d'essence équivalente à celle qui aurait dû bénéficier de l'exemption par application des dispositions de l'article 114 de la Loi du 25 juin 1920, décret du 30 juin 1920 ainsi que les arrêtés ministériels des 4 juin et 23 septembre 1921.

A cet effet, les employés qui auront assisté à l'opération établiront un certificat (mod. n° 5) énonçant, en hectolitres et en litres, les quantités d'alcool et celles d'essence de pétrole mises en œuvre, ainsi que la quantité de ce dernier produit sur laquelle doit porter l'exonération de la taxe. Ce certificat devra être utilisé dans un délai de deux mois, à partir de la date de sa délivrance, pour l'apurement, en ce qui concerne le droit intérieur et jusqu'à concurrence de la quantité y mentionnée, des déclarations de mise en consommation souscrites par les importateurs d'essence. Il sera transmissible par endossement.

Art. 14. — La circulation et la détention des mélanges d'alcool avec l'essence, le benzol ou les produits similaires dans les proportions fixées par l'arrêté ministériel du 30 mai 1923 seront libres de toute formalité.

Paris, le 14 septembre 1923,

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Lucien DIOR.

Le Ministre des Finances,
de LASTEYRIE.

LOI DE FINANCES DU 27 DECEMBRE 1923*(J. O. du 28 décembre 1923)***Article 23 relatif aux rhums et tafias coloniaux.**

A partir du 1^{er} janvier 1924, seuls pourront être importés en France, en exemption de la surtaxe prévue au quatrième paragraphe de l'article 89 de la loi du 23 juin 1920 et jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 185.000 hectolitres, les rhums et tafias originaires des Colonies françaises présentant les caractères spécifiques définis par l'art. 6 du décret du 19 août 1921 et ne titrant pas plus de 65 degrés.

Un décret déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède et celles de la répartition du contingent entre les colonies.

Les rhums et tafias coloniaux, tels qu'ils sont définis ci-dessus, admis en excédent des quantités indiquées, seront assujettis à la surtaxe qui frappe les spiritueux étrangers. Cette surtaxe fera partie du prix soumis à la taxe de 25 % établie par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920.

Il est interdit, de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter, sous le nom de rhum ou de tafia, avec ou sans qualificatif, ou sous une dénomination contenant les mots rhum, tafia ou leurs dérivés, tout alcool ne provenant pas exclusivement de la distillation soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

Seront punis des peines portées à l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905, ceux qui contreviendront aux dispositions du présent article, toutes autres dispositions de ladite loi restant applicables à ceux qui, sciemment, exposeront, mettront en vente ou vendront, sous le nom de rhum ou de tafia, des produits autres que ceux qui aux termes du présent article ont seuls droit à cette dénomination.

Seront punis des peines prévues à l'article premier de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui fabriqueront, mettront en vente ou vendront des produits destinés à donner à des spiritueux les caractères organoleptiques ou les caractères chimiques d'un rhum ou d'un tafia.

Sont et demeurent expressément abrogées par la présente loi les clauses prévues à l'article 7 du décret du 3 septembre 1907 concernant les rhums et tafias de fantaisie.

DECRET DU 20 MAI 1924

Modifiant l'article premier du décret du 30 mai 1923

Journal officiel du 1^{er} juin 1923.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie des Postes et des Télégraphes et du Ministre des Finances,

Vu l'article 6 de la loi du 28 février 1923, portant ouverture sur l'exercice 1923, au titre du budget général de crédits provisoires applicables au mois de mars 1923;

Vu le décret du 30 mai 1923, fixant les modalités d'application de l'article 6 de la Loi du 28 février 1923, relatif à l'importation des essences de pétrole et produits similaires.

DECRETE

Article premier. — L'article premier du décret du 30 mai 1923 est ainsi modifié :

Sont considérés comme essences de pétrole ou autres, au point de vue de l'obligation prévue à l'article 6 de la loi susvisée du 28 février 1923 :

« 1^o Les produits qui donnent à la distillation 95 % en volume à une température au plus égale à 215 degrés centigrades;« 2^o Les produits qui, dans un mélange contenant des essences de pétrole ou autres, passent à la distillation à une température inférieure à 225 degrés centigrades. »

« La distillation servant à la détermination des caractéristiques ci-dessus indiquées sera effectuée avec l'appareil de Luynes-Bordas, en suivant les modes opératoires employées par les laboratoires du ministère des Finances. »

« *Art. 2.* — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 mai 1924.

A. MILLEFAND.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

LOUCHEUR.

Le Ministre des Finances,

F. François MARSAL.

LOI DU 1^{er} AOUT 1924**Article 21. — Prorogation du régime provisoire**

Est prorogé, jusqu'à ce que soit intervenu la loi établissant un régime définitif de l'alcool d'industrie (ou, au plus tard, jusqu'au 28 février 1926) le régime provisoire des alcools d'industrie, tel qu'il a été fixé par les dispositions de l'article 13 de la Loi du 31 décembre 1920, modifié par l'article 12 de la Loi de finances du 30 avril, et par l'article 15 de la Loi du 30 juin 1922.

Article 22 établissant le principe de parité

Les prix d'achat et de vente des alcools d'industrie sont fixés par arrêtés du ministre des Finances.

En ce qui concerne les alcools provenant de la distillation des betteraves indigènes, les prix d'achat sont calculés en parité du prix du sucre.

Toutefois, le ministre des Finances, est autorisé, exceptionnellement, à limiter à 750.000 hectolitres pour la campagne 1924-1925 les quantités d'alcool de betteraves qui bénéficieront de ce prix de parité,

Ces 750.000 hectolitres d'alcool seront fournis par priorité par les usines installées pour fabriquer uniquement de l'alcool ainsi que par celles en ayant fabriqué au cours de la dernière campagne.

LOI DE FINANCES DU 13 JUILLET 1925**Article 90 relevant le contingent des rhums importés**

(*J. O.* du 14 juillet 1925)

Art. 90. — A partir du 1^{er} janvier 1925 et pour une période allant jusqu'au 31 décembre 1929, le contingent des rhums provenant des colonies françaises est porté de 185.000 hectolitres d'alcool pur à 200.000 hectolitres d'alcool pur.

LOI DU 4 AOUT 1929

**appropriant les titres de mouvement délivrés pour les
eaux-de-vie naturelles à la garantie des appellations d'origine.**

Article premier. — Les eaux-de-vie ayant droit aux appellations d'origine Cognac et Armagnac ne pourront être expédiés hors des régions productrices sous ces appellations ou sous des appellations de crus particuliers des mêmes régions, par des distillateurs, récoltants ou non, et par les négociants desdites régions, que si elles sont accompagnées de titres de mouvement sur papier jaune d'or, mentionnant non seulement la nature des matières premières les ayant produites, mais encore lesdites appellations, c'est-à-dire le lieu d'origine de ces matières premières.

Art. 2. — La délivrance de l'acquit jaune d'or est subordonnée à la condition qu'un magasin séparé par la voie publique de tout local renfermant des spiritueux d'une autre origine soit réservé aux eaux-de-vie bénéficiant l'appellation générale. Cette appellation générale sera seule reproduite aux titres de mouvement, accompagnée, s'il y a lieu, à la demande et sous la responsabilité des intéressés, de l'indication de la sous-appellation à laquelle les eaux-de-vie peuvent prétendre.

Les titres de mouvement peuvent mentionner uniquement la sous-appellation avec garantie de l'Administration, mais, dans ce cas, des magasins spéciaux isolés par la voie publique de tous autres locaux doivent être réservés aux eaux-de-vie de chaque sous-appellation.

.

Art. 4. — L'Administration des Contributions indirectes délivrera, dans les régions délimitées de Cognac et de l'Armagnac, des titres de mouvement sur papier jaune d'or, mentionnant les appellations d'origine dont les produits expédiés bénéficient, en vertu de la législation en vigueur, pour toutes les eaux-de-vie y ayant droit, que les producteurs ou négociants desdites régions auront en leur possession au moment de la promulgation de la présente loi, quel que soit le compte où elles seront prises en charge, à condition que leur authenticité soit suffisamment établie.

LOI DU 19 AVRIL 1930**Portant adoption de mesures destinées à
améliorer le marché des vins.**

(J. O. du 20 avril 1930)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — L'article premier de la loi du 1^{er} janvier 1930 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est interdit d'importer, de vendre, de détenir, en vue de la vente, sauf pour la distillerie et la vinaigrerie, des vins de coupage, renfermant moins de huit degrés d'alcool réel ou une somme alcool-acide inférieure à douze degrés.

« Est considéré comme vin de coupage tout vin résultant du mélange par un commerçant de vins différant entre eux par la provenance.

« N'est pas considéré comme vin de coupage le mélange entre eux de vins ayant droit à une même appellation d'origine ou confondus dans un même récipient en vue du transport de la cave du récoltant aux chais du négociant;

« De même, n'est pas considéré comme coupage le mélange de vins originaires d'un canton et des communes dépendant des cantons limitrophes du canton d'origine dans la même région, lorsqu'il est d'usage local, loyal et constant de mélanger des vins en vue de la vente. »

Art. 2. — A concurrence d'une somme de deux cent cinquante millions de francs (250.000.000 frs), à prélever sur les disponibilités du Trésor, l'Etat est autorisé à procéder, jusqu'au 31 décembre 1930, à des achats d'alcools titrant au moins 60 degrés et provenant exclusivement de la mise en œuvre du vin.

Un compte spécial sera ouvert au ministère des Finances pour les achats et la vente de ces alcools.

Ces achats seront réalisés d'abord par des achats faits à l'amiable.

Dans le cas où les demandes de prix s'écarteraient trop du cours normal, des achats seraient effectués, par la voie de livraisons obligatoires imposées, tant en France qu'en Algérie, aux viticulteurs ayant récolté, en 1929, plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans des vignobles dont le rendement aura été supérieur à 50 hectolitres à l'hectare. La quotité des livraisons effectuées, dans ce cas, par chaque récoltant, sera déterminée d'après un barème tenant compte de l'importance de la récolte et de la production à l'hectare, sans que toutefois le maximum de ce barème puisse conduire à la livraison d'une quantité d'alcools correspondant à plus du tiers de la récolte de vin.

Art. 3. — Des décrets rendus sur la proposition des ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture fixeront les prix et les conditions dans lesquels auront lieu les achats.

L'alcool pris en charge sera cédé par le ministre des Finances aux utilisateurs d'alcool naturel pour la consommation de bouche à des prix fixés par décret rendus sur proposition des ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture.

Art. 4. — L'équilibre du compte spécial des alcools industriels du ministère des Finances sera assuré tous les ans par un prélèvement sur les réserves de ce compte spécial, jusqu'à concurrence d'une somme égale au montant de la taxe affectée au compte spécial par l'article 7 de la loi du 28 janvier 1923.

En aucun cas, le prix de rétrocession de l'alcool à la carburation, dans les conditions prévues par la loi du 28 février 1923, ne pourra être inférieure à 70 % du prix d'achat de l'alcool.

Art. 5. — En cas de livraison obligatoire, tout retard de livraison sera passible d'une astreinte, dont le recouvrement sera poursuivi comme en matière de contributions indirectes, qui pourra atteindre au maximum 2 francs, par hectolitre et par jour de retard.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 avril 1930,

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,
André TARDIEU.

Le Ministre des Finances
Paul REYNAUD.

Le Ministre du Budget,
GERMAIN-MARTIN.

Le Ministre de l'Agriculture,
Fernand DAVID.

DÉCRET DU 12 JUILLET 1930

**Relatif au pourcentage et au prix de cession de l'alcool
destiné à la carburation.**

Le Président de la République française.

Sur le rapport du Ministre du Budget et du Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu l'article 6 de la loi du 28 février 1923, portant ouverture, sur l'exercice 1923, au titre du budget général, de crédit provisoires applicables au mois de mars 1923 et, notamment, le quatrième paragraphe, ainsi conçu :

« Les décrets rendus sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances fixeront les modalités d'application des dispositions ci-dessus, et, notamment, pour chaque année et avec un préavis de trois mois, le pourcentage minimum obligatoire d'alcool à acquérir, la formule de dénaturation de cet alcool et le prix de cession des alcools purs ou dénaturés. »

Vu les décrets des 30 mai 1923 et 20 mai 1924 fixant les modalités d'application de la loi du 28 février 1923 relative à l'importation des essences de pétrole et produits similaires;

Vu l'article 4 de la loi du 19 avril 1930;

La production des alcools d'industrie étant réservé à l'Etat.

DECRETE :

Article premier. — Le pourcentage obligatoire d'alcool à acquérir est fixé, pour la période s'étendant du 1^{er} octobre 1930 au 30 septembre 1931, à 10 % en volume des quantités d'essence et produits similaires déclarés pour la consommation, les quantités d'alcool étant comptées à 100° Gay-Lussac, à 15° C.

Art. 2. — Le prix de cession d'alcool aux importateurs ou aux groupements qu'ils pourraient constituer pour la fabrication ou la vente en commun des mélanges sont fixés, pour la période

s'étendant du 1^{er} octobre 1930 au 30 septembre 1931, ainsi qu'il suit :

Alcool titrant au minimum 99°4 à 15° C,	225 fr.
Alcool titrant au minimum 94° à 15° C,	240 —

Ces prix s'entendent à l'hectolitre d'alcool compté à 100° Gay-Lussac, à la température de 15° C, dénaturé, en wagons réservoirs, rendu franco gare destinataire, ou pour les quantités inférieures à 120 hectolitres en fûts, départ la Plaine-St-Denis.

Art. 3. — Le Ministre du Budget et le Ministre du Commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 juillet 1930.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
P.-E. FLANDIN.

Le Ministre du Budget,
GERMAIN-MARTIN.

SERVICE DES ALCOOLS

DÉCRET DU 31 MAI 1931.

(J. O. du 6 juin 1931)

Création d'un emploi de contrôleur financier
et d'un emploi d'agent comptable

Le Président de la République Française,
Vu le décret du 13 août 1919;
Sur le rapport du Ministre du Budget et du Ministre des Finances,

DECRETE :

Article premier. — Sont créés au service des alcools :

- 1° Un emploi de contrôleur financier;
- 2° Un emploi d'agent comptable.

Art. 2. — Les émoluments du contrôleur financier et de l'agent comptable visés à l'article 1^{er} du présent décret seront fixés par arrêté du Ministre du Budget et du Ministre des Finances.

Art. 3. — Le Ministre du Budget et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 31 mai 1931.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Ministre du Budget,
François PIETRI.

Le Ministre des Finances,
P.-E. FLANDIN.

Par décret en date du 31 mai 1931, rendu sur la proposition du ministre du Budget et du ministre des Finances, ont été nommés :

Contrôleur financier du Service des alcools :

M. Zaffreya, chef de Bureau à l'Administration centrale des finances.

Agent comptable du service des alcools :

M. Forest, chef de bureau à la direction générale des Contributions Indirectes.

LOI DU 4 JUILLET 1931**sur la viticulture et le commerce des vins****(J. O. du 5 juillet 1931)**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — 1^o A partir du 1^{er} août 1931, une redevance au barème suivant, sera perçue dans toutes les exploitations qui produisent un rendement moyen d'au moins 100 hectolitres de vin à l'hectare, tel que ce rendement résultera de la déclaration de récolte;

Pour le rendement compris entre 101 et 125 hectolitres, 5 francs par hectolitre;

Pour le rendement compris entre 126 et 150 hectolitres, 10 francs par hectolitre;

Pour le rendement compris entre 151 et 175 hectolitres, 20 francs par hectolitre;

Pour le rendement compris entre 176 et 200 hectolitres, 30 francs par hectolitre;

Pour le rendement compris entre 201 et 250 hectolitres, 50 francs par hectolitre;

Pour le rendement dépassant 250 hectolitres, 100 francs par hectolitre;

2^o Indépendamment de la redevance ci-dessus, il sera perçu une redevance de 5 francs par hectolitre sur la tranche de rendement à l'hectare comprise :

a) Entre 51 et 80 hectolitres, dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 5.000 hectolitres;

b) Entre 81 et 100 hectolitres, dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 2.000 hectolitres;

3^o Toutefois, les redevances susdites ne seront appliquées qu'aux exploitations dont le rendement moyen, au cours des trois années précédentes, aura dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

Seront également exemptées de la redevance, les exploitations dans lesquelles la récolte ne dépasse pas 400 hectolitres, et le rendement moyen 150 hectolitres à l'hectare.

4° Ces redevances dues par le déclarant seront exigibles en deux fois, par parties égales, avant les 31 mars et 30 septembre qui suivront la date de la déclaration de récolte

La déclaration de récolte devra indiquer distinctement les quantités respectives de vin blanc et de vin rouge ou rosé produites, ainsi que celles restant en stock des récoltes antérieures.

Il sera tenu compte, dans la déclaration de récolte :

Pour les vins rouges et rosés, d'une tolérance de 3 % sur les déclarations supérieures à 500 hectolitres et de 5 % sur les déclarations inférieures à 500 hectolitres; pour les vins blancs, d'une tolérance de 4 % dans le premier cas et de 6 % dans le second.

5° Les mesures de blocage prévues à l'article 7 de la présent loi sont suspensives du paiement des redevances afférentes à la quantité de récolte qui sera bloquée;

6° Sont exemptés des dites redevances les vins dont les producteurs auront indiqué, lors de la déclaration de récolte, qu'ils sont exclusivement destinés à la fabrication d'eaux-de-vie, bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'article 24, de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservés à cet usage;

7° Le montant des redevances afférentes aux vins, qui seront directement exportés par le récoltant, lui sera ristourné sur justifications produites à l'administration par ledit récoltant.

L'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année, jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte.

Toutefois, les arrêtés rendus par le ministre de l'Agriculture, après avis de la commission interministérielle de la viticulture et compte tenu des usages locaux, loyaux et constants, pourront à titre exceptionnel fixer, par département et par commune, les dates extrêmes jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé.

Quand il aura été procédé à l'irrigation dans les conditions définies à l'avant-dernier alinéa du paragraphe 7°, la récolte provenant desdites exploitations ne pourra être livrée au commerce ou à la consommation qu'avec la mention : « Vin de vignes irriguées. »

Art. 2. — Lorsqu'une société est propriétaire, concessionnaire ou locataire de terrains plantés en vignes, les déclarations de récolte, quel que soit le mode de faire valoir, souscrites par

tous les exploitants de ces terrains seront, par dérogation à la loi du 29 juin 1907, cumulées pour l'application de toutes les dispositions de la présente loi.

Art. 3. — Pendant une période de dix années, à dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à toute personne ou société possédant ou exploitant, soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces en vigne exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale.

Toutefois, les terres achetées pour leur propre compte, par des fermiers ou métayers, pourront être plantées par eux en vigne, jusqu'à concurrence de 10 hectares sans déduction des superficies plantées en vignes qu'ils exploitent pour le compte du propriétaire dont ils sont fermiers ou métayers, ce propriétaire ne pouvant en aucun cas, être une société.

Toute personne ou société qui aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces en vigne dans les limites prévues aux alinéas précédents et dont la récolte de vin sera de ce chef supérieure à 500 hectolitres, sera soumise pour l'excédent à une redevance de 50 francs par hectolitre. En cas de vente du fonds, cette redevance sera due par le déclarant. Ladite redevance s'ajoutera à celles prévues à l'article 1^{er} et sera payable dans les mêmes conditions.

Toute personne qui procédera, ou fera procéder à une plantation de vignes, sera tenue dans le mois qui suivra la plantation, d'en faire la déclaration à la recette buraliste, dont dépend la localité où se trouve le terrain planté.

Sera considéré comme plantation nouvelle, tout complément de plantations effectué sur des terrains où, lors de la promulgation de la présente loi, le nombre des ceps n'atteint pas 1.500 à l'hectare.

Ne sont pas considérés comme plantations nouvelles, au sens du présent article :

1° a) Le remplacement sur le même domaine à surface égale d'une vigne déjà existante.

b) La plantation en remplacement à surface égale de vignes arrachées depuis moins de dix ans.

c) Le remplacement à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans;

2° La plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservé à cet usage.

3° La reconstitution, dans les dix ans qui suivront la promulgation de la présente loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre et les calamités atmosphériques.

Est interdit, pendant le délai de dix ans le transfert à une société de la propriété, de la jouissance ou de l'exploitation de terrains plantés en vignes postérieurement à la promulgation de la présente loi.

Est interdite la cession volontaire, sous quelque forme que ce soit, par une société à un tiers, de terrains préparés pour des plantations de vignes ou qui seront plantés en vignes avant l'expiration dudit délai de dix ans.

N'est pas interdite la plantation de vignes à raisin pour la table dans la limite indiquée au deuxième alinéa du présent article.

Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, une commission spéciale comprenant parmi ses membres des représentants des syndicats et des associations des producteurs des plants de vigne et nommée par arrêté du ministre de l'Agriculture sera chargée d'établir les indemnités dues aux propriétaires de pieds-mères et aux producteurs de plants dont les ventes auront subi une diminution supérieure à 15 % comparativement à la moyenne des ventes des trois années antérieures à 1931.

La moitié des redevances prévues à l'article 1^{er} sera utilisée à cet effet pendant une période de trois années à la suite de la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — Les redevances instituées par les articles 1^{er} et 3 seront assises et recouvrées dans les formes propres aux administrations des contributions indirectes et contributions diverses.

Art. 5. — Les dispositions des articles 114, 115 de la loi du 3 frimaire an VII et celles de l'article 7 du décret de codification du 11 janvier 1929, relatives à la contribution foncière, sont abrogées en ce qui concerne les terres qui seront plantées en vigne.

Art. 6. — Il sera statué, par des décrets pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture pour chaque région viticole, sur la

composition que doivent avoir les vins récoltés dans chacune des dites régions pour pouvoir être considérés comme propres à la consommation.

Toute personne, achetant les vendanges dans les régions où le sucrage en première cuvée est interdit et qui ne destine pas exclusivement à sa consommation familiale la totalité du vin obtenu, ne peut se livrer à aucune opération de sucrage en première cuvée.

Art. 7. — Dans le cas où les prévisions de récolte feraient apparaître, par rapport à la consommation moyenne des trois années précédentes une surproduction dangereuse pour le marché intérieur des vins, le Gouvernement pourra, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Budget, après avis de la commission interministérielle de la viticulture, prendre tous décrets propres à déterminer le pourcentage progressif du vin qui pourra être expédié de la propriété par les viticulteurs dont la déclaration de récolte accusera une production de plus de 400 hectolitres.

Lorsque l'avis prévu au paragraphe précédent sera demandé à la commission interministérielle, celle-ci sera complétée par deux représentants des coopératives de consommation, deux représentants des associations de consommateurs et deux représentants des syndicats ouvriers. La commission interministérielle ainsi constituée ne se prononcera qu'après avoir consulté les offices agricoles des différents départements producteurs.

La quantité bloquée devra être représentée à toute réquisition, à défaut de justification, soit de concentration de moût, soit de distillation, soit d'envoi à la vinaigrerie, soit d'exportation hors de France ou d'Algérie.

Seront exonérés du blocage :

1° Les producteurs dont la récolte aura été inférieure à 40 % au rendement moyen des trois années précédentes;

2° Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine, soit en vertu de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919, soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926, à conditions, dans ce dernier cas, que la production ne dépasse pas 40 hectolitres à l'hectare;

3° Les producteurs qui, au cours de l'année précédente, auront

ou leur récolte compromise ou diminuée de moitié au moins par la grêle, la gelée ou un ouragan.

L'exonération pour les producteurs dont la récolte aura été inférieure de 40 % à la production moyenne des trois années précédentes ne sera accordée que lorsque le rendement sera inférieur à 100 hectolitres à l'hectare.

Un décret ordonnant le déblocage partiel ou total interviendra obligatoirement lorsque sur les marchés prévus à l'article 54 de la loi du 16 avril 1930 le cours moyen du vin aura été reconnu supérieur à celui des cinq campagnes précédentes.

En exécution des principes généraux de l'article 3 de la loi du 31 mars 1931, les règles de blocage applicables à la production le seront également en même proportion aux stocks importés.

Un décret pris sur l'initiative des Ministres de l'Agriculture, du Commerce et du Budget, après avis de la commission interministérielle de la viticulture, fixera les conditions d'application du blocage prévu au paragraphe précédent.

Toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au régime économique de l'alcool, notamment celles imposant les mélanges essence ou benzol et alcool, en vue de la Carburation, sont applicables aux départements d'Alger, de Constantine et d'Oran. Ces dispositions devront être rendues applicables à toutes les colonies, et ce, dans le délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 8. — L'article 78 et la dernière phase de l'article 251 du décret du 21 décembre 1926 portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes sont abrogés.

L'article 77 du même décret est complété par la disposition suivante :

« Peuvent également bénéficier des titres du mouvement sur papier blanc, les alcools et eaux-de-vie obtenus par la distillation des vins et des marcs provenant des vendanges sucrées en première cuvée dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929. »

Art. 9. — L'article 6 du décret de codification du 21 décembre 1926 (boissons) est complété comme suit :

« Les importateurs d'essences de pétroles et autres, pures ou en mélanges, sont, en outre, tenus pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter en

mélange, à toutes les qualités d'essences importées par eux, à l'exception des essences « tourisme » telles qu'elles sont définies par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie, et des « white spirits » ou autres produits non destinés à la force motrice, 25 litres au moins à 35 litres au plus d'alcool repris à l'Etat dans les conditions spécifiées ci-dessus, par 100 litres d'essence.

« Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'alinéa précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public sont fixés par arrêtés du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget. »

« Dans le cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi en totalité, à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences « tourisme » par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget. »

« La surtaxe de cinq francs par hectolitre sur les importations d'huiles et essences de pétroles, visées par l'article 7 de la loi du 28 février 1923, est portée à dix francs quarante centimes à compter de la date d'application de la présente loi. »

L'article 4 de la loi du 19 avril 1930 est abrogé.

Art. 10. — Dans le cas où les déclarations de récoltes dans la métropole et en Algérie feront apparaître une récolte nationale de plus de 65 millions d'hectolitres, tout viticulteur récoltant en moyenne plus de 500 hectolitres de vin à raison de plus de 80 hectolitres à l'hectare devra obligatoirement présenter un certificat de distillation de vin correspondant au pourcentage suivant de sa déclaration de récolte :

Trois décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour une récolte globale ne dépassant pas 500 hectolitres;

Quatre décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la portion de récolte allant de 500 à 1.000 hectolitres;

Cinq décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la portion de récolte allant de 1.000 à 3.000 hectolitres;

Six décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la portion dépassant 3.000 hectolitres.

La moyenne sera établie sur les trois dernières années.

Même lorsque la moyenne de ces trois années dépassera les chiffres susindiqués, la distillation ne sera pas obligatoire pour

le viticulteur dont la production de l'année en cours ne dépassera pas 100 hectolitres.

Les pièces de régie concernant les vins destinés à la distillerie devront obligatoirement porter la mention « vin de distillerie. »

Sont exemptés de cette obligation de distillation les régions viticoles ayant droit à une appellation d'origine telle qu'elle est prévue à l'article 7.

L'alcool ainsi produit sera acquis par le service des alcools à un prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au carburant national.

Art. 11. — L'article 45 du décret du 21 décembre 1926, portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes, est complété comme suit :

« Les dispositions prévues par les articles 36, 37, 39 et 45 sont applicables dans le cas où il s'agit de la distillation des vins, marcs et lies provenant de vendanges et de moûts chaptalisés dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929. »

Art. 12. — Les agents du service de la répression des fraudes, tant en Algérie qu'en France, sont nommés par le Ministre de l'Agriculture ou agréés par lui dans les conditions prévues à l'article 65 de la Loi du 27 février 1912.

Les agents du service de la répression des fraudes ont, concurremment avec les agents des douanes qualité pour exercer, dans la limite de leurs attributions le contrôle des marchandises importées dès lors qu'elles ont été déclarées pour la consommation.

Art. 13. — En cas de vente sur souches sur la base d'un degré d'alcool déterminé, le prix ne pourra être fixé que sous réserve d'augmentation ou de diminution de ce prix, selon que le vin une fois produit fera apparaître une richesse alcoolique supérieure ou inférieure au degré prévu.

Dans les ventes sur souches définies par le précédent alinéa et dans les ventes de vin au degré, s'il est fait usage de l'appareil Malligand, le degré sera réduit de deux dixièmes.

Au cas de convention contraire, quelle qu'en soit la forme, cette convention sera nulle et de nul effet, et les parties contractantes seront punies des peines prévues au premier alinéa de l'article 14 ci-après.

Art. 14. — Toute infraction aux articles qui précèdent et aux décrets rendus pour leur exécution sera constatée et poursuivie comme en matière de contributions indirectes par les employés des contributions indirectes et des contributions diverses ou par les Agents chargés de la répression des fraudes. Elle sera punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs, avec affichage du jugement, et, en cas de récidive, de la même peine, ainsi que d'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement, le tout sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités édictées par la législation antérieure.

Toutefois, les infractions au dernier alinéa de l'article premier pourront être constatées par les tous moyens de droit.

Aux peines prévues à l'alinéa précédent s'ajoutera :

1° En cas d'infraction aux dispositions des articles premier, 2 et 3, relatives aux déclarations donnant lieu au paiement d'une redevance, le remboursement des redevances fraudées ou compromises et le paiement d'une amende fiscale égale au triple de ces redevances;

2° En cas d'infraction aux dispositions de l'article 7, relative_s à la représentation des vins bloqués, le paiement d'une taxe égale au triple droit de circulation sur les quantités non représentées et, en cas de récidive, au sextuple de ce droit;

3° En cas d'infraction aux dispositions de l'article 3 relatives aux superficies susceptibles d'être plantées, le paiement d'une amende de 10.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de vigne plantée en excédent; cette amende sera applicable annuellement, pendant toute la durée de la plantation irrégulière;

4° En cas d'infraction aux dispositions des alinéas 12 et 13 de l'article 3, le paiement d'une amende de 20.000 francs, par hectare ou fraction d'hectare de terrain cédé ou transmis en violation desdites dispositions. Cette amende demeurera exigible annuellement pour toute la durée de la cession irrégulière.

Les infractions aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 6 avril 1897 seront punies indépendamment des pénalités édictées par la législation en vigueur, des peines prévues au premier alinéa du présent article.

Art. 15. — Les moûts de raisin concentrés à plus de 10 % pourront être employés en vinification sur tous les vignobles de France et d'Algérie.

Un décret à intervenir avant le 15 juillet 1931, et rendu sur la

proposition des Ministres de l'Agriculture et du Budget, après avis de la commission interministérielle de la viticulture, fixera les conditions dans lesquelles les moûts concentrés peuvent être employés en vinification.

La vendange produisant des vins de cru ou d'appellation ne pourra être enrichie que par des concentrés de même cru ou de même appellation.

Les moûts de raisin concentrés à plus de 10 % et qui sont fabriqués, vendus ou mis en circulation en vue d'usages autres que la vinification :

1° Pourront circuler sur tout le territoire de la France et de l'Algérie; 2° suivront le régime des glucoses et seront affranchis des droits de circulation sur les moûts ayant servi à leur préparation, à la condition qu'ils soient destinés à la consommation intérieure et logés dans des récipients ne dépassant pas 5 kilos.

Les fabricants et commerçants d'appareils à concentrer les moûts de raisin seront astreints à la tenue d'un répertoire.

Toute infraction aux prescriptions du présent article et aux décrets rendus pour leur exécution sera punie des peines d'amende et d'emprisonnement, avec affichage du jugement telles qu'elles sont prévues à l'article 8 de la Loi du 6 mai 1919.

Art. 16. — Le produit des redevances et amendes prévues aux articles premier, 3, 14 et 15 de la présente loi sera consacré à la constitution d'un fonds de propagande destiné à développer la consommation et l'exportation du vin. Il sera réparti dans la limite des crédits ouverts chaque année au budget par le Ministre de l'Agriculture, sur la proposition d'un comité de propagande dont la composition et les conditions de fonctionnement seront fixées par décret contresigné par les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et du Budget.

Les crédits non employés pourront être reportés d'un exercice sur l'autre par décret contresigné par les Ministres de l'Agriculture et du Budget.

Art. 17. — La présente Loi sera dès sa promulgation, applicable dans son intégralité, à la France, notamment aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ainsi qu'à l'Algérie.

Dans le mois qui suivra ladite promulgation et exception faite des délais spéciaux aux articles 7 et 15, il sera statué, par décret

rendu sur la proposition des ministres de l'Agriculture et du Budget sur les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi.

Art. 18. — Conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 7 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, la présente loi devra être promulguée dans le délai de trois jours.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat, et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi d'Etat.

Fait à Paris, le 4 juillet 1931.

Paul DOUMER.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,
Pierre LAVAL.

Le Ministre des Finances,
P.-E. FLANDIN.

Le Ministre du Budget,
François PIETRI.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Louis ROLLIN.

Le Ministre de l'Agriculture,
André TARDIEU.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Léon BERARD.

DECRET DU 1^{er} OCTOBRE 1931**concernant la comptabilité du service des alcools.**

(J. O. du 5 novembre 1931)

Le Président de la République Française,

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 13 août 1919 relatif au régime provisoire de l'alcool;

Vu le décret du 31 mai 1931 créant au Service des Alcools un emploi d'agent comptable;

Sur le rapport du Ministre du Budget et du Ministre des Finances,

DECRETE :

Article premier. — Les opérations en recette et en dépenses relatives aux achats et à la vente des alcools dont la production est réservée à l'Etat sont effectuées par un Agent comptable qui tient la comptabilité du service des alcools; ledit comptable prête serment devant la Cour des comptes. Son cautionnement, fixé à 30.000 francs, est réalisé et remboursé suivant les lois en vigueur pour les comptables en deniers publics; il peut s'affilier à l'association française du cautionnement mutuel.

Art. 2. — L'agent comptable tient sa comptabilité deniers en partie double, dans les conditions fixées par le décret du 31 mai 1862 et les textes subséquents sauf dispositions spéciales prises en forme de décret.

Il est soumis aux vérifications de l'Inspection Générale des Finances.

Il n'a aucun maniement de fonds. Les opérations matérielles de recettes et de dépenses sont effectuées pour son compte, en

France, par les receveurs principaux des Contributions indirectes et, en Algérie, par les receveurs des Contributions diverses.

Les recettes sont réalisées au vu de titres de perception établis par le chef du service des alcools et pris en charge par l'agent comptable.

Les dépenses sont opérées au vu d'ordres de paiement délivrés par le chef du service des alcools et revêtus du « Vu, bon à payer » de l'agent comptable.

Les virements entre les comptables des Contributions indirectes et l'agent comptable sont autorisés uniquement pour le règlement des opérations susindiquées.

Art. 3. — Les receveurs principaux des Contributions indirectes et les receveurs des Contributions diverses ne répondent, personnellement, en matière de recettes, que de l'encaissement effectif du montant des titres de perception; en matière de dépenses, que du versement, contre quittance valable, au créancier désigné en nom sur l'ordre de paiement ou à son mandataire dûment qualifié.

Les pièces se référant aux recettes et aux dépenses effectuées par les comptables des Contributions indirectes ou diverses sont transmises à l'agent comptable qui est responsable des justifications produites.

Celui-ci centralise dans ses écritures, comme s'il les avait faites lui-même, les opérations dont il a reconnu la régularité. Il rejette les autres opérations et en provoque le redressement.

Art. 4. — L'agent comptable transmet au Ministre des Finances, dans les dix premiers jours du mois et d'après les éléments centralisés dans sa comptabilité, un état présentant distinctement, pour chacun des comptes des alcools industriels et des alcools de bouche :

- 1° Le solde du compte au premier jour du mois précédent;
- 2° Le montant des recettes effectuées pendant ledit mois;
- 3° Le montant des dépenses de la même période mensuelle;
- 4° Le solde au dernier jour du mois.

A la fin de chaque trimestre, le chef du service et l'agent comptable établissent la situation de leurs opérations, chacun d'après ses propres écritures. Ces documents, qui doivent présenter une parfaite concordance, sont visés par le contrôleur financier et

conservés par l'agent comptable pour être transmis au Ministre des Finances.

Art. 5. — L'agent comptable transmet au ministère des Finances pour être soumis au jugement de la Cour des comptes, un compte des opérations réalisées au cours de la gestion annuelle présentant distinctement, d'une part, les opérations effectuées depuis la date d'ouverture de la gestion jusqu'à celle du 30 septembre; d'autre part, les opérations relatives à la période comprise entre le 1^{er} octobre et la date de clôture de la gestion.

Les résultats globaux dudit compte sont incorporés au résumé général des opérations effectuées par les receveurs principaux des contributions indirectes au titre de la gestion correspondante.

Un compte administratif dressé par campagne par le chef du service des alcools est annexé au compte de l'agent comptable avec un relevé faisant ressortir pour chacune des subdivisions du compte susceptible de comporter de tels développements: les marchandises en entrepôt ou en dépôt chez les producteurs au début de la campagne; les marchandises cédées; le stock devant exister en entrepôt ou en dépôt à la fin de la campagne; le stock effectif et la valeur de ce dernier d'après le prix d'achat, augmenté des frais de transport et autres frais accessoires.

Art. 6. — La comptabilité des matières appartenant au service des alcools est tenue par ce service et centralisée par l'agent comptable seul chargé d'établir le compte matière annuel à soumettre au jugement de la Cour des comptes par l'intermédiaire du ministre des Finances. La Cour exerce son contrôle suivant les formes déterminées par les articles 873, 875 et 876 du décret du 31 mai 1862.

Art. 7. — L'agent comptable est soumis, pour tout ce qui n'est pas prévu au présent décret, aux mêmes règles que les comptables du Trésor.

Art. 8. — Le Ministre des Finances et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 1^{er} octobre 1931,
Paul DOUMER.

Par le Président de la République :
Le Ministre des Finances,
P.-E. FLANDIN.

Le Ministre du Budget,
François PIETRI.

ARRÊTE DU 26 OCTOBRE 1931**Fixant les caractéristiques d'un nouveau carburant
poids lourds.**

Le Ministre de l'Agriculture, le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre du Budget,

Vu les articles 6 et 7 de la Loi du 28 février 1923 (art. 6 du Code de boissons) complétés par l'article 9 de la Loi du 4 juillet 1931;

Vu les articles 7 et 14 de cette dernière loi;

Vu les articles 104 et 105 de la Loi du 25 juin 1920 et les lois subséquentes relatives au régime fiscal des essences de pétrole, benzols et produits similaires;

Vu la Loi du 16 mars 1928, portant révision du régime douanier des produits pétroliers;

Vu les lois des 10 janvier 1925 et 30 mars 1928, relatives au régime d'importation du pétrole.

Vu la Loi du 29 décembre 1917, relative au régime des entrepôts de douane;

Vu les décrets des 18 août 1920, 30 mai 1921, 30 mai 1923, 29 juillet 1928, et tous autres actes rendus pour l'application des lois précitées.

Vu l'arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie du 25 novembre 1925, définissant l'essence tourisme.

Vu l'avis de l'Office National des Combustibles Liquides.

ARRESENT :

Article premier. — Les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélange, sont tenus d'ajouter aux essences, à l'exception des essences tourisme, white-spirits ou des autres produits non destinés à la force motrice, une quantité d'alcool évaluée en alcool à 100° Gay-Lussac, à la température de 15° C.,

de 25 litres au moins et de 35 litres au plus pour 100 litres d'essence.

Cet alcool, acquis de l'Etat dans les conditions fixées par l'article 6 de la Loi du 28 février 1923, complété par l'article 9 de la Loi du 4 juillet 1931, devra, avant le mélange, avoir été dénaturé suivant un procédé spécial dans les formes prévues par l'article 9 de l'arrêté interministériel du 14 septembre 1923. Jusqu'au moment de son mélange avec l'essence, il ne pourra circuler que sous le lien d'acquit-à-caution de régie.

Art. 2. — La dénomination de « carburant poids lourds » est exclusivement réservée au mélange carburé préparé dans les conditions fixées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Elle devra être reproduite sur tous les récipients contenant le carburant de l'espèce, mis en vente ou vendu au public et sur tous les appareils distributeurs servant à la livraison directe de ce produit aux consommateurs.

Art. 3. — Les personnes qui se proposeront de se livrer aux opérations de mélange prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté, devront adresser une demande au Directeur des Douanes ou au Directeur départemental des Contributions indirectes, selon le cas, présenter une caution et produire un plan sommaire des ateliers affectés à la préparation des mélanges carburés.

L'autorisation pourra leur être retirée, en cas d'abus, dans les conditions prévues par l'article 6 § 8, de la Loi du 28 février 1923.

Les ateliers ne pourront avoir de communication que par la voie publique avec les locaux où se trouveraient des appareils de distillation ou de rectification non plus qu'avec des magasins renfermant des alcools non dénaturés.

Toutefois, si la nature des fabrications industrielles exigeait l'emploi dans l'établissement d'appareils de cette nature des dérogations pourraient être accordées par l'Administration compétente.

Les bacs où seront emmagasinés les alcools dénaturés ainsi que ceux dans lesquels s'opéreront les mélanges devront être préalablement épalés. L'indication de leur contenance et de leur destination sera peinte sur chacun d'eux par les soins et aux frais des industriels. Ils seront munis d'un dispositif de jaugeage.

Les opérations de mélange devront faire l'objet d'une déclaration préalable au bureau compétent des Douanes ou des Contributions Indirectes. Cette déclaration devra indiquer l'espèce et la quantité de substances à mettre en œuvre.

Le mélange ne pourra avoir lieu qu'en présence du service qui aura la faculté de procéder aux vérifications nécessaires et de prélever des échantillons tant sur les alcools dénaturés que sur les essences et mélanges carburants.

Dans les établissements exercés, les mélanges carburants à base d'alcool devront être emmagasinés séparément par nature de mélange; ils devront être représentés au service à toute réquisition.

Art. 4. — Le mélange prévu à l'article premier du présent arrêté doit être effectué, soit avant dédouanement, dans les entrepôts réels ou spéciaux de douane ou dans les usines exercées en vertu de la loi du 16 mars 1928, ou dans les dépôts habitués à recevoir des essences sous suite de douane; soit, après dédouanement, au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la déclaration de mise à la consommation des essences.

Les essences visées au présent arrêté qui n'auraient pas, avant dédouanement, reçu l'addition obligatoire d'alcool seront placées sous le lien d'acquit-à-caution de régie qui ne pourra être délivré que contre engagement par le destinataire dont la signature devra être authentiquée par le soumissionnaire de l'acquit, d'ajouter à l'essence, dans le délai prévu au paragraphe précédent la quantité d'alcool fixée à l'article premier ou de justifier dans le même délai de son emploi par lui-même pour des usages industriels ou de sa livraison à des tiers pour les mêmes usages.

Sous réserve de l'exception résultant de l'article 7 ci-après, les essences dédouanées dans ces conditions ne pourront préalablement à l'addition d'alcool ou à leur emploi aux usages susvisés, subir aucun traitement ni recevoir l'addition d'aucune matière étrangère.

Art. 5. — Les essences ayant reçu une addition d'alcool dans les conditions prévues ci-dessus bénéficieront de l'exonération de la taxe intérieure pour une quantité égale à celle de l'alcool pur incorporé dans le mélange.

Cette exonération sera accordée suivant les modalités prévues par la réglementation actuellement en vigueur.

Art. 6. — Les quantités d'essence que les destinataires mentionnés aux acquits-à-caution prévus par l'article 4 réexpédieront à des tiers pour des usages industriels donneront lieu à l'établissement, par les destinataires préalablement à l'expédition

d'engagements écrits conformes au modèle donné en annexe au présent arrêté, comportant l'indication des quantités à recevoir et mentionnant le numéro, la date et le bureau d'émission de l'acquit d'origine.

Ces engagements seront réunis par le destinataire de l'acquit et remis en vue de l'apurement de ce dernier au service des Contributions Indirectes.

L'acquit devra être apuré dans les trois mois de sa délivrance, sur justification que les quantités y mentionnées ont été, chez le destinataire, additionnées d'alcool ou utilisées à des usages industriels, ou livrées par lui en vertu des engagements visés aux paragraphes précédents. Passé ce délai les quantités dont il n'aura pas été justifié devront recevoir l'addition d'alcool dans les conditions réglementaires.

Pour l'application des dispositions qui précèdent les acquits-à-caution seront, dans les deux jours de l'arrivée des chargements et avant toute mise en œuvre, remis aux employés des Contributions indirectes ou déposés à la recette buraliste.

Toute personne qui recevra des essences sous acquits ou en vertu des engagements prévus ci-dessus devra tenir un registre préalablement coté et paraphé, par le receveur des Contributions indirectes de sa circonscription où elle mentionnera, jour par jour :

1° Les quantités reçues par elle, avec l'indication, selon le cas, soit du numéro et de la date de l'acquit, soit du nom et de l'adresse du fournisseur ainsi que de la date de réception;

2° Les quantités expédiées ou employées avec l'indication soit du nom et de l'adresse du destinataire ainsi que de la date d'expédition, soit de l'emploi qui aura été fait de l'essence dans son établissement.

Ce registre sera arrêté à la fin de chaque mois, par l'intéressé et communiqué, sur place, à toute réquisition des agents des Contributions Indirectes qui pourront, par des recensements, par l'examen des installations et par toutes investigations utiles, contrôler l'exactitude de ces indications.

L'intéressé sera, en outre, tenu, sur simple demande du service de communiquer tous les documents, livres de commerce, registres, facturiers, marchés, documents de transport, etc... permettant d'établir que les prescriptions qui précèdent ont été observées.

Art. 7. — Les personnes livrant ou employant des essences à des usages industriels pourront être dispensées des obligations

prévues en ce qui les concerne à l'article précédent, après avoir soumis les essences à une dénaturation en présence du service suivant un procédé agréé par l'Administration des Contributions Indirectes sur avis du service des laboratoires du Ministère des Finances.

Les acquits-à-caution seront déchargés des quantités soumises à la dénaturation. L'essence dénaturée sera employée librement.

Art. 8. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} novembre 1931. Toutes les déclarations souscrites à partir de cette date en vertu de la réglementation douanière et fiscale en vigueur, devront indiquer la nature des essences en faisant l'objet (essences, tourisme, white-spirits, essences autres que tourisme).

A compter de la même date, la surtaxe de péréquation sera perçue au taux fixé par l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931

Art. 9. — Dans les trois jours qui suivront l'entrée en vigueur du présent arrêté toute personne détenant des essences sous acquits-à-caution de douane sera tenue de déclarer au service chargé de l'exercice de son dépôt, les stocks existant en sa possession en mentionnant séparément les produits soumis à l'obligation de mélange avec l'alcool prévue par l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931.

Ces produits ne pourront être déclarés pour la consommation qu'après avoir satisfait aux obligations du présent arrêté.

Art. 10. — Toute inobservation des engagements souscrits ou toute inexactitude dans les déclarations effectuées en vertu des dispositions du présent arrêté donnera lieu à l'application des peines prévues par l'article 14 de la loi du 4 juillet 1931, indépendamment s'il y a lieu des poursuites exercées par le service de la répression des fraudes.

Art. 11. — Un délai qui ne devra pas dépasser trois mois et ne saurait, en aucun cas, les dispenser de l'obligation prévue à l'article 1^{er} pourra être accordé aux intéressés pour satisfaire aux dispositions du présent arrêté relativement aux conditions d'installation des ateliers mentionnés à l'article 3.

Fait à Paris, le 26 octobre 1931,

Le ministre de l'Agriculture,
André TARDIEU.

Le ministre du Commerce et le l'Industrie,
Louis ROLLIN.

Le ministre du Budget,
François PIETRI,

ANNEXE

Modèle d'engagement.

Je soussigné (nom, prénoms, domicile)...., déclare commander à M.... (nom, profession et domicile) la quantité de litres de (nature du produit) provenant du chargement ayant donné lieu à la délivrance de l'acquit n° du bureau de en date du 19...

Je m'engage à employer ce produit, dans le délai de trois mois à compter de ce jour, à la préparation de (désignation du produit à fabriquer). et à ne l'utiliser, dans aucun cas, à l'alimentation des moteurs ou à la combustion sous toutes ses formes.

A , le 19...

(Signature et timbre commercial)

DECRET DU 11 NOVEMBRE 1931

Pourcentage et prix de cession de l'alcool
(J. O. du 14 novembre 1931).

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du Ministre du Budget et du Ministre du
Commerce et de l'Industrie;

Vu l'article 6 de la loi du 28 février 1923,

Vu l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931.

DECRETE :

Article premier. — Le pourcentage obligatoire d'alcool à acquérir est fixé pour la période s'étendant du 1^{er} novembre 1931 au 31 octobre 1932 à 10 % en volume des quantités d'essence et produits similaires déclarés pour la consommation, les quantités d'alcool étant comptées à 100° Gay-Lussac, à 15° C.

Art. 2. — Les prix de cession d'alcool aux importateurs ou aux groupements qu'ils pourraient constituer pour la fabrication ou la vente en commun des mélanges sont fixés pour la période s'étendant du 1^{er} novembre 1931 au 31 octobre 1932 ainsi qu'il suit :

Alcool titrant au minimum 99° 4 à 15° C. 115 francs.

Alcool titrant au minimum 94° à 15° C. 110 francs

Les prix s'entendent à l'hectolitre pur compté à 100° Gay-Lussac à la température de 15° C. dénaturé en wagons réservoirs, rendu franco gare destinataire ou pour les quantités inférieures à 120 hectolitres en fûts, départ La-Plaine-Saint-Denis.

Art. 3. — Ces prix pourront être modifiés par arrêtés du Ministre du Budget et du Ministre de Commerce et de l'Industrie pour tenir compte des modifications survenues dans les conditions d'achat et de vente des hydrocarbures d'importation.

Art. 4. — Le ministre du Budget et le ministre du Commerce et de l'Industrie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 novembre 1931.

Paul DOUMER.

Par le Président de la République Française,

Le ministre du Budget :

François PIETRI.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

Louis ROLLIN.

ARRÊTE DU 25 NOVEMBRE 1931**Définition du carburant poids lourds.***(J. O. du 27 novembre 1931)*

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le Ministre du Budget et le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 10 janvier 1925,

Vu l'article 6 du décret de codification du 21 décembre 1926;

Vu l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931;

Vu l'arrêté du 26 octobre 1931;

Vu l'avis de l'Office National des Combustibles Liquides.

ARRETENT :

Article premier. — Les essences de pétrole et autres, pures ou en mélange à l'exception des essences de tourisme et des white-spirits ou autres produits non destinés à la force motrice mélangés à l'alcool, en application de l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931, doivent être de qualité au moins équivalente à celle des essences de pétrole poids lourds, employés antérieurement dans les moteurs automobiles, et leur volatilité (tension de vapeur à 15° c.) doit être au moins égale à celle de l'alcool pur.

Les qualités des produits visés ci-dessus et le titre de l'alcool qui ne devra être inférieur à 99° 4 Gay-Lussac à 15° c., doivent être suffisants pour qu'après addition de 0.30 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante trente minutes au minimum et amené ainsi à une température inférieure à 1° c., reste limpide et homogène. Cette épreuve de stabilité sera faite, s'il y a lieu, après la constitution du mélange dans les bacs sur un prélèvement du mélange que l'on amènera par une adjonction convenable d'alcool ou d'essence à contenir une proportion de 25 % d'alcool en volume à 99° 4 Gay-Lussac. La quantité et le titre d'alcool ou la quantité d'essence à ajouter pour obtenir cette proportion de 25 % seront fixés d'après les caractéristiques et proportions de l'alcool et de l'essence utilisés pour la constitution du mélange.

Quelle que soit la composition du mélange ce dernier devra, au moment où il est mis en vente au public, présenter une stabilité telle que, en ajoutant 0.20 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant trente minutes au minimum et amené ainsi à une température inférieure à 1° c., reste limpide et homogène

Le mélange ne doit, en outre, contenir aucune impureté susceptible d'attaquer les moteurs usuels, soit à froid, soit à chaud.

Art. 2. — Seuls les produits répondant aux conditions fixées à l'article 1^{er} pourront être mis en vente ou vendus au public sous la dénomination de carburant poids lourds.

Fait à Paris, le 25 novembre 1931,

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
Louis ROLLIN.

Le ministre du Budget,
François PIETRI.

Le ministre de l'Agriculture,
André TARDIEU.

DECRET DU 22 DECEMBRE 1931

Livraisons obligatoires d'alcool de vin

(J. O. du 23 décembre 1931)

Le Président de la République Française,

Vu la loi du 19 avril 1930, articles 2 et suivants, sur les achats d'alcool de vin par l'Etat;

Vu la loi du 19 décembre 1930 prorogeant les effets des dispositions des articles 2 et suivants de la loi du 19 avril 1930 jusqu'au 30 septembre de l'année qui suivra la publication au *Journal Officiel* d'une statistique faisant ressortir que les déclarations de récolte accusent pour la France et l'Algérie, un chiffre de disponibilités (récolte et stock à la propriété) supérieur à 75 millions d'hectolitres;

Vu les décrets des 1^{er} mai et 20 juin 1930, rendus pour l'exécution de la loi du 19 avril 1930;

Vu les résultats de la récolte de 1931, centralisés par la Direction Générale des Contributions Indirectes, qui font ressortir le chiffre des disponibilités à plus de 75 millions d'hectolitres; Sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget,

DECRETE :

Article premier. — Les livraisons obligatoires d'alcool sont imposées tant en France qu'en Algérie, aux viticulteurs ayant récolté en 1929 plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans les vignobles dont le rendement a dépassé 50 hectolitres à l'hectare

Les alcools livrés doivent titrer au moins 60 degrés centésimaux à la température de 15 degrés centigrades; il ne peuvent être tirés que de la distillation du vin, à l'exclusion des piquettes, des marcs, des lies et, en général de tous les sous-produits du vin, Leur fabrication doit avoir été faite sous la surveillance des employés des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses.

Art. 2. — Chaque déclaration de récolte souscrite à la mairie sert de base à la détermination des quantités d'alcool à livrer par les récoltants visés à l'article précédent.

Art. 3. — La richesse alcoolique réelle retenue pour la conversion en alcool pur du volume des vins est fixée forfaitairement comme suit :

Vins récoltés en Algérie, 10 degrés centésimaux;

Vins récoltés dans les départements où la loi du 4 août 1926 interdit le sucrage, 8 degrés centésimaux;

Vins récoltés dans les autres départements, 7 degrés centésimaux.

Art. 4. — Les quantités d'alcool à livrer obligatoirement par les viticulteurs ayant récolté leur vin dans les vignobles dont la production à l'hectare a été supérieure à 80 hectolitres sont déterminées d'après le barème suivant :

Lorsque le rendement dépasse 200 hectolitres à l'hectare, 33 % de l'alcool pur représenté par la totalité des vins de consommation courante déclarée.

Lorsque le rendement est compris entre 151 et 200 hectolitres à l'hectare, 30 %.

Lorsque le rendement est compris entre 101 et 150 hectolitres à l'hectare, 27 %.

Lorsque le rendement est compris entre 81 et 100 hectolitres à l'hectare, 24 %.

Toutefois, pour les rendements n'excédant pas 150 hectolitres à l'hectare, il est accordé un abattement de 25 % quand la récolte ne dépasse pas 1.000 hectolitres et de 20 % quand la récolte est comprise entre 1.001 et 3.000 hectolitres.

Pour les productions excédant 50 hectolitres à l'hectare sans dépasser 80 hectolitres, la quotité des livraisons est de :

22 % quand la récolte est supérieure à 50.000 hectolitres;

20 % quand la récolte est comprise entre 20.001 et 50.000 hectolitres;

18 % quand la récolte est comprise entre 5.001 et 20.000 hectolitres;

15 % quand la récolte est comprise entre 1.001 et 5.000 hectolitres;

10 % quand la récolte est comprise entre 501 et 1.000 hectolitres.

Art. 5. — Les viticulteurs dont la déclaration de récolte pour 1931 accusera une production totale inférieure d'au moins 15 % à celle de la récolte de 1929, auront leur prestation réduite dans une proportion égale à celle de la diminution.

Lorsque la production de 1931 sera supérieure à 15 % au moins à celle de 1929, la prestation sera majorée dans une proportion égale à celle de l'augmentation de récolte.

Art. 6. — Les quantités d'alcool à livrer seront diminuées pour chaque viticulteur des quantités qu'il a livrées volontairement en exécution d'offres souscrites conformément au décret du 1^{er} mai 1930.

L'Administration peut renoncer à imposer des livraisons à certains récoltants lorsque, en raison des faibles quantités d'alcool à acheter dans une même région, l'enlèvement des produits entraînerait des frais élevés et présenterait des difficultés particulières.

Elle a, en outre, la faculté de réduire la quote-part imposée à chaque viticulteur; afin de maintenir l'ensemble des achats dans la limite de la somme restant disponible sur l'avance de 250 millions dont la loi du 19 avril 1930 autorise l'ouverture. La réduction, s'il y a lieu, portera par priorité sur les prestations des viticulteurs qui ont livré de l'alcool sur offres amiables, ainsi que, le cas échéant, sur les prestations des viticulteurs dont le rendement à l'hectare, en 1929 et 1930, est compris entre 51 et 80 hectolitres.

Art. 7. — Un avis indiquant la quantité d'alcool à livrer sera adressé à chaque viticulteur qui devra faire connaître, dans le délai de quinze jours, à compter de la réception de l'avis, les dates auxquelles il sera en mesure d'effectuer la fabrication et la livraison, sans que ces dates puissent respectivement être postérieures au 31 mars et au 30 septembre 1933.

Faute de réponse dans le délai imparti, l'époque de la fabrication et celle de la livraison seront fixées par l'Administration.

Les avis transmis en exécution de l'article 10 du décret du 20 juin 1930 sont annulés.

Art. 8. — En vue de la fourniture des prestations, les viticulteurs sont autorisés à acheter du vin ou de l'alcool dont la fabrication ne remonte pas à une date antérieure au 20 décembre 1931.

Pour que l'opération soit considérée comme ne revêtant pas

un caractère commercial, les intéressés doivent justifier que le vin mis en œuvre était propre à la consommation.

Art. 9. — Les prix d'achat par l'Etat sont fixés ainsi qu'il suit à l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15° centigrades :

- 1° Alcool rectifié bon goût, 500 francs;
- 2° Flegmes titrant au moins 90°, 450 francs;
- 3° Flegmes titrant entre 81 et 90°, 420 francs;
- 4° Flegmes titrant entre 71 et 80°, 410 francs;
- 5° Flegmes titrant entre 60 et 70°, 400 francs.

En ce qui concerne les livraisons faites par les vendeurs métropolitains, ces prix s'entendent de l'alcool rendu sur wagon, gare expéditrice, dans les wagons réservoirs de l'acheteur ou, au gré de celui-ci dans les fûts en fer du vendeur prêtés gratuitement pour trente jours, les frais de transport par chemin de fer à plein et à vide étant à la charge de l'acheteur.

En ce qui concerne les livraisons faites par les vendeurs algériens, ces prix s'entendent de l'alcool, rendu et reconnu sur quai d'un port algérien au choix de l'acheteur dans les fûts en fer des vendeurs prêtés gratuitement pour trente jours; les frais de reprise des fûts sur le même quai et de transport à vide sont à la charge des vendeurs.

Les quantités d'alcool payées au vendeur sont celles reconnues sur wagon ou sur quai par le service des Contributions Indirectes ou des contributions diverses et portées sur le titre de mouvement. Les paiements à chaque vendeur, d'après les quantités reconnues, seront effectués chaque quinzaine par voie de virement au compte ouvert dans une Banque au nom du vendeur.

Art. 10. — Les décrets des 1^{er} mai et 20 juin 1930 sont abrogés.

Art. 11. — Les producteurs pourront être tenus d'assurer la conservation des alcools jusqu'à l'époque fixée par l'Etat, représenté par la direction des poudres (service des alcools).

Dans ce cas des acomptes, s'élevant aux neuf dixièmes du prix d'achat des alcools stockés, seront alloués aux producteurs dès achèvement de la fabrication; il sera, en outre, attribué pour freinte, location de bacs, assurance et frais divers, une indemnité de 1 franc par mois par hectolitre d'alcool stocké.

Art. 12.— La Direction des Poudres (service des alcools) fixera les conditions de recettes et réglera les conditions de paiement, d'emmagasiner et d'enlèvement des alcools et généralement, toutes questions de détail soulevées par l'application du présent décret.

.
Fait à Paris, le 22 décembre 1931.

ARRETE DU 24 DECEMBRE 1931**Livraisons obligatoires d'alcool de vin**

(J. O. du 25 décembre 1931)

Le Ministre du Budget,

Vu l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931, sur la viticulture et le commerce des vins;

Vu le décret du 1^{er} août 1931 rendu pour l'exécution de la loi du 4 juillet 1931;

Vu les résultats de la récolte de 1931 centralisés par la Direction générale des contributions indirectes, qui accusent une production, pour la France et l'Algérie, supérieure à 65 millions d'hectolitres; sur le rapport du directeur général des Contributions indirectes.

ARRETE :

Article premier. — Les viticulteurs visés à l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931 sont tenus de distiller ou de faire distiller une quantité de vin correspondant à la production d'une quantité d'alcool égale à celle qui résulte de l'application du barème inclus dans ledit article et calculée d'après les déclarations de récolte de 1931 dans les conditions prévues par l'article 15 du décret du 1^{er} août 1931.

Art. 2. — L'alcool devra être produit avant le 1^{er} avril 1932 sous le contrôle des employés des Contributions indirectes ou des Contributions diverses. Il ne peut provenir que de la distillation du vin à l'exclusion des piquettes, des marcs, les lies épaisses et, en général, de tous les sous-produits du vin; sa richesse alcoolique ne pourra être inférieure à 60° centésimaux à la température de 15° centigrade.

Lorsqu'il ne provient pas de la distillation de vin de la récolte

personnelle du viticulteur, sa fabrication ne peut remonter à une date antérieure au 20 décembre 1931.

Art. 3. — L'alcool sera acquis par l'Etat.

Toutefois, l'Administration pourra renoncer à l'achat, lorsqu'en raison des faibles quantités d'alcool à acheter dans une même région, l'enlèvement des produits entraînerait des frais élevés et présenterait des difficultés particulières.

Art. 4. — Les prix d'achat sont fixés ainsi qu'il suit, à l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15° centigrades.

- 1° Alcool rectifié bon goût, 250 francs;
- 2° Flegmes titrant au moins 90°, 230 francs;
- 3° Flegmes titrant entre 81 et 90°, 220 francs;
- 4° Flegmes titrant entre 71 et 80°, 210 francs;
- 5° Flegmes titrant entre 60 et 70°, 200 francs.

Ces prix s'entendent de l'alcool rendu sur wagon gare expéditrice, dans les wagons-réservoirs de l'acheteur ou, au gré de celui-ci, dans les fûts en fer du vendeur prêtés gratuitement pour trente jours, les frais de transport par chemin de fer à plein et à vide étant à la charge de l'acheteur.

En ce qui concerne les alcools devant être transportés par mer, ces prix s'entendent de l'alcool rendu sur quai d'un port désigné par l'acheteur dans les fûts en fer du vendeur prêtés gratuitement pour trente jours, les frais de transport par mer étant à la charge de l'acheteur; les frais de reprise des fûts sur le même quai et de transport à vide sont à la charge des vendeurs.

Art. 5. — Un bordereau sera établi en double exemplaire par vendeur et certifié par les employés des Contributions indirectes ou des Contributions diverses au moment de la reconnaissance des livraisons. Ce bordereau mentionnera :

- 1° Le nom et adresse du vendeur;
- 2° S'il y a lieu, les nom et adresse des viticulteurs pour le compte de qui la livraison est opérée;
- 3° Le volume et le degré réels des spiritueux livrés, ainsi que la quantité d'alcool pur y contenu;
- 4° Le numéro du compte en banque ou du compte courant postal à créditer de la valeur des alcools.

Un exemplaire du bordereau devra être immédiatement et directement transmis par le vendeur au chef du Service des alcools, 8, boulevard Brune à Paris. Le second exemplaire sera conservé par les employés des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses.

Art. 6. — Les quantités d'alcool payées au vendeur sont celles reconnues sur wagon ou sur quai par les employés des Contributions indirectes ou des Contributions diverses et figurant au bordereau et au titre de mouvement.

Les paiements à chaque vendeur, d'après les quantités reconnues, seront effectués chaque quinzaine, par voie de virement au compte ouvert dans une banque ou dans un bureau de chèques postaux au nom du vendeur.

Art. 7. — Les vendeurs pourront être tenus d'assurer la conservation des alcools jusqu'à l'époque fixée par le service des alcools.

Dans ce cas, des acomptes, s'élevant aux neufs dixièmes du prix d'achat des alcools stockés, seront alloués aux producteurs dès achèvement de la fabrication; il sera en outre attribué, pour freinte, location des bacs, assurance et frais divers, une indemnité de 60 centimes par mois et par hectolitre d'alcool stocké.

Art. 8. — Pour effectuer leurs livraisons, les viticulteurs sont autorisés à acheter du vin, ou de l'alcool dont la fabrication ne remonte pas à une date antérieure au 20 décembre 1931.

Lorsque les intéressés justifieront que le vin mis en œuvre était propre à la consommation, l'opération sera considérée comme ne revêtant pas un caractère commercial.

Art. 9. — Le Directeur Général des Contributions indirectes et le Directeur des Poudres (service des alcools) sont chargés de l'exécution du présent arrêté et régleront les questions de détail soulevées par son application.

Fait à Paris, le 24 décembre 1931.

LOI DE FINANCES DU 31 MARS 1932**Le prélèvement sur le compte des alcools**

Art. 34. — Le solde des opérations effectuées en application du décret du 13 août 1919, au titre du régime provisoire des alcools, sera jusqu'à concurrence de 700 millions de francs pris en recette au Budget général.

Art. 35. — L'article premier du décret du 21 décembre 1926 (boissons) portant codification de la législation en matière de Contributions indirectes est complété comme suit : « Les alcools réservés à l'Etat sont obligatoirement acquis par lui, sous la seule réserve qu'ils répondent aux types et conditions déterminés par la direction des poudres (service des alcools) avant le 1^{er} janvier 1932. Le Trésor consentira au service des alcools les avances nécessaires à son fonctionnement. L'équilibre du compte des alcools sera assuré chaque année, s'il en est besoin, par un prélèvement sur les réserves de ce compte. »

Art. 36. — L'article 6 du décret du 21 décembre 1926 (boissons) portant codification de la législation en matière de Contributions Indirectes est complété comme suit : « Indépendamment des sanctions prévues par le sixième alinéa de l'article 6 de la loi du 28 février 1923, les importateurs qui dans le délai de soixante jours, à compter de l'expiration du mois dans lequel ils ont effectué l'importation d'essence frappée de l'obligation de reprise d'alcool, n'ont pas pris livraison des quantités d'alcool dont ils doivent assurer la reprise, seront tenus au paiement d'une indemnité de 0 fr. 25 par jour de retard et par hectolitre d'alcool pur. Le produit de cette indemnité sera versé au compte du service des alcools et son recouvrement assuré selon les formes propres à l'administration des Contributions Indirectes. »

ARRETE DU 1^{er} JUILLET 1932Mélanges d'hydrocarbures et d'alcool autres
que le carburant poids lourd.

(J. O. du 5 juillet 1932)

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre
du Budget,

Vu l'article 6 de la Loi du 28 février 1923 (art. 6, du Code
des boissons) complété par l'article 9 de la Loi du 4 juillet
1931;

Vu le décret du 30 mai 1923;

Vu l'arrêté du 31 mai 1923;

Vu l'avis de l'Office National des Combustibles Liquides.

ARRETENT :

Article premier. — Le présent arrêté concerne les mélanges
d'hydrocarbures et d'alcool autres que le carburant poids lourd.

Art. 2. — L'alcool destiné à la force motrice doit, après dénatura-
tion spéciale, être mélangé à des hydrocarbures dans une pro-
portion volumétrique qui ne soit pas inférieure à 30 volumes
d'hydrocarbures pour 100 volumes d'alcool éthylique, ce dernier
étant évalué en alcool à 100° Gay-Lussac à 15° centigrade.

Art. 3. — Les mélanges ainsi obtenus ne peuvent être mis
en vente ou vendus au public que s'ils satisfont aux conditions
ci-après :

Les hydrocarbures mélangés à l'alcool doivent être soit des
benzols ou homologues, soit des essences de pétrole, ou les deux.
Ces hydrocarbures doivent être de qualité équivalente à celles des
hydrocarbures employés isolément dans les moteurs d'auto-
mobiles et leur volatilité (tension de vapeur à 15° centigrades)
doit être au moins égale à celle de l'alcool pur.

La proportion volumétrique d'alcool dans le mélange, évalué
en alcool à 100° Gay-Lussac à 15° centigrade, ne doit pas être

inférieure à 15 volumes ni supérieure à 105 volumes pour 100 volumes d'hydrocarbures.

Les qualités des produits visés ci-dessus et le titre de l'alcool qui, pour les mélanges contenant de l'essence, ne devra pas être inférieur à 99° 4 Gay-Lussac à 15° centigrades doivent être suffisants pour qu'après l'addition de 0, 45 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant trente minutes au minimum, et amené ainsi à une température inférieure à 1° centigrade, reste limpide et homogène. Cette preuve de stabilité sera faite, s'il y a lieu, après la constitution du mélange dans les bacs sur un prélèvement du mélange que l'on amènera par une addition convenable d'alcool ou d'essence, à contenir une proportion de 25 % d'alcool en volume à 99° 4 Gay-Lussac. La quantité et le titre de l'alcool, ou la quantité d'essence ajoutée pour obtenir cette proportion de 25 % seront fixées d'après les caractéristiques et proportions de l'alcool et de l'essence utilisées pour la constitution du mélange.

Quelle que soit la composition du mélange, ce dernier devra, au moment où il est mis en vente au public, présenter une stabilité telle que, en ajoutant 0,30 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant trente minutes au minimum et amené ainsi à une température inférieure à 1° centigrade, reste limpide et homogène.

Dans le cas de mélanges ternaires ils devront, en outre, satisfaire aux mêmes conditions que celles fixées pour l'essence toutisme par l'arrêté du 25 novembre 1925.

Dans tous les cas, le mélange doit être limpide et ne contenir aucune impureté susceptible d'attaquer les moteurs usuels soit à froid soit à chaud.

Art. 4. — L'arrêté du 31 mai 1923 est abrogé.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1932,

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Julien DURAND.

Le Ministre du Budget,
Maurice PALMADE.

ARRETE DU 5 JUILLET 1932

Exonération de l'impôt intérieur
sur les hydrocarbures mélangés à l'alcool
(J. O. du 6 juillet 1932)

Le Ministre du Budget,
Vu les articles 104 et 105 de la loi du 25 juin 1920;
Vu les arrêtés des 30 mai et 4 juin 1921, modifiés par les
arrêtés du 23 septembre 1921;
Vu le décret du 30 mai 1923;
Vu l'arrêté du 28 octobre 1931.

ARRETE :

Article unique. — Les articles uniques des arrêtés du 23 septembre 1921 et de l'arrêté du 28 octobre 1931 sont modifiés comme suit, en ce qui concerne les carburants à base d'alcool préparés par des personnes se livrant au commerce des hydrocarbures purs ou en mélange;

a) Mélanges binaires essence tourisme-alcool. — L'essence sera exonérée par un volume égal à la quantité d'alcool pur, exprimé à 15° centigrades, incorporée dans le mélange; sans que l'exonération puisse porter sur une quantité supérieure à 30 litres pour 100 litres de mélange.

b) Mélanges binaires benzol-alcool. — Le benzol bénéficiera de l'exonération pour un volume égal à la moitié de la quantité d'alcool pur, exprimé à 15° centigrades, incorporée dans le mélange.

c) Mélanges ternaires alcool-benzol-essence tourisme. — L'essence tourisme employée dans les mélanges sera seule exonérée dans les conditions prévues au paragraphe *a)* ci-dessus.

Il ne pourra être employé à ces divers mélanges que de l'alcool pris à l'intérieur et dénaturé dans les conditions réglementaires.

Fait à Paris, le 5 juillet 1932,

Maurice PALMADE.

ANNEXE B

Tableaux Statistiques

TABLEAU I

Production des vins en France et en Algérie depuis 1910¹.

ANNEES	FRANCE	ALSACE-LORRAINE	ALGERIE
1910	28.529.964	»	8.413.654
1911	44.885.550	»	8.833.677
1912	59.384.171	»	6.671.181
1913	44.171.756	»	7.430.738
1914	59.856.779	»	10.317.719
1915	20.400.893	»	5.139.021
1916	36.017.562	»	8.781.266
1917	38.227.039	»	6.233.069
1918	44.985.299	»	6.343.101
1919	54.353.557	733.391	7.783.367
1920	56.034.124	725.007	7.041.220
1921	47.017.315	250.205	5.002.112
1922	69.250.839	956.825	7.473.079
1923	56.982.933	181.237	10.186.350
1924	67.312.236	636.333	9.787.204
1925	62.411.166	355.917	12.366.115
1926	40.564.101	223.854	8.379.142
1927	48.899.024	326.668	8.031.499
1928	57.890.686	524.592	13.666.623
(2) 1929	62.901.443	»	12.832.430
1930	42.011.074	»	13.561.385
1931	57.457.916	»	15.856.669

(1) Ministère des finances.
(2) France et Alsace et Lorraine cumulées à partir de 1929

TABLEAU II

Production du cidre en France depuis 1910¹

ANNEES	HECTOLITRES	ANNEES	HECTOLITRES
1910	12.333.900	1921	26.198.000
1911	22.440.000	1922	17.367.000
1912	17.662.000	1923	16.012.000
1913	30.085.000	1924	23.825.000
1914	17.080.000	1925	9.879.000
1915	29.507.000	1926	12.296.000
1916	6.410.000	1927	26.644.000
1917	26.062.000	1928	13.821.000
1918	1.605.000	1929	23.280.000
1919	22.333.000	1930	8.735.000
1920 ²	10.244.000	1931	18.859.000

L'administration des Contributions indirectes détermine ces quantités par évaluation, car il n'existe pas, en matière de cidre, d'obligation de déclaration de récolte comme en matière de vin.
(1) Ministère des Finances.

TABLEAU III

Quantités totales de vin soumises à la distillation en France

(bouilleurs et distillateurs de profession et bouilleurs de cru)
au cours des campagnes 1918-1919 à 1928-1929¹.

Campagne	1918-1919.....	1.778.065 hectolitres	
—	1919-1920.....	2.113.103	—
—	1920-1921.....	2.816.515	—
—	1921-1922.....	1.835.775	—
—	1922-1923.....	2.707.704	—
—	1923-1924.....	4.066.492	—
—	1924-1925.....	4.040.361	—
—	1925-1926.....	2.683.458	—
—	1926-1927.....	1.089.118	—
—	1927-1928.....	1.586.593	—
—	1928-1929.....	1.855.866	—

TABLEAU IV

Production des alcools de vin et des alcools de cidre en France depuis 1910¹.

ANNEES	Alcool provenant de la distillation des		ANNEES	Alcool provenant de la distillation des	
	vins	cidres et poirés		vins	cidres et poirés
	hectolitres	hectolitres		hectolitres	hectolitres
1910	69.202	77.446	1921	173.378	158.137
1911	54.571	51.798	1922	108.246	260.215
1912	103.257	89.861	1923	289.130	320.848
1913	109.714	129.594	1924	316.577	348.805
1914	94.386	112.111	1925 (2)	256.322	305.187
1915	209.683	200.022	1926	181.836	239.334
1916	27.845	95.400	1927	90.134	374.754
1917	51.276	67.054	1928	121.840	496.454
1918	66.569	97.178	1929	205.794	482.924
1919	133.010	31.917	1930-31	233.025	255.118
1920	226.516	185.709			

(1) Ministère des Finances.

(2) A partir de 1925, la rubrique « cidres et poirés », comprend le produit de la distillation des pommes et des poires, des cidres et des poirés, et des marcs et lies de ces matières.

TABEAU V
Betteraves mises en œuvre en sucrerie et en distillerie
 Quantités de sucre et d'alcool obtenues.

CAMPAGNES	QUANTITES DE BETTERAVES mises en œuvre dans les		QUANTITES DE		OBSERVATIONS
	Sucreries	Distilleries	Sucre obtenu	Alcool obtenu	
	Tonnes	Tonnes	Kilog.	Hectolitres	
1907-1908	5.505.660	1.946.356	656.832.135	1.166.733	(1) Renseignements incomplets, les docu- ments faisant défaut.
1908-1909	5.949.301	2.113.487	723.081.664	1.255.207	
1909-1910	6.246.845	2.117.277	733.901.598	1.215.008	
1910-1911	5.512.429	1.778.851	650.493.551	1.075.732	
1911-1912	4.077.843	1.749.897	465.395.106	1.013.305	
1912-1913	6.674.022	2.613.110	877.656.149	1.836.457	
1913-1914	(1) 6.012.845	(1) 785.166	(1) 717.228.946	(1) 1.405.105	
1914-1915	2.624.462	1.174.590	302.960.875	842.648	
1915-1916	1.146.207	585.233	135.899.313	394.919	
1916-1917	1.595.867	836.821	185.435.277	521.853	
1917-1918	1.596.321	732.072	200.264.987	512.921	
1918-1919	953.766	319.766	110.096.245	216.613	
1919-1920	1.202.447	410.362	155.101.988	312.682	
1920-1921	2.303.329	715.140	305.041.656	562.614	
1921-1922	2.297.520	713.479	278.273.388	567.177	
1922-1923	3.630.747	1.002.913	445.367.968	765.445	
1923-1924	3.859.250	876.470	446.773.153	621.135	
1924-1925	6.133.752	1.099.886	750.280.144	867.348	
1925-1926	5.370.489	875.491	678.545.525	690.428	
1926-1927	4.941.900	746.825	641.392.232	608.390	
1927-1928	6.139.861	990.509	780.866.716	794.300	
1928-1929	6.345.226	1.019.101	815.861.948	848.411	
1929-1930	6.669.367	1.307.057	825.332.606	1.078.554	
1930-1931	8.947.320	1.905.244	1.084.129.293	1.531.335	

TABLEAU VI

Production totale annuelle des alcools par nature de substances mises en œuvre depuis 1910.
(en hectolitres d'alcool pur)

ANNEES	ALCOOLS PROVENANT DE LA DISTILLATION DES							TOTAL
	substances farineuses	Mélasses	Betteraves	Vins	Cidres et poirés	Mars et lies	Fruits	Substances diverses
1910	464.757	505.428	1.182.889	69.202	77.446	78.495	12.699	303
1911	661.881	503.696	1.015.728	54.571	51.798	98.909	27.926	734
1912	880.821	465.325	1.620.552	103.257	89.861	125.580	20.944	5.269
1913	429.073	609.690	1.539.640	109.714	129.594	105.576	11.493	2.128
1914	466.336	376.951	505.922	94.386	112.111	82.785	15.495	313
1915	356.532	317.173	797.019	209.683	200.022	82.670	23.572	766
1916	665.232	155.271	450.624	27.845	95.400	77.022	11.881	74.380
1917	535.480	152.340	538.610	51.276	67.054	80.776	24.904	41.068
1918	144.077	150.245	283.140	66.569	97.178	105.138	14.685	1.290
1919	115.834	71.909	308.268	133.010	31.917	146.825	13.404	49
1920	122.126	56.117	474.954	226.516	185.709	204.823	19.271	5.410
1921	170.557	264.101	608.492	173.378	158.147	163.915	13.679	1.544
1922 (2)	203.306	280.673	680.066	108.246	260.213	178.397	20.888	1.273
1923	68.026	144.854	701.767	289.130	320.845	214.471	47.165	1.340
1924	28.376	169.725	789.972	316.577	348.808	254.189	51.453	3.121
1925	22.919	302.484	815.849	256.322	305.185	294.193	22.051	3.500
1926	23.736	141.100	645.988	181.836	239.337	235.440	13.448	3.600
1927	27.265	226.170	737.969	90.134	374.754	210.334	23.356	7.689
1928	23.617	414.233	807.318	121.840	496.454	258.559	20.575	10.152
1929	26.641	469.324	1.014.738	205.794	482.924	288.783	20.179	13.303
1930-1931	26.963	749.574	1.521.297	233.035	255.118	241.597	29.034	15.410

(2) Y compris l'Alsace et la Lorraine à partir de 1922.

(3) A partir de 1925, la rubrique « Cidres et poirés » comprend les pommes, poires et tous les produits dérivés de ces fruits; la rubrique « mars et lies » comprend uniquement les mars de raisin et lies de vin; la rubrique « fruits » est exclusive des pommes et poires.

Subdivision des quantités d'alcool (alcool pur) soumises à la dénaturation, en France depuis 1910¹

453 bis

DESIGNATION DES PRODUITS	QUANTITES TOTALES SOUMISES A LA DENATURATION PENDANT LES ANNEES																					
	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.
																(2)	()	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1° Alcools de chauffage et d'éclairage	454.431	502.822	479.330	512.139	314.894	289.433	139.820	135.706	71.005	118.192	236.852	259.148	482.160	581.732	683.737	768.894	777.367	593.952	733.071	830.806	1.062.560	1.192.509.15
2° Vernis	16.008	14.581	15.964	16.488	10.513	8.637	9.205	14.576	21.908	8.193	11.580	9.269	14.111	12.920	11.718	15.197	19.334	18.400	21.656	27.400	29.934	30.837.84
3° Alcool d'éclaircissage (ébénisterie)	1.338	894	660	1.016	671	233	305	896	524	322	76	64	578	640	718	268	68	59	57	60	53	69.93
4° Matières plastiques (celluloid fibrolithoid, etc...) ..	19.095	18.664	18.527	17.905	12.936	2.629	5.952	6.979	4.332	8.249	16.540	7.824	13.572	16.302	17.246	16.117	19.562	11.835	20.697	17.154	18.374	12.105.10
5° Chapellerie ..	679	598	684	1.000	567	371	440	163	469	433	420	44	233	55	111	109	187	107	159	374	415	430.37
6° Teintures et couleurs	804	808	773	853	369	492	589	275	199	271	768	1.228	2.668	3.289	4.456	4.610	4.665	4.048	4.611	4.840	4.527	4.593.56
7° Pressure liquide	176	173	188	196	179	170	152	130	149	174	154	105	168	943	150	179	154	167	150	173	164	150.97
8° Collondion ..	1.757	1.355	1.808	863	855	315	378	321	482	457	886	766	766	150	1.052	1.476	1.958	1.820	1.750	1.569	1.315	1.232.69
9° Soie artificielle	6.719	3.837	2.219	293	"	"	"	"	"	"	"	2	364	4.257	4.361	757	727	1.165	2.131	4.472	1.835	1.311.82
10° Chloroforme ..	515	271	665	529	366	"	"	30	"	109	172	110	279	693	132	"	"	40	"	"	"	"
11° Chloral	196	69	88	88	146	"	17	"	"	17	283	300	56	213	494	517	713	308	499	503	518	448.32
12° Tanins	3	3	"	"	"	"	"	"	"	5	"	7	64	75	130	135	144	63	88	57	70	73.15
13° Produits chimiques, produits pharmaceutiques et produits divers, Extraits, alcaloïdes, insecticides, savons transparents, etc.....	3.560	3.291	4.715	4.715	3.034	3.152	4.491	6.608	4.163	6.325	7.638	15.481	6.891	8.311	15.606	13.021	16.161	19.230	18.461	28.466	24.461	21.532.03
14° Usages scientifiques	448	306	332	332	210	109	125	162	139	154	219	214	216	291	262	284	294	369	337	329	369	350.29
15° Ethers, fulminates de mercure, explosifs, etc... ..	136.880	128.528	167.823	167.823	222.064	507.682	1.442.795	1.891.251	999.257	93.098	34.575	11.349	26.409	44.824	36.373	40.473	45.813	54.513	57.698	72.877	73.986	77.424.49
Totaux	640.609	676.200	618.518	724.249	566.803 (1 bis)	813.273	1.604.269	2.057.097	1.102.736	236.060	310.346	305.911	548.543	674.695	779.546	862.037	887.147	706.076	861.365	989.680	1.218.581	1.348.069.72

1 bis. Non compris 83.985 hectolitres dénaturés dans l'Aisne et Nord, dont la répartition par espèces de produits fabriqués n'a pu être déterminée par suite des événements de guerre.

2. Dont 277.322 hectolitres employés à la fabrication de carburants par mélanges avec l'essence de pétrole et de benzol.

3. — 295.998	—
3. — 137.680	—
5. — 200.326	—
6. — 229.696	—
7. — 422.069	—
8. — 547.996,87	—

TABLEAU VII

Tableau des emplois de l'alcool (1910-1931) (1)

ANNÉES	QUANTITÉS soumises au droit général de consommation	QUANTITÉS soumises à la dénaturation	QUANTITÉS converties en vinaigre	QUANTITÉS représen- tant les manquants con- verts par la déduction chez les marchands en gros	QUANTITÉS employées au vinage y compris celles utilisées à la fa- brication des vins de liqueur	EXPORTATIONS	QUANTITÉS allouées en franchise aux bouil- leurs de cru (par éva- luation jusqu'à 1920)
	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectol.	Hectol.
1910	1.399.034	640.609	45.988	82.335	71.252	256.307	150.000
1911	1.574.018	676.200	52.292	87.661	80.447	270.247	150.000
1912	1.515.859	681.185	56.407	84.877	87.297	280.357	165.000
1913	1.558.234	724.249	50.466	91.539	95.395	299.266	190.000
1914	1.316.503	650.788	35.601	76.303	54.561	230.743	150.000
1915	1.101.123	813.273	37.874	60.522	40.053	156.874	240.000
1916	863.779	1.604.269	38.417	47.932	47.353	135.303	173.000
1917	701.134	2.057.097	35.674	43.468	53.842	73.619	98.000
1918	509.232	1.102.736	35.919	46.049	54.214	48.160	88.000
1919	680.832	236.060	42.103	36.328	70.524	149.254	75.000
1920	774.850	310.346	46.728	67.786	77.970	323.962	118.283
1921	788.839	305.911	37.255	81.911	71.830	211.769	122.384
1922	953.671	548.543	37.790	80.480	75.049	120.987	128.415
1923	1.055.285	674.695	48.405	78.818	120.827	205.490	173.461
1924	1.025.575	779.546	46.728	51.823	153.610	277.255	183.486
1925	1.063.980	862.037	49.136	57.221	115.866	161.376	177.210
1926	1.034.745	887.147	49.218	57.069	134.918	207.906	141.584
1927	951.509	706.076	47.883	49.324	87.969	146.138	148.190
1928	1.091.856	861.365	52.034	44.935	118.266	183.729	175.451
1929	1.139.156	989.680	54.633	50.017	117.940	133.426	160.558
1930							
-31	1.202.169	1.348.069	53.429	54.763	92.090	160.627	162.792

(1) Ministère des finances

TABLEAU IX

Importations de Pétroles et d'Essences en Hectolitres

	Pétroles	Essences
1927	2.994.173	16.299.970
1928	2.814.576	19.638.731
1929	2.925.962	22.234.604
1930	2.351.071	26.862.528
1931	2.379.749	29.532.795

TABLEAU X

Prix d'achat de l'hectolitre d'alcool pur par le Service
des alcools depuis 1916¹.

CAMPAGNES	ALCOOLS DE BETTERAVES			ALCOOLS DE MÉLASSES		ALCOOLS DE GRAINS	
	Flegmes	Alcools rec- tifiés	Coefficient de parité du prix du sucre	Alcools rec- tifiés	Observations	Alcools rectifiés	Observations
1915-16	90	100		100	Prix net	»	»
1916-17	94.75	100		100	Prix net	»	»
1917-18	102	105		112.50	pour un prix de charbon de 100 fr. la tonne	»	»
1918-19	130.50	131.50	pour un prix du charbon de 100 fr. la t.	159.20		»	»
1919-20	126. 0	134.70		200		»	»
1920-21	265.30	286		210		»	»
1921-22	171.89	184.29	1.14	115	Prix net	356	Prix net
1922-23	190.54	203.48	1.16	70-75	Prix net	en moyenne 190	Prix net
1923-24	236.17	250	1.13	75-120	Prix net	en moyenne 160	Prix net
1924-25	209.58	225.75	0.94	145-150	Prix net	en moyenne 75-120	Prix net
1925-26	288.28	305.30	1.18	160-165	Prix net	145- 150	Prix net
1926-27	368-90	383.52	1.29	235-240	Prix net	160-165	Prix net
1927-28	303.08	323.18	1.33	235-240	Prix net ¹	235-240	Prix net
1928-29	295.58	312.27	1.34	235-240	Prix net ¹	235-240	Prix net
1929-30	305.85	322.79	1.37	235-240	Prix net ¹	235-240	Prix net
1930-31	250.04	266.08	1.37	245-250	Prix net ¹	245-250	Prix net
1931-32			1.36	245-250	Prix net ¹	245-250	Prix net
			1.33	215-220	Prix net ¹	215-220	Prix net

(1) A ces prix s'ajoute une majoration de 30 francs par hectolitre pour les quantités que les distillateurs se sont engagés, avant le 15 octobre, à produire au cours de la campagne considérée.

Alcools autres : Synthèse :

1925

flegmes 110
rectifiés..... 120

23-IX-1926

flegmes 190
rectifiés 200

DATE des arrêtés ministériels	Prix pour l'intérieur	POUR L'EXPORTATION					Ponr Fruits	Mauvais goûts et flegmes à 90° et plus pour la dénaturation
		En nature	Spiritueux simples sans distinction de degré	Eaux-de-vie de 60° et au-dessous	Produits autres que les eaux-de-vie à 60° et au-dessous	Préparation des spiritueux composés (liqueurs, bitters, amers ou eaux-de-vie à 65° et au-dessous ou alcools, pour l'intérieur et l'extérieur dans le cas où ils supportent le droit de statistique).		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
23 août 1919	350	155	»	200	155	155	»	»
30 oct. 1919.	»	»	»	»	»	»	»	145
27 nov. 1919	350	200	200	»	»	155	»	145
10 avril 1920	450	300	»	»	»	250	»	240
23 juin 1920	»	»	»	»	»	»	1.000	»
26 juin 1920.	525	400	»	»	»	300	»	290
21 fév. 1921 .	425	320	»	»	»	280	»	240
14 avril 1921	300	250	250	»	»	250	»	240
2 juin 1921 .	300.250	200	200	200	200	200	200	180.160 et 150
6 juin 1921 .	»	»	»	»	»	«	350	»

TABLEAU XIb

**Prix de cession de l'alcool depuis le 3 mars 1922
au 31 décembre 1931**

DATE des arrêtés ministériels	VINAIGRES pour l'intérieur	VINAGES, mutages pour l'intérieur	Parfums, produits chi- miques et pharmaceu- tiques pour l'intérieur	En nature pour l'expor- tation ou la fabrication de liqueurs, parfums, etc., pour l'extérieur ou pour l'intérieur, si les alcools ne sont frappés que du droit de statis- tique	Pour le chauffage ou l'éclairage	Pour la carburant
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
3 mars 1922 ..	350	350	250	200	180	110
8 mai 1922 ...	350	350	250	200 et 180	145	90
6 juin 1922 ...	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	500 francs	l'hectolitre
28 mai 1923 ...	450	450	250	200 et 180	145	»
30 mai 1923 ...	»	»	»	»	»	120
17 nov. 1923 ..	450	550	300	240 et 210	170	»
15 février 1924 .	450	600	350	380.300 et 250	210	120
23 mai 1924 ...	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	800 francs	l'hectolitre
13 août 1924 ...	450	600	400	380.300 et 260	250	120
30 janv. 1925 ..	400	500	350	300.250 et 230	220	»
27 fév. 1925 ...	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	4000 francs	l'hectolitre
16 mai 1925 ...	400	600	350	300.250 et 230	220	»
6 juillet 1925 .	400	700	350	300.250 et 230	220	»
12 août 1925 ...	»	»	»	»	»	140
27 nov. 1925 ...	400	800	350	300.250 et 230	220	»
25 déc. 1925 ...	500	800	400	300.290 et 250	240	»
6 mai 1926 ...	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	4000 francs	l'hectolitre
23 juin 1926 ...	550	850	450	350.340 et 290	280	»
13 juillet 1926 .	»	»	»	»	»	200
21 oct. 1926 ...	600	900	500	420.400 et 350	340	»
16 mars 1927 ..	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	4000 francs	l'hectolitre
15 avril 1927 ..	600	1.100	500	420.400 et 350	340	»
30 juillet 1927 .	»	»	»	»	»	180 et 170
5 août 1927 ...	600	900	500	360.340 et 300	290	»
31 mars 1928 ..	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	4200 francs	l'hectolitre
31 mars 1928 ...	600	900	500	320.300 et 260	250	»
3 août 1928 ...	»	»	»	»	»	180 et 170
17 mai 1929 ...	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	4250 francs	l'hectolitre
4 août 1929 ...	»	»	»	»	»	180 et 170
19 sept. 1929 ...	600	900	500	300 et 260	250	»
14 déc. 1929 ...	600	1.000	500	300 et 260	250	»
13 mars 1930 ..	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	4375 francs	l'hectolitre
12 juillet 1930 .	»	»	»	»	»	240 et 225
6 mai 1931 ...	L'alcool	pour la	conservation	des fruits est vendu	4375 francs	l'hectolitre
23 mai 1931 ...	600	1.000	500	250	200	»
11 nov. 1931 ...	»	»	»	»	»	110 et 115

TABLEAU XII

**Prix moyens d'achat et de vente pratiqués par le Service
des Alcools**

CAMPAGNES	PRIX MOYEN d'achat	PRIX MOYEN de vente
	fr. c.	fr. c.
1919-1920	188.77	296.89
1920-1921	266.05	258.20
1921-1922	213.76	196.32
1922-1923	200.70	198.59
1923-1924	216.66	260.60
1924-1925	219.16	244.91
1925-1926	250.49	285.87
1926-1927	335.78	382.38
1927-1928	327.03	363.23
1928-1929	322.12	350.92
1929-1930	325.71	321.75
1930-1931	298.83	309.21

Ces prix ne correspondent pas à une moyenne arithmétique des prix d'achat et de vente mais à une moyenne pondérée des quantités achetées et vendues et grevée des frais afférents à l'achat ou à la vente d'un hectolitre.

$$P_m = \frac{Q_1P_1 + Q_2P_2 + Q_3P_3 + \dots + Q_nP_n}{P_1 + P_2 + P_3 + \dots + P_m}$$

TABLEAU XIII
Régime provisoire de l'alcool (ventes)

Catégories d'emploi	Campagne 1919-1920	Prix de cession	Campagne 1920-1921	Prix de cession	Campagne 1921-1922	Prix de cession	Campagne 1922-1923	Prix de cession
	hectol.	francs	hectol.	francs	hectol.	francs	hectol.	francs
Conservation des fruits	2.900 9739	1.000	6.521 8611	350	10.634 5309 ⁴	500	2.549 3331	580
Vins de liqueur ..	70.000 0000	350-450-525	40.000 0000	525-425-300	87.231 4443	300-350	105.219 7987	350-450
Vinaigres	46.000 0000	350-450-525	30.000 0000	525-425-300-250	45.000 0000	250-350	55.000 0000	350-450
Parfumerie et produits pharmaceutiques	68.611 3356	350-450-525	51.652 6177	525-425-300-250	85.441 0000	250	94.041 6043	250
Exportation toutes formes	235.573 2016	(alcool nature) 200-300-400 (prod. fabriqués) 155-200 250-300	105.026 3215	(alcool nature) 400-320-250-200 (prod. fabriqués) 300-280 250-200	50.887 1877	(alcool nature) 200 (prod. fabriqués) 200-180	126.105 2574	200-180-200
Produits chimiques	75.000 0000	155-250-300	65.000 0000	300-280-250-200	102.000 0000	200-180	87.025 1388	180
Dénaturation chauffage et éclairage	144.128 0094	145-240-290	236.531 9229	290-240-180	360.158 1304	180-145	430.561 6523	145
Carburant national			21.859 1015	160	143.980 6148	160-110-90	147.386 6699	90-120

TABLEAU XIII
(suite)
Régime provisoire de l'alcool (ventes)

Catégories d'emploi	Campagne 1923-1924	Prix de cession	Campagne 1924-1925	Prix de cession	Campagne 1925-1926	Prix de cession	Campagne 1926-1927	Prix de cession
	hectol.	francs	hectol.	francs	hectol.	francs	hectol.	francs
Conservation des fruits	6.731 0436	800	5.615 6109	1.000		1.000	5.713 7434	1.300
Vins de liqueur ...	134.164 5685	450-550-600	36.803 6619	600-500-600-700	70.689 9725	800-850	57.848 7130	850-900-1100-900
Vinaigres	40.470 6060	450	48.251 0693	450-400	50.086 1588	500-550	42.599 2279	550-600
Parfumerie et pro- duits pharma- ceutiques	91.935 1489	250-300-350-400	98.970 6588	400-350	111.483 8598	400-450	81.518 7843	450-500
Exportation toutes formes	225.834 9789	200-240-300	123.153 3142	300-350	167.383 3403	290-430	118.704 2140	340-400-340
Produits chimiques	106.522 9552	180-210-250-260	112.667 5187	260-230	131.239 7360	250-290	128.722 4051	290-350-300
Dénaturation chauf- fage et éclairage	461.673 4167	145-170-210-250	480.634 1340	250-220	495.217 0361	240-280	430.634 4832	250-340-290
Carburant national	213.937 4057	120	255.495 1825	110	298.100 5003	140	174.550 1075	200

TABLEAU XIII

(suite)

Régime provisoire de l'alcool (ventes)

Catégories d'emploi	Campagne 1927-1928	Prix de cession	Campagne 1928-1929	Prix de cession	Campagne 1929-1930	Prix de cession	Campagne 1930-1931	Prix de cession
	hectol.	francs	hectol.	francs	hectol.	francs	hectol.	francs
Conservation des fruits	10.568 9936	1.200	9.714 3293	1.250	60 0083	1.375	767 5373	1.375
Vins de liqueurs	125.446 0751	900	141.152 7555	900	102.975 4058	900-1000	118.250 0053	1.000
Vinaigres	51.504 0286	600	52.257 6494	600	55.514 4720	600	51.979 7774	600
Parfumerie et pro- duits pharmaceuti- ques	104.263 1602	500	112.637 7925	500	115.312 6524	500	117.636 5151	500
Exportation toutes formes	143.295 0385	340-300	136.000 1766	300	106.179 5365	300	87.179 2092	300-250
Produits chimiques ..	154.235 1221	300-250	185.113 8432	260	198.373 4187	260	197.409 8079	260-210
Dénaturation, chauf- fage et éclairage ...	535.339 3146	280-260	583.808 4987	250	643 388 2452	250	680.499 3165	250-200
Carburant national ..	202.743 1122	180	221.080 3402	180	350.525 1846	180	561.395 6998	240

TABLEAU XVI

Régime provisoire de l'alcool : Bilans

Campagne 1919-1920.

	Hectolitres		Francs
Achats	719.739 4176	pour	135.865.423 31
Ventes	647.364 1167	pour	192.200.906 72
Reste en stock	72.375 3009	valeur du stock .	13.662.285 55
			205.863.192 27
Prix moyen achat			188 77
Prix moyen vente			296 89
Solde créditeur			69.997.768 96

Campagne 1920-1921.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne ..			
précédente	72.375 3009	pour	13.662.285 55
Achats	1.093.988 7327	pour	296.651.002 74
	1.166.364 0336	pour	310.313.288 29
Ventes	559.513 6365	pour	144.469.249 29
Reste en stock	606.850 3971	valeur du stock .	161.453.547 14
			305.922.796 43
Prix moyen achat			266 05
Prix moyen vente			258 20
Solde débiteur			4.390.491 86

TABLEAU XIV
RÉGIME PROVISOIRE DE L'ALCOOL — DÉPENSES

461 bis

Campagnes	ALCOOL DE				TOTAL	VALEURS	BENZOL		DENATURANT		DEPENSES DIVERSES				TOTAL
	Betteraves	Mélasses	Grains	Divers	DES ALCOOLS		Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Achat et location de matériel	Transports	Personnel	Frais généraux	des dépenses
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.		Kilog.	Francs	hectol.	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
1919-1920	324.772 7933	52.581 8810	138.363 9607	204.020 7826	719.739 4176	128.772.815,44	»	»	»	»	1.086.915 22	4.328.922 06	100.714 97	1.576.055 22	135.865.423 31
1920-1921	564.106.2788	265.629 7524	161.214 2485	103.038 4530	1.093.988,7327	283.222.443,68	882,188	749.859,80	470,7704	137.107,25	2.702.473 33	6.689.340 38	311.025 35	13.588,612 75	297.400.862 54
1921-1922	568.246.6961	281.182 4427	186.798 2113	8.244 2153	1.044.463,5654	175.576.021,96	12.355,491	10.899.765 »	7.117,1407	2.123.842,30	2.083.907 85	7.403.047 31	596.520 85	5.755.110 65	202.438.215 92
1922-1923	760.188 1515	145.476 1520	86.261 2837	41.859 7471	991.926,2872	174.197.039,72	8.886,66	14 051.052,28	3.568,8417	1.366.771,31	2.863.354 09	5.630.819 56	589.294 43	4.541.603 88	203.239.935 27
1923-1924	618.489 8970	154.263 9351	4.436 3969	41.859 7471	819.049,9761	175.995.851,12	»	»	297 8400	92.330 40	1.627.756 55	6.584.282 62	659.979 38	5.602.757 14	188.562.957 25
1924-1925	862.157 3157	316.168 4759	1.353 1731	(Allemand . 53.200 0860 (Divers 251 5598	1.233.130 9066	256.339.242 31	»	»	»	»	1.172.470 25	7.215.261 53	660.221 40	5.416.006 41	270.803.201 96
1925-1926	685.757 2484	141.282 0884	428 4301	(Allemand . 457.186 0158 (Cannes ... 21.772 6442 (Divers 396 1657	1.306.822 5623	319.066.884 17	»	»	195 3800	77.579 20	898.383 07	10.016.117 53	772.573 24	5.592.973 72	336.424.510 93
1926-1927	606.236 3067	198.066 2523	169 9200	(Allemand . 109.048 7991 (Polonais .. 49.918 8994 (Hollandais. 72.495 1093 (Hongrois .. 29.880 6500 (Belge 2.874 8610 (Tchécosl. . 39.996 2500 (Synthèse .. 3.175 2699 (Colonies .. 7.634 9720 (Divers 5 8670	1.119.503 1567	378.334.498 29	»	»	288 9750	168.662 22	2.382.738 63	10.888.681 13	929.989 12	6.176.291 60	398.880.860 35
1927-1928	791.267 4653	433.440 4552	213 6487	(Synthèse .. 9.123 2337 (Colonies .. 8.018 7422 (Hollandais 26.500 3986 (Divers 3 9672	1.68.567 9109	390.050.883 95	»	»	369 4750	206.345 15	1.835.889 11	12.459.799 44	1.039.922 95	6.238.765 75	411.831.546 35
1928-1929	839.795 1205	453.897 3168	232 8000	(Synthèse .. 10.931 0416 (Russe 11.420 0776 (Natal 10.696 5119 (Java 9.733 0235 (Anglais ... 9.271 0629 (Belge 46.318 7638 (Hollandais 43.374 1214 (Allemand .. 19.825 9550 (Polonais .. 9.697 4301 (Divers 13 8629	1.465.207 0880	445.718.072 65	»	»	529 9600	286.691 »	1.518.349 52	14.923.744 68	1.064.712 18	7.081.521 89	470.593.091 92
1929-1930	1.070.636 6880	621.595 1217	253 2280	(Polonais .. 5.455 4741 (Allemand .. 30.224 3550 (Synthèse .. 17.712 3979 (Divers 157 0454	1.746.034 3101	543.161.655 50	»	»	599 1800	318.978 65	2.662.841 25	17.017.137 49	1.296.235 89	7.351.562 95	571.808.411 73
1930-1931	1.525.423 5774	908.136 1100	5.070 9196	(Synthèse.. 11.268 4539	2.449.899 0609	676.906.622 72	»	»	810 8400	398.842 35	5.466.979 45	23.271.228 24	1.496.264 46	12.413.433 08	719.953.370 36
1931-1932 ¹	1.718.000 0000	630.000 0000		(Synthèse.. 10.000 0600 (Vins..... 10.000 0000	2.368.000 6000	650.000.000 00					3.500.000	18.700.000	2.022.000 00	11.660.000	719.000.000 00

1. Chiffres approchés évalués 1 mois avant la fin de la campagne.

TABLEAU XV
RÉGIME PROVISOIRE DE L'ALCOOL — RECETTES

CAMPAGNES	CONSER- VATION des fruits	VINS de liqueurs	VINAIGRES	PARFUMERIE et produits pharmaceu- tiques	EXPORTATION toutes formes	PRODUITS chimiques	Dénaturation chauffage et éclairage.	CARBURANT national	DIVERS freintes et manquants	TOTAL	VALEUR de l'alcool cédé	BENZOL	VALEUR	Majorations d'entrepôt	Vente ou loca- tion de matériel	SOUS produits	SURTAXES	TOTAL des recettes
	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres	Francs	Kilogr.	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
1919-1920	2.900 9739	70.000 0000	46.000 0000	68.611 3356	235.573 2016	75.000 0000	144.128 0094	»	5.150 5962	647.364 1167	189.308.801 67	»	»	1.687.353 04	1.204.752 01	»	»	192.200.906 72
1920-1921	6.521 8611	40.000 0000	30.000 0000	51.652 6177	105.026 3215	65.000 0000	236.531 9229	21.859 1015	2.921 8118	559.513 6365	142.294.252 05	367.261 000	440.713 20	1.977.891 44	174.835 82	22.270	»	144.909.962 49
1921-1922	10.634 5309	87.231 4443	45.000 0000	85.441 0000	50.887 1877	102.000 0000	360.158 1204	143.980 6148	7.737 5390	893.970 4371	171.702.730 28	11.345.323.600	12.901.845 14	2.904.968 01	606.638 72	201.311 95	»	188.318.494 10
1922-1923	2.549 3331	105.219 7987	55.000 0000	94.041 6043	126.105 2574	87.025 1388	430.561 6523	147.386 6699	6.484 6217	1.054.373 4762	203.551.287 97	10.361.756 400	12.358.118 74	3.780.794 69	1.635.181 65	421.763 72	284 19	221.747.430 96
1923-1924	6.731 0436	134.164 5685	40.470 6060	91.935 1489	225.834 9789	106.522 9552	461.673 4167	213.937 4057	10.017.6622	1.297.287 7857	331.327.467 29	»	»	5.172.344 39	1.246.450 46	336.172 35	74.458.277 36	412.540.711 85
1924-1925	5 6109	36.803 6619	48.251 0693	98.970 6588	123.153 3142	112.667 5187	480.634 1340	255.495 1825	5.197 9396	1.161.179 0899	278.985.431 42	»	»	3.554.630 09	1.504.115 68	348.871 63	81.760.669 79	366.153.718 61
1925-1926	»	70.689 9725	50.086 1588	111.483 8598	167.383 3403	131.239 7360	495.217 0361	298.100 3003	2.881 9134	1.327.082 5172	372.652.739 94	»	c	4.888.260 99	1.777.712 35	54.931 50	97.210.699 71	476.584.344 47
1926-1927	5.173 7434	57.848 7130	42.599 2279	81.518 7843	118.704 2140	128.722 4051	430.634 4832	174.550 1075	2.536 9160	1.042.820 5944	391.377.399 55	»	»	5.569.883 79	1.676.581 31	131.500	83.684.539 52	482.439.904 17
1927-1928	10.568 9936	125.546 0751	51.504 0286	104.263 1602	143.295 0385	154.235 1221	535.339 3146	202.743 1122	3.985 1477	1.331.479 9926	475.343.589 23	»	»	7.036.999 05	1.090.472 82	173.028 47	107.917.251 39	591.561.340 96
1928-1929	9.714 3293	141.152 7555	52.257 6494	112.637 7925	136.000 1760	185.113 8432	583.808 4987	221.080 3402	12.199 0117	1.453.964 3971	501.937.417 94	»	»	6.779.474 61	1.340.354 46	172.536 75	122.001.674 80	632.231.458 56
1929-1930	60 0083	102.975 4058	55.514 4720	115.312 6524	106.179 5365	198.373 4187	643.388 2452	350.525 1846	2.793 9079	1.575.122 8314	499.769.487 26	»	»	5.169.677 35	1.771.307 26	95.459 60	142.938.565 19	640.735.496 66
1930-1931	767 5373	118.250 0053	51.979 7774	117.636 5151	187.179 2092	197.409 8079	680.499 3165	651.395 6998	8.494 2866	1.913.612 1551	584.311.977 59	»	»	4.639.126 61	2.212.188 46	81.750 00	155.494.262 13	746.739.304 79
1931-1932 ¹	Né nt	50.000.0000	48.000 0000	105.000 0000	50.000 0000	155.000 0000	660.000 0000	820.000 0000		1.888.000 0000	402.650.000 00			3.000.000 00			300.000.000	705.650.000 00

1. Chiffres approchés évalués 1 mois avant la fin de la campagne.

Campagne 1921-1922.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne précédente	606.850 3971	pour	161.453.547 14
Achats	1.044.463 5654	pour	191.538.450 92
	1.651.313 9625	pour	352.991.998 06
Ventes	893.070 4371	pour	175.416.648 96
Reste en stock	758.243.5254	valeur du stock .	162.082.135 98
			337.498.784 94
Prix moyen achat			213 76
Prix moyen vente			196 32
Solde débiteur			15.493.213 12

Campagne 1922-1923.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne précédente	758.243 5254	pour	162.082.135 98
Achats	991.926 2872	pour	189.188.882 99
	1.750.169 8126	pour	351.271.018 97
Ventes	1.054.373 4761	pour	209.389.028 03
Reste en stock	695.796 3365	valeur du stock .	139.646.324 85
			349.035.352 88
Prix moyen achat			200 70
Prix moyen vente			198 59
Solde débiteur			2.235.666 09
Surtaxes d'importation ..			284 19
			2.235.381 90

Campagne 1923-1924.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne			
précédente	695.796 3365	pour	139.646.324 85
Achats	819.049 9761	pour	188.562.957 25
	1.514.846 3126	pour	328.209.282 10
Ventes	1.297.287 7858	pour	338.082.434 49
Reste en stock	217.558 5268	valeur du stock.	47.136.230 54
			385.218.665 03
Prix moyen achat			216 66
Prix moyen vente			260 60
Solde créditeur		57.009.382 93	
Surtaxes d'importation ..		74.458.277 36	
			131.467.660 29

Campagne 1924-1925.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne			
précédente	217.558 5268	pour	47.136.230 54
Achats	1.233.130 9066	pour	270.803.201 90
	1.450.689 4334	pour	317.939.432 44
Ventes	1.161.179 0899	pour	284.393.048 82
Reste en stock	289.510 3435	valeur du stock .	63.449.087 01
			347.842.135 83
Prix moyen achat			219 16
Prix moyen vente			244 91
Solde créditeur		29.902.703 39	
Surtaxes d'importation ..		81.760.669 79	
			111.663.373 18

Campagne 1925-1926.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne précédente	289.510 3435	pour	63.449.087 01
Achats	1.306.822 5623	pour	336.424.510 93
	1.596.332 9058	pour	399.873.597 94
Ventes	1.327.082 5172	pour	379.373.644 76
Reste en stock	269.250 3886	valeur du stock .	67.444.529 84
			446.818.174 60
Prix moyen achat		250 49	
Prix moyen vente		285 87	
Solde créditeur	46.944.576 66		
Surtaxes d'importation ..	97.210.699 71		
			144.155.276 37

Campagne 1926-1927.

Reprise campagne précédente	269.250 3886	pour	67.444.529 84
Achats	1.119.503 1567	pour	398.880.860 39
	1.388.753 5453	pour	466.325.390 23
Ventes	1.042.820 5754	pour	398.755.364 65
Reste en stock	345.932 9699	valeur du stock .	116.158.794 26
			514.914.158 91
Prix moyen achat		335 78	
Prix moyen vente		382.38	
Solde créditeur	48.588.768 68		
Surtaxes d'importation ..	83.684.539 52		
			132.273.308 20

Campagne 1927-1928.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne			
précédente	345.932 9699	pour	116.158.794 26
Achats	1.268.567 9109	pour	411.831.546 35
Ventes	1.614.500 8808	pour	527.990.340 61
	1.331.479 9926	pour	483.644.089 57
Reste en stock	283.020 8882	valeur du stock.	92.556.321 06
			576.200.410 63
Prix moyen achat		327 03	
Prix moyen vente		363 23	
Solde créditeur	48.210.070 02		
Surtaxes d'importation ..	107.917.251 39		
			156.127.321 41

Campagne 1928-1929.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne			
précédente	283.020 8882	pour	92.556.321 06
Achats	1.465.207 0880	pour	470.593.091 92
Ventes	1.748.227 9762	pour	563.149.412 98
	1.453.964 3971	pour	510.229.783 76
Reste en stock	294.263 5791	valeur du stock .	94.788.184 09
			605.017.967 85
Prix moyen achat		322 12	
Prix moyen vente		350 92	
Solde créditeur	41.868.554 87		
Surtaxes d'importation ..	122.001.674 80		
			163.870.229 67

Campagne 1929-1930.

	Hectolitres		Francs
Reprise campagne			
précédente	294.263 5791	pour	94.788.184 09
Achats	1.746.034.3101	pour	571.808.411 73
	2.040.297 8802	pour	666.596.595 82
Ventes	1.575.122 8314	pour	506.796.931 47
Reste en stock	465.175.0488	valeur du stock .	151.979.666 06
			658.776.597 53
Prix moyen achat		326 71	
Prix moyen vente		321 75	
Solde débiteur		7.819.998 29	
Surtaxes d'importation ..		142.938.565 49	
			135.118.566 90

Campagne 1930-1931.

Reprise campagne			
précédente	465.175 0488	pour	151.979.566 06
Achats	2.449.899 0609	pour	719.953.370 30
	2.915.074 1097	pour	871.933.036 36
Ventes	1.913.612 1551	pour	591.245.042 66
Reste en stock	1.001.461 9546	valeur du stock .	299.548.286 70
			890.793.329 36
Prix moyen d'achat		299 111	
Prix moyen de vente		308 968	
Solde créditeur		18.860.293 00	
Surtaxes d'importation ..		155.494.262 13	
			174.354.555 13

Campagne 1931-1932
(prévisions au 1^{er} septembre 1932)

Reprise campagne pré-			
cédente	1.001.461 9546	pour	299.548.286 70
Achats	2.368.000 0000	pour	719.000.000
	3.369.461 9546	pour	81.018.548.286 70
Ventes	1.888.000 0000	pour	1.405.650.000 00
Reste en stock	1.481.461 9546	valeur du stock	239.380.000 00
			645.030.000 00
Solde débiteur			373.518.286 70
Surtaxes d'importation			300.000.000
			— 73.518.286 70

BIBLIOGRAPHIE

I. PRINCIPAUX OUVRAGES PUBLIES

Traités :

- ALLIX (Edgard). — *Traité élémentaire de Science des Finances et de législation financière*, Rousseau.
- BERTHÉLEMY (Henry). — *Traité de droit administratif*.
- LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la Science des Finances*, Paris, 1899, t. I, p. 753-755.
- ROLLAND. — *Précis élémentaire de Droit administratif*, Dalloz.

Volumes spéciaux :

- ALGLAVE (Emile). — *Le Monopole de l'alcool*, Paris, 1886.
- BEAUVAIS (A.). — *De l'emploi industriel de l'alcool*, Paris, 1901.
- CIER (Antonin). — *L'alcool industriel et les pétroles*, Bordeaux, 1903.
- CLAUDE (Sénateur des Vosges). — *Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur la consommation de l'alcool en France*, Paris, 1887, page 34, Documents Sénat.
- DEVIIENNE (H.). — *L'alcool dénaturé*, Paris, 1901.
- DUCHEMIN (R.). — *La dénaturation de l'alcool en France et dans les principaux pays d'Europe*, Paris, 1907.
- *Etude sur l'alcool dénaturé*, Paris, 1908.
- FRANCK (V.). — *Monopole de l'alcool, étude économique et de législation comparée*, Paris, 1904.
- FRANCK (R.). — *Le Commerce de l'alcool*, Paris, 1911.
- GINISTY (L.). — *Les réquisitions civiles et militaires*, Paris, 1917.
- GUISELIN (A.). — *Les combustibles liquides*, Paris, 1919.
- YVES-GUYOT. — *La question de l'alcool; allégations et réalités* Alcan, Paris, 1917.
- JACQUET (L.). — *L'alcool*, Paris, 1912.
- MALPEAUX (L.). — *La betterave à sucre et à alcool*, Paris, 1908.
- POMARET (Ch.). — *La politique française des combustibles liqui-*

- des. — *Le carburant national*, éditions de la Vie Universitaire, Paris, 1923.
- RIBOT (Sénateur Th.). — *Enquête sur les emplois industriels de l'alcool, procès-verbaux des dépositions*, Paris, 1907.
- ROBIN (M.). — *Les monopoles réunis de l'alcool dénaturé et des pétroles*, Paris, 1903.
- SACHS (I.). — *La vérité sur le monopole de l'alcool*, Paris, 1897.
- SIDERSKY. — *Les usages industriels de l'alcool*, Baillière et Fils' Paris, 1903.

II. THESES

- PERDRIGEAT. — *Le monopole de l'alcool*, Cadoret, Bordeaux, 1901.
- MORIN. — *La taxe différentielle sur les alcools*, Rousseau, Paris, 1908.
- LESREL. — *Les transformations du régime de l'alcool pendant la guerre de 1914 à 1919*, Rousseau, Paris, 1919.
- BERGON. — *Législation française de l'alcool*, Montpellier, 1922.
- LÉVY. — *Le pétrole*, Paris, 1923.
- PASTRÉ. — *Le problème du carburant en France et ses colonies* Presses universitaires de France, Paris, 1925.
- RICHE (E. L.). — *Le régime des alcools en France*, Dalloz, Paris, 1924.
- ROOY (Marcel). — *Le carburant national*, Presses universitaires de France, Paris, 1925.
- MARBEAU (Pierre). — *Le régime des alcools d'industrie et des alcools de bouche en France*, Arnette, Paris, 1932.

III. ARTICLES DE REVUES

- ALGLAVE (Emile). — « Le monopole facultatif de l'alcool comme moyen de suppression des impôts indirects et de l'impôt foncier », *Journal des Economistes*, mars, 1886.
- ALLIX (Edgard). — « Le régime des alcools », *Sans Fil*, 2 mars 1932.
- ANONYME. — « Pour résoudre le problème de l'alcool », *Le Courrier des Pétroles*, 11 juillet, 1932.
- « Monopole et surproduction », *Le Temps*, 7 juillet, 1932.
- BARTHE (Edouard). — « Le blocage prévisionnel doit toujours avoir lieu dans l'intérêt même des viticulteurs », *Le Petit Méridional*, 19 juillet 1932.
- BAUDRY DE SAUNIER. — « L'alcool carburant », *Omnia*, juillet, 1932.

- BERTRAND (André). — « Réflexions sur quelques effets de blocage », *La Revue vinicole*, 21 juillet, 1932.
- BOULANGER. — « La Réforme des boissons », *Revue politique et parlementaire*, janvier-février, 1897.
- GUISELIN. — « Comment réduire nos importations d'essence et de pétrole », *Le Pétrole*, 15 septembre, 1924.
- HITIER. — « La betterave industrielle », *L'expansion économique*, janvier, 1920.
- LALOUVET. — « Le carburant national », *Réforme économique*, 30 janvier, 1923.
- LEROY-BEAULIEU. — « Le projet de monopole de vente de l'alcool », *Economiste français*, 16 janvier 1886 et 30 janvier 1886, 28 juin 1894.
- « La mystification financière du monopole de l'alcool », *Economiste français*, 29 juin 1895 et 6 juillet, 1895.
- LÉVY (Raphaël-Georges). — « Le monopole de l'alcool », *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1897.
- LOUIS (Paul). — « Le monopole et l'impôt progressif », *Revue socialiste*, octobre, 1896.
- PATART. — « L'alcool anhydre et sa fabrication industrielle », *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'Industrie nationale*, mars, 1924.
- PETIT. — « Le carburant national », *La Vie Automobile*, 25 mars, 1922.
- ROUX (T. P.). — « Le monopole de l'alcool », *Journal des Economistes*, octobre, 1896.
- SARDET. — « L'alcool moteur », *Revue de Paris*, 15 novembre, 1907.

IV. DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Chambre des Députés :

- 3 juil. 1914, n° 227 BARTHE. — Proposition tendant à attribuer à l'Etat le monopole de fabrication de l'alcool.
- 28 mai 1915, n° 964 BARTHE. — Proposition de loi attribuant à l'Etat le monopole de la fabrication de l'alcool.
- 10 juin 1915, n° 992 Emmanuel BROUSSE. — Proposition de la loi tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur

de l'Etat et à réglementer la consommation des boissons alcooliques.

- 11 avril 1916, n° 2034 .. TOURNAN. — Rapport fait au nom de la Commission de la législation fiscale chargée d'examiner le projet de loi et les deux propositions de loi précédentes.
- 30 mai 1916, n° 2165 BARTHE. — Avis de la Commission de l'Agriculture.
- 14 juin 1916, n° 2210 ... ROUGER. — Avis de la Commission des Boissons.
- 7 juil. 1916, n° 2301 ... SCHMIDT. — Avis de la Commission de l'Hygiène publique.
- 31 janv. 1917, n° 2943 .. BOUFFANDEAU. — Avis de la Commission du Budget.
- 8 juin 1917, n° 3387 ... TOURNAN. — Rapport supplémentaire.
- 3 août 1917, n° 3736 ... BARTHE. — 2^e avis de la Commission de l'Agriculture.
- 1^{er} mars 1918, n° 4387.. TOURNAN. — 2^e rapport supplémentaire.
- 12 mars 1918, n° 4430 ... ROUGER. — 2^e avis de la Commission des Boissons.
- 6 août 1919, n° 1424 ... PROJET DE LOI instituant le monopole de l'alcool industriel adopté par la Chambre des Députés.

Sénat :

- 1919, n° 398..... TRANSMISSION DU PROJET DE LOI adopté par la Chambre des Députés le 6 août 1919.
- 19 mai 1921, n° 358 MAURICE SARRAUT. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel.

- 16 juin 1922, n° 377 MAURICE SARRAUT. — 1^{er} rapport supplémentaire.
- 12 déc. 1923, n° 808 MAURICE SARRAUT. — 2^e rapport supplémentaire.
- 30 juin 1926, n° 363 MAURICE SARRAUT. — 3^e rapport supplémentaire.
- 16 déc. 1926..... DELPIERRE. — Amendement 5.
- 22 nov. 1927, n° 582..... GARDEY. — Avis présenté au nom de la Commission des Finances.
- 29 mars 1929, n° 261..... DONON. — Avis présenté au nom de la Commission de l'Agriculture.
- 17 juin 1930, n° 353 TOURNAN. — 4^e rapport supplémentaire.
- 11 juin 1931, n° 551 TOURNAN. — 5^e rapport supplémentaire.
- 26 juin 1931, n° 601 ROLLAND. — Avis présenté au nom de la Commission des Colonies.
- 3 déc. 1931, n° 838 ABLE GARDEY. — Avis supplémentaire au nom de la Commission des Finances.
- 3 mars 1932 Nouvelle rédaction des articles 1, 4, 7, et 12 du projet de loi présenté par la Commission spéciale de l'alcool.

V. PERIODIQUES ET QUOTIDIENS

- L'Economiste français* (9, rue Bleue, Paris, 1^{er}).
- La Revue des Deux-Mondes* (15, rue de l'Université, Paris, 7^e).
- Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (Ministère des Finances).
- Journal des Contributions indirectes* (Ministère des Finances).
- Bulletin des Contributions indirectes* (Ministère des Finances).
- Le Capital* (1 bis, boulevard des Italiens, Paris, 1^{er}).
- Sans-Fil* (4, rue du Faubourg Montmartre, Paris, 9^e).
- Le Pétrole* (42, rue Vignon, Paris, 9^e).
- La Revue pétrolière* (19, rue de Marignan, Paris, 8^e).
- Le Courrier des Pétroles* (106, rue de Richelieu, Paris, 2^e).

- Annales de l'Office national des Combustibles liquides* (85, boulevard Montparnasse, Paris, 6°).
- Journal du Commerce* (16, rue de l'Arcade, Paris, 5°).
- Chronique des Transports*, 182, boulevard Saini-Germain, Paris, 7°).
- Omnia* (13, rue d'Enghien, Paris).
- Revue du Touring-Club de France* (65, avenue de la Grande-Armée. Paris, 16°).
- La Vie Automobile* (92, rue Bonaparte, Paris, 6°).
- L'Expansion économique* (23, avenue de Messine, Paris).
- Le Temps* (1, rue des Italiens, Paris).
- Le Journal des Débats* (17, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris, 1^{er}).
- La Dépêche* (42 bis, rue d'Alsace, Toulouse).
- L'Eclair* (12, rue d'Alger, Montpellier).
- Le Petit Méridional* (1, rue Henri-Guinier, Montpellier).
- La Revue vinicole* (19, boulevard Montmartre, Paris, 9°).
- La Journée industrielle* (7, rue Geoffroy-Marie, Paris, 19°).
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	2
-------------------	---

TITRE LIMINAIRE : CLASSIFICATION DES ALCOOLS

1. But du titre liminaire	5
Section I. Classification scientifique.....	5
2. Définition de l'alcool	5
3. Alcools monoatmiques	5
4. Diols	6
5. Triols	7
6. Tétrols	7
7. Pentols	7
8. Hexols	7
9. Polyols	7
10. Modes de production des alcools	7
11. Propriétés de l'alcool	8
Section II. Classification industrielle et commerciale	8
12. Phases de la distillation.....	8
13. Classification commerciale	9
14. Classification des bons goûts	9
15. Matières dont on peut extraire de l'alcool	10
Section III. Classification légale et réglementaire	11
16. Seule la loi distingue les alcools naturels et les alcools d'industrie	11
17. Alcools naturels	12
18. Alcools d'industrie	13

TITRE PREMIER. — ORIGINE DU SERVICE DES ALCOOLS

CHAPITRE PREMIER. — LES PROJETS DU MONOPOLE AVANT LA GUERRE	17
19. Campagne antialcoolique	17
20. Proposition ALGLAVE-MARTIN	17
21. Proposition MAUJAN	20
22. Le point de vue fiscal succède aux préoccupations des hygiénistes.....	20
23. Proposition Jaurès	20

24. Proposition ASTIER	20
25. Proposition BARTHE	21
26. Les commissions d'enquête.....	21
CHAPITRE II. — LA GUERRE, LES NÉCESSITÉS DE LA DÉFENSE NATIONALE. — LES MESURES PRISES	22
Section I. Les réquisitions et les rétrocessions	22
27. Les établissements des régions envahies, gros producteurs d'alcool industriel.....	22
28. L'alcool un produit indispensable à la fabrication des poudres	23
29. L'alcool produit de première nécessité pour le Service de santé.....	23
30. Influence considérable de la politique de l'alcool sur la conduite des hostilités	24
31. Définition de la réquisition.....	24
32. Indemnité en échange des prestations exigées.....	24
33. Début de la réquisition des alcools	25
34. Consécration législative de la réquisition de l'alcool.....	26
35. Quotités réquisitionnées	26
36. Service chargé des opérations matérielles de la réquisi- tion.....	28
37. Fin de la réquisition.....	28
38. Tableau des productions du temps de guerre	29
39. Comment furent satisfaits les besoins des industries met- tant en œuvre les alcools	30
40. Fin des restrictions.....	31
Section II. Les interdictions	32
A) <i>Prohibition de distillation</i>	32
41. Besoin alimentaire du pays.....	32
42. Interdiction de distiller certains comestibles	32
B) <i>Prohibitions douanières</i>	36
43. Prohibition d'exporter les alcools	36
44. Les dénaturateurs s'alimentent à l'étranger au début des hostilités	37
45. La loi du 6 mai 1916 autorise le Gouvernement à prohiber par décret l'entrée de toute marchandise.....	37
46. Prohibitions édictées en exécution de la loi du 6 mai 1916	37
47. Caractéristiques du régime douanier Français de 1914 à 1918	39
48. Tableau des débouchés et des sources d'approvisionnement	39
Section III. Les projets de loi du temps de guerre	40
49. Rappel de la première proposition BARTHE	40
50. 2 ^e proposition BARTHE (28 mai 1915, 964, 11 ^e législature)..	40
51. Proposition BROUSSE (992, 11 ^e législature)	41
52. Projet RIBOT (1241, 11 ^e législature)	42
53. Etude par les Commissions du projet RIBOT	42
54. Premier projet TOURNAN (2034, 1916, 11 ^e législature)	42
55. Avis BARTHE (2165, 11 ^e législature)	43

56. Avis HUBERT-ROUGER (2210, 11 ^e législature).....	43
57. Proposition SCHMIDT (2301, 11 ^e législature).....	43
58. Proposition BOUFFANDEAU (2943, 11 ^e législature)	44
59. 2 ^e avis BARTHE (3736, 11 ^e législature)	44
60. Rapport supplémentaire TOURNAN (3387, 11 ^e législature)...	45
61. Vote du Projet TOURNAN	45
 CHAPITRE III. — LE RÉGIME DES ALCOOLS DEPUIS LA GUERRE.....	47
Section I. Base législative. — Causes déterminantes du décret du 13 août 1919	47
62. Les stocks fin de la Guerre	47
63. Disparition de la réquisition	47
64. Intérêts des producteurs au maintien du régime de Guerre ..	48
65. Non intervention du statut définitif dans le délai prévu	49
66. Projet d'article de loi sur l'adaptation du régime en temps de paix.....	50
67. Avatars de l'article 6 du projet de loi ouvrant des cré- dits extraordinaires pour le 1 ^{er} semestre 1919	50
68. Le décret du 13 août 1919	51
69. Innovation apportée par le décret du 13 août 1919	52
Section II. Les prorogations	52
70. Lacunès du décret du 13 août 1919. Nécessité d'un nouveau texte. L'article 22 de la loi du 29 décembre 1919 prorogeant la loi du 30 juin 1916.....	52
71. Première prorogation du décret du 13 août 1919. Décret du 16 avril 1920	53
72. Prorogation unique de la loi de 1916 et du décret de 1919, article 33, de la loi du 31 juillet 1920	53
73. Les prorogations provisoires.....	53
74. La prorogation indéfinie	55
 CHAPITRE IV. — LES TRAVAUX LÉGISLATIFS DEPUIS LA GUERRE	57
75. La Commission de l'Alcool du Sénat.....	57
76. Premier rapport SARRAUT, 358, 1921	58
77. Premier rapport supplémentaire, 377, 1922	59
78. Deuxième rapport supplémentaire, 808, 1923	61
79. Troisième rapport supplémentaire, 363, 1926	63
80. Avis ABEL GARDEY, n° 582, 1927	67
81. Avis DONON, n° 261, 1929.....	70
82. Quatrième rapport supplémentaire, n° 353, 1930	77
83. Cinquième rapport supplémentaire, n° 551, 1931	82
84. Avis ROLLAND, n° 601, 1931.....	86
85. Avis supplémentaire ABEL GARDEY, n° 838, 1931	98
86. Nouvelle rédaction du cinquième projet du 2 mars 1932....	99
87. Conclusion de cet historique.....	100

TITRE II. LE SERVICE DES ALCOOLS, SON ORGANISATION, SON FONCTIONNEMENT

CHAPITRE V. — CRÉATION ET ORGANISATION FINANCIÈRE INDUSTRIELLE ET COMPTABLE DU SERVICE.....	103
88. Création du Service des Alcools	103
89. Organisation administrative	104
90. Organisation industrielle	106
91. Organisation financière	108
92. Opérations comptables, — A. avant le 1 ^{er} octobre 1931. — B. le décret du 1 ^{er} octobre et la note de service.....	112
CHAPITRE VI. — FONCTIONNEMENT DU SERVICE	125
93. Les Principes du monopole à l'origine	125
94. Extension du monopole, éviction du marché libre de certains alcools au profit de l'alcool naturel de vin.....	126
CHAPITRE VII. — ALCOOLS ACHETÉS PAR LE SERVICE.....	131
95. Importance de la betterave dans l'agronomie nationale	131
96. Alcools de betteraves achetés par le Service.....	135
97. Alcools de mélasses.....	137
98. Alcools de grains de matières farineuses ou amylacées.....	138
99. Alcools de vin achetés par le Service	140
99a Pour le compte du Trésor.....	141
99b Pour son propre compte	142
100. Alcools de diverses sources	143
100a Alcools de synthèse	143
100b Alcools obtenus par le procédé Prodor	144
100c Alcools importés	144
101. Modes d'achat.....	147
CHAPITRE VIII. — PRIX D'ACHAT DE L'ALCOOL MONOPOLISÉ.....	148
102. Prix d'achat sous le régime des réquisitions.....	148
102a Alcools de betteraves.....	149
102b Alcools de mélasse	149
103. Détermination des prix d'achat sous l'empire du régime provisoire.....	149
103a Alcools de betteraves : 1 ^o Avant la loi du 1 ^{er} août 1924....	149
2 ^o Depuis l'adoption du principe de parité	159
103b Alcools de mélasses et de grains.....	163
103c Alcools de grains.....	163
103d Alcools de synthèse	165
103e Alcools importés	166
104. Prix moyens d'achat et dépenses du service.....	166
CHAPITRE IX. — OPÉRATIONS INDUSTRIELLES EFFECTUÉES PAR OU POUR LE SERVICE DES ALCOOLS EN VUE DE LA VENTE	167
105. Opérations industrielles en vue de la vente	167

106. Rectification, Déshydratation.....	167
107. Rectification	168
108. Dénaturation.....	169

CHAPITRE X. — LES VENTES DU SERVICE DES ALCOOLS, LE CARBURANT NATIONAL

Section I. Les industries privilégiées

109. Principe des ventes, Différenciation des emplois.....	175
110. Conservation des fruits	177
111. Fabrication des vins de liqueur	178
112. Fabrication des vinaigres	179
113. Fabrication des produits chimiques et pharmaceutiques....	180
114. Fabrication de produits de parfumerie	180
115. Préparation d'alcool dénaturé	181
116. Spiritueux pour l'exportation.....	182
117. Carburant pour la force motrice	182

Section II. Le carburant national.....

118. Origine du carburant national	189
119. Le concours de BÉZIERS	195
120. La Commission interparlementaire DELPIERRE.....	199
121. L'accord de BÉZIERS.....	204
122. Le Statut légal du carburant national, la loi du 28 février 1923	209
123. Les exonérations fiscales	219
124. Avantages et inconvénients du carburant national	219
125. Le carburant national est-il une nécessité	225

CHAPITRE XI. — FIXATION DES PRIX DE VENTE

126. Evolution de la fixation des prix de vente.....	226
127. Prix de vente des alcools servant à la conservation des fruits.....	229
128. Prix de vente de l'alcool destiné au vinage et au mutage....	230
129. Prix de vente des alcools servant à la fabrication des vinaigres	233
130. Prix de vente de l'alcool entrant dans la composition de produits chimiques et pharmaceutiques pour l'intérieur..	233
131. Prix de vente de l'alcool aux industries exportatrices	234
132. Prix de vente de l'alcool pour le chauffage et l'éclairage....	234
133. Prix de vente de l'alcool carburant.....	234
134. Conclusion relative aux achats et aux ventes.....	245

CHAPITRE XII. — EQUILIBRE FINANCIER DU SERVICE DES ALCOOLS .

Section I. Equilibre commercial

135. Objet de ce chapitre ; établir un bilan commercial des opérations du Service	247
136. Dépenses du Service.....	248
137. Recettes du Service	249
138. Solde commercial au 30 septembre 1931	250
139. Solde créditeur, Bénéfice des ventes rémunératrices. Perte sur cessions déficitaires.....	250

Section II. L'Adjuvat fiscal solde réel des opérations du Service au 30 septembre 1931	253
140. La surtaxe sur les essences, son affectation	253
141. Solde du compte des alcools au 30 septembre 1931	255
Section III. Le prélèvement de 700 millions sur le solde créditeur du compte des alcools	256
142. L'article 34 de la loi de Finances du 30 mars 1932	256
143. Objections élevées par les betteraviers contre les prélèvements	259
144. Régularité budgétaire du prélèvement	261
145. Conclusion du chapitre	261
 TITRE III. LES INTERETS CONTRADICTOIRES EN PRESENCE. LES SOLUTIONS DU PROBLEME DE L'ALCOOL INDUSTRIEL	
CHAPITRE XIII. — CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU RÉGIME PROVISOIRE	265
Section I. Producteurs	266
A) <i>Producteurs d'alcools naturels</i>	266
146. Producteurs d'eau-de-vie de vin	266
147. Producteurs d'eaux-de-vie de marcs et lies de vin	270
148. Producteurs d'eaux-de-vie de fruits	270
149. Producteurs d'alcools de cidres et poirés, pommes et poires marcs et lies de ces fruits	271
150. Producteurs de rhums et tafias coloniaux	275
151. Producteurs de genièvres	277
B) <i>Producteurs d'alcools industriels</i>	277
152. Producteurs d'alcool de betteraves	277
153. Producteurs d'alcool de mélasses	278
154. Producteurs d'alcool de grains	279
Section II. Consommateurs	280
155. Consommateurs de carburant national	280
156. Exportateurs	283
157. Consommation taxée	284
158. Consommation non taxée	286
Section III. L'Etat	288
159. L'Etat a-t-il bénéficié du régime provisoire	288
160. L'économie nationale et le régime provisoire	288
161. Le Budget et le régime provisoire	290
 CHAPITRE XIV. — LES ARGUMENTS INVOQUÉS EN FAVEUR DU MONOPOLE, LE RETOUR AU RÉGIME DE LIBRE CONCURRENCE	293
Section I. Que penser du régime provisoire ?	293
162. Les arguments en faveur du monopole	293
163. Argument tiré du souci de l'hygiène publique	293
164. Argument tiré des intérêts économiques en jeu	294

165. Argument tiré de la nécessité de développer les emplois industriels de l'alcool	295
166. Le régime de monopole n'a pas eu de résultats supérieurs à la liberté économique	297
Section II. La liberté économique	297
167. Théoriquement la libre concurrence est supérieure au monopole	297
168. Impossibilités pratiques de revenir à un régime de liberté...	298
CHAPITRE XV. — LE PROJET DE STATUT DÉFINITIF ET LES INTÉRÊTS CONTRADICTOIRES EN PRÉSENCE	300
Section I. Producteurs	300
169. Les producteurs d'alcool naturel et le projet de statut définitif	300
170. Les producteurs d'alcool industriel et le projet TOURNAN ...	304
171. Les producteurs d'alcool de synthèse	306
Section II. Consommateurs	314
172. Les consommateurs	314
Section III. Le Trésor et le Budget	319
173. Equilibre financier de l'Office projeté	319
Section IV. Etablissement autonome ou Service	322
174. Statut du monopole. Doit-il être autonome?	322
174a Administration de l'Office	323
174b Le budget de l'Office	326
174c Comment doit fonctionner l'autonomie budgétaire de l'Office	329
Section V. Stabilité du statut projeté	331
175. Possibilités de réalisation de l'Office de l'Alcool tel qu'il est conçu par le Sénateur TOURNAN	331
CHAPITRE XVI. — UNE SOLUTION : LE MONOPOLE INTÉGRAL DE L'ACHAT ET DE LA VENTE DES ALCOOLS NATURELS ET INDUSTRIELS ..	333
176. Difficultés d'application des trois solutions : Liberté, Régime provisoire, Statut projeté	333
177. Les données du problème	334
178. La solution : le monopole de l'achat et de la vente de tous les alcools. Réponse aux objections théoriques	335
179. Le monopole de tous les alcools éviterait la surproduction ..	336
180. Achats effectués par le monopole; les ventes. Le monopole intégral serait commercialement en équilibre	339
181. Le monopole et le budget	343
CONCLUSION	345

ANNEXES

ANNEXE A

Lois, Décrets et Arrêtés

Loi de Finances du 30 mars 1902. — Article 15 relatif aux genièvres..	355
Loi de Finances du 26 décembre 1915. — Article 15 fixant les caractéristiques que doivent présenter les alcools soumis à la dénaturation.....	356
Loi du 6 mai 1916 autorisant le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane.	358
Loi du 30 juin 1916. — Article 4. Base législative du monopole	359
Loi du 10 février 1918 établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national.....	361
Décret du 13 août 1919 fixant le régime provisoire de l'alcool	363
Arrêté du 18 octobre 1919 relatif à l'exécution du décret du 13 août 1919	364
Loi de Finances du 25 juin 1920 portant création de ressources nouvelles. — Article 89. Surtaxe sur les alcools coloniaux et étrangers. — Articles 104 et 105. Taxe sur les hydrocarbures ...	365
Loi du 31 décembre 1920. — Article 13 établissant une surtaxe sur les genièvres	369
Loi du 30 avril 1921. — Article 13. Surtaxe sur les genièvres	371
Décret du 19 mai 1921 modifiant le tableau annexé au décret du 30 juin 1920.....	372
Loi du 9 juin 1921. — Articles 2 et 5 modifiant le régime fiscal des vinaigres	373
Loi du 9 juillet 1921 portant ratification du décret du 7 mai 1921 relatif aux conditions d'obtention de licences d'importation des huiles et essences de pétrole et instituant sur ces importations une surtaxe temporaire.....	374
Loi du 15 juillet 1921 concernant le régime fiscal des boissons hygiéniques	376
Décret du 19 août 1921. — Articles 6 et 7 protégeant les appellations relatives à certains alcools	377
Arrêté du 23 septembre 1921 relatif à l'exonération de l'impôt intérieur sur les benzols mélangés à l'alcool.....	379
Loi du 30 juin 1922. — Article 15. Prorogation du régime provisoire.	380
Loi de Finances du 31 décembre 1922. — Article 9. Définition et contingentement des rhums et taffias coloniaux	381
Loi de Finances du 28 février 1923. — Article 6 obligeant les importateurs d'essence à acquérir un pourcentage d'alcool. Article 7 réduisant la surtaxe sur les importations et en affectant le produit au service des alcools	383
Décret du 30 mai 1923 fixant les modalités d'application de l'article 6 de la loi du 28 février 1923 relatif à l'importation des essences de pétrole et produits similaires.....	384
Arrêté du 31 mai 1923 fixant la composition des mélanges alcool-essence, ainsi que les conditions auxquelles ces mélanges devront satisfaire et celles dans lesquelles ils devront être livrés au public.....	388

Arrêté du 14 septembre 1923 réglant les formalités à remplir par les importateurs d'essence de pétrole et de benzol ou de produits similaires, les dénaturateurs d'alcool et les préparateurs de mélanges carbures pour assurer l'application de l'article 6 de la loi du 28 février et du décret du 30 mai 1923.....	390
Loi de Finances du 27 décembre 1923. — Article 23 relatif aux rhums et tafias coloniaux.....	397
Décret du 20 mai 1924 modifiant l'article 1 ^{er} du décret du 30 mai 1923	399
Loi du 1 ^{er} août 1924. — Article 21. Prorogation du régime provisoire. — Article 22 établissant le principe de la parité.....	400
Loi de Finances du 13 juillet 1925.—Article 90 relevant le contingent des rhums importés	401
Loi du 4 août 1929 appropriant les titres de mouvement délivrés pour les eaux-de-vie naturelles à la garantie des appellations d'origine	402
Loi du 19 avril 1930 portant adoption de mesures destinées à améliorer le marché des vins.....	403
Décret du 12 juillet 1930 relatif au pourcentage et au prix de cession de l'alcool destiné à la carburation.....	406
Décret du 31 mai 1921. Création d'un emploi de contrôleur financier et d'un emploi d'agent comptable.....	408
Loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins.....	410
Décret du 1 ^{er} octobre 1931 concernant la comptabilité du Service des alcools	421
Arrêté du 26 octobre 1931 fixant les caractéristiques d'un nouveau carburant poids lourds.....	424
Décret du 11 novembre 1931. — Pourcentage et prix de cession de l'alcool	430
Arrêté du 25 novembre 1931. — Définition du carburant poids lourds	432
Décret du 22 décembre 1931. — Livraisons obligatoires d'alcool de vin	434
Arrêté du 24 décembre 1931. — Livraisons obligatoires d'alcool de vin	439
Loi de Finances du 31 mars 1932. — Articles 34, 35, 36. Le prélèvement sur le compte des alcools	442
Arrêté du 1 ^{er} juillet 1932. — Mélanges d'hydrocarbures et d'alcool autres que le carburant poids lourds	443
Arrêté du 5 juillet 1932. — Exonération de l'impôt intérieur sur les hydrocarbures mélangés à l'alcool.....	445

ANNEXE B

Tableaux statistiques.

Tableau I. — Production des vins en France et en Algérie depuis 1910	449
Tableau II. — Production du cidre en France depuis 1910.....	449
Tableau III. — Quantités totales de vin soumises en France à la distillation depuis 1918.....	450
Tableau IV. — Production des alcools de vin et des alcools de cidre en France depuis 1910	450
Tableau V.— Betteraves mises en œuvre en sucrerie et en distillerie depuis 1907.....	451
Tableau VI. — Production totale annuelle des alcools par nature de substances mises en œuvre depuis 1910.....	452

Tableau VII. — Tableau des emplois de l'alcool depuis 1910.....	453
Tableau VIII. — Subdivision des quantités d'alcool soumises à la dénaturation en France depuis 1910..... (Entre les pages 452-453)	
Tableau IX. — Importations de pétroles et d'essences en hectoli- tres	454
Tableau X. — Prix d'achat de l'hectolitre d'alcool par le Service des alcools depuis 1916	455
Tableau XI. — Prix de vente des alcools par le Service des alcools depuis 1916	456
Tableau XIa. — Prix de cession de l'alcool du 23 août 1919 au 3 mars 1922	456
Tableau XIb. — Prix de cession de l'alcool du 3 mars 1922 au 31 décembre 1931	457
Tableau XII. — Prix moyens d'achat et de vente pratiqués par le Service des alcools	458
Tableau XIII. — Régime provisoire de l'alcool : ventes.....	459 à 461
Tableau XIV. — Régime provisoire de l'alcool : Dépenses (Entre les	
Tableau XV. — Régime provisoire de l'alcool : Recettes (pages 462-463	
Tableau XVI. — Régime provisoire de l'alcool : Bilans....	462 à 468

BIBLIOGRAPHIE

I. — Principaux ouvrages publiés	469
a : Traités	469
b : Volumes spéciaux	469
II. — Thèses	470
III. — Articles de Revues	470
IV. — Documents parlementaires	471
a : Chambre des Députés	471
b : Sénat	472
V. — Périodiques et quotidiens	473

Bordeaux. — Imprimerie J. Bière, 18, rue du Peugue. — 1932.
